DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/01A

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_001AH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-0/01A**

OBJET : Procès-verbaux du Conseil départemental du 3 avril et du 22 mai 2025
Procès-verbal du Conseil départemental du 3 avril 2025

Conformément à l'article L. 3121-13 du code général des collectivités territoriales et au Règlement intérieur du Conseil départemental et de la Commission Permanente, il convient d'adopter les procès-verbaux des séances publiques du Conseil départemental du 03 avril et 22 mai 2025.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

D'adopter le procès-verbal de la séance publique du Conseil départemental du 03 avril 2025.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE
M. Smaïl DJEBARA
M. Yann DUBOSC
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Anthony GRATACOS
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Vincent PAUL-PETIT a donné pouvoir à Mme VEAU Véronique
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/01A

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_001AH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération

Procès-Verbal

Séance publique du Conseil départemental du 3 avril 2025

Les informations recueillies peuvent être enregistrées dans les logiciels métiers et dans la base de contact du Département. Les services concernés en sont les destinataires exclusifs. Elles sont destinées à l'accomplissement des missions

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE

Séance publique du jeudi 3 avril 2025

Ordre du jour/État de présences/État des votes

Le 03 avril 2025 de 9 h 01 à 16 h 25, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, le Conseil départemental s'est réuni en l'Hôtel du département sous la présidence de Monsieur Jean-François PARIGI, Président du Conseil départemental.

ONT ÉTÉ PRÉSENTS :

Mme Emma ABREU
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI
Mme Majdoline BOURGEAIS — EL ABIDI
M. Thierry CERRI
M. Jean-Marc CHANUSSOT
M. Bernard COZIC
Mme Sophie DELOISY
M. Stéphane DUVAUCHELLE
M. Smaïl DJEBARA
M. Yann DUBOSC
M. Vincent ÉBLÉ
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Anthony GRATACOS
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Nolwenn LE BOUTER
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE-GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
M. Ugo PEZZETTA
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU

ONT ÉTÉ ABSENTS ET ONT DONNÉ POUVOIR :

M.BAREILLE a donné pouvoir à M.DJEBARA,
M.ÉBLÉ a donné son pouvoir à Mme GOBERT à compter du rapport n°6/01,
Mme NETTHAVONGS a donné pouvoir à M.DUBOSC à compter du rapport n°4/06,
M.RABASTE a donné son pouvoir à M.ROBACHE à compter du rapport n°4/06,
M.SEPTIERS a donné son pouvoir à M.GAUTIER à compter du rapport n°4/20

Le quorum étant atteint, le Conseil départemental a, après délibération, adopté les délibérations inscrites à son ordre du jour, de la façon suivante :

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
0/01	Remplacement d'un siège vacant au sein de la Commission permanente	
	A - Décision de compléter la Commission permanente	**Adopté à l'unanimité**
	B - Élection d'un nouveau membre de la Commission permanente	**Proclamé à l'unanimité**
0/02	Commissions thématiques du Conseil départemental - Modification des membres	**Adopté à l'unanimité**
0/03	Procès-verbal du Conseil départemental du 14 février 2025	**Adopté à l'unanimité**
0/04	Décisions prises par le Président du Conseil départemental du 01/01/2025 au 15/02/2025	**Adopté à l'unanimité**
0/05	Décisions prises par le Président du Conseil départemental en matière de marchés publics – Information sur les marchés et avenants notifiés entre le 2 janvier et le 25 février 2025	**Adopté à l'unanimité**

0/06	Représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de divers organismes	**Adopté à l'unanimité**
	A - Commission consultative des services publics locaux – CCSPL	**Adopté à l'unanimité**
	B - Comité de pilotage des procédures contractuelles	**Adopté à l'unanimité**
	C - Groupement d'Intérêt Public (GIP) Roissy Meaux Aéropôle	**Adopté à l'unanimité**
	D - Seine-et-Marne Attractivité	**Adopté à l'unanimité**
	E - Paris CDG Alliance	**Adopté à l'unanimité**
	F - Collège Marthe Gautier à Charny	**Adopté à l'unanimité**
	G - Commission de suivi pour la plateforme de tri et de valorisation de terres de déblais (TERZEO)	**Adopté à l'unanimité**
	H - Commission consultative de l'environnement - CCE aérodrome Paris-Le Bourget	**Adopté à l'unanimité**
	I - Commission de suivi des sites - CSS Claye Souilly, Fresnes	**Adopté à l'unanimité**
	J - Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) – formation publicité	**Adopté à l'unanimité**
7/01	Budget primitif pour l'exercice 2025 (Budget principal et budgets annexes) **PRESENTATION**	
1/01	Budget Primitif 2025 : Développement Local	
	A – Budget développement local	**Adopté à l'unanimité** Abstentions : 8
	B – Divers partenariat	**Adopté à l'unanimité** Abstentions : 8
1/02	Budget primitif 2025 : Attractivité du territoire	**Adopté à la majorité** Contre : 2

1/03	Budget primitif - mobilité routes	**Adopté à l'unanimité** Abstentions : 10
1/04	Budget primitif 2024 - Agriculture	**Adopté à la majorité** Abstentions : 8 Contre : 2
1/05	Contrat Intercommunal de Développement (CID) de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie – Contrat cadre, programme d'actions et une convention de réalisation.	**Adopté à l'unanimité** NPPV :2
1/06	Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Rozay-en-Brie - Contrat cadre, programme d'actions et trois conventions de réalisation**.**	**Adopté à l'unanimité** NPPV :1
1/07	Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Crégy-lès-Meaux - Contrat cadre, programme d'actions et une convention de réalisation.	**Adopté à l'unanimité**
1/08	Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Rozay-en-Brie - Contrat cadre, programme d'actions et trois conventions de réalisation.	**Adopté à l'unanimité**
1/09	Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Gretz-Armainvilliers - Contrat cadre, programme d'actions et deux conventions de réalisation.	**Adopté à l'unanimité**
1/10	Avenant n°1 au second Contrat rural (CoR) de Bannost-Villegagnon	**Adopté à l'unanimité**
1/11	Conventions entre le Département de Seine-et-Marne et le Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique, relatives à l'attribution et au versement de subventions d'investissement et de fonctionnement pour l'année 2025.	**Adopté à l'unanimité**
1/12	Avenant à la convention d'objectifs et de moyens entre le Département de Seine et Marne et l'agence Seine et Marne Attractivité	**Adopté à l'unanimité** NPPV :19 Abstentions :8
1/13	Projet Partenarial d'Aménagement du Quartier Saint-Louis à Dammarie-lès-Lys	**Adopté à l'unanimité**
1/14	EPAFRANCE. Aménagements et Financement Cyclable du Bd Grand Fossé et Passerelle Av. Schuman à Coupvray. Prorogation	**Adopté à l'unanimité**

1/15	Route départementale (RD) 28 - Déclassement de voie - Commune de Varennes-sur-Seine - Convention	**Adopté à l'unanimité**
2/01	Budget primitif 2025 : Politique départementale en faveur des Bâtiments et de la vie des collèges.	**Adopté à l'unanimité** Absentions :10
2/02	Budget annexe 2025 : Politique départementale de restauration scolaire des collèges.	**Adopté à l'unanimité** Absentions :10
2/03	Budget primitif 2025 : Politique départementale en faveur de l'Action éducative et de la jeunesse	**Adopté à la majorité** Contre : 10
2/04	Budget Primitif 2025 : Culture	**Adopté à la majorité** Contre : 10
2/05	Dénomination des CDI Médiathèques Villiers-Saint-Georges et Jouy-le-Châtel	**Adopté à l'unanimité**
2/06	Approbation programme de la réhabilitation du collège Louis Aragon à Torcy	**Adopté à l'unanimité**
2/07	Raccordement et la mise à disposition du local de chaufferie, dans le cadre du passage du gaz au réseau de chaleur urbain du collège La Maillière à Lognes.	**Adopté à l'unanimité**
2/08	Convention 2025 entre le Département et l'Association Act'Art.	**Adopté à la majorité** NPPV : 5 Contre : 8
2/09	Attribution des contributions 2025 aux EPCC la Ferme du Buisson et le Théâtre Sénart.	**Adopté à l'unanimité**
3/01	Budget Primitif 2025 - Politique Activités Sportives.	**Adopté à la majorité** Abstentions : 8 Contre : 2
6/01	Budget Primitif 2025 - Transports	**Adopté à la majorité** Abstentions : 8 Contre : 2
6/02	Transfert de maîtrise d'ouvrage à la Ville de Melun pour la réalisation des aménagements liés au Tzen 2 sur la place Saint-Jean - Convention de financement.	**Adopté à l'unanimité**
6/03	Nouvelle gare SNCF de Villiers-Champigny-Bry dans le cadre de l'interconnexion des lignes RER E et Transilien P avec le réseau du Grand Paris Express - Convention de financement des études de conception détaillées (PRO) complémentaires n°2.	**Adopté à l'unanimité**
6/04	Avenant n°4 à la convention de financement des travaux d'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Troyes - phase 1-tranche 2	**Adopté à l'unanimité**
6/05	Convention de financement des travaux d'électrification de la ligne Paris-Troyes - Phase 2 : section Nogent-sur-Seine - Troyes - Tranche 2 : travaux principaux.	**Adopté à l'unanimité**

6/06	Transport scolaire – Préparation de la rentrée scolaire 2025/2026 - ajustement du règlement départemental des transports scolaires sur circuits spéciaux scolaires	
	A - Ajustement du règlement départemental des transports scolaires	**Adopté à la majorité** Contre : 10
	B - Conventions de prise en charge des frais de transport	**Adopté à la majorité** Contre : 10
4/01	Budget Insertion 2025	**Adopté à la majorité** Abstentions : 8 Contre : 2
4/02	Budget Habitat 2025	**Adopté à l'unanimité** Absentions :10
4/03	Budget Primitif 2025 : Autonomie	**Adopté à l'unanimité** Absentions :10
4/04	Budget primitif 2025 - Protection de l'Enfance	**Adopté à l'unanimité** Absentions :10
4/05	Budget annexe 2025 du Service d'Accueil d'Urgence de l'Enfant (SDAUE).	**Adopté à l'unanimité** Absentions :10
4/06	Budget primitif 2025 - Protection Maternelle et Infantile et de la Promotion de la Santé	
	A – Création d'enveloppes de subventions	**Adopté à la majorité** Contre : 10
	B - Modification du règlement des aides financières pour les EAJE	**Adopté à la majorité** Contre : 10
4/07	Renouvellement du dispositif dit "emploi pérenne" porté par Initiatives77 pour la période allant du 1er mai au 31 décembre 2025	**Adopté à l'unanimité** NPPV : 7 Absent : 1
4/08	Soutien du Département aux mises en situation à l'emploi des Allocataires du Revenu de Solidarité Active (ARSA) : Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM) au titre de l'année 2025.	**Adopté à l'unanimité** NPPV :10 Absent : 1

4/09	Politique d'insertion jeunesse : renouvellement du soutien départemental aux structures "insertion jeunesse" - Année 2025	
	A - Convention 2025 Ecole de la deuxième chance de Seine-et-Marne	**Adopté à l'unanimité** NPPV :12
	B - Convention 2025 aux Missions locales	**Adopté à l'unanimité** NPPV :12
	C - Conventions ADSEA, RELAIS JEUNES 77, EQUALIS, ARILE	**Adopté à l'unanimité** NPPV :12
	D - Attribution subvention aux 2 Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes	**Adopté à l'unanimité** NPPV :12
	E - Avenant de prolongation Fonds d'Aide aux Jeunes Collectif (FAJ CO) PIMMS	**Adopté à l'unanimité** NPPV :12
4/10	Politique d'insertion : attribution de la subvention globale de fonctionnement à Initiatives77 et de la subvention au titre des frais de gestion du Fonds d'aide aux jeunes pour la période du 1er mai 2025 au 31 décembre 2025	
	A - Convention relative à la subvention globale	**Adopté à l'unanimité** NPPV :7 Absent : 1
	B - Convention relative à la gestion du Fonds d'aide aux jeunes	**Adopté à l'unanimité** NPPV :7 Absent : 1
4/11	Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) - Contrats Jeunes Majeurs	**Adopté à l'unanimité**
4/12	Convention avec le service d'aide et d'accompagnement à domicile porté par Défi Autisme dans le cadre de la protection de l'enfance.	**Adopté à l'unanimité**
4/13	Renouvellement de la convention tripartite sur le déploiement de deux équipes mobiles d'appui aux professionnels accompagnant les enfants en situation de handicap pris en charge par l'aide sociale à l'enfance	**Adopté à l'unanimité**
4/14	Lutte contre la prostitution - Convention avec l'association "Amicale du Nid"	**Adopté à l'unanimité**
4/15	Versement d'une subvention pour le fonctionnement de l'Unité d'Accueil Pédiatrique de l'Enfance en Danger du Grand Hôpital de l'Est Francilien	**Adopté à l'unanimité** NPPV :1

4/16	Convention avec l'association Ville-Hôpital pour la prise en charge thérapeutique des mineurs non accompagnés confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance.	**Adopté à l'unanimité**
4/17	Lancement d'un appel à projets "Innovations en Santé 2025", dans le cadre de la déclinaison du Pacte Santé 77 et selon les orientations du Diagnostic de l'offre et des besoins en santé du territoire de Seine-et-Marne	**Adopté à l'unanimité**
4/18	Contractualisation avec la CNAM 2024-2026 - Accompagnement du public accueilli en Protection Maternelle et Infantile (PMI) dans le cadre du fonds de lutte contre les addictions	**Adopté à l'unanimité**
4/19	Avenant à la Convention pluriannuelle de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH)	**Adopté à l'unanimité** NPPV : 13 Absent : 1
4/20	Renouvellement de la convention liant le Département et les Tiers Régulateurs relative au suivi des adultes en situation de handicap dans le cadre de l'accueil familial social pour la période du 1er mai 2025 au 31 décembre 2029.	**Adopté à l'unanimité**
4/21	Participation financière en faveur des SAD dans le cadre de leur modernisation	**Adopté à l'unanimité**
4/22	Avenant n°4 à la convention avec les centres d'information et de la coordination- Points autonomie Territoriaux (cic-pat) - Période du 1er mai au 31 décembre 2025	**Adopté à l'unanimité** NPPV : 1
4/23	Dispositif d'accompagnement socioprofessionnel des allocataires du Revenu de Solidarité active (ARSA) : prolongation sur la période mai à décembre 2025 des dispositifs d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé AAVE et ITI.	
	A - Accompagnement socioprofessionnel territorialisé des allocataires du RSA	**Adopté à l'unanimité** NPPV : 2
	B - "Itinéraire Tremplin Interactif" pour les allocataires du RSA - Nemours - Montereau	**Adopté à l'unanimité** NPPV : 2
	C - Avenant à la convention avec MEI-MVS	**Adopté à l'unanimité** NPPV : 2
5/01	Budget primitif 2025 - Environnement	**Adopté à la majorité** Abstentions : 8 Contre : 2
5/02	Budget Primitif 2025 - Eau	**Adopté à l'unanimité** Abstentions : 10
5/03	Renouvellement de la convention de partenariat entre le Département et l'Association AQUI'Brie.	**Adopté à l'unanimité** NPPV : 4
5/04	Validation du 4ème Plan départemental de l'eau - Stratégie 2025-2030, de la charte d'engagements et de son règlement.	**Adopté à l'unanimité**

5/05	Espaces Naturels Sensibles (ENS) – Avenants aux conventions de partenariats avec divers acteurs intervenant dans les domaines du patrimoine naturel, de la gestion et de la valorisation des ENS.	**Adopté à l'unanimité** NPPV : 2
5/06	Avenant financier 2025 à la convention pluriannuelle avec Seine-et-Marne Environnement (SEME).	**Adopté à l'unanimité** NPPV : 10
7/01	Budget primitif pour l'exercice 2025 (Budget principal et budgets annexes) **AMENDEMENT** **DIFFUSÉ LE 25/03/2025**	
	A - Budget général	**Adopté à l'unanimité** Contre : 10
	B – Budgets annexes	**Adopté à l'unanimité** Contre : 10
7/02	Budget Primitif 2025 - Domaine « Finances/Dette et opérations financières » et délégation de compétences au Président pour les opérations financières en matière de dette et de gestion de trésorerie au titre de l'exercice 2025.	**Adopté à l'unanimité**
7/03	Rapport du Président sur la gestion de la dette, de la trésorerie et des instruments de couverture du risque financier pour l'exercice 2024.	**Adopté à l'unanimité**
7/04	Taux de la Taxe d'aménagement	**Adopté à l'unanimité**
7/05	Budget Primitif 2025 - Domaine "Sécurité des biens et des personnes".	**Adopté à l'unanimité** Abstention : 10
7/06	Budget primitif 2025 : Communication	**Adopté à l'unanimité** Abstention : 10
7/07	Budget primitif 2025 - Ressources internes	**Adopté à l'unanimité** Abstention : 10
7/08	Personnel départemental : modification, suppression et création d'emplois, mise à jour du tableau des emplois.	**Adopté à l'unanimité**
7/09	Plan d'adaptation et de développement des compétences	**Adopté à l'unanimité**
7/10	Renouvellement de convention avec le Comité des Œuvres Sociales (COS) de Seine-et-Marne	**Adopté à l'unanimité** NPPV :2
7/11	Renouvellement de la convention conclue avec le Centre de Gestion de Seine-et-Marne relative à l'organisation des concours et examens professionnels pour l'année 2025	**Adopté à l'unanimité**
7/12	Renouvellement de la convention conclue entre le Centre de gestion de Seine-et-Marne et le Département de Seine-et-Marne sur la consultation du référent déontologue, laïcité et alerte éthique, au titre de l'année 2025.	**Adopté à l'unanimité**

7/13	Taux des droits de mutation à titre onéreux du 1er juin 2025 au 31 mars 2028	**Adopté à l'unanimité**
7/14	Apport en compte courant d'associés au bénéfice de la Société Publique Locale "Plateforme d'approvisionnement de la restauration scolaire de l'Est francilien" pour l'année 2025. **AMENDEMENT DIFFUSÉ LE 02/04/2025**	**Adopté à l'unanimité** NPPV : 4
7/15	Restauration scolaire: utilisation des données fiscales des usagers pour la facturation du service **AJOUTÉ A L'ORDRE DU JOUR DIFFUSÉ LE 01/04/2025**	**Adopté à l'unanimité**

M. LE PRÉSIDENT. La prochaine séance publique aura lieu le vendredi 20 juin à 9 h. Les commissions techniques se réuniront le 16 juin, celle des finances le mercredi 18 juin. La commission permanente le vendredi 16 mai. Je vous informe de l'ajout du rapport 7/15, restauration scolaire, utilisation des données fiscales des usagers pour la facturation du service. Nous aurons 80 rapports à examiner aujourd'hui.

J'aimerais partager avec vous mon émotion suite au décès de Paule NOURY, le 11 mars 2025. Elle était mariée, deux enfants, une comptable retraitée, je me souviens encore dans les groupes d'opposition, très attachée aux chiffres. Paule a été conseillère municipale de Nangis de 1983 à 2015, conseillère générale du canton d'octobre 2021 à mars 2015. Elle était membre de la commission sociale et santé publique, de l'administration générale et du personnel, de la commission de l'environnement, de celle des bâtiments départementaux et des bourses départementales. Je me souviens qu'elle avait eu la chance de présider le Conseil départemental du fait qu'elle était la doyenne de l'assemblée, c'était pour elle une grande émotion et une grande fierté. Paule aura consacré une grande partie de sa vie à la chose publique, avec un engagement de plus de 40 ans au service de ses administrés. Élue conseillère municipale dès 1983 dans sa commune de Nangis qu'elle adorait tant, elle fut première adjointe de la ville de 2008 à 2012. Élue conseillère générale du canton de Nangis en 2001, Paule était dévouée et loyale, une élue de terrain au service de son territoire et de ses habitants. Elle aura marqué la vie locale par ses engagements sans failles. C'était également une femme extrêmement bienveillante et attentionnée auprès de celles et ceux avec lesquels elle travaillait. Au nom du Département, des conseillers et des conseillères départementaux, je souhaite que nous observions une minute de silence.

M. LE PRÉSIDENT. Alors mes chers collègues, suite à la démission d'Olivier MORIN le 1er mars dernier qui a été reçue et acceptée, Stéphane DEVAUCHELLE est devenu conseiller départemental du canton de Claye-Souilly. Donc nous l'accueillons aujourd'hui au sein de notre assemblée et je lui souhaite la bienvenue. Donc M. DEVAUCHELLE est membre de droit du Conseil départemental.

N° 0/01A — Remplacement d'un siège vacant au sein de la Commission permanente

M. LE PRESIDENT. En revanche, il doit préalablement être élu pour faire partie de la Commission permanente puisque la particularité de notre Conseil départemental, c'est que vous êtes membres du Conseil départemental, c'est classique, et vous êtes aussi membres de la Commission permanente. Mais il faut un vote. Donc dans un premier temps, nous devons formellement décider de pourvoir le poste laissé vacant au sein de la Commission permanente par Olivier MORIN.

Est-ce qu'il y a des voix contre cette décision? Non. Des abstentions? Non. Donc c'est adopté à l'unanimité.

N° 0/01B — Élection d'un nouveau membre de la Commission permanente

M. LE PRESIDENT. Alors c'est un peu très technique, tout ça. Pour procéder à cette élection et bien qu'il n'y ait qu'un seul poste à pourvoir, nous devons nous conformer aux dispositions de l'article L.3122-5 du Code général des collectivités territoriales et aussi devoir suspendre la séance du Conseil départemental durant une heure. Toutefois, en accord avec les présidents de groupe on a passé le tout, normalement ça aurait dû nous prendre une heure. Au regard de cette journée chargée, tout le monde était d'accord pour que les choses se passent le plus rapidement possible.

Mes chers collègues, je constate que seule la candidature de Stéphane DEVAUCHELLE a été déposée. Monsieur DEVAUCHELLE, vous êtes donc désigné membre de la Commission permanente.

N° 0/02 – Commissions thématiques du Conseil départemental – Modification des membres de la Commission n° 1 « Aménagement du territoire, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture ».

MONSIEUR LE PRÉSIDENT. Suite à l'arrivée de Stéphane DEVAUCHELLE parmi nous, en tant que membre de la commission permanente et le départ de Monsieur Olivier MORIN, il faut procéder à des ajustements au sein de la Commission 1.

Pour cette Commission, il est proposé Jean-Marc CHANUSSOT, en tant que vice-président de la commission, et Stéphane DEVAUCHELLE en tant que membre de cette commission. Les deux changements sont donc la vice-présidence de Jean-Marc CHANUSSOT et l'arrivée de Stéphane DEVAUCHELLE au sein de cette commission.

Est-ce qu'il y a des voix contre cette décision? Non. Des abstentions? Non. Donc c'est adopté à l'unanimité.

N° 0/03 — Procès-verbal du Conseil départemental du 14 février 2025

MONSIEUR LE PRÉSIDENT. Des remarques ? Non ? Il est adopté.

N° 0/04 — Décisions prises par le Président du Conseil départemental entre le 1er janvier et le 15 février 2025

MONSIEUR LE PRÉSIDENT. Des remarques ? Non ? C'est adopté.

N° 0/05 — Décisions prises par le Président du Conseil départemental en matière de marchés publics — Information sur les marchés et avenants notifiés entre le 2 janvier et le 25 février 2025

MONSIEUR LE PRÉSIDENT. Des remarques ? Non ? C'est adopté.

N° 0/06 — Représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de divers organismes.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT. Vous avez la liste des changements opérés par l'arrivée de Stéphane DEVAUCHELLE. Des remarques ? Non ? C'est adopté.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT. Nous en arrivons à un moment très fort de cette séance, je voulais partager avec vous l'émotion qui est la mienne suite au courrier que j'ai reçu de notre collègue Vincent ÉBLÉ. Nous ne pouvons pas dire que nous n'avons pas été opposants. J'ai été opposant quand il a été président de ce Département et inversement. Il y a une chose que je voudrais partager avec vous : il a toujours été d'une élégance, d'un respect à l'égard des autres qui fait que j'ai moi-même un profond respect pour Vincent. J'ai été jeune élu et j'ai toujours eu une oreille attentive de Vincent pour les demandes que j'ai pu faire pour mon canton. Je me souviens d'une phrase qu'il m'avait dite : « N'oubliez jamais une chose : vous êtes avant tout conseiller général du Département, et non du canton ». Tout au long du mandat, c'est ce que j'ai fait. Vincent avait cette approche de notre patrimoine. Comme dirait l'autre, c'était son dada. Si un jour Vincent est disponible, si un jour vous avez du temps, allez visiter la chocolaterie Meunier avec Vincent. Vous pensiez connaitre le site et vous n'y connaissiez rien du tout. C'est un puits de science, il a une passion de l'urbanisme et derrière l'urbanisme, pour les hommes et les femmes qui y ont travaillé, vont y travailler ou vont y vivre. C'est ce qui a guidé ses mandats municipaux, départementaux et sénatoriaux avec sa présence au patrimoine qui est un plus pour notre Département. C'est avec beaucoup d'émotion et de respect que se tourne une page, avec l'arrivée de ton suppléant, Mathieu. Je voudrais te dire merci pour toutes ces années passées au Département.

M. DJEBARA. Monsieur le Président, chers collègues. Il y a des moments en politique où le temps suspend son cours, et au-delà de nos étiquettes, nous prenons collectivement conscience de ce qu'un engagement peut signifier. Notre collègue s'apprête à vivre sa dernière séance budgétaire parmi nous mettant un point d'orgue à 27 années de mandat ininterrompues. 27 ans de fidélité à un territoire, à une institution, à une idée exigeante de l'action publique. 27 ans d'engagement pour la Seine-et-Marne, qu'il a servie avec rigueur, lucidité et passion. Sous sa présidence, entre 2004 et 2015, notre Département a changé de dimension. Il a su faire face à des défis considérables : un boum démographique, des responsabilités sociales accrues, des fractures sociales et territoriales à dépasser, des arbitrages budgétaires douloureux à assumer. Mais il n'a jamais été un simple président gestionnaire. Il a été un président bâtisseur, visionnaire. Il a rendu possible ce que beaucoup croyaient impossible : rendre la culture accessible à toutes et tous, ouvrir des équipements sportifs aux jeunes de tout horizon, défendre le patrimoine avec force, engager une politique environnementale ambitieuse bien avant qu'elle ne devienne une évidence. Et surtout, il l'a fait, sans jamais se départir de sa boussole. Celle d'une gauche humaniste, républicaine et sociale. Un gauche qui agit, qui protège, qui élève. Mais au-delà du président et de l'élu, je veux parler de l'homme. Pour moi, c'est un hommage personnel. Lui et moi, c'est 18 ans de route départementale commune. Tout a commencé en 2008. J'avais 22 ans, j'étais alors président du conseil des jeunes de Seine-et-Marne et lui était le patron, le président du Département. Il m'a pris sous son aile, m'a fait confiance, m'a formé, il m'a transmis. C'est lui qui m'a ouvert les portes de l'engagement public, par son exigence, sa bienveillance, par son sens de l'État et de l'intérêt général, il m'a tant appris. Si je suis ici aujourd'hui, c'est en grande partie grâce à lui et je lui dois beaucoup. Tu nous laisses un héritage et une responsabilité, celle de faire vivre une exigence de justice, de cohésion et de proximité qui t'a toujours animé. Tu nous rappelles, dans un monde de plus en plus instable, que la fidélité aux valeurs, la rigueur dans l'action et le respect des institutions ne sont pas des principes d'hier, mais bien des nécessités pour demain. Tu restes sénateur de Seine-et-Marne et ta voix continuera à compter. Mais ce matin, permets-nous de te dire du fond du cœur, merci. Merci pour la Seine-et-Marne, pour la gauche, merci pour nous. Je te souhaite, au nom de tous, du repos bien mérité, du repos auprès des tiens et encore de belles batailles à mener toujours avec cette élégance et cette conviction qui te caractérisera.

Mme GOBERT. Cher Président, chers collègues, cher Vincent. Je n'aurais pu me taire à ce moment particulier où il quitte des fonctions qu'il a occupées pendant fort longtemps. Il parait que nos vieux partis sont discrédités auprès de l'opinion publique. Dans ces structures partisanes, on apprend à ne pas faire de nos colères, des passions tristes, le ferment de notre réflexion et de notre action. Et autant dire qu'avec un homme politique comme toi, on apprend que la politique est affaire de raison, de réflexion, de discussions avec les acteurs concernés sans discrimination. On apprend que la politique ne doit pas être guidée par l'émotion, mais par le sens concret de ce qu'on apporte au quotient à des administrés, une exigence quotidienne. Dans les structures partisanes, on rencontre des figures tutélaires, des personnages, qui comme toi, savent combien est importante la transmission des savoir-faire, des principes, des valeurs, des combats. Si même certains voulaient tout réduire à la communication sur les réseaux sociaux, il faut savoir labourer un territoire, être en veille continuelle des problèmes qui demandent des réponses et en connaitre tous les détails, même architecturaux. On apprend nécessairement avec toi. La transmission des principes républicains dans la manière de faire, dans la manière de penser la répartition des pouvoirs, de respecter l'opposition. La transmission des valeurs. Tu as fait de la lutte contre les inégalités, du développement et de l'accessibilité des services publics, de la juste représentation de notre territoire dans l'espace francilien, des fers de lance. Et si aujourd'hui, à ce moment précis, il n'est pas question de faire de la dialectique politicienne, ces valeurs t'ont toujours guidé, elles ont nourri un certain nombre de politiques publiques que tu as créées, et nous t'en remercions. La transmission de combat aussi, car il n'y a rien de pire qu'un homme politique qui fait de la gestion à courte vue quand il préside, ou de la critique obstinée quand il est dans l'opposition. Savoir se projeter pour des politiques du territoire de demain. Tu as été un homme politique de combat pour la Seine-et-Marne, et tu le restes comme parlementaire pour la France. Je pense à tous ceux et celles que tu as servis. Ils seront peut-être un peu orphelins même si nul doute que ton remplaçant sera un conseiller investi et compétent, avec qui nous travaillons déjà efficacement. Il nous faut te dire merci au nom de toutes les personnes ici, prends soin de toi et des tiens, et continue ton combat obstiné en tant que sénateur.

M. GRATACOS. Monsieur le Président, mes chers collègues, Vincent, bonjour. Beaucoup a déjà été dit. Je me contenterai de rappeler une anecdote personnelle quand, jeune militant en 2008 aux municipales, la première réunion publique a été animée par Vincent et Nicole Bric. Nous étions plus nombreux sur scène que dans la salle. Ce haut patronage, le militantisme que nous avons pratiqué ensemble dans le même parti de gauche, qui rassemblait alors une grande famille malgré quelques différences de point de vue. Cela a été une belle occasion d'apprendre et un devoir d'exigence intellectuelle et morale. Si tu n'avais pas été là, je ne serais pas là aujourd'hui. Par ta présence, ta générosité, ta lucidité, tu incarnes la noblesse d'une politique à échelle d'hommes, attentive aux réalités locales et aux responsabilités nationales. Ton parcours nous inspire et ton héritage continuera d'éclairer ceux qui auront à cœur de servir la Seine-et-Marne et ses habitants, merci pour tout ce que tu as fait.

Mme PICHERY. Je voudrais simplement dire quelques mots. Je sais aujourd'hui, ou j'ose imaginer, ce que tu vis à l'intérieur de toi. Tu as porté des valeurs qui sont les tiennes, mais tu as su aussi t'ouvrir à chacun et créer des passerelles pour ce Département qui reste d'avenir, pour lequel nous devons continuer de nous retrousser les manches au moment où le Grand Paris perturbe le fonctionnement du Département. Merci pour l'accompagnement dont tu as fait preuve pour moi en tant que jeune élue. À chaque moment, tu as été présent dans tous les moments clés, soit présent physiquement, soit au téléphone. Tu as cette capacité de transmettre, et c'est essentiel. On voit l'ensemble des partis politiques perdre leur boussole à différents niveaux. Montrer que tu as été ancré dans tes valeurs et montrer que tu ne les as

jamais perdues. Tu as essayé de faire adhérer un certain nombre de jeunes élus à tes valeurs républicaines, mais cette capacité de transmission fait partie de toi. J'imagine que cette séance doit être particulière, mais comme tu le vois aux quatre coins de cet hémicycle, c'est le respect qui est donné à un homme, et je pense que c'est le meilleur des témoignages.

M. THIERIOT. Je souhaite partager quelques souvenirs qui disent ce que tu as apporté collectivement à notre Département. Tu as la Seine-et-Marne au cœur. Au moment des inondations, sur un banc en attendant les autorités, tu m'as parlé de l'histoire de ces territoires, du rôle de la navigation fluviale, de ta présence au Châtelet-en-Brie avec l'association de la mémoire historique du Châtelet. Pour dire à quel point nos racines et nos héritages sont importants pour faire vivre la Seine-et-Marne aujourd'hui et demain. Je me souviens de l'élu national. J'étais venu te voir dans ton bureau de président de la commission des finances au Sénat. C'était la république que tu avais au cœur, et déjà les soucis sur l'avenir de nos finances publiques. Et c'était toujours autour du patrimoine et du mécénat que nous avions parlé. Enfin, il y a avec toi, on peut tous en être témoins, un vrai bonheur de parler de ce qui nous tient à cœur, de l'histoire, ce qui est bien normal quand on est la famille du Général Eblé qui a permis à la grande armée de franchir la Berezina malgré la difficulté des circonstances. Il m'arrivait dans les déjeuners d'être avec votre groupe, car les échanges et la délibération démocratique, le partage des mémoires n'ont pas de parti, pas de couleur, et incarnent simplement la France. Je veux te dire notre estime, notre respect et, je crois qu'on peut tous le dire, notre affection.

M. ÉBLÉ. Monsieur le Président, chers collègues, mesdames et messieurs. Je m'apprête à quitter notre collectivité où j'ai pris mes fonctions en octobre 1997, soit 27 années de mandat ininterrompu. Cette longévité est la résultante de la confiance que m'ont accordée les électeurs du canton. Je mesure à quel point le lien avec ces habitants et ceux et celles qui s'engagent au quotidien a été précieux et à quel point ces habitants ont changé mon regard sur le monde et m'ont changé aussi. C'était une chance d'être élu dans un territoire dynamique où tout était possible. S'engager d'abord 22 ans au niveau communal et intercommunal, dans la construction d'une ville nouvelle et en penser les évolutions, en mesurer les limites parfois est une école d'apprentissage de l'action publique d'une richesse incroyable. J'ai eu la chance d'être accompagné et aidé par deux maires emblématiques, Daniel VACHEZ et Michel RICARD, puis par leurs successeurs. Je ne méconnais bien sûr pas les qualités des autres maires, mais leur présence bienveillante et leurs conseils avisés ont été un soutien sans failles. En 1997, je dois beaucoup mon élection au soutien de la formation politique à laquelle j'appartiens, mais aussi, un clin d'œil de l'histoire, à Alain JUPPE et Jacques CHIRAC, qui ont permis par la dissolution de l'Assemblée nationale à Daniel VACHEZ de devenir député, laissant vacant son siège de conseiller général. Nous étions alors cinq élus socialistes, dans un Département dominé par la droite. Quelques mois plus tard, après ma première élection, les cantonales de 1998 nous ont permis de doubler nos effectifs et de constituer un groupe de 11 élus socialistes ou apparentés. Le groupe socialiste se renforce encore en 2001, puis en 2004 avec le soutien des élus communistes, la gauche devient majoritaire. Mes collègues me chargent alors de présider le Département avec la plus courte majorité possible de seulement un siège. Ces onze années de présidence ont permis de transformer profondément notre Département, qui a dû faire face à de nombreux défis, et de l'accompagner dans la modernité. Le défi démographique, la question sociale, la reprise de compétence du RSA, l'intégration de la MDPH dans nos missions d'intégration sociale. Le défi de l'émancipation en donnant aux Seine-et-Marnais l'opportunité d'avoir l'accès à la culture et aussi au sport. Le défi de la cohésion territoriale et écologique, avec le renforcement de la place des paysages et la création de celui de la biodiversité. Le défi de l'aménagement équilibré des territoires, c'est aussi la beauté d'un mandat départemental. Nous avons fait confiance aux territoires en partageant des

projets, en contractualisant autour de valeurs communes. C'est tout particulièrement la question de l'équipement de notre vaste département en réseau et fibre optique, pour lequel nous avons mobilisé les crédits d'État, ceux de la région et de nos propres collectivités. Le défi budgétaire enfin avec le transfert des compétences en 2005, sans les crédits associés, et la crise de 2010 qui a permis d'inventer l'expression de « l'effet ciseaux ». Sur ces 11 années de présidence, je crois que nous pouvons collectivement être fiers du travail engagé, la majorité d'alors, mais aussi l'opposition d'alors qui n'a pas toujours été dans des positions caricaturales. Bien entendu, nous n'avons pas tout réussi et certains dossiers restent des blessures. Ces enfants que la puissance publique ne sait pas protéger suffisamment. Naturellement aussi les relations avec l'État, avec la région n'ont pas toujours été simples. Nous avons dû, et le devons toujours à intervalles réguliers, défendre l'utilité de l'institution départementale. Je veux redire ma conviction que le triptyque communes, départements, État a toujours sa pertinence, peut-être plus que jamais dans un monde instable. Je ne pense pas que ça empêche de défendre la construction européenne. Cela ce que nous avons engagé, nous n'avons pas pu le faire seuls, je veux remercier les directeurs de cabinet, les services du Département, cadres comme agents, leur compétence et la qualité de leur engagement est précieuse pour collectivité, remercier nos camarades socialistes, mais aussi les militants et partis de gauche, aiguillant utile et parfois nécessaire pour que nous ne perdions pas nos objectifs sur le chemin de la gestion. Une nouvelle génération est là, prête à relever le défi. Je veux leur dire, ainsi qu'à tous nos collègues de gauche, que s'ils gardent le cap, proposent un chemin unitaire et progressiste, tout est possible pour l'avenir. Nous ne manquerons pas de talents qui pourront s'exprimer quand le moment de redevenir majoritaires sera venu. Au moment de passer le relais, pour me consacrer à mon mandat de sénateur, à ma famille, singulièrement à mon épouse que je remercie infiniment pour son soutien absolument constant, à mes collaborateurs et collaboratrices les plus proches, Ghislaine FOUCAULT et Cyrille JULLIARD, je veux dire à chacun que j'ai confiance en elles et en eux pour défendre nos valeurs et continuer à les faire triompher. Je leur souhaite du courage et de la joie dans cet engagement qui n'est pas toujours facile, et qui le sera de moins en moins, telle est mon intuition. Je vous remercie, Monsieur le Président, conservez votre réelle présence sur le terrain, elle est le gage d'une indispensable connaissance des situations et des hommes et des femmes qui agissent en permanence au service du plus grand nombre. Je souhaite le meilleur à notre collectivité, à la Seine-et-Marne, si diverse et attachante, aux Seines-et-Marnais que je continue à représenter au Sénat et pour lesquels mon affection ne saurait être prise en défaut, je vous remercie tous.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT. Je suis rassuré, ton côté militant est toujours là. Ce qui me parait tout à fait normal, rassurez-vous, ce n'est pas un changement de majorité qui est en train de se faire. Passons maintenant aux dures réalités de la vie avec la présentation du budget.

Mme LUCZAK. Bonjour à tous. Jamais, depuis plusieurs décennies, la construction du budget du Département n'a été aussi compliquée. C'est à la fois le contexte national et international qui est venu impacter les finances des départements ces deux dernières années. Une crise de l'immobilier inédite, une inflation forte, des niveaux d'intérêt élevés et une augmentation des dépenses sociales. Est venue s'ajouter en 2024 une crise budgétaire nationale, ayant fortement perturbé la préparation et le vote du budget 2025, traditionnellement voté en décembre de l'année n-1 et reporté 2025 à la séance d'aujourd'hui. Le contexte économique continue d'être fortement perturbé en 2025 et pèse significativement sur les finances du Département. L'inflation s'inscrirait sous les 2 %, ce qui est une bonne nouvelle, tant les niveaux d'inflation ont impacté les dépenses de notre collectivité sur tous les achats et les mesures salariales pour y faire face. Prévu au PLF à 0,9 % pour 2025, l'Insee a rabaissé sa prévision de croissance à 0,4 % au premier semestre et la Banque de France à 0,7 % sur

l'année 2025. Cette plus faible croissance pourrait créer la création de 50 000 emplois en France. Mécaniquement, cette hausse du chômage pourrait entrainer une augmentation des bénéficiaires du RSA et plus globalement des dépenses sociales. Le déficit du budget de l'État en 2025 était prévu à hauteur de 5,4 % et ferait augmenter la dette publique à un niveau de 100 % du PIB, alors la moyenne des pays de la zone euro est à moins de 90 %. Ainsi, pour essayer de faire diminuer ce déficit, le gouvernement Barnier puis le gouvernement Bayrou on met un plan d'économies qui met le Département, et particulièrement le nôtre, à contribution. Au final, ces mesures PLF 2025, c'est 50 millions d'euros d'impact sur le budget du Département en intégrant l'ensemble des mesures du PLF, c'est-à-dire la stabilité et la dynamique de la TVA, le prélèvement sur les recettes, la hausse des cotisations. Ce qui fait suite à une chute des DMTO cumulée sur trois années d'affilée à hauteur de 330 millions de recettes en moins. Lorsqu'on compare le projet de budget 2025 au projet de budget 2024, les recettes augmentent faiblement après deux années de baisse, qu'au contraire, le niveau de dépenses de fonctionnement augmente de 3,2 %, soit plus que l'inflation et que l'augmentation des recettes. Le niveau des intérêts de la dette est stable avec des perspectives de baisse des niveaux d'intérêt qui permet de compenser le volume plus important de la dette. L'épargne brute est quasiment au niveau plancher, ce qui conduit à une épargne très faible d'un niveau de 5 millions et demi. Le niveau des dépenses d'équipement prévu sur l'exercice 2025 s'élève à 276 millions d'euros. Compte tenu de tous ces éléments, le besoin d'emprunt s'élève à 212,2 millions d'euros pour 2025. Le produit des DMTO au BP 2025 est de 242 millions. Un taux d'épargne des ménages élevé de près de trois points supérieurs à la période avant Covid. Une offre bancaire dynamique depuis l'été 2024 et s'est fait sentir dans les perceptions de DMTO au deuxième semestre, et dans les trois premiers mois de l'année 2025. À titre informatif, la hausse est de plus de plus de 25 % entre les trois premiers mois de 2024 comparés aux trois premiers mois de 2025, c'est un bon signe. Ainsi, nous prévoyons une hausse de 20 % des DMTO en 2025 par rapport à 2024. Cette analyse se base notamment sur les perceptions du deuxième semestre 2024 qui se sont élevées à 117 millions d'euros contre 85 millions d'euros au premier semestre. Il faut noter par ailleurs que la Seine-et-Marne aurait été un peu plus résiliente sur le marché immobilier en 2024 que les autres départements d'Île-de-France, puisque certains affichaient des baisses de 20 % des DMTO entre 2023 et 2024, alors qu'en Seine-et-Marne nous affichions une baisse de 16 %. Lorsqu'on regarde sur le temps long, il faut noter qu'en 2023 et 2024, c'est la première fois que le niveau des DMTO baisse deux années d'affilée. Le montant de DMTO 2024 est inférieur au montant des DMTO 2015, soit un retour en arrière sur 10 ans. L'article 109 de la loi de finances de 2025 stabilise exceptionnellement les recettes de TVA affectées aux collectivités. L'impact de la stabilisation des recettes de la TVA est estimé à -5 millions en 2025 pour la Seine-et-Marne, par rapport au produit de TVA estimé à une évolution prudente de 1 % par rapport au produit 2024 recalé en fonction du PLF 2025. Ce dernier a réévalué l'évolution prévisionnelle du produit de la TVA 2024 à +0,8 %, contre +4,5 % prévus au projet de loi de finances pour 2024. Ce qui explique pour nous une perte importante du produit de TVA entre 2024 et 2025. Quant à la fraction sur la taxe de la valeur ajoutée compensant la perte du taux foncier de la part bâtie, elle est évaluée au montant perçu en 2024 à hauteur de 405 millions d'euros. La fraction de la taxe de la valeur ajoutée compensant la perte de la CVAE est évaluée au montant perçu en 2024 à hauteur de 92 millions. Au total, nos recettes augmentent très faiblement de 2024 à 2025 de seulement 17 millions d'euros. Il résulte de tous ces éléments que notre budget 2025 est fortement contraint. Contrairement aux deux exercices précédents où la prévision de recettes avait été revue en cours d'année en fonction des perceptions moins importantes budgétées en DMTO, le niveau de recettes ne devrait pas, sauf crise majeure et mesure nouvelle pour les collectivités, être remis en cause cette année tant à la hausse qu'à la baisse. Pour construire le budget 2025, et c'est la contrainte qui pèse sur tous les départements, il a fallu contenir les dépenses de fonctionnement

de manière à assurer une épargne brute supérieure à l'annuité d'emprunt. L'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement s'élève ainsi à 88 millions d'euros dans le projet BP 2025. Cette épargne brute est majoritairement consacrée au remboursement de la dette en capital qui s'élevait en 2025 à 82,5 millions d'euros. Le budget prévisionnel 2025 présente ainsi une épargne nette de 5,5 millions d'euros qui est consacrée à l'autofinancement des dépenses d'équipement. Ce montant d'épargne nette, ainsi que les recettes définitives d'investissement qui sont ouvertes pour 58,2 millions d'euros au projet BP 2025, permettent de financer, sur ressources définitives, 63,8 millions d'euros sur les 276 millions d'euros de dépenses d'équipement 2025. La structure de financement des dépenses d'équipement s'établit à 23,1 % des ressources définitives et 76,9 % par l'emprunt. L'année dernière, on était à 28,1 % sur les ressources définitives et 71,9 % sur le recours à l'emprunt sur le BP 2024. Notre faible niveau d'endettement, résultat de la gestion budgétaire précédente, nous permet de maintenir un niveau d'investissement élevé, couvert majoritairement par de nouveaux emprunts. En 2025, les dépenses de fonctionnement augmentent de 2,6 %, soit 34,2 millions d'euros par rapport à 2024. Les dépenses sociales s'élèvent à 845,6 millions d'euros et représentent 62,8 % du total des dépenses de fonctionnement. Les dépenses liées à l'enseignement s'élèvent à 118,2 millions d'euros avec notamment 63,9 % pour les collèges et 10,3 millions d'euros pour l'entretien des bâtiments et collèges. Les dépenses liées au transport et à la voirie s'élèvent à 105,3 millions d'euros, avec notamment le domaine des transports scolaires qui mobilise globalement 42,5 millions d'euros et les dépenses de fonctionnement liées au transport public qui représentent 17,3 millions d'euros. 11,5 millions d'euros sont affectés à l'entretien des routes. Les dépenses de la culture, des sports et de la jeunesse représentent près de 19 millions en dépense de fonctionnement. Les dépenses de fonctionnement par mission se répartissent ainsi pour 2025 : dans la mission solidarité 764,7 millions d'euros soit plus 37,5 millions d'euros de BP à BP qui se répartissent entre les personnes handicapées en hausse (+15,2 millions d'euros, dont la PCH +7,8 millions d'euros), côté enfance famille, plus 12,9 millions d'euros dont 9,5 millions pour l'accueil en établissement et 7,9 millions d'euros en accueil familial. Concernant les personnes âgées, c'est plus 11 millions d'euros. L'insertion c'est moins 1,1 million d'euros, mais le RSA c'est plus 2 millions de BP à BP. Concernant les missions d'aménagement du territoire, on est à hauteur de 201,4 millions d'euros, soit 2,9 millions d'euros de plus de BP à BP. Concernant la mission de développement en sociologie éducative à hauteur de 85,7 millions d'euros, c'est plus 10,4 millions d'euros de BP à BP, essentiellement l'éducation à 10 millions, jeunesse et sport légèrement en retrait. Mission fonctionnelle à hauteur de 276,3 millions d'euros, c'est une dépense à la baisse 12,7 millions d'euros. Cela concerne les ressources humaines pour moins 4,5 millions et les moyens généraux et le prélèvement de fiscalité à moins 6,2 millions d'euros. Les intérêts de la dette sont quant à eux stables à 18,9 millions d'euros. Concernant l'évolution de l'épargne brute au BP depuis 2015, elle permet d'identifier la part de ressources restant disponibles pour investir après le paiement des charges récurrentes. Avec ce graphique, on constate quelle est en forte hausse du BP 2017 à 2023, excepté 2021, année post-Covid, mais qu'elle a fortement baissé au BP 2025 étant quasiment à moitié du niveau du BP 2023. On constate également que le niveau d'échange d'épargne brute est quasiment revenu au niveau de celui de l'année 2015 en suivant la même tendance que l'évolution des DMTO. Quant aux autorisations de programme en 2025, elles s'élèvent à près de 300 millions, en baisse de près de 80 millions par rapport à 2024. Les crédits de paiement 2025 des dépenses d'équipement s'élèvent à 276 millions d'euros. Les frais d'aménagement du territoire s'élèvent à près de 153,5 millions, soit une baisse de 9,1 millions d'euros par rapport au BP 2024. Les crédits routiers représentent 76,9 millions d'euros et permettent notamment de financer la sécurité et l'innovation du réseau. Les crédits de la mission fonctionnelle ont été réduits en 2025 et s'équilibrent à 21 millions pour les moyens généraux en 2025, dont 13,2 millions d'euros sont

consacrés aux bâtiments départementaux et 6,2 millions d'euros pour les systèmes d'information. Cela reste avec 276 millions d'euros d'investissement prévus en 2025, une ambition forte d'investir pour l'avenir. Quant aux recettes d'investissement, elles sont globalement stables en 2025 par rapport à 2024. La baisse du FS2I étant compensée par une hausse du FCTVA. Devant la trop faible épargne brute dégagée, la plupart des investissements en 2025 seront financés par des recours à des emprunts. Ainsi, 212,5 millions d'euros devront être empruntés en 2025, nous y travaillons depuis plusieurs semaines avec la Direction des finances, que je remercie, et nous avons des propositions bancaires que nous allons concrétiser dans les prochains jours. Le stock de dettes du Département a été en baisse constante de 2015 à 2023 et le taux d'endettement a diminué de moitié sur la même période. Nous constatons que notre Département demeure l'un des moins endettés des départements franciliens. Il faut noter que le niveau d'investissement réalisé en 2024 est inédit à près de 307 millions d'euros, avec un taux de réalisation de près de 97 % par rapport à ce qui était prévu. Les grands équilibres du budget 2025 soumis au vote peuvent se résumer ainsi : c'est un projet prudent, par rapport au contexte économique et budgétaire incertain de la France, un projet qui maintient l'engagement du Département auprès de ses partenaires, c'est un projet ambitieux d'investissements et de préparation de l'avenir, je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Daisy. Le vote de ce rapport se fera à la fin de la séance. Passons aux interventions des présidents de groupe, Anthony.

M. GRATACOS. Monsieur le Président, chers collègues. Je vous préviens, ça va être moins consensuel que la première partie de cette séance, donc il va falloir supporter le choc thermique. Nous voilà donc à l'exercice le plus important d'une collectivité. Important, car il est à la fois l'âme, et le squelette de nos politiques. Mais sommes-nous là uniquement pour la forme ? Nous connaissons déjà les rôles de chacun. Les groupes d'opposition vont regretter les coupes trop franches dans tel ou tel dispositif, tout en admettant que la situation soit difficile. Le groupe des Indépendants va trouver qu'il n'y a rien à redire à ce budget. Jean-Louis THIERIOT nous expliquera que le budget, malgré les contraintes, marche sur ses deux jambes pour continuer de maintenir la maison Seine-et-Marne debout et en bon état. Et le groupe Avenir 77 pour conclure, va se satisfaire que le budget s'inscrive dans la continuité de l'action menée jusque-là, tout en regrettant la situation. On n'est pas chez Racine, encore moins chez Feydeau, mais plutôt chez Ionesco et, à vrai dire, le roi se meurt. Sur le fond, nous attendions des preuves d'amour. Autant vous dire que mon petit cœur fragile est déçu. Vous affirmez vouloir préserver l'essentiel des missions départementales tout en opérant des coupes importantes dans bon nombre de secteurs qui, pourtant, participent à la vitalité de notre territoire. À première vue, votre démarche parait dictée par une forme de réalisme financier. Vous le présentez comme un effort proportionné des services, afin de ne pas pénaliser particulièrement un secteur ou un autre, et ne sacrifier aucune politique. Dans le détail, elle révèle plutôt un choix politique discutable. Laissez-moi formuler ce paradoxe en deux questions : dans quelle mesure un Département doit-il se limiter à remplir ses obligations légales ? Et à quel moment doit-il, au contraire, assumer un rôle moteur en matière de solidarité, d'environnement, de culture, de jeunesse ou de santé ? Souvent, vous répondez à la première question par : « Nous n'avons pas le choix ». Et à la seconde par : « Nous n'avons pas les moyens ». Or, parler de fatalité, c'est occulter la dimension profondément politique du budget. Un budget n'est jamais un simple exercice comptable. C'est une projection de la société que nous voulons, un miroir de nos priorités, un contrat avec nos concitoyens. Certes, et cela a été bien rappelé par Daisy LUCZAK, le cadre est contraint. Les allocations liées à l'autonomie augmentent sous l'effet mécanique du vieillissement, du handicap, de la précarité et des décisions du gouvernement. Vous invoquez la perte de leviers fiscaux. Tout cela est vrai. Mais

cela n'explique pas pourquoi, dans le même temps, vous réduisez si drastiquement les crédits pour l'environnement, pour la jeunesse, pour la culture. On ne peut pas se réfugier derrière l'obligation de financer le social, pour justifier le démantèlement d'autres missions. Si le budget est un arbitrage, il faut alors assumer ces arbitrages. Et c'est ici qu'intervient notre critique principale. Nous entendons votre souhait de maitriser la dette, d'éviter de faire peser des charges trop lourdes sur les générations futures. Pourtant, le résultat est contraire. Vous recourrez massivement à l'emprunt tout en diminuant l'épargne nette et en comprimant les dépenses qui, justement, pourraient améliorer le quotidien et l'avenir de nos habitants. L'obsession que vous avez eue pour la réduction de la dette depuis 2015 ne nous offre pas aujourd'hui de meilleures conditions d'emprunt que les autres, mais vous oblige à courir après les investissements qui n'ont pas été réalisés à temps. Pour les collèges par exemple. Là où ils auraient coûté moins cher, s'ils avaient été réalisés plus tôt, à un moment où la construction et les intérêts d'emprunt étaient moins onéreux. Il faut savoir s'endetter au bon moment pour s'enrichir comme le dit la maxime populaire. Or, vous avez fait tout le contraire. Vous nous avez désendettés en ralentissant les investissements et aujourd'hui, cela nous appauvrit. Qu'en est-il de la lutte contre la précarité à l'heure où la pauvreté se chronicise ? Vous maintenez le RSA dans un cadre minimal, sans plan ambitieux pour l'accompagnement et l'insertion. Nos résultats en la matière sont loin d'être bons. Qu'en est-il de la transition écologique ? À l'heure où il est urgent d'agir, vous la limitez à quelques opérations dans les collèges, alors que la ruralité, l'étalement urbain, la qualité de l'air ou la préservation de la biodiversité exigeraient un engagement massif. Qu'en est-il de la jeunesse et des sports ? Des coupes budgétaires témoignent de votre doute quant à la nécessité de financer ce qui contribue pourtant à la cohésion sociale, à l'épanouissement et à la prévention des violences et du décrochage. Qu'en est-il de la culture ? Vous la limitez quasiment à la préservation du patrimoine. Vous faites d'elles une variable d'ajustement, au mépris de son rôle fondateur. La culture c'est non seulement le rayonnement, mais c'est aussi l'émancipation de chacun. C'est pourtant précisément dans ces moments d'incertitude que la volonté politique prend tout son sens. Or, le budget que vous proposez ne répond pas à ces questions. Il les esquive au motif que les marges seraient trop étroites. Le plus surprenant, c'est qu'au fil de ce budget, vous semblez conforter une conception strictement réactive de l'action départementale. Payer les dépenses obligatoires quand elles tombent, et réduire ce qui peut l'être. Pourtant, l'histoire même de notre institution, celle des conseils généraux, devenus conseils départementaux, montre que le Département n'a jamais été une simple machine à traiter des dossiers administratifs. Il a incarné un compromis républicain, entre l'échelon local et national, un lieu d'innovation sociale, d'initiatives citoyennes, d'expérimentations culturelles. Refuser cela aujourd'hui, c'est nier la fonction politique et démocratique du Département. Si nous nous satisfaisons de cette situation, si nous n'allons pas au-delà de nos compétences obligatoires, si nous sacrifions nos marges d'intervention pour la énième fois au nom de l'austérité, alors que l'existence même des départements a été remise en cause à plusieurs reprises. À l'heure où le populisme gagne du terrain partout, où la démocratie devient une valeur secondaire, où la république et la laïcité sont attaquées, où la défiance est de plus en plus forte envers nos institutions, en particulier, et les élus en général, si nous nous contentons d'administrer au lieu de gouverner, une règle s'imposera : nous finirons par disparaitre et notre institution avec. Nous pensons, au contraire, qu'il appartient à l'exécutif d'ouvrir d'autres possibles, en cherchant de nouveaux partenaires, de nouvelles synergies et en réinterrogeant les priorités qui fondent le vivre ensemble. En définitive, notre désaccord est moins technique que philosophique. Nous considérons le budget comme un acte de confiance dans l'avenir, dans la capacité d'un Département à jouer son rôle de bouclier social et d'agent de cohésion. Vous le concevez, semble-t-il, comme la somme de contraintes et de recettes aléatoires que vous espérez suffisantes pour maintenir l'illusion d'un équilibre. Dès lors, il n'est pas surprenant que vous sacrifiiez, des domaines pourtant cruciaux pour l'émancipation et la transformation de notre

territoire. Le budget que vous nous proposez ce matin va avoir des conséquences : la diminution des crédits de certains dispositifs, nous y reviendrons, va contrarier les projets, entrainer de suppressions d'emplois, aggraver un peu plus les inégalités et la situation de nombreuses associations. Nous ne pouvons nous en satisfaire, quelles qu'en soient les raisons, quelles qu'en soient les justifications. Au nom du groupe de la gauche républicaine, communiste et écologiste, pour toutes les raisons évoquées et celles qui ne l'ont pas été, nous voterons contre ce budget.

Mme MUNCH. Je veux vous préciser qu'on n'a jamais demandé à Anthony GRATACOS de parler pour nous. On sait ce qu'on a à faire, on est suffisamment grands, et on est indépendants.

Mme DELOISY. Monsieur le Président, chers collègues. Nous tenons d'abord à saluer le travail de l'ensemble des services du Département quant à la réalisation de ce budget dans ce contexte budgétaire difficile. Dans la continuité de notre ligne de conduite, même si nous restons vigilantes, nous approuvons les décisions prises et voterons ce budget.

M. LE PRÉSIDENT. Jean-Louis THIERIOT. Mais attention, essaye de te démarquer de l'observation qui avait été faite.

M. THIERIOT. Merci Monsieur le Président. Alors oui, je vais décevoir Anthony GRATACOS, je n'ai pas prévu un discours en sous-parties, c'est raté. Comme vous le savez, mes chers collègues, voter un budget est un temps fort dans la vie d'une collectivité, c'est là où s'arbitrent les politiques publiques. Et les dynamiques que nous insufflons à notre territoire. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce budget 2025 aura été élaboré dans la douleur. Preuve en est, nous sommes au printemps, et ce n'est pas la saison habituelle de son vote. Mais la politique nationale, avec la funeste motion de censure que nous avons subie, nous a condamnées à reporter de quelques moins, pour que la Situation nationale se stabilise. Et surtout, pour que le projet de loi de finances soit adopté, c'est notre département qui en a pâti, ce sont aussi toutes les communes qui en ont pâti, et les maires nous le disent régulièrement lorsque nous les voyons. Quelques mots sur le contexte économique contraint que Daisy a si justement rappelé. Il y a la crise immobilière, l'inflation, les tensions budgétaires, avec cette clef de bras que Paris a tenté de faire aux collectivités locales en leur imposant des économies massives, profondément injustes, surtout pour un Département bien géré, comme le nôtre, depuis 2015. Enfin, depuis hier, nous savons que nous aurons à faire face au réarmement douanier des États-Unis, dont les conséquences cataclysmiques ne sont pas encore connues. Alors oui, ce ne sont pas deux maximes d'action, mais trois maximes d'action qui ont été les nôtres. La première, c'est faire fructifier les fruits d'une gestion saine et saine. Avec une dette prévisionnelle de 648 millions d'euros en 2024, le Département est l'un des moins endettés d'Île-de-France. Face à la nécessité de maitriser ses finances, effectivement, le Département réalisera un effort de 43, 5 millions d'euros d'économie sur ce budget 2025. Retenons que notre stratégie depuis 2015 de désendettement fut la bonne, et nous en récoltons aujourd'hui les fruits. Nous avons eu les marges de manœuvre nécessaires pour pouvoir faire face aux vents contraires. Je pense à la crise du Covid, je pense à la cyberattaque, mais aujourd'hui ce faible niveau d'endettement nous permet de maintenir un niveau d'investissement élevé et donc, de recourir à des emprunts nouveaux. Vous parliez des emprunts nécessaires à un moment où ils ne l'étaient pas. On sait qu'il y a des effets keynésiens de certains investissements. Mais ces effets ne valent que dans l'investissement productif et durable, pas dans de l'emprunt qui aurait servi à financer du fonctionnement. Sachant que depuis que notre Département est entre les mains de cette majorité, nous avons toujours fait des efforts considérables que l'investissement, qui n'a jamais été aussi haut. Ces économies restent limitées, par rapport à d'autres départements, contraints

de supprimer des politiques publiques entières. Désendetter pour désendetter n'a jamais été notre objectif. Ce n'est pas le regard des agences de notation qui nous importe, mais celui des Seines-et-Marnais, envers lesquels nous avons pris des engagements. Ce qui nous importe, c'est de pouvoir agir utilement. Nous avons donc, et c'est notre deuxième maxime d'action, réussi à tenir nos engagements et à sanctuariser l'essentiel, ce qui doit l'être. Les politiques contractuelles d'abord. Malgré le contexte difficile, notre majorité a fait le choix de maintenir le niveau de son soutien à destination des communes. Le Département reste le premier partenaire des collectivités et nous poursuivrons cette politique en faveur des communes et des maires, fidèles à notre mission de proximité, car qui mieux que les maires savent ce qui est bon pour leurs communes ? Qui mieux que les maires incarnent la république à hauteur d'homme ? Les routes départementales : le budget consacré en investissement reste très conséquent, à hauteur de 76,8 millions d'euros. Nous assumons de parler au peuple de la voiture, pour reprendre l'expression de Jérôme Fourquet, car sur une partie de notre territoire, il n'est pas possible de faire autrement, et parce que, en dehors de Paris ou de la petite couronne, on ne peut pas circuler seulement à vélo et en trottinette. Les solidarités enfin : l'enveloppe consacrée aux solidarités est en hausse de 5,2 %. Nous sommes en mesure de compenser la hausse de ces dépenses, due à l'inflation monétaire et au nombre de demandeurs. Nous avons surtout décidé une hausse notable concernant les personnes âgées, dans la section investissement, pour le maintien à domicile. Enfin, pour les personnes en situation de handicap, l'effort est aussi en hausse par rapport au budget précédent. Notre Département, chef de file des solidarités, poursuit son action pour les plus fragiles, ceux qu'ont frappés les épreuves de la vie, et qui en sont abimés. Enfin, il n'est pas de politique prioritaire, sans investir dans l'avenir, c'est-à-dire dans la jeunesse. L'éducation et la formation, priorité de notre action, connaitront un budget en hausse de 15,6 % au fonctionnement, notamment en raison de l'intégration d'une restauration scolaire de proximité pour permettre à nos jeunes de s'instruire dans le meilleur environnement possible. Oui, ce budget est un budget de réalisme pour temps de crise. C'est surtout un budget de courage, il préserve l'essentiel, il pose les fondations de l'avenir. Alors, je demande à mon collègue Anthony GRATACOS, où trouvez-vous l'argent ? Où voulez-vous augmenter l'impôt des Seines-et-Marnais ? Nous, en tous cas, nous ne voulons pas le faire, nous voulons les servir en faisant le plus important, l'essentiel. Alors naturellement, notre groupe votera, sans réserve, ce budget. Et c'est l'occasion pour notre groupe de remercier les services, Daisy LUCZAK et Monsieur le Président, pour avoir réussi, dans ce contexte tellement difficile, à trouver les meilleurs arbitrages possibles.

M. LE PRÉSIDENT. Smaïl.

M. DJEBARA. Monsieur le Président, chers collègues. Ce budget primitif 2025 a un caractère exceptionnel pour notre collectivité. Un caractère exceptionnel par la date à laquelle nous le votons d'abord. Ce décalage est dû pour l'essentiel au décalage du vote du budget de l'État, et à la crise politique et budgétaire que connait notre pays, et qui est imputée, en partie et avec beaucoup de mauvaise foi, aux collectivités territoriales. Un caractère exceptionnel avec des recettes instables. C'est le cas bien entendu, en raison des décisions du gouvernement et de la minorité parlementaire sur le prélèvement sur recettes, dont nous ne connaissons toujours pas avec précision le montant, à moins que vous en ayez eu connaissance ces derniers jours. C'est le cas aussi avec des recettes de TVA en recul avec les engagements de l'État, qui nous avait promis une recette dynamique, en compensation de la suppression de la taxe d'habitation, et d'un certain nombre d'impôts économiques. Ces décisions, nous les avions dénoncées, que ce soit la suppression de la taxe d'habitation, ou la suppression progressive des impôts économiques, rompant le lien entre implantation de l'activité économique et territoire. Nous les avions dénoncées pour leurs conséquences sur les finances publiques de nos collectivités, mais

elles montrent aussi plus largement leur efficacité, avec des comptes publics dans le rouge, des chiffres du chômage qui malgré les réformes nombreuses visant à radier les Françaises et les Français de la liste de demandeurs d'emploi repartent à la hausse, ou la réindustrialisation qui n'est pas au rendez-vous. C'est la preuve, s'il était encore besoin de le prouver, de l'inefficacité du ruissèlement, de l'inefficacité des baisses d'impôt, toujours plus nombreuses, sans stratégie d'ensemble, et sans contrepartie. Instabilité des ressources aussi sur les DMTO. Vous avez fait le choix de faire une projection prudente, mais qui prend en compte le léger rebond que nous devrions connaitre en 2025, et plus largement en 2026. S'ajoute à cette politique fiscale injuste et inefficace, la trahison de la parole donnée par l'État sur les recettes de TVA. Côté recettes, l'État n'est malheureusement pas le seul partenaire défaillant, puisque les départements le plus riches d'Île-de-France, qui avaient proposé la création du FS2I, décident de suspendre leur part de solidarité. Nous devrons y revenir, cette fois-ci de manière législative, pour corriger les inégalités de ressource entre départements. De la même manière, la Région se désengage de politiques qui sont de sa compétence, comme le tourisme, la formation professionnelle, ou le développement économique. Je citerai, à titre d'exemple, son désengagement sur les missions locales, ou Seine-et-Marne attractivité. S'ajoutent à cela, côté dépenses pour les Seine-et-Marnaises et les Seine-et-Marnais, les fortes augmentations des tarifs des cartes de transport, que ce soient les Pass Navigo ou les cartes de transport scolaire. Côté dépenses, nous sommes confrontés à des dépenses obligatoires nouvelles. Je pense bien entendu à l'augmentation des cotisations CNRACL, qui vont peser sur les dépenses de personnel, sans aucun gain pour les salariés pendant plusieurs années. Je tiens d'ailleurs à rappeler, parce qu'on entend beaucoup de bêtises sur le sujet, que le déficit de la CNRACL n'est pas du fait des collectivités, ni des agents publics, mais des prélèvements constants effectués par l'État sur cette caisse pour équilibrer les autres caisses de retraite. Je pense aussi à la revalorisation du RSA. J'ai lu, Monsieur le Président, une nouvelle fois avec beaucoup de colère que les départements de droite avaient décidé de ne pas appliquer la revalorisation de 1,7 % du RSA. J'imagine, et je l'espère, que vous allez nous rassurer sur ce point. Au-delà du caractère indécent de cette prise d'otage des allocataires du RSA, je reprends à dessein une expression que les élus de droite adorent lorsqu'il s'agit des luttes sociales : il n'appartient pas au président de Département de décider de ne pas appliquer la loi. Dans la période trouble que nous vivons avec la contestation de la loi, du droit, même des décisions de justice, nous devons tous faire attention à ne pas fragiliser encore plus l'État de droit. Nous avons pu voir encore à l'étranger et plus récemment qu'il est plus souvent fragile qu'il n'y parait. Au-delà, bien sûr, si une décision de cet ordre devait être prise, elle le serait au sein de notre assemblée, et non dans le secret de la réunion de groupe des présidents de droite du Département. Et bien sûr, nous nous y opposerions avec la plus grande force. Cela ne veut pas dire que nous ne demandons pas une meilleure compensation par l'État, mais que nous ne voulons pas que les allocataires du RSA soient les victimes de cette guerre entre l'État et les départements. Nous continuons d'ailleurs à défendre la recentralisation du paiement des indemnités RSA, qui contrairement à ce que vous indiquez dans le rapport dédié, est plutôt un succès, notamment en termes d'augmentations et de dotations. Vous avez choisi de présenter un budget réaliste, en recettes tout d'abord, avec une évolution redevenue positive, mais également en dépenses. Vous avez choisi aussi une stratégie qui active l'ensemble des leviers, que ce soit l'augmentation des ressources, avec l'augmentation des DMTO, que nous avions votée et que nous revoterons tout à l'heure, ou celle de la taxe d'aménagement, que nous voterons. J'avais salué cette démarche, qui utilise l'ensemble des leviers dans le débat sur l'orientation budgétaire, et nous continuons à penser que c'est la meilleure méthode. Toutefois, sur les économies en fonctionnement, nous ne partageons pas les options que vous avez choisies. Vous choisissez de sacrifier la jeunesse, l'émancipation et les solidarités. Permettez-moi de prendre quelques exemples : la division du budget par trois de l'action éducative, la division par deux de notre budget en direction de l'enseignement supérieur, la division par 5

des actions en direction de la jeunesse et des loisirs. Une baisse autour de 30 % pour l'environnement, la culture, l'insertion des jeunes, des crédits d'insertion au titre des PLIE. Une chute de 60 % de notre participation au JIP des gens du voyage. Je veux ajouter un point sur la jeunesse. On dit souvent, parfois à juste titre, que les familles doivent réinvestir l'autorité. Nous le voyons, au quotidien, dans les questions de sécurité bien sûr, mais aussi dans les questions de protection de l'enfance. Vous décidez, à contrecourant de cette priorité qui devrait être la nôtre, de sacrifier deux budgets qui devraient être au cœur de notre action. La baisse de plus de 17 % des crédits de prévention spécialisés, qui avaient déjà été très affaiblis par vos prédécesseurs depuis 2015. La fin du soutien de la parentalité par la suppression de l'aide au fonctionnement des modes d'accueil de la petite enfance. Cette décision va mettre des familles et de nombreuses communes dans des situations budgétaires complexes. Nous vous demandons de revenir sur ces deux décisions, particulièrement contraires aux intérêts des Seine-et-Marnaises et Seine-et-Marnais. Nous sommes prêts, si nécessaire, à prendre notre part en responsabilité dans les arbitrages qui seraient nécessaires pour trouver les ressources au rétablissement de ces dispositifs. Sur ce budget, nous avons loué l'équilibre de votre démarche. Cependant, nous ne partageons pas à l'inverse le choix que vous avez fi d'une section de fonctionnement. Pour résumer, nous estimons qu'un autre chemin est possible, rigoureux, mais plus juste, et que vous n'avons pas voulu le suivre. Vous avez fait des choix budgétaires dans une situation complexe et c'est là qu'on voit les priorités. Et d'évidence, vos priorités fragilisent l'émancipation de tous, à commencer par la jeunesse, la protection des plus faibles, les personnes en insertion ou les enfants en danger. Nous ne partageons pas les priorités que vous avez mises en avant et nous voterons ainsi contre le budget principal. Concernant les budgets thématiques, nous nous abstiendrons ou voterons contre, selon la lecture que nous avons faite de votre orientation. Nous voterons, comme je l'ai déjà indiqué, la revalorisation de la taxe d'aménagement, je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT. Monsieur SEPTIERS.

M. SEPTIERS. Bonjour à tous. Nous sommes invités aujourd'hui à nous prononcer sur le budget de notre Département. Ce moment est toujours crucial et symbolique. Il l'est d'autant plus cette année, vu le contexte économique, politique et financier de notre pays, qui fait peser beaucoup d'incertitudes sur le fonctionnement et l'avenir de notre collectivité. Comme nous l'évoquions lors du débat d'orientation budgétaire, après trois années marquées par une inflation record ayant engendré une crise économique, budgétaire et immobilière. Et dans un contexte d'instabilité politique et de tension sur les finances publiques, nous sommes satisfaits de constater que la situation financière de notre Département, bien que fragilisé, nous permet, malgré une conjoncture instable, de continuer à investir d'une manière assez conséquente, même si le montant record de 375 millions d'euros d'investissement en 2024 est loin d'être atteint, nous sommes à environ 90 millions de moins. Et pour financer ces dépenses, nous sommes de nouveau contraints de recourir à l'emprunt pour près de 210 millions d'euros. Il est à noter la baisse très significative de notre épargne nette, qui de 30 millions au BP 2024, peine à dépasser les 5 millions aujourd'hui. Je pense que tout le monde a conscience que cette situation ne peut être que transitoire. Plus de 55 % de nos dépenses d'investissement sont consacrées à l'aménagement et au développement de notre territoire. Nous constatons quand même que les montants alloués à la protection de l'environnement diminuent fortement, et nous sommes surpris que la subvention accordée à l'Office national des forêts ait disparu. L'effort d'investissement concernant les transports est important. Bien sûr, des problématiques persistent, en particulier en termes de desserte. Et nous sommes interpelés sur le manque de ramassage scolaire dans certains secteurs, et à certains horaires. Parmi ces dépenses d'investissement, environ 28 % sont consacrés aux routes départementales, et je vous assure,

c'est totalement nécessaire. Certaines communes rurales, nous le savons tous, ne sont plus en mesure d'assurer l'entretien de certaines de leurs voiries. Et nous redemandons qu'une attention particulière soit apportée à ces communes. L'éducation et la formation représentent des montants importants, qui sont indispensables. Permettre à nos collégiens d'étudier dans de bonnes conditions doit rester notre priorité. Des difficultés en matière de restauration scolaire se sont produites en début d'année, notamment en termes d'approvisionnement de produits, en quantité et en qualité. Ces difficultés peuvent s'expliquer sur le lancement de notre nouvelle plateforme qui a nécessité une période d'adaptation, tous les problèmes ne sont pas encore réglés. Nous devons rester vigilants et réactifs afin de répondre au plus vite aux difficultés qui sont posées. Nous sommes également interpelés par des difficultés de remplacements d'agents dans les collèges, ce qui pose de nombreux problèmes. Dans cette conjoncture compliquée, nous constatons que la DGF est en légère hausse, que plusieurs autres subventions sont stables. Près de 60 % de nos dépenses de fonctionnement relèvent de l'action sociale et de la solidarité, dépenses obligatoires et indispensables à la cohésion sociale de notre Département. Parmi les nombreuses baisses proposées, la culture, la disparition programmée de Act'art. Près de 18 % de nos dépenses sont consacrées aux agents départementaux, et on les remercie de leur action et de leur engagement pour l'intérêt général au service des Seine-et-Marnais. Les problématiques liées au déploiement de la fibre optique par Seine-et-Marne Numérique ne sont pas résolues. Ces difficultés entrainent beaucoup d'incompréhension, d'interrogations de la part des habitants et des élus locaux. Compte tenu des montants que les départements et collectivités locales ont investis pour l'aménagement numérique du territoire, nous sommes en droit d'être plus exigeants avec le délégataire de ce service. Nous votons pour ce budget, dans l'intérêt de nos administrés, et de notre Département et nous espérons que la majorité sera à l'écoute et tiendra compte des réserves et axes d'améliorations suggérés par notre groupe, merci.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Daisy LUCZAK, tu veux répondre ?

Mme LUCZAK. Non.

M. LE PRÉSIDENT. Très bien. Chers collègues, vous avez été les uns et les autres chacun dans votre rôle. Je n'ai pas entendu, de la part de la gauche républicaine communiste et écologiste du Ionesco ou du Feydeau, j'ai entendu du Gratacos. Avec encore une fois, beaucoup de mauvaise foi par moments et ce qui me fait dire, ne le prenez pas mal, qu'après l'intelligence artificielle, je connais l'intelligence superficielle. On ne va pas beaucoup dans le détail, dans ce qui devrait être le cœur de vos réflexions. Puisque le calcul que vous faites, notamment sur la partie du désinvestissement, heureusement que nous sommes désendettés. Car sinon, la gymnastique comptable que vous êtes en train de faire aurait été impossible. Deuxièmement, regardez ce qui se passe sur les budgets d'autres départements, notamment de gauche. Croyez bien que notre volonté était de garder l'attractivité de notre Département. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas purement et simplement arrêter un budget culturel. Nous l'avons orienté encore plus, nous avons travaillé encore plus avec nos partenaires traditionnels que sont les communautés d'agglomération, ou les mairies, qui aujourd'hui portent les vraies politiques culturelles sur notre territoire. Notre rôle à nous est plutôt de les accompagner sur leur politique. Act'art, il y a de vraies réflexions qui se posent. Mais la vraie alternative que nous avons proposée, c'est que nous avons la chance d'avoir deux scènes nationales dans ce département, dont Sénart, qui vont aller sur le territoire, et qui le font déjà. À un moment donné, c'est ce qu'on appelle le double financement. Et bien non. Aujourd'hui, il va falloir nous montrer plus imaginatifs, plus créatifs. La possibilité de développer notre travail avec une scène nationale comme Sénart, nous permettra d'aller sur le territoire et de travailler en coopération avec les services culturels de ces collectivités. En matière sportive, je laisserai tout à l'heure le soin à

Bouchra FENZAR-RIZKI de vous expliquer. Ce qui me rassure, c'est nos enseignants d'éducation physique en collège, qui remercient la politique départementale en matière de sport adapté, d'accompagnement du sport UNSS, chose qui n'existait pas au niveau où nous sommes en train de le faire. Je vous remercie Bouchra FENZAR-RIZKI, pour le travail qui est fait par les services. Cette notion de compétence obligatoire, bien sûr que nous serons exemplaires, car sinon c'est la remise en cause de l'institution départementale. Et quelque part, certains penseurs au plus haut niveau n'attendent que ça, de voir la défaillance du Département sur ses compétences obligatoires, et c'est ce que nous ne voulons pas. Ce qui fait que certains de mes collègues dans d'autres départements ont mis tout sur les compétences obligatoires. Ils l'ont fait au détriment d'autres politiques accessoires comme la culture, le sport et autres. Ce n'est pas ce que nous avons voulu. Là où nous devons être vigilants, c'est qu'il faut qu'il y ait une prise de conscience au niveau national du mode de protection civile dans ce pays. J'ose espérer qu'on va avoir de vraies propositions qui seront faites, et notamment pour les départements. Bien sûr que pour le RSA, Smaïl, je suis totalement solidaire avec mes collègues, sois rassuré, le bénéficiaire du RSA aura toujours ses allocations. Il va la toucher, c'est la CAF. Par contre, c'est sûr que nous aurons à payer le fait que nous ne voulions pas cette augmentation. Il faut que l'État comprenne que trop, c'est trop. Symboliquement, nous bloquerons l'augmentation du RSA pour 3 mois. J'assume. Encore une fois, le bénéficiaire du RSA ne sera pas pénalisé. Les finances du Département seront pénalisées puisque nous aurons à payer ces intérêts de retard qui vont s'élever, en toute transparence, à 39 000 euros. On est dans le symbolisme, mais je le dis et je le répète, trop c'est trop. Ce budget n'a pas été le plus facile à faire et a été fait en perspective du budget 2026. Hélas, je ne vois pas, au niveau national de la part de l'État, les mesures nécessaires pour que le train de vie diminue, pour que le déficit que nous connaissons aujourd'hui soit réduit. Nous aurons à nouveau une demande auprès des collectivités territoriales, pour participer à cet effort. Lequel effort existe depuis des années et des années. La compensation de l'État n'a jamais été au rendez-vous. Si aujourd'hui je regarde ce que l'État n'a pas compensé au niveau du Département entre 2007 et 2024, c'est un peu plus de 2 milliards d'euros. Vous ne voyez pas que la solidarité, on ne la fait pas ? C'est la raison pour laquelle aujourd'hui, sortir ce budget, en investissements, à plus de 300 000 millions, parce que notre Département en a besoin, j'en remercie l'ensemble des services. Oui Patrick, l'ENF c'est terminé, car je dois verser une subvention à l'ENF alors que le travail a été fait par nos services. À un moment donné, l'État prend ses responsabilités. On ne peut pas toujours demander aux maires de faire les choses, il faut que tout ceci s'arrête. À force de continuer à faire, il est normal que l'État se retire. Pourquoi faire l'effort ? Puisqu'ils sont là, puisqu'ils vont le faire ? Cette pression, je suis prêt à l'assumer. Par contre, nous serons exemplaires dans ce qui incombe au Département. On ne peut pas faire pour les autres, sinon c'est accepter cette fatalité. Moi je ne l'accepte pas, je vous le dis. Ce budget, et vous êtes dans votre rôle, vous ne le voterez pas. À la place qui est la mienne, je peux vous dire, on n'a pas à rougir de notre budget. Pour finir, d'un commun accord, nous avons décidé de geler les FS2i pour cette année. Nos investissements qu'on accompagne resteront. La Basilique Saint-Denis se fera. C'est vrai que la participation sera gelée, et d'un commun accord. On veut le sauvegarder, mais là on met en parenthèses cette année, car hormis le budget du Département, il n'y a pas un budget. Les Yvelines ou l'Essonne on a arrêté. Merci, chers collègues, nous allons passer à la continuité du point suivant.

N° 1/01 — Budget Primitif 2025 : Développement Local

M. LE PRÉSIDENT. On passe au 1/01 Olivier.

M. LAVENKA. Un mot sur le budget primitif s'agissant du développement local. Le Président a rappelé qu'aujourd'hui un grand nombre de départements supprimaient totalement ou partiellement leur politique contractuelle, ce n'est pas le choix que nous avons fait. On a sanctuarisé à l'euro nos politiques contractuelles à destination des communes avec pour l'année qui s'ouvre près de 31 millions d'euros d'autorisation de programme. Nous avons sanctuarisé avec le même niveau d'intervention, et c'est remarquable, les contrats à destination des intercommunalités, les contrats communaux d'une manière générale, les contrats à destination de nos parcs naturels. Le Département intervient puissamment pour accompagner les communes dans leurs projets de voiries. Un dernier mot, la dernière tranche de subventionnement de notre Département, au titre de la convention 2, Seine-et-Marne numérique, pour 2 150 000 euros. Le Département a été un acteur considérable dans la réussite du déploiement de la fibre optique. Pour répondre à Patrick SEPTIERS, il a raison de considérer qu'il faut qu'on soit exigeants avec le délégataire. Je vous rappelle que ce délégataire a été choisi en 2015. On est très exigeants, mais dans le respect du cadre législatif et réglementaire. Il faut aussi être exigeant avec nos parlementaires. On attend depuis deux ans l'instruction à l'ordre du jour de l'Assemblée, de la PPHS, votée au Sénat à l'unanimité, pour faire en sorte qu'on ait des moyens le plus exigeants, il faut le rappeler. On est collectivement engagés dans cette affaire. Un dernier mot sur les crédits en fonctionnement qui s'élèvent à 500 000 euros avec la poursuite de nos aides aux parcs naturels régionaux, la subvention Seine-et-Marne numérique, la participation aux études dans le cadre du PPA Villaroche et Saint-Louis, la participation à certains organismes d'étude et d'aménagement.

M. LE PRÉSIDENT. Merci, Olivier, quel était l'avis de la commission des finances Pascal ?

M. GOUHOURY. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ?

Mme GOBERT. Cher Président, chers collègues, je ne vais pas refaire toutes les interventions sur le fait que cette politique contractuelle est importante, même si nous ne la portons pas de la même manière. Il y a juste un point : une interrogation sur la participation aux études sur la question fluviale Bray sur Seine — Nogent-sur-Seine. Nous n'avons pas forcément les résultats de cette étude et puis il y a un doute sur ce projet. Il a potentiellement un peu de plomb dans l'aile, car il faudrait y voir plus clair.

M. LAVENKA. Je ne sais pas si ce projet a du plomb dans l'aile, en tous cas on attend depuis près d'un an maintenant la participation définitive de l'État et de l'Union européenne à son financement. C'est ce qui permettra, si l'État se positionne, de terminer la batterie d'études sur laquelle était engagé le Département.

M. LE PRÉSIDENT. Contre ? Abstention ?

N° 1/02 — Budget primitif 2025 : Attractivité du territoire

M. LE PRÉSIDENT. C'est Thierry qui nous présente le 1/02.

M. CERRI. Bonjour à tous. Depuis 2017, la stratégie de la Seine-et-Marne a pour objectif de promouvoir le territoire et d'attirer des ressources pour renforcer son rayonnement en Île-de-France, ainsi qu'au niveau national et international. Cette stratégie repose sur une politique de marketing territorial lancé en 2020. La mission Seine-et-Marne a pour démarche de renforcer l'attractivité économique et développer une vision à moyen terme du territoire. Le Conseil départemental soutient ces actions par un partenariat et un financement dédié pour 2025 afin de promouvoir encore davantage la Seine-et-Marne. Les dotations budgétaires 2025 s'élèvent à 3 148 000 euros, dont 503 000 euros de crédit de paiement d'investissements pour le fonds de développement touristique et 2 645 000 euros dans le crédit de paiement de fonctionnement, qui se décompose pour 20 000 euros pour les autres dépenses de fonctionnement de la DGAE, 60 000 euros pour le JIP emplois Roissy, 135 000 euros pour le marketing territorial, 80 000 euros pour le marketing territorial de la partie subvention, 10 000 euros pour le mécénat, 100 000 euros pour la mission Seine-et-Marne, 2040, 30 000 euros pour la mission Seine-et-Marne 2040 pour la partie subvention et 2 210 000 euros pour la mission Seine-et-Marne.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Des demandes de paroles ? Contre ? Abstention ?

M. GOUHOURY. Avis conforme de la Commission des Finances.

N° 1/03 — Budget primitif 2025 — Mobilités Routes

M. LE PRÉSIDENT. On passe au 1/01 avec Olivier et Laurent.

M. LAVENKA. Le budget mobilité routes est très ambitieux, dans le contexte qui a été indiqué précédemment, avec plus de 105 millions d'euros d'autorisations de programmes et 1 million d'euros de crédits de paiement, avec plusieurs priorités que vous connaissez : continuer à accompagner notre plan vélo avec 4 millions de crédit de paiement et plus de 71 millions d'euros pour l'aménagement du réseau routier dans sa globalité, dont 26 millions d'euros, ce qui est assez unique à l'échelle francilienne, à la conservation des chaussées. Ce budget d'investissements va permettre de sauver des dizaines et des dizaines d'emplois dans des entreprises moyennes, grandes Seine-et-Marnaises à un moment où beaucoup de départements, y compris les départements franciliens, ont quasiment annulé tous leurs crédits routiers, c'est très important. Quelques projets prioritaires en 2025 : la remise en état et modernisation de nouvelles routes départementales 1004 et 1036 pour 7 millions d'euros, l'aménagement et la poursuite d'aménagements de carrefours, le giratoire entre la ND 34 et l'avenue Albert Sarraut à Chelles, l'engagement des travaux du carrefour entre la RD 406 et la RD 10 à Jossigny, le réaménagement tant attendu du carrefour giratoire entre la RN 2 et laRD401 à Dammartin-en-Goëlle, également un gros effort sur la réhabilitation des ouvrages d'art avec la réhabilitation Frayssinet sur la RD 89 et poursuivre les travaux de création qui ont été entamés de la passerelle qui surplombe la RD 1605 entre Melun et Voisenon, la poursuite des travaux dont le premier tronçon sera ouvert du contournement de Bigne, la poursuite des études et le lancement des travaux d'un premier tronçon de la maison routière de l'Est francilien, la finalisation des travaux de la maison sud de Chelles, la réalisation très attendue du giratoire au confluent de la RD 1036 et de la RD 57, les moyens du parc avec 3 700 000 euros de crédits d'investissement. Des crédits encore importants à plus d'un million d'euros sur la signalisation routière directionnelle, et enfin des crédits, autour des 500 000 euros, pour l'aménagement extérieur des RD. Sur le sujet de la reprise des deux routes nationales, il est important de faire un point d'étape puisque Laurent GAUTIER nous a interpelés sur ce sujet, vous redire ce qui a été fait en deux années : réhabilitation de 40 kilomètres du cours du roulement, plus du tiers de l'ensemble du linéaire que le Département a repris, pour 18 millions d'euros d'investissement. Nous sommes en cours de sécuriser trois carrefours, celui de l'obélisque, à Villeneuve-le-Comte, celui de Crisenoy, celui de Bannost Villegagnon qui va permettre le cheminement en toute sécurité des collégiens, nous avons repris toute la signalisation directionnelle sur ces routes et nous continuons à mener de nombreuses études, de travaux d'assainissement négligés par l'État pendant de trop nombreuses années. Le Département a été très actif et je remercie encore une fois la Direction des routes, parce que c'était un challenge et il a été repris dans de bonnes conditions.

M. GAUTIER. C'est un enjeu fort en termes de montant budgétaire et en termes de travaux, je constate qu'il est clair qu'il y a un passif gigantesque. Quand on regarde aujourd'hui la situation, sur la D84, de Pontault-Combault vers la province, on a des situations qui sont accidentogènes, il n'y a pas une semaine sans accident incident sur cette portion, avec des problématiques liées à la chaussée, on a des trous, on a des nids de poule. On pensait ça réservé à des chemins de campagne, mais là c'est une route nationale devenue départementale, avec un trafic relativement important et qui ne cesse de croitre, avec des problématiques spécifiques. Des mares d'eau se constituent, c'est une situation qui ne peut pas durer et qui interpelle évidemment fortement tous ces territoires. On peut penser que les attentes sont trop fortes, mais

cette prise en charge ne peut attendre des années. L'idée n'est pas de dire que nous ne faisons rien, nous faisons. Mais on peut aussi par moments interpeler.

M. LAVENKA. Pour compléter ce point, c'est la raison pour laquelle le tronçon en question, sens Pontault-province est prévu sur l'année 2025 en investissements, et la raison pour laquelle les travaux de sécurité sur la gestion des eaux sont prévus fin 2025, début 2026, ce qui a nécessité un gros travail de reprise de toutes les études, puisque ce qui avait été rendu par l'État au moment des transferts de voies et chaussées était pour le moins imparfait, en tous cas partiel.

M. LE PRÉSIDENT. D'autres demandes de parole ? Quel était l'avis de la commission des transports ?

M. RABASTE. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances ? Contre, abstention ?

M. GOUHOURY. Avis conforme, Monsieur le Président.

N° 1/04 — Budget primitif 2025 — Agriculture

M. LE PRÉSIDENT. On passe à la 1/04 avec Olivier, allez-y.

M. LAVENKA. Sur ce budget 2025, 627 000 euros de crédit de fonctionnement. Deux choses à souligner : des crédits à hauteur de 47 000 euros pour permettre le financement du Département au Salon de l'agriculture et la poursuite du subventionnement des partenaires agricoles que nous soutenons depuis toujours, de jeunes agriculteurs, du service de remplacement, l'association des éleveurs et producteurs de lait de Seine-et-Marne, de la fédération, la FDSEA, le groupement des agriculteurs biologiques, la Chambre d'agriculture. Nous poursuivrons l'ensemble de nos partenariats avec la filière bois avec 60 000 euros de crédit de fonctionnement. S'y ajoutent 1 650 000 euros de crédits d'investissement. Je voudrais insister sur le maintien de 65 000 euros de crédit au titre des aides FADER, sachant que nous n'avons toujours pas en la matière de cadre conventionnel entre l'Union européenne et la région Île-de-France.

M. LE PRÉSIDENT. Merci, des demandes de parole ? Quel était l'avis de la commission des finances ?

M. GOUHOURY. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Qui est contre ? Abstentions ?

N° 1/05 — Contrat Intercommunal de Développement (CID) de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie — Contrat cadre, programme d'actions et une convention de réalisation

Ne prennent pas part au débat et au vote :

Sophie DELOISY en sa qualité de Vice-présidente de la CA Coulommiers Pays de Brie

Ugo PEZZETTA en sa qualité de Président de la CA Coulommiers Pays de Brie

M. LE PRÉSIDENT. Merci, on passe au 1/05.

M. LAVENKA. Le site de la communauté d'agglomération de Coulommiers Pays de Brie sera doté d'une enveloppe d'aide départementale de 3 686 000 euros avec plusieurs actions : la reconstruction de la piscine, l'extension d'un centre de loisirs/centre d'hébergement ainsi que la relocalisation de la maison de santé pluriprofessionnelle et universitaire à Coulommiers.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Quel était l'avis de la commission des finances ?

M. ROBACHE. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Merci, ce sont deux très beaux projets. J'ai eu la chance de poser la première pierre pour la piscine, ça va être génial, vraiment.

N° 1/06 — Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Lizy-sur-Ourcq — Contrat cadre, programme d'actions et une convention de réalisation

Ne prend pas part au débat et au vote : Cindy MOUSSI LE GUILLOU en sa qualité de 1ère adjointe au Maire de la Commune de Lizy-sur-Ourcq.

M. LE PRÉSIDENT. Olivier, la 1/06.

M. LAVENKA. Le FAC, pour 300 000 euros de subventions départementales avec deux actions : la réfection de la toiture de la mairie et l'extension d'un groupe scolaire.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Christian ?

M. ROBACHE. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 1/07 — Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Crégy-lès-Meaux — Contrat cadre, programme d'actions et une convention de réalisation

M. LE PRÉSIDENT. Merci, le 1/07.

M. LAVENKA. Le FAC de Crégy-lès-Meaux, pour 600 000 euros qui permettront la modernisation de l'éclairage public et la réfection de plusieurs voiries communales, ainsi que la réalisation d'un terrain sportif d'évolution.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Quel était l'avis de la commission des finances ?

M. ROBACHE. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Qui est contre ? Abstentions ?

N° 1/08 — Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Rozay-en-Brie — Contrat cadre, programme d'actions et trois conventions de réalisation

M. LE PRÉSIDENT. Merci, nous passons au 1/08 Olivier.

M. LAVENKA. Le FAC de Rozay-en-Brie, pour 300 000 euros de subventions, l'aménagement d'un trottoir, la création d'un parking et la réfection de voiries rue de la Maladrerie et boulevard Thiers.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Des demandes de parole ? Quel était l'avis de la commission des finances ?

M. ROBACHE. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Qui est contre ? Abstentions ?

N° 1/09 — Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Gretz-Armainvilliers — Contrat cadre, programme d'actions et deux conventions de réalisation

M. LE PRÉSIDENT. Le 1/09.

Olivier LAVENKA. FAC toujours, pour Gretz-Armainvilliers, pour 600 000 euros de subvention du Département avec la construction d'un centre technique municipal, la réhabilitation de locaux pour la PI, et le relai parents-enfants.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Quel était l'avis de la commission des finances ?

Pascal GOUHOURY. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 1/10 — Avenants aux Contrats ruraux (CoR) de Bannost-Villegagnon (avenant n° 1), Marcilly (avenant n° 1) et Montdauphin (avenant n° 1)

M. LE PRÉSIDENT. Olivier, le 1/10.

M. LAVENKA. Trois avenants proposés : un qui concerne la commune de Bannost-Villegagnon pour une substitution d'action, opération abandonnée par la commune et extension et réaménagement de la mairie, remplacée par la création d'une maison de situation. Et les deux pour les communes de Marcilly et Montdauphin sont des avenants prorogations du délai d'un an du contrat jusqu'au 8 avril 2026.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Quel était l'avis de la commission des finances ?

M. GOUHOURY. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 1/11 — Conventions entre le Département de Seine-et-Marne et le Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique, relatives à l'attribution et au versement de subventions d'investissement et de fonctionnement pour l'année 2025

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au 1/11 Béatrice.

Mme RUCHETON. C'est tout simplement les conditions et les modalités de versement des subventions d'investissement et de fonctionnement par le département de Seine-et-Marne au syndicat mixte Seine-et-Marne numérique pour l'année 2025. En investissement 2 millions d'euros pour les sites isolés et en fonctionnement 206 500 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Merci beaucoup Béatrice. Quel était l'avis de la commission des finances ?

M. ROBACHE. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de paroles ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 1/12 — Avenant n° 1 à la Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre le Département de Seine-et-Marne et l'agence Seine-et-Marne Attractivité 2024-2027

Ne prennent pas part au vote :

Nathalie BEAULNES SERENI en sa qualité de représentante du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Majdoline BOURGEAIS EL ABIDI en sa qualité de représentante du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Thierry CERRI en sa qualité de représentant du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Jean-Marc CHANUSSOT en sa qualité de représentant du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Bernard COZIC en sa qualité de représentant du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Stéphane DEVAUCHELLE en sa qualité de représentant du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Isoline GARREAU en sa qualité de représentante du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Anne GBIORCZYK en sa qualité de représentante du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Julie GOBERT en sa qualité de représentante du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Pascal GOUHOURY en sa qualité de représentant du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Anthony GRATACOS en sa qualité de représentant du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Daisy LUCZAK en sa qualité de représentante du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Jean François PARIGI en sa qualité de représentant du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Vincent PAUL PETIT en sa qualité de représentant du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Brice RABASTE en sa qualité de représentant du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Béatrice RUCHETON en sa qualité de représentante du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Jean Louis THIERIOT en sa qualité de représentant du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Xavier VANDERBISE en sa qualité de représentant du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

Véronique VEAU en sa qualité de représentante du Département au sein de Seine-et-Marne Attractivité

M. LE PRÉSIDENT. Merci, le 1/12.

Mme LE BOUTER. Il s'agit de l'avenant avec Seine-et-Marne Attractivité pour adapter la convention d'objectifs aux nouveaux moyens attribués à Seine-et-Marne Attractivité.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Quel était l'avis de la commission des finances Christian ?

M. ROBACHE. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ?

Mme GOBERT. Je ne prends pas part au vote, mais je prends part au débat. Derrière un habillage stratégique que nous pouvons partager sur un certain nombre de points (ça peut être du foncier, accélération de la digitalisation, marketing territorial qui met en valeur la diversité du territoire) se cache une réalité préoccupante. L'agence a dû supprimer dix postes. Et cela intervient à un moment de désengagement manifeste de la Région, pourtant pleinement compétente pour ces questions. Nous dénonçons ici régulièrement et tous, et nous l'avons fait encore ce matin, le retrait de l'État sur un certain nombre de politiques publiques. Lorsqu'il s'agit de la Région, vous semblez faire preuve d'une indulgence toute particulière. Certes, la Région doit, comme nous, trouver les stratégies pour trouver un budget équilibré. Mais il faut dire qu'elle y va plus qu'avec la serpe. Quelles que soient les personnes, ses ennemis ou ses amis, c'est particulièrement violent pour nos territoires. Or, en matière de délégation de compétences, il est de notre responsabilité d'exiger que chacun tienne son rôle. Il faut parfois aussi le ton, y compris et surtout, face à ses amis politiques. La baisse de 21,4 % de subvention départementale doit nous amener à une réflexion de fond : jusqu'où devons-nous aller dans une politique qui, aussi importante soit-elle, ne relève pas de notre cœur de compétence ? Doit-on repenser notre implication en attraction touristique en la recentrant sur les politiques que nous pilotons : développement local, culture, patrimoine, environnement et même l'agriculture. Nous sommes très présents au salon de l'agriculture et c'est une partie de notre attractivité qui s'y joue. Faire du tourisme un levier cohérent au service direct des habitants. Plutôt que de tenter de compenser les absences de la Région, qui j'espère a daigné répondre à la lettre qui lui a été adressée par le précédent Président, engageons une réflexion collective sur une nouvelle ambition d'attractivité plus durable, plus locale, et respecte les compétences de chacun. En cela, bien que nous soutenions l'ensemble des salariés, nous ne pouvons soutenir ce type de conventions dans lesquelles la Région s'efface.

M. LE PRÉSIDENT. Alors, pour la Région, même feuille de route que nous, eux, ils avaient 700 millions d'économies à trouver. Sur les 300 000 euros en moins, qui viennent en déduction d'une première déduction qu'on a eue l'année dernière, avec une volonté de la Région de sortir de cet accompagnement. D'autant plus que Seine-et-Marne Attractivité avait une compétence en développement économique. L'Agence, quand elle a été créée par Jean-Jacques à l'époque, avait la volonté de regrouper le développement économique et le tourisme. À partir du moment où la loi ne retirait pas la compétence de développement économique, il était normal qu'à un moment donné l'accompagnement de la Région tienne compte du fait que cette Agence n'avait plus de développement économique. Ce qui d'ailleurs a été un vrai problème chez nous et a fait l'objet d'une observation de la Cour des comptes, car c'était très ambigu. On a fait ce qu'il fallait, pour retirer tout ce qui était développement économique, et ça a été la première vague au niveau des postes. La Région n'a fait que confirmer l'engagement qu'elle avait pris. Où vous avez raison, c'est la façon dont nous devons réfléchir au rôle de Seine-et-Marne Attractivité, notamment Thierry CERRI a porté cette réflexion. Je ne vous cache pas qu'au regard de mes échanges avec les Offices de tourisme, il y a une volonté de garder une entité départementale dédiée au tourisme. Conseil d'administration c'est quelque

chose qu'il faut qu'on ait en tête dans la réflexion qu'on doit avoir. Je vous le dis, il faut assumer, que la suppression de postes qui a fait l'objet de ce reclassement, oui, ce serait faux de vous dire qu'il n'y a pas de restructuration au niveau de Seine-et-Marne Attractivité. Ce que je ne voudrais pas, c'est penser que c'est tombé à la serpe là. Oui c'est tombé à la serpe là, mais c'était attendu de notre côté à partir du moment où l'une de ses missions n'existait plus. Mais il faut réfléchir à comment cette attractivité peut se décliner, pas que par cette Agence. Ou alors, cette Agence doit avoir des liens plus importants avec d'autres opérations, comme le salon de l'agriculture.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Christian ?

M. ROBACHE. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Qui est contre ? Abstentions ?

N° 1/13 — Projet Partenarial d'Aménagement du Quartier Saint-Louis à Dammarie-lès-Lys

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Nous passons au 1/13 avec Denis.

M. JULLEMIER. Cela concerne le quartier Saint-Louis, le projet partenarial d'aménagement à Dammarie-lès-Lys, sur le site d'une friche industrielle de grande ampleur, l'une des plus grandes d'Île-de-France, c'est plus de 130 hectares : cette requalification est une véritable opportunité à l'heure où le renouvellement urbain et les enjeux de développement durable se font plus prégnants. Afin de répondre à cette ambition, un PPA visant à réaliser les études du projet d'aménagement et à délimiter un plan d'action opérationnel vous est donc proposé. La communauté d'agglomérations Val de Seine a décidé de reprendre ce pilotage jusqu'alors confié à Sénart. La participation du Département est de 93 500 euros, soit 7 % du total.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances ?

M. ROBACHE. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Qui est contre ? Abstentions ?

N° 1/14 — Avenant n° 1 à la Convention relative au financement d'aménagements cyclables le long du boulevard du Grand Fossé sur le territoire de la commune de Chessy et d'une passerelle sur l'avenue Schuman sur le territoire de la commune de Coupvray

M. LE PRÉSIDENT. Le 1/14, Jean-Marc.

M. CHANUSSOT. Il s'agit d'accorder un délai supplémentaire pour la demande de versement du 1er acompte pour la réalisation d'aménagements cyclables le long du boulevard du Grand Fossé sur le territoire de la commune de Chessy, et une passerelle sur l'avenue Schuman de la commune de Coupvray. Ce délai supplémentaire venant modifier la convention initiale, il faut procéder à un avenant.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Christian ?

M. ROBACHE. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Qui est contre ? Abstentions ?

N° 1/15 — Reclassement d'une section de la route départementale (RD) 28A dans la voirie communale de Varennes-sur-Seine

M. LAVENKA. Un linéaire d'un peu plus de 1,7 kilomètre. Pas de remarques particulières.

M. LE PRESIDENT. Pas d'avis contraire ? Pas d'abstention ? Merci.

N° 2/01 — Budget primitif 2025 : Politique départementale en faveur des Bâtiments et de la vie des collèges

M. LE PRÉSIDENT. Le 2/01, Xavier.

M. VANDERBISE. Le département compte plus de 84 500 collégiens répartis dans 132 collèges publics, et 18 collèges privés pour garantir des conditions d'enseignement et de travail de qualité, une part importante du budget est dédiée à l'éducation, principalement à l'entretien, à la sécurisation, aux réparations, ainsi qu'aux projets d'extension de collèges. En investissements, les crédits de paiement s'élèvent à 94,2 millions d'euros., contre 107 849 481 au BP 2024. Cette enveloppe comprend 86,9 millions dédiés au bâtiment, et 7,3 millions consacrés à la vie de nos établissements. Une diminution liée au report de certains travaux. Au fonctionnement, les crédits proposés s'élèvent à près de 74,2 millions, contre 62 millions au BP 2024, avec des crédits destinés à la vie des collèges pour 63,9 millions et 10,3 millions pour les bâtiments des collèges. Hausse en raison de l'augmentation du budget de la restauration scolaire. Une proposition de crédit de paiement à hauteur de 74 188 390 euros, dont 63 896 790 euros pour la vie des collèges en raison de l'augmentation du budget annexe de la restauration scolaire, 1 330 000 pour l'équipement et le matériel TICE et 5 983 000 pour la participation au budget des collèges privés, 30 198 000 euros pour la participation au budget de nos établissements. Un budget consacré aux fluides 13,6 millions, des crédits pour l'externalisation de l'entretien général de 3 100 000 euros. Au regard de l'entrée de nouveaux établissements dans ce dispositif, une enveloppe calibrée sur 21 collèges. Enfin, 26 111 590 d'euros pour la restauration scolaire.

M. ROBACHE. Pour le domaine des bâtiments des collèges, les dépenses en investissements une proposition de crédits de paiement à hauteur de 94 186 464 euros, contre 107 849 481 au BP 2024 en raison de reports de travaux. Je vous rassure, il sera livré en temps et en heure. Cette enveloppe sera principalement dédiée aux bâtiments des collèges, 86,9 millions d'euros répartis de la manière suivante : 86 908 616 dans le domaine des bâtiments des collèges, dont 53 039 432 euros pour la construction et réhabilitation de collèges et 33 859 184 euros pour l'entretien et les grosses réparations. Les dépenses de fonctionnement : une proposition de crédits de paiement à hauteur de 74 188 390 euros, contre 62 041 288 au BP 2024, donc 10 291 600 euros pour les bâtiments des collèges, dont 991 600 euros pour les constructions et réhabilitation pour la location de bâtiments démontables à hauteur de 600 000 euros pour les primes d'assurance dommages ouvrages 270 000 euros. Et pour faire face aux sinistres et autres dépenses, 121 600 euros. 9,3 millions d'euros pour l'entretien et les grosses réparations, il s'agit de la prise en charge du Département des contrats de maintenance, auparavant pris en charge par les collèges.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ?

M. DJEBARA. Sur le budget primitif sectoriel, on s'abstiendra, mais je voudrais intervenir sur la liste des projets de réhabilitation de collèges, notamment Van Gogh. Je voudrais qu'on puisse me confirmer le début des travaux en 2026.

M. ROBACHE. Par rapport à la situation budgétaire, il est évident qu'on a dû faire des choix et des reports, et non pas des suppressions comme certains peuvent l'exprimer. Je reviendrai vers vous pour ce sujet. On a mis en place des priorités, comme le collège Aragon de Torcy, mais on reviendra vers toi.

M. DJEBARA. J'aurais préféré une réponse plus franche sur Van Gogh, mais j'entends que tu vas revenir vers nous. C'est un besoin sur notre territoire, une attente sur la ville, le maire est impatient tout comme la principale.

M. ROBACHE. On doit être exemplaires sur nos compétences obligatoires, et cela en fait partie. Le collège en question fait partie en priorité et nous ferons en sorte de respecter nos engagements. Sachant quand même que sur le monde du BTP en général, on est toujours attentif aux retards, donc il ne faut pas s'engager à la va-vite.

M. LE PRÉSIDENT. Pas d'autres demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 2/02 — Budget annexe 2025 : Politique départementale de restauration scolaire des Collèges

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Le 2/02 Xavier.

M. VANDERBISE. Département le plus dynamique démographiquement, sa population augmente chaque année et compte 74 164 collégiens, dont 47 300 demi-pensionnaires dans 119 collèges publics passés en régie dans le cadre de la refonte de la restauration scolaire. L'accueil des collégiens nécessite un service de restauration de qualité, qui peut être garanti par la bonne maitrise des circuits d'approvisionnement en denrées alimentaires. En cas de refonte de sa politique de restauration, le Département, depuis septembre 2024 s'approvisionne auprès de la plateforme Approv'Halles dans l'objectif de servir des produits locaux, de qualité tout en garantissant une juste rémunération aux agriculteurs. En 2025, pour les produits dits de négoce, le DEPARTEMENT se dotera de ses propres marchés. En dépenses de fonctionnement, 46 765 943 euros de dépenses, contre 19 901 000 au BP 2024 pour seulement quatre mois de fonctionnement, contre une année entière pour celui de 2025. 24 593 134 euros de dépenses de gestion permettant de répondre aux dépenses prévisionnelles en denrée basées sur un coût assiette de 3,60 euros pour les douze mois de fonctionnement en 2025 de janvier à décembre. Le poste comprend également d'autres dépenses nécessaires au fonctionnement du dispositif : la création d'un nouveau système d'information, une interface département, collège, Approv'Halles, les dépenses d'énergie liées au service restauration. Également, 14 674 000 de dépenses de personnel, retraçant le coût RH du service restauration sur la base du principe suivant : 100 % du temps de travail des chefs cuisiniers et des aides restauration et 39 % du temps de travail des AER. En recette de fonctionnement, c'est 46 765 943 euros, dont 21 737 000 euros de recettes issus des repas pris par les élèves et 25 millions de subventions d'équilibre du budget général au budget annexe. En dépenses d'investissement, 520 400 euros de dépenses d'équipement, et en recettes d'investissement, 740 000 euros d'amortissement des équipements.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Quel était l'avis de la commission des finances Christian ?

M. ROBACHE. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ?

Mme SHORT-FERJULE. Je veux profiter de ce rapport pour vous interpeler sur les difficultés d'approvisionnement que rencontrent nos collèges. Nous avons rencontré les 6 principaux de notre canton avec Smaïl DJEBARA. Vous essayez de trouver des solutions à une mise en service surement engagée trop tôt, et de manière trop générale, avec laquelle il faut compter. Dans l'attente, les personnels s'épuisent et commencent à se décourager devant une situation qui ne s'améliore pas. Nous vous proposons de recevoir les chefs de cuisine directement pour essayer de travailler avec eux à des solutions d'urgence. Nous ne proposons pas une réunion d'information, mais des tables rondes. Ce serait une juste reconnaissance de leur engagement dans cette période complexe et une démarche plus efficace. Nous ne faisons pas de ces dysfonctionnements une question politique, mais il faut trouver d'urgence des solutions, même provisoires. Par ailleurs, la proportion qui reste à la charge des familles est en augmentation sensible. La comparaison est biaisée, et c'est peut-être un effet optique, mais nous voulons que ce soit un sujet de préoccupation et de débat, au même titre que les tarifs. Les parents souhaitent des informations quant au calcul de la facture.

M. VANDERBISE. Des tables rondes ont été faites et le Président rencontrera les chefs de cuisine les prochaines semaines**.** Nous avons eu des débuts difficiles et le Président a pris tout à sa charge**.** Je voudrais qu'on soit honnêtes qu'il y a une vraie amélioration, que tout a été fait. Pour la facturation, nous en sommes conscients, nous rencontrons une difficulté avec la trésorerie. Nous n'avons pas de régie et ce n'est pas le Département. Nous y travaillons pour la rentrée prochaine pour un détail joint à la facture pour une meilleure compréhension des familles.

M. LE PRÉSIDENT. Nous avons notre part de responsabilité aussi. Nous avons eu quelques faiblesses. Oui, Smaïl.

M. DJEBARA. Est-il possible d'imaginer un document synthétique à la destination des familles ? Il y a un besoin de pédagogie.

M. VANDERBISE. On y travaille pour la rentrée.

M. LE PRÉSIDENT. Je voudrais remercier la direction de l'éducation pour le travail fait, de communication, dans des situations où il faut vite réagir, ils n'ont pas compté leur temps. Remercier Xavier VANDERBISE et l'ensemble des élus concernés pour leur dévouement et Olivier LAVENKA pour son investissement, mais je ne voudrais pas qu'on donne l'impression que Approv'Halles est à l'origine de tous nos problèmes. Il s'agit aussi de la Centrale. Je veux vous remercier pour votre maturité sur ce dossier, dont vous n'en avez pas fait une affaire politique. Marie-Line, allez-y.

Mme PICHERY. Quand il y va de l'intérêt et de l'alimentation de nos enfants, la politique politicienne est néfaste. Je veux attirer l'attention sur la manière de communiquer. On vit dans un microcosme, mais nous avons face à nous des familles qui ne maitrisent pas bien le français. La remarque de Smaïl DJEBARA est donc essentielle, et il faut rendre notre communication plus ludique, car ces remarques sont redondantes. Une crainte est que les parents qui n'auraient pas payé leurs créances ne verraient plus leurs enfants acceptés dans les cantines des collèges, vrai, pas vrai ? Il semblerait que dans certains collèges il y ait des pertes en ligne sur leurs fonds de réserve, vrai, pas vrai ?

M. VANDERBISE. Je découvre cela, je ne vois pas comment on pourrait leur refuser l'accès à la cantine. Stoppons cette fausse rumeur. Une vingtaine d'établissements n'ont pas présenté de comptes financiers lorsqu'il y a eu les écrêtements, des dialogues de gestion se réalisent. Je reviendrai vers toi.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Quel était l'avis de la commission des finances Christian ?

M. ROBACHE. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Qui est contre ? Abstentions ?

N° 2/03 — Budget primitif 2025 : Politique départementale en faveur de l'Action éducative et de la jeunesse

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Nous passons au 2/03 avec Xavier.

M. VANDERBISE. Cela concerne une mise en place du parcours collégien, une politique éducative issue d'une refonte impliquant collèges, acteurs institutionnels, économiques et associatifs. Ce parcours regroupe différentes actions avec un volet numérique. Le financement inclut l'équipement de salles de confiance et la présence de volontaires de service civique pour les animer. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 1 200 00 euros, 780 300 dans le domaine des actions éducatives, 425 000 au titre des aides de la restauration scolaire avec la suppression du dispositif Cantineo en septembre 2024, et remplacé par une grille de tarification à 14 tranches avec subventions sociales, et 355 300 au titre des projets éducatifs, avec la suppression de différents appels à projets, la réduction de moitié du dispositif collèges innovants au regard des projets accompagnés.

Mme LACROIX. Nous consacrerons 123 000 euros dans le domaine de la jeunesse et des loisirs, dont 103 000 euros au titre des aides aux OJEP, avec un arrêt progressif des ateliers autour du harcèlement scolaire compte tenu des actions renforcées de l'Éducation nationale, notamment au travers de son projet phare. 20 000 euros au titre des aides au projet initiative des jeunes pour l'opération prix jeunes talents qui est reconduit, suppression du dispositif cartes cadeaux, mais on cherche d'autres solutions pour accompagner ces jeunes qui ont eu le brevet avec mention très bien. La suppression de la subvention de 25 ans qui sont des projets soutenus à hauteur de 1000 à 3000 euros par projet, mais la répercussion demeure assez faible pour le Département. Je voudrais parler du Conseil départemental des jeunes qui fonctionne très bien, dont les jeunes sont très contents. J'espère que vous vous êtes rapprochés de vos deux jeunes pour chaque canton, on aura une séance plénière le mercredi 25 juin. Nous avons pour le moment des retours tout à fait positifs.

Mme BEAULNES-SERENI. Pour la partie enseignement supérieur, on est sur un budget de fonctionnement 297 000 euros en retrait de 43,96 %, mais nous continuons à développer le dispositif itinérant qui remporte un vif succès, avec un budget d'accompagnement de 10 000 euros. On stabilise le dispositif de campus digitaux de formation qui ont été déjà accompagnés en 2024, ils seront continués en 2025 à hauteur de 144 000 euros. Mais les deux autres campus prévus ne seront pas pour l'instant intégrés en 2025. Nous continuons d'apporter notre soutien aux universités, notamment à l'Upec et à l'UGE, avec un budget de 170 000 euros pour l'ensemble des universités et un budget de 50 000 euros pour les fondations Upec et UGE, et nous maintenons l'organisation de la cérémonie de meilleurs apprentis de France. Par rapport à ce qui pourrait être reproché, certes ce budget est en retrait, mais on peut parfois être efficaces et que ce soit reconnu, sans utiliser des fonds supplémentaires. À ce titre, je remercie vraiment les agents du Service enseignement supérieur et formation professionnelle qui par leur adaptation et leur agilité savent optimiser le déploiement des dispositifs de ma délégation.

M. LE PRÉSIDENT. Virginie, vous avez la parole.

Mme THOBOR. Évidemment, cette délibération nécessite a minima des interventions, nous voterons contre. Pour le Conseil départemental des jeunes, il serait intéressant que les jeunes disposent de leviers pour pouvoir s'engager, avec de vraies réflexions qui pourraient

impacter le territoire. Je pense que l'effort sur les moins de 25 ans est à faire, notamment en matière d'insertion. S'intéresser également à la promotion de l'enseignement supérieur. Attirer l'attention sur les conditions de vie des étudiants, et sur leur endettement. Au-delà de la question universitaire, il y a la question de l'accès à cette vie étudiante.

Mme MOINE. En préambule, permettez-moi de rappeler notre attachement, je le sais collectif, à la jeunesse Seine-et-Marnaise. Nous siégeons tous dans cette assemblée avec la conviction que l'avenir dans notre Département se construit par et pour nos jeunes. C'est pourquoi le budget à l'action éducative et à la jeunesse doit refléter une priorité politique. Or le projet du budget 2025 marque, hélas, un recul de cet engagement. En 2024, vous déclariez la jeunesse prioritaire, et vous aviez consacré une enveloppe conséquente, concrétisant vos paroles. En 2025, cette enveloppe est rabotée de deux tiers, comment justifier qu'on accorde toujours autant d'importance aux jeunes en investissant deux fois moins ? C'est un non-sens, les chiffres sont têtus, l'action éducative et jeunesse passe de 3,1 millions d'euros à 1,2 million d'euros. Derrière ces millions en moins, ce sont des projets abandonnés, des aides supprimées et des espoirs déçus. Concrètement, ce budget 2025 tourne le dos à plusieurs engagements que nous avions collectivement salués l'an dernier. Je pense d'abord au parcours collégiens, une belle initiative élaborée avec les acteurs de terrain, était porteuse d'innovation pédagogique. Lutter contre le harcèlement scolaire, éveiller les consciences citoyennes, promouvoir la culture, l'égalité des chances. Autant de volets que vous aviez mis en musique. Aujourd'hui, nous constatons que ce parcours est mis en sommeil budgétaire. Vous ne financez que son maintien scolaire, et en supprimant une partie de son contenu comme la lutte contre le harcèlement que vous déléguez purement et simplement à l'Éducation nationale. Renoncer à agir localement contre ce fléau sous prétexte que d'autres s'en occupent, nous ne pouvons nous y résoudre. La protection de nos collégiens mérite une approche partenariale et volontariste, tout le million d'euros doit être sur le pont. En se retirant du combat, le Département envoie un mauvais signal. Je pense également aux associations d'éducation populaire de Seine-et-Marne. En 2023, vous avez contractualisé avec 14 d'entre elles sur trois ans, pour donner vie à des projets au plus près des jeunes. Vous leur avez promis stabilité et accompagnement. Qu'en est-il aujourd'hui ? Le financement s'écroule et ces associations apprennent que leurs conventions vont être amputées. Ces structures souvent animées par des bénévoles et des éducateurs passionnés font un travail formidable sur le terrain, que nos puissances publiques seraient bien en peine de réaliser à leur place. En les lâchant ainsi, on affaiblit le tissu social dans nos départements. Au final, ce sont nos jeunes qui en pâtiront, faute d'activités et d'encadrement. J'entends bien que vous invoquez la nécessité d'économies, mais pourquoi toucher directement à celles qui concernent l'épanouissement de nos jeunes ? Nous pensons que la mission d'un Conseil départemental, ce n'est pas d'organiser un show annuel pour quelques lauréats, mais de soutenir au quotidien des dizaines de milliers de jeunes qui vivent sur notre territoire, dans leur diversité de besoins et de talents. Je voudrais terminer en posant une question de sens de notre action publique. Quel message envoyons-nous avec ce budget ? On leur dit que l'éducation et la jeunesse sont importantes, mais on ferme le portemonnaie, on leur dit engagez-vous, soyez citoyens, mais on retire le soutien aux associations, on leur dit enfin réussissez, faites-nous honneur, mais on supprime ce petit coup de pouce. Franchement, c'est un message brouillé, voire contradictoire. Nous risquons de les décevoir et la déception des jeunes envers les institutions est la dernière chose dont notre pays a besoin en ce moment. Pour ces raisons, et en toute conscience, le groupe de la gauche républicaine et sociale votera contre ce budget.

Mme LACROIX. Bien évidemment, on va accompagner les jeunes, les adultes vont leur expliquer que les projets doivent être pour tous les habitants. Il y aura un accompagnement pour ce projet en cours. Concernant les OJEP, nous sommes le seul Département francilien à

accompagner les OJEP. J'entends que c'est compliqué, mais pour le moment c'est la décision que nous avons prise. Nous les accompagnons encore un peu cette année. Quand je vous écoute l'opposition, il ne fallait rien abandonner. Vous êtes au courant qu'il fallait faire des économies, il y a les compétences obligatoires, on ne peut pas dire qu'on abandonne notre jeunesse, puisqu'au travers de nos collégiens, on fait encore beaucoup de projets avec eux. À un moment gouverner c'est choisir, et c'est les décisions que nous avons prises.

M. LE PRÉSIDENT. Oui, la parole est à Nathalie.

M. BEAULNES-SERENI. Je voudrais rassurer Virginie parce que le travail qu'on fait avec les fondations, c'est vraiment le travail d'accompagnement des jeunes, et à tous les niveaux. À partir du moment où ils ont le bac, beaucoup de dispositifs sont mis en place par les fondations pour accompagner les jeunes et le financement de leurs études. Au-delà des universités, on travaille aussi avec les associations d'étudiants, que l'on peut accompagner sur des problématiques ponctuelles ou structurantes.

M. VANDERBISE. Quand il a fallu faire 46 millions d'économies, nous nous sommes recentrés sur nos missions principales et nous avons rendu à l'Éducation nationale ce qui était leurs missions, notamment la médiation sociale.

M. LE PRÉSIDENT. Je voudrais remettre l'église au centre du village. Il faut être cohérent. Sur les médiateurs, c'est nous qui l'avions mis en place. Hélas, il y a eu des économies à faire. Mais nous restons partenaires avec l'Éducation nationale. Vous en voyez dans d'autres départements des salles de confiance ? Arrêtez de dire qu'on ne fait plus de harcèlement scolaire, on a joué un peu le rôle d'aiguillon. Regardez la transversalité de la politique jeunesse. La seule classe de jeunes polyhandicapés en Île-de-France, ce n'est pas un signal envoyé à la jeunesse ? Ce nombre de jeunes que nous envoyons découvrir le handball à Pontault, vous la voyez, la politique jeunesse ? Vous la voyez ou ne la voyez pas ? Répondez-moi. Nous avons rencontré les étudiants d'Assas, sans un budget supplémentaire, ils vont montrer leur parcours dans les collèges. Ce n'est pas une politique jeunesse ça ? N'essayez pas de nous enfermer comme vous le faites, c'est d'un ridicule. Vous savez le travail qui est fait dans l'opération talents ? On n'est pas là en train de monter tel ou tel jeune parce qu'il chante bien ou ceci, c'est tout un travail qui est fait sur la langue française, porté par des enseignants et des jeunes. Regardez de quoi vous parlez. Votons. Quel était l'avis de la commission des finances ?

M. ROBACHE. Avis conforme.

N° 2/04 — Budget Primitif 2025 : Culture

M. LE PRÉSIDENT. Justement la culture. 2/04, Véronique.

Mme VEAU. Cela concerne l'ensemble des dispositifs mis en œuvre pour accompagner les acteurs culturels du territoire. Les opérations portées en direct par la collectivité, mais également les équipements culturels départementaux, qui sont : le musée de la préhistoire d'Île-de-France, où il va y avoir une exceptionnelle exposition qui va débuter samedi sur l'âge de bronze en Île-de-France, le musée de la Seine-et-Marne, le musée Bourdelle, le musée Stéphane Mallarmé. Également une offre riche et originale des musées, avec l'opération 100 œuvres sur le climat en partenariat avec le musée d'Orsay, le château de Blandy où nous continuons les lumières de Blandy et le Noël enchanté, et bien sûr Act'art. Nous avons également le retour du mobilhistoire avec les archives avec un outil de médiation itinérant qui va proposer des expositions et actions pédagogiques à disposition des établissements d'enseignement et acteurs culturels. Nous continuons de soutenir des actions d'animation touristique locale à vocation historique, scientifique et patrimoniale, au travers de dispositifs de subventions adaptées. Le fonds des archives sera enrichi par la collecte de films en lien avec le territoire par Cineam mis en valeur dans le cadre de la programmation culturelle annuelle, qui inclura une conférence animée par des chercheurs de l'université Columbia NY. Je pourrais vous en citer encore énormément. Des baisses, mais grâce à la réactivité de nos services, nous réussissons à avoir une programmation exceptionnelle. Les nouvelles autorisations de programme 2025 s'élèvent à 4 748 000 euros, en section d'investissement 4 091 121 euros en crédits de paiement. S'agissant des crédits de fonctionnement, ils s'élèvent à 5 979 050 euros et les perspectives de recettes s'établissent à 166 708 euros en fonctionnement, et 30 000 euros en investissement.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Oui, Anthony.

M. GRATACOS. Je voudrais juste préciser que j'avais dit qu'on reviendrait en détail, mais je pense que vous étiez concentrés avec vos collaborateurs pour trouver un bon mot.

M. LE PRÉSIDENT. Je n'ai pas besoin de mes collaborateurs pour avoir un bon mot.

M. GRATACOS. Malgré la mauvaise foi absolue de ce bon mot.

M. LE PRÉSIDENT. Pas de mauvaise foi, je maintiens, d'intelligence superficielle, regardez bien la définition des deux mots, vous allez voir.

M. GRATACOS. Par contre, il faut savoir ce que vous voulez. Vous vouliez un débat sur le budget et nous débattons avec vous. On s'abstient sur un certain nombre de thématiques, car on estime qu'on aurait fait pas très loin de ce que vous avez fait, parce que c'est contraint.

M. LE PRÉSIDENT. Il faut voter pour alors, allez au bout des choses.

M. GRATACOS. Ce n'est pas ça la démocratie, si vous voulez bien me laisser terminer, on est dans notre rôle, nous vous l'avons dit avec Smaïl DJEBARA.

M. LE PRÉSIDENT. Ne mélangez pas Smaïl DJEBARA avec vous.

M. GRATACOS. Oui, de toute façon, j'ai bien compris qu'il vous fallait un diable à secouer.

M. LE PRÉSIDENT. Non pas un diable, c'est un autre mot que j'emploierai.

M. GRATACOS. Oui, superficiel, j'ai compris. Il est évident qu'on va pointer des différences. Si le but est qu'on s'engueule à chaque fois qu'il y a un désaccord, il y a un problème démocratique.

M. LE PRÉSIDENT. Je ne vous engueule pas, je mets seulement les points sur les i. Vous ne m'avez jamais vu engueuler quelqu'un.

M. GRATACOS. Deux fois depuis la séance, franchement vous devenez vulgaire, il faut calmer les choses.

M. LE PRÉSIDENT. Vous, calmez-vous.

M. GRATACOS. On ne fait que pointer des désaccords, c'est ça la démocratie.

M. LE PRÉSIDENT. Non, vous êtes de mauvaise foi.

M. GRATACOS. Ce sont vos chiffres à vous. Vous proposez de réduire de 28 % le budget de fonctionnement de la culture. Certes, vous investissez massivement pour de nouveaux équipements, mais comment assurer une programmation avec une réduction de l'humain ? Cela risque la capacité de Act'art à assurer sa mission. Le soutien renforcé aux scènes nationales qui sont isolées, nous craignons une culture à deux vitesses. Arrêtez de grogner. Vous mettez l'accent sur le patrimoine, c'est nécessaire, mais pourquoi en faire le seul levier de la culture ? On risque de se retrouver avec des monuments silencieux sans programmation active. Nous ne pouvons pas voter ce budget que nous trouvons trop déséquilibré.

M. LE PRÉSIDENT. Oui, Julie.

Mme GOBERT. Il y a un vrai débat par rapport à Act'art et de s'appuyer sur les scènes nationales. C'est un énorme travail de leur demander de sortir de leurs locaux et d'adapter leur proposition au public. Ils n'ont pas forcément l'ingénierie nécessaire, qui connait les territoires. On n'a pas la capacité de développer une expertise de médiation culturelle qui demande un lien intime avec le public, leur diversité, leur besoin de culture.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Virginie.

Mme BEAULNES-SERENI. Le travail est commencé, Sénart vient à nous. On leur donne des subventions supplémentaires pour qu'ils aillent hors de leurs murs avec nos services d'ingénierie pour aider les territoires locaux pour programmer leur offre culturelle.

M. LE PRÉSIDENT. On a la chance d'avoir deux scènes nationales, deux directrices, deux présidents, qui ont une volonté très forte de les ouvrir au reste du Département. Mais leur fréquentation vient déjà de tout le Département. C'étaient les premiers à nous dire qu'ils se déplacent. Des communautés de communes ont arrêté de travailler avec Act'art qui ne répondait plus à leurs attentes. Nos communautés d'agglomération ont de vrais professionnels en matière culturelle. Le Département a participé à hauteur de 3 millions d'euros à la Cité politique. Les

vraies politiques d'aménagement sont portées par les maires et les communautés d'agglomération que nous devons accompagner. Le rôle du Département n'est plus un rôle moteur, mais aujourd'hui il faut accompagner. Il faut faire de la politique culturelle autrement, les choses changent.

M. GRATACOS. Merci, je voulais vous dire que je suis d'accord avec vous sur ce développement. Par contre l'attaque personnelle arrive, une petite pirouette.

M. LE PRÉSIDENT. Je ne peux plus faire de pirouette à mon âge, je commence à avoir de l'arthrose.

M. GRATACOS. Vous voyez c'est dommage, le débat aurait pu bien se tenir, vous gâchez tout à la fin.

M. LE PRÉSIDENT. Vous n'avez pas d'humour.

M. GRATACOS. Ah si, au contraire, je suis plutôt connu pour ça.

M. LE PRÉSIDENT. Pas le même humour alors. Passons au vote. Qui est contre ? Abstentions ?

N° 2/05 — Dénomination des CDI médiathèques de Villiers-Saint-Georges et de Jouy-le-Châtel

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Véronique, le 2/05.

Mme VEAU. Un très beau projet qui se concrétise : le département de Seine-et-Marne, la communauté de communes du Provinois et le ministère de l'Éducation nationale se sont associés pour construire un établissement à fonctionnement biface : médiathèque publique et CDI. Il s'agit d'accueillir dans les mêmes locaux, mais sur des plages d'occupation différentes, deux institutions ayant le même cœur de métier en mutualisant les espaces. Ce projet innovant concerne les CDI et médiathèque au sein du collège. Les Tournelles à Villiers-Saint-George et Jean-Jacques Barbeau à Jouy-le-Châtels. Leur ouverture est prévue à l'été 2025. Les communes des collèges précités et la communauté de communes du Provinois ayant proposé que le CDI médiathèque à Villiers-Saint-Georges reçoive le nom de Simone Weil, et que le CDI à Jouy-le-Châtel reçoive le nom de Albert Camus, il est demandé à l'assemblée délibérante d'adopter ces deux dénominations. Au lieu de reconstruire un nouveau bâtiment, nous avons préféré faire vivre ces collèges qui ne vivaient que pendant le temps scolaire, et comme ça ils pourront être utilisés pendant le temps extrascolaire. Et bien sûr, tout ça est réalisé en accord avec les équipes enseignantes.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Oui, Julie ?

Mme GOBERT. Sur le partage des bâtiments, peut-on nous donner les conventions ?

M. LE PRÉSIDENT. J'ai reçu les professeurs documentalistes pour leur expliquer, donc aucun problème. Je remercie l'ensemble des acteurs, c'est une première. Aussi vous montrer qu'on fait de la culture, sans avoir l'impression d'en faire. C'est une vraie révolution, et a vocation, si les communautés de commune s'en emparent partout, à faire des petits. Qui est contre ? Abstentions ?

N° 2/06 — Approbation de programme dans le cadre de la démolition/reconstruction complète du collège Louis Aragon à Torcy

M. LE PRÉSIDENT. Merci, le 2/06.

M. VANDERBISE. Le collège Louis Aragon à Torcy, construit en 1981, et qui souffre de problèmes structurels majeurs. La rénovation de ce bâtiment engagerait la reprise en sous-œuvre de toute la structure porteuse et la réglementation exigerait une rénovation thermique complète en application du décret tertiaire. L'organisation de tels travaux a été estimée d'un point de vue financier et méthodologique. Finalement, les études de faisabilité ont permis de définir la solution de démolition/reconstruction totale de l'établissement comme la solution la plus adaptée financièrement et techniquement. Il convient préalablement au lancement de la consultation par la désignation du maitre d'œuvre d'approuver le programme technique de l'opération et d'arrêter l'enveloppe financière prévisionnelle totale de l'opération à 31 860 942 euros TTC. Cette enveloppe inclut les 25 429 850 euros TTC pour les travaux, y compris les installations provisoires en valeur d'avril 2025.

M. ROBACHE. Avis conforme et je voudrais saluer le travail effectué, un travail d'équipe et remercier la ville de Torcy et la DABC, les Mc Gyver des services du bâtiment, c'est très génial de travailleur avec eux.

M. LE PRÉSIDENT. Si on m'avait dit un jour qu'un Basque s'appellerait Mc Gyver. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 2/07 — Raccordement du collège La Maillière de Lognes au réseau de chaleur urbain

M. LE PRÉSIDENT. Le rapport 2/07 Xavier.

M. VANDERBISE. Le Département a été sollicité par la société Geova délégataire de la commune de Lognes pour raccorder le collège La Maillière au réseau de chaleur, avec un intérêt environnemental, qui met en avant une meilleure diversification du mix énergétique. Il est importun de conclure deux conventions pour le collège La Maillière, l'une pour accorder le collège, l'autre pour mettre à disposition les locaux de la chaufferie afin de permettre la fourniture de chaleur et la maintenance de ces équipements.

M. LE PRÉSIDENT. D'autres demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 2/08 — Convention 2025 entre le Département et l'Association Act'Art.

Ne prennent pas part au débat et au vote :
Vincent ÉBLÉ en sa qualité de représentant de l'Association Act'Art
Anthony GRATACOS en sa qualité de représentant de l'Association Act'Art
Cindy MOUSSI LE GUILLOU en sa qualité de représentante de l'Association Act'Art
Béatrice RUCHETON en sa qualité de représentante de l'Association Act'Art
Véronique VEAU en sa qualité de représentante de l'Association Act'Art

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons au point 2/08 avec Emma.

Mme ABREU. Depuis 2022, le Département renforce les synergies entre sa direction des affaires culturelles et l'association Act'art, en menant un travail transverse permettant de définir un partenariat formalisé ces trois dernières années. Au travers d'une convention-cadre pluriannuelle d'objectifs et de moyens. Il est proposé de lui attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 450 000 euros et d'approuver le projet de subvention 2025.

Mme GARREAU. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 2/09 — Attribution des contributions 2025 aux EPCC La Ferme du Buisson et Le Théâtre de Sénart

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Nous passons à la 2/09 Véronique.

Mme VEAU. Il vous est proposé d'attribuer une subvention de 300 000 euros à chacune de nos scènes nationales.

Mme GARREAU. Également un avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 3/01 — Budget primitif — Politique Activités Sportives

M. LE PRÉSIDENT. La 3/01.

Mme FENZAR-RIZKI. Je sais que vous avez faim, mais je ne serai pas très longue, j'ai un petit message à faire passer sur cette vision budgétaire. Je pense que vu que j'ai l'un des plus petits budgets, qui n'est pas une compétence obligatoire, et en tant que jeune élue, j'ai une vision différente. Je suis très fière de faire partie de cette majorité et des choix qui sont faits, qui ne sont pas évidents à faire. Quand on n'est pas dans les décisions réelles, on sait critiquer le choix des autres, mais on ne sait pas en faire. Vous parlez d'austérité, je parlerai de bon sens et de travail collectif et intelligent, parce que nous devons apprendre à travailler avec les autres, et c'est le seul moyen que nous avons pour mener nos politiques. J'ai appris à faire avec les moyens attribués de vraies politiques engagées, sur l'impulsion de notre Président, j'ai été chercher ces partenaires qui ont une compétence obligatoire. Aujourd'hui, nous avons un travail étroit et nous sommes l'un des seuls départements où nous allons pouvoir travailler avec l'État sur les dépenses allouées sur le volet sportif. Virginie peut en témoigner, on est l'un des départements qui sait travailler avec tout le monde et faire en sorte d'avoir un budget qualitatif. Tout ça pour vous dire que le budget du sport aurait pu être renié comme dans certains départements en étant une compétence non obligatoire, et ça n'a pas été le choix, donc forcément tout le monde a dû participer à la baisse. Nous avons fait en sorte d'accompagner les associations sportives exactement de la même manière pour que sur les territoires ils ne sentent pas la gêne, et nous sommes plutôt focalisés sur les comités départementaux, qui eux ont vu leur budget diminué. On voudrait toujours plus et ce n'est pas possible. Ces choix qui ont été faits et qui ont été expliqués à tous nos partenaires ont été largement compris, nous continuons à les accompagner d'une autre manière. On a de vrais liens avec l'UNSS, avec l'Éducation nationale et on a une politique sportive inclusive extrêmement poussée.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Oui, Marie-Line.

Mme PICHERY. Merci pour le sport, car il s'agit d'un facteur d'inclusion essentiel. En toute amitié, ce n'est pas parce qu'on n'est pas aux manettes qu'on ne prend pas de décisions réelles.

M. LE PRÉSIDENT. Oui, Julie, allez-y.

Mme GOBERT. L'intelligence est très relative, chacun a ses compétences et ses expertises. Ce n'est pas parce que certains ont une expertise d'exécutif. J'ai l'impression d'être au conseil municipal de Champs, alors autant vous dire que je me dis qu'il y a un souci. D'habitude, on est quand même beaucoup plus respectueux de la parole des uns et des autres. Vous avez une expertise de gestion du quotidien, on en a d'autres aussi. Et se conformer à ça, ça voudrait dire que les citoyens et les citoyennes n'auraient pas voix au débat. On va avoir le repas du midi, il est important de faire redescendre la tension. Nous sommes tous conscients de la difficulté qui est la nôtre aujourd'hui. Nous n'aurions pas fait les mêmes choix, et nous le défendons, et c'est normal.

Mme GARREAU. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Passons au vote. Qui est contre ? Abstentions ? Après la pause, nous passerons à la série 6, car Brice devra s'absenter.

N° 6/01 — Budget Primitif 2025 — Transports

M. LAVENKA. La parole est à Brice pour le point 6/01 budget primitif des transports.

M. RABASTE. Chers collègues, je vais présenter brièvement le rapport 6/01 qui concerne le budget 2025, notamment la partie consacrée aux transports. 2025, c'est important de le dire, sera la dernière année de plein exercice pour l'organisation des transports scolaires, dans le cadre de la convention que nous avons avec IDFM. Nous avons un budget en progression avec des dépenses de fonctionnement de 60 millions d'euros, 1,4 % de plus par rapport au BP 2024. Deux grands axes : les transports publics (17,3 millions d'euros, et 10 millions d'euros qui concernent notre participation à Île-de-France Mobilités). Mais la plus grande partie de notre budget est consacrée au transport scolaire (42,7 millions d'euros et 20 millions d'euros au transport des élèves en situation de handicap, une progression de 20 % liée à l'augmentation des élèves pris en charge). Côté investissement, on a un budget de 34 millions d'euros, contre 22 millions euros en 2024, donc une progression de 53 %, qui s'explique avec les nouvelles tranches de travaux en matière d'infrastructures de transport et de plan de déplacement urbain, on investit massivement dans des infrastructures telles que le Tzen.

M. LE PRÉSIDENT. Merci, Brice. Quel était l'avis de la commission des finances Sandrine ?

Mme SOSINKSI. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Non ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 6/02 — Transfert de maitrise d'ouvrage à la Ville de Melun pour la réalisation des aménagements liés au Tzen 2 sur la place Saint-Jean — Convention de financement

M. LE PRÉSIDENT. Merci nous passons au point 6/02, Brice.

M. RABASTE. Merci Monsieur le Président. C'est assez classique de pouvoir transférer les maitrises d'ouvrage, ici dans le cas du Tzen et de la place Saint-Jean. On doit conventionner avec la ville de Melun pour 560 000 euros environ.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Brice. Quel était l'avis de la commission des finances Sandrine ?

Mme SOSINKSI. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? On avance bien au niveau du Tzen. Sur Melun, 73 % des habitants sont favorables au Tzen. Comme quoi dans la vie, il faut oser. Marie-Line ?

Mme PICHERY. Sur le pseudo tracé, on a perdu du temps. L'intérêt du tracé c'est que ça redessine nos villes, notamment pour des villes nouvelles avec des défauts d'urbanisme, de recréer une ville qui est une vraie ville. C'est inimaginable le nombre de personnes qui utilisent ces bus. Les radicalisés qui ne prennent que leur voiture trouvent que ça ne sert à rien, c'est faux, c'est une vue de l'esprit. Les arrêts du Tzen sont complètement bondés. C'est très utile, et quand on parle de transition écologique ça en fait vraiment partie. Merci.

M. LE PRÉSIDENT. On est d'accord. On passe au vote ? Qui est contre ? Abstention ? Merci

N° 6/03 — Nouvelle gare SNCF de Villiers-Champigny-Bry dans le cadre de l'interconnexion des lignes RER E et Transilien P avec le réseau du Grand Paris Express — Convention de financement des études de conception détaillées (PRO) complémentaires n° 2

M. LE PRÉSIDENT. 6/03 Brice toujours.

M. RABASTE. Merci, Monsieur le Président, il s'agit toujours de transport, puisque c'est une infrastructure lourde. Il s'agit de la nouvelle gare SNCF de Villiers-Champigny-Bry, dans le cadre de l'interconnexion des lignes RER E et le Transilien P avec le réseau du Grand Paris Express. On doit adopter les conventions de financement de l'étude de conception détaillée complémentaire 2. C'est une gare d'interconnexion qui va permettre d'avoir accès au Grand Paris, d'aller dans toute l'Île-de-France sans passer par Paris. Elle s'inscrit dans le projet du RER E Est + qui va permettre au secteur central de la Seine-et-Marne de bénéficier de davantage de RER E. La Seine-et-Marne contribue à ce projet et ces études à hauteur de 2,66 %, comme le département du Val-de-Marne. Le Département prend 225 000 euros à sa charge.

M. LE PRÉSIDENT. Oui, Smaïl.

M. DJEBARA. Ce dossier est important et fondamental. Ma question est sur le calendrier d'avancée des travaux, l'État avance-t-il un calendrier ? Quel horizon ? 2032 ? 2045 ?

M. RABASTE. L'horizon c'est ce qui s'éloigne quand on se rapproche, mais nous partons sur 2031. Le Grand Paris a plutôt tendance désormais à sécuriser ses calendriers. Ce qui est plus imprévisible, c'est les phases de test, pas forcément le génie civil. On a perdu du temps parce que l'État a hésité. La Seine-et-Marne a pris ses responsabilités.

M. LE PRÉSIDENT. Dans ce dossier, il y a l'État, la Seine-et-Marne et le Val-de-Marne. Les contraintes budgétaires du Val-de-Marne font que nous avons fait un courrier commun pour exprimer notre position commune, avec deux CPER. 2031, sauf si le préfet nous dit qu'il n'est pas d'accord avec ça.

M. RABASTE. Le vrai sujet n'est pas qu'une question de financement, la vraie question c'est aussi la suspension des travaux : on ne peut pas mettre que toute la tranche est en travaux. La ligne P doit être électrifiée en haut, le Grand Paris, si ça a très bien marché les JO, les transports, c'est aussi parce qu'il y a une suspension des travaux. Toute la régénération des voies, pendant 30 ans, on était en sous-investissement. Plus on va à l'est, moins on a investi. Pour ne pas avoir Brétigny-sur-Orge en Seine-et-Marne, il faut aussi investir massivement dans les infrastructures. Une très grande partie passe par l'Île-de-France, pas que les Franciliens, 40 % des passagers. Financement certes, mais ne pas mettre tout le réseau en croix pour faire des travaux, le problème de la ligne E+.

M. GAUTIER. Même quand on investit et que c'est mis en œuvre, ça ne marche pas forcément très bien, le prolongement de la ligne E en est un exemple.

M. RABASTE. Alstom s'est rendu compte que la graisse utilisée pour les roues sur son train n'était pas la même que pour les autres trains, et les deux graisses ne pouvant se mélanger, ça faisait des boules de graisse sur les rails. Il faut trouver des graisses compatibles avec l'ancienne graisse. Cela a bloqué des trains.

M. PEZZETTA. Je profite du fait qu'on parle de la ligne P, certains territoires sont victimes de travaux importants qui impactent toute la partie est de la ligne P. J'ai assisté à quelques réunions de collectifs, et certains politiques s'en emparent pour critiquer pour critiquer les millions d'euros investis. Il faut avoir le courage d'expliquer que pendant des dizaines d'années il n'y a pas eu de travaux, mais comme une maison il faut l'entretenir, et ces travaux coûtent très cher, mettent du temps et impactent la ligne P. Mais pour tout l'avenir de ces territoires, ces travaux sont absolument nécessaires. Quand la décision est prise de les faire de nuit et les weekends, c'est du bon sens. Malgré tout, ces décisions imparfaites vont dans le bon sens. Un bémol : peut-on avoir un accroissement des bus de substitution pour pallier ces problèmes ?

M. RABASTE. 800 millions d'euros sont mis dans la régénération du réseau en Île-de-France, c'est colossal. Mais on ne peut pas mettre toutes les gares en travaux. Une proposition émerge avec le maire de Meaux et qu'on soutient dans notre secteur, afin d'avoir des bus qui se rabattent sur la ligne A et augmenter leur fréquence. Nous en avons parlé avec Valérie Pécresse, et ça devrait être adopté. Seine-et-Marne fait la proposition à la SNCF de changer son fusil d'épaule. Merci Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. On passe au vote. Qui est contre ? Abstentions ?

N° 6/04 — Avenant n° 4 à la convention de financement des travaux d'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Troyes – phase 1 – tranche 2

M. LE PRÉSIDENT. Merci, on passe à la 6/04 Brice.

M. RABASTE. Merci Monsieur le Président. C'est dans le prolongement que ce qu'on a évoqué tout à l'heure, on doit faire un avenant parce qu'il y a des surcoûts de l'ordre de 16,1 millions d'euros sur les 176 millions d'euros initialement prévus. Notre avenant, compte de tenu de la clé de répartition, s'élève à une augmentation de la contribution de l'ordre de 125 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Pascal ?

M. GOUHOURY. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 6/05 — Convention de financement des travaux d'électrification de la ligne Paris-Troyes — Phase 2 : section Nogent-sur-Seine — Troyes — Tranche 2 : travaux principaux

M. LE PRÉSIDENT. La 6/05.

M. RABASTE. Merci Monsieur le Président. La même chose, cette fois pour Paris-Troyes. Il y a un réajustement des financements, donc le montant de la Tranche 2 est désormais de 91 000 millions environ. Le Département doit assurer 1,6 million d'euros de contribution.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Brice. Quel était l'avis de la commission des finances Pascal ?

M. GOUHOURY. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 6/06 — Transport scolaire – Préparation de la rentrée scolaire 2025/2026 – ajustement du règlement départemental des transports scolaires sur circuits spéciaux scolaires

M. LE PRÉSIDENT. Le 6/06.

M. RABASTE. Merci Monsieur le Président. Cela concerne les transports scolaires. C'est la traditionnelle délibération que nous prenons pour préparer la rentrée scolaire 2025-2026. Il s'agit d'un ajustement classique du règlement départemental, et de se prononcer sur les tarifs départementaux des services spéciaux scolaires et la variable de recourir à la convention en cas de défaillance d'un transporteur.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Sandrine ?

Mme SOSINSKI. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Oui, Jean.

M. LAVIOLETTE. Nous voterons contre cette délibération, pour les mêmes raisons que nous avons déjà exprimées à plusieurs reprises : l'intégralité du reste à charge est laissée entièrement à la charge de la famille. Cela pénalise systématiquement les familles. Ce n'est pas admissible. Le Département pourrait prendre en charge en tout en partie. Les ménages sont fragilisés par le contexte économique actuel, et nous appelons à une prise de responsabilité équitable.

M. RABASTE. Merci, Jean, nous souhaitons toujours accompagner les familles, et le surcoût reste raisonnable, la carte scolaire reste à 41 euros, 24 euros pour les primaires et 167 euros pour les lycéens. Cela reste raisonnable, on doit faire des choix. Nous avons fait le choix de maintenir une aide sensible qui pèse très lourd dans le budget. Il faut aussi faire des choix, sans forcément totalement accompagner la hausse effectuée par la Région, elle-même due aux travaux. Votre position se défend totalement, mais la nôtre aussi.

Mme BEAULNES-SERENI. Dans les communautés de communes ou les petites villes, il n'y a pas d'aide sur la prise en charge des transports, ce qui pénalise les familles et lycéens, qui n'ont aucune autre aide. Je sais qu'à chaque rentrée les familles viennent me voir.

M. RABASTE. C'est pour ça que des collectivités comme les nôtres accompagnent. Chacun est libre dans sa commune d'analyser les besoins dans sa commune d'avoir une politique plus ou moins incitative et on ne peut pas prendre la place des communes.

M. LE PRÉSIDENT. Brice a raison, je suis le premier à le regretter. Mais la compétence transports ce ne sera bientôt plus nous, il faut assumer les décisions prises là-haut. Quel était l'avis de la commission des finances Sandrine ?

Mme SOSINSKI. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Nous allons passer au vote. Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/01 — Budget Insertion 2025

M. LE PRÉSIDENT. Merci, donc nous en avons fini avec la série 6. Il revient Anthony ? J'ai peur. Le voilà ! J'étais inquiet.

M. GRATACOS. Il faut savoir se faire désirer.

M. LE PRÉSIDENT. Je suis obligé, avant d'entamer cette série, d'avoir une pensée pour Sonia, levez-vous. Elle a rejoint le Département il y a 4 ans et a décidé de partir, on va vous regretter. Sur la compétence obligatoire, vous avez apporté ce qu'on attend, nous élus, de l'administration. Heureusement que nos fonctionnaires sont là, ce n'est pas un mot péjoratif. Vous avez eu une attitude qui a monté très très haut la fonction territoriale. En plus de la technicité, vous avez mis de l'humain, ce qui a fait que les choses se sont bien passées. J'ai beaucoup apprécié travailler avec vous, sur un domaine difficile. Vous nous avez toujours éclairés de façon très objective. Maintenant, vous allez entamer une avancée, rejoindre la Cour des comptes, au contrôle des EHPAD et hôpitaux, mais je reste persuadé qu'un jour vous reviendrez dans un Département. Parce que vous adorez cette institution, merci encore, je voulais le dire devant tout le monde. Allez, c'est parti, Bernard.

M. COZIC. Merci. En 2025, le Département consacre un budget de 228,6 millions d'euros liés à la politique d'insertion, avec des recettes de 11,8 millions d'euros. En dépenses de fonctionnement, les principaux dispositifs financés en 2025 incluent le dispositif RSA, qui s'élève à 223,19 millions d'euros, qui se décomposent par le montant dédié à l'allocation (210 millions d'euros), le programme des actions d'insertion par l'activité économique (1,95 million d'euros), le programme de parcours d'accès à l'emploi pérenne (2 millions d'euros dont 704 000 euros proviennent du cofinancement FSE). Le dispositif de préparation à l'emploi sur les métiers en tension est financé à hauteur de 604 000 euros complétés par 220 000 euros de cofinancement FSE. Des initiatives ciblées telles que le dispositif de modes de garde, avec un budget de 400 000 euros, visent à permettre aux parents de concilier travail et vie familiale. Le dispositif de travailleurs non-salariés pour soutenir la création d'activités professionnelles est financé à hauteur de 385 000 euros. Également, le budget dédié au dispositif d'insertion des jeunes qui est de 650 000 euros, le budget du fonds de solidarité s'établit à 1,35 million d'euros. Enfin, une réorganisation importante intervient avec le transfert de la gestion des financements du fonds social européen à la mission Europe, que je remercie, et je m'associe aux remerciements à Sonia et ses équipes.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Bernard. Quel était l'avis de la commission des finances Daisy ?

Mme LUCZAK. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/02 — Budget Habitat 2025

M. LE PRÉSIDENT. Parfait, donc nous passons à la 4/02 pour le budget Habitat Denis.

M. JULLEMIER. Je m'associe aux remerciements à Sonia, pour son esprit d'analyse, de synthèse et de prospective. Merci, Sonia, et bonne continuation. Le budget Habitat prévoit 2 954 110 euros en dépenses de fonctionnement. Les dépenses d'investissement sont de 241 957 euros. Le Département met l'accent sur la gestion responsable des finances publiques tout en répondant aux défis actuels, notamment l'augmentation du prix de l'énergie, la raréfaction des biens immobiliers disponibles à la location et la difficulté d'accéder à la propriété due à l'augmentation des taux d'intérêt. En dépenses d'investissement, le budget pour l'investissement est de 241 957 euros afin de soutenir la rénovation du parc privé. Les dépenses de fonctionnement : le budget dédié à l'insertion par le logement atteint 2,95 millions d'euros en 2015. Parmi les actions portées par ce budget : l'insertion par le logement, avec 805 000 110 euros en 2025 contre 1,28 million d'euros en 2024. Le fonds de solidarité logement bénéficie d'un budget de 2,15 millions d'euros en 2025, dont la participation au fonctionnement diminue à 1,94 million d'euros en 2025. Enfin, les frais de gestion du FSL restent stables avec un budget de 206 000 euros garantissant la continuité de service. Nous vous invitons à approuver ce budget pragmatique et en adéquation avec nos priorités pour le logement des Seine-et-Marnais.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Denis. Quel était l'avis de la commission des finances Daisy ?

Mme LUCZAK. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/03 — Budget Primitif 2025 : Autonomie

M. LE PRÉSIDENT. Le 4/03, Bernard.

M. COZIC. Le budget de la direction de l'autonomie augmente de 8,7 %, atteignant 327 millions d'euros, contre 300 millions d'euros en 2024. Cette hausse est destinée à faire face à des engagements nationaux non compensés par l'État, tels que la revalorisation de l'aide à domicile et l'extension du Ségur. Les dépenses de fonctionnement pour l'hébergement des personnes âgées passent de 50 millions d'euros à 54 millions d'euros pour 2025. Concernant le maintien à domicile des personnes âgées, les dépenses de fonctionnement atteignent 68 millions d'euros, contre 61 millions d'euros en 2024, en raison de l'augmentation de l'allocation de soutien aux SAAD. Pour l'hébergement des personnes handicapées, les dépenses de fonctionnement passent de 129 millions d'euros à 136 millions d'euros pour 2025 afin de financer l'extension des établissements spécialisés et la création de nouveaux foyers. Enfin, pour le maintien à domicile des personnes handicapées, les dépenses de fonctionnement atteignent 18,4 %, passant de 60 millions d'euros à 67 millions d'euros en 2025 en raison de la revalorisation des aides et des allocations. Pour les dépenses d'investissement, concernant l'hébergement des personnes âgées, elles passent de 496 000 euros à 1 520 000 euros en 2025 pour moderniser les établissements et créer de nouvelles places. Concernant l'hébergement des personnes handicapées, les dépenses d'investissement augmentant légèrement passant de 800 000 euros à 822 000 euros en 2025 pour poursuivre les programmes d'amélioration d'infrastructures adaptées. Il vous est proposé d'approuver la création d'autorisations de programmes 2025 de plusieurs opérations parmi lesquelles Crécy-la-Chapelle pour un EPHAD public, celui de Moret-sur-Loing ou celui de Provins.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Bernard. Quel était l'avis de la commission des finances Daisy ?

Mme LUCZAK. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Oui, Virginie.

Mme THOBOR. Concernant l'accompagnement du diagnostic pour l'EHPAD de demain, quel est l'échéancier ? C'est un enjeu stratégique pour la question de l'accompagnement de la population et la problématique des offres sur le territoire.

M. COZIC. À la fin d'année, normalement, éventuellement, réparties en commissions extraordinaires.

M. LE PRÉSIDENT. Anthony, ça vous va ?

M. GRATACOS. Il faut rappeler le changement de nature de l'arrivée des usagers, une génération qui arrive plus tard suite à la politique de maintien à domicile. Du coup ils arrivent plus dépendants, et plus grands, plus lourds. Ce n'est plus la même histoire pour pouvoir faire la toilette, les lits. Il faut soit investir dans des machines onéreuses ou une hausse d'effectif. On a un vrai problème de financement qui ne correspond plus aux standards qui ont changé par le fait même de la nature des usagers. On a une réflexion à mener dans ce domaine et si un diagnostic est fait, je ne doute pas qu'à un moment la question va être posée. J'ajoute que les différences de frontière administrative en matière de gestion des personnes âgées, le manque de places est problématique. Quelle est la réalité ?

M. COZIC. Nous avons conjointement avec l'ARS deux budgets : soins et hébergement, les deux sont impactés par l'accueil de personnes à un âge de plus en plus avancé et des pathologies de plus en plus présentes.

M. LE PRÉSIDENT. Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/04 — Budget primitif 2025 — Protection de l'Enfance

M. LE PRÉSIDENT. 4/04 la protection de l'enfance Anne.

Mme GBIORCZYK. Je m'associe aux remerciements adressés à Sonia, vous nous avez permis de travailler ensemble, de nous organiser et nous permettre de prendre la bonne décision. À regret, le budget de la protection de l'enfance est en augmentation, ce qui n'est pas un bon indicateur. Il est en augmentation pour mieux répondre aux besoins des enfants qui ont besoin d'être accompagnés, mais ce n'est pas forcément un bon indicateur de la protection de l'enfance dans ce département. Le budget dépasse les 200 millions d'euros, nous étions à 183 millions d'euros l'année dernière. Cela est dû à des facteurs exogènes tels que l'extension du Ségur de la santé et la hausse du SMIC. L'essentiel de ce budget est dédié aux dépenses de fonctionnement pour l'hébergement et l'accueil des enfants, 173 millions d'euros et 130 millions d'euros pour les accueillir dans des établissements que nous finançons et un peu moins de 40 millions pour l'accueil familial sur lequel nous sommes mobilisés avec le département de la communication pour recommuniquer et sensibiliser, identifier de nouvelles vocations. J'ajouterai que les dépenses concernant l'accueil et le maintien et l'accompagnement se montent à 27,3 millions d'euros, et puis une autre somme importante c'est le versement d'une subvention d'équilibre de presque 21 millions d'euros. Même si on ne le retrouve pas dans les chiffres, je voulais aussi profiter de ce budget pour réaffirmer l'accompagnement spécifique déployé pour les enfants victimes de double vulnérabilité, c'est-à-dire pris en charge par l'ASE, mais aussi en situation de handicap, c'est pratiquement un sur quatre. À titre d'exemple, nous avons le COMEX de la MDPH qui a validé à l'unanimité le fait que ces dossiers passent en priorité. Et évoquer le protocole signé avec la MDPH, avec l'Éducation nationale et avec l'ARS pour encore mieux accompagner ces enfants. Rappeler également le focus qui est fait sur la préparation à la sortie, à 18 ou 21 ans par ces jeunes, car c'est une étape compliquée.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances, Daisy ?

Mme LUCZAK. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/05 — Budget annexe 2025 du Service d'Accueil d'Urgence de l'Enfant (SDAUE)

M. LE PRÉSIDENT. Merci la 4/05, Anne.

Mme GBIORCZYK. Le budget SDAUE s'élève à un peu plus de 20 millions d'euros, alimenté par une subvention versée par le Département. L'essentiel du financement est dirigé vers les structures d'accueil, que nous connaissons et avons prises en régie le 1er janvier 2023, qui sont situées à Rubelles, Provins et Meaux. Dans ces dépenses il y a également des fonds pour l'UMS, pour retisser des liens avec les jeunes déscolarisés et marginalisés. Le budget d'investissement s'élève à 1 million d'euros et un budget de plus de 720 000 euros pour des travaux de réfection, d'entretien, d'achat de véhicule et de modernisation numérique financés par les autres directions du Département que je remercie pour leur mobilisation. Merci.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Anne. Quel était l'avis de la commission des finances Daisy ?

Mme LUCZAK. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/06 — Budget primitif 2025 — Protection Maternelle et Infantile et de la Promotion de la Santé

M. LE PRÉSIDENT. 4/06 Anne.

Mme GBIORCZYK. Le budget de la protection maternelle et infantile est partagé entre la protection maternelle et infantile et la promotion de la santé avec un budget de 4,79 millions d'euros. Il se partage également avec le travail autour de la planification familiale. Rappeler que plus de 400 000 euros sont alloués à la formation des assistants maternels, nous étions à 392 000 euros l'année dernière, c'est un levier important. Rappeler les subventions au tissu associatif, qui portent les lieux d'accueil enfants-parents. Rappeler que le Département a dû renoncer à financer le fonctionnement des « jeux d'enfants », mais le contexte nous impose d'y renoncer. Santé publique, les crédits de fonctionnement s'élèvent à plus de 377 000 euros en 2025, nous allons relancer l'appel à projets à l'attention du bureau communal et des associations comme les CPTS, en plus de l'accompagnement en termes d'investissement pour les bâtiments qui sont propriétés des communes et intercommunalités. Faire la promotion de ce Département auprès des actuels professionnels de santé, mais également aller chercher auprès des universités les futurs soignants.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances ?

Mme LUCZAK. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Oui, Smaïl.

M. DJEBARA. Sur le sujet, on aurait préféré que cet argent leur reste bénéficiaire, vous ne voulez toujours pas réfléchir à ce qu'on le finance autrement ? C'est une économie de l'ordre de 4 millions d'euros, on aurait préféré que cet argent leur bénéficie, nos communes en ont besoin pour l'accompagnement à la parentalité.

Mme PICHERY. En 2024, la collectivité finançait la PMI, les crèches, le planning familial à hauteur de 9 millions d'euros en fonctionnement. En 2025, vous proposez de descendre de 50 %, ce qui est un coup de massue. Cela signifie moins d'aides pour les crèches, moins d'actions de prévention, moins de consultations possibles pour les femmes enceintes ou les jeunes en recherche de conseil. Est-ce ce que nous voulons pour l'avenir des petits Seine-et-Marnais et leurs parents ? Regardons la suspension de l'aide départementale aux crèches. En 2024, près de 6 millions d'euros soutenaient nos établissements d'accueil, en 2025, à peine 1,8 million d'euros. Chacun sait qu'il manque des places en crèche et cela bloque l'insertion professionnelle des mères, pèse sur la natalité, l'égalité hommes-femmes et creuse les inégalités entre communes riches et pauvres. Jusqu'ici le Département avait fait l'effort de contribuer à l'accueil des jeunes enfants, même si ce n'est pas une compétence obligatoire. Vous assumez aujourd'hui d'abandonner et je crains que les familles ne soient en difficulté et que les crèches augmentent leurs tarifs. C'est un renoncement social que nous refusons. Nous avons été interpelés par un courrier reçu fin mars par certaines collectivités inquiètes, car elles ne peuvent pas compenser le désengagement du Département. Nous entendons l'argument selon lequel vous préférez recentrer sur la PMI, mais là aussi nous voyons moins de crédits pour les consultations infantiles, la planification familiale, le conseil conjugal. Les plus modestes, ceux qui n'ont pas de médecin traitant ou habitent un désert médical en pâtiront. Nous connaissons tous dans nos cantons des mères isolées qui comptent sur ces services gratuits pour surveiller la santé de leur bébé ou des jeunes qui découvrent la sexualité et n'ont personne à qui poser des

questions. C'est précisément pour eux que la PMI a un rôle d'accueil et de droit à la santé. On est loin de la dynamique espérée dans les élus jeune, vous auriez pu renforcer la prévention, la médiation, la parentalité, vous faites l'inverse. Les efforts sont réduits, ceci alors même que des patients peinent à consulter un spécialiste en moins de trois semaines. À quel stade de réflexion êtes-vous concernant les centres départementaux ? Seuls ces centres pourront mettre fin à la désertification médicale. Ce budget envoie un mauvais signal. Nous observons pour les plus modestes une désertification médicale réelle, plus de familles en impasses de garde, plus de retards de dépistage qui coûteront cher demain, nous voterons donc contre.

Mme GBIORCZYK. L'accueil dans une crèche n'est jamais gratuit. Nous n'avons pas l'obligation de financer les PMI. Tout le reste est maintenu, et notamment un travail fait pour accompagner. Les services de la PMI ne sont pas diminués, nous sommes sur le point de pouvoir redémarrer les cabines de télémédecine. Le Département a pris à sa charge les travaux nécessaires à la réinstallation des télécabines.

M. LE PRÉSIDENT. Oui, Marie-Line.

Mme PICHERY. Certes ce n'est pas une obligation, mais pour autant le Département continue d'accueillir beaucoup de population. Un jour se posera une question de fond avec la gentrification de la petite couronne qui engendre l'accueil de populations défavorisées, dans certaines villes au bord de l'explosion. On accueille de plus en plus à la demande de l'État, qui n'a aucune politique ambitieuse d'attribution de logement et qui renforce la paupérisation et la pauvreté. Les maires se battent contre ça, cet État totalement sourd. En plus, quand on accueille des familles, on ne peut plus les accueillir dignement. Il y a des inégalités de destin en difficulté, et j'alerte : nous sommes les victimes collatérales d'une politique d'attribution de logements de l'État qui est inacceptable, inadmissible et intolérable et qui continue à appauvrir notre Département.

M. LE PRÉSIDENT. Je suis tout à fait d'accord sur les crèches. Les villes concernées, Meaux et Chelles, j'ai eu une discussion un peu virile avec le maire de Meaux. Nous en avons convenu, mais ce sont des économies de 4 millions d'euros, nous étions l'un des rares départements à continuer cette aide. On aurait préféré continuer mais le contexte économique est ce qu'il est. Passons au vote. Qui est contre ? Abstentions ?

**N° 4/07 — Renouvellement du dispositif dit « emploi pérenne » porté par Initiatives77 pour
la période allant du 1er mai au 31 décembre 2025**

M. LE PRÉSIDENT. On passe au 4/07. Allez-y.

Ne prennent pas part au débat et au vote :
Eric BAREILLE en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77
Jean-Marc CHANUSSOT en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77
Bernard COZIC en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77
Anne GBIORCZYK en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77
Anthony GRATACOS en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77
Sarah LACROIX en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77
Béatrice RUCHETON en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77
Sandrine SOSINSKI en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77

M. JULLEMIER. Le dispositif emploi pérenne, géré par Initiative 77 depuis 2020, aide chaque année environ 650 bénéficiaires du RSA, en leur proposant des missions de suppléance dans les collèges, pour 100 000 heures par an. Son renouvellement a été validé pour 2025, avec une première phase janvier-avril financée à hauteur de 440 000 euros. Pour couvrir le reste de l'année, une subvention supplémentaire de 580 000 euros est proposée, portant l'engagement total du Département à 1,02 million d'euros. Ce financement sera complété par 680 000 de la FSE. Il vous est proposé aujourd'hui d'attribuer une subvention de 580 000 euros à l'initiative 77 et d'approuver l'avenant 9 à la convention de partenariat.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Isoline ?

Mme GARREAU. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Qui est contre ? Abstentions ? Je remercie Sandrine pour le travail pas facile qui est fait. Merci.

N° 4/08 — Soutien du Département aux mises en situation à l'emploi des Allocataires du Revenu de Solidarité Active (ARSA) : Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM) au titre de l'année 2025

Ne prennent pas part au débat et au vote :
Eric BAREILLE en sa qualité de représentant au sein d'Initiatives 77
Jean-Marc CHANUSSOT en sa qualité de représentant au sein d'Initiatives 77
Bernard COZIC en sa qualité de représentant au sein d'Initiatives 77
Sophie DELOISY en sa qualité de Vice-présidente de la CA Coulommiers Pays de Brie
Anne GBIORCZYK en sa qualité de représentante au sein d'Initiatives 77
Anthony GRATACOS en sa qualité de représentant au sein d'Initiatives 77
Sarah LACROIX en sa qualité de représentante au sein d'Initiatives 77
Ugo PEZZETTA en sa qualité de Président de la CA Coulommiers Pays de Brie
Béatrice RUCHETON en sa qualité de représentante au sein d'Initiatives 77
Patrick SEPTIERS en sa qualité de Président de la CC Moret Seine et Loing
Sandrine SOSINSKI en sa qualité de représentante au sein d'Initiatives 77

M. LE PRÉSIDENT. Le 4/08, Denis.

M. JULLEMIER. Le Département soutient l'insertion par l'activité économique, notamment via les contrats aidés, afin de favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA. Pour l'année 2025, le Département prévoit de financer 230 postes en parcours emploi compétence pour un montant de 1,41 million d'euros et 182 postes en contrat à durée déterminée d'insertion pour un montant de 1,2 million d'euros. Il vous est proposé d'approuver la réparation de ces contrats à durée déterminée d'insertion pour un montant total de 1 221 773 euros en faveur des ateliers et chantiers d'insertion selon l'annexe 1, et d'approuver le projet de convention annuel pour 2025.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Denis. Quel était l'avis de la commission des finances Christian ?

M. ROBACHE. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ? Merci.

N° 4/09 — Politique d'insertion jeunesse : renouvellement du soutien départemental aux structures « insertion jeunesse » — Année 2025

Ne prennent pas part au débat et au vote :

Nathalie BEAULNES SERENI en sa qualité de représentante du Département au sein de l'école de la deuxième chance, de la Mission Emploi Insertion Melun Val de Seine et de la Maison de l'emploi et de la Formation Grand paris Sud - Mission locale de Sénart

Majdoline BOURGEAIS EL ABIDI en sa qualité de représentante du Département au sein de la Mission locale du bassin économique de Montereau-Fault-Yonne

Bernard COZIC en sa qualité de représentant du Département au sein de la Mission locale Seine et du Loing

Sophie DELOISY en sa qualité de Présidente de la Mission locale de la Brie et des Morin

Bouchra FENZAR RIZKI en sa qualité de représentante du Département au sein de la Mission locale des Boucles de la Marne et de la Mission locale Paris Vallée de la Marne

Anne GBIORZYK au titre de la Commune de Bailly-Romainvilliers

Michel JOZON en sa qualité de représentant du Département au sein de la Mission locale de la Brie et des Morin et la Mission locale pour l'emploi du plateau de Brie

Denis JULLEMIER en sa qualité de représentant du Département au sein de la Maison de l'emploi et de la Formation Grand paris Sud - Mission locale de Sénart

Sarah LACROIX en sa qualité de représentante du Département au sein de la Maison de l'emploi et de la formation Nord-Est de la Seine-et-Marne - Mission locale du Nord-Est 77

Mireille MUNCH en sa qualité de représentante du Département au sein de la Mission locale pour l'emploi du plateau de Brie

Véronique PASQUIER en sa qualité de représentante du Département au sein de la Mission locale de la Plaine de France

Sandrine SOSINSKI en sa qualité de représentante du Département au sein de la Mission locale du Provinois

M. LE PRÉSIDENT. Le 4/09, c'est Emma ABREU qui le présente.

Mme ABREU. Le Département fait de l'insertion des jeunes une priorité, inscrite dans le schéma des solidarités 2019-2024 et le plan Département d'insertion et de retour vers l'emploi avec 266 508 jeunes, et un taux de 25,4 % de non-diplômés parmi les 15 ans et plus déscolarisés. Pour 2025, le Département mobilise une enveloppe de 754 560 euros pour le soutien des jeunes à travers plusieurs dispositifs : le soutien aux écoles de la deuxième chance avec une subvention de 260 000 euros afin de permettre la poursuite des actions de consolidation et de maillage territorial après la reprise des sites en juin 2024, le soutien aux 11 missions locales du territoire à travers une enveloppe de 358 000 euros dont la répartition est préconisée en annexe 2 pour permettre de renforcer l'accompagnement des jeunes en difficulté d'insertion, le soutien aux structures de logement pour les jeunes avec un budget total de 136 560 euros répartis entre plusieurs associations gestionnaires de foyers et de logements passerelles, notamment avec ADSEA 77 (20 777 euros), Relais Jeunes 77 (86 266 euros) et Logement Passerelle de Meaux avec 9 566 euros, Logements accompagnés en Seine-et-Marne avec 20 000 euros et un complément de 40 000 euros est attribué aux comités locaux pour le logement autonome des jeunes du nord et sud de Seine-et-Marne pour renforcer leur mission d'accompagnement pour le logement. Enfin, la collaboration avec le PIMSS dans le cadre de

fonds d'aide aux jeunes collectifs 2024 sera prolongée en 2025 sans financement supplémentaire afin de finaliser les actions engagées en matière d'accès aux droits, d'éducation budgétaire et de mobilité.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Quel était l'avis de la commission des finances Christian ?

M. ROBACHE. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Qui est contre ? Abstentions ?

Mme THOBOR. Une remarque : je suis interpelée par le chiffre d'un quart de notre jeunesse déscolarisée et en difficulté d'insertion. C'est énorme, et ça m'intéresserait d'avoir les résultats du soutien qu'on fait, dans la réalité de l'accompagnement des parcours. Il faut que l'argent qu'on y met produise quelque chose, ça m'inquiète pour un territoire comme le nôtre.

M. LE PRÉSIDENT. Je suis d'accord, et ça amène une réflexion sur l'inégalité des territoires. Un monde associatif peut être présent et qui accompagne nos jeunes, mais certains territoires n'ont pas cette chance. Des efforts sont faits en termes d'emploi sur le bassin, mais on observe un problème de la formation, qui n'est plus en adéquation par rapport à l'offre sur le secteur, et cela incombe à l'ensemble des acteurs.

N° 4/10 — Politique d'insertion : attribution de la subvention globale de fonctionnement à Initiatives77 et de la subvention au titre des frais de gestion du Fonds d'aide aux jeunes pour la période du 1er mai 2025 au 31 décembre 2025

Ne prennent pas part au débat et au vote :
Eric BAREILLE en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77
Jean-Marc CHANUSSOT en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77
Bernard COZIC en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77
Anne GBIORCZYK en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77
Anthony GRATACOS en sa qualité de représentant du Département au sein d'Initiatives 77
Sarah LACROIX en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77
Béatrice RUCHETON en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77
Sandrine SOSINSKI en sa qualité de représentante du Département au sein d'Initiatives 77

M. LE PRÉSIDENT. Le 4/10 c'est Cindy qui présente. Tu peux rester maintenant Anthony, tu fais comme tu veux.

Mme MOUSSI LE GUILLOU. Il s'agit de l'attribution de la subvention globale de fonctionnement à Initiative 77, et de la subvention au titre des frais de gestion du Fonds d'aide aux jeunes pour la période du 1er mai 2025 au 31 décembre 2025. Depuis 1991, le Département de Seine-et-Marne collabore avec Initiative 77 pour mener sa politique d'insertion et du logement pour les publics en difficulté, et notamment les bénéficiaires du RSA. L'association intervient dans plusieurs domaines : insertion dans le logement, emploi, formation et lutte contre les exclusions. Le financement du Département s'élève à 1 494 000 euros, dont 862 666 euros pour la période du 1er mai au 31 décembre 2025. Ce budget couvre l'insertion vers l'emploi et le logement, ainsi que les frais de gestion. En complément, une subvention de 21 333 euros est attribuée à Initiative 77 pour la gestion du fonds d'aide aux jeunes. Il est donc proposé aujourd'hui d'approuver le projet de convention relative aux subventions accordées pour 2025 par le Département à l'association à Initiative 77 et de lui attribuer pour la période du 1er mai au 31 décembre 2025 deux subventions d'un montant total de 883 999 euros destinées à lui permettre de réaliser ses activités en matière d'insertion sociale et professionnelle par le logement de publics en difficulté.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Quel était l'avis de la commission des finances Christian ?

M. ROBACHE. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/11 — Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) — Contrats Jeunes Majeurs

M. LE PRÉSIDENT. Merci, nous passons à la 4/11 et c'est Anne qui reprend la parole.

Mme GBIORCZYK. Il convient que soit évoqué devant vous le rapport d'observation définitive de la CRC. Un rapport provisoire avait été publié le 21 août 2024 auquel le Département a répondu le 19 septembre 2024, et un second rapport définitif a été émis le 7 novembre dernier. Le rapport final reçu le 29 janvier formule six recommandations de régularité, et cinq recommandations de performance. Elles sont toutes mises en œuvre ou en cours de régularisation. J'ai fini, Président.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Isoline ?

Mme GARREAU. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/12 — Convention avec le service d'aide et d'accompagnement à domicile porté par Défi Autisme dans le cadre de la protection de l'enfance

M. LE PRÉSIDENT. Très bien, nous passons à la 4/12 Anne. Je ne veux surtout pas perturber, mais il est 15 h 30, à ce rythme, on sera obligé de se voir demain pour la commission permanente.

M. DJEBARA. Pourtant, on est sages, Monsieur le Président.

Mme GBIORCZYK. En soutien aux professionnels de la protection de l'enfance, et afin d'avoir une réponse plus adaptée pour les enfants en situation de handicap, et en particulier l'autisme, il est proposé de signer une convention avec l'association Défi Autisme qui vient soutenir et étayer nos professionnels. Cette convention permettrait le versement d'une subvention de 100 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Quel était l'avis de la commission des finances Isoline ?

Mme GARREAU. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Des demandes de parole ? Contre ? Abstention ?

N° 4/13 — Renouvellement de la convention tripartite sur le déploiement de deux équipes mobiles d'appui aux professionnels accompagnant les enfants en situation de handicap pris en charge par l'aide sociale à l'enfance

M. LE PRÉSIDENT. Merci, nous passons à la 4/13 Anne.

Mme GBIORCZYK. Proposer le renouvellement de la convention tripartite sur le déploiement des équipes mobiles en appui aux professionnels. Ces équipements sont pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance. Cette convention est signée avec l'ARS, le Département et la Fondation, qui déploient les équipes. Il s'agit de renouveler la convention pour trois ans, avec une subvention annuelle de 550 000 euros apportée par le Département et pour l'ARS, une contribution de 680 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Quel était l'avis de la commission des finances Isoline ?

Mme GARREAU. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/14 — Lutte contre la prostitution — Convention avec l'association « Amicale du Nid ».

M. LE PRÉSIDENT. Merci, nous passons à la 4/14 Anne.

Mme GBIORCZYK. Il s'agit de continuer notre mobilisation dans la lutte contre la prostitution des mineurs. Une convention avait été signée avec l'État pour le déploiement de l'association sur le territoire de Meaux. Il est proposé de renouveler la convention et de l'élargir sur l'ensemble du territoire. Et pour cela, le financement est augmenté de 100 000 euros, ce qui porte le montant de la subvention totale versée à l'association à 300 000 euros. Cette subvention est financée dans le cadre du contrat départemental de protection de l'enfance.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Quel était l'avis de la commission des finances Isoline ?

Mme GARREAU. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/15 — Versement d'une subvention pour le fonctionnement de l'Unité d'Accueil Pédiatrique de l'Enfance en Danger du Grand Hôpital de l'Est Francilien

Ne prend pas part au débat et au vote Anne GBIORCZYK en sa qualité de représentante du Département au sein du Grand Hôpital Est Francilien

M. LE PRÉSIDENT. Jean-Marc pour la 4/15.

M. CHANUSSOT. Merci Monsieur le Président. Le Département s'est engagé avec le grand hôpital de l'Est francilien et l'ARS pour la création d'une unité d'accueil pédiatrique des enfants en danger sur le site de Jossigny, intégrée à l'unité médicojudiciaire, qui permet une prise en charge spécialisée et sécurisée des mineurs victimes dans le cadre de réquisitions judiciaires, maltraitance, violences scolaires, harcèlement, violences sexuelles, etc. Chaque année, 800 enfants sont concernés, donc le Département compétent en matière de protection de l'enfance souhaite soutenir cette démarche en participant au financement d'un poste de professionnels, avec une subvention de 60 000 euros. Il vous est proposé d'adopter cette convention.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Quel était l'avis de la commission des finances Sandrine ?

Mme SOSINSKI. Avis conforme, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/16 — Convention avec l'association Ville-Hôpital pour la prise en charge thérapeutique des mineurs non accompagnés confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons à la 4/16 Emma.

Mme ABREU. Depuis 2020, le Département a signé avec l'État et l'ARS un contrat de prévention et de protection de l'enfance incluant des actions pour améliorer le suivi médical des mineurs non accompagnés. Cependant, l'accès à une prise en charge thérapeutique reste difficile à cause du manque de professionnels spécialisés. Depuis 2021, une convention avec l'association Ville Hôpital permet de proposer des ateliers thérapeutiques de groupe, des consultations individuelles, ainsi que des actions de formation pour les professionnels. Il vous est proposé de renouveler la convention et d'attribuer une subvention de 120 404 euros, et d'approuver le projet de convention entre le Département et l'association Ville-Hôpital, et d'attribuer 120 404 euros pour financer un EDP d'ethnopsychologues et des ateliers thérapeutiques.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Quel était l'avis de la commission des finances Sandrine ?

Mme SOSINSKI. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/17 — Lancement d'un appel à projets « Innovations en Santé 2025 », dans le cadre de la déclinaison du Pacte Santé 77 et selon les orientations du Diagnostic de l'offre et des besoins en santé du territoire de Seine-et-Marne

M. LE PRÉSIDENT. 4/17 Anne.

Mme GBIORCZYK. Il s'agit d'autoriser le renouvellement du lancement de l'appel à projets « innovations en santé 2025. L'enveloppe est de 160 000 euros, avec 80 000 euros pour le fonctionnement et 80 000 euros pour l'investissement.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Quel était l'avis de la commission des finances Sandrine ?

Mme SOSINKSI. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/18 — Contractualisation avec la CNAM 2024-2026 — Accompagnement du public accueilli en Protection Maternelle et Infantile (PMI) dans le cadre du fonds de lutte contre les addictions

M. LE PRÉSIDENT. Merci, la 4/18 Anne.

Mme GBIORCZYK. Contractualiser avec la CNAM dans le cadre de l'accompagnement du public accueilli en PMI, dans la lutte contre les addictions. La PMI a lancé un projet contre la surexposition aux écrans, puis élargi à la lutte contre les addictions chez les jeunes et les femmes enceintes, la lutte contre le syndrome d'alcoolisation fœtale et le développement de compétences psychosociales chez les enfants. Ce projet de la PMI a retenu l'attention de la CNAM qui nous accorde un financement de 96 000 euros si vous le voulez bien.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Isoline ?

Mme GARREAU. Avis conforme Monsieur le Président

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/19 — Avenant à la Convention pluriannuelle de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH)

Ne prennent pas part au débat et au vote :
Emma ABREU en sa qualité de représentante du Département au sein de la MDPH
Jean-Marc CHANUSSOT en sa qualité de représentant du Département au sein de la MDPH
Bernard COZIC en sa qualité de représentant du Département au sein de la MDPH
Sophie DELOISY en sa qualité de représentante du Département au sein de la MDPH
Isoline GARREAU en sa qualité de représentante du Département au sein de la MDPH
Anne GBIORCZYK en sa qualité de représentante du Département au sein de la MDPH
Julie GOBERT en sa qualité de représentante du Département au sein de la MDPH
Sarah LACROIX en sa qualité de représentante du Département au sein de la MDPH
Cindy MOUSSI LE GUILLOU en sa qualité de représentante du Département au sein de la MDPH
Véronique PASQUIER en sa qualité de représentante du Département au sein de la MDPH
Béatrice RUCHETON en sa qualité de représentante du Département au sein de la MDPH
Sandrine SOSINSKI en sa qualité de représentante du Département au sein de la MDPH
Véronique VEAU en sa qualité de représentante du Département au sein de la MDPH

M. LE PRÉSIDENT. Merci, nous passons donc au rapport 4/19. C'est Denis qui nous le présente.

M. JULLEMIER. La MDPH de Seine-et-Marne sous tutelle du Département accompagne les personnes en situation de handicap. Pour assurer son fonctionnement, une convention accordant une subvention de 2,4 millions d'euros a été signée. Ce montant inclut une première enveloppe de 968 566 euros. Un deuxième avenant est proposé pour verser le solde de 1 431 433 euros correspondant aux deux tiers restant afin de financer la période de mai à décembre 2025. Il vous est proposé d'approuver l'avenant à la convention fixant la participation du Département à 2,4 millions d'euros pour 2025.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Mireille ?

Mme MUNCH. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/20 — Renouvellement de la convention liant le Département et les Tiers Régulateurs relative au suivi des adultes en situation de handicap dans le cadre de l'accueil familial social pour la période du 1er mai 2025 au 31 décembre 2029

M. LE PRÉSIDENT. Merci. La 4/20, Bernard.

M. COZIC. Il s'agit du renouvellement de la convention, de l'accueil à domicile des adultes en situation de handicap. C'est une activité strictement encadrée par le Code de l'action sociale et des familles et placée sous la supervision de Monsieur le Président du Conseil départemental qui finance depuis 2015 deux tiers des régulateurs AEDE et ADAP, chargés du suivi. Les bilans de 2020 et 2024 ayant confirmé l'efficacité du dispositif, il vous est proposé de renouveler les conventions pour cinq ans avec un financement annuel de 228 000 euros, une avance de 76 000 euros a déjà été versée pour couvrir la période de janvier à avril 2025. Il vous est proposé d'attribuer les dotations financières suivantes aux deux services tiers régulateurs pour la période de mai à décembre 2025 pour un montant total de 152 000 euros et d'approuver les avenants types.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Mireille ?

Mme MUNCH. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/21 — Participation financière en faveur des SAD dans le cadre de leur modernisation

M. LE PRÉSIDENT. Merci, la 4/21 Bernard.

M. COZIC. Le maintien à domicile de personnes âgées et en situation de handicap est une priorité affirmée dans le schéma. Depuis 2015, cette politique est accompagnée au travers d'une convention disant la modernisation des services d'autonomie à domicile et l'accompagnement des proches aidants. Elle passe par l'installation de systèmes informatisés de télégestion qui permet une meilleure organisation, la traçabilité, le portage d'information et la télétransmission. Pour soutenir ces équipements, une enveloppe de 69 000 euros prévue, avec un maximum de 7 000 euros par structure. Il vous est proposé aujourd'hui d'octroyer cette aide aux SAD autorisés en Seine-et-Marne.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Daisy ?

Mme LUCZAK. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/22 — Avenant n° 4 à la convention avec les centres d'information et de la coordination — Points autonomie Territoriaux (cic-pat) — Période du 1er mai au 31 décembre 2025

Ne prend pas part au débat et au vote Sophie DELOISY en sa qualité de représentante au sein de l'association Centre 77 au titre de la commune de Coulommiers

M. LE PRÉSIDENT. Merci, nous passons à la 4/22 Bernard.

M. COZIC. Le Département en partenariat avec l'ARS a mis en place en 2017 six pôles d'autonomie territoriaux pour améliorer l'accueil et l'accompagnement des personnes en situation de handicap et les séniors de plus de 60 ans. En 2021 ces structures ont évolué en centre d'information et de coordination. Aujourd'hui gérés par des associations locales avec la création du service public du département de l'autonomie inscrit dans la loi du 8 avril 2024. 1 137 000 euros sont prévus au nouvel avenant pour la période de mai à décembre, soit un montant identique alloué en 2024. Il est donc proposé d'attribuer ce financement aux 6 cic-pat et d'approuver l'avenant de la convention entre le Département et les associations gestionnaires.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Mireille ?

Mme MUNCH. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 4/23 — Dispositif d'accompagnement socioprofessionnel des allocataires du Revenu de Solidarité active (ARSA) : prolongation sur la période mai à décembre 2025 des dispositifs d'accompagnement socioprofessionnel territorialisé AAVE et ITI

Ne prennent pas part au débat et au vote :
Nathalie BEAULNES SERENI en sa qualité de représentante du Département au sein de la Mission emploi insertion Melun Val de Seine
Sophie DELOISY en sa qualité de membre du CA de CARED

M. LE PRÉSIDENT. Merci nous passons au rapport 4/23.

M. COZIC. Le Département accompagne ces bénéficiaires du RSA. Deux dispositifs majeurs sont reconduits pour 2025 : AAVE pour une subvention de 969 000 euros pour la période de mai à décembre 2025 et ITI porté par COS pour 176 000 euros. Ces actions seront soutenues par le FSE et la mission emploi insertion Melun Val de Seine, avec une subvention de 33 000 euros. Il vous est donc proposé d'attribuer une subvention totale de 969 000 euros aux structures listées en annexe 1 et approuver le projet d'avenant.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Isoline ?

Mme GARREAU. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 5/01 — Budget primitif 2025 — Environnement

M. LE PRÉSIDENT. Merci nous passons aux rapports de la série 5, je vais demander à Béatrice de nous le présenter.

Mme RUCHETON. Merci Monsieur le Président. Notre Seine-et-Marne dispose de nombreuses ressources, en eau, en potentiel d'énergies renouvelables, un sous-sol riche en matériaux, un paysage et un cadre de vie appréciés des Seine-et-Marnais. Ces atouts sont essentiels à son attractivité, mais nous devons être très vigilants, car c'est un risque pour notre territoire d'être soumis à des lieux de stockage de déchets, présence de sites pollués, et d'installations à risque, pression foncière sur les espaces agricoles ou naturels, dégradation des nappes souterraines. En ce qui concerne l'environnement, en fonctionnement nous avons les crédits de paiement sont de 1 058 000 euros, soit une baisse de 35 %. Nous savons notamment à la fin du dispositif la diminution de la subvention pour les espaces sensibles et la réserve de la biosphère. En ce qui concerne les investissements, nous avons des crédits de paiement qui s'élèvent à 1 086 000 euros, une baisse de 8,7 %. Cette augmentation, en ce qui concerne l'aménagement foncier, concerne ceux engagés depuis 2019. Nous avons obtenu le trophée de l'innovation, je salue les services de la DEA. Je voulais aussi dire que l'environnement participe à son niveau à la culture, avec l'exposition « les espaces sensibles vus du ciel », dont je remercie les photographes du Département et la DEA. Nous avons aussi le collège Nature, des interventions pour les collégiens, une très belle exposition et de très beaux projets pour 2025.

M. LE PRÉSIDENT. Merci beaucoup, Béatrice, nous en étions persuadés. Quel était l'avis de la commission des finances Isoline ?

Mme GARREAU. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Oui, Anthony, prenez votre temps.

M. GRATACOS. Monsieur le Président, chers collègues, nous sommes alarmés par une baisse de 23 % des crédits alloués au budget environnement, en particulier sur deux points importants : le retrait du dispositif SAAR, qui accompagnait les particuliers dans la réglementation énergétique de l'habitat, et la baisse des aides aux communes pour leurs sites naturels, qui passe de 461 000 euros à 95 000 euros pour 2025, ce qui va largement compliquer les choses pour les petites communes. On peut parfaitement entendre qu'il y ait des économies à faire, on l'a tous répété. Même si l'environnement n'est pas l'une de nos compétences obligatoires, le changement climatique va concerner notre collectivité d'une façon ou d'une autre, par exemple nos services de secours et d'incendie, plus les températures augmentent, plus nous aurons des interventions liées à des feux et à ces incidents liés aux températures. Nos services d'urgences, les problèmes agricoles liés à l'appauvrissement des sols et au changement des cultures. Peut-on se contenter de penser que ce n'est pas une compétence obligatoire et diminuer le budget ? Alors que les scientifiques continuent de nous alerter de plus en plus fort, nous arriverons en 2100 à + quatre degrés par rapport au début de l'ère industrielle, selon le dernier rapport du GIEC. C'est une modification profonde de notre environnement que nous allons vivre. Plus aucun de nous ne sera présent à ce moment-là, mais, ça a été suffisamment répété depuis ce matin, je ne suis pas maire, mais par contre je suis père, de quatre enfants de 17 ans à 4 ans et eux ils seront vraisemblablement là.
La priorité absolue est pour nos enfants et pour l'horizon 2100, ce que nous nous devons faire en tant que collectivité, compétence obligatoire ou pas.

M. LE PRÉSIDENT. Oui, Béatrice.

Mme RUCHETON. Merci beaucoup Monsieur le Président. Ce n'est pas un abandon du Département du SAAR, c'est un arrêt au niveau national. En ce qui concerne la protection et le changement climatique, nous continuons au travers d'un certain nombre de structures, avec la réserve de biosphère et au niveau de nos conseils scientifiques, ce n'est absolument pas à l'arrêt. En ce qui concerne les ENS, nous vous en présenterons le schéma départemental au mois de juin. Il a été fait une étude sur notre territoire pour localiser les endroits où la biodiversité est intéressante à protéger, ce qui fait que nous allons vous proposer un schéma pour ne pas passer à côté de ces espaces. Sur les ENS, c'est 28 % des espaces faune et flore qui sont protégés. Ne vous inquiétez pas, on fera le maximum pour protéger des endroits particulièrement prégnants pour notre Département.

M. LE PRÉSIDENT. Merci pour la qualité de ces deux interventions, nous allons passer au vote. Qui est contre ? Abstentions ?

N° 5/02 — Budget Primitif 2025 — Eau

M. LE PRÉSIDENT. Merci, 5/02, l'eau Jean-Marc.

M. CHANUSSOT. Je vous fais grâce de mon introduction qui est la même que ma collègue Béatrice. Les enjeux de protection des ressources en eau : en fonctionnement les crédits de paiement s'élèvent globalement à 735 650 euros. Sur les actions, le cours d'eau s'élève à 150 000 euros, pour l'eau potable 105 000 euros. Sur la diminution à AQUI'Brie, dont je suis président, on est en train de faire un tour des collectivités pour augmenter le tour de table, car ce n'est pas normal que ce soit le Département qui soit aussi impliqué. C'était déjà commencé et le Président me donne un coup de main avec la MGD. En investissement, les crédits s'élèvent à 7,1 millions d'euros, contre 10,2 millions d'euros en 2024, ce qui permettra de répondre aux demandes de subvention. Sur l'assainissement, 5,2 millions d'euros, sur les cours d'eau, 431 400 pour accentuer le soutien du Département dans la lutte contre les inondations, l'eau potable, 1,6 million d'euros et le laboratoire, moins de 20 000 euros. Moins d'achats de matériel et j'ai la joie de vous annoncer que le laboratoire vient d'être renouvelé totalement et certifié COFRAC, bravo à eux.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Isoline ?

Mme GARREAU. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 5/03 — Renouvellement de la convention de partenariat entre le Département et l'Association AQUI'Brie

Ne prennent pas part au débat et au vote :
Jean-Marc CHANUSSOT en sa qualité de représentant au sein d'Aqui'brie
Vincent PAUL-PETIT en sa qualité de représentant au sein d'Aqui'brie
Béatrice RUCHETON en sa qualité de représentante au sein d'Aqui'brie
Sara SHORT FERJULE en sa qualité de représentante au sein d'Aqui'brie

M. LE PRÉSIDENT. La 5/03, allez Majdoline.

Mme BOURGEAIS-EL ABIDI. Pour poursuivre ce partenariat avec l'association AQUI'Brie, il est proposé de renouveler la convention de partenariat avec cette association jusqu'au 31 décembre 2030, avec une aide de 65 000 euros pour 2025.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Quel était l'avis de la commission des finances Isoline ?

Mme GARREAU. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 5/04 - Validation du 4ème Plan départemental de l'eau — Stratégie 2025-2030, de la charte d'engagements et de son règlement

M. LE PRÉSIDENT. Merci. La 5/04, Jean-Marc.

M. CHANUSSOT. Il s'agit du PDE qui me tient particulièrement à cœur. Les acteurs de l'eau en Seine-et-Marne sont engagés depuis plus de quinze ans à travers trois plans départementaux de l'eau, le premier en 2006, puis en 2012 et en 2017. En 2024, les partenaires ont réaffirmé leur volonté de s'engager dans un quatrième plan depuis avril 2023. Il est proposé de l'approuver dans ses objectifs et ses modalités de gouvernance, et d'engager le Département dans le copilotage entre le Préfet et notre Président.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Quel était l'avis de la commission des finances ?

Mme GARREAU. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Oui, Virginie.

Mme THOBOR. Le quatrième point s'inscrit dans une dynamique ambitieuse, qui apporte une réponse structurée aux défis que nous avons soulevés dans cet hémicycle. Nous saluons la priorité accordée à l'accompagnement du monde agricole, un volet sur lequel on avait insisté, dans la lutte contre les pollutions. Cela semble un levier fondamental pour préserver la durabilité en eau. Cela témoigne de votre volonté politique de conjuguer performance agricole et responsabilité environnementale. De la même manière, la rénovation des réseaux vétustes, la question des réseaux est essentielle dans la question de la perte en eau. Cependant, il y a beaucoup d'ambition et d'intention, mais nous avons des réserves sur la traduction en action, notamment avec les éléments budgétaires. Quand on parle de prévention et d'inondation, c'est à peu près 431 000 euros d'investissement seulement sur la prévention des inondations, ce qui n'est pas à la hauteur. On sait que ça compte beaucoup plus cher que ça. Adéquation entre ambition, action et les moyens derrière.

M. LE PRÉSIDENT. Merci d'autres demandes de parole ? Je remercie l'ensemble des élus, Jean-Marc CHANUSSOT, les présidents des comités d'agglomération, on a essayé de tous se mobiliser pour avoir un tour de table cohérent et percutant, notamment pour Seine Grand Lac. Nous avons une réunion le 14, ça y est, on y va, on avance. Côté Département on va plus être les seuls financeurs, mais les moyens on va les avoir. Qui est contre ? Abstentions ?

N°5/05- Espaces Naturels Sensibles (ENS) – Avenants aux conventions de partenariats avec divers acteurs intervenant dans les domaines du patrimoine naturel, de la gestion et de la valorisation des ENS

Ne prennent pas part au débat et au vote :
Nathalie BEAULNES SERENI en sa qualité de membre du bureau de la Fédération des chasseurs de Seine-et-Marne
Béatrice RUCHETON en sa qualité de représentante du Département au sein de l'Association de la réserve de la biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais

M. LE PRÉSIDENT. 5/05, je passe la parole à Jean-Marc.

M. CHANUSSOT. Le Département est partenaire d'associations et organismes intervenants dans le cadre de la préservation du patrimoine naturel et culturel, de la gestion et de la valorisation des ENS départementaux. Il convient par voie d'avenants de préciser les montants des aides attribuées à l'Association de la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais, au Syndicat intercommunal du Chemin des Roses, au Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien, à l'Office de tourisme des « 2 Morin Destination Nature » et à la Fédération Départementale des Chasseurs de Seine-et-Marne. Le montant total des aides attribuées pour l'année 2025 s'élèverait à 203 580 €.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Isoline ?

Mme GARREAU. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Parfait. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 5/06 — Avenant financier 2025 à la convention pluriannuelle avec Seine-et-Marne Environnement (SEME)

Ne prennent pas part au débat et au vote :
Emma ABREU en sa qualité de représentante du Département au sein de Seine-et-Marne Environnement
Thierry CERRI en sa qualité de représentant du Département au sein de Seine-et-Marne Environnement
Jean-Marc CHANUSSOT en sa qualité de représentant du Département au sein de Seine-et-Marne Environnement
Bouchra FENZAR RIZKI en sa qualité de représentante du Département au sein de Seine-et-Marne Environnement
Pascal GOUHOURY en sa qualité de représentant du Département au sein de Seine-et-Marne Environnement
Sarah LACROIX en sa qualité de représentante du Département au sein de Seine-et-Marne Environnement
Cindy MOUSSI LE GUILLOU en sa qualité de représentante du Département au sein de Seine-et-Marne Environnement
Béatrice RUCHETON en sa qualité de représentante du Département au sein de Seine-et-Marne Environnement
Virginie THOBOR en sa qualité de représentante du Département au sein de Seine-et-Marne Environnement
Véronique VEAU en sa qualité de représentante du Département au sein de Seine-et-Marne Environnement

M. LE PRÉSIDENT. 5/06, je passe la parole à Véronique.

Mme PASQUIER. Dans le cadre de la poursuite de partenariats entre le Département et Seine-et-Marne environnement, il est proposé d'attribuer sur l'année 2025 une subvention globale de 315 300 euros qui se répartir comme suit, soit un montant de 204 300 euros au fonctionnement de l'association pour les actions menées dans le domaine de l'environnement, notamment le climat et l'énergie et les zones humides. Et 11 000 euros dédiés aux actions mises en œuvre pour la préservation et l'animation des espaces naturels sensibles.

M. LE PRÉSIDENT. Quel était l'avis de la commission des finances Isoline ?

Mme GARREAU. Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Parfait. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 7/02 — Budget Primitif 2025 — Domaine « Finances/Dette et opérations financières » et délégation de compétences au Président pour les opérations financières en matière de dette et de gestion de trésorerie au titre de l'exercice 2025

M. LE PRÉSIDENT. On passe à la série 7, la 7/02, Daisy.

Mme LUCZAK. Cela concerne le domaine « finances/dette et opérations financières », ces dépenses s'élèvent à 19 758 920 euros au BP 2024, contre 20 513 150 euros sur l'exercice précédent. En investissements, les dépenses s'élèvent à 432,5 millions d'euros, contre 426 millions d'euros au BP 2024 pour couvrir le refinancement de la dette à hauteur de 100 millions d'euros, et l'amortissement de la dette à hauteur de 82,5 millions d'euros, plus 7,5 millions d'euros de BP à BP. Le besoin budgétaire 2025 d'emprunt s'élève à 212,2 millions d'euros au BP 2025, une baisse de 8 % par rapport à l'exercice précédent, du fait d'une stabilisation des investissements. Par ailleurs, il est proposé de donner délégation de compétence au Président du Conseil départemental au titre de l'exercice 2025 pour les opérations financières en matière de dette et de gestion de trésorerie avec un plafond maximum de 100 millions d'euros.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Daisy. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 7/03 — Rapport du Président sur la gestion de la dette, de la trésorerie et des instruments de couverture du risque financier pour l'exercice 2024

M. LE PRÉSIDENT. La 7/03 Daisy.

Mme LUCZAK. Le rapport aborde le contexte financier de 2024, les caractéristiques de l'impôt départemental de dette et les instruments de couverture du risque financier, et la gestion qui en a été réalisée tout au long de l'année 2024. Enfin, la politique de gestion de la trésorerie au titre de l'optimisation des charges financières du Département, tout est dans le rapport. Merci à la Direction des finances.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 7/04 — Taux de la taxe d'aménagement

M. LE PRÉSIDENT. Merci, la 7/04 Daisy.

Mme LUCZAK. Il vous est proposé de porter le taux d'imposition de la taxe d'aménagement à 2,5 % à compter du 1er janvier 2026, en le répartissant ainsi : 2,3 % pour les espaces naturels sensibles et 0,2 % pour le CAUE.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Daisy. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 7/05 — Budget Primitif 2025 — Domaine « Sécurité des biens et des personnes »

M. LE PRÉSIDENT. Merci, donc le 7/05 Christian.

M. ROBACHE. Pour 2025, le Département augmente son domaine d'intervention, marquant la volonté du Département de garantir les conditions nécessaires à la préservation de ce droit fondamental qu'est la sécurité, tant par des missions de prévention que de secours. En 2025, les dotations financières de ce budget s'élèvent à 122 millions d'euros, contre 116 millions d'euros au BP 2024, soit une évolution de +5 %. Et en investissement ça s'élève à 7,2 millions d'euros, contre 6,2 millions d'euros en 2023. Sur l'action sécurité, il est proposé d'inscrire 2,1 millions d'euros sur le compte d'ajustement BEA pour répondre au mécanisme de compensation financière prévu par la SCI des casernes. Sur l'action incendie et secours, 120 025 000 euros, 120 millions d'euros pour la dotation budgétaire 2025, en hausse de 4 millions d'euros pour tenir compte à la hausse de dépense de personnel liée au regroupement et à la revalorisation de la prime de feu. 25 000 euros sont consacrés à l'octroi d'une subvention à la section des jeunes sapeurs-pompiers de l'UDSP 77. Sur l'action sensibilisation à la sécurité routière, 118 280 euros, 51 000 euros pour poursuivre les actions de sensibilisation au risque routier menées par le service du Département, 14 691 euros au CP 2025 qui viennent abonder une autorisation d'engagement de 48 000 euros pour subventionner les associations qui interviennent pour sensibiliser les collégiens aux risques routiers sur l'année scolaire 2025-2026, la poursuite du dispositif financé à hauteur de 5000 euros permettant de subventionner les usagers disposant d'un abonnement Fréquence + et passant les péages Saint-Jean-les-Deux Jumeaux. 47 600 euros sont mobilisés sur l'exercice 2025 pour permettre d'assurer des activités de sensibilisation aux risques routiers auprès des collégiens. Dépenses d'investissement, sur l'action incendie et secours, les crédits s'élèvent à 4 734 000 euros, 4 700 000 euros pour la subvention d'équipement d'achat de véhicules, de matériel et de protection, 34 000 euros pour soutenir l'équipement des associations agréées de sécurité civile. Sur l'action sécurité, les crédits de paiement s'élèvent à 2 517 000 euros, dont une inscription de crédit au CP 2025 de 100 000 euros pour porter l'AP existante à 1,5 millions d'euros afin d'accompagner la stratégie territoriale de sécurité, avec un report de crédits antérieurs à hauteur de 1 392 006 euros. Rappeler que 1 million d'euros inscrits en AP afin d'alimenter le fonds d'aide aux violences urbaines, on en reparlera à la CP au mois de juin. Le financement d'études techniques de configuration concernant la vidéosurveillance en lien avec SMN comme l'autorise la loi du 25 mai 2021 relative à la sécurité globale.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 7/06 — Budget primitif 2025 — Communication

M. LE PRÉSIDENT. Là ça va être rapide, c'est le budget primitif de la communication, Daisy.

Mme LUCZAK. Pour les actions de communication, on a fléché 1 134 000 euros de CP en fonctionnement pour 2025 et des crédits d'investissement de 13 218 euros. Il est proposé de poursuivre les actions de parrainage et partenariats divers, d'un montant de 90 000 euros, en baisse par rapport au BP 2024.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 7/07 — Budget primitif 2025 — Ressources internes

M. LE PRÉSIDENT. Très bien nous passons aux ressources internes Daisy.

Mme LUCZAK. Un budget très important avec une baisse de fonctionnement à hauteur de 275,05 millions d'euros au BP 2025, soit moins 5 millions par rapport à 2024, en raison d'une gestion raisonnée sur la base salariale. Et un investissement à hauteur de 21 millions d'euros contre 26,6 millions d'euros en 2024. C'est un budget qui comprend l'ensemble du budget investissements de la DGAR, mais aussi le volet bâtiments départementaux. En investissement, c'est une inscription au CP de 13,249 millions d'euros, malgré une conjoncture difficile et significative de travaux importants dans les locaux départementaux. Aussi de grosses réparations 7,6 millions d'euros seront consacrés à la poursuite de travaux pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite et les travaux d'amélioration énergétique. En fonctionnement, c'est un budget stable à hauteur de 3,6 millions d'euros destinés à l'entretien courant et aux travaux de maintenance des bâtiments. Concernant le domaine système d'information, au fonctionnement c'est un budget de 8,697 millions d'euros et en investissement à 6,264 millions d'euros. Les infrastructures et la sécurité matérielle sont identifiées avec un allongement de la durée de vie des services, une baisse de la dotation d'équipement, une diminution de la flotte des portables. En investissement, 2,104 millions d'euros au CP pour couvrir les besoins et les dépenses liées aux licences, ainsi que le renouvellement des solutions logicielles de sécurité. Sur le domaine direction des achats, patrimoine, juridique en investissement aucun crédit de paiement n'est inscrit en 2025 pour les investissements et acquisitions. En fonctionnement, une forte augmentation de la ligne prime d'assurance, hausse subie afin de tenir compte de l'augmentation des contrats, de plus de 59 %. Concernant la direction des moyens généraux et sécurité, en investissement c'est 1,33 million d'euros. À noter une diminution des crédits relatifs au matériel immobilier. En fonctionnement, 6,47 millions d'euros, également une baisse des dépenses directes, soit le carburant, le gardiennage, les affranchissements, les prestations de nettoyage et l'évènementiel. Concernant le domaine ressources humaines, la plus grande partie de ce budget, il est en baisse de BP à BP, de moins 1,89 % et la masse salariale qui représente 98 % du budget reste sanctuarisée. En fonctionnement, à noter, 218,3 millions d'euros de dépenses inscrites sur l'action en gestion des ressources humaines, forcément liée aux évolutions réglementaires qui s'imposent. Sans oublier l'augmentation du taux de contribution de SCNRACL de 4 points à hauteur de 12 %, adhésion à la complémentaire prévoyance non obligatoire, mais maintenue pour tous les agents avec une participation de la collectivité. La hausse du taux de cotisation de l'assurance risques du personnel. À noter, les crédits sur recettes de 20 millions d'euros qui connaissent une réduction sensible en raison de la fin de l'aide de l'État en faveur de l'embauche des apprentis, la fin du financement du fonds de prévention de la CNRACL dans le cadre des violences externes. Sur la masse salariale, les recettes de fonctionnement sont en hausse de 5,838 millions d'euros. Sur l'action de formation, un effort apporté grâce au recours accru des formateurs internes et la recherche de salles gratuites, je remercie les élus, et une réduction du nombre d'apprentis due à la baisse des aides de l'État. Au BP 2025, c'est une inscription de crédit à hauteur de 1 850 000 euros. Enfin, dans le cadre de l'action sociale, il faut noter que la participation depuis janvier 2025 du Département à la protection complémentaire pour la prévoyance, c'est une dépense à hauteur de 1 680 000 euros. En investissement à la marge, une toute petite somme, 79 500 euros pour poursuivre les dépenses liées aux aménagements de poste et de bâtiments dans le cadre de la politique liée au projet de violence externe.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 7/08 — Personnel départemental : modification, suppression et création d'emplois, mise à jour du tableau des emplois

M. LE PRÉSIDENT. Merci, nous pouvons passer à la 7/08.

Mme LUCZAK. La mise à jour du tableau des emplois suite à l'avis favorable du CST le 2 avril. On vous propose d'adapter le tableau des emplois par rapport aux besoins de la collectivité. Donc une modification de 22 emplois permanents, certains ont réussi le concours et nous les félicitons, ça concerne plusieurs directions. La création de deux emplois permanents au sein de la MDPH pour exercer la fonction d'infirmière, la création d'un contrat de projet à la Direction de la communication, de trois emplois en continuité d'un contrat existant sur lequel les missions ne sont pas terminées, la suppression de onze emplois d'adjoints techniques des établissements à temps complet suite aux externalisations réalisées depuis plusieurs années après un pointage poste par poste sur ces collèges. La réduction de la brigade de remplacement en 2025, la suppression de sept emplois d'agents techniques des établissements d'enseignement à temps complet de la brigade de remplacement. C'était jusqu'à maintenant des postes vacants. En ce qui concerne le tableau des effectifs des agents hospitaliers occupant des emplois au sein du SDUE, on vous propose la transformation d'un emploi d'assistant socioéducatif à temps complet en un emploi d'infirmière en soins généraux à temps complet sur le secteur de Provins.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 7/09 — Plan d'adaptation et de développement des compétences

M. LE PRÉSIDENT. Merci donc, nous passons au point 7/09.

Mme LUCZAK. C'est le nouveau plan de formation qui s'appelle dorénavant plan d'adaptation et de développement des compétences. On vous propose un document prévisionnel planifiant les moyens de formation pour valoriser les compétences des agents et s'adapter aux besoins de la collectivité. C'est une obligation conforme au code général de la fonction publique. Dans un contexte social et territorial en constante évolution, il va permettre aux agents d'accéder à des formations favorisant l'évolution professionnelle. On a tous les axes très détaillés pour les formations internes ou externes. Six axes opérationnels et plans d'action. Le développement des compétences métier, la préservation de la santé, de la sécurité, et de la qualité de vie au travail ou l'accélération de la transformation numérique et de la transition écologique avec un avis favorable du CST le 2 avril.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 7/10 — Renouvellement de convention avec le Comité des Œuvres Sociales (COS) Seine-et-Marne

Ne prennent pas part au débat et au vote :
Sarah LACROIX en sa qualité de représentante du Département au sein du COS 77
Daisy LUCZAK en sa qualité de représentante du Département au sein du COS 77

M. LE PRÉSIDENT. Je donne la parole à Isoline.

Mme GARREAU. C'est un rapport annuel classique, pour pouvoir accompagner le COS dans ses missions en matière de gestion de prestations d'action culturelle, sociale et de loisir en faveur du personnel départemental, et qui préside les modalités financières, matérielles et humaines qui sont mises à disposition par le Conseil départemental pour qu'il puisse mener à bien ces actions.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 7/11 — Renouvellement de la convention conclue avec le Centre de Gestion de Seine-et-Marne relative à l'organisation des concours et examens professionnels pour l'année 2025

M. LE PRÉSIDENT. Merci, la 7/11, Isoline GARREAU toujours.

Mme GARREAU. C'est aussi une convention que nous avons l'habitude de passer avec le Centre de Gestion de Seine-et-Marne pour organiser des concours et des examens pour 2025.

M. LE PRÉSIDENT. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 7/12 — Renouvellement de la convention conclue entre le Centre de gestion de Seine-et-Marne et le Département de Seine-et-Marne sur la consultation du référent déontologue, laïcité et alerte éthique, au titre de l'année 2025

M. LE PRÉSIDENT. Merci nous passons à la 7/13, Isoline.

Mme GARREAU. Une convention classique pour confier au Centre de Gestion le référent déontologue, laïcité et alerte éthique pour 2025.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Y a-t-il des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 7/13 — Taux des droits de mutation à titre onéreux du 1er juin 2025 au 31 mars 2028

Mme LUCZAK. En complément de la délibération du 14 février pour pallier l'effort demandé par l'État aux collectivités, notamment aux départements et dans le cadre du PLF 2025, avec la possibilité de rehausser les droits de mutation à titre onéreux. Nous vous proposons d'appliquer la hausse autorisée des droits de mutation sur les transactions immobilières de 0,5 % et de la rendre effective à partir du 1er juin prochain. La part de la taxe départementale de publicité foncière (DPF) et des droits d'enregistrement départementaux passeront de 4,5 % à 5 %. Cette mesure n'a vocation à s'appliquer que sur une période transitoire, soit pour les actes signés entre le 1er juin 2025 et le 31 mars 2028. Les primoaccédants seront exonérés de cette majoration.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Y a-t-il des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ? Merci.

N° 7/14 — Apport en compte courant d'associés au bénéfice de la Société Publique Locale « Plateforme d'approvisionnement de la restauration scolaire de l'Est francilien » pour l'année 2025

Ne prennent pas part au débat et au vote :
Olivier LAVENKA en sa qualité de représentant du Département au sein de la SPL
Daisy LUCZAK en sa qualité de représentante du Département au sein de la SPL
Virginie THOBOR en sa qualité de représentante du Département au sein de la SPL
Xavier VANDERBISE en sa qualité de représentant du Département au sein de la SPL

M. LE PRÉSIDENT. Merci. La 7/14, Christian.

M. ROBACHE. En 2021, le Département et la région Île-de-France se sont associés au sein du SPL pour la mise en œuvre d'un projet de plateforme d'approvisionnement de la restauration de l'Est francilien. Le Département, qui a été coactionnaire, doit concéder un apport en compte d'associés à la SPL pour répondre à un besoin de fonds de roulement. Cela représente un montant de 4 100 000 euros, géré par une convention bipartite. Délibération du Conseil départemental du 15 novembre 2024. Ce montant permettra à la SPL de disposer d'une trésorerie solide d'autant plus qu'elle doit prochainement assurer le paiement du solde des travaux de construction de l'outil industriel pour 3,4 M€ ainsi que de la première annuité d'emprunt pour 1,6 million. À l'issue de la période de validité de la convention, l'apport sera soit transformé pour tout ou partie en augmentation de capital, soit remboursé au Département.

M. LE PRÉSIDENT. Merci Christian. Y a-t-il des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 7/15 — Restauration scolaire et utilisation des données fiscales des usagers pour la facturation du service

M. LE PRÉSIDENT. Merci, nous passons à la 7/15, Isoline.

Mme GARREAU. On vous propose, pour simplifier les démarches des usagers pour la restauration scolaire et avec l'accord express des familles bien sûr, d'utiliser l'application de programmation interface de la DGFIP pour récupérer les données fiscales nécessaires à la gestion des dossiers d'inscription des usagers non allocataires de la CAF. Cela crée un fonds sécurisé pour partager les données personnelles recueillies par différents acteurs publics et permet d'accéder au quotient familial et à la composition de la famille. L'article L-114, alinéa 8 du Code des relations entre le public et l'administration autorise les administrations à échanger entre elles les informations nécessaires pour traiter les demandes du public.

M. LE PRÉSIDENT. Merci. Des demandes de parole ? Qui est contre ? Abstentions ?

N° 7/01 — Budget primitif pour l'exercice 2025 (Budget principal et budgets annexes)

M. LE PRÉSIDENT. Chers collègues, nous allons revenir et donc passer sur le rapport 7/01, qui sera le vote du budget primitif pour l'exercice 2025. Je vais demander l'avis de chaque commission. La commission des finances ?

Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Aménagement ?

Avis conforme.

M. LE PRÉSIDENT. Éducation ?

Conforme

M. LE PRÉSIDENT. Solidarité ?

Conforme

M. LE PRÉSIDENT. Environnement ?

Conforme

M. LE PRÉSIDENT. Transports ?

Conforme

M. LE PRÉSIDENT. Alors les amis y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Merci, le budget 2025 du département de Seine-et-Marne est adopté, il n'y aura plus qu'à le mettre en place.

La séance publique s'achève à 16 heures 25.

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/01B

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_001BH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-0/01B**

OBJET : Procès-verbaux du Conseil départemental du 3 avril et du 22 mai 2025
Procès-verbal du Conseil départemental du 22 mai 2025

Conformément à l'article L. 3121-13 du code général des collectivités territoriales et au Règlement intérieur du Conseil départemental et de la Commission Permanente, il convient d'adopter les procès-verbaux des séances publiques du Conseil départemental du 03 avril et 22 mai 2025.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

D'adopter le procès-verbal de la séance publique du Conseil départemental du 22 mai 2025.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/01B

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Vincent PAUL-PETIT a donné pouvoir à Mme VEAU Véronique

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/01B

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

077-227700010-20250620-D250620_001BH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération

Procès-Verbal

Séance publique du Conseil départemental du 22 mai 2025

Les informations recueillies peuvent être enregistrées dans les logiciels métiers et dans la base de contact du Département. Les services concernés en sont les destinataires exclusifs. Elles sont destinées à l'accomplissement des missions

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE
SÉANCE PUBLIQUE DU 22 MAI 2025
- : -
Ordre du jour/État de présences/État des votes

L'an 2025, le jeudi 22 mai de 10 h 00 à 10 h 08, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, le Conseil départemental s'est réuni en l'Hôtel du Département sous la présidence de Monsieur Jean-François PARIGI, Président du Conseil départemental.

ONT ÉTÉ PRÉSENTS :

Mme Emma ABREU
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI
Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI
M. Thierry CERRI
M. Jean-Marc CHANUSSOT
M. Bernard COZIC
M. Stéphane DEVAUCHELLE
M. Smaïl DJEBARA
M. Yann DUBOSC
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Anthony GRATACOS
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE-GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Ugo PEZZETTA
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC

ONT ÉTÉ ABSENTS ET ONT DONNÉ POUVOIR :

Mme Sophie DELOISY a donné pouvoir à Mme Mireille MUNCH,
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. Jean-Louis THIERIOT
M. Vincent PAUL-PETIT a donné pouvoir à Mme Véronique VEAU
Mme Sara SHORT-FERJULE a donné pouvoir à M. Smaïl DJEBARA
Mme Sandrine SOSINSKI a donné pouvoir à M. Olivier LAVENKA

Le quorum étant atteint, le Conseil départemental a, après délibération, adopté les délibérations inscrites à son ordre du jour, de la façon suivante :

Procès-verbaux, Décisions du Président, Désignations, Autres

N° d'ordre	Intitulé	Sens du Vote
0/01	Remplacement d'un siège vacant au sein de la Commission permanente	
	A - Décision de compléter la Commission permanente	**Adopté à l'unanimité**
	B - Élection d'un nouveau membre de la Commission permanente	**Proclamé à l'unanimité**
0/02	Commissions thématiques du Conseil départemental - Modification des membres de la Commission n°1	**Adopté à l'unanimité**
0/03	Représentation de Département de Seine-et-Marne au sein de divers organismes	**Adopté à l'unanimité**
	A – Association Conseil d'architecture, urbanisme et de l'environnement (CAUE)	**Adopté à l'unanimité**
	B – Comité de pilotage des procédures contractuelles	**Adopté à l'unanimité**
	C - Groupement d'Intérêt Public (GIP) de structuration de L'offre d'ingénierie départementale - ID 77	**Adopté à l'unanimité**
	D - Association Action artistique en Seine-et-Marne Act'Art	**Adopté à l'unanimité**
	E - Collège public Armand Lanoux à Champs-sur-Marne	**Adopté à l'unanimité**

	F - Collège public Jean Wiener à Champs-sur-Marne	**Adopté à l'unanimité**
	G - Collège public Pablo Picasso à Champs-sur-Marne	**Adopté à l'unanimité**
	H - Collège public La Maillière à Lognes	**Adopté à l'unanimité**
	I - Collège public Le Segrais à Lognes	**Adopté à l'unanimité**
	J - Collège public Le Luzard à Noisiel	**Adopté à l'unanimité**
	K - ESMS départemental 77 - EHPAD (Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) – Maison départementale de retraite La Chocolatière à Noisiel	**Adopté à l'unanimité**

M. LE PRÉSIDENT. Parfait. Bon. C'est une matinée un peu particulière puisque nous allons avoir une séance très courte et, après, nous enchaînons sur la Commission Permanente. Mais nous nous devions de faire cette séance. Vraiment. Une séance purement d'organisation, d'intendance – excusez-moi d'employer ce mot – pour l'accueil de Mathieu. Mais nous devons passer, donc, comme nous l'avons fait pour Stéphane, par différentes procédures administratives, notamment l'élection d'un membre de la Commission permanente, pour l'arrivée de Mathieu.

On a dit, bien entendu, chacun à sa façon, « au revoir » à Vincent qui a fait le choix de quitter le Département.

Mais je suis, à titre personnel, très heureux d'accueillir Mathieu. Nous avons eu l'occasion, déjà, de travailler ensemble, de par les fonctions de Mathieu en tant que maire de Noisiel, toujours, empreint bien sûr de respect. Mais ça, c'est la marque de fabrique au sein du Département. Je le précise notamment à l'égard d'Anthony. De ma part, Anthony. Pas de votre part. Et surtout empreint d'intérêt général puisque les dossiers que nous avons été amenés à voir, ont été les dossiers, avec Denis, concernant la problématique des logements sociaux sur Noisiel et, ensuite, l'avenir de la chocolaterie Menier et de ce site, entre guillemets, magnifique qui, aujourd'hui, mobilise l'énergie des uns et des autres pour arriver à faire que la marque de cette chocolaterie soit un peu moteur. Pas simplement d'ailleurs pour la commune de Noisiel, mais aussi, Julie en sera d'accord, pour les communes autour comme Champs qui ont besoin aussi d'avoir un site comme ça, de qualité, sur le territoire.

Donc encore une fois, moi, je suis très heureux, Mathieu, de t'accueillir au sein du Département. Nous avons des dossiers importants. Et, comme disait l'un de mes prédécesseurs, ne jamais oublier, par contre, que, bien sûr, on est élu de son territoire, mais on est surtout là pour parler de la Seine-et-Marne et, plus globalement, des grands enjeux du Département qui, aujourd'hui, nous animent les uns et les autres. Mathieu ? Pas de petit mot ? Parfait.

N° 0/01A – Remplacement d'un siège vacant au sein de la Commission permanente – Décision de compléter la Commission permanente

Alors, nous devons déjà avoir un premier vote : est-ce que nous sommes d'accord pour que Monsieur Mathieu VISKOVIC, puisse entrer à la Commission permanente ? Nous avons fait le choix depuis nombre d'années, dans ce Département, d'ouvrir la Commission permanente à l'ensemble des conseillers départementaux. Y aurait-il une exception avec l'arrivée de Mathieu ? Je ne le pense pas. Donc, qui est contre ? Non ? Parfait.

Alors, normalement, j'ai fait une suspension de séance. Alors, donc, nous passons maintenant au rapport suivant.

N° 0/01B – Remplacement d'un siège vacant au sein de la Commission permanente - Élection d'un nouveau membre de la Commission permanente

M. LE PRESIDENT. Alors pour procéder à cette élection et bien qu'il n'y ait qu'un seul poste à pourvoir, nous devons normalement suspendre la séance du Conseil départemental durant une heure. Toutefois, en accord avec les présidents de groupe on a passé le tout, normalement ça aurait dû nous prendre une heure. Au regard de cette journée chargée, tout le monde était d'accord pour que les choses se passent le plus rapidement possible.

M. LE PRÉSIDENT. Donc, mes chers collègues, seule la candidature de Mathieu VISKOVIC a été déposée. Le temps passe vite. Donc, Monsieur VISKOVIC, vous êtes donc désormais membre de la Commission permanente.

N° 0/02 – Commissions thématiques du Conseil départemental – Modification des membres de la Commission n° 1 « Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture ».

M. LE PRÉSIDENT. Alors, deuxième partie : les commissions thématiques. Donc, suite à la démission de Vincent ÉBLÉ, nous devons procéder à un ajustement de la composition de la commission dans laquelle il siégeait. Je vous propose donc de désigner Mathieu VISKOVIC en tant que membre de la Commission n° 1. Tout cela avait été vu au préalable avec les uns et les autres. Donc, la nouvelle proposition serait la suivante :

- Olivier LAVENKA, en tant que Président ;
- Jean-Marc CHANUSSOT, en tant que Vice-président ;
- membres : Thierry CERRI, Stéphane DEVAUCHELLE, Denis JULLEMIER, Nolwenn LE BOUTER, Béatrice RUCHETON, Laurent GAUTIER, Mathieu VISKOVIC et Julie GOBERT.

Donc, nous passons à un vote ? Qui est contre ? Abstention ? Merci.

N° 0/03 – Représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de divers organismes

M. LE PRÉSIDENT. Alors, au niveau des différents organismes, je pense que vous avez eu, les uns et autres, l'ensemble des informations concernant ces commissions. Soit je les cite une par une. Soit, si vous en êtes d'accord, on fait un vote global pour l'ensemble des

représentations de Mathieu au sein de ces commissions, étant entendu, encore une fois, je le précise, que tout ceci a été vu en amont avec les uns et les autres et, notamment, le premier concerné. Donc y a-t-il des remarques ? Non ? Qui est contre ? Abstention ? Merci.

Donc, eh bien, la séance est terminée. Nous allons passer maintenant à la Commission permanente. Je m'étais fixé dix heures et quart. Mais je m'attendais à un discours-fleuve de la part de Mathieu que nous n'avons pas eu. Donc, nous avons gagné du temps. Tout ceci commence très bien. Allez, nous passons à la Commission permanente.

Fin de la séance à 10 h 08.

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/02

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_002H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-0/02**

OBJET : Décisions prises par le Président du Conseil départemental entre le 16 février et le 30 avril 2025.

Conformément au Code Général des Collectivités, le Président du Conseil départemental doit régulièrement rendre compte des décisions qu'il a prises dans le cadre des compétences que le Conseil départemental lui a déléguées.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans ses articles L. 1618-2, L. 3121-22, L. 3122-5, L. 3211-2, L. 3221-10-1, L. 3221-11, L. 3221-12 et L. 3221-12-1,

VU la loi n° 2009-526 en date du 12 mai 2009 portant simplification et clarification du droit d'allégement des procédures et notamment son article 82-2,

VU la délibération du Conseil départemental n° 0/05 en date du 1er juillet 2021 relative à la délégation de compétences au Président du Conseil départemental (Actions contentieuses – Dispositions générales – Marchés publics – Droit de préemption – FSL),

VU la délibération du Conseil départemental n° 0/06 en date du 1er juillet 2021 relative à la délégation de compétences au Président du Conseil départemental en matière d'emprunts, de réaménagements de dette, d'instruments de couverture du risque financier et d'instruments de gestion de la trésorerie,

VU la délibération du Conseil départemental n° 0/07 en date du 1er juillet 2021 relative à la délégation de compétences au Président du Conseil départemental en matière de placements,

CONSIDERANT que le Conseil départemental doit être tenu informé par un récapitulatif régulier des décisions prises par le Président dans le cadre de ses délégations susvisées,
VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/02

PREND ACTE

Du récapitulatif des décisions prises par le Président du Conseil départemental du 16 février au 30 avril 2025, tel que joint en annexe à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/02

Mme Véronique PASQUIER

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Vincent PAUL-PETIT a donné pouvoir à Mme VEAU Véronique

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/02

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_002H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Période : du 16 février au 30 avril 2025

DISPOSITIONS GENERALES :

Numéro	Objet
DÉCISION n°2025/018/DGAE/DAC	Renouvellement de l'adhésion du Département de Seine-et-Marne à l'Association Culture-Co.
DÉCISION n° 2025-019-DGAS-DIHCS	Approbation de la convention de gestion financière et comptable du Fonds de Solidarité Logement (F.S.L.) pour la période du 1er mai au 31 décembre 2025
DÉCISION n° 2025-020-DGAE-DCEJ	Mise à disposition de locaux au sein du collège Lelorgne de Savigny à Provins.
DÉCISION n° 2025-021-DGAR-DAPAJ	Convention de sous-occupation de la Maison du TZEN 2 situé 16 rue Saint Etienne à Melun, pour les besoins d'information des Melunais et riverains du projet TZEN 2.
DÉCISION n° 2025-022-DGAR-DMGS	Vente d'un véhicule et de deux vélos électriques du Département
DÉCISION n° 2025/023/DGAE/DAD	Prêt à la Ville de Meaux pour le Musée Bossuet d'un document d'archives original conservé dans les collections des Archives départementales dans le cadre d'une exposition temporaire
DÉCISION n° 2025/024/DGAA/DEEA	Préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles d'un bien immeuble situé à Moret-Loing-et-Orvanne, propriété de Monsieur Jean-Christophe NICOLAS
DÉCISION n° 2025/025/DGAE/DAC	Contrat de prêt d'œuvres entre le Département de Seine-et-Marne et la Société d'Histoire et d'Archéologie de Lagny et environs (SHALE) dans le cadre de l'exposition temporaire « Pouvoir et métal ; l'âge du Bronze en Île-de-France » organisée par le musée de la Préhistoire d'Île-de-France du 5 avril au 30 décembre 2025.
DÉCISION n° 2025/026/DGAE/DAC	Contrat de prêt d'œuvre entre le Département de Seine-et-Marne et la ville Provins, service des Patrimoines dans le cadre de l'exposition temporaire « Pouvoir et métal ; l'âge du Bronze en Île-de-France » organisée par le musée de la Préhistoire d'Île-de-France, qui se tiendra du 5 avril au 30 décembre 2025
DÉCISION n° 2025/027/DGAE/DAC	Convention de prêt d'œuvres entre le Département de Seine-et-Marne et Madame Nina Ferrer-Gleize dans le cadre de l'exposition « 100 œuvres pour le climat », organisée par Le musée départemental des peintres de Barbizon du 22 mars au 14 juillet 2025

DÉCISION n° 2025/028/DGAE/DAC	Révision de tarifs d'ouvrages et d'articles mis en vente au sein des boutiques des équipements culturels départementaux
DÉCISION n° 2025/029/DGAE/DAC	Convention d'utilisation de la chapelle de Barbizon pour un concert, organisé par le musée départemental des peintres de Barbizon le 15 mars 2025.
DÉCISION n° 2025/030/DGAE/DAC	Ré-informatisation de la Médiathèque départementale : acquisition d'un nouveau SIGB
DÉCISION n° 2025/031/DGAA/DT	Renouvellement de l'adhésion du Département à AGIR Transport.
DÉCISION n° 2025/032/DGAR/DAPAJ	Décision d'ester en justice – Défense des intérêts du Département dans l'instance n° 2302803 introduite par Madame T. devant le Tribunal administratif de Melun
DÉCISION n° 2025/033/DGAR/DAPAJ	Décision d'ester en justice – Défense des intérêts du Département dans l'instance n° 2303211 introduite par Madame T. devant le Tribunal administratif de Melun
DÉCISION n° 2025/034/DGAE/DAC	Contrat de prêt d'œuvre entre le Département de Seine-et-Marne et l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie dans le cadre de l'exposition temporaire « Charbon for ever » autour de l'opération « 100 œuvres qui racontent le climat », organisée par le musée de la Seine-et-Marne, qui se tiendra du 23 mars au 14 juillet 2025.
DÉCISION n° 2025/035/DGAE/DAC	Contrat de prêt d'œuvres entre le Département de Seine-et-Marne et l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie dans le cadre de l'exposition temporaire « Entre fleuve et fleurs » autour de l'opération « 100 œuvres qui racontent le climat », organisée par le musée Stéphane Mallarmé, qui se tiendra du 2 mai au 14 juillet 2025.
DÉCISION n° 2025/036/DGAE/DAC	Contrat de prêt d'œuvres entre le Département de Seine-et-Marne et l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie, dans le cadre de l'exposition temporaire autour de l'opération « 100 œuvres qui racontent le climat » organisée par le musée des Peintres de Barbizon, qui se tiendra du 22 mars au 14 juillet 2025.
DÉCISION n° 2025/037/DGAE/DAC	Contrat de prêt d'œuvres entre le Département de Seine-et-Marne et l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie dans le cadre de l'exposition temporaire « Entre fleuve et fleurs » organisée par le musée Stéphane Mallarmé, qui se tiendra du 2 mai au 14 juillet 2025.
DÉCISION n° 2025/038/DGAE/DAC	Convention de prêts d'œuvres entre le Département de Seine-et-Marne et Madame Anne-Lise Broyer dans le cadre de l'exposition temporaire « Entre fleuve et fleurs » organisée par le musée départemental Stéphane Mallarmé du 2 mai au 14 juillet 2025
DÉCISION n° 2025/039/DGAE/DAC	Convention de prêt d'œuvre entre le Département de Seine-et-Marne et Madame Françoise ROUART dans le cadre de l'exposition temporaire « Entre fleuve et fleurs » organisée par le musée départemental Stéphane Mallarmé du 2 mai au 14 juillet 2025.

DÉCISION n° 2025/040/DGAS/DIHCS	Approbation de conventions de partenariat avec les bailleurs sociaux
DÉCISION n° 2025/041/DGAS/DPEF	Déclaration d'appel du Département d'une décision de placement à l'aide sociale à l'enfance
DÉCISION n° 2025/042/DGAS/DA	Introduction d'une requête tendant à ce que soit judiciairement fixé le montant de la contribution financière d'un obligé alimentaire (Dossier n°0287952)
DÉCISION n° 2025/043/DGAS/DA	Introduction d'une requête tendant à ce que soit judiciairement fixé le montant de la contribution financière d'un obligé alimentaire (Dossier n°0219267)
DÉCISION n° 2025/044/DGAS/DA	Introduction d'une requête tendant à ce que soit judiciairement fixé le montant de la contribution financière d'un obligé alimentaire (Dossier n°0283494)
DÉCISION n° 2025/045/DGAE/DAC	Convention de prêts d'œuvres entre le Département de Seine-et-Marne et la Ville de Melun dans le cadre de l'exposition temporaire « Pouvoir et métal ; l'âge du Bronze en Île-de-France » organisée par le musée de la Préhistoire d'Île-de-France du 5 avril au 30 décembre 2025.
DÉCISION n° 2025/046/DGAE/DAC	Conditions générales de prêt d'objets archéologiques entre le Département de Seine-et-Marne et le Musée d'Archéologie Nationale (MAN) dans le cadre de l'exposition temporaire « Pouvoir et métal ; l'âge du Bronze en Île-de-France » organisée par le musée de la Préhistoire d'Île-de-France du 5 avril au 30 décembre 2025.
DÉCISION n° 2025/ 047/DGS/DF	Cession de l'emprunt n°A7524050 d'un capital de 30M€ de la Banque Postale à la Caisse Française de Financement Local
DÉCISION n° 2025/048/DGAE/DAC	Vente d'un nouvel ouvrage pour l'ensemble des équipements culturels départementaux,
DÉCISION n° 2025/049/DGAS/DA	Introduction d'une requête tendant à ce que soit judiciairement fixé le montant de la contribution financière d'un obligé alimentaire (Dossier n°0277334)
DÉCISION n° 2025/050/DGAE/DAC	Convention de prêt d'œuvres entre le Département de Seine-et-Marne et la Chancellerie des universités de Paris dans le cadre de l'exposition temporaire « Entre fleuve et fleurs » organisée par le musée départemental Stéphane Mallarmé du 2 mai au 14 juillet 2025.
DÉCISION n° 2025/051/DGAE/DAC	Tarification de nouveaux articles et révision de tarifs d'ouvrages pour l'ensemble des équipements culturels départementaux
DÉCISION n° 2025/052/DGAE/DAC	Vente de nouveaux articles et révision des prix pour l'ensemble des équipements culturels départementaux

DÉCISION n° 2025/054/DGAE/DAC	Convention avec le lycée George Sand en vue du prêt d'œuvres originales du peintre Charles GOLDSTEIN
DÉCISION n° 2025/055/DGAE/DAC	Convention avec le collège des Remparts et Charles GOLDSTEIN en vue du prêt d'œuvres originales du peintre Charles GOLDSTEIN
DÉCISION n° 2025/056/DGAE/DAC	Convention de mise à disposition gracieuse de la Maison-Atelier Rousseau entre le Département de Seine-et-Marne et la Commune de Barbizon
DÉCISION n° 2025/057/DGAS/DPEF	Déclaration d'appel du Département d'une décision de placement à l'aide sociale à l'enfance (jugement D23/0058)
DÉCISION n° 2025/058/DGAE/DAC/SDLP	Demande de subvention - Réalisation d'un CDI-médiathèque au sein du collège Les Tournelles à Villiers-Sant-Georges
DÉCISION n° 2025/059/DGAE/DAC	Vente de nouveaux articles pour l'ensemble des équipements culturels départementaux
DÉCISION n° 2025/060/DGAE/DS	Convention de mise à disposition de matériel spécifique para-sport en faveur des comités départementaux handisport et sport adapté
DÉCISION n° 2025/061/DGAS/DPEF	Déclaration d'appel du Département d'une décision de placement à l'aide sociale à l'enfance (jugement D24/0251)
DÉCISION n°2025/062/DGAS/DIHCS	Approbation de la convention partenariale 2025 – Fonds de solidarité Logement (FSL) dotation et gestion du fonds « travaux »
DÉCISION n°2025/063/DGAS/DIHCS	Approbation de convention 2025 de partenariat avec la CAF
DÉCISION n°2025/064/DGAS/DA	Introduction d'une requête tendant à ce que soit judiciairement fixé le montant de la contribution financière d'un obligé alimentaire (Dossier n°0277446)
DÉCISION n°2025/065/DGAE/DCEJ	Mise à disposition de locaux au sein du collège Jacques-Yves Cousteau.
DÉCISION n°2025/066/DGS/DF	Contractualisation d'une ligne de trésorerie de 50 000 000 € auprès du Crédit Mutuel
DÉCISION n°2025/067/DGS/DF	Réalisation d'un Contrat de Prêt Secteur Public Local d'un montant total de 50 000 000 € auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour le financement sur index livret A des travaux d'infrastructure du Tzen

DÉCISION n°2025/068/DGS/DF	Souscription d'un contrat de prêt d'un montant total de 50 000 000 € auprès de la Banque Postale pour le financement des opérations d'investissement 2025
DÉCISION n°2025/069/DGS/DF	Mise à jour de la documentation financière du Département de Seine-et-Marne- 2024
DÉCISION n°2025/070/DGS/DF	Mise à jour du programme Euro Medium Term Note (EMTN) du Département de Seine-et-Marne
DÉCISION n°2025/071/DGAE/DAC	Vente de nouveaux articles et ouvrages pour l'ensemble des équipements culturels départementaux
DÉCISION n°2025/072/DGS/DF	Réalisation d'une émission de titres obligataires pour un montant total de 25 000 000 € avec HSBC en qualité de placeur
DÉCISION n°2025/073/DGAS/DIHCS	Approbation des conventions relatives à la participation financière de la régie de Mitry-Mory au F.S.L.
DÉCISION n°2025/074/DGAE/DAC	Convention entre le Département de Seine-et-Marne et la commune de Montereau-Fault-Yonne relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur l'emprise des travaux de confortement dans l'église Notre-Dame-et-Saint-Loup
DÉCISION n°2025/075/DGS/DF	Souscription d'un contrat de prêt d'un montant total de 20 000 000 € auprès d'ARKEA pour le financement des opérations d'investissement 2025
DÉCISION n°2025/076/DGAE/DAC	Convention de prêt d'œuvre entre le Département de Seine-et-Marne et Monsieur Jean-Claude Poinsignon dans le cadre de l'exposition temporaire « Entre fleuve et fleurs » organisée par le musée départemental Stéphane Mallarmé du 2 mai au 14 juillet 2025.
DÉCISION n°2025/077/DGS/DF	Modification de l'acte constitutif de la régie de recettes et d'avances auprès du Musée de la Seine-et-Marne
DÉCISION n°2025/078/DGS/DF	Modification de l'acte constitutif de la régie de recettes et d'avances auprès du Musée de la Préhistoire d'Ile-de-France
DÉCISION n°2025/079/DGS/DF	Modification de l'acte constitutif de la régie de recettes et d'avances auprès du Musée Stéphane MALLARMÉ.
DÉCISION n°2025/080/DGS/DF	Modification de l'acte constitutif de la régie de d'avance et de recettes auprès du Jardin-Musée Départemental Bourdelle.

DÉCISION n°2025/081/DGS/DF	Modification de l'acte constitutif de la régie de recettes et d'avances auprès du Château de Blandy-les-Tours.
DÉCISION n°2025/082/DGS/DF	Modification de l'acte constitutif de la régie de recettes et d'avances auprès du Musée Départemental des peintres de Barbizon.
DÉCISION n°2025/083/DGS/DF	Souscription d'un contrat de prêt d'un montant total de 30 000 000 € auprès du Crédit Agricole CIB pour le financement des opérations d'investissement 2025
DÉCISION n°2025/083/DGAS/DPMIPS-INT	Cession à l'euro symbolique de la propriété d'une cabine de télémédecine à la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie
DÉCISION n°2025/084/DGAE/DAC	Renouvellement de l'adhésion du Département à l'Association des Bibliothécaires de France (ABF)
DÉCISION n°2025/085/DGAE/DAC	Renouvellement de l'adhésion du Département de Seine-et-Marne à la Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture (FNCC)
DÉCISION n°2025/085/DGAS/DPMIPS-INT	Cession à l'euro symbolique de la propriété d'une cabine de télémédecine à la Communauté de Communes de la Brie Nangissienne
DÉCISION n°2025/086/DGAE/DAC	Renouvellement de l'adhésion du Département à l'Association Planète Sciences
DÉCISION n°2025/086/DGAS/DPMIPS-INT	Cession de la propriété à l'euro symbolique d'une cabine de télémédecine à la Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux
DÉCISION n°2025/087/DGAE/DAC	Renouvellement de l'adhésion du Département à l'Association Images en Bibliothèques
DÉCISION n°2025/087/DGAS/DPMIPS-INT	Cession à l'euro symbolique de la propriété d'une cabine de télémédecine à la Communauté de Communes Moret Seine-et-Loing
DÉCISION n°2025/088/DGAE/DAC	Renouvellement de l'adhésion du Département à l'Association pour la Coopération des professionnels de l'Informations Musicale (ACIM)
DÉCISION n°2025/088/DGAS/DPMIPS-INT	Cession à l'euro symbolique de la propriété d'une cabine de télémédecine à la Communauté de Communes de l'Orée de la Brie
DÉCISION n°2025/089/DGAE/DAC-SDLP	Renouvellement de l'adhésion du Département à l'Association A Fond la Science

DÉCISION n°2025/089/DGAS/DPMIPS-INT	Cession à l'euro symbolique de la propriété d'une cabine de télémédecine à la Communauté de Communes du Pays de Nemours
DÉCISION n°2025/094/DGAE/DAC	Vente de nouveaux articles pour l'ensemble des équipements culturels départementaux,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/03

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_003H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-0/03**

OBJET : Décisions prises par le Président du Conseil départemental en matière de marchés publics – Information sur les marchés et avenants notifiés entre le 12 mars et le 29 avril 2025

Il est proposé un compte rendu de l'exercice de la compétence déléguée au Président du Conseil départemental en matière de marchés publics, conformément aux dispositions du Code général des Collectivités territoriales.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la loi n° 2009-526 en date du 12 mai 2009 portant simplification et clarification du droit et d'allègement des procédures et notamment son article 82-2,

VU la délibération du Conseil départemental n° 0/05 du 1er juillet 2021 portant délégation de compétences au Président du Conseil départemental dans le cadre des Actions contentieuses - Dispositions générales – Marchés publics - Droit de préemption - FSL des articles susvisés du Code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT que le Conseil départemental doit être tenu informé par un récapitulatif régulier des décisions prises par le Président dans le cadre de ses délégations susvisées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/03

PREND ACTE

du récapitulatif des décisions prises par le Président du Conseil départemental entre le 12 mars et le 29 avril 2025 en matière de marchés publics, tel que joint en annexe à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Brice RABASTE

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/03

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Vincent PAUL-PETIT a donné pouvoir à Mme VEAU Véronique

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
Publication n°94 - Délibérations du Conseil départemental du 20 juin 2025
077-227700010-20250620-D250620_003H1-DE

TABLEAU DES MARCHÉS NOTIFIÉS

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Direction	Objet du marché	Numéro de lot	Nom du lot	Date de notification du marché	Nature du marché (services, travaux, fournitures, presta. Intellectuelles, maitrise d'œuvre)	Type de marché (ordinaire = forfaitaire; accord cadre à bons de commande; marché à tranches)	Mode de passation (AO, MAPA, M. négocié, accord-cadre…)	Montant du marché en € HT (à modifier notamment si BC mini, maxi ou ss mini/maxi)	Durée / Nombre et type de reconduction	Nom de l'entreprise	Code postal de l'entreprise	Bureau distributeur de l'entreprise	Date de la CAO
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	MGP relatif à l'extension et la réhabilitation du bâtiment des archives départementales à Dammarie-les-Lys	-	-	12/03/2025	Travaux	Ordinaire à prix forfaitaire	Procédure avec négociation	25 358 980,73 €	98 mois	DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION	57950	MONTIGNY LES METZ	12/12/2024
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Marché subséquent à l'accord cadre n°2024-ABC26 pour l'implantation temporaire d'une structure modulaire au collège George Sand à Mouroux	-	-	12/03/2025	Fournitures et services	Marché subséquent	AOO	TF: 580 980,76 € TO1: 322 320,00€ TO2: 111 522,49€ TO3: 40 150,14€ TO4: 60 358,61€ TO5: 26 160,00€	Jusqu'à l'exécution complète des tranches affermies	ALGECO	77255	BRIE COMTE ROBERT	12/02/2025
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	AMO Economiste pour la démolition-reconstruction du collège George Sand à Mouroux	-	-	14/03/2025	prestations intellectuelles	ordinaire à prix forfaitaire	MAPA	48 020,00 €HT (TF+TO)	La durée du marché débute à la date de notification au titulaire et s'achèvera à la validation du livrable de la phase 4-e.	BERIM	75020	PARIS	-
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	AMO Economiste pour la Construction d'un collège neuf à Thorigny-sur-Marne	-	-	14/03/2025	prestations intellectuelles	ordinaire à prix forfaitaire	MAPA	45 360,00€HT (TF+TO)	La durée du marché débute à la date de notification au titulaire et s'achèvera à la validation du livrable de la phase 4-e.	BERIM	75020	PARIS	-
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Contôle périodiques obligatoires des installations techniques des collèges et autres sites départementaux	1	Zone Nord de Seine-et-Marne	21/03/2025	Prestation intellectuelles	Accord cadre à bon de commande	AOO	Montant maximum : 500 000 €HT / an	de la notification au 31 décembre 2025 puis reconductible 3 fois.	DEKRA INDUSTRIAL	92357	LE PLESSIS ROBINSON	23/01/2025
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Contrôle périodique obligatoires des installations techniques des collèges autres sites départementaux	2	Zone Sud de Seine-et-Marne	23/03/2025	prestations intellectuelles	Accord cadre à bon de commande	AOO	Montant maximum : 500 000 €HT / an	de la notification au 31 décembre 2025 puis reconductible 3 fois.	APAVE EXPOITATION FRANCE	92400	COURBEVOIE	23/01/2025
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Mission de certification « HQE Bâtiment Durable » dans le cadre de la construction d'un foyer de l'enfance et d'une Maison des Assistants Maternels, Assistants Familiaux et Auxiliaires Parentaux dite «MAMAFAP» à Provins	-	-	02/04/2025	Prestation intellectuelles	Ordinaire à prix forfaitaire	M négocié sans publicité ni mise en concurrence	23 900,00 €	6 ans	CERTIVEA	75016	PARIS	-
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	MGP pour la rénovation énergétique de 36 sites du patrimoine du Département	-	-	03/04/2025	Travaux	Ordinaire à prix forfaitaire	Dialogue compétitif	31841780,49 € TTC	Jusqu'au 31/08/2035	CRAM	76600	LE HAVRE	09/01/2025
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Réalisation de relevés topographiques et plans masse dans le cadre de la refonte de la base de données des plans suite à la cyberattaque Lot 1: Relevés topographiques et plans masse des collèges	1	Relevés topographiques et plans masse des collèges	18/04/2025	Fournitures et services	ordinaire à prix forfaitaire	AOO	163 830,72 €	8 mois	ATGT	91280	SAINT PIERRE DU PERRAY	20/03/2025
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Réalisation de relevés topographiques et plans masse dans le cadre de la refonte de la base de données des plans suite à la cyberattaque Lot 2: Relevés topographiques et plans masse des autres bâtiments départementaux	2	Relevés topographiques et plans masse des autres bâtiments départementaux	18/04/2025	Fournitures et services	ordinaire à prix forfaitaire	AOO	119 668,00 €	8 mois	GEOSAT	75014	PARIS	20/03/2025
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Assistance à Maîtrise d'Ouvrage écologue Dans le cadre de la démolition et reconstruction totale du collège Louis Aragon à Torcy RELANCE	-	-	25/04/2025	prestations intellectuelles	Ordinaire à prix forfaitaire	MAPA	29 112,50 €	de la notification à l'expiration de la phase 3	EGIS STRUCTURES ET ENVIRONNEMENT	78286	SAINT QUENTIN EN YVELINES	-
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Marché subsequent à rachat de matériels au collège Henri Dunant à Meaux	-	-	29/04/2025	Fourniture et services	Marché subséquent	sans pub ni mise en concurrence	123 321,00 €	de la notification jusqu'au transfert de propriété	ALGECO	77255	BRIE COMTE ROBERT	-
Direction des routes	Sondages, reconnaissances de sols et études géotechniques en vue du dimensionnement des infrastructures routières départementales	1	ARD de Coulommiers, Meaux/Villenoy et Melun/Vert-Saint-Denis	01/04/2025	Prestations Intellectuelles	prix unitaires	AOO	Montant minimum annuel : 30 000,00 € Montant maximum annuel : 1 000 000,00 €	1 an reconductible 3 fois par tacite reconduction	GINGER CEBTP S.A.S.U.	51350	CORMONTREUIL	12/02/2025
Direction des routes	Sondages, reconnaissances de sols et études géotechniques en vue du dimensionnement des infrastructures routières départementales	2	ARD de Moret/Veneux, Provins et la Sous-Direction des Grandes Opérations	01/04/2025	Prestations Intellectuelles	prix unitaires	AOO	Montant minimum annuel : 30 000,00 € Montant maximum annuel : 1 000 000,00 €	1 an reconductible 3 fois par tacite reconduction	GINGER CEBTP	77185	LOGNES	12/02/2025
Direction des routes	Prestations topographiques et foncières en phase études ou travaux - lot 1 - RELANCE	1	ARD de Meaux / Villenoy	16/04/2025	Services	prix unitaires	AOO	Sans montant minimum et montant maximum annuel : 400 000,00 €	1 an reconductible 3 fois par tacite reconduction	SAS Cabinet KERGUEN - MANDROIT	77200	TORCY	06/03/2025
Direction des routes	Prestations topographiques et foncières en phase études ou travaux - lot 2 - RELANCE	2	ARD de Melun Vert saint Denis et Moret Veneux	16/04/2025	Services	prix unitaires	AOO	Sans montant minimum et montant maximum annuel : 400 000,00 €	1 an reconductible 3 fois par tacite reconduction	GETAM SAS - GEOMEXPERT (mandataire) /SCOP GEFA	77797	NEMOURS	06/03/2025
Direction des routes	Prestations topographiques et foncières en phase études ou travaux - lot 3 - RELANCE	3	ARD de Coulommiers et Provins	16/04/2025	Services	prix unitaires	AOO	Sans montant minimum et montant maximum annuel : 400 000,00 €	1 an reconductible 3 fois par tacite reconduction	SAS Cabinet KERGUEN - MANDROIT	77200	TORCY	06/03/2025
Direction des moyens généraux et de la sécurité	Nettoyage des locaux et des surfaces vitrées des bâtiments départementaux	3	Secteur 3 : PROVINS (est) = Marché subséquent n° 3 : Foyer Provins	15/04/2025	Service	accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents	AOO	Prix forfaitaire annuel ajouté : 2 340 € HT	à date de notification jusqu'au 31 mars 2025 et tacitement reconductible 3 fois par période de 12 mois, à compter du 1er avril de chaque année de reconduction.	SAMSIC 1	35510	CESSON SEVIGNE	-

TABLEAU DES MARCHÉS NOTIFIÉS

Direction	Objet du marché	Numéro de lot	Nom du lot	Date de notification du marché	Nature du marché (services, travaux, fournitures, presta. Intellectuelles, maitrise d'œuvre)	Type de marché (ordinaire = forfaitaire; accord cadre à bons de commande; marché à tranches)	Mode de passation (AO, MAPA, M. négocié, accord-cadre…)	Montant du marché en € HT (à modifier notamment si BC mini, maxi ou ss mini/maxi)	Durée / Nombre et type de reconduction	Nom de l'entreprise	Code postal de l'entreprise	Bureau distributeur de l'entreprise	Date de la CAO
Direction des systèmes d'information et du numérique	Maintenance CAR FLEET	-	-	28/04/2025	Service	accord-cadre à bons de commande	Marché sans publicité ni mise en concurrence	Montant minimum : 0 € HT Montant maximum : 50 000 € HT	1 an renouvelable 3 fois	GAC TECHNOLOGY	69009	LYON	-
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Fourniture, la livraison, l'installation et la mise en service de matériels de laverie	-	-	03/03/2025	Fournitures/services	Accord-cadre à bon de commande	AOO	2 200 000 € sur 4 ans soit 550 000 € /an	1 an reconductible 3 fois	COMPAGNIE HOBART	77183	CROISSY BEAUBOURG	23/01/2025
Direction des moyens généraux et de la sécurité	Prestations de traiteur	1	Repas chauds uniquement sur l'agglomération melunaise	13/03/2025	Service	Accord-cadre à bon de commande	MAPA Services spécifiques	Montant minimum : 10 000 €HT /annuel Montant maximum : 100 000 € HT / annuel	12 mois à compter de la date de notification, reconductible tacitement 3 fois par période de 12 mois	LE PETIT GOURMET TRAITEUR	77220	TOURNAN EN BRIE	12/02/2005
Direction des moyens généraux et de la sécurité	Prestations de traiteur	2	Cocktails et réceptions d'accueil sur l'ensemble du Département	14/03/2025	Service	Accord-cadre à bon de commande	MAPA Services spécifiques	Montant minimum : 50 000 €HT /annuel Montant maximum : 200 000 € HT / annuel	12 mois à compter de la date de notification, reconductible tacitement 3 fois par période de 12 mois	CUSAC	77240	CESSON	12/02/2025
Direction des moyens généraux et de la sécurité	Prestations de traiteur	3	Buffets sur l'ensemble du Département et plateaux-repas uniquement sur l'agglomération melunaise	14/03/2025	Service	Accord-cadre à bon de commande	MAPA Services spécifiques	Montant minimum : 10 000 €HT /annuel Montant maximum : 40 000 € HT / annuel	12 mois à compter de la date de notification, reconductible tacitement 3 fois par période de 12 mois	CUSAC	77240	CESSON	12/02/2025
Direction de la protection maternelle et infantile et de la promotion de la santé	Fourniture et livraison de jeux, jouets et activités manuelles	1	Jeux de société et livres	09/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bon de commande	AOO	Montant maximum annuel 17 000 € HT	1 an reconductible 3 fois	DIDACTO	94400	VITRY SUR SEINE	06/03/2025
Direction de la protection maternelle et infantile et de la promotion de la santé	Fourniture et livraison de jeux, jouets et activités manuelles	2	Jouets 0 – 2 ans	09/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bon de commande	AOO	Montant maximum annuel 20 000€ HT	1 an reconductible 3 fois	LACOSTE DACTYL BUREAU & ECOLE	84250	LE THOR	06/03/2025
Direction de la protection maternelle et infantile et de la promotion de la santé	Fourniture et livraison de jeux, jouets et activités manuelles	3	Jouets 3 – 6 ans	09/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bon de commande	AOO	Montant maximum annuel 20 000€ HT	1 an reconductible 3 fois	LACOSTE DACTYL BUREAU & ECOLE	84250	LE THOR	06/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	1	Légumes et fruits biologiques 1ère et 4ème gamme coopératifs	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 12 000 000 € HT	2 ans reconductible 2 fois 12 mois	COOPERATIVE BIO ILE DE France	77380	COMBS LA VILLE	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	3	Légumes et fruits 1ère et 4ème gamme – marché réservé	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 900 000 € HT	2 ans reconductible 2 fois 12 mois	ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PARENTS ET AMIS DE PERSONNES HANDICAPEES MENTALES DE SEINE-ET-MARNE DITE ADAPEI 77 (ADAPEI 77)	77480	BRAY SUR SEINE	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	4	Légumes et fruits conventionnels 1ère, 4ème et 5ème gamme conventionnels et labellisés négoces	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 8 000 000 € HT	1 an reconductible 3 fois 12 mois	POMONA TERREAZUR IDF WISSOUS	91320	WISSOUS	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	5	Viandes bovine et ovine à l'équilibre races à viande	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 4 800 000 € HT	2 ans reconductible 2 fois 12 mois	SAS HUGUIER	10230	MAILLY LE CAMP	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	6	Viande porcine à l'équilibre et charcuterie assimilée	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 750 000 € HT	2 ans reconductible 2 fois 12 mois	ETS LUCIEN	60000	ALLONNE	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	7	Viande bovine à l'équilibre races à viande et missions éducations rattachées	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 100 000 € HT	2 ans reconductible 2 fois 12 mois	ETS LUCIEN	60000	ALLONNE	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	8	Viande ovine à l'équilibre race à viande et missions éducations rattachées	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 120 000 € HT	2 ans reconductible 2 fois 12 mois	ETS LUCIEN	60000	ALLONNE	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	10	Viandes porcine, ovine, bovine à la pièce et charcuterie - races à viande fraîches et cuites conventionnelles et labellisées	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 8 000 000 € HT	1 an reconductible 3 fois 12 mois	SAS HUGUIER	10230	MAILLY LE CAMP	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	11	Viandes volailles et produits transformés assimilés conventionnels et labellisés coopératifs et négoces	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 7 000 000 € HT	1 an reconductible 3 fois 12 mois	BOURDICAUD	51310	ESTERNAY	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	12	Produits laitiers, crémerie, fromagerie, ovoproduits conventionnels et labellisés coopératifs	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 5 000 000 € HT	2 ans reconductible 2 fois 12 mois	SAS GUILLOT-JOUANI	93290	TREMBLAY EN FRANCE	26/03/2025

TABLEAU DES MARCHÉS NOTIFIÉS

Direction	Objet du marché	Numéro de lot	Nom du lot	Date de notification du marché	Nature du marché (services, travaux, fournitures, presta. Intellectuelles, maitrise d'œuvre)	Type de marché (ordinaire = forfaitaire; accord cadre à bons de commande; marché à tranches)	Mode de passation (AO, MAPA, M. négocié, accord-cadre…)	Montant du marché en € HT (à modifier notamment si BC mini, maxi ou ss mini/maxi)	Durée / Nombre et type de reconduction	Nom de l'entreprise	Code postal de l'entreprise	Bureau distributeur de l'entreprise	Date de la CAO
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	13	Produits laitiers, crémerie, fromagerie, ovoproduits conventionnels et labellisés biologiques négoces	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 7 000 000 € HT	1 an reconductible 3 fois 12 mois	POMONA	92160	ANTONY	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	14	Poissons frais et surgelés issus de la pêche côtière et grand large – pêche durable	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 4 500 000 € HT	2 ans reconductible 2 fois 12 mois	ROUEN MAREE	76000	ROUEN	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	15	Poissons frais et surgelés conventionnels négoces	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 3 000 000 € HT	1 an reconductible 3 fois 12 mois	POMONA	92160	ANTONY	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	16	Epicerie biologique coopérative	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 5 000 000 € HT	2 ans reconductible 2 fois 12 mois	COOPERATIVE BIO ILE DE France	77380	COMBS LA VILLE	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	17	Pâtes fermières secteur n°1	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 700 000 € HT	2 ans reconductible 2 fois 12 mois	EARL DU PAVE CERCLE VERT	77910 95260	VARREDDES BEUAMONT SUR OISE	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	18	Pâtes fermières secteur n°2	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 1 000 000 € HT	2 ans reconductible 2 fois 12 mois	EARL DE L'ECHELLE EARL DU PAVE	77610 77910	MARLES EN BRIE VARREDDES	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	21	Pâtes fermières secteur n°5	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 750 000 € HT	2 ans reconductible 2 fois 12 mois	EARL DE L'ECHELLE LEGESNE	77610 77141	MARLES EN BRIE VAUDOY EN BRIE	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	22	Pâtes fermières secteur n°6	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 800 000 € HT	2 ans reconductible 2 fois 12 mois	CERCLE VERT LEGESNE	95260 77141	BEAUMONT SUR OISE VAUDOY EN BRIE	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	23	Légumineuses fermières	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 2 000 000 € HT	2 ans reconductible 2 fois 12 mois	POMONA EPISAVEURS	91781	WISSOUS	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	24	Produits céréaliers biologiques surgelés fermiers	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 1 600 000 € HT	2 ans reconductible 2 fois 12 mois	BIOFINESSE	31200	TOULOUSE	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	25	Epicerie conventionnelle et labellisée négoce	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 20 000 000 € HT	1 an reconductible 3 fois 12 mois	CERCLE VERT	95260	BEAUMONT SUR OISE	26/03/2025
Direction des collèges, de l'éducation et de la jeunesse	Denrées alimentaires	26	Surgelés conventionnels et labellisés négoces	29/04/2025	Fournitures	Accord-cadre à bons de commandes	AOO	Sans montant minimum et montant maximum 14 000 000 € HT	1 an reconductible 3 fois 12 mois	SURGELES DISVAL	45110	CHATEAUNEUF SUR LOIRE	26/03/2025

TABLEAU DES AVENANTS NOTIFIÉS

Direction	Objet du marché/lot	Numéro de l'avenant	Objet de l'avenant	Mode de passation du marché	Date de notification de l'avenant	Montant de l'avenant (en € HT)	Titulaire	Date de la CAO
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Maîtrise d'œuvre concernant la réhabilitation partielle et l'extension du collège "Le Montois" à Donnemarie-Dontilly	5	Prise en compte de l'augmentation de la durée du chantier de 10 mois supplémentaires qui impacte la mission DET et la réalisation d'études relative à l'intégration des modifications programmatiques demandées par le Maître d'ouvrage en cours de chantier	AOR	18/03/2025	71 253,82 €	Mandataire : RIFF Architectures Co-traitants : BERIM / AGI2D / BBN Conseils / Pierre PASQUINI	06/03/25
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Travaux de mise en accessibilité 6 collèges Lot 1 - Maçonnerie - Carrelage	1	Prise en compte de moins-value ainsi que l'ajout de prestations complémentaires liées à la prise en compte de modifications de programmes et ainsi que la prise en compte d'aléas de chantier	MAPA	21/03/2025	20 004,02 €	ACORUS	-
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Maîtrise d'œuvre relative à la construction d'un collège à COUBERT	3	Prise en compte des travaux complémentaires et de la prolongation de la durée des travaux de 9 mois supplémentaires	AOR	21/03/2025	241 639,75 €	Mandataire : RIFF Architectures Co-traitants : BERIM / AGI2D / Pierre PASQUINI	06/03/2025
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Travaux d'entretien et grosses réparations dans les collèges et autres bâtiments départementaux de seine-et-marne - CE11 Espaces verts- secteur 11 - lot 67	1	Prise en compte du transfert de l'accord-cadre de la société CHADEL à la société PARCS ET JARDINS FRASNIER située à Compans (77290). L'établissement référent pour les prestations de l'accord cadre est désormais situé à Chailly en Bière (77930) sous la dénomination sociale PARCS ET JARDINS FRASNIER (nom commercial : CHADEL-agence de Chailly en Bière).	AOO	21/03/2025	0 €	PARCS ET JARDIN FRASNIER (nom commercial : CHADEL)	-
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Marché public global de Performances (MPGP) pour la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance d'un collège à JOUY LE CHATEL	3	Prise en compte de travaux complémentaire en plus-value et en moins-value	AOR	08/04/2025	448 640,53 €	Mandataire: SYLVAMETAL Co-traitants: ARCHI 5 PROD / L'ATELIER DES FLUIDES / ESSOR INGENIERIE / ALMA CONSULTING / CAP HORN SOLUTIONS / BRUNIER	02/04/25
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Entretien et maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation de divers sites départementaux – lot n° 2 : secteur Nord	2	Suppression du site MDS de Coulommiers - Bâtiments A et B	AOO	15/04/2025	0 €	ENGIE ENERGIE SERVICES - ENGIE SOLUTIONS	-
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Entretien et maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation de divers sites départementaux – lot n° 4 : secteur Sud	4	Suppression du site CE Bray-sur-Seine et prise en compte dans le bordereau de prix unitaires (BPU) d'un nouveau poste CR Jaulnes	AOO	15/04/2025	0 €	ENGIE ENERGIE SERVICES - ENGIE SOLUTIONS	-
Direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges	Contrat de performance énergétique de services des bâtiments du Département de Seine-et-Marne Lot n° 1 : secteur Sud Seine-et-Marne	5	Prise en compte de prestations P2 et P3 en moins-value dues au retrait de l'ensemble des installations de chauffage, incluant les chaudières, brûleurs, pompes de charge au collège Arthur Rimbaud à Nemours	AOO	23/04/2025	-3 663 €	ENGIE ENERGIE SERVICES - ENGIE SOLUTIONS	-
Direction des routes	RD364 - Création de deux giratoires et d'un barreau routier sur les communes de Bailly Romainvilliers et Coutevroult	1	Prise en compte de 16 prix nouveaux et prolongation délai d'exécution des travaux	AOO	01/04/2025	200 916,33 €	WIAME VRD / WIAME TP / AGILIS	-
Direction des routes	Travaux de renforcement de la RN36 entre les carrefours de la RD636 et de la RD57 et d'aménagement du carrefour de la RD57 avec la RN36 en giratoire sur les communes de Crisenoy et Saint-Germain-Laxis - TRANCHE FERME	1	Prise en compte de 5 prix nouveaux	MAPA	01/04/2025	15 315,51 €	ROUTES ET CHANTIERS MODERNES	-
Direction des routes	RD231- communes de Chanteloup-en-Brie et Montévrain – Aménagement en faveur des transports en commun– TRANCHE OPTIONNELLE	2	Intégration de 5 prix nouveaux	MAPA	01/04/2025	Sans incidence financière	PIAN	-
Direction des routes	Liaison Meaux – Roissy - Barreau RN2xRN3 - Voie nouvelle – Tronçon RD212 x RN3-BLOC OUEST - Mission de maîtrise d'œuvre et d'architecture ouvrages d'art Communes de Compans, Gressy, Messy	2	Prise en compte de 3 prix nouveaux	AOO	16/04/2025	57 920,00 €	ARTELIA VILLE ET TRANSPORT (mandataire) / ARCHITECTURE NEEL	06/03/2025

TABLEAU DES AVENANTS NOTIFIÉS

Direction	Objet du marché/lot	Numéro de l'avenant	Objet de l'avenant	Mode de passation du marché	Date de notification de l'avenant	Montant de l'avenant (en € HT)	Titulaire	Date de la CAO
Direction des systèmes d'information et du numérique	Fourniture de périphériques audiovisuels et de prestations associées pour le Département de Seine-et-Marne	1	Prolongation de la durée de l'accord-cadre de six mois, soit jusqu'au 18 octobre 2025	AOO	19/03/2025	-	OCTALINO	-
Direction des moyens généraux et de la sécurité	Lot n°1 - Gardiennage et surveillance par moyens humains	1	Changement d'adresse et n° SIRET du siège social du titulaire	MAPA services spécifiques	19/03/2025	-	PANAME SECURITE	-
Direction des moyens généraux et de la sécurité - Direction des routes	Fourniture et livraison de matériel d'outillage, quincaillerie - lot 3 outillage général	2	Modification de l'annexe 3 de l'acte d'engagement - BPU afin de prendre en compte l'augmentation du taux de remise de 55 à 60 %	AOO	01/04/2025	-	AFDB	-
Direction des moyens généraux et de la sécurité - Direction des routes	Fourniture et livraison de matériel d'outillage, quincaillerie - lot 4 machines, outils et leurs accessoires	2	Modification de l'annexe 3 de l'acte d'engagement - BPU afin de prendre en compte l'augmentation du taux de remise de 55 à 60 %	AOO	01/04/2025	-	AFDB	-
Direction des moyens généraux et de la sécurité - Direction des routes	Fourniture et livraison de matériel d'outillage, quincaillerie - lot 7 équipements atelier, chantier et manutention	2	Modification de l'annexe 3 de l'acte d'engagement - BPU afin de prendre en compte l'augmentation du taux de remise de 55 à 60 %	AOO	01/04/2025	-	AFDB	-
Mutualisé : Direction des routes / Direction des ressources humaines	Fourniture et livraison de vêtements de travail et d'Equipements de protection individuelle pour les agents du Département - Lot n° 1 : Vêtements de travail (hors vêtements haute visibilité)	3	Prolongation de la durée de l'accord-cadre de 10 mois, soit jusqu'au 08/02/2026	AOO	01/04/2025	28 % : 37 956,79 €	DUPONT BEAUDEUX	20/03/2025
Mutualisé : Direction des routes / Direction des ressources humaines	Fourniture et livraison de vêtements de travail et d'Equipements de protection individuelle pour les agents du Département - Lot n° 2 : Vêtements de travail haute visibilité	4	Prolongation de la durée de l'accord-cadre de 10 mois, soit jusqu'au 08/02/2026	AOO	01/04/2025	28 % : 34 311,69 €	PIM LANGER BOURRIN (PLB)	20/03/2025
Mutualisé : Direction des routes / Direction des ressources humaines	Fourniture et livraison de vêtements de travail et d'Equipements de protection individuelle pour les agents du Département - Lot n° 3 : Equipements de Protection Individuelle	1	Prolongation de la durée de l'accord-cadre de 10 mois, soit jusqu'au 08/02/2026	AOO	01/04/2025	28 % : 80 801,85 €	PROLIANS DESCOURS & CABAUD	20/03/2025

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04A

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_004AH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-0/04A**

OBJET : Représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de divers organismes
Commission départementale de labellisation Village de caractère de Seine-et-Marne

En application des dispositions de l'article L. 3121-23 du Code général des Collectivités territoriales, le Conseil départemental procède à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans son article L. 3121-23 ;

VU la délibération n°6/01 du Conseil départemental du 14 juin 2019 relative à la modification des critères applicables au label « Village de caractère de Seine-et-Marne » ;

VU la délibération n°0/05 du Conseil départemental du 15 juillet 2021 relative à la désignation des représentants du Département au sein de divers organismes ;

Considérant la démission de Monsieur Olivier MORIN de son mandat de Conseiller départemental en date du 1er mars 2025 ;

Considérant qu'à compter du 1er mars 2025, Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE est devenu Conseiller départemental du canton de Claye-Souilly, en lieu et place de Monsieur Olivier MORIN ;

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'abroger la délibération n°0/05 du 15 juillet 2021 susvisée en ce qu'elle concernait la désignation de Monsieur Olivier MORIN au sein de la Commission départementale de labellisation Village de caractère de Seine-et-Marne.

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04A

Article 2 : de désigner Monsieur Pascal GOUHOURY en lieu et place de Monsieur Olivier MORIN au sein de la Commission départementale de labellisation Village de caractère de Seine-et-Marne.

Article 3 : que la représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de la Commission départementale de labellisation Village de caractère de Seine-et-Marne s'établit désormais de la façon suivante :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
– Madame Véronique VEAU (en sa qualité de Vice-présidente en charge de la culture et du patrimoine) – Monsieur Pascal GOUHOURY – Madame Emma ABREU	

Article 4 : que les représentants du Département désignés siègeront au sein de la Commission départementale de labellisation Village de caractère de Seine-et-Marne jusqu'à la séance d'installation du Conseil départemental qui suivra son prochain renouvellement.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 35

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04A

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'ont pas pris part au débat et au vote : 10

Mme Emma ABREU

M. Thierry CERRI

M. Stéphane DEVAUCHELLE

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Pascal GOUHOURY

Mme Sarah LACROIX

Mme Véronique PASQUIER

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04A

Etait ABSENT: 1

M. Vincent PAUL-PETIT



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04B

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_004BH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-0/04B**

OBJET : Représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de divers organismes
ASTech Paris Région

En application des dispositions de l'article L. 3121-23 du Code général des Collectivités territoriales, le Conseil départemental procède à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans son article L. 3121-23 ;

VU la délibération n°0/04 de la Commission permanente du 10 septembre 2021 relative à la désignation des représentants du Département au sein des divers organismes ;

VU les statuts de l'Association ASTech Paris-Région modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 8 avril 2009 ;

Considérant la démission de Monsieur Olivier MORIN de son mandat de Conseiller départemental en date du 1er mars 2025 ;

Considérant qu'à compter du 1er mars 2025, Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE est devenu Conseiller départemental du canton de Claye-Souilly, en lieu et place de Monsieur Olivier MORIN ;

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04B

DÉCIDE

Article 1 : d'abroger la délibération n°0/04 du 10 septembre 2021 susvisée en ce qu'elle concernait la désignation de Monsieur Olivier MORIN au sein d'ASTech Paris Région.

Article 2 : de désigner Monsieur Thierry CERRI en lieu et place de Monsieur Olivier MORIN au sein d'ASTech Paris Région.

Article 3 : que Monsieur Thierry CERRI siègera au sein d'ASTech Paris Région jusqu'à la séance d'installation du Conseil départemental qui suivra son prochain renouvellement.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 35

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04B

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'ont pas pris part au débat et au vote : 10

Mme Emma ABREU

M. Thierry CERRI

M. Stéphane DEVAUCHELLE

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Pascal GOUHOURY

Mme Sarah LACROIX

Mme Véronique PASQUIER

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04B

Etait ABSENT: 1

M. Vincent PAUL-PETIT



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04C

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_004CH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-0/04C**

OBJET : Représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de divers organismes
Collège George Sand à Crégy-lès-Meaux

En application des dispositions de l'article L. 3121-23 du Code général des Collectivités territoriales, le Conseil départemental procède à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans son article L. 3121-23 ;

VU la délibération n°0/05 du Conseil départemental du 15 juillet 2021 relative à la désignation des représentants du Département au sein de divers organismes ;

VU le Code de l'éducation, notamment dans son article R 421-14 relatif à la composition des conseils d'administration des collèges;

Considérant la démission de Monsieur Olivier MORIN de son mandat de Conseiller départemental en date du 1er mars 2025 ;

Considérant qu'à compter du 1er mars 2025, Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE est devenu Conseiller départemental du canton de Claye-Souilly, en lieu et place de Monsieur Olivier MORIN ;

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04C

DÉCIDE

Article 1 : d'abroger la délibération n°0/05 du 15 juillet 2021 susvisée en ce qu'elle concernait la désignation de Monsieur Olivier MORIN au sein du Conseil d'administration du Collège George Sand à Crégy-lès-Meaux.

Article 2 : que la représentation du Département au sein du Conseil d'administration du Collège George Sand à Crégy-lès-Meaux s'établit désormais comme suit :

Titulaires	Suppléants
Madame Evelyne GRIFFONI Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE	Madame Véronique PASQUIER Madame Carole VIOLETTE

Article 3 : que les représentants du Département désignés siègeront au sein du Conseil d'administration du Collège George Sand à Crégy-lès-Meaux jusqu'à la séance d'installation du Conseil départemental qui suivra son prochain renouvellement.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 35

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

M. Brice RABASTE

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04C

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04C

N'ont pas pris part au débat et au vote : 10

Mme Emma ABREU

M. Thierry CERRI

M. Stéphane DEVAUCHELLE

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Pascal GOUHOURY

Mme Sarah LACROIX

Mme Véronique PASQUIER

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Etait ABSENT: 1

M. Vincent PAUL-PETIT



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04D

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_004DH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-0/04D**

OBJET : Représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de divers organismes
Collège Jean des Barres à Oissery

En application des dispositions de l'article L. 3121-23 du Code général des Collectivités territoriales, le Conseil départemental procède à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans son article L. 3121-23 ;

VU la délibération n°0/05 du Conseil départemental du 15 juillet 2021 relative à la désignation des représentants du Département au sein de divers organismes ;

VU le Code de l'éducation, notamment dans son article R 421-14 relatif à la composition des conseils d'administration des collèges;

Considérant la démission de Monsieur Olivier MORIN de son mandat de Conseiller départemental en date du 1er mars 2025 ;

Considérant qu'à compter du 1er mars 2025, Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE est devenu Conseiller départemental du canton de Claye-Souilly, en lieu et place de Monsieur Olivier MORIN ;

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04D

DÉCIDE

Article 1 : d'abroger la délibération n°0/05 du 15 juillet 2021 susvisée en ce qu'elle concernait la désignation de Monsieur Olivier MORIN au sein du Conseil d'administration du Collège Jean des Barres à Oissery.

Article 2 : que la représentation du Département au sein du Conseil d'administration du Collège Jean des Barres à Oissery s'établit désormais comme suit :

Titulaires	Suppléants
Madame Evelyne GRIFFONI Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE	Madame Véronique PASQUIER Madame Stéphanie AUZIAS

Article 3 : que les représentants du Département désignés siègeront au sein du Conseil d'administration du Collège Jean des Barres à Oissery jusqu'à la séance d'installation du Conseil départemental qui suivra son prochain renouvellement.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 35

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

M. Brice RABASTE

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04D

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04D

N'ont pas pris part au débat et au vote : 10

Mme Emma ABREU

M. Thierry CERRI

M. Stéphane DEVAUCHELLE

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Pascal GOUHOURY

Mme Sarah LACROIX

Mme Véronique PASQUIER

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Etait ABSENT: 1

M. Vincent PAUL-PETIT



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04E

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_004EH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-0/04E**

OBJET : Représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de divers organismes
Collège Les Tilleuls à Claye Souilly

En application des dispositions de l'article L. 3121-23 du Code général des Collectivités territoriales, le Conseil départemental procède à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans son article L. 3121-23 ;

VU la délibération n°0/05 du Conseil départemental du 15 juillet 2021 relative à la désignation des représentants du Département au sein de divers organismes ;

VU le Code de l'éducation, notamment dans son article R 421-14 relatif à la composition des conseils d'administration des collèges;

Considérant la démission de Monsieur Olivier MORIN de son mandat de Conseiller départemental en date du 1er mars 2025 ;

Considérant qu'à compter du 1er mars 2025, Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE est devenu Conseiller départemental du canton de Claye-Souilly, en lieu et place de Monsieur Olivier MORIN ;

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04E

DÉCIDE

Article 1 : d'abroger la délibération n°0/05 du 15 juillet 2021 susvisée en ce qu'elle concernait la désignation de Monsieur Olivier MORIN au sein du Conseil d'administration du Collège Les Tilleuls à Claye Souilly.

Article 2 : que la représentation du Département au sein du Conseil d'administration du Collège Les Tilleuls à Claye Souilly s'établit désormais comme suit :

Titulaires	Suppléants
Madame Véronique PASQUIER Madame Stéphanie AUZIAS	Madame Evelyne GRIFFONI Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE

Article 3 : que les représentants du Département désignés siègeront au sein du Conseil d'administration du Collège Les Tilleuls à Claye Souilly jusqu'à la séance d'installation du Conseil départemental qui suivra son prochain renouvellement.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 35

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

M. Brice RABASTE

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04E

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04E

N'ont pas pris part au débat et au vote : 10

Mme Emma ABREU

M. Thierry CERRI

M. Stéphane DEVAUCHELLE

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Pascal GOUHOURY

Mme Sarah LACROIX

Mme Véronique PASQUIER

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Etait ABSENT: 1

M. Vincent PAUL-PETIT



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04F

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_004FH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-0/04F**

OBJET : Représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de divers organismes
Collège Nicolas Tronchon à Saint-Soupplets

En application des dispositions de l'article L. 3121-23 du Code général des Collectivités territoriales, le Conseil départemental procède à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans son article L. 3121-23 ;

VU la délibération n°0/05 du Conseil départemental du 15 juillet 2021 relative à la désignation des représentants du Département au sein de divers organismes ;

VU le Code de l'éducation, notamment dans son article R 421-14 relatif à la composition des conseils d'administration des collèges;

Considérant la démission de Monsieur Olivier MORIN de son mandat de Conseiller départemental en date du 1er mars 2025 ;

Considérant qu'à compter du 1er mars 2025, Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE est devenu Conseiller départemental du canton de Claye-Souilly, en lieu et place de Monsieur Olivier MORIN ;

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04F

DÉCIDE

Article 1 : d'abroger la délibération n°0/05 du 15 juillet 2021 susvisée en ce qu'elle concernait la désignation de Monsieur Olivier MORIN au sein du Conseil d'administration du Collège Nicolas Tronchon à Saint-Soupplets.

Article 2 : que la représentation du Département au sein du Conseil d'administration du Collège Nicolas Tronchon à Saint-Soupplets s'établit désormais comme suit :

Titulaires	Suppléants
Madame Evelyne GRIFFONI Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE	Madame Véronique PASQUIER Madame Stéphanie AUZIAS

Article 3 : que les représentants du Département désignés siègeront au sein du Conseil d'administration du Collège Nicolas Tronchon à Saint-Soupplets jusqu'à la séance d'installation du Conseil départemental qui suivra son prochain renouvellement.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 35

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

M. Brice RABASTE

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04F

M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Mathieu VISKOVIC
M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy
Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'ont pas pris part au débat et au vote : 10
Mme Emma ABREU
M. Thierry CERRI
M. Stéphane DEVAUCHELLE
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Pascal GOUHOURY
Mme Sarah LACROIX
Mme Véronique PASQUIER
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04F

Etait ABSENT: 1

M. Vincent PAUL-PETIT



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04G

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_004GH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-0/04G**

OBJET : Représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de divers organismes
Collège Parc des Tourelles à Claye-Souilly

En application des dispositions de l'article L. 3121-23 du Code général des Collectivités territoriales, le Conseil départemental procède à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans son article L. 3121-23 ;

VU la délibération n°0/05 du Conseil départemental du 15 juillet 2021 relative à la désignation des représentants du Département au sein de divers organismes ;

VU le Code de l'éducation, notamment dans son article R 421-14 relatif à la composition des conseils d'administration des collèges;

Considérant la démission de Monsieur Olivier MORIN de son mandat de Conseiller départemental en date du 1er mars 2025 ;

Considérant qu'à compter du 1er mars 2025, Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE est devenu Conseiller départemental du canton de Claye-Souilly, en lieu et place de Monsieur Olivier MORIN ;

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04G

DÉCIDE

Article 1 : d'abroger la délibération n°0/05 du 15 juillet 2021 susvisée en ce qu'elle concernait la désignation de Monsieur Olivier MORIN au sein du Conseil d'administration du Collège Parc des Tourelles à Claye-Souilly.

Article 2 : que la représentation du Département au sein du Conseil d'administration du Collège Parc des Tourelles à Claye-Souilly s'établit désormais comme suit :

Titulaires	Suppléants
Madame Véronique PASQUIER Madame Stéphanie AUZIAS	Madame Evelyne GRIFFONI Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE

Article 3 : que les représentants du Département désignés siègeront au sein du Conseil d'administration du Collège Parc des Tourelles à Claye-Souilly jusqu'à la séance d'installation du Conseil départemental qui suivra son prochain renouvellement.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 35

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

M. Brice RABASTE

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04G

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04G

N'ont pas pris part au débat et au vote : 10

Mme Emma ABREU

M. Thierry CERRI

M. Stéphane DEVAUCHELLE

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Pascal GOUHOURY

Mme Sarah LACROIX

Mme Véronique PASQUIER

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Etait ABSENT: 1

M. Vincent PAUL-PETIT



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04H

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_004HH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-0/04H**

OBJET : Représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de divers organismes
Association des Gîtes de France et du Tourisme vert de Seine-et-Marne

En application des dispositions de l'article L. 3121-23 du Code général des Collectivités territoriales, le Conseil départemental procède à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans son article L. 3121-23 ;

VU la délibération n°0/04 E du Conseil départemental du 23 septembre 2021 relative à la désignation des représentants du Département au sein de divers organismes ;

VU les statuts de l'Association du relais des Gîtes de France de Seine-et-Marne adoptés le 27 avril 2006 ;

Considérant la démission de Monsieur Olivier MORIN de son mandat de Conseiller départemental en date du 1er mars 2025 ;

Considérant qu'à compter du 1er mars 2025, Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE est devenu Conseiller départemental du canton de Claye-Souilly, en lieu et place de Monsieur Olivier MORIN ;

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04H

DÉCIDE

Article 1 : d'abroger la délibération n°0/04 E du 23 septembre 2021 susvisée en ce qu'elle concernait la désignation de Monsieur Olivier MORIN au sein de l'association des Gîtes de France et du Tourisme vert de Seine-et-Marne.

Article 2 : de désigner Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE en lieu et place de Monsieur Olivier MORIN au sein de l'association des Gîtes de France et du Tourisme vert de Seine-et-Marne.

Article 3 : que la représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de l'association des Gîtes de France et du Tourisme vert de Seine-et-Marne s'établit désormais de la façon suivante :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
– Monsieur Thierry CERRI – Madame Isoline GARREAU – Monsieur Pascal GOUHOURY – Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE – Madame Véronique VEAU	

Article 4 : que les représentants du Département désignés siègeront au sein de l'association des Gîtes de France et du Tourisme vert de Seine-et-Marne jusqu'à la séance d'installation du Conseil départemental qui suivra son prochain renouvellement.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 35

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04H

Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Mathieu VISKOVIC
M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy
Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'ont pas pris part au débat et au vote : 10
Mme Emma ABREU
M. Thierry CERRI
M. Stéphane DEVAUCHELLE
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Pascal GOUHOURY
Mme Sarah LACROIX
Mme Véronique PASQUIER

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04H

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Etait ABSENT: 1

M. Vincent PAUL-PETIT



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04I

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_004IH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-0/04I**

OBJET : Représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de divers organismes
Association « réseau vélo et marche »

En application des dispositions de l'article L. 3121-23 du Code général des Collectivités territoriales, le Conseil départemental procède à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans son article L. 3121-23 ;

VU la délibération n°0/04 E du Conseil départemental du 23 septembre 2021 relative à la désignation des représentants du Département au sein de divers organismes ;

VU les statuts de l'Association « réseau vélo et marche » en date du 11 décembre 2024 ;

Considérant la démission de Monsieur Olivier MORIN de son mandat de Conseiller départemental en date du 1er mars 2025 ;

Considérant qu'à compter du 1er mars 2025, Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE est devenu Conseiller départemental du canton de Claye-Souilly, en lieu et place de Monsieur Olivier MORIN ;

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04I

DÉCIDE

Article 1 : d'abroger la délibération n°0/04 E du 23 septembre 2021 susvisée en ce qu'elle concernait la désignation de Monsieur Olivier MORIN au sein de l'Association « réseau vélo et marche ».

Article 2 : de désigner Monsieur Pascal GOUHOURY en lieu et place de Monsieur Olivier MORIN au sein de l'Association « réseau vélo et marche ».

Article 3 : que la représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de l'Association « réseau vélo et marche » s'établit désormais de la façon suivante :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
– Monsieur Pascal GOUHOURY	– Madame Bouchra FENZAR RIZKI

Article 4 : que les représentants du Département désignés siègeront au sein de l'Association « réseau vélo et marche » jusqu'à la séance d'installation du Conseil départemental qui suivra son prochain renouvellement.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 35

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04I

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04I

N'ont pas pris part au débat et au vote : 10

Mme Emma ABREU

M. Thierry CERRI

M. Stéphane DEVAUCHELLE

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Pascal GOUHOURY

Mme Sarah LACROIX

Mme Véronique PASQUIER

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Etait ABSENT: 1

M. Vincent PAUL-PETIT



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04J

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_004JH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-0/04J**

OBJET : Représentation du Département de Seine-et-Marne au sein de divers organismes
Conseil Interacadémique de l'Ile-de-France (CIEN).

En application des dispositions de l'article L. 3121-23 du Code général des Collectivités territoriales, le Conseil départemental procède à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans son article L. 3121-23 ;

VU la délibération n°0/05 du Conseil départemental du 15 juillet 2021 relative à la désignation des représentants du Département au sein de divers organismes ;

VU les articles R 234-5 et R 234-18 du Code de l'Education qui s'appliquent au CIEN d'Ile-de-France ;

Considérant la nécessité de renouveler le mandat des représentants du Département de 3 ans arrivé à échéance;

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : de reconduire les conseillers départementaux ci-dessous pour représenter le Département de Seine-et Marne au sein du CIEN Ile-de-France :

- Monsieur Xavier VANDERBISE, titulaire
- Madame Sarah LACROIX, suppléante

Article 2 : que les représentants du Département désignés siègeront au sein du CIEN Ile-de-France pour le prochain mandat de 3 ans, conformément à l'article R 234-5 du Code de l'Education.

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04J

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 35

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Mathieu VISKOVIC

M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/04J

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'ont pas pris part au débat et au vote : 10
Mme Emma ABREU
M. Thierry CERRI
M. Stéphane DEVAUCHELLE
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Pascal GOUHOURY
Mme Sarah LACROIX
Mme Véronique PASQUIER
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU

Etait ABSENT: 1
M. Vincent PAUL-PETIT



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/05

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_005H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-0/05**

OBJET : Election des membres de la Commission départementale de la coopération intercommunale (CDCI) – Formation plénière

En application de l'article L5211-43 du Code général des collectivités territoriales, il appartient au Conseil départemental de procéder à l'élection des membres titulaires et suppléants de la Commission départementale de la coopération intercommunale (CDCI).

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales ;

VU l'élection en date du 1er juillet 2021 de Monsieur Jean-François PARIGI, en qualité de Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne ;

VU l'élection à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne à laquelle il a été procédé en séance publique ce jour ;

PROCLAME

A l'issue du scrutin, que la composition de la Commission départementale de la coopération intercommunale (CDCI) s'établit de la façon suivante :

Titulaires	Suivants de liste
– Monsieur Jean-Louis THIERIOT – Monsieur Denis JULLEMIER – Madame Sandrine SOSINSKI – Madame Daisy LUCZAK – Monsieur Smaïl DJEBARA	– Monsieur Xavier VANDERBISE – Monsieur Bernard COZIC – Madame Nathalie BEAULNES SERENI

Ont participé au scrutin :

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI
M. Jean-Marc CHANUSSOT
M. Bernard COZIC
Mme Sophie DELOISY
M. Stéphane DEVAUCHELLE
M. Smaïl DJEBARA
M. Yann DUBOSC
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Anthony GRATACOS
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
M. Eric BAREILLE a donné pouvoir à M. DJEBARA Smaïl

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-0/05

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Vincent PAUL-PETIT a donné pouvoir à Mme VEAU Véronique

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Mme Marie-Line PICHERY a donné pouvoir à Mme GOBERT Julie



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/01

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_101H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/01**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GOUHOURY Pascal

OBJET : Contrat Intercommunal de Développement (CID) de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie – Contrat cadre, programme d'actions et une convention de réalisation.

La candidature à un Contrat Intercommunal de Développement (CID) de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie a été acceptée le 6 décembre 2023 en Comité de pilotage. Cette Communauté de communes a depuis œuvré avec le Département à l'élaboration de son contrat et propose un programme d'actions découlant de son projet de développement.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil général n° 7/02 du 29 juin 2012 relative à l'adoption du Règlement Budgétaire et Financier, modifié par délibération du Conseil général n°7/01 du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/02 du 14 juin 2019 relative à la modification du règlement du Contrat Intercommunal de Développement (CID) et du Fonds d'Equipement Rural (FER),

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/01 du 24 septembre 2020, relative à la modification du règlement des CID et des FAC,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/01

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet de Contrat Intercommunal de Développement (CID) de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie (CCOB), tel qu'il figure en annexe n°1 de la présente délibération,

Article 2 : d'autoriser le Président du Département à signer ce contrat au nom du Département,

Article 3 : de soutenir financièrement ce programme d'actions dans la limite d'une enveloppe globale de 712 503 €. Les crédits nécessaires seront prélevés sur l'action « Contrat Intercommunal de Développement »,

Article 4 : d'accorder à la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, une subvention de 498 017,70 € pour le projet de réhabilitation du nouveau siège de la CCOB,

Article 5 : d'approuver le projet de convention de réalisation pour cette action, tel qu'il figure en annexe n°2 de la présente délibération,

Article 6 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer cette convention au nom du Département,

Article 7 : d'imputer la dépense sur l'action « Contrat Intercommunal de Développement » – opération : « CID2 - CCOB – DI 2024 ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 45

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/01

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 1

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/01

M. Jean LAVIOLETTE en sa qualité de Président de la CC de l'Orée de la Brie

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_101H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONTRAT INTERCOMMUNAL DE DEVELOPPEMENT

Entre le Département de Seine-et-Marne

et la Communauté de communes de l'Orée de la Brie

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025

- ci-après dénommé « **Le Département** »

D'une part,

ET

La Communauté de communes de l'Orée de la Brie représentée par son Président, agissant en vertu de la délibération de l'Assemblée communautaire en date du 18 septembre 2024

- ci-après dénommée « **La Communauté de communes** »

D'autre part.

Préambule

Le Département de Seine-et-Marne souhaite être un partenaire privilégié des Communes et des Intercommunalités.

Pour les accompagner dans la mise en œuvre de leurs projets, il a créé trois dispositifs contractuels que sont le CID pour les 23 Communautés de communes ou d'agglomération, le FER pour les Communes et Syndicats de moins de 2 000 habitants, et le FAC destiné aux Communes de plus de 2 000 habitants.

Le Contrat Intercommunal de Développement (CID), crée en 2015 et révisé en 2019, permet d'accompagner les projets au plus près des besoins locaux.

D'une durée de trois ans, il est le fruit d'une concertation étroite entre le Département et l'Intercommunalité. Il s'appuie sur un diagnostic territorial réalisé à l'échelle des EPCI à fiscalité propre.

La mise en place d'instances de concertation, dont le comité de suivi, permettra au Département de suivre la mise en œuvre de ce contrat en lien étroit avec les intercommunalités.

PRÉSENTATION DU TERRITOIRE ET DE SON PROJET DE DEVELOPPEMENT

La candidature de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie a été retenue par le Comité de pilotage des procédures contractuelles du 6 décembre 2023.

La Communauté de communes de l'Orée de la Brie a rédigé un projet de territoire partagé, exprimant les principaux enjeux à relever pour les années à venir.

Ce projet de territoire s'articule autour de quatre axes stratégiques de développement :

- Renforcer l'identité communautaire
- Promouvoir l'emploi
- Améliorer le cadre de vie pour un environnement qui allie sécurité, confort et agrément
- Améliorer la qualité des déplacements

PROGRAMME D'ACTIONS PRÉVISIONNEL

La Communauté de communes de l'Orée de la Brie propose une programmation composée de deux actions. Ce programme d'actions, validé par le Comité de pilotage des procédures contractuelles, est annexé au présent contrat.

Chaque projet inscrit dans le programme d'actions du contrat fera l'objet d'une convention de réalisation conclue entre le Département et le bénéficiaire maître d'ouvrage identifié.

Cette convention interviendra à l'issue d'une phase d'élaboration du projet, durant laquelle le Département sera étroitement associé et ce, dès la définition du programme.

Cette convention de réalisation constituera l'acte juridique d'engagement du Département et détaillera l'action, le plan de financement, le calendrier de réalisation, les indicateurs nécessaires à l'évaluation, le montant et les modalités de versement de la subvention départementale.

En cas de changement dans le programme d'actions, le Département, après avis du Comité de pilotage des procédures contractuelles, peut décider de le modifier. Il fera l'objet d'un avenant au contrat.

PARTIE 1 – DISPOSITIF CONTRACTUEL

ARTICLE 1 - ENGAGEMENTS DES CO-CONTRACTANTS

1.1 ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département de Seine-et-Marne s'engage à soutenir financièrement la Communauté de communes de l'Orée de la Brie à hauteur de 9 € maximum par an et par habitant.

Cette enveloppe maximale est calculée en fonction de trois indicateurs :

- le potentiel financier,
- la longueur de voirie par habitant,
- le revenu moyen des habitants.

Ainsi, l'enveloppe du CID s'élève à 712 503 €, pour 26 389 habitants (INSEE 2020).

Le montant de la subvention départementale pour chaque projet sera définitivement arrêté dans la convention de réalisation, qui sera proposée en Commission permanente du Conseil départemental, et signée par le Département et le maître d'ouvrage.

1.2 ENGAGEMENTS DES MAITRES D'OUVRAGE

Les bénéficiaires du Contrat Intercommunal de Développement peuvent être un Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI), un syndicat de communes de plus de 2 000 habitants, un Etablissement Public de l'Etat (EPA, SNCF, etc.), un porteur de projet public ou privé de lieux d'exercice collectif de santé (maisons de santé pluridisciplinaire, etc.) dans une zone reconnue déficitaire par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Dans le cadre de l'utilisation des fonds départementaux, les bénéficiaires du présent contrat s'engagent à :

- respecter les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de leur gestion et de leurs champs d'activités,
- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de l'aide départementale par les agents du Département mandatés à cet effet, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile,
- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et règlements qui lui sont applicables,
- associer le Département, au travers de ses élu-e-s et technicien-ne-s, à l'ensemble des actions.

ARTICLE 2 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU FINANCEMENT DÉPARTEMENTAL

Pour bénéficier de subventions départementales, les actions d'investissement doivent :

- s'inscrire dans les axes stratégiques de développement, ainsi que dans les priorités du projet du territoire,
- être retenues par le comité de suivi,
- faire l'objet d'une convention de réalisation.

Les conditions propres à chaque opération seront détaillées dans les conventions de réalisation.

ARTICLE 3 - CONVENTION DE RÉALISATION

Chaque action identifiée et inscrite dans le plan d'actions prévisionnel du contrat cadre fera l'objet d'une convention de réalisation entre le Département et le maître d'ouvrage concerné.

Pour chaque action identifiée, les services départementaux seront associés le plus étroitement possible et ce, dès l'élaboration du programme.

La convention de réalisation sera proposée au maître d'ouvrage par le Département lorsque le projet sera suffisamment abouti (niveau Avant-Projet Détaillé ou Projet).

La convention de réalisation détaillera, pour chaque opération, le plan de financement, le calendrier, le montant de la subvention départementale, ainsi que les conditions à respecter pour le versement de ces subventions.

Les modalités de versement et de restitution de la subvention départementale seront fixées dans chacune des conventions de réalisation.

ARTICLE 4 - EVALUATION ET BILAN

Au plus tard en 3ème année, et après la signature des conventions de réalisation, le CID fera l'objet d'un bilan global réalisé par le Département, en lien étroit avec l'EPCI et les bénéficiaires du contrat.

En s'appuyant sur les indicateurs figurant dans les conventions de réalisation, il s'agira de mesurer les effets du contrat sur le territoire.

Cette phase de bilan qualitatif et quantitatif comprend, *a minima* :

- un bilan global du contrat (taux de consommation de l'enveloppe, répartition par axe stratégique, etc.),
- une évaluation de chacune des actions inscrites dans les conventions de réalisation (coût, nombre de personnes touchées, effets induits, retours sur la mise en œuvre de l'action, etc.).

ARTICLE 5 - COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département, sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans l'aide apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.

Le Département, de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, pour toute opération cofinancée par le contrat, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.) avec la mention « action financée par le Département de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication du Département.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, est systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées au contrat (pose de première pierre, inauguration, etc.).

ARTICLE 6 - DATE D'EFFET ET DURÉE

Les bénéficiaires disposent de trois ans à compter de la date de signature du Contrat Intercommunal de Développement pour engager au travers d'une convention de réalisation, les actions inscrites dans le programme d'actions annexé à ce contrat.

ARTICLE 7 - RÉSILIATION ET MODIFICATION

Toute modification apportée au présent contrat fera l'objet d'un avenant approuvé et signé par l'ensemble des parties.

Le présent contrat peut être résilié, par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois avant la date anniversaire de sa signature, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Quel que soit le cas de résiliation invoqué, les parties restent tenues d'exécuter les obligations résultant du présent contrat cadre jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 8 - RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties, au présent contrat cadre, s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n°1 à la délibération n°

SIGNATURES

Fait en deux exemplaires originaux

Fait à Brie-Comte-Robert, le

Pour la Communauté de communes
l'Orée de la Brie

Jean LAVIOLETTE

Fait à Melun, le

Pour le Département de Seine-et-Marne,
Le Président

Jean-François PARIGI

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n°1 à la délibération n°

Programme d'actions CID Communauté de communes l'Orée de la Brie

Montant total de l'enveloppe pour 3 ans : 712 503 €

Intitulé du projet	Calendrier prévisionnel	Coût estimé HT	Subvention départementale
1/ Réhabilitation du nouveau siège de la CCOB	2024	1 752 349,40 €	**712 503 €**
2/ Création de liaison douces	2025-2028	12 188 828,76 €	
TOTAL CID L'Orée de la Brie		**13 941 178,16 €**	**712 503 €**

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_101H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n° 2 à la délibération n°1/01

CONVENTION DE REALISATION

« REHABILITATION DU NOUVEAU SIEGE DE LA CCOB »

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025

- ci-après dénommé « le Département »

D'une part,

ET

La Communauté de communes l'Orée de la Brie, représentée par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil communautaire en date du 29 juin 2022,

- ci-après dénommée « le maître d'ouvrage »,

D'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

PRÉAMBULE

Lors de sa séance du 20 novembre 2015, l'Assemblée départementale a adopté le principe de la mise en place d'un dispositif contractuel, et notamment le Contrat Intercommunal de Développement (CID) à l'échelle des EPCI à fiscalité propre. Ce dispositif a été révisé le 14 juin 2019 pour devenir un contrat exclusivement intercommunal.

D'une durée de 3 ans, le CID est destiné à accompagner les EPCI à fiscalité propre dans leurs projets d'investissements. Des syndicats de communes de plus de 2 000 habitants, des établissements Publics de l'Etat (EPA, SNCF, etc.) peuvent aussi y prétendre, ainsi que des porteurs de projets publics ou privés de lieux d'exercice collectif de santé (maisons de santé pluridisciplinaire, etc.) dans une zone reconnue déficitaire par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Le CID se compose d'un projet de territoire et d'un programme d'actions prévisionnel, avec un échéancier de réalisation à 3 ans. Le CID doit être adopté par l'Assemblée départementale et signé avec les maîtres d'ouvrage des projets inscrits dans le programme d'actions prévisionnel.

Une fois le contrat signé, et pour chaque projet, des conventions de réalisation seront conclues entre le Département et le maître d'ouvrage.

Le CID de la Communauté de communes l'Orée de la Brie, est proposé au cours de cette même séance.

La Communauté de communes sollicite le Département pour la réhabilitation du nouveau siège de la CCOB. La convention de réalisation fixe les modalités de l'aide attribuée à cette opération.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention de réalisation a pour objet de fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département.

Cette opération concerne la « Réhabilitation du nouveau siège de la CCOB ».

Contexte, enjeux et description détaillée

Le projet se situe dans la ZI de la Haie Passart, dans le prolongement du centre-ville de Brie-Comte-Robert. Il nécessite la réhabilitation et la rénovation thermique de deux bâtiments d'activités, achetés à une entreprise en 2022.

L'usage des actuels locaux de la CCOB, dans l'ancienne gare de Brie-Comte-Robert, sera rendu à la Commune.

Les travaux comprendront :

- l'isolation thermique par l'extérieur,
- la réfection de la façade, des sols et des plafonds,
- la mise en place d'un système de ventilation et de chauffage,
- la mise en accessibilité de l'entrée et de la future cabine de téléconsultation,
- l'aménagement des espaces intérieurs et leur rénovation,
- la création d'un parking de 32 places, avec bornes de recharge électriques et PMR,
- la création d'un espace vert de pleine terre planté et gestion des eaux pluviales.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à soutenir financièrement la Communauté de communes l'Orée de la Brie par le versement d'une subvention.

Pour l'opération «Réhabilitation du nouveau siège de la CCOB », objet de la présente convention, la subvention départementale s'élèvera à 498 017,70 €.

Le tableau de répartition du financement de l'opération est le suivant :

Coût de l'opération HT (Travaux + Frais d'honoraires dans la limite de 15 %)	Autres financements publics	Subvention départementale	Coût restant à la charge du maitre d'ouvrage
1 752 349,40 €	Etat : 628 568 € Région : 100 000 €	498 017,70 €	525 763,70 €

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à ce que l'opération « Réhabilitation du siège de la CCOB » respecte les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de sa gestion et de ses champs d'activités.

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de la subvention départementale par les services mandatés à cet effet, notamment par l'accès et la transmission des pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile (factures acquittées, état de mandatement, certificat d'achèvement de travaux, rapport de commission de sécurité, …),
- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et les règlements qui lui sont applicables,
- ne pas débuter les travaux avant la décision de la Commission permanente du Conseil départemental sauf si une autorisation de démarrage anticipé a été acceptée par le Département,
- respecter le descriptif du projet présenté au Département,
- respecter les avis techniques formulés par les Directions du Département.
- conserver la propriété publique de l'ouvrage pendant une durée de 10 ans à compter de la date d'achèvement de l'opération.

ARTICLE 4 : MODALITÉS D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DE SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le montant de la subvention à verser sera calculé au prorata du montant des travaux réalisés, selon les modalités suivantes :

Versement fractionné

En investissement, une **première avance** de 30% du montant de la subvention prévue pourra être versée, sur présentation des pièces justificatives de l'attribution intégrale des marchés de travaux.

Le versement des acomptes pourra se faire dans les conditions suivantes :

- sur demande du maître d'ouvrage, avec présentation d'un justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage,
- sous réserve que l'acompte demandé, cumulé avec les acomptes déjà obtenus, n'excède pas 80% du total de la subvention.

Le solde sera versé sur demande du maître d'ouvrage à la réception des travaux sur présentation des pièces justificatives (procès-verbal de réception des travaux ou tout autre document justifiant la pleine réalisation de l'opération, justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage).

En cas de coût réalisé moins important que le coût initialement prévu dans la convention de réalisation, le montant de la subvention versé correspond à 40 % du montant des dépenses réalisées, dans la limite de la subvention accordée. Le reliquat de la subvention non versé n'est pas réintégré dans l'enveloppe globale du CID.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CADUCITÉ

Les règles de caducité applicables sont celles définies dans le règlement du dispositif.

Toute subvention à l'investissement est soumise à deux règles de caducité.

5.1 En matière de demande de versement d'un premier acompte

La demande de versement relative à une avance ou à un premier acompte doit intervenir dans un délai maximum de 2 ans à compter de la date de la délibération attributive de la subvention.

Sauf dérogation expresse de l'assemblée compétente, les opérations n'ayant pas fait l'objet d'une première demande de versement par les bénéficiaires dans le délai imparti sont frappées de caducité. Ces opérations sont gelées dans le système budgétaire et comptable et sont désaffectées formellement au moment de l'adoption du Compte Administratif du Département, auquel est joint un récapitulatif des opérations frappées de caducité.

5.2 En matière de demande de versement du solde

Le bénéficiaire d'une subvention à l'investissement dispose d'un délai maximum de 2 ans, à compter de la date d'émission du mandat relatif à l'avance ou au premier acompte, pour solliciter le solde de cette subvention. A l'expiration du délai, le versement du solde est considéré caduc et est annulé.

Toutefois, avant expiration de ce délai, la Commission permanente du Département peut décider de le proroger sur demande argumentée du Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : EVALUATION - CHAMPS D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DE RÉALISATION

A l'issue de la période de contractualisation, une évaluation de l'opération sera réalisée, en concertation, entre le maître d'ouvrage et le Département, selon les indicateurs suivants :

- Enquête de satisfaction de la population, du public et du personnel,
- Qualité architecturale.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans la subvention apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.
Le Département de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.…) avec la mention « action financée par le Conseil départemental de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication pour fourniture du logo.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, sera systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées à la convention (pose de première pierre, inauguration, etc…).

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les différentes parties.

La présente convention expire lorsque l'opération « Réhabilitation du nouveau siège de la CCOB » est terminée et que le solde de la subvention départementale est versé (voir article 4) ou si la présente convention est frappée de caducité.

ARTICLE 9 : MODALITÉS DE RÉVISION ET DE RESTITUTION DE LA SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au maître d'ouvrage. Ce dernier s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le maître d'ouvrage pour des activités non conformes à celles qui sont définies dans la présente convention ou si le maître d'ouvrage ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention de réalisation,
- en cas de résiliation de la présente convention de réalisation selon les cas prévus à l'article 10.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, la convention de réalisation est résiliée à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de mise en demeure de régularisation, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du maître d'ouvrage.

La présente convention de réalisation peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties signataires de la présente convention de réalisation s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en *2* exemplaires originaux, le

Pour la Communauté de communes de L'Orée de la Brie Le Président	Pour le Département de Seine-et-Marne, Le Président du Conseil départemental
Jean LAVIOLETTE	**Jean-François PARIGI**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/02

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_102H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/02**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GOUHOURY Pascal

OBJET : Contrat Intercommunal de Développement (CID) de la Communauté de communes du Pays de Nemours – Contrat cadre, programme d'actions et deux conventions de réalisation.

La candidature à un Contrat Intercommunal de Développement (CID) de la Communauté de communes du Pays de Nemours a été acceptée le 17 juin 2024 en Comité de pilotage. Elle a depuis œuvré avec le Département à l'élaboration de son contrat et propose un programme d'actions découlant de son projet de développement.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil général n° 7/02 du 29 juin 2012 relative à l'adoption du Règlement Budgétaire et Financier, modifié par délibération du Conseil général n°7/01 du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/02 du 14 juin 2019 relative à la modification du règlement du Contrat Intercommunal de Développement (CID) et du Fonds d'Equipement Rural (FER),

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/01 du 24 septembre 2020, relative à la modification du règlement des CID et des FAC,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/02

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet de Contrat Intercommunal de Développement (CID) de la Communauté de communes du Pays de Nemours, tel qu'il figure en annexe n°1 de la présente délibération,

Article 2 : d'autoriser le Président du Département à signer ce contrat au nom du Département,

Article 3 : de soutenir financièrement ce programme d'actions dans la limite d'une enveloppe globale de 980 694 €. Les crédits nécessaires seront prélevés sur l'action « Contrat Intercommunal de Développement »,

Article 4 : d'accorder à la Communauté de communes du Pays de Nemours, une subvention de 565 505 € pour le projet d'aménagement de liaisons douces,

Article 5 : d'accorder à la Communauté de communes du Pays de Nemours, une subvention de 18 000 € pour le projet de démolition d'un bâtiment pour la création d'une crèche,

Article 6 : d'approuver les projets de conventions de réalisation pour ces actions, tels qu'ils figurent en annexe n°2 et n°3 de la présente délibération,

Article 7: d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer ces conventions au nom du Département,

Article 8 : d'imputer la dépense sur l'action « Contrat Intercommunal de Développement » – opération : « Contrat Intercommunal de Développement – DI 2025 ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 45

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/02

M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 1

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/02

M. Bernard COZIC en sa qualité de Conseiller communautaire de la CC du Pays de Nemours

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_102H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONTRAT INTERCOMMUNAL DE DEVELOPPEMENT

Entre le Département de Seine-et-Marne

et la Communauté de communes du Pays de Nemours

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « **Le Département** »

D'une part,

ET

La Communauté de communes du Pays de Nemours, représentée par sa Présidente, agissant en vertu de la délibération de l'Assemblée communautaire en date du 7 mars 2024,

- ci-après dénommée « **La Communauté de communes** »

D'autre part.

Préambule

Le Département de Seine-et-Marne souhaite être un partenaire privilégié des Communes et des Intercommunalités.

Pour les accompagner dans la mise en œuvre de leurs projets, il a créé trois dispositifs contractuels que sont le CID pour les 23 Communautés de communes ou d'agglomération, le FER pour les Communes et Syndicats de moins de 2 000 habitants, et le FAC destiné aux Communes de plus de 2 000 habitants.

Le Contrat Intercommunal de Développement (CID), crée en 2015 et révisé en 2019, permet d'accompagner les projets au plus près des besoins locaux.

D'une durée de trois ans, il est le fruit d'une concertation étroite entre le Département et l'Intercommunalité. Il s'appuie sur un diagnostic territorial réalisé à l'échelle des EPCI à fiscalité propre.

La mise en place d'instances de concertation, dont le comité de suivi, permettra au Département de suivre la mise en œuvre de ce contrat en lien étroit avec les intercommunalités.

PRÉSENTATION DU TERRITOIRE ET DE SON PROJET DE DEVELOPPEMENT

La candidature de la Communauté de communes a été retenue par le Comité de pilotage des procédures contractuelles du 17 juin 2024.

La Communauté de communes du Pays de Nemours (CCPN) a rédigé un projet de territoire partagé, exprimant les principaux enjeux à relever pour les années à venir.

Ce projet de territoire s'articule autour de 3 axes stratégiques de développement :

- préserver l'attractivité du Pays de Nemours,
- préserver et améliorer la qualité de vie des habitants,
- structurer un développement équilibré de l'habitat.

PROGRAMME D'ACTIONS PRÉVISIONNEL

La Communauté de communes du Pays de Nemours propose une programmation composée de quatre actions. Ce programme d'actions, validé par le Comité de pilotage des procédures contractuelles, est annexé au présent contrat.

Chaque projet inscrit dans le programme d'actions du contrat fera l'objet d'une convention de réalisation conclue entre le Département et le bénéficiaire maître d'ouvrage identifié.

Cette convention interviendra à l'issue d'une phase d'élaboration du projet, durant laquelle le Département sera étroitement associé et ce, dès la définition du programme.

Cette convention de réalisation constituera l'acte juridique d'engagement du Département et détaillera l'action, le plan de financement, le calendrier de réalisation, les indicateurs nécessaires à l'évaluation, le montant et les modalités de versement de la subvention départementale.

En cas de changement dans le programme d'actions, le Département, après avis du Comité de pilotage des procédures contractuelles, peut décider de le modifier. Il fera l'objet d'un avenant au contrat.

PARTIE 1 – DISPOSITIF CONTRACTUEL

ARTICLE 1 - ENGAGEMENTS DES CO-CONTRACTANTS

1.1 ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département de Seine-et-Marne s'engage à soutenir financièrement la Communauté de communes du Pays de Nemours à hauteur de 11 € maximum par an et par habitant,

Cette enveloppe maximale est calculée en fonction de trois indicateurs :

- le potentiel financier,
- la longueur de voirie par habitant,
- le revenu moyen des habitants.

Ainsi, l'enveloppe du CID s'élève à 980 694 €, pour 29 718 habitants (INSEE 2021).

Le montant de la subvention départementale pour chaque projet sera définitivement arrêté dans la convention de réalisation, qui sera proposée en Commission permanente du Conseil départemental, et signée par le Département et le maître d'ouvrage.

1.2 ENGAGEMENTS DES MAITRES D'OUVRAGE

Les bénéficiaires du Contrat Intercommunal de Développement peuvent être un Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI), un syndicat de communes de plus de 2 000 habitants, un Etablissement Public de l'Etat (EPA, SNCF, etc.), un porteur de projet public ou privé de lieux d'exercice collectif de santé (maisons de santé pluridisciplinaire, etc.) dans une zone reconnue déficitaire par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Dans le cadre de l'utilisation des fonds départementaux, les bénéficiaires du présent contrat s'engagent à :

- respecter les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de leur gestion et de leurs champs d'activités,
- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de l'aide départementale par les agents du Département mandatés à cet effet, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile,
- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et règlements qui lui sont applicables,
- associer le Département, au travers de ses élu-e-s et technicien-ne-s, à l'ensemble des actions.

ARTICLE 2 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU FINANCEMENT DÉPARTEMENTAL

Pour bénéficier de subventions départementales, les actions d'investissement doivent :

- s'inscrire dans les axes stratégiques de développement, ainsi que dans les priorités du projet du territoire,
- être retenues par le comité de suivi,
- faire l'objet d'une convention de réalisation.

Les conditions propres à chaque opération seront détaillées dans les conventions de réalisation.

ARTICLE 3 - CONVENTION DE RÉALISATION

Chaque action identifiée et inscrite dans le plan d'actions prévisionnel du contrat cadre fera l'objet d'une convention de réalisation entre le Département et le maître d'ouvrage concerné.

Pour chaque action identifiée, les services départementaux seront associés le plus étroitement possible et ce, dès l'élaboration du programme.

La convention de réalisation sera proposée au maître d'ouvrage par le Département lorsque le projet sera suffisamment abouti (niveau Avant Projet Détaillé ou Projet).

La convention de réalisation détaillera, pour chaque opération, le plan de financement, le calendrier, le montant de la subvention départementale, ainsi que les conditions à respecter pour le versement de ces subventions.

Les modalités de versement et de restitution de la subvention départementale seront fixées dans chacune des conventions de réalisation.

ARTICLE 4 - EVALUATION ET BILAN

Au plus tard en 3ème année, et après la signature des conventions de réalisation, le CID fera l'objet d'un bilan global réalisé par le Département, en lien étroit avec l'EPCI et les bénéficiaires du contrat.

En s'appuyant sur les indicateurs figurant dans les conventions de réalisation, il s'agira de mesurer les effets du contrat sur le territoire.

Cette phase de bilan qualitatif et quantitatif comprend, *a minima* :

- un bilan global du contrat (taux de consommation de l'enveloppe, répartition par axe stratégique, etc.),
- une évaluation de chacune des actions inscrites dans les conventions de réalisation (coût, nombre de personnes touchées, effets induits, retours sur la mise en œuvre de l'action, etc.).

ARTICLE 5 - COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département, sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans l'aide apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.

Le Département, de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, pour toute opération cofinancée par le contrat, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.) avec la mention « action financée par le Département de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication du Département.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, est systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées au contrat (pose de première pierre, inauguration, etc.).

ARTICLE 6 - DATE D'EFFET ET DURÉE

Les bénéficiaires disposent de trois ans à compter de la date de signature du Contrat Intercommunal de Développement pour engager au travers d'une convention de réalisation, les actions inscrites dans le programme d'actions annexé à ce contrat.

ARTICLE 7 - RÉSILIATION ET MODIFICATION

Toute modification apportée au présent contrat fera l'objet d'un avenant approuvé et signé par l'ensemble des parties.

Le présent contrat peut être résilié, par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois avant la date anniversaire de sa signature, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Quel que soit le cas de résiliation invoqué, les parties restent tenues d'exécuter les obligations résultant du présent contrat cadre jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 8 - RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties, au présent contrat cadre, s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

SIGNATURES

Fait en deux exemplaires originaux

Fait à Nemours, le

Pour la Communauté de communes
du Pays de Nemours
La Présidente

Valérie LACROUTE

Fait à Melun, le

Pour le Département de Seine-et-Marne,
Le Président

Jean-François PARIGI

Programme d'actions CID
Communauté de communes du Pays de Nemours

Montant total de l'enveloppe pour 3 ans :

Intitulé du projet	Calendrier prévisionnel	Coût estimé HT	Subvention départementale
1/ Aménagement de liaisons douces	2024-2025	1 660 000 €	980 694 €
2/ Aménagement de ZAE	2025	261 221 €	
3/ Démolition d'un bâtiment pour la création d'une crèche	2025-2027	90 000 €	
3/ Aménagement d'une MOUS	2025	2 400 000 €	
	TOTAL	**4 411 221 €**	**980 694 €**

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_102H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION DE REALISATION

« AMÉNAGEMENT DE LIAISONS DOUCES »

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « le Département »

D'une part,

ET

La Communauté de communes du Pays de Nemours, représentée par sa Présidente, agissant en vertu de la délibération du Conseil communautaire en date du 7 mars 2024,

- ci-après dénommée « le maître d'ouvrage »,

D'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

PRÉAMBULE

Lors de sa séance du 20 novembre 2015, l'Assemblée départementale a adopté le principe de la mise en place d'un dispositif contractuel, et notamment le Contrat Intercommunal de Développement (CID) à l'échelle des EPCI à fiscalité propre. Ce dispositif a été révisé le 14 juin 2019 pour devenir un contrat exclusivement intercommunal.

D'une durée de 3 ans, le CID est destiné à accompagner les EPCI à fiscalité propre dans leurs projets d'investissements. Des syndicats de communes de plus de 2 000 habitants, des établissements Publics de l'Etat (EPA, SNCF, etc.) peuvent aussi y prétendre, ainsi que des porteurs de projets publics ou privés de lieux d'exercice collectif de santé (maisons de santé pluridisciplinaire, etc.) dans une zone reconnue déficitaire par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Le CID se compose d'un projet de territoire et d'un programme d'actions prévisionnel, avec un échéancier de réalisation à 3 ans. Le CID doit être adopté par l'Assemblée départementale et signé avec les maîtres d'ouvrage des projets inscrits dans le programme d'actions prévisionnel.

Une fois le contrat signé, et pour chaque projet, des conventions de réalisation seront conclues entre le Département et le maître d'ouvrage.

Le CID de la Communauté de communes du Pays de Nemours, est proposé au cours de cette même séance.

La Communauté de communes sollicite le Département pour l'aménagement de liaisons douces. La convention de réalisation fixe les modalités de l'aide attribuée à cette opération.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention de réalisation a pour objet de fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département.

Cette opération concerne l' **« Aménagement de liaisons douces »**.

Contexte, enjeux et description détaillée

Le développement des liaisons douces est un projet important pour la Communauté de communes qui souhaite poursuivre les travaux entrepris dans le cadre du CID n°1 et de la mise en œuvre de son Schéma directeur cyclable adopté en 2020.

Les aménagements permettront de relier les principaux pôles générateurs d'emplois et de services ainsi que les gares et les quartiers prioritaires, ceci afin de développer l'usage au quotidien du vélo sur le territoire.

Ces voies vertes concerneront :
- la rue d'Ormesson (RD 403), entre Saint-Pierre-lès-Nemours et Ormesson,
- la rue d'Egreville (RD 225A), à Nemours,
- l'avenue Carnot (RD 607), entre Nemours et Saint-Pierre-lès-Nemours.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à soutenir financièrement la Communauté de communes du Pays de Nemours par le versement d'une subvention.

Pour l'opération « Aménagement de liaisons douces », objet de la présente convention, la subvention départementale s'élèvera à 565 505 €.

Le tableau de répartition du financement de l'opération est le suivant :

Coût de l'opération HT (Travaux + Frais d'honoraires dans la limite de 15 %)	Autres financements publics	Subvention départementale	Coût restant à la charge du maitre d'ouvrage
1 660 000 €	Région : 402 695 € Etat : 193 800 €	565 505 €	498 000 €

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à ce que l'opération « Aménagement de liaisons douces » respecte les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de sa gestion et de ses champs d'activités.

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de la subvention départementale par les services mandatés à cet effet, notamment par l'accès et la transmission des pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile (factures acquittées, état de mandatement, certificat d'achèvement de travaux, rapport de commission de sécurité, …),

- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et les règlements qui lui sont applicables,

- ne pas débuter les travaux avant la décision de la Commission permanente du Conseil départemental sauf si une autorisation de démarrage anticipé a été acceptée par le Département,

- respecter le descriptif du projet présenté au Département,

- respecter les avis techniques formulés par les Directions du Département. A ce titre :
    - après l'achèvement des travaux, une vérification de conformité sera réalisée par la Direction des Routes.
- en cas de travaux sur une Route départementale, solliciter une permission de voirie correspondante auprès de l'Agence Routière Départementale (ARD) concernée.
- conserver la propriété publique de l'ouvrage pendant une durée de 10 ans à compter de la date d'achèvement de l'opération.

ARTICLE 4 : MODALITÉS D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DE SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le montant de la subvention à verser sera calculé au prorata du montant des travaux réalisés, selon les modalités suivantes :

Versement fractionné

En investissement, une **première avance** de 30% du montant de la subvention prévue pourra être versée, sur présentation des pièces justificatives de l'attribution intégrale des marchés de travaux.

Le versement des acomptes pourra se faire dans les conditions suivantes :

- sur demande du maître d'ouvrage, avec présentation d'un justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage,
- sous réserve que l'acompte demandé, cumulé avec les acomptes déjà obtenus, n'excède pas 80% du total de la subvention.

Le solde sera versé sur demande du maître d'ouvrage à la réception des travaux sur présentation des pièces justificatives (procès-verbal de réception des travaux ou tout autre document justifiant la pleine réalisation de l'opération, justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage).

En cas de coût réalisé moins important que le coût initialement prévu dans la convention de réalisation, le montant de la subvention versé correspond à 28,46 % du montant des dépenses réalisées, dans la limite de la subvention accordée. Le reliquat de la subvention non versé n'est pas réintégré dans l'enveloppe globale du CID.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CADUCITÉ

Les règles de caducité applicables sont celles définies dans le règlement du dispositif.

Toute subvention à l'investissement est soumise à deux règles de caducité.

5.1 En matière de demande de versement d'un premier acompte

La demande de versement relative à une avance ou à un premier acompte doit intervenir dans un délai maximum de 2 ans à compter de la date de la délibération attributive de la subvention.

Sauf dérogation expresse de l'assemblée compétente, les opérations n'ayant pas fait l'objet d'une première demande de versement par les bénéficiaires dans le délai imparti sont frappées de caducité. Ces opérations sont gelées dans le système budgétaire et comptable et sont désaffectées formellement au moment de l'adoption du Compte Administratif du Département, auquel est joint un récapitulatif des opérations frappées de caducité.

5.2 En matière de demande de versement du solde

Le bénéficiaire d'une subvention à l'investissement dispose d'un délai maximum de 2 ans, à compter de la date d'émission du mandat relatif à l'avance ou au premier acompte, pour solliciter le solde de cette subvention. A l'expiration du délai, le versement du solde est considéré caduc et est annulé.

Toutefois, avant expiration de ce délai, la Commission permanente du Département peut décider de le proroger sur demande argumentée du Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : EVALUATION - CHAMPS D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DE RÉALISATION

A l'issue de la période de contractualisation, une évaluation de l'opération sera réalisée, en concertation, entre le maître d'ouvrage et le Département, selon les indicateurs suivants :

- kilométrage de liaisons douces aménagées.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans la subvention apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.
Le Département de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.…) avec la mention « action financée par le Conseil départemental de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication pour fourniture du logo.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, sera systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées à la convention (pose de première pierre, inauguration, etc…).

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les différentes parties.

La présente convention expire lorsque l'opération «Aménagement de liaisons douces » est terminée et que le solde de la subvention départementale est versé (voir article 4) ou si la présente convention est frappée de caducité.

ARTICLE 9 : MODALITÉS DE RÉVISION ET DE RESTITUTION DE LA SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au maître d'ouvrage. Ce dernier s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le maître d'ouvrage pour des activités non conformes à celles qui sont définies dans la présente convention ou si le maître d'ouvrage ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention de réalisation,
- en cas de résiliation de la présente convention de réalisation selon les cas prévus à l'article 10.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, la convention de réalisation est résiliée à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de mise en demeure de régularisation, envoyée par lettre recommandée avec accusé

de réception, demeurée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du maître d'ouvrage.

La présente convention de réalisation peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties signataires de la présente convention de réalisation s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en *2* exemplaires originaux, le

Pour la Communauté de communes du Pays de Nemours La Présidente	Pour le Département de Seine-et-Marne, Le Président du Conseil départemental
Valérie LACROUTE	**Jean-François PARIGI**

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_102H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION DE REALISATION

« DÉMOLITION D'UN BÂTIMENT POUR LA CRÉATION D'UNE CRÈCHE »

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « le Département »

D'une part,

ET

La Communauté de communes du Pays de Nemours, représentée par sa Présidente, agissant en vertu de la délibération du Conseil communautaire en date du 7 mars 2024,

- ci-après dénommée « le maître d'ouvrage »,

D'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

PRÉAMBULE

Lors de sa séance du 20 novembre 2015, l'Assemblée départementale a adopté le principe de la mise en place d'un dispositif contractuel, et notamment le Contrat Intercommunal de Développement (CID) à l'échelle des EPCI à fiscalité propre. Ce dispositif a été révisé le 14 juin 2019 pour devenir un contrat exclusivement intercommunal.

D'une durée de 3 ans, le CID est destiné à accompagner les EPCI à fiscalité propre dans leurs projets d'investissements. Des syndicats de communes de plus de 2 000 habitants, des établissements Publics de l'Etat (EPA, SNCF, etc.) peuvent aussi y prétendre, ainsi que des porteurs de projets publics ou privés de lieux d'exercice collectif de santé (maisons de santé pluridisciplinaire, etc.) dans une zone reconnue déficitaire par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Le CID se compose d'un projet de territoire et d'un programme d'actions prévisionnel, avec un échéancier de réalisation à 3 ans. Le CID doit être adopté par l'Assemblée départementale et signé avec les maîtres d'ouvrage des projets inscrits dans le programme d'actions prévisionnel.

Une fois le contrat signé, et pour chaque projet, des conventions de réalisation seront conclues entre le Département et le maître d'ouvrage.

Le CID de la Communauté de communes du Pays de Nemours est proposé au cours de cette même séance.

La Communauté de communes sollicite le Département pour la démolition d'un bâtiment préalable à la création d'une crèche. La convention de réalisation fixe les modalités de l'aide attribuée à cette opération.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention de réalisation a pour objet de fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département.

Cette opération concerne la démolition d'un bâtiment pour la création d'une crèche.

Contexte, enjeux et description détaillée

La Communauté de communes souhaite renforcer ses capacités d'accueil petite enfance, son taux de couverture étant déficitaire au regard des besoins (soit 49 %).

Après une étude de faisabilité, la Communauté de communes du Pays de Nemours a identifié et acquis une parcelle bâtie, sise 3 place de la Gare à Saint-Pierre-lès-Nemours, à proximité immédiate du pôle gare.

Le financement des travaux de démolition, préalable à la construction de la crèche, est prévu au CID. La crèche, d'une capacité de 39 berceaux, sera réalisée via une délégation de service public de travaux et services.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à soutenir financièrement la Communauté de communes du Pays de Nemours par le versement d'une subvention.

Pour l'opération « Démolition d'un bâtiment pour la création d'une crèche », objet de la présente convention, la subvention départementale s'élèvera à 18 000 €.

Le tableau de répartition du financement de l'opération est le suivant :

Coût de l'opération HT (Travaux + Frais d'honoraires dans la limite de 15 %)	Autres financements publics		Subvention départementale	Coût restant à la charge du maitre d'ouvrage
90 000 €	Région	45 000 €	18 000 €	27 000 €

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à ce que l'opération « Démolition d'un bâtiment pour la création d'une crèche » respecte les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de sa gestion et de ses champs d'activités.

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de la subvention départementale par les services mandatés à cet effet, notamment par l'accès et la transmission des pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile (factures acquittées, état de mandatement, certificat d'achèvement de travaux, rapport de commission de sécurité, …),
- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et les règlements qui lui sont applicables,
- ne pas débuter les travaux avant la décision de la Commission permanente du Conseil départemental sauf si une autorisation de démarrage anticipé a été acceptée par le Département,
- respecter le descriptif du projet présenté au Département,
- respecter les avis techniques formulés par les Directions du Département.
- en cas de travaux sur une Route départementale, solliciter une permission de voirie correspondante auprès de l'Agence Routière Départementale (ARD) concernée.
- conserver la propriété publique de l'ouvrage pendant une durée de 10 ans à compter de la date d'achèvement de l'opération.

ARTICLE 4 : MODALITÉS D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DE SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le montant de la subvention à verser sera calculé au prorata du montant des travaux réalisés, selon les modalités suivantes :

Versement fractionné

En investissement, une **première avance** de 30% du montant de la subvention prévue pourra être versée, sur présentation des pièces justificatives de l'attribution intégrale des marchés de travaux.

Le versement des acomptes pourra se faire dans les conditions suivantes :

- sur demande du maître d'ouvrage, avec présentation d'un justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage,
- sous réserve que l'acompte demandé, cumulé avec les acomptes déjà obtenus, n'excède pas 80% du total de la subvention.

Le solde sera versé sur demande du maître d'ouvrage à la réception des travaux sur présentation des pièces justificatives (procès-verbal de réception des travaux ou tout autre document justifiant la pleine réalisation de l'opération, justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage).

En cas de coût réalisé moins important que le coût initialement prévu dans la convention de réalisation, le montant de la subvention versé correspond à 20 % du montant des dépenses réalisées, dans la limite de la subvention accordée. Le reliquat de la subvention non versé n'est pas réintégré dans l'enveloppe globale du CID.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CADUCITÉ

Les règles de caducité applicables sont celles définies dans le règlement du dispositif.

Toute subvention à l'investissement est soumise à deux règles de caducité.

5.1 En matière de demande de versement d'un premier acompte

La demande de versement relative à une avance ou à un premier acompte doit intervenir dans un délai maximum de 2 ans à compter de la date de la délibération attributive de la subvention.

Sauf dérogation expresse de l'assemblée compétente, les opérations n'ayant pas fait l'objet d'une première demande de versement par les bénéficiaires dans le délai imparti sont frappées de caducité. Ces opérations sont gelées dans le système budgétaire et comptable et sont désaffectées formellement au moment de l'adoption du Compte Administratif du Département, auquel est joint un récapitulatif des opérations frappées de caducité.

5.2 En matière de demande de versement du solde

Le bénéficiaire d'une subvention à l'investissement dispose d'un délai maximum de 2 ans, à compter de la date d'émission du mandat relatif à l'avance ou au premier acompte, pour solliciter le solde de cette subvention. A l'expiration du délai, le versement du solde est considéré caduc et est annulé.

Toutefois, avant expiration de ce délai, la Commission permanente du Département peut décider de le proroger sur demande argumentée du Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : EVALUATION - CHAMPS D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DE RÉALISATION

Sans objet

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans la subvention apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.
Le Département de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.…) avec la mention « action financée par le Conseil départemental de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication pour fourniture du logo.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, sera systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées à la convention (pose de première pierre, inauguration, etc…).

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les différentes parties.

La présente convention expire lorsque l'opération « Démolition d'un bâtiment pour la création d'une crèche » est terminée et que le solde de la subvention départementale est versé (voir article 4) ou si la présente convention est frappée de caducité.

ARTICLE 9 : MODALITÉS DE RÉVISION ET DE RESTITUTION DE LA SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au maître d'ouvrage. Ce dernier s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le maître d'ouvrage pour des activités non conformes à celles qui sont définies dans la présente convention ou si le maître d'ouvrage ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention de réalisation,
- en cas de résiliation de la présente convention de réalisation selon les cas prévus à l'article 10.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, la convention de réalisation est résiliée à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de mise en demeure de régularisation, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du maître d'ouvrage.

La présente convention de réalisation peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties signataires de la présente convention de réalisation s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en *2* exemplaires originaux, le

Pour la Communauté de communes du Pays de Nemours La Présidente	Pour le Département de Seine-et-Marne, Le Président du Conseil départemental
Valérie LACROUTE	**Jean-François PARIGI**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/03

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_103H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/03**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GOUHOURY Pascal

OBJET : Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Juilly - Contrat cadre, programme d'actions et deux conventions de réalisation.

La candidature à un Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Juilly a été acceptée le 28 juin 2023 en Comité de pilotage. Elle a depuis œuvré avec le Département à l'élaboration de son contrat et propose un programme d'actions découlant de son projet de développement.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil général n° 7 /02 en date du 29 juin 2012, adoptant le Règlement Budgétaire et Financier modifié par délibération du Conseil général n°7/01 du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/01 du 14 juin 2019, relative à la création d'un dispositif contractuel départemental pour les communes de plus de 2 000 habitants,

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/01 du 24 septembre 2020, relative à la modification du règlement des CID et des FAC,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/03

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet de Fonds d'Aménagement Communal de la Commune de Juilly, tel qu'il figure en annexe n°1 de la présente délibération,

Article 2 : d'autoriser le Président du Département à signer ce contrat au nom du Département,

Article 3 : de soutenir financièrement ce programme d'actions dans la limite d'une enveloppe globale de 300 000 €. Les crédits nécessaires seront prélevés sur l'action « Fonds d'Aménagement Communal »,

Article 4 : d'accorder à la Commune de Juilly, une subvention de 106 750 € pour le projet de création d'un parcours de santé, de terrains de pétanque homologués et de sports de ballon,

Article 5 : d'accorder à la Commune de Juilly, une subvention de 193 250 € pour le projet d'aménagement de l'arrière de la mairie,

Article 6 : d'approuver les projets de convention de réalisation pour ces actions, tels qu'ils figurent en annexe n°2 et n°3 de la présente délibération,

Article 7 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer ces conventions au nom du Département,

Article 8 : d'imputer la dépense sur l'action « Fonds d'Aménagement Communal » : opération « Fonds d'Aménagement Communal - DI 2025 ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/03

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/03

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_103H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

FONDS D'AMENAGEMENT COMMUNAL

Entre le Département de Seine-et-Marne

et la Commune de Juilly

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « **le Département** »

D'une part,

ET

La Commune de Juilly, représentée par son Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 16 décembre 2024,

- ci-après dénommée « **la Commune** »

D'autre part.

Préambule

Le Département de Seine-et-Marne souhaite être un partenaire privilégié des Communes et des Intercommunalités.

Pour les accompagner dans la mise en œuvre de leurs projets, il a créé trois dispositifs contractuels que sont le CID pour les 23 Communautés de communes ou d'agglomération, le FER pour les Communes et Syndicats de moins de 2 000 habitants, et le FAC destiné aux Communes de plus de 2 000 habitants.

Ce dernier, adopté en juin 2019, renforce le soutien technique et financier du Département et permet d'accompagner les projets au plus près des besoins locaux.

D'une durée de trois ans, le Fonds d'Aménagement Communal (FAC) est le fruit d'une concertation étroite entre le Département et la Commune. Il s'appuie sur un projet d'aménagement et de développement communal, en lien avec le diagnostic de l'EPCI à fiscalité propre auquel la Commune est rattachée.

La mise en place d'instances de concertation, dont le comité de suivi, permettra au Département de suivre la mise en œuvre de ce contrat en lien étroit avec les Communes.

PRÉSENTATION DE LA COMMUNE ET DE SON PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL

La candidature de la Commune de Juilly a été retenue par le Comité de pilotage des procédures contractuelles du 28 juin 2023.

La Commune de Juilly a rédigé son projet d'aménagement et de développement présentant les principaux enjeux à relever pour les années à venir. Ce projet s'articule autour des huit axes stratégiques suivants :

- Environnement urbain : maintenir le rôle du centre bourg et poursuivre les efforts de requalification urbaine
- Paysages et agriculture : préserver les terres agricoles, les boisements et les lisières, protéger le patrimoine des grands parcs, maintenir le caractère rural de la Commune
- Evolution urbaine communale : accompagner la mutation des grandes institutions, conforter la diversité du parc de logements

- Population : anticiper l'évolution de la population, en termes de vieillissement et d'évolution du nombre d'habitants, admettre un accroissement modéré en relation avec la contrainte du PEB
- Transports et mobilités : favoriser les modes de déplacements alternatifs à la voiture, hiérarchiser et identifier les points-clés liés aux déplacements, notamment en entrée de village, places, placettes et mails
- Activités et commerces : conforter la structure commerciale et de services, requalifier la zone d'activités, maintenir la centralité du pôle de commerces et de services
- Equipements scolaires : maintenir un bon niveau d'équipements scolaires dans la Commune
- Equipements municipaux : maintenir un bon niveau d'équipements municipaux dans la Commune, faire évoluer progressivement les équipements en fonction des besoins, en anticipant ces derniers, traiter le bâtiment de la mairie comme élément fédérateur de lien social et de repère spatial d'une appartenance communale

PROGRAMME D'ACTIONS PRÉVISIONNEL

La Commune de Juilly propose une programmation composée de deux actions. Ce programme, validé par le Comité de pilotage des procédures contractuelles, est annexé au présent contrat.

Chaque projet inscrit dans le programme d'actions du contrat fera l'objet d'une convention de réalisation conclue entre le Département et le bénéficiaire maître d'ouvrage.

Cette convention interviendra à l'issue d'une phase d'élaboration du projet, durant laquelle le Département sera étroitement associé et ce, dès la définition du programme.

Elle constituera l'acte juridique d'engagement du Département et détaillera l'action, le plan de financement, le calendrier de réalisation, le montant et les modalités de versement de la subvention départementale.

En cas de changement dans le programme d'actions, le Département, après avis du Comité de pilotage des procédures contractuelles, peut décider de le modifier. Il fera l'objet d'un avenant au contrat.

PARTIE 1 – DISPOSITIF CONTRACTUEL

ARTICLE 1 - ENGAGEMENTS DES CO-CONTRACTANTS

1.1 ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département de Seine-et-Marne s'engage à soutenir financièrement la Commune de Juilly à hauteur de 300 000 €.

La subvention départementale est calculée sur la base d'une enveloppe forfaitaire attribuée aux communes selon le nombre d'habitants. La population municipale de Juilly étant de 2 020 habitants (INSEE 2021), soit entre 2 000 et 4 999 habitants, la subvention qui lui est attribuée s'élève donc à 300 000 €.

Le montant de la subvention départementale pour chaque projet sera définitivement arrêté dans la convention de réalisation, qui sera proposée en Commission permanente du Conseil départemental, et signée par le Département et le maître d'ouvrage.

1.2 ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE

Ce dispositif s'adresse aux communes de plus de 2 000 habitants ne bénéficiant pas d'un contrat départemental en cours, et à un porteur de projet public ou privé de lieux d'exercice collectif de santé (maisons de santé pluridisciplinaire, etc.) dans une zone reconnue déficitaire par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Dans le cadre de l'utilisation des fonds départementaux, les bénéficiaires du présent contrat s'engagent à :

- respecter les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de leur gestion et de leurs champs d'activités,
- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de l'aide départementale par les agents du Département mandatés à cet effet, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile,
- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et règlements qui lui sont applicables,
- associer le Département, au travers de ses élu-e-s et technicien-ne-s, à l'ensemble des actions.

ARTICLE 2 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU FINANCEMENT DÉPARTEMENTAL

Pour bénéficier de subventions départementales, les actions d'investissement doivent :

- s'inscrire dans les axes stratégiques de développement du territoire,
- être retenues par le comité de suivi,
- faire l'objet d'une convention de réalisation.

Les conditions propres à chaque opération seront détaillées dans les conventions de réalisation.

ARTICLE 3 - CONVENTION DE RÉALISATION

Chaque action identifiée et inscrite dans le plan d'actions prévisionnel du contrat cadre fera l'objet d'une convention de réalisation entre le Département et le maître d'ouvrage concerné.

Pour chaque action identifiée, les services départementaux seront associés le plus étroitement possible et ce, dès l'élaboration du programme.

La convention de réalisation sera proposée au maître d'ouvrage par le Département lorsque le projet sera suffisamment abouti (niveau Avant-Projet Détaillé ou Projet).

La convention de réalisation détaillera, pour chaque opération, le plan de financement, le calendrier, le montant de la subvention départementale, ainsi que les conditions à respecter pour le versement de ces subventions.

Les modalités de versement et de restitution de la subvention départementale seront fixées dans chacune des conventions de réalisation.

ARTICLE 4 - EVALUATION ET BILAN

Au plus tard en 3ème année, et après la signature des conventions de réalisation, le FAC fera l'objet d'un bilan global réalisé par le Département, en lien étroit avec la Commune.

En s'appuyant sur les indicateurs figurant dans les conventions de réalisation, il s'agira de mesurer les effets du contrat sur le territoire communal.

Cette phase de bilan qualitatif et quantitatif comprend, *a minima* :

- un bilan global du contrat (taux de consommation de l'enveloppe, répartition par axe stratégique, etc.),
- une évaluation de chacune des actions inscrites dans des conventions de réalisation (coût, nombre de personnes touchées, effets induits, retours sur la mise en œuvre de l'action, etc.).

ARTICLE 5 - COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département, sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans l'aide apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.

Le Département, de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, pour toute opération cofinancée par le contrat, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.) avec la mention « action financée par le Département de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication du Département.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, est systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées au contrat (pose de première pierre, inauguration, etc.).

ARTICLE 6 - DATE D'EFFET ET DURÉE

Les bénéficiaires disposent de trois ans à compter de la date de signature du Fonds d'Aménagement Communal pour engager au travers d'une convention de réalisation les actions inscrites dans le programme d'actions annexé à ce contrat.

ARTICLE 7 - RÉSILIATION ET MODIFICATION

Toute modification apportée au présent contrat fera l'objet d'un avenant approuvé et signé par l'ensemble des parties.

Le présent contrat peut être résilié, par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois avant la date anniversaire de sa signature, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Quel que soit le cas de résiliation invoqué, les parties restent tenues d'exécuter les obligations résultant du présent contrat cadre jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 8 - RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties, au présent contrat cadre, s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en deux exemplaires originaux

Fait à Juilly, le	Fait à Melun, le
Pour la Commune de Juilly Le Maire	Pour le Département de Seine-et-Marne, Le Président
Daniel HAQUIN	**Jean-François PARIGI**

Programme d'actions du FAC
Commune de Juilly

Enveloppe totale pour 3 ans : 300 000 €

Intitulé du projet	Calendrier prévisionnel	Coût estimé HT	Subvention départementale
Création d'un parcours de santé, de terrains de pétanque homologués et de sports de ballon	2025-2026	457 312,57 €	**300 000 €**
Aménagement de l'arrière de la mairie	2025-2026	968 908,47 €	
	TOTAL	**1 426 221,04 €**	**300 000 €**

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION DE REALISATION

« CREATION D'UN PARCOURS DE SANTE, DE TERRAINS DE PETANQUE HOMOLOGUES ET DE SPORTS DE BALLON »

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

ET

La Commune de Juilly, représentée par son Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 16 décembre 2024,

- ci-après dénommée « le maître d'ouvrage »,

D'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

PRÉAMBULE

Souhaitant renforcer son soutien technique et financier au développement des territoires, et notamment aux Communes de plus de 2 000 habitants, le Département a adopté, le 14 juin 2019, le Fonds d'Aménagement Communal (FAC) destiné à répondre à leurs besoins spécifiques.

Basé sur le projet de développement communal, en lien avec le diagnostic de l'EPCI à fiscalité propre auquel la Commune est rattachée, et fruit d'une concertation étroite avec le Département, ce contrat permet d'accompagner les projets au plus près des besoins locaux.

D'une durée de trois ans, il assure une plus grande réactivité du Département dans l'accompagnement des projets retenus. Un contrat peut par ailleurs être suivi de la signature d'un nouveau contrat sans année blanche.

Le FAC se compose d'un projet de développement communal et d'un programme d'actions prévisionnel, avec un échéancier de réalisation à 3 ans. Le FAC est adopté par l'Assemblée départementale et signé avec la Commune, maître d'ouvrage des projets inscrits dans le programme d'actions prévisionnel.

Une fois le contrat signé, et pour chaque projet, des conventions de réalisation seront conclues entre le Département et le maître d'ouvrage.

Le contrat de la Commune de Juilly, est adopté au cours de cette même séance.

La Commune de Juilly sollicite le Département pour la création d'un parcours de santé, de terrains de pétanque homologués et sports de ballon. La convention de réalisation fixe les modalités de l'aide attribuée à cette opération.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention de réalisation a pour objet de fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département.

Cette opération concerne **« Création d'un parcours de santé, de terrains de pétanque homologués et de sports de ballon ».**

Contexte, enjeux et description détaillée

La Commune souhaite mettre à disposition de la population de nouveaux équipements sportifs.

Le premier projet concerne la création d'un parcours de santé en accès libre, avec la pose d'agrès de fitness sur des dalles en béton désactivé, ce qui permettra un entretien plus facile et une meilleure longévité.

Le second projet porte sur la création de terrains de pétanque homologués. Deux ou trois terrains seront couverts, afin de permettre une pratique en toute saison. Un bâtiment dédié à l'association, ainsi que des espaces extérieurs partagés équipés de bancs, tables et arceaux à vélo seront créés. Le site sera clos et accessible à pied via un accès sélectif PMR.

Un terrain multisports en synthétique viendra compléter l'offre sportive de la Commune.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à soutenir financièrement la Commune de Juilly par le versement d'une subvention.

Pour l'opération « Création d'un parcours de santé, de terrains de pétanque homologués et de sports de ballon », objet de la présente convention, la subvention départementale s'élèvera à 106 750 €.

Le tableau de répartition du financement de l'opération est le suivant :

Coût de l'opération HT (Travaux + Frais d'honoraires dans la limite de 15 %)	Autres financements publics	Subvention départementale	Coût restant à la charge du maître d'ouvrage
457 312,57 €	Région : 153 865,43 € CARPF : 59 502,20 €	106 750 €	137 194,94 €

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à ce que l'opération « création d'un parcours de santé, de terrains de pétanque homologués et sports de ballon » respecte les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de sa gestion et de ses champs d'activités.

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de la subvention départementale par les services mandatés à cet effet, notamment par l'accès et la transmission des pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile (factures acquittées, état de mandatement, certificat d'achèvement de travaux, rapport de commission de sécurité, …),

- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et les règlements qui lui sont applicables,

- ne pas débuter les travaux avant la décision de la Commission permanente du Conseil départemental sauf si une autorisation de démarrage anticipé a été acceptée par le Département,

- respecter le descriptif du projet présenté au Département,

- respecter les avis techniques formulés par les Directions du Département. A ce titre :

  - une première vérification des travaux sera réalisée par la Direction des Sports (réalisation à environ 50 %)

  - après l'achèvement des travaux, une vérification de conformité sera réalisée par la Direction des Sports

- conserver la propriété publique de l'ouvrage pendant une durée de 10 ans à compter de la date d'achèvement de l'opération.

ARTICLE 4 : MODALITÉS D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DE SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le montant de la subvention à verser sera calculé au prorata du montant des travaux réalisés, selon les modalités suivantes :

Versement fractionné

En investissement, une **première avance** de 30% du montant de la subvention prévue pourra être versée, sur présentation des pièces justificatives de l'attribution intégrale des marchés de travaux.

Le versement des acomptes pourra se faire dans les conditions suivantes :

- sur demande du maître d'ouvrage, avec présentation d'un justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage,
- sous réserve que l'acompte demandé, cumulé avec les acomptes déjà obtenus, n'excède pas 80% du total de la subvention.

Le solde sera versé sur demande du maître d'ouvrage à la réception des travaux sur présentation des pièces justificatives (procès-verbal de réception des travaux ou tout autre document justifiant la pleine réalisation de l'opération, justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage).

En cas de coût réalisé moins important que le coût initialement prévu dans la convention de réalisation, le montant de la subvention versé correspond à 40 % du montant des dépenses réalisées, dans la limite de la subvention accordée. Le reliquat de la subvention non versé n'est pas réintégré dans l'enveloppe globale du FAC.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CADUCITÉ

Les règles de caducité applicables sont celles définies dans le règlement du dispositif.

Toute subvention à l'investissement est soumise à deux règles de caducité.

5.1 En matière de demande de versement d'un premier acompte

La demande de versement relative à une avance ou à un premier acompte doit intervenir dans un délai maximum de 2 ans à compter de la date de la délibération attributive de la subvention.

Sauf dérogation expresse de l'assemblée compétente, les opérations n'ayant pas fait l'objet d'une première demande de versement par les bénéficiaires dans le délai imparti sont frappées de caducité. Ces opérations sont gelées dans le système budgétaire et comptable et sont désaffectées formellement au moment de l'adoption du Compte Administratif du Département, auquel est joint un récapitulatif des opérations frappées de caducité.

5.2 En matière de demande de versement du solde

Le bénéficiaire d'une subvention à l'investissement dispose d'un délai maximum de 2 ans, à compter de la date d'émission du mandat relatif à l'avance ou au premier acompte, pour solliciter le solde de cette subvention. A l'expiration du délai, le versement du solde est considéré caduc et est annulé.

Toutefois, avant expiration de ce délai, la Commission permanente du Département peut décider de le proroger sur demande argumentée du Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : EVALUATION - CHAMPS D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DE RÉALISATION

A l'issue de la période de contractualisation, une évaluation de l'opération sera réalisée, en concertation, entre le maître d'ouvrage et le Département, selon les indicateurs suivants :

- type de public accueilli,
- enquête de satisfaction des usagers.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans la subvention apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.

Le Département de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.…) avec la mention « action financée par le Conseil départemental de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication pour fourniture du logo.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, sera systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées à la convention (pose de première pierre, inauguration, etc…).

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les différentes parties.

La présente convention expire lorsque l'opération « Création d'un parcours de santé, de terrains de pétanque homologués et de sports de ballon » est terminée et que le solde de la subvention départementale est versé (voir article 4) ou si la présente convention est frappée de caducité.

ARTICLE 9 : MODALITÉS DE RÉVISION ET DE RESTITUTION DE LA SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au maître d'ouvrage. Ce dernier s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le maître d'ouvrage pour des activités non conformes à celles qui sont définies dans la présente convention ou si le maître d'ouvrage ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention de réalisation,
- en cas de résiliation de la présente convention de réalisation selon les cas prévus à l'article 10.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, la convention de réalisation est résiliée à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de mise en demeure de régularisation, envoyée par lettre recommandée avec accusé

de réception, demeurée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du maître d'ouvrage.

La présente convention de réalisation peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties signataires de la présente convention de réalisation s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en *2* exemplaires originaux, le

Pour la Commune de Juilly Le Maire	Pour le Département de Seine-et-Marne, Le Président du Conseil départemental
Daniel HAQUIN	**Jean-François PARIGI**

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION DE REALISATION

« AMENAGEMENT DE L'ARRIERE DE LA MAIRIE »

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

ET

La Commune de Juilly, représentée par son Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 16 décembre 2024,

- ci-après dénommée « le maître d'ouvrage »,

D'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

PRÉAMBULE

Souhaitant renforcer son soutien technique et financier au développement des territoires, et notamment aux Communes de plus de 2 000 habitants, le Département a adopté, le 14 juin 2019, le Fonds d'Aménagement Communal (FAC) destiné à répondre à leurs besoins spécifiques.

Basé sur le projet de développement communal, en lien avec le diagnostic de l'EPCI à fiscalité propre auquel la Commune est rattachée, et fruit d'une concertation étroite avec le Département, ce contrat permet d'accompagner les projets au plus près des besoins locaux.

D'une durée de trois ans, il assure une plus grande réactivité du Département dans l'accompagnement des projets retenus. Un contrat peut par ailleurs être suivi de la signature d'un nouveau contrat sans année blanche.

Le FAC se compose d'un projet de développement communal et d'un programme d'actions prévisionnel, avec un échéancier de réalisation à 3 ans. Le FAC est adopté par l'Assemblée départementale et signé avec la Commune, maître d'ouvrage des projets inscrits dans le programme d'actions prévisionnel.

Une fois le contrat signé, et pour chaque projet, des conventions de réalisation seront conclues entre le Département et le maître d'ouvrage.

Le contrat de la Commune de Juilly, est adopté au cours de cette même séance.

La Commune de Juilly sollicite le Département pour l'aménagement de l'arrière de la mairie. La convention de réalisation fixe les modalités de l'aide attribuée à cette opération.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention de réalisation a pour objet de fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département.

Cette opération concerne **« Aménagement de l'arrière de la mairie ».**

Contexte, enjeux et description détaillée

La création de la médiathèque à l'arrière de la mairie a perturbé l'organisation des lieux et notamment celles des accès. La présence du stade, de la salle des fêtes, de la mairie, de la bibliothèque et de l'école élémentaire, nécessite un espace de stationnement plus grand et mieux défini.

Le projet consistera à restructurer ces espaces avec la création d'une nouvelle aire de stationnement et l'aménagement paysagé du site.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à soutenir financièrement la Commune de Juilly par le versement d'une subvention.

Pour l'opération « Aménagement de l'arrière de la mairie », objet de la présente convention, la subvention départementale s'élèvera à 193 250 €.

Le tableau de répartition du financement de l'opération est le suivant :

Coût de l'opération HT (Travaux + Frais d'honoraires dans la limite de 15 %)	Autres financements publics	Subvention départementale	Coût restant à la charge du maître d'ouvrage
968 908,47 €	Région : 110 396,24 CARPF : 70 463 €	193 250 €	594 799,23 €

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à ce que l'opération « Aménagement de l'arrière de la mairie » respecte les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de sa gestion et de ses champs d'activités.

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de la subvention départementale par les services mandatés à cet effet, notamment par l'accès et la transmission des pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile (factures acquittées, état de mandatement, certificat d'achèvement de travaux, rapport de commission de sécurité, …),

- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et les règlements qui lui sont applicables,

- ne pas débuter les travaux avant la décision de la Commission permanente du Conseil départemental sauf si une autorisation de démarrage anticipé a été acceptée par le Département,

- respecter le descriptif du projet présenté au Département,

- respecter les avis techniques formulés par les Directions du Département.

- conserver la propriété publique de l'ouvrage pendant une durée de 10 ans à compter de la date d'achèvement de l'opération.

ARTICLE 4 : MODALITÉS D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DE SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le montant de la subvention à verser sera calculé au prorata du montant des travaux réalisés, selon les modalités suivantes :

Versement fractionné

En investissement, une **première avance** de 30% du montant de la subvention prévue pourra être versée, sur présentation des pièces justificatives de l'attribution intégrale des marchés de travaux.

Le versement des acomptes pourra se faire dans les conditions suivantes :

- sur demande du maître d'ouvrage, avec présentation d'un justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage,
- sous réserve que l'acompte demandé, cumulé avec les acomptes déjà obtenus, n'excède pas 80% du total de la subvention.

Le solde sera versé sur demande du maître d'ouvrage à la réception des travaux sur présentation des pièces justificatives (procès-verbal de réception des travaux ou tout autre document justifiant la pleine réalisation de l'opération, justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage).

En cas de coût réalisé moins important que le coût initialement prévu dans la convention de réalisation, le montant de la subvention versé correspond à 40 % du montant des dépenses réalisées, dans la limite de la subvention accordée. Le reliquat de la subvention non versé n'est pas réintégré dans l'enveloppe globale du FAC.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CADUCITÉ

Les règles de caducité applicables sont celles définies dans le règlement du dispositif.

Toute subvention à l'investissement est soumise à deux règles de caducité.

5.1 En matière de demande de versement d'un premier acompte

La demande de versement relative à une avance ou à un premier acompte doit intervenir dans un délai maximum de 2 ans à compter de la date de la délibération attributive de la subvention.

Sauf dérogation expresse de l'assemblée compétente, les opérations n'ayant pas fait l'objet d'une première demande de versement par les bénéficiaires dans le délai imparti sont frappées de caducité. Ces opérations sont gelées dans le système budgétaire et comptable et sont désaffectées formellement au moment de l'adoption du Compte Administratif du Département, auquel est joint un récapitulatif des opérations frappées de caducité.

5.2 En matière de demande de versement du solde

Le bénéficiaire d'une subvention à l'investissement dispose d'un délai maximum de 2 ans, à compter de la date d'émission du mandat relatif à l'avance ou au premier acompte, pour solliciter le solde de cette subvention. A l'expiration du délai, le versement du solde est considéré caduc et est annulé.

Toutefois, avant expiration de ce délai, la Commission permanente du Département peut décider de le proroger sur demande argumentée du Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : EVALUATION - CHAMPS D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DE RÉALISATION

A l'issue de la période de contractualisation, une évaluation de l'opération sera réalisée, en concertation, entre le maître d'ouvrage et le Département, selon les indicateurs suivants :

- enquête de satisfaction auprès des usagers,
- installation d'espaces végétalisés.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans la subvention apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.

Le Département de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.…) avec la mention « action financée par le Conseil départemental de Seine-et-Marne », et

l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication pour fourniture du logo.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, sera systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées à la convention (pose de première pierre, inauguration, etc…).

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les différentes parties.

La présente convention expire lorsque l'opération « Aménagement de l'arrière de la mairie » est terminée et que le solde de la subvention départementale est versé (voir article 4) ou si la présente convention est frappée de caducité.

ARTICLE 9 : MODALITÉS DE RÉVISION ET DE RESTITUTION DE LA SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au maître d'ouvrage. Ce dernier s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le maître d'ouvrage pour des activités non conformes à celles qui sont définies dans la présente convention ou si le maître d'ouvrage ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention de réalisation,
- en cas de résiliation de la présente convention de réalisation selon les cas prévus à l'article 10.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, la convention de réalisation est résiliée à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de mise en demeure de régularisation, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du maître d'ouvrage.

La présente convention de réalisation peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties signataires de la présente convention de réalisation s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en *2* exemplaires originaux, le

Pour la Commune de Juilly
Le Maire

Daniel HAQUIN

Pour le Département de Seine-et-Marne,
Le Président du Conseil départemental

Jean-François PARIGI

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/04

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_104H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/04**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GOUHOURY Pascal

OBJET : Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Brou-sur-Chantereine - Contrat cadre et programme d'actions.

La candidature à un Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la commune de Brou-sur-Chantereine a été acceptée le 6 décembre 2023 en Comité de pilotage. Elle a depuis œuvré avec le Département à l'élaboration de son contrat et propose un programme d'actions découlant de son projet de développement.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil général n° 7 /02 en date du 29 juin 2012, adoptant le Règlement Budgétaire et Financier modifié par délibération du Conseil général n°7/01 du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/01 du 14 juin 2019, relative à la création d'un dispositif contractuel départemental pour les communes de plus de 2 000 habitants,

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/01 du 24 septembre 2020, relative à la modification du règlement des CID et des FAC,

VU l'avis des Commissions précitées,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/04

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet de Fonds d'Aménagement Communal de la Commune de Brou-sur-Chantereine, tel qu'il figure en annexe de la présente délibération,

Article 2 : d'autoriser le Président du Département à signer ce contrat au nom du Département,

Article 3 : de soutenir financièrement ce programme d'actions dans la limite d'une enveloppe globale de 300 000 €. Les crédits nécessaires seront prélevés sur l'action « Fonds d'Aménagement Communal ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/04

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/04

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_104H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

FONDS D'AMENAGEMENT COMMUNAL

Entre le Département de Seine-et-Marne

et la Commune de Brou-sur-Chantereine

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « **le Département** »

D'une part,

ET

La Commune de Brou-sur-Chantereine, représentée par son Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 8 juillet 2024,

- ci-après dénommée « **la Commune** »

D'autre part.

Préambule

Le Département de Seine-et-Marne souhaite être un partenaire privilégié des Communes et des Intercommunalités.

Pour les accompagner dans la mise en œuvre de leurs projets, il a créé trois dispositifs contractuels que sont le CID pour les 23 Communautés de communes ou d'agglomération, le FER pour les Communes et Syndicats de moins de 2 000 habitants, et le FAC destiné aux Communes de plus de 2 000 habitants.

Ce dernier, adopté en juin 2019, renforce le soutien technique et financier du Département et permet d'accompagner les projets au plus près des besoins locaux.

D'une durée de trois ans, le Fonds d'Aménagement Communal (FAC) est le fruit d'une concertation étroite entre le Département et la Commune. Il s'appuie sur un projet d'aménagement et de développement communal, en lien avec le diagnostic de l'EPCI à fiscalité propre auquel la Commune est rattachée.

La mise en place d'instances de concertation, dont le comité de suivi, permettra au Département de suivre la mise en œuvre de ce contrat en lien étroit avec les Communes.

PRÉSENTATION DE LA COMMUNE ET DE SON PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL

La candidature de la Commune de Brou-sur-Chantereine a été retenue par le Comité de pilotage des procédures contractuelles du 6 décembre 2023.

La Commune de Brou-sur-Chantereine a rédigé son projet d'aménagement et de développement présentant les principaux enjeux à relever pour les années à venir. Ce projet s'articule autour des quatre axes stratégiques suivants :

- poursuivre les efforts financiers engagés, pour garantir la santé budgétaire et pouvoir emprunter et investir,
- anticiper et prendre en compte la croissance démographique (+15% en 6 ans),
- rénover et développer les infrastructures et équipements publics, en accompagnement des dynamiques de construction,
- adapter la ville au changement climatique, par la rénovation énergétique, la végétalisation et l'infiltration de l'eau.

PROGRAMME D'ACTIONS PRÉVISIONNEL

La Commune de Brou-sur-Chantereine propose une programmation composée de deux actions. Ce programme, validé par le Comité de pilotage des procédures contractuelles, est annexé au présent contrat.

Chaque projet inscrit dans le programme d'actions du contrat fera l'objet d'une convention de réalisation conclue entre le Département et le bénéficiaire maître d'ouvrage.

Cette convention interviendra à l'issue d'une phase d'élaboration du projet, durant laquelle le Département sera étroitement associé et ce, dès la définition du programme.

Elle constituera l'acte juridique d'engagement du Département et détaillera l'action, le plan de financement, le calendrier de réalisation, le montant et les modalités de versement de la subvention départementale.

En cas de changement dans le programme d'actions, le Département, après avis du Comité de pilotage des procédures contractuelles, peut décider de le modifier. Il fera l'objet d'un avenant au contrat.

PARTIE 1 – DISPOSITIF CONTRACTUEL

ARTICLE 1 - ENGAGEMENTS DES CO-CONTRACTANTS

1.1 ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département de Seine-et-Marne s'engage à soutenir financièrement la Commune de Brou-sur-Chantereine à hauteur de 300 000 €.

La subvention départementale est calculée sur la base d'une enveloppe forfaitaire attribuée aux communes selon le nombre d'habitants. La population municipale de Brou-sur-Chantereine étant de 4 890 habitants (INSEE 2020), soit entre 2 000 et 4 999 habitants, la subvention qui lui est attribuée s'élève donc à 300 000 €.

Le montant de la subvention départementale pour chaque projet sera définitivement arrêté dans la convention de réalisation, qui sera proposée en Commission permanente du Conseil départemental, et signée par le Département et le maître d'ouvrage.

1.2 ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE

Ce dispositif s'adresse aux communes de plus de 2 000 habitants ne bénéficiant pas d'un contrat départemental en cours, et à un porteur de projet public ou privé de lieux d'exercice collectif de santé (maisons de santé pluridisciplinaire, etc.) dans une zone reconnue déficitaire par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Dans le cadre de l'utilisation des fonds départementaux, les bénéficiaires du présent contrat s'engagent à :

- respecter les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de leur gestion et de leurs champs d'activités,
- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de l'aide départementale par les agents du Département mandatés à cet effet, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile,
- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et règlements qui lui sont applicables,
- associer le Département, au travers de ses élu-e-s et technicien-ne-s, à l'ensemble des actions.

ARTICLE 2 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU FINANCEMENT DÉPARTEMENTAL

Pour bénéficier de subventions départementales, les actions d'investissement doivent :

- s'inscrire dans les axes stratégiques de développement du territoire,
- être retenues par le comité de suivi,
- faire l'objet d'une convention de réalisation.

Les conditions propres à chaque opération seront détaillées dans les conventions de réalisation.

ARTICLE 3 - CONVENTION DE RÉALISATION

Chaque action identifiée et inscrite dans le plan d'actions prévisionnel du contrat cadre fera l'objet d'une convention de réalisation entre le Département et le maître d'ouvrage concerné.

Pour chaque action identifiée, les services départementaux seront associés le plus étroitement possible et ce, dès l'élaboration du programme.

La convention de réalisation sera proposée au maître d'ouvrage par le Département lorsque le projet sera suffisamment abouti (niveau Avant-Projet Détaillé ou Projet).

La convention de réalisation détaillera, pour chaque opération, le plan de financement, le calendrier, le montant de la subvention départementale, ainsi que les conditions à respecter pour le versement de ces subventions.

Les modalités de versement et de restitution de la subvention départementale seront fixées dans chacune des conventions de réalisation.

ARTICLE 4 - EVALUATION ET BILAN

Au plus tard en 3ème année, et après la signature des conventions de réalisation, le FAC fera l'objet d'un bilan global réalisé par le Département, en lien étroit avec la Commune.

En s'appuyant sur les indicateurs figurant dans les conventions de réalisation, il s'agira de mesurer les effets du contrat sur le territoire communal.

Cette phase de bilan qualitatif et quantitatif comprend, *a minima* :

- un bilan global du contrat (taux de consommation de l'enveloppe, répartition par axe stratégique, etc.),
- une évaluation de chacune des actions inscrites dans des conventions de réalisation (coût, nombre de personnes touchées, effets induits, retours sur la mise en œuvre de l'action, etc.).

ARTICLE 5 - COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département, sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans l'aide apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.

Le Département, de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, pour toute opération cofinancée par le contrat, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.) avec la mention « action financée par le Département de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication du Département.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, est systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées au contrat (pose de première pierre, inauguration, etc.).

ARTICLE 6 - DATE D'EFFET ET DURÉE

Les bénéficiaires disposent de trois ans à compter de la date de signature du Fonds d'Aménagement Communal pour engager au travers d'une convention de réalisation les actions inscrites dans le programme d'actions annexé à ce contrat.

ARTICLE 7 - RÉSILIATION ET MODIFICATION

Toute modification apportée au présent contrat fera l'objet d'un avenant approuvé et signé par l'ensemble des parties.

Le présent contrat peut être résilié, par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois avant la date anniversaire de sa signature, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Quel que soit le cas de résiliation invoqué, les parties restent tenues d'exécuter les obligations résultant du présent contrat cadre jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 8 - RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties, au présent contrat cadre, s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en deux exemplaires originaux

Fait à Brou-sur-Chantereine, le

Pour la Commune de Brou-sur-Chantereine
Le Maire

Stéphanie BARNIER

Fait à Melun, le

Pour le Département de Seine-et-Marne,
Le Président

Jean-François PARIGI

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°1/04

Programme d'actions du FAC
Commune de Brou-sur-Chantereine

Enveloppe totale pour 3 ans : 300 000 €

Intitulé du projet	Calendrier prévisionnel	Coût estimé HT	Subvention départementale
1/ Construction d'un Accueil de Loisirs Sans Hébergement et d'un restaurant scolaire	2025-2026	2 639 025 €	**300 000 €**
2/ Rénovation de la toiture de l'école maternelle S. DEMETZ	2025	142 270 €	
	TOTAL	**2 781 295 €**	**300 000 €**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/05

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_105H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/05**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GOUHOURY Pascal

OBJET : Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Saint-Germain-sur-Morin - Contrat cadre, programme d'actions et une convention de réalisation.

Lors de sa séance du 14 juin 2019, l'Assemblée départementale a adopté le Fonds d'Aménagement Communal (FAC), outils destiné à soutenir les Communes de plus de 2000 habitants dans leurs projets d'investissement. Depuis l'acceptation de sa candidature, le 11 octobre 2023, la Commune de Saint-Germain-sur-Morin a œuvré avec le Département à l'élaboration de son contrat et propose un programme d'actions découlant de son projet de développement.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil général n°7/02 en date du 29 juin 2012, adoptant le Règlement Budgétaire et Financier modifié par délibération du Conseil général n°7/01 du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil départemental n°1/01 du 14 juin 2019, relative à la création d'un dispositif contractuel départemental pour les communes de plus de 2 000 habitants,

VU la délibération du Conseil départemental n°1/01 du 24 septembre 2020, relative à la modification du règlement des CID et des FAC,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/05

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet de Fonds d'Aménagement Communal de la Commune de Saint-Germain-sur-Morin, tel qu'il figure en annexe n°1 de la présente délibération,

Article 2 : d'autoriser le Président du Département à signer ce contrat au nom du Département,

Article 3 : de soutenir financièrement ce programme d'actions dans la limite d'une enveloppe globale de 300 000 €. Les crédits nécessaires seront prélevés sur l'action « Fonds d'Aménagement Communal »,

Article 4 : d'accorder à la Commune de Saint-Germain-sur-Morin, une subvention de 243 782 € pour le projet de requalification de la rue Montguillon,

Article 5 : d'approuver le projet de convention de réalisation pour cette action, tel qu'il figure en annexe n°2 de la présente délibération,

Article 6 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer cette convention au nom du Département,

Article 7 : d'imputer la dépense sur l'action « Fonds d'Aménagement Communal » : opération « Fonds d'Aménagement Communal - DI 2025 ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/05

M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/05

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_105H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

FONDS D'AMENAGEMENT COMMUNAL

Entre le Département de Seine-et-Marne

et la Commune de Saint-Germain-sur-Morin

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « **le Département** »

D'une part,

ET

La Commune de Saint-Germain-sur-Morin, représentée par son Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 19 décembre 2024,

- ci-après dénommée « **la Commune** »

D'autre part.

Préambule

Le Département de Seine-et-Marne souhaite être un partenaire privilégié des Communes et des Intercommunalités.

Pour les accompagner dans la mise en œuvre de leurs projets, il a créé trois dispositifs contractuels que sont le CID pour les 23 Communautés de communes ou d'agglomération, le FER pour les Communes et Syndicats de moins de 2 000 habitants, et le FAC destiné aux Communes de plus de 2 000 habitants.

Ce dernier, adopté en juin 2019, renforce le soutien technique et financier du Département et permet d'accompagner les projets au plus près des besoins locaux.

D'une durée de trois ans, le Fonds d'Aménagement Communal (FAC) est le fruit d'une concertation étroite entre le Département et la Commune. Il s'appuie sur un projet d'aménagement et de développement communal, en lien avec le diagnostic de l'EPCI à fiscalité propre auquel la Commune est rattachée.

La mise en place d'instances de concertation, dont le comité de suivi, permettra au Département de suivre la mise en œuvre de ce contrat en lien étroit avec les Communes.

PRÉSENTATION DE LA COMMUNE ET DE SON PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL

La candidature de la Commune de Saint-Germain-sur-Morin a été retenue par le Comité de pilotage des procédures contractuelles du 11 octobre 2023.

La Commune de Saint-Germain-sur-Morin a rédigé son projet d'aménagement et de développement présentant les principaux enjeux à relever pour les années à venir. Ce projet s'articule autour des trois axes stratégiques suivants :

- mobilité : améliorer les déplacements des piétons et des utilisateurs de 2 roues,
- sécurité et environnement : améliorer la sécurité routière, notamment aux abords des établissements scolaires et devenir acteur de la transition énergétique,
- changement climatique et protection de la population face aux inondations.

PROGRAMME D'ACTIONS PRÉVISIONNEL

La Commune de Saint-Germain-sur-Morin propose une programmation composée de deux actions. Ce programme, validé par le Comité de pilotage des procédures contractuelles, est annexé au présent contrat.

Chaque projet inscrit dans le programme d'actions du contrat fera l'objet d'une convention de réalisation conclue entre le Département et le bénéficiaire maître d'ouvrage.

Cette convention interviendra à l'issue d'une phase d'élaboration du projet, durant laquelle le Département sera étroitement associé et ce, dès la définition du programme.

Elle constituera l'acte juridique d'engagement du Département et détaillera l'action, le plan de financement, le calendrier de réalisation, le montant et les modalités de versement de la subvention départementale.

En cas de changement dans le programme d'actions, le Département, après avis du Comité de pilotage des procédures contractuelles, peut décider de le modifier. Il fera l'objet d'un avenant au contrat.

PARTIE 1 – DISPOSITIF CONTRACTUEL

ARTICLE 1 - ENGAGEMENTS DES CO-CONTRACTANTS

1.1 ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département de Seine-et-Marne s'engage à soutenir financièrement la Commune de Saint-Germain-sur-Morin à hauteur de 300 000 €.

La subvention départementale est calculée sur la base d'une enveloppe forfaitaire attribuée aux communes selon le nombre d'habitants. La population municipale de Saint-Germain-sur-Morin étant de 3 849 habitants (INSEE 2020), la subvention qui lui est attribuée s'élève donc à 300 000 €.

Le montant de la subvention départementale pour chaque projet sera définitivement arrêté dans la convention de réalisation, qui sera proposée en Commission permanente du Conseil départemental, et signée par le Département et le maître d'ouvrage.

1.2 ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE

Ce dispositif s'adresse aux communes de plus de 2 000 habitants ne bénéficiant pas d'un contrat départemental en cours, et à un porteur de projet public ou privé de lieux d'exercice collectif de santé (maisons de santé pluridisciplinaire, etc.) dans une zone reconnue déficitaire par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Dans le cadre de l'utilisation des fonds départementaux, les bénéficiaires du présent contrat s'engagent à :

- respecter les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de leur gestion et de leurs champs d'activités,
- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de l'aide départementale par les agents du Département mandatés à cet effet, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile,
- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et règlements qui lui sont applicables,
- associer le Département, au travers de ses élu-e-s et technicien-ne-s, à l'ensemble des actions.

ARTICLE 2 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU FINANCEMENT DÉPARTEMENTAL

Pour bénéficier de subventions départementales, les actions d'investissement doivent :

- s'inscrire dans les axes stratégiques de développement du territoire,
- être retenues par le comité de suivi,
- faire l'objet d'une convention de réalisation.

Les conditions propres à chaque opération seront détaillées dans les conventions de réalisation.

ARTICLE 3 - CONVENTION DE RÉALISATION

Chaque action identifiée et inscrite dans le plan d'actions prévisionnel du contrat cadre fera l'objet d'une convention de réalisation entre le Département et le maître d'ouvrage concerné.

Pour chaque action identifiée, les services départementaux seront associés le plus étroitement possible et ce, dès l'élaboration du programme.

La convention de réalisation sera proposée au maître d'ouvrage par le Département lorsque le projet sera suffisamment abouti (niveau Avant-Projet Détaillé ou Projet).

La convention de réalisation détaillera, pour chaque opération, le plan de financement, le calendrier, le montant de la subvention départementale, ainsi que les conditions à respecter pour le versement de ces subventions.

Les modalités de versement et de restitution de la subvention départementale seront fixées dans chacune des conventions de réalisation.

ARTICLE 4 - EVALUATION ET BILAN

Au plus tard en 3ème année, et après la signature des conventions de réalisation, le FAC fera l'objet d'un bilan global réalisé par le Département, en lien étroit avec la Commune.

En s'appuyant sur les indicateurs figurant dans les conventions de réalisation, il s'agira de mesurer les effets du contrat sur le territoire communal.

Cette phase de bilan qualitatif et quantitatif comprend, *a minima* :

- un bilan global du contrat (taux de consommation de l'enveloppe, répartition par axe stratégique, etc.),
- une évaluation de chacune des actions inscrites dans des conventions de réalisation (coût, nombre de personnes touchées, effets induits, retours sur la mise en œuvre de l'action, etc.).

ARTICLE 5 - COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département, sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans l'aide apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.

Le Département, de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, pour toute opération cofinancée par le contrat, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.) avec la mention « action financée par le Département de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication du Département.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, est systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées au contrat (pose de première pierre, inauguration, etc.).

ARTICLE 6 - DATE D'EFFET ET DURÉE

Les bénéficiaires disposent de trois ans à compter de la date de signature du Fonds d'Aménagement Communal pour engager au travers d'une convention de réalisation les actions inscrites dans le programme d'actions annexé à ce contrat.

ARTICLE 7 - RÉSILIATION ET MODIFICATION

Toute modification apportée au présent contrat fera l'objet d'un avenant approuvé et signé par l'ensemble des parties.

Le présent contrat peut être résilié, par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois avant la date anniversaire de sa signature, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Quel que soit le cas de résiliation invoqué, les parties restent tenues d'exécuter les obligations résultant du présent contrat cadre jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 8 - RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties, au présent contrat cadre, s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en deux exemplaires originaux

Fait à Saint-Germain-sur-Morin, le

Pour la Commune de Saint-Germain-sur-Morin,
Le Maire

Gérard GOUROVITCH

Fait à Melun, le

Pour le Département de Seine-et-Marne,
Le Président

Jean-François PARIGI

Programme d'actions du FAC
Commune de Saint-Germain-sur-Morin

Enveloppe totale pour 3 ans : 300 000 €

Intitulé du projet	Calendrier prévisionnel	Coût estimé HT	Subvention départementale
Requalification de la rue Montguillon	2025	609 455 €	**300 000 €**
Réfection de voiries	2026-2027	190 000 €	
TOTAL FAC SAINT-GERMAIN-SUR-MORIN		**799 455 €**	**300 000 €**

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_105H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION DE REALISATION

« REQUALIFICATION DE LA RUE MONTGUILLON »

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

ET

La Commune de Saint-Germain-sur-Morin, représentée par son Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 19 décembre 2024,

- ci-après dénommée « le maître d'ouvrage »,

D'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

PRÉAMBULE

Souhaitant renforcer son soutien technique et financier au développement des territoires, et notamment aux Communes de plus de 2 000 habitants, le Département a adopté, le 14 juin 2019, le Fonds d'Aménagement Communal (FAC) destiné à répondre à leurs besoins spécifiques.

Basé sur le projet de développement communal, en lien avec le diagnostic de l'EPCI à fiscalité propre auquel la Commune est rattachée, et fruit d'une concertation étroite avec le Département, ce contrat permet d'accompagner les projets au plus près des besoins locaux.

D'une durée de trois ans, il assure une plus grande réactivité du Département dans l'accompagnement des projets retenus. Un contrat peut par ailleurs être suivi de la signature d'un nouveau contrat sans année blanche.

Le FAC se compose d'un projet de développement communal et d'un programme d'actions prévisionnel, avec un échéancier de réalisation à 3 ans. Le FAC est adopté par l'Assemblée départementale et signé avec la Commune, maître d'ouvrage des projets inscrits dans le programme d'actions prévisionnel.

Une fois le contrat signé, et pour chaque projet, des conventions de réalisation seront conclues entre le Département et le maître d'ouvrage.

Le contrat de la Commune de Saint-Germain-sur-Morin, est proposé au cours de la même séance.

La Commune de Saint-Germain-sur-Morin sollicite le Département pour la requalification de la rue Montguillon. La convention de réalisation fixe les modalités de l'aide attribuée à cette opération.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention de réalisation a pour objet de fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département.

Cette opération concerne la **« requalification de la rue Montguillon ».**

Contexte, enjeux et description détaillée

La rue Montguillon relie le Hameau Montguillon au centre-ville. C'est un axe très fréquenté puisqu'il dessert les équipements sportifs et les établissements scolaires.

La chaussée étroite rend difficile le croisement de véhicules. L'absence de trottoirs contraint les piétons à marcher sur la chaussée.

Le projet consiste en la requalification de la voirie et comprendra les aménagements suivants :

- création d'une chaussée à voie centrale banalisée pour les cycles,
- création d'un trottoir,
- création d'une noue paysagère pour la gestion des eaux pluviales,
- installation des éclairages LED adaptés.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à soutenir financièrement la Commune de Saint-Germain-sur-Morin par le versement d'une subvention.

Pour l'opération « Requalification de la rue Montguillon », objet de la présente convention, la subvention départementale s'élèvera à 243 782 €.

Le tableau de répartition du financement de l'opération est le suivant :

Coût de l'opération HT (Travaux + Frais d'honoraires dans la limite de 15 %)	Autres financements publics	Subvention départementale	Coût restant à la charge du maître d'ouvrage
609 455 €	137 500 € (Région)	243 782 €	228 173 €

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à ce que l'opération « Requalification de la rue Montguillon » respecte les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de sa gestion et de ses champs d'activités.

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de la subvention départementale par les services mandatés à cet effet, notamment par l'accès et la transmission des pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile (factures acquittées, état de mandatement, certificat d'achèvement de travaux, rapport de commission de sécurité, …),
- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et les règlements qui lui sont applicables,
- ne pas débuter les travaux avant la décision de la Commission permanente du Conseil départemental sauf si une autorisation de démarrage anticipé a été acceptée par le Département,
- respecter le descriptif du projet présenté au Département,
- respecter les avis techniques formulés par les Directions du Département,
- conserver la propriété publique de l'ouvrage pendant une durée de 10 ans à compter de la date d'achèvement de l'opération.

ARTICLE 4 : MODALITÉS D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DE SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le montant de la subvention à verser sera calculé au prorata du montant des travaux réalisés, selon les modalités suivantes :

Versement fractionné

En investissement, une **première avance** de 30% du montant de la subvention prévue pourra être versée, sur présentation des pièces justificatives de l'attribution intégrale des marchés de travaux.

Le versement des acomptes pourra se faire dans les conditions suivantes :

- sur demande du maître d'ouvrage, avec présentation d'un justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage,
- sous réserve que l'acompte demandé, cumulé avec les acomptes déjà obtenus, n'excède pas 80% du total de la subvention.

Le solde sera versé sur demande du maître d'ouvrage à la réception des travaux sur présentation des pièces justificatives (procès-verbal de réception des travaux ou tout autre document justifiant la pleine réalisation de l'opération, justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage).

En cas de coût réalisé moins important que le coût initialement prévu dans la convention de réalisation, le montant de la subvention versé correspond à 40 % du montant des dépenses réalisées, dans la limite de la subvention accordée. Le reliquat de la subvention non versé n'est pas réintégré dans l'enveloppe globale du FAC.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CADUCITÉ

Les règles de caducité applicables sont celles définies dans le règlement du dispositif.

Toute subvention à l'investissement est soumise à deux règles de caducité.

5.1 En matière de demande de versement d'un premier acompte

La demande de versement relative à une avance ou à un premier acompte doit intervenir dans un délai maximum de 2 ans à compter de la date de la délibération attributive de la subvention.

Sauf dérogation expresse de l'assemblée compétente, les opérations n'ayant pas fait l'objet d'une première demande de versement par les bénéficiaires dans le délai imparti sont frappées de caducité. Ces opérations sont gelées dans le système budgétaire et comptable et sont désaffectées formellement au moment de l'adoption du Compte Administratif du Département, auquel est joint un récapitulatif des opérations frappées de caducité.

5.2 En matière de demande de versement du solde

Le bénéficiaire d'une subvention à l'investissement dispose d'un délai maximum de 2 ans, à compter de la date d'émission du mandat relatif à l'avance ou au premier acompte, pour solliciter le solde de cette subvention. A l'expiration du délai, le versement du solde est considéré caduc et est annulé.

Toutefois, avant expiration de ce délai, la Commission permanente du Département peut décider de le proroger sur demande argumentée du Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : EVALUATION - CHAMPS D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DE RÉALISATION

A l'issue de la période de contractualisation, une évaluation de l'opération sera réalisée, en concertation, entre le maître d'ouvrage et le Département, selon les indicateurs suivants :

- enquête de satisfaction auprès des usagers et riverains,
- kilométrage de voirie aménagée.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans la subvention apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.

Le Département de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.…) avec la mention « action financée par le Conseil départemental de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication pour fourniture du logo.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, sera systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées à la convention (pose de première pierre, inauguration, etc…).

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les différentes parties.

La présente convention expire lorsque l'opération « Requalification de la rue Montguillon » est terminée et que le solde de la subvention départementale est versé (voir article 4) ou si la présente convention est frappée de caducité.

ARTICLE 9 : MODALITÉS DE RÉVISION ET DE RESTITUTION DE LA SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au maître d'ouvrage. Ce dernier s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le maître d'ouvrage pour des activités non conformes à celles qui sont définies dans la présente convention ou si le maître d'ouvrage ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention de réalisation,
- en cas de résiliation de la présente convention de réalisation selon les cas prévus à l'article 10.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, la convention de réalisation est résiliée à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de mise en demeure de régularisation, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du maître d'ouvrage.

La présente convention de réalisation peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties signataires de la présente convention de réalisation s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en *2* exemplaires originaux, le

Pour la Commune de Saint-Germain-sur-Morin, Le Maire	Pour le Département de Seine-et-Marne, Le Président du Conseil départemental
Gérard GOUROVITCH	**Jean-François PARIGI**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/06

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_106H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/06**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GOUHOURY Pascal

OBJET : Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Noisiel - Contrat cadre, programme d'actions et deux conventions de réalisation.

La candidature à un Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Noisiel a été acceptée le 15 septembre 2021 en Comité de pilotage. Elle a depuis œuvré avec le Département à l'élaboration de son contrat et propose un programme d'actions découlant de son projet de développement.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil général n° 7 /02 en date du 29 juin 2012, adoptant le Règlement Budgétaire et Financier modifié par délibération du Conseil général n°7/01 du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/01 du 14 juin 2019, relative à la création d'un dispositif contractuel départemental pour les communes de plus de 2 000 habitants,

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/01 du 24 septembre 2020, relative à la modification du règlement des CID et des FAC,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/06

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet de Fonds d'Aménagement Communal de la Commune de Noisiel, tel qu'il figure en annexe n°1 de la présente délibération,

Article 2 : d'autoriser le Président du Département à signer ce contrat au nom du Département,

Article 3 : de soutenir financièrement ce programme d'actions dans la limite d'une enveloppe globale de 1 100 000 €. Les crédits nécessaires seront prélevés sur l'action « Fonds d'Aménagement Communal »,

Article 4 : d'accorder à la Commune de Noisiel, une subvention de 179 608,44 € pour le projet de requalification du cours de l'Arche Guédon,

Article 5 : d'accorder à la Commune de Noisiel, une subvention de 193 054,24 € pour le projet de rénovation des tennis communaux,

Article 6 : d'approuver les projets de convention de réalisation pour ces actions, tels qu'ils figurent en annexe n°2 et n°3, de la présente délibération,

Article 7 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer ces conventions au nom du Département,

Article 8 : d'imputer la dépense sur l'action « Fonds d'Aménagement Communal » : opération « Fonds d'Aménagement Communal - DI 2025 ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 45

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/06

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/06

N'a pas pris part au débat et au vote : 1

M. Mathieu VISKOVIC en sa qualité de Maire de la Commune de Noisiel

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_106H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

FONDS D'AMENAGEMENT COMMUNAL

Entre le Département de Seine-et-Marne

et la Commune de Noisiel

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « **le Département** »

D'une part,

ET

La Commune de Noisiel, représentée par son Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 15 novembre 2024,

- ci-après dénommée « **la Commune** »

D'autre part.

Préambule

Le Département de Seine-et-Marne souhaite être un partenaire privilégié des Communes et des Intercommunalités.

Pour les accompagner dans la mise en œuvre de leurs projets, il a créé trois dispositifs contractuels que sont le CID pour les 23 Communautés de communes ou d'agglomération, le FER pour les Communes et Syndicats de moins de 2 000 habitants, et le FAC destiné aux Communes de plus de 2 000 habitants.

Ce dernier, adopté en juin 2019, renforce le soutien technique et financier du Département et permet d'accompagner les projets au plus près des besoins locaux.

D'une durée de trois ans, le Fonds d'Aménagement Communal (FAC) est le fruit d'une concertation étroite entre le Département et la Commune. Il s'appuie sur un projet d'aménagement et de développement communal, en lien avec le diagnostic de l'EPCI à fiscalité propre auquel la Commune est rattachée.

La mise en place d'instances de concertation, dont le comité de suivi, permettra au Département de suivre la mise en œuvre de ce contrat en lien étroit avec les Communes.

PRÉSENTATION DE LA COMMUNE ET DE SON PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL

La candidature de la Commune de Noisiel a été retenue par le Comité de pilotage des procédures contractuelles du 15 septembre 2021.

La Commune de Noisiel a rédigé son projet d'aménagement et de développement présentant les principaux enjeux à relever pour les années à venir. Ce projet s'articule autour des sept axes stratégiques suivants :

- rénover les espaces publics communaux, afin de favoriser l'attractivité,
- adapter l'offre de logements, en intégrant les nouveaux programmes de construction,
- mettre aux normes et compléter l'offre en équipements publics,
- développer les zones de mixité et résorber les coupures en faveur des mobilités,
- mettre en valeur et accueillir la rénovation du patrimoine remarquable,
- développer et hiérarchiser l'offre en commerce,
- valoriser et rénover les zones d'activités économiques et entrées de villes.

PROGRAMME D'ACTIONS PRÉVISIONNEL

La Commune de Noisiel propose une programmation composée de trois actions. Ce programme, validé par le Comité de pilotage des procédures contractuelles, est annexé au présent contrat.

Chaque projet inscrit dans le programme d'actions du contrat fera l'objet d'une convention de réalisation conclue entre le Département et le bénéficiaire maître d'ouvrage.

Cette convention interviendra à l'issue d'une phase d'élaboration du projet, durant laquelle le Département sera étroitement associé et ce, dès la définition du programme.

Elle constituera l'acte juridique d'engagement du Département et détaillera l'action, le plan de financement, le calendrier de réalisation, le montant et les modalités de versement de la subvention départementale.

En cas de changement dans le programme d'actions, le Département, après avis du Comité de pilotage des procédures contractuelles, peut décider de le modifier. Il fera l'objet d'un avenant au contrat.

PARTIE 1 – DISPOSITIF CONTRACTUEL

ARTICLE 1 - ENGAGEMENTS DES CO-CONTRACTANTS

1.1 ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département de Seine-et-Marne s'engage à soutenir financièrement la Commune de Noisiel à hauteur de 1 100 000 €.

La subvention départementale est calculée sur la base d'une enveloppe forfaitaire attribuée aux communes selon le nombre d'habitants. La population municipale de Noisiel étant de 15 461 habitants (INSEE 2021), soit plus de 10 000 habitants, la subvention qui lui est attribuée s'élève donc à 1 000 000 €.

La Commune de Noisiel accueille un quartier prioritaire dans le cadre de la Politique de la Ville. A ce titre, un bonus de 10% lui est accordé. Ainsi, l'enveloppe du FAC s'élèverait à 1 100 000 €.

Le montant de la subvention départementale pour chaque projet sera définitivement arrêté dans la convention de réalisation, qui sera proposée en Commission permanente du Conseil départemental, et signée par le Département et le maître d'ouvrage.

1.2 ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE

Ce dispositif s'adresse aux communes de plus de 2 000 habitants ne bénéficiant pas d'un contrat départemental en cours, et à un porteur de projet public ou privé de lieux d'exercice collectif de santé (maisons de santé pluridisciplinaire, etc.) dans une zone reconnue déficitaire par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Dans le cadre de l'utilisation des fonds départementaux, les bénéficiaires du présent contrat s'engagent à :

- respecter les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de leur gestion et de leurs champs d'activités,
- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de l'aide départementale par les agents du Département mandatés à cet effet, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile,
- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et règlements qui lui sont applicables,
- associer le Département, au travers de ses élu-e-s et technicien-ne-s, à l'ensemble des actions.

ARTICLE 2 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU FINANCEMENT DÉPARTEMENTAL

Pour bénéficier de subventions départementales, les actions d'investissement doivent :

- s'inscrire dans les axes stratégiques de développement du territoire,
- être retenues par le comité de suivi,
- faire l'objet d'une convention de réalisation.

Les conditions propres à chaque opération seront détaillées dans les conventions de réalisation.

ARTICLE 3 - CONVENTION DE RÉALISATION

Chaque action identifiée et inscrite dans le plan d'actions prévisionnel du contrat cadre fera l'objet d'une convention de réalisation entre le Département et le maître d'ouvrage concerné.

Pour chaque action identifiée, les services départementaux seront associés le plus étroitement possible et ce, dès l'élaboration du programme.

La convention de réalisation sera proposée au maître d'ouvrage par le Département lorsque le projet sera suffisamment abouti (niveau Avant-Projet Détaillé ou Projet).

La convention de réalisation détaillera, pour chaque opération, le plan de financement, le calendrier, le montant de la subvention départementale, ainsi que les conditions à respecter pour le versement de ces subventions.

Les modalités de versement et de restitution de la subvention départementale seront fixées dans chacune des conventions de réalisation.

ARTICLE 4 - EVALUATION ET BILAN

Au plus tard en 3ème année, et après la signature des conventions de réalisation, le FAC fera l'objet d'un bilan global réalisé par le Département, en lien étroit avec la Commune.

En s'appuyant sur les indicateurs figurant dans les conventions de réalisation, il s'agira de mesurer les effets du contrat sur le territoire communal.

Cette phase de bilan qualitatif et quantitatif comprend, *a minima* :

- un bilan global du contrat (taux de consommation de l'enveloppe, répartition par axe stratégique, etc.),
- une évaluation de chacune des actions inscrites dans des conventions de réalisation (coût, nombre de personnes touchées, effets induits, retours sur la mise en œuvre de l'action, etc.).

ARTICLE 5 - COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département, sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans l'aide apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.

Le Département, de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, pour toute opération cofinancée par le contrat, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.) avec la mention « action financée par le Département de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication du Département.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, est systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées au contrat (pose de première pierre, inauguration, etc.).

ARTICLE 6 - DATE D'EFFET ET DURÉE

Les bénéficiaires disposent de trois ans à compter de la date de signature du Fonds d'Aménagement Communal pour engager au travers d'une convention de réalisation les actions inscrites dans le programme d'actions annexé à ce contrat.

ARTICLE 7 - RÉSILIATION ET MODIFICATION

Toute modification apportée au présent contrat fera l'objet d'un avenant approuvé et signé par l'ensemble des parties.

Le présent contrat peut être résilié, par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois avant la date anniversaire de sa signature, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Quel que soit le cas de résiliation invoqué, les parties restent tenues d'exécuter les obligations résultant du présent contrat cadre jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 8 - RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties, au présent contrat cadre, s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en deux exemplaires originaux

Fait à Noisiel, le	Fait à Melun, le
Pour la Commune de Noisiel Le Maire	Pour le Département de Seine-et-Marne, Le Président
Mathieu VISKOVIC	**Jean-François PARIGI**

Programme d'actions du FAC
Commune de Noisiel

Enveloppe totale pour 3 ans : 1 100 000 €

Intitulé du projet	Calendrier prévisionnel	Coût estimé HT	Subvention départementale
1/ Extension des écoles maternelle et élémentaire Maryse Bastié et Jules Ferry - phase 1	2026-2028	1 225 000 €	**1 100 000 €**
2/ Requalification du cours de l'Arche Guédon	2025-2027	449 021,10 €	
3/ Rénovation des tennis communaux	2025-2026	482 635,60 €	
	TOTAL	**2 156 656,70 €**	**1 100 000 €**

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION DE REALISATION

« RENOVATION DES TENNIS COMMUNAUX »

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

ET

La Commune de Noisiel, représentée par son Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 15 novembre 2024,

- ci-après dénommée « le maître d'ouvrage »,

D'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

PRÉAMBULE

Souhaitant renforcer son soutien technique et financier au développement des territoires, et notamment aux Communes de plus de 2 000 habitants, le Département a adopté, le 14 juin 2019, le Fonds d'Aménagement Communal (FAC) destiné à répondre à leurs besoins spécifiques.

Basé sur le projet de développement communal, en lien avec le diagnostic de l'EPCI à fiscalité propre auquel la Commune est rattachée, et fruit d'une concertation étroite avec le Département, ce contrat permet d'accompagner les projets au plus près des besoins locaux.

D'une durée de trois ans, il assure une plus grande réactivité du Département dans l'accompagnement des projets retenus. Un contrat peut par ailleurs être suivi de la signature d'un nouveau contrat sans année blanche.

Le FAC se compose d'un projet de développement communal et d'un programme d'actions prévisionnel, avec un échéancier de réalisation à 3 ans. Le FAC est adopté par l'Assemblée départementale et signé avec la Commune, maître d'ouvrage des projets inscrits dans le programme d'actions prévisionnel.

Une fois le contrat signé, et pour chaque projet, des conventions de réalisation seront conclues entre le Département et le maître d'ouvrage.

Le contrat de la Commune de Noisiel est proposé au cours de cette même séance.

La Commune de Noisiel sollicite le Département pour la rénovation des tennis communaux. La convention de réalisation fixe les modalités de l'aide attribuée à cette opération.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention de réalisation a pour objet de fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département.

Cette opération concerne la **« Rénovation des tennis communaux ».**

Contexte, enjeux et description détaillée

Le complexe de tennis Bernard Légier est en situation de vétusté. La dalle présente des fissures et des affaissements. Cette infrastructure sportive a besoin d'être entièrement rénovée.

Le projet sera réalisé en plusieurs phases :

- 2025 : rénovation des sols,
- 2026 : réfection des toitures et remplacement des menuiseries,
- 2027 : rénovation et aménagement des espaces intérieurs.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à soutenir financièrement la Commune de Noisiel par le versement d'une subvention.

Pour l'opération « Rénovation des tennis communaux », objet de la présente convention, la subvention départementale s'élèvera à 193 054,24 €.

Le tableau de répartition du financement de l'opération est le suivant :

Coût de l'opération HT (Travaux + Frais d'honoraires dans la limite de 15 %)	Autres financements publics	Subvention départementale	Coût restant à la charge du maître d'ouvrage
482 635,60 €	Région : 144 790,68 €	193 054,24 €	144 790,68 €

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à ce que l'opération « Rénovation des tennis communaux » respecte les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de sa gestion et de ses champs d'activités.

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de la subvention départementale par les services mandatés à cet effet, notamment par l'accès et la transmission des pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile (factures acquittées, état de mandatement, certificat d'achèvement de travaux, rapport de commission de sécurité, …),

- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et les règlements qui lui sont applicables,

- ne pas débuter les travaux avant la décision de la Commission permanente du Conseil départemental sauf si une autorisation de démarrage anticipé a été acceptée par le Département,

- respecter le descriptif du projet présenté au Département,

- respecter les avis techniques formulés par les Directions du Département. A ce titre :
  - une première vérification des travaux sera réalisée par la Direction des Sports (réalisation à environ 50 %)
  - après l'achèvement des travaux, une vérification de conformité sera réalisée par la Direction des Sports
- en cas de travaux sur une Route départementale, solliciter une permission de voirie correspondante auprès de l'Agence Routière Départementale (ARD) concernée.

- conserver la propriété publique de l'ouvrage pendant une durée de 10 ans à compter de la date d'achèvement de l'opération.

ARTICLE 4 : MODALITÉS D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DE SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le montant de la subvention à verser sera calculé au prorata du montant des travaux réalisés, selon les modalités suivantes :

Versement fractionné

En investissement, une **première avance** de 30% du montant de la subvention prévue pourra être versée, sur présentation des pièces justificatives de l'attribution intégrale des marchés de travaux.

Le versement des acomptes pourra se faire dans les conditions suivantes :

- sur demande du maître d'ouvrage, avec présentation d'un justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage,
- sous réserve que l'acompte demandé, cumulé avec les acomptes déjà obtenus, n'excède pas 80% du total de la subvention.

Le solde sera versé sur demande du maître d'ouvrage à la réception des travaux sur présentation des pièces justificatives (procès-verbal de réception des travaux ou tout autre

document justifiant la pleine réalisation de l'opération, justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage).

En cas de coût réalisé moins important que le coût initialement prévu dans la convention de réalisation, le montant de la subvention versé correspond à 40 % du montant des dépenses réalisées, dans la limite de la subvention accordée. Le reliquat de la subvention non versé n'est pas réintégré dans l'enveloppe globale du FAC.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CADUCITÉ

Les règles de caducité applicables sont celles définies dans le règlement du dispositif.

Toute subvention à l'investissement est soumise à deux règles de caducité.

5.1 En matière de demande de versement d'un premier acompte

La demande de versement relative à une avance ou à un premier acompte doit intervenir dans un délai maximum de 2 ans à compter de la date de la délibération attributive de la subvention.

Sauf dérogation expresse de l'assemblée compétente, les opérations n'ayant pas fait l'objet d'une première demande de versement par les bénéficiaires dans le délai imparti sont frappées de caducité. Ces opérations sont gelées dans le système budgétaire et comptable et sont désaffectées formellement au moment de l'adoption du Compte Administratif du Département, auquel est joint un récapitulatif des opérations frappées de caducité.

5.2 En matière de demande de versement du solde

Le bénéficiaire d'une subvention à l'investissement dispose d'un délai maximum de 2 ans, à compter de la date d'émission du mandat relatif à l'avance ou au premier acompte, pour solliciter le solde de cette subvention. A l'expiration du délai, le versement du solde est considéré caduc et est annulé.

Toutefois, avant expiration de ce délai, la Commission permanente du Département peut décider de le proroger sur demande argumentée du Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : EVALUATION - CHAMPS D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DE RÉALISATION

A l'issue de la période de contractualisation, une évaluation de l'opération sera réalisée, en concertation, entre le maître d'ouvrage et le Département, selon les indicateurs suivants :

- Evolution du nombre de licenciés,
- Enquête de satisfaction des usagers.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans la subvention apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.

Le Département de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.…) avec la mention « action financée par le Conseil départemental de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication pour fourniture du logo.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, sera systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées à la convention (pose de première pierre, inauguration, etc…).

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les différentes parties.

La présente convention expire lorsque l'opération « Rénovation des tennis communaux » est terminée et que le solde de la subvention départementale est versé (voir article 4) ou si la présente convention est frappée de caducité.

ARTICLE 9 : MODALITÉS DE RÉVISION ET DE RESTITUTION DE LA SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au maître d'ouvrage. Ce dernier s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le maître d'ouvrage pour des activités non conformes à celles qui sont définies dans la présente convention ou si le maître d'ouvrage ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention de réalisation,
- en cas de résiliation de la présente convention de réalisation selon les cas prévus à l'article 10.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, la convention de réalisation est résiliée à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de mise en demeure de régularisation, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du maître d'ouvrage.

La présente convention de réalisation peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties signataires de la présente convention de réalisation s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en *2* exemplaires originaux, le

Pour la Commune de Noisiel Le Maire	Pour le Département de Seine-et-Marne, Le Président du Conseil départemental
Mathieu VISKOVIC	**Jean-François PARIGI**

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION DE REALISATION

« REQUALIFICATION DU COURS DE L'ARCHE GUEDON »

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

ET

La Commune de Noisiel, représentée par son Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 15 novembre 2024,

- ci-après dénommée « le maître d'ouvrage »,

D'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

PRÉAMBULE

Souhaitant renforcer son soutien technique et financier au développement des territoires, et notamment aux Communes de plus de 2 000 habitants, le Département a adopté, le 14 juin 2019, le Fonds d'Aménagement Communal (FAC) destiné à répondre à leurs besoins spécifiques.

Basé sur le projet de développement communal, en lien avec le diagnostic de l'EPCI à fiscalité propre auquel la Commune est rattachée, et fruit d'une concertation étroite avec le Département, ce contrat permet d'accompagner les projets au plus près des besoins locaux.

D'une durée de trois ans, il assure une plus grande réactivité du Département dans l'accompagnement des projets retenus. Un contrat peut par ailleurs être suivi de la signature d'un nouveau contrat sans année blanche.

Le FAC se compose d'un projet de développement communal et d'un programme d'actions prévisionnel, avec un échéancier de réalisation à 3 ans. Le FAC est adopté par l'Assemblée départementale et signé avec la Commune, maître d'ouvrage des projets inscrits dans le programme d'actions prévisionnel.

Une fois le contrat signé, et pour chaque projet, des conventions de réalisation seront conclues entre le Département et le maître d'ouvrage.

Le contrat de la Commune de Noisiel est proposé au cours de cette même séance.

La Commune de Noisiel sollicite le Département pour la requalification du cours de l'Arche Guédon. La convention de réalisation fixe les modalités de l'aide attribuée à cette opération.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention de réalisation a pour objet de fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département.

Cette opération concerne la **« Requalification du cours de l'Arche Guédon ».**

Contexte, enjeux et description détaillée

Dans le cadre d'un programme pluriannuel de travaux sur la voirie communale, la Commune de Noisiel projette la mise aux normes d'accessibilité du cours de l'Arche Guédon.

Le projet consistera à sécuriser la voie et ses abords, mettre aux normes PMR les trottoirs et les traversées, rénover la voirie et l'extension des voies cyclables.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à soutenir financièrement la Commune de Noisiel par le versement d'une subvention.

Pour l'opération « Requalification du cours de l'Arche Guédon », objet de la présente convention, la subvention départementale s'élèvera à 179 608,44 €.

Le tableau de répartition du financement de l'opération est le suivant :

Coût de l'opération HT (Travaux + Frais d'honoraires dans la limite de 15 %)	Autres financements publics	Subvention départementale	Coût restant à la charge du maître d'ouvrage
449 021,10 €	DETR : 134 383,50 €	179 608,44 €	135 029,16 €

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à ce que l'opération « Requalification du cours de l'Arche Guédon » respecte les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de sa gestion et de ses champs d'activités.

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de la subvention départementale par les services mandatés à cet effet, notamment par l'accès et la transmission des pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile (factures acquittées, état de mandatement, certificat d'achèvement de travaux, rapport de commission de sécurité, …),

- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et les règlements qui lui sont applicables,

- ne pas débuter les travaux avant la décision de la Commission permanente du Conseil départemental sauf si une autorisation de démarrage anticipé a été acceptée par le Département,

- respecter le descriptif du projet présenté au Département,

- respecter les avis techniques formulés par les Directions du Département. en cas de travaux sur une Route départementale, solliciter une permission de voirie correspondante auprès de l'Agence Routière Départementale (ARD) concernée.

- conserver la propriété publique de l'ouvrage pendant une durée de 10 ans à compter de la date d'achèvement de l'opération.

ARTICLE 4 : MODALITÉS D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DE SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le montant de la subvention à verser sera calculé au prorata du montant des travaux réalisés, selon les modalités suivantes :

Versement fractionné

En investissement, une **première avance** de 30% du montant de la subvention prévue pourra être versée, sur présentation des pièces justificatives de l'attribution intégrale des marchés de travaux.

Le versement des acomptes pourra se faire dans les conditions suivantes :

- sur demande du maître d'ouvrage, avec présentation d'un justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage,
- sous réserve que l'acompte demandé, cumulé avec les acomptes déjà obtenus, n'excède pas 80% du total de la subvention.

Le solde sera versé sur demande du maître d'ouvrage à la réception des travaux sur présentation des pièces justificatives (procès-verbal de réception des travaux ou tout autre document justifiant la pleine réalisation de l'opération, justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage).

En cas de coût réalisé moins important que le coût initialement prévu dans la convention de réalisation, le montant de la subvention versé correspond à 40 % du montant des dépenses réalisées, dans la limite de la subvention accordée. Le reliquat de la subvention non versé n'est pas réintégré dans l'enveloppe globale du FAC.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CADUCITÉ

Les règles de caducité applicables sont celles définies dans le règlement du dispositif.

Toute subvention à l'investissement est soumise à deux règles de caducité.

5.1 En matière de demande de versement d'un premier acompte

La demande de versement relative à une avance ou à un premier acompte doit intervenir dans un délai maximum de 2 ans à compter de la date de la délibération attributive de la subvention.

Sauf dérogation expresse de l'assemblée compétente, les opérations n'ayant pas fait l'objet d'une première demande de versement par les bénéficiaires dans le délai imparti sont frappées de caducité. Ces opérations sont gelées dans le système budgétaire et comptable et sont désaffectées formellement au moment de l'adoption du Compte Administratif du Département, auquel est joint un récapitulatif des opérations frappées de caducité.

5.2 En matière de demande de versement du solde

Le bénéficiaire d'une subvention à l'investissement dispose d'un délai maximum de 2 ans, à compter de la date d'émission du mandat relatif à l'avance ou au premier acompte, pour solliciter le solde de cette subvention. A l'expiration du délai, le versement du solde est considéré caduc et est annulé.

Toutefois, avant expiration de ce délai, la Commission permanente du Département peut décider de le proroger sur demande argumentée du Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : EVALUATION - CHAMPS D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DE RÉALISATION

A l'issue de la période de contractualisation, une évaluation de l'opération sera réalisée, en concertation, entre le maître d'ouvrage et le Département, selon l'indicateur suivant :

- Enquête de satisfaction des usagers.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans la subvention apportée par le Département.
Le Département validera le panneau avant sa pose.

Le Département de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.…) avec la mention « action financée par le Conseil départemental de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication pour fourniture du logo.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, sera systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées à la convention (pose de première pierre, inauguration, etc…).

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les différentes parties.

La présente convention expire lorsque l'opération « Requalification du cours de l'Arche Guédon » est terminée et que le solde de la subvention départementale est versé (voir article 4) ou si la présente convention est frappée de caducité.

ARTICLE 9 : MODALITÉS DE RÉVISION ET DE RESTITUTION DE LA SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au maître d'ouvrage. Ce dernier s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le maître d'ouvrage pour des activités non conformes à celles qui sont définies dans la présente convention ou si le maître d'ouvrage ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention de réalisation,
- en cas de résiliation de la présente convention de réalisation selon les cas prévus à l'article 10.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, la convention de réalisation est résiliée à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de mise en demeure de régularisation, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du maître d'ouvrage.

La présente convention de réalisation peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties signataires de la présente convention de réalisation s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en *2* exemplaires originaux, le

Pour la Commune de Noisiel Le Maire	Pour le Département de Seine-et-Marne, Le Président du Conseil départemental
Mathieu VISKOVIC	**Jean-François PARIGI**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/07

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_107H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/07**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GOUHOURY Pascal

OBJET : Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune d'Ozoir-la-Ferrière - Contrat cadre, programme d'actions et une convention de réalisation.

La candidature à un Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la commune d'Ozoir-la-Ferrière a été acceptée le 2 avril 2024 en Comité de pilotage. Elle a depuis œuvré avec le Département à l'élaboration de son contrat et propose un programme d'actions découlant de son projet de développement.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil général n° 7 /02 en date du 29 juin 2012, adoptant le Règlement Budgétaire et Financier modifié par délibération du Conseil général n°7/01 du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/01 du 14 juin 2019, relative à la création d'un dispositif contractuel départemental pour les communes de plus de 2 000 habitants,

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/01 du 24 septembre 2020, relative à la modification du règlement des CID et des FAC,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/07

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet de Fonds d'Aménagement Communal de la Commune d'Ozoir-la-Ferrière, tel qu'il figure en annexe n°1 de la présente délibération,

Article 2 : d'autoriser le Président du Département à signer ce contrat au nom du Département,

Article 3 : de soutenir financièrement ce programme d'actions dans la limite d'une enveloppe globale de 1 100 000 €. Les crédits nécessaires seront prélevés sur l'action « Fonds d'Aménagement Communal »,

Article 4 : d'accorder à la Commune d'Ozoir-la-Ferrière, une subvention de 1 100 000 € pour le projet de création d'un complexe multi-raquettes et d'une structure d'escalade,

Article 5 : d'approuver le projet de convention de réalisation pour cette action, tel qu'il figure en annexe n°2 de la présente délibération,

Article 6 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer cette convention au nom du Département,

Article 7 : d'imputer la dépense sur l'action « Fonds d'Aménagement Communal » : opération « Fonds d'Aménagement Communal - DI 2025 ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/07

M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/07

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_107H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

FONDS D'AMENAGEMENT COMMUNAL

Entre le Département de Seine-et-Marne

et la Commune d'Ozoir-la-Ferrière

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « **le Département** »

D'une part,

ET

La Commune d'Ozoir-la-Ferrière, représentée par son Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 26 juin 2024

- ci-après dénommée « **la Commune** »

D'autre part.

Préambule

Le Département de Seine-et-Marne souhaite être un partenaire privilégié des Communes et des Intercommunalités.

Pour les accompagner dans la mise en œuvre de leurs projets, il a créé trois dispositifs contractuels que sont le CID pour les 23 Communautés de communes ou d'agglomération, le FER pour les Communes et Syndicats de moins de 2 000 habitants, et le FAC destiné aux Communes de plus de 2 000 habitants.

Ce dernier, adopté en juin 2019, renforce le soutien technique et financier du Département et permet d'accompagner les projets au plus près des besoins locaux.

D'une durée de trois ans, le Fonds d'Aménagement Communal (FAC) est le fruit d'une concertation étroite entre le Département et la Commune. Il s'appuie sur un projet d'aménagement et de développement communal, en lien avec le diagnostic de l'EPCI à fiscalité propre auquel la Commune est rattachée.

La mise en place d'instances de concertation, dont le comité de suivi, permettra au Département de suivre la mise en œuvre de ce contrat en lien étroit avec les Communes.

PRÉSENTATION DE LA COMMUNE ET DE SON PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL

La candidature de la Commune d'Ozoir-la-Ferrière a été retenue par le Comité de pilotage des procédures contractuelles du 2 avril 2024.

La Commune d'Ozoir-la-Ferrière a rédigé son projet d'aménagement et de développement présentant les principaux enjeux à relever pour les années à venir. Ce projet s'articule autour des cinq axes stratégiques suivants en faveur d':

- une protection de l'environnement et une valorisation du cadre de vie ozoirien,
- une ville durable qui accompagne son développement,
- une modernisation des équipements publics pour accompagner les besoins de la population,
- un renforcement des liaisons douces et des transports en commun, et une amélioration de l'offre de stationnement,
- un soutien de l'activité économique ozoirienne.

PROGRAMME D'ACTIONS PRÉVISIONNEL

La Commune d'Ozoir-la-ferrière propose une programmation composée d'une action. Ce programme, validé par le Comité de pilotage des procédures contractuelles, est annexé au présent contrat.

Chaque projet inscrit dans le programme d'actions du contrat fera l'objet d'une convention de réalisation conclue entre le Département et le bénéficiaire maître d'ouvrage.

Cette convention interviendra à l'issue d'une phase d'élaboration du projet, durant laquelle le Département sera étroitement associé et ce, dès la définition du programme.

Elle constituera l'acte juridique d'engagement du Département et détaillera l'action, le plan de financement, le calendrier de réalisation, le montant et les modalités de versement de la subvention départementale.

En cas de changement dans le programme d'actions, le Département, après avis du Comité de pilotage des procédures contractuelles, peut décider de le modifier. Il fera l'objet d'un avenant au contrat.

PARTIE 1 – DISPOSITIF CONTRACTUEL

ARTICLE 1 - ENGAGEMENTS DES CO-CONTRACTANTS

1.1 ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département de Seine-et-Marne s'engage à soutenir financièrement la Commune d'Ozoir-la-Ferrière à hauteur de 1 100 000 €.

La subvention départementale est calculée sur la base d'une enveloppe forfaitaire attribuée aux communes selon le nombre d'habitants. La population municipale d'Ozoir-la-Ferrière étant de 20 692 habitants (INSEE 2021), soit plus de 10 000 habitants, la subvention qui lui est attribuée s'élève donc à 1 000 000 €.

La Commune d'Ozoir-la-Ferrière accueille un quartier prioritaire dans le cadre de la Politique de la Ville. A ce titre, un bonus de 10% lui est accordé. Ainsi, l'enveloppe du FAC s'élèverait à 1 100 000 €.

Le montant de la subvention départementale pour chaque projet sera définitivement arrêté dans la convention de réalisation, qui sera proposée en Commission permanente du Conseil départemental, et signée par le Département et le maître d'ouvrage.

1.2 ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE

Ce dispositif s'adresse aux communes de plus de 2 000 habitants ne bénéficiant pas d'un contrat départemental en cours, et à un porteur de projet public ou privé de lieux d'exercice

collectif de santé (maisons de santé pluridisciplinaire, etc.) dans une zone reconnue déficitaire par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Dans le cadre de l'utilisation des fonds départementaux, les bénéficiaires du présent contrat s'engagent à :

- respecter les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de leur gestion et de leurs champs d'activités,
- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de l'aide départementale par les agents du Département mandatés à cet effet, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile,
- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et règlements qui lui sont applicables,
- associer le Département, au travers de ses élu-e-s et technicien-ne-s, à l'ensemble des actions.

ARTICLE 2 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU FINANCEMENT DÉPARTEMENTAL

Pour bénéficier de subventions départementales, les actions d'investissement doivent :

- s'inscrire dans les axes stratégiques de développement du territoire,
- être retenues par le comité de suivi,
- faire l'objet d'une convention de réalisation.

Les conditions propres à chaque opération seront détaillées dans les conventions de réalisation.

ARTICLE 3 - CONVENTION DE RÉALISATION

Chaque action identifiée et inscrite dans le plan d'actions prévisionnel du contrat cadre fera l'objet d'une convention de réalisation entre le Département et le maître d'ouvrage concerné.

Pour chaque action identifiée, les services départementaux seront associés le plus étroitement possible et ce, dès l'élaboration du programme.

La convention de réalisation sera proposée au maître d'ouvrage par le Département lorsque le projet sera suffisamment abouti (niveau Avant-Projet Détaillé ou Projet).

La convention de réalisation détaillera, pour chaque opération, le plan de financement, le calendrier, le montant de la subvention départementale, ainsi que les conditions à respecter pour le versement de ces subventions.

Les modalités de versement et de restitution de la subvention départementale seront fixées dans chacune des conventions de réalisation.

ARTICLE 4 - EVALUATION ET BILAN

Au plus tard en 3ème année, et après la signature des conventions de réalisation, le FAC fera l'objet d'un bilan global réalisé par le Département, en lien étroit avec la Commune.

En s'appuyant sur les indicateurs figurant dans les conventions de réalisation, il s'agira de mesurer les effets du contrat sur le territoire communal.

Cette phase de bilan qualitatif et quantitatif comprend, *a minima* :

- un bilan global du contrat (taux de consommation de l'enveloppe, répartition par axe stratégique, etc.),
- une évaluation de chacune des actions inscrites dans des conventions de réalisation (coût, nombre de personnes touchées, effets induits, retours sur la mise en œuvre de l'action, etc.).

ARTICLE 5 - COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département, sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans l'aide apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.

Le Département, de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, pour toute opération cofinancée par le contrat, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.) avec la mention « action financée par le Département de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication du Département.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, est systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées au contrat (pose de première pierre, inauguration, etc.).

ARTICLE 6 - DATE D'EFFET ET DURÉE

Les bénéficiaires disposent de trois ans à compter de la date de signature du Fonds d'Aménagement Communal pour engager au travers d'une convention de réalisation les actions inscrites dans le programme d'actions annexé à ce contrat.

ARTICLE 7 - RÉSILIATION ET MODIFICATION

Toute modification apportée au présent contrat fera l'objet d'un avenant approuvé et signé par l'ensemble des parties.

Le présent contrat peut être résilié, par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois avant la date anniversaire de sa signature, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Quel que soit le cas de résiliation invoqué, les parties restent tenues d'exécuter les obligations résultant du présent contrat cadre jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 8 - RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties, au présent contrat cadre, s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en deux exemplaires originaux

Fait à Ozoir-la-Ferrière, le	Fait à Melun, le
Pour la Commune d'Ozoir-la-Ferrière Le Maire	Pour le Département de Seine-et-Marne, Le Président
Christine FLECK	**Jean-François PARIGI**

Programme d'actions du FAC
Commune d'Ozoir-la-ferrière

Enveloppe totale pour 3 ans : 1 100 000 €

Intitulé du projet	Calendrier prévisionnel	Coût estimé HT	Subvention départementale
Création d'un complexe multi-raquettes et d'une structure d'escalade	2024-2025	6 322 517,34 €	**1 100 000 €**
	TOTAL	**6 322 517,34 €**	**1 100 000 €**

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION DE REALISATION

« CREATION D'UN COMPLEXE MULTI-RAQUETTES ET D'UNE STRUCTURE D'ESCALADE »

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

ET

La Commune d'Ozoir-la-Ferrière, représentée par son Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 26 juin 2024,

- ci-après dénommée « le maître d'ouvrage »,

D'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

PRÉAMBULE

Souhaitant renforcer son soutien technique et financier au développement des territoires, et notamment aux Communes de plus de 2 000 habitants, le Département a adopté, le 14 juin 2019, le Fonds d'Aménagement Communal (FAC) destiné à répondre à leurs besoins spécifiques.

Basé sur le projet de développement communal, en lien avec le diagnostic de l'EPCI à fiscalité propre auquel la Commune est rattachée, et fruit d'une concertation étroite avec le Département, ce contrat permet d'accompagner les projets au plus près des besoins locaux.

D'une durée de trois ans, il assure une plus grande réactivité du Département dans l'accompagnement des projets retenus. Un contrat peut par ailleurs être suivi de la signature d'un nouveau contrat sans année blanche.

Le FAC se compose d'un projet de développement communal et d'un programme d'actions prévisionnel, avec un échéancier de réalisation à 3 ans. Le FAC est adopté par l'Assemblée départementale et signé avec la Commune, maître d'ouvrage des projets inscrits dans le programme d'actions prévisionnel.

Une fois le contrat signé, et pour chaque projet, des conventions de réalisation seront conclues entre le Département et le maître d'ouvrage.

Le contrat de la Commune d'Ozoir-la-Ferrière, est adopté au cours de cette même séance.

La Commune d'Ozoir-la-Ferrière sollicite le Département pour la création d'un complexe multi-raquettes et d'une structure d'escalade. La convention de réalisation fixe les modalités de l'aide attribuée à cette opération.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention de réalisation a pour objet de fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département.

Cette opération concerne la **« Création d'un complexe multi-raquettes et d'une structure d'escalade ».**

Contexte, enjeux et description détaillée

Le futur complexe sera intégré dans un projet sportif global porté par la ville. Il visera à répondre à plusieurs objectifs tels que, répondre à la forte croissance de la pratique du padel, la création d'un lieu pour la pratique scolaire, l'organisation d'animations et de tournois d'envergure, la promotion du « sport santé » et l'inclusion des personnes en situation de handicap.

Le projet prévoit la construction :

- de 4 courts de tennis, 3 courts de padel couverts, ainsi que 3 courts de tennis extérieurs,
- d'une structure d'escalade dans une salle de 250 m² qui pourra accueillir d'autres activités,
- d'un club-house.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à soutenir financièrement la Commune d'Ozoir-la-Ferrière par le versement d'une subvention.

Pour l'opération « Création d'un complexe multi-raquettes et d'une structure d'escalade », objet de la présente convention, la subvention départementale s'élèvera à 1 100 000 €.

Le tableau de répartition du financement de l'opération est le suivant :

Coût de l'opération HT (Travaux + Frais d'honoraires dans la limite de 15 %)	Autres financements publics	Subvention départementale	Coût restant à la charge du maître d'ouvrage
6 322 517,34 €	Etat : 1 074 350,02 € Région : 570 000 € Fond de concours : 400 000 € Club : 100 000 € FFT : 100 000 €	1 100 000 €	2 978 167,32 €

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à ce que l'opération « Création d'un complexe multi-raquettes et d'une structure d'escalade » respecte les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de sa gestion et de ses champs d'activités.

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de la subvention départementale par les services mandatés à cet effet, notamment par l'accès et la transmission des pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile (factures acquittées, état de mandatement, certificat d'achèvement de travaux, rapport de commission de sécurité, …),

- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et les règlements qui lui sont applicables,

- ne pas débuter les travaux avant la décision de la Commission permanente du Conseil départemental sauf si une autorisation de démarrage anticipé a été acceptée par le Département,

- respecter le descriptif du projet présenté au Département,

- respecter les avis techniques formulés par les Directions du Département. A ce titre :

  - une première vérification des travaux sera réalisée par la Direction des Sports (réalisation à environ 50 %),

  - après l'achèvement des travaux, une vérification de conformité sera réalisée par la Direction des Sports,

- conserver la propriété publique de l'ouvrage pendant une durée de 10 ans à compter de la date d'achèvement de l'opération.

ARTICLE 4 : MODALITÉS D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DE SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le montant de la subvention à verser sera calculé au prorata du montant des travaux réalisés, selon les modalités suivantes :

Versement fractionné

En investissement, une **première avance** de 30% du montant de la subvention prévue pourra être versée, sur présentation des pièces justificatives de l'attribution intégrale des marchés de travaux.

Le versement des acomptes pourra se faire dans les conditions suivantes :

- sur demande du maître d'ouvrage, avec présentation d'un justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage,
- sous réserve que l'acompte demandé, cumulé avec les acomptes déjà obtenus, n'excède pas 80% du total de la subvention.

Le solde sera versé sur demande du maître d'ouvrage à la réception des travaux sur présentation des pièces justificatives (procès-verbal de réception des travaux ou tout autre document justifiant la pleine réalisation de l'opération, justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage).

En cas de coût réalisé moins important que le coût initialement prévu dans la convention de réalisation, le montant de la subvention versé correspond à 40 % du montant des dépenses réalisées, dans la limite de la subvention accordée. Le reliquat de la subvention non versé n'est pas réintégré dans l'enveloppe globale du FAC.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CADUCITÉ

Les règles de caducité applicables sont celles définies dans le règlement du dispositif.

Toute subvention à l'investissement est soumise à deux règles de caducité.

5.1 En matière de demande de versement d'un premier acompte

La demande de versement relative à une avance ou à un premier acompte doit intervenir dans un délai maximum de 2 ans à compter de la date de la délibération attributive de la subvention.

Sauf dérogation expresse de l'assemblée compétente, les opérations n'ayant pas fait l'objet d'une première demande de versement par les bénéficiaires dans le délai imparti sont frappées de caducité. Ces opérations sont gelées dans le système budgétaire et comptable et sont désaffectées formellement au moment de l'adoption du Compte Administratif du Département, auquel est joint un récapitulatif des opérations frappées de caducité.

5.2 En matière de demande de versement du solde

Le bénéficiaire d'une subvention à l'investissement dispose d'un délai maximum de 2 ans, à compter de la date d'émission du mandat relatif à l'avance ou au premier acompte, pour solliciter le solde de cette subvention. A l'expiration du délai, le versement du solde est considéré caduc et est annulé.

Toutefois, avant expiration de ce délai, la Commission permanente du Département peut décider de le proroger sur demande argumentée du Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : EVALUATION - CHAMPS D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DE RÉALISATION

A l'issue de la période de contractualisation, une évaluation de l'opération sera réalisée, en concertation, entre le maître d'ouvrage et le Département, selon les indicateurs suivants :

- évolution du nombre de licenciés,
- fréquence d'utilisation par type de public.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans la subvention apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.

Le Département de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.…) avec la mention « action financée par le Conseil départemental de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication pour fourniture du logo.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, sera systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées à la convention (pose de première pierre, inauguration, etc…).

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les différentes parties.

La présente convention expire lorsque l'opération « Création d'un complexe multi-raquettes et d'une structure d'escalade » est terminée et que le solde de la subvention départementale est versé (voir article 4) ou si la présente convention est frappée de caducité.

ARTICLE 9 : MODALITÉS DE RÉVISION ET DE RESTITUTION DE LA SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au maître d'ouvrage. Ce dernier s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le maître d'ouvrage pour des activités non conformes à celles qui sont définies dans la présente convention ou si le maître d'ouvrage ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention de réalisation,
- en cas de résiliation de la présente convention de réalisation selon les cas prévus à l'article 10.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, la convention de réalisation est résiliée à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de mise en demeure de régularisation, envoyée par lettre recommandée avec accusé

de réception, demeurée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du maître d'ouvrage.

La présente convention de réalisation peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties signataires de la présente convention de réalisation s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en *2* exemplaires originaux, le

Pour la Commune d'Ozoir-la-Ferrière Le Maire	Pour le Département de Seine-et-Marne, Le Président du Conseil départemental
Christine FLECK	**Jean-François PARIGI**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/08

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_108H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/08**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GOUHOURY Pascal

OBJET : Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours - Avenant n°1 au contrat et une convention de réalisation.

Lors de sa séance du 21 décembre 2023, l'Assemblée départementale a approuvé le Fonds d'Aménagement Communal de la Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours auquel était annexé le programme d'actions établi pour les 3 années du contrat. A ce titre, la Commune souhaite modifier le montant de l'enveloppe du FAC. Comme le prévoit le règlement, un avenant est proposé pour prendre en compte cette modification.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil général n° 7 /02 en date du 29 juin 2012, adoptant le Règlement Budgétaire et Financier modifié par délibération du Conseil général n°7/01 du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/01 du 14 juin 2019, relative à la création d'un dispositif contractuel départemental pour les communes de plus de 2 000 habitants,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 1/01 du 24 septembre 2020, relative à la modification du règlement des CID et des FAC,

VU la délibération n°1/12 du 21 décembre 2023, relative au Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/08

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet d'avenant au contrat cadre du Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de la Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours, tel qu'il figure en annexe n°1 de la présente délibération,

Article 2 : d'autoriser le Président du Département à signer cet avenant au nom du Département,

Article 3 : d'accorder à la Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours une subvention de 33 707,65 € pour le projet d'aménagement du parking du centre commercial du Clos Saint-Jean,

Article 4 : d'approuver le projet de convention de réalisation pour cette action, tel qu'il figure en annexe n°2 de la présente délibération,

Article 5 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer cette convention au nom du Département,

Article 6 : d'imputer la dépense sur l'action « Fonds d'Aménagement Communal » : opération « Fonds d'aménagement Communal – DI 2024 ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/08

M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/08

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

AVENANT n° 1 au Fonds d'Aménagement Communal (FAC) de Saint-Pierre-lès-Nemours du 21 février 2024

ENTRE,

- Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en exécution de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « **le Département** »,

D'UNE PART

ET,

- La Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours représentée, par son Maire, agissant en exécution de la décision du maire en date du 12 mars 2025,

- ci-après dénommée « **la Commune** »,

D'AUTRE PART

IL A D'ABORD ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT

Le FAC de la Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours, adopté en Séance départementale du 21 décembre 2023, a été signé le 21 février 2024. Le montant total de l'enveloppe s'élevait à 525 000 € pour les 3 années du contrat.

Lors de l'adoption de ce FAC, un montant de 75 000 € a été déduit de l'enveloppe du contrat, ce montant correspondant à la participation communale pour un projet de réalisation d'un carrefour à feu au croisement des RD 16 et RD 98. Ce projet ne se fera pas, les études réalisées n'étant pas concluantes.

La Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours demande donc la restitution de cette somme. Le Département a été sollicité en ce sens, le 12 mars 2025, par décision du Maire.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de l'enveloppe du FAC de la Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours, tel qu'il a été annexé au contrat cadre signé le 21 février 2024.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS MODIFIEES

L'article 1.1 du contrat cadre de la Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours est modifié comme suit :

1.1 Engagements du Département

Le Département de Seine-et-Marne s'engage à soutenir financièrement la Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours à hauteur de 600 000 € pour les 3 années du contrat.

La subvention départementale est calculée sur la base d'une enveloppe forfaitaire de 600 000 € attribuée aux communes comptant 5 000 à 9 999 habitants. La population municipale de Saint-Pierre-lès-Nemours comptant 5 408 habitants (INSEE 2020), la subvention qui lui est attribuée s'élève donc à 600 000 €.

L'annexe du contrat cadre de la Commune de Saint-Pierre-les-Nemours, relative au programme d'actions, est modifiée et se trouve en annexe du présent avenant.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS NON MODIFIEES

Les dispositions du contrat cadre initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET

Le présent avenant prendra effet à la date de sa signature par les parties contractantes.

SIGNATURES

Fait en 2 exemplaires originaux

Fait à Saint-Pierre-lès-Nemours, le	Fait à Melun, le
Pour la Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours le Maire	Pour le Département de Seine-et-Marne Le Président
Bruno LANDAIS	**Jean-François PARIGI**

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n°1à la délibération n°1/08

Programme d'actions du FAC
Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours

Enveloppe totale pour 3 ans : 600 000 €

Intitulé du projet	Calendrier prévisionnel	Coût estimé HT	Subvention départementale
1/ Travaux d'accessibilité et d'aménagement de la voirie : - Mise en accessibilité et réfection de la voirie de la rue de la Demi-lieue – (phase 1)	2023	195 556,85 €	**39 111,37 €**
- Requalification des abords de l'entrée de ville (RD 607) (phase 2)	2023	707 785,45 €	**283 114,18 €**
- Aménagement du parking du centre commercial du clos Saint-Jean (phase 3)	2025	262 439,50 €	**33 707,65 €**
- Mise en accessibilité et réfection de la voirie de la rue de la Demi-lieue – tranche 2 (phase 4)	2025	160 620,00 €	**244 066,80 €**
- Aménagement de la rue de Bagneux (phase 5)	2025	375 160,00 €	
2/ Mise en accessibilité de la cour de l'école élémentaire des Hauts de Saint-Pierre	2025-2026	119 423,37 €	
3/ Rénovation de bâtiments communaux	2025-2026	187 337,07€	
TOTAL FAC COMMUNE DE Saint-Pierre-lès-Nemours		**2 008 322,24 €**	**600 000,00 €**

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION DE REALISATION

« AMÉNAGEMENT DU PARKING DU CENTRE COMMERCIAL DU CLOS SAINT-JEAN »

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par son Président, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente en date du 20 juin 2025,

- ci-après dénommé « le Département »,

D'une part,

ET

La Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours, représentée par son Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 12 mars 2025,

- ci-après dénommée « le maître d'ouvrage »,

D'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

PRÉAMBULE

Souhaitant renforcer son soutien technique et financier au développement des territoires, et notamment aux Communes de plus de 2 000 habitants, le Département a adopté, le 14 juin 2019, le Fonds d'Aménagement Communal (FAC) destiné à répondre à leurs besoins spécifiques.

Basé sur le projet de développement communal, en lien avec le diagnostic de l'EPCI à fiscalité propre auquel la Commune est rattachée, et fruit d'une concertation étroite avec le Département, ce contrat permet d'accompagner les projets au plus près des besoins locaux.

D'une durée de trois ans, il assure une plus grande réactivité du Département dans l'accompagnement des projets retenus. Un contrat peut par ailleurs être suivi de la signature d'un nouveau contrat sans année blanche.

Le FAC se compose d'un projet de développement communal et d'un programme d'actions prévisionnel, avec un échéancier de réalisation à 3 ans. Le FAC est adopté par l'Assemblée départementale et signé avec la Commune, maître d'ouvrage des projets inscrits dans le programme d'actions prévisionnel.

Une fois le contrat signé, et pour chaque projet, des conventions de réalisation seront conclues entre le Département et le maître d'ouvrage.

Le contrat de la Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours, adopté en séance du 21 décembre 2023, a été signé le 21 février 2024.

La Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours sollicite le Département pour l'aménagement du parking du centre commercial du Clos Saint-Jean. La convention de réalisation fixe les modalités de l'aide attribuée à cette opération.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention de réalisation a pour objet de fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département.

Cette opération concerne l'**« Aménagement du parking du centre commercial du Clos Saint-Jean ».**

Contexte, enjeux et description détaillée

La Commune souhaite augmenter son offre de stationnement à proximité des commerces. A cette fin, elle souhaite réaménager le parking du Clos Saint-Jean.

Les travaux comprendront :

- la plantation d'une quarantaine d'arbres,
- la création de places de stationnement pour les VL et les vélos,
- la création de places équipées de bornes de recharge pour véhicules électriques,
- la création de places PMR.
-

Un plateau surélevé permettra de sécuriser le carrefour d'accès.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à soutenir financièrement la Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours par le versement d'une subvention.

Pour l'opération « Aménagement du parking du centre commercial du Clos Saint-Jean », objet de la présente convention, la subvention départementale s'élèvera à 33 707,65 €.

Le tableau de répartition du financement de l'opération est le suivant :

Coût de l'opération HT (Travaux + Frais d'honoraires dans la limite de 15 %)	Autres financements publics	Subvention départementale	Coût restant à la charge du maître d'ouvrage
262 439,50 €	Région : 150 000 €	33 707,65 €	78 731,85 €

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à ce que l'opération « Aménagement du parking du centre commercial du Clos Saint-Jean » respecte les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de sa gestion et de ses champs d'activités.

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de la subvention départementale par les services mandatés à cet effet, notamment par l'accès et la transmission des pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile (factures acquittées, état de mandatement, certificat d'achèvement de travaux, rapport de commission de sécurité, …),

- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et les règlements qui lui sont applicables,

- ne pas débuter les travaux avant la décision de la Commission permanente du Conseil départemental sauf si une autorisation de démarrage anticipé a été acceptée par le Département,

- respecter le descriptif du projet présenté au Département,

- respecter les avis techniques formulés par les Directions du Département. A ce titre : après l'achèvement des travaux, une vérification de conformité sera réalisée par la Direction des Routes,

- conserver la propriété publique de l'ouvrage pendant une durée de 10 ans à compter de la date d'achèvement de l'opération.

ARTICLE 4 : MODALITÉS D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DE SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le montant de la subvention à verser sera calculé au prorata du montant des travaux réalisés, selon les modalités suivantes :

Versement fractionné

En investissement, une **première avance** de 30% du montant de la subvention prévue pourra être versée, sur présentation des pièces justificatives de l'attribution intégrale des marchés de travaux.

Le versement des acomptes pourra se faire dans les conditions suivantes :

- sur demande du maître d'ouvrage, avec présentation d'un justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage,
- sous réserve que l'acompte demandé, cumulé avec les acomptes déjà obtenus, n'excède pas 80% du total de la subvention.

Le solde sera versé sur demande du maître d'ouvrage à la réception des travaux sur présentation des pièces justificatives (procès-verbal de réception des travaux ou tout autre document justifiant la pleine réalisation de l'opération, justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage).

En cas de coût réalisé moins important que le coût initialement prévu dans la convention de réalisation, le montant de la subvention versé correspond à 40 % du montant des dépenses réalisées, dans la limite de la subvention accordée. Le reliquat de la subvention non versé n'est pas réintégré dans l'enveloppe globale du FAC.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CADUCITÉ

Les règles de caducité applicables sont celles définies dans le règlement du dispositif.

Toute subvention à l'investissement est soumise à deux règles de caducité.

5.1 En matière de demande de versement d'un premier acompte

La demande de versement relative à une avance ou à un premier acompte doit intervenir dans un délai maximum de 2 ans à compter de la date de la délibération attributive de la subvention.

Sauf dérogation expresse de l'assemblée compétente, les opérations n'ayant pas fait l'objet d'une première demande de versement par les bénéficiaires dans le délai imparti sont frappées de caducité. Ces opérations sont gelées dans le système budgétaire et comptable et sont désaffectées formellement au moment de l'adoption du Compte Administratif du Département, auquel est joint un récapitulatif des opérations frappées de caducité.

5.2 En matière de demande de versement du solde

Le bénéficiaire d'une subvention à l'investissement dispose d'un délai maximum de 2 ans, à compter de la date d'émission du mandat relatif à l'avance ou au premier acompte, pour solliciter le solde de cette subvention. A l'expiration du délai, le versement du solde est considéré caduc et est annulé.

Toutefois, avant expiration de ce délai, la Commission permanente du Département peut décider de le proroger sur demande argumentée du Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : EVALUATION - CHAMPS D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DE RÉALISATION

A l'issue de la période de contractualisation, une évaluation de l'opération sera réalisée, en concertation, entre le maître d'ouvrage et le Département, selon les indicateurs suivants :

- nombre de places de stationnement aménagées,
- enquête de satisfaction des usagers et riverains.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage réalise un panneau d'information pour le compte du Département sur la base de la charte graphique qui sera transmise à cet effet. Le coût de ce panneau est inclus dans la subvention apportée par le Département.

Le Département validera le panneau avant sa pose.

Le Département de son côté, se réserve le droit de communiquer sur l'opération.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier, etc.…) avec la mention « action financée par le Conseil départemental de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication pour fourniture du logo.

Enfin, le Département, par l'intermédiaire de ses élus, sera systématiquement associé lors des actions de communication organisées pour le lancement des opérations intégrées à la convention (pose de première pierre, inauguration, etc…).

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les différentes parties.

La présente convention expire lorsque l'opération « Aménagement du parking du centre commercial du Clos Saint-Jean » est terminée et que le solde de la subvention départementale est versé (voir article 4) ou si la présente convention est frappée de caducité.

ARTICLE 9 : MODALITÉS DE RÉVISION ET DE RESTITUTION DE LA SUBVENTION DÉPARTEMENTALE

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au maître d'ouvrage. Ce dernier s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le maître d'ouvrage pour des activités non conformes à celles qui sont définies dans la présente convention ou si le maître d'ouvrage ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention de réalisation,
- en cas de résiliation de la présente convention de réalisation selon les cas prévus à l'article 10.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, la convention de réalisation est résiliée à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la

date de mise en demeure de régularisation, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du maître d'ouvrage.

La présente convention de réalisation peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties signataires de la présente convention de réalisation s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en *2* exemplaires originaux, le

Pour la Commune de Saint-Pierre-lès-Nemours Le Maire	Pour le Département de Seine-et-Marne, Le Président du Conseil départemental
Bruno LANDAIS	**Jean-François PARIGI**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/09

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_109H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/09**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : ROBACHE Christian

OBJET : Contrats ruraux (CoR)

Le Département et la Région Ile-de-France ont créé les Contrats ruraux afin d'accompagner les projets d'investissement des communes de moins de 2000 habitants ainsi que ceux des syndicats intercommunaux de moins de 3000 habitants.
Dix contrats vous sont proposés pour adoption : Boissettes, Bransles, Buthiers, Cessoy-en-Montois, Charny, Congis-sur-Thérouanne, Lissy, Mouy-sur-Seine, Thénisy et Villeneuve-les-Bordes.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil général n° 7/02 en date du 29 juin 2012, adoptant le Règlement Budgétaire et Financier modifié par délibération du Conseil général n°7/01 du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/04 en date du 4 février 2022 adoptant la nouvelle Convention Territoriale d'Exercice Concerté des Compétences (CTEC) avec la Région-Ile-de-France,

VU les délibérations du Conseil départemental n° 1/06 du 17 juin 2022 et du Conseil régional d'Ile-de-France n° CR 2022-023 en date du 6 juillet 2022, relatives à l'approbation du règlement du nouveau contrat rural (CoR),

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/09

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver les Contrats ruraux avec les communes de Boissettes, Bransles, Buthiers, Cessoy en Montois, Charny, Congis-sur-Thérouanne, Lissy, Mouy-sur-Seine, Thénisy et Villeneuve-les-Bordes, et d'autoriser le Président du Conseil départemental à les signer au nom du Département,

Article 2 :

- d'attribuer une subvention d'un montant de 150 000 € à la Commune de Boissettes, au titre du nouveau contrat rural,
- d'attribuer une subvention d'un montant de 150 000 € à la Commune de Bransles, au titre du nouveau contrat rural,
- d'attribuer une subvention d'un montant de 81 325,62 € à la Commune de Buthiers, au titre du nouveau contrat rural,
- d'attribuer une subvention d'un montant de 55 500 € à la Commune de Cessoy-en-Montois, au titre du nouveau contrat rural,
- d'attribuer une subvention d'un montant de 77 014,97 € à la Commune de Charny, au titre du nouveau contrat rural,
- d'attribuer une subvention d'un montant de 129 570 € à la Commune de Congis-sur-Thérouanne, au titre du nouveau contrat rural,
- d'attribuer une subvention d'un montant de 94 200 € à la Commune de Lissy, au titre du nouveau contrat rural,
- d'attribuer une subvention d'un montant de 150 000 € à la Commune de Mouy-sur-Seine, au titre du nouveau contrat rural,
- d'attribuer une subvention d'un montant de 135 000 € à la Commune de Thénisy, au titre du nouveau contrat rural,
- d'attribuer une subvention d'un montant de 150 000 € à la Commune de Villeneuve-les-Bordes, au titre du nouveau contrat rural,

Article 3 : d'imputer la dépense d'un montant total de 1 172 610,59 € au titre de l'action « Contrats communaux » - Opération : « Contrats ruraux 2025 » - « DI-2025 ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE
M. Smaïl DJEBARA
M. Yann DUBOSC
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Anthony GRATACOS
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/09

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/10

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_110H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/10**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : ROBACHE Christian

OBJET : Avenants aux Contrats ruraux (CoR) du SIVU des Écoles de Saint-Cyr-sur-Morin et Saint-Ouen-sur-Morin et de la Commune de Chevru.

Le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique des Écoles des Communes de Saint-Cyr-sur-Morin et Saint-Ouen-sur-Morin a bénéficié d'un CoR. Il souhaite, pour terminer les travaux initialement prévus dans son contrat, bénéficier d'un avenant de prorogation.
La Commune de Chevru a bénéficié d'un CoR et souhaite, pour optimiser la subvention accordée par le Département et la Région, bénéficier d'un avenant modifiant le périmètre de l'action « Réhabilitation de la route de la Hante et de la route des Courbons ».

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil général n° 7/02 en date du 29 juin 2012, adoptant le Règlement Budgétaire et Financier modifié par délibération du Conseil général n°7/01 du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil régional d'Ile-de-France n° CR 200-16 en date du 17 novembre 2016, relative à l'approbation du règlement du nouveau Contrat rural (CoR),

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/05 en date du 15 décembre 2016, relative à l'approbation d'une Convention Territoriale d'Exercice Concerté des Compétences (CTEC) relative au dispositif « nouveau Contrat rural » avec la Région-Ile-de-France et au règlement du nouveau Contrat rural,

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/04 en date du 4 février 2022 adoptant la nouvelle Convention Territoriale d'Exercice Concerté des Compétences (CTEC) avec la Région-Ile-de-France,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/10

VU les délibérations du Conseil départemental n° 1/06 du 17 juin 2022 et du Conseil régional d'Ile-de-France n° CR 2022-023 en date du 6 juillet 2022, relatives à l'approbation du règlement du nouveau contrat rural (CoR),

VU la délibération du Conseil départemental n°1/07 du 17 juin 2022 relative à l'approbation du Contrat rural présenté par le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique des Écoles des communes de Saint-Cyr-sur-Morin et Saint-Ouen-sur-Morin,

VU la délibération du Conseil départemental n°1/13 du 26 septembre 2024 relative à l'approbation du Contrat rural présenté par la Commune de Chevru,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver l'avenant n°1 portant prorogation du Contrat rural du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique des Écoles des Communes de Saint-Cyr-sur-Morin et Saint-Ouen-sur-Morin portant l'échéance de ce contrat au 17 juin 2026,

Article 2 : d'approuver l'avenant n°1 au Contrat rural de la Commune de Chevru portant sur la modification du périmètre de l'action « Réhabilitation de la route de la Hante et de la route des Courbons »,

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer ces avenants au nom du Département.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/10

M. Pascal GOUHOURY
M. Anthony GRATACOS
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/10

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/11

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_111H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/11**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : RUCHETON Béatrice

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GARREAU Isoline

OBJET : Avis sur le projet d'aménagement de l'aéroport de Paris CDG à horizon 2035/2050

Le Groupe Aéroports de Paris a travaillé à un nouveau projet d'aménagement de l'aéroport Paris Charles de Gaulle afin de prendre en compte une reprise de la croissance du trafic plus modérée depuis la crise sanitaire de 2019 et l'objectif de neutralité carbone à horizon 2050. Selon les évolutions de trafic aérien projetées, la plateforme aéroportuaire arriverait à saturation dans sa configuration actuelle à échéance 2035. Dans ce contexte, Aéroports de Paris (ADP) a proposé de soumettre son nouveau projet d'aménagement à une concertation publique volontaire encadrée par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP). Cette concertation se déroule du 08 avril au 08 juillet 2025. Le Département est ainsi amené à émettre un avis sur ce nouveau projet d'aménagement de Paris CDG.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le projet d'aménagement de l'aéroport de Paris CDG soumis à la concertation publique sur la période du 08 avril au 08 juillet 2025,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/11

DÉCIDE

Article 1 : d'émettre un avis favorable au projet d'aménagement de l'aéroport de Paris CDG, sous réserve des demandes portant sur la problématique des mobilités et sur la nécessaire anticipation des formations et préparation des publics à l'emploi, afin de permettre aux habitants de Seine-et-Marne d'accéder aux emplois créés.

Article 2 : d'approuver le cahier d'acteur joint en annexe de la présente délibération afin de le transmettre à la Commission Nationale du Débat Public.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 36

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

Mme Daisy LUCZAK

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/11

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 2

M. Anthony GRATACOS

Mme Nathalie MOINE

Se sont ABSTENUS : 8

M. Eric BAREILLE

M. Smaïl DJEBARA

Mme Julie GOBERT

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Marie-Line PICHERY

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Virginie THOBOR

M. Mathieu VISKOVIC

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/11

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception préfecture
077-227700010-20250620-D250620_141H1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONCERTATION DU 8 AVRIL AU 8 JUILLET 2025

CAHIER D'ACTEUR

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°1/11

seine&marne 77 LE DÉPARTEMENT

DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Au travers de ses compétences obligatoires (routes, social et collèges) et au-delà de celles-ci, le Département de Seine-et-Marne, plus grand département d'Ile-de-France, vise à développer l'attractivité économique et touristique de son territoire. C'est ainsi qu'il participe activement aux deux GIP, Paris CDG Alliance et Roissy Meaux Aéropôle, partenaire d'Aéroports de Paris pour le développement de l'emploi, la formation et l'orientation, et considère le projet ADP comme une opportunité pour son territoire.

/

LES 5 AXES DE LA CONCERTATION



/

Résumé de la contribution sur la vision stratégique de Paris-Charles de Gaulle

Les impacts en termes d'emplois sont d'ampleur, avec la création de 10 000 emplois et le renouvellement de 30 000 postes d'ici 2035. Ces perspectives représentent des opportunités pour les filières stratégiques seine-et-marnaises : filières Aéronautique, Aérien et Aéroportuaire, écoconstruction, énergies vertes (méthanisation et hydrogène en particulier), agro-alimentaire et tourisme.

Le Département souhaite accentuer la collaboration avec Aéroports de Paris (ADP) dans le cadre de la convention de partenariat, ainsi qu'avec les autres acteurs, afin d'adapter les formations aux emplois à venir.

Les scénarios de circulation sur le réseau routier présentés par ADP montrent une dégradation de la circulation hors plateforme aéroportuaire, avec une congestion croissante.

Le Département demande que les études de trafic soient complétées, et que des améliorations du réseau routier national (RN3, RN104) soient mises en œuvre par l'Etat pour accompagner le développement de la plateforme. Des dispositifs de Transport à la Demande (TAD) adaptés notamment aux horaires décalés sont aussi à mettre en place, afin de faciliter les déplacements des seine-et-marnais travaillant sur la plateforme.

Enfin, le Département est soucieux de la qualité de vie des seine-et-marnais et demande qu'ADP soit vigilant à la diminution des nuisances sonores générées par l'activité sur la plateforme, en généralisant les améliorations techniques et opérationnelles et en limitant le flux des avions les plus bruyants surtout en période nocturne.

CONCERTATION DU 8 AVRIL AU 8 JUILLET 2025

CAHIER D'ACTEUR

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°1/11

CONTACT

Nom acteur : Département de Seine-et-Marne

Adresse : Hôtel du Département – CS 50377 – 77010 MELUN CEDEX

Téléphone : 01 64 14 77 77

Mail : departement@departement77.fr

/

AVIS GÉNÉRAL SUR LA VISION STRATÉGIQUE DE PARIS-CHARLES DE GAULLE

1. Des enjeux socio-économiques majeurs et des retombées attendues pour la Seine-et-Marne

A cheval sur trois départements (Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis et Val d'Oise), l'aéroport de Paris CDG représente un levier essentiel pour la vie économique et l'emploi des territoires nord franciliens.

Ainsi, pour la Seine-et-Marne, le projet d'aménagement porté par ADP intégrant des objectifs environnementaux ambitieux (bâtiments HQE, infrastructures bas carbone, logistique durable) est susceptible d'induire **des opportunités et des retombées importantes à capter sur la filière de la construction, et en particulier l'écoconstruction,** secteur dans lequel la Seine-et-Marne se positionne comme département pilote (cf. sites industriels de 1ère et 2e transformations, démonstrateurs comme le CFA BTP d'Ocquerre ou l'Institut technologique FCBA à Champs-sur-Marne, vivier académique autour de la Cité Descartes).

En lien avec la décarbonation du transport aérien et des infrastructures aéroportuaires, l'aménagement futur de Paris CDG représente un **champ d'opportunités pour la filière des énergies vertes**, en particulier sur deux segments où la Seine-et-Marne est bien positionnée : la méthanisation et l'hydrogène vert.

La complémentarité de ces deux ressources-clés et le potentiel raccordement au réseau de distribution porté Natran (ex GRTgaz) constituent une infrastructure de soutien stratégique pour l'approvisionnement de la plateforme de Paris CDG, notamment dans le cadre du développement de carburants alternatifs pour l'aérien et la logistique au sol.

De même la **filière agroalimentaire pourra s'appuyer sur l'aménagement de la plateforme et l'amélioration de ses infrastructures de fret**, notamment pour l'approvisionnement en matières premières agricoles et l'expédition de productions transformées vers les marchés nationaux et internationaux.

Avec l'intensification des flux touristiques induits par le projet, la Seine-et-Marne offre également une position privilégiée pour **accueillir une part de clientèle pour un tourisme d'agrément et d'affaires** sur le territoire seine-et-marnais au regard de son offre touristique, patrimoniale et naturelle.

En termes d'emploi, et d'ici 2035, le projet d'aménagement de la plateforme de Paris CDG pourrait générer la création nette de 10 000 emplois, auxquels s'ajouterait le renouvellement de 30 000 postes existants. A horizon 2050, le projet engendrerait la création d'environ 17 000 emplois supplémentaires.

CONCERTATION DU 8 AVRIL AU 8 JUILLET 2025

CAHIER D'ACTEUR

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°1/11

Pour permettre aux entreprises de la plateforme de recruter sur les différents métiers répondant aux besoins sur les fonctions-supports (maintenance, logistique, catering) et sur les métiers liés aux nouvelles technologies (cyber-sécurité, intelligence artificielle, nouvelles énergies,) il conviendra pour les différents acteurs concernés d'assurer :

- **la promotion des métiers de la filière aéronautique** auprès d'autres filières (énergies renouvelables, IA, etc.), mais aussi d'un public élargi (collèges, lycées, ARSA, demandeurs d'emploi, personnes en reconversion professionnelle, …)

- **l'ajustement de l'offre de formations existantes,** notamment sur les centres de formation comme celui du Pôle Guynemer à Meaux en cours de réalisation

- **le développement d'une offre de formations supérieures en lien avec les nouvelles compétences et les nouveaux métiers**. **A ce titre, la création d'un pôle universitaire dédié pourrait être envisagée sur le territoire de la Seine-et Marne.**



Sur la base des prévisions d'emplois présentées dans le dossier de concertation publique, le Département de Seine-et-Marne exprime les demandes suivantes :

- il sollicite ADP pour **travailler de manière active et rapprochée avec les différents acteurs de l'emploi** pour anticiper les formations nécessaires,

- il demande à ADP **d'affiner d'ici à 2035 les besoins en termes de typologie d'emplois et de volumes correspondants** afin de faciliter en amont la mise en place des formations répondant à la demande des entreprises (formation initiale, continue, insertion, alternance),

- il demande de **travailler dès à présent avec ADP et France Travail** (en particulier l'agence de Roissy spécialisée sur les recrutements de la plateforme) sur les perspectives de postes à pourvoir à court et moyen termes,

- il sollicite des **points d'étape réguliers avec ADP et France Travail** afin que les référents RSA puissent anticiper au mieux les opportunités d'emploi et les prérequis à l'embauche.

2. L'enjeu des mobilités pour faciliter l'accessibilité des Seine-et-Marnais à l'aéroport de Paris CDG

S'appuyant sur le projet d'aménagement de l'aéroport, ADP a étudié trois scénarios distincts intégrant les variables de report modal des voyageurs et des salariés sur les transports en commun.

Le report modal projeté sur les transports en commun pourra s'effectuer avec la réalisation d'un certain nombre d'infrastructures prévues à court terme : liaison TER Roissy Picardie en 2026, CDG Express mis en service en 2027, ligne 17 du Grand Paris Express avec une gare à CDG 2 et une gare au Mesnil-Amelot (2030).

Bénéfiques pour les relations avec le cœur de la capitale et le raccordement aux réseaux du Grand Paris Express et des Lignes à Grande Vitesse, ces améliorations de mobilités concernent assez peu la Seine-et-Marne et son accessibilité à l'aéroport.

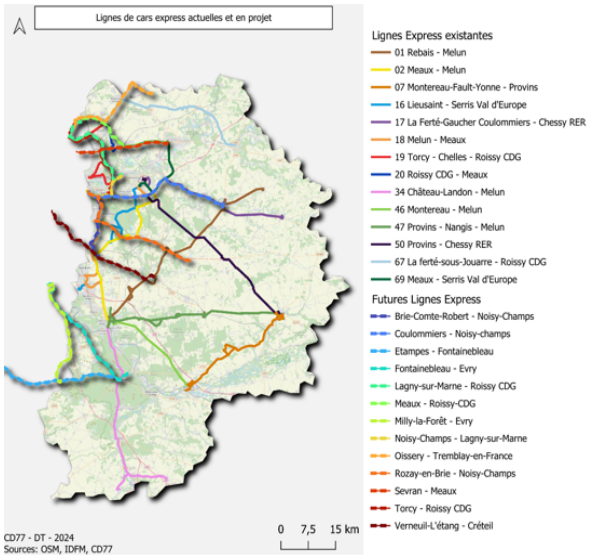
CD&G VOUS

CONCERTATION DU 8 AVRIL AU 8 JUILLET 2025

CAHIER D'ACTEUR

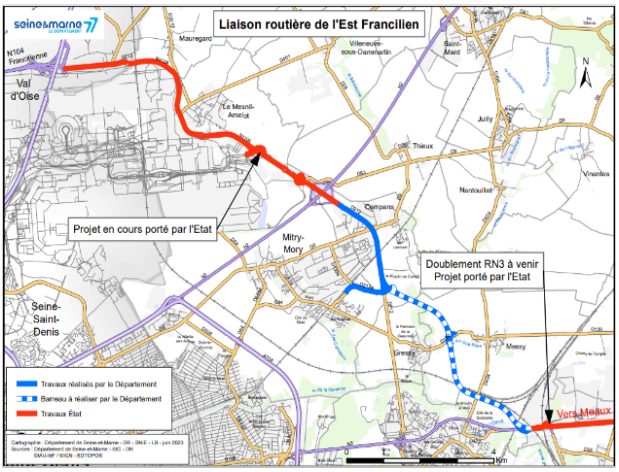
Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°1/11

Le Schéma régional des Cars Express adopté par la Région Ile de France en 2024 prévoit pour la Seine-et-Marne le renforcement de la ligne existante entre la Ferté-sous-Jouarre et Roissy (2024-2026), et la création de trois nouvelles lignes (2027-2030) : Saint-Pathus-Roissy, Lagny-Roissy, Torcy-Roissy, ainsi que l'amélioration de la ligne SME 20 entre Meaux et Roissy qui empruntera la liaison express de l'Est francilien réalisée sous maîtrise d'ouvrage départementale.



En ce qui concerne le réseau routier, les différents scénarios étudiés par ADP montrent des impacts négatifs avec une dégradation de situation tant sur les grands axes (Francilienne, A1, RN 2), que sur le réseau routier départemental : RD 401 (Mesnil-Amelot et Dammartin), RD 9 et 83 dans le secteur de Juilly, saturation de la RD 404 au sud de la RN3.

En outre, les nouvelles infrastructures routières aux premiers rangs desquelles figurent le contournement Est de Roissy (réalisé) et la Liaison Routière de l'Est Francilien (LREF) prévue pour 2030 ne devraient pas suffire à absorber les besoins de déplacements routiers prévisibles, qui ne sont pas tous liés à l'aéroport (cf. dynamisme économique des territoires environnants, transit de véhicules particuliers et de poids lourds via la Francilienne, l'A1, l'A3).



ADP fait l'hypothèse de mesures incitatives (télétravail, action en faveur du vélo) et d'un report modal massif sur les transports en commun. Toutefois, ADP n'apporte pas l'assurance que toutes les conditions seront réunies pour obtenir le report modal et les non déplacements escomptés. En outre, les données présentées ne font pas mention du trafic poids lourds induit par l'activité du fret aéroportuaire et de ses conséquences sur le réseau routier.

Au regard des mobilités et de l'accès à la plateforme aéroportuaire pour les seine-et-marnais, le Département exprime les sollicitations suivantes :

- il demande à ADP de **fournir, dans la suite de ses études, les éléments complémentaires pour justifier les hypothèses prises en matière de report modal**,
- il réitère sa **demande à l'Etat de passage à 2X3 voies de la Francilienne dans le secteur de Le Pin/Villeparisis et de mise à 2X2 voies jusqu'à Meaux de la RN3** de manière à supprimer les ralentissements et les congestions sur ces deux axes,
- il sollicite ADP et IDFM pour **intervenir sur le renforcement de dispositifs TAD adaptés (cf. travail en horaires décalés), afin de compléter les 4 lignes de cars Express dans les secteurs peu ou mal desservis** du Nord de la Seine-et-Marne.



CONCERTATION DU 8 AVRIL AU 8 JUILLET 2025

CAHIER D'ACTEUR

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°1/11

3. Des améliorations qui progressent dans le domaine de l'environnement

En matière de nuisances sonores aériennes, les données étudiées par ADP prévoient une baisse importante de l'impact sonore en journée avec ou sans le projet (-30 % en 2035 et -60 % en 2050) et de nuit (-35 % en 2035 et -65% en 2050), incluant les augmentations de trafic. Ces améliorations seront obtenues à la fois par les progrès technologiques des flottes d'avions et par l'optimisation des procédures opérationnelles.

Sur la qualité de l'air, les estimations communiquées par ADP tablent sur une baisse des émissions des différents polluants générés par la plateforme dans l'air (N0x, SO_2, CO, particules fines, …) aux deux horizons, quel que soit le scénario (« fil de l'eau » ou « avec projets ») par comparaison à la situation 2019.

Ces résultats sont principalement obtenus grâce au renouvellement des flottes, aux gains d'efficacité des moteurs d'avions et à l'électrification des équipements au sol.

Les gaz à effet de serre devraient également être diminués d'un peu plus de 20 % par rapport à 2019 pour les scénarios « sans projet » et « avec projets ». Ces résultats seront obtenus avec le déploiement des énergies renouvelables et le renforcement de l'usage des carburants durables.

Des gains en matière d'impacts environnementaux devant intervenir dans les années à venir, le Département exprime deux sollicitations particulières :

- il demande qu'ADP veille à ce que les prévisions de réduction d'impacts sonores énoncées soient tenues sans renoncer aux ambitions de développement aéroportuaire,

- il sollicite également des précisions sur le volume des déchets inertes générés par le projet et sur la part de déchets réemployés, et conjointement l'élargissement de mesures incitatives pour réduire la production de déchets à la source.

En conclusion, sous réserve de la prise en compte par ADP, mais aussi par l'Etat et la Région, des attentes et demandes énoncées précédemment portant sur les questions de mobilités, également sur la nécessaire anticipation des formations et préparations des publics à l'emploi, comme sur les recommandations environnementales, le Département de Seine-et-Marne émet un avis favorable au projet d'aménagement de l'aéroport de Paris CDG.

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/12

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_112H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/12**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : JULLEMIER Denis

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GARREAU Isoline

OBJET : Participation au Syndicat Mixte du Pôle d'Activité de Villaroche

Le Département de Seine-et-Marne, membre du Syndicat Mixte du Pôle d'Activité de Villaroche, participe aux dépenses de fonctionnement de cette structure pour un montant de 140 000 € annuels depuis 2022. Il est proposé d'augmenter cette participation en 2025 en la portant à 150 000 €, pour répondre à la croissance des dépenses de fonctionnement.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil Général n°1/07 en date du 15 décembre 2006, approuvant les statuts et l'adhésion au Syndicat Mixte du Pôle d'Activité de Villaroche,

VU la délibération du Conseil Départemental n°1/06 en date du 17 juin 2022, accordant au Syndicat Mixte du Pôle d'Activité de Villaroche une participation à hauteur de 140 000 € pour les dépenses de fonctionnement,

VU la décision du Comité Syndical du SYMPAV en date du 04 avril 2025,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/12

DÉCIDE

D'augmenter la participation du Département de 10 000 € au Syndicat Mixte du Pôle d'Activité de Villaroche soit une participation de 150 000 €, imputée sur le programme « Soutien au développement local / Divers Partenariats », opération « Participation aux organismes d'études et d'aménagement du territoire (DF 2025) ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/12

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/12

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/13

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_113H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/13**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : CERRI Thierry

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GARREAU Isoline

OBJET : Prise de participation de la SEM Aménagement 77 dans une Société Civile de Construction Vente (SCCV) portant sur un projet immobilier multi-activités à Champs-sur-Marne.

La Société d'Economie Mixte (SEM) Aménagement 77, dont le Département est actionnaire, entend développer son activité en s'associant avec des partenaires privés autour de projets immobiliers en cohérence avec les orientations de son plan d'évolution stratégique 2022-2026. Aménagement 77 souhaite aujourd'hui participer à la création d'une nouvelle Société Civile de Construction Vente (SCCV) portant sur un projet immobilier multi-activités à Champs-sur-Marne. Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, l'accord préalable du Département est nécessaire à la prise de participation d'Aménagement 77 dans le capital de cette société commerciale.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans son article L.1524-5 alinéa 14,

VU le Code du Commerce,

VU les articles L211-1 et suivants et R.211-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation (CCH),

VU la délibération du Conseil général n°1/11 du 13 février 2015 relative à la modification des statuts de la SEM Aménagement 77,

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/12 du 14 février 2025 relative au nouveau pacte d'actionnaires et désignant les représentants du Département au sein de la SEM Aménagement 77,

VU la décision du Conseil d'administration de la SEM Aménagement 77 en date du 4 mars 2025,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/13

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver la prise de participation de la SEM Aménagement 77 à hauteur de 50 % maximum dans le capital de la SCCV relative au programme immobilier mixte sur la commune de Champs-sur-Marne,

Article 2 : d'autoriser ses représentants au Conseil d'administration de la SEM Aménagement 77 à voter en faveur de la prise de participation susmentionnée.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/13

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/13

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/14

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_114H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/14**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : RUCHETON Béatrice

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GARREAU Isoline

OBJET : Parc Naturel Régional du Gâtinais français - Approbation de la convention de financement 2025

Lors de sa séance du 5 avril 2024, l'Assemblée départementale a validé les modalités d'accompagnement du Parc Naturel Régional du Gâtinais français (PNRGF). Le présent dossier a pour objet d'approuver la convention de financement 2025.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les décrets 2011-465 du 27 avril 2011 et 211-654 du 10 juin 2011 portant renouvellement de classement du Parc Naturel Régional du Gâtinais français,

VU la délibération du Conseil général n°7/02 en date du 29 juin 2012 portant Règlement Budgétaire et Financier, modifiée par délibération du Conseil général n°7/01 du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil général n°1/10 du 25 juin 2010 relative à l'approbation du projet de charte du Parc Naturel Régional du Gâtinais français et l'adhésion du Département au Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc Naturel Régional du Gâtinais français,

VU la délibération du Conseil régional n° CR 2024-024 du 31 janvier 2024 relative à l'adoption d'un nouveau contrat de Parc 2024-2026 en faveur du Parc Naturel Régional du Gâtinais français,

VU la délibération du Conseil départemental n° 1/12 du 5 avril 2024 relative à l'adoption d'un nouveau contrat de Parc 2024-2026, et à l'adoption des modalités de financement en faveur du Parc Naturel Régional du Gâtinais français,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/14

VU les délibérations du Conseil départemental n°1/01 et 7/01 en date du 3 avril 2025 relatives au budget du Département pour 2025,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

VU l'avis des Commissions précitées,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver la convention annuelle 2025 en faveur du Parc Naturel Régional du Gâtinais français, et son programme d'actions, telle qu'elle figure en annexe à la présente délibération,

Article 2 : d'attribuer au Parc Naturel Régional du Gâtinais français une subvention de 143 000 € pour son programme d'actions 2025. Ce montant sera prélevé sur l'action « Contrats intercommunaux » - opération « Aide au Parc Naturel Régional du Gâtinais français – DI-2025 ».

Article 3 : d'attribuer au Parc Naturel Régional du Gâtinais français une subvention de 45 000 € pour son programme d'actions 2025. Ce montant sera prélevé sur l'action « Contrats intercommunaux » - opération « Fonctionnement Parcs Naturels Régionaux – AE-2025 ».

Article 4 : d'autoriser le Président à signer cette convention au nom du Département.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/14

M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/14

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Publication n°34, Délibérations du Conseil départemental du 20 juin 2025 Date de publication en ligne le 30 juin 2025
077-227700010-20250620-D250620_114H1-DE

Séance du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°1/14

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION DE FINANCEMENT 2025

EN FAVEUR DU PARC NATUREL REGIONAL DU GÂTINAIS FRANÇAIS

RELATIVE AU PROGRAMME D'ACTIONS 2025

Entre

Le **Département de Seine-et-Marne** représenté par son Président, autorisé par délibération de l'Assemblée départementale du 20 juin 2025,

ci-après dénommé « le Département de Seine-et-Marne »

d'une part,

Et

Le **Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional du Gâtinais français (SMAG PNRGF)**, représenté par son Président, autorisé par délibération du Comité syndical du 12 décembre 2024,

ci-après dénommé « le Parc » ou « le bénéficiaire »

d'autre part.

PREAMBULE

Après avoir rappelé que :

La Région a validé, en Commission permanente du 24 janvier 2018, de nouveaux contrats de Parc 2018-2020, établis entre la Région, l'Etat et les Parcs. Dans ce cadre, la Région a repris à sa charge le financement de la totalité des frais de structure des Parcs, ainsi que la majeure partie des financements des programmes d'actions.

Le Département de Seine-et-Marne a souhaité également accompagner le Parc au regard de son intérêt en matière de cohésion et de créativité territoriale, d'innovations sociales et environnementales, d'expérimentation et de diffusion des bonnes pratiques.

Le Département a validé, en Assemblée départementale du 27 septembre 2018, du 16 avril 2021 et du 5 avril 2024, les orientations et les modalités de ce partenariat en faveur du PNR du Gâtinais français pour les périodes 2018-2020, 2021 à 2023 et 2024 à 2026.

La Région a réaffirmé l'importance des Parcs Naturels Régionaux dans l'ambition régionale pour les territoires ruraux et la mise en œuvre des priorités de la Région, ainsi, elle a adopté le 31 janvier 2024 les nouvelles orientations régionales relatives aux contrats de Parcs pour la période 2024-2026.

Le Département souhaite également poursuivre son accompagnement en renouvelant le cadre de contractualisation afin d'organiser le soutien départemental.

La convention cadre établie entre le Département et le Parc précise la poursuite des modalités de ce partenariat en faveur du PNR du Gâtinais français pour la période 2024-2026. Elle fixe notamment le montant de l'engagement financier du Département en investissement sur cette période, et le montant de l'engagement annuel en fonctionnement. Les programmes d'actions du Parc s'inscrivent dans le cadre de thématiques définies dans l'article 3 de la convention cadre.

Des conventions annuelles établies entre le Département et le Parc fixent chaque année le montant de l'engagement financier en fonctionnement et en investissement, ainsi que la liste des actions accompagnées par le Département.

Il est convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention détermine les engagements du Département de Seine-et-Marne pour le financement du programme d'actions 2025 du Parc, ainsi que les engagements de ce dernier, dans le cadre de la mise en œuvre de la Charte constitutive du Parc, selon le programme d'actions 2025 spécifique au Département de Seine-et-Marne (annexe).

Les modalités de versement et de validité de la participation financière du Département de Seine-et-Marne aux différentes actions issues de ce programme sont précisées aux articles 5 et 6 de la présente convention annuelle.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DU PARC

Le Parc s'engage à déployer les moyens nécessaires à la mise en œuvre de sa Charte 2011-2026, et à :

1 • Mener avec le Département une concertation étroite pour toute décision de nature budgétaire ou statutaire. En particulier, le Parc informera le Département de tout projet de modifications concernant les statuts du Parc.

2 • Informer le Département des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exécution de la présente convention.

3 • Respecter le descriptif du projet présenté au Département et les avis techniques formulés par les services départementaux.

4 • Fournir au Département tous les éléments nécessaires au suivi technique et budgétaire du partenariat entre le Parc et le Département.

5 • Fournir au Département, en fin d'année, un bilan annuel des crédits consommés au cours de l'année écoulée (compte administratif et compte de gestion), ainsi qu'un rapport d'activités indiquant les opérations réalisées et leur niveau d'avancement.

6 • Faciliter le contrôle, par le Département, ou par toute personne habilitée à cet effet, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

7 • Conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans à compter de l'expiration de la présente convention.

8 • Mentionner le soutien financier du Département pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention, afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action du Département.

9 • Convier le Département aux manifestations liées à ce programme d'actions.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Le Département de Seine-et-Marne s'engage à soutenir financièrement le Parc pour la réalisation des objectifs définis à l'article 1 à hauteur :

- d'un montant maximum de 143 000 € en investissement,
- d'un montant de 45 000 € en fonctionnement.

Cet engagement se traduira par le versement de subventions pour la réalisation des différentes actions retenues au titre du programme d'actions 2025, présentées en annexe.

ARTICLE 4 – SUIVI DE LA CONVENTION

Le suivi de l'exécution de la présente convention se fera au sein du Comité de pilotage départemental institué afin de suivre la mise en œuvre globale de la convention cadre 2024-2026.

ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

La subvention sera versée sous forme d'acomptes :

- sur demande du PNR, appuyée d'un état de mandatement des dépenses en investissement HT ou des dépenses en fonctionnement TTC réalisées par le maître d'ouvrage de l'action. Ce document précisera notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Il devra également être visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage, et être conforme aux pièces à fournir dans le cadre de la dématérialisation des pièces jointes comptables mise en œuvre par le Département,

- sous réserve que les acomptes demandés n'excèdent pas 80% du total de la subvention,

- sur présentation du relevé de décision du Conseil syndical concernant l'individualisation des participations des différents financeurs.

Le montant de ces acomptes sera calculé sur la base du montant des travaux réalisés.

Le solde sera versé :

- sur demande du PNR, appuyée d'un état de mandatement des dernières dépenses en investissement HT ou des dépenses en fonctionnement TTC réalisées par le maître d'ouvrage de l'action. Ce document aura les mêmes caractéristiques que celui évoqué ci-dessus,

- sur présentation d'une pièce justificative de fin de travaux (procès-verbal de réception des travaux, ou tout autre document justifiant la pleine réalisation de l'opération).

Le comptable assignataire pour le Département de Seine-et-Marne est le Payeur Départemental de Seine-et-Marne.

Les subventions sont mandatées selon les conditions prévues par le Règlement des modalités financières entre le Département de Seine-et-Marne et le Parc, annexé à la convention cadre.

ARTICLE 6 – REGLES DE CADUCITE ET DE FONGIBILITE

Pour les subventions d'investissement :

À partir de la date du vote par l'Assemblée départementale ou par la Commission permanente de la convention relative à l'année N, le Parc disposera de 24 mois pour réaliser les actions relatives à cette convention, et présenter les demandes de versements (acomptes éventuels et solde) de subventions.

Si, à la fin des 24 mois, l'action en objet n'est pas terminée, l'aide du Département sera versée en fonction de l'avancement de cette action.

Pour les subventions de fonctionnement :

À partir de la date du vote par l'Assemblée départementale de la convention relative à l'année 2025, le Parc aura jusqu'au 30 novembre 2026 pour réaliser les actions issues du programme d'actions annuel et présenter les demandes de versements (acomptes éventuels et solde) de subventions.

Si, après le 30 novembre 2026, les actions ne sont pas engagées, elles sont abandonnées et la subvention est déclarée caduque. Pour les actions non terminées, l'aide du Département sera versée en fonction de l'avancement de ces actions.

La fongibilité des subventions attribuées par le Département de Seine-et-Marne au SMAG PNRGF dans le cadre de la mise en œuvre des programmes d'actions annuels n'est pas autorisée.

ARTICLE 7 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant signé par les parties, préalablement approuvé par l'instance délibérante du Département de Seine-et-Marne et du Comité syndical du SMAG PNRGF.

ARTICLE 8 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

Lorsque la présente convention aura été signée par les parties, elle sera réputée avoir pris effet à compter de la date de son approbation par l'Assemblée départementale. Elle sera considérée comme close lorsque les montants inscrits à l'annexe pour la réalisation des opérations du programme d'actions 2025 auront été soldés ou rendus caducs.

ARTICLE 9 – EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS 2025

À l'issue de la période de contractualisation, une évaluation des opérations inscrites au programme d'actions 2025 sera réalisée, en concertation entre le PNR et le Département.

ARTICLE 10 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au bénéficiaire qui s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le bénéficiaire pour des activités non conformes à celles qui sont définies aux articles 1 et 2 de la présente convention ou si le bénéficiaire ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention,
- en cas de résiliation de la présente convention selon les cas énumérés à l'article 11 de la présente convention.

ARTICLE 11 – RESILIATION

Le Département peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai qui ne peut être inférieur à 2 mois, à partir de la notification au Parc de la décision envoyée par courrier recommandé avec avis de réception postal.

Le Département peut, en outre, prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas, il est adressé au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai de 2 mois. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la décision de résiliation est adressée au bénéficiaire. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Les cas de résiliation pour faute ou pour motif d'intérêt général peuvent être invoqués dans les mêmes conditions par le Parc.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

ARTICLE 13 - PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles sont les suivantes :

- la présente convention,
- l'annexe : tableau du programme d'actions 2025 spécifique au Département de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le

En 2 exemplaires originaux

Pour le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional du Gâtinais français,
Le Président

Jean-Jacques BOUSSAINGAULT

Pour le Département de Seine-et-Marne,
Le Président du Conseil départemental,

Jean-François PARIGI

Séance du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n° XXX

ANNEXE A LA CONVENTION

TABLEAU DU PROGRAMME D'ACTIONS POUR L'ANNEE 2025 SPECIFIQUE AU DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Actions proposées au CD 77 année 2025	Descriptif des orientations	Subvention en investissement	Subvention en fonctionnement
Orientation 3 : Améliorer la qualité de vie, les déplacements et participer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre	• Accompagner les collectivités dans leur politique de maîtrise de l'énergie (travaux de rénovation énergétique, utilisation de matériaux biosourcés, remplacement des éclairages publics énergivores). • Accompagner les acteurs privés pour une meilleure maîtrise de l'énergie (travaux de rénovation de logements utilisant des matériaux biosourcés et/ou installations utilisant les énergies renouvelables). • Encourager l'utilisation des énergies renouvelables locales (accompagnement de projets d'énergies renouvelables, travaux et installations de chaufferies bois collectives).	103 000 €	
Orientation 4 : Préserver et valoriser les ressources culturelles	• Restaurer les éléments du patrimoine bâti, mobilier ainsi que les sources historiques non protégées du territoire.	40 000 €	
Orientation 7 : Accueillir et accompagner les entreprises dans une démarche de développement durable	• Animer les réseaux d'acteurs, les filières agricoles et alimentaires du Parc. • Accompagner l'organisation d'évènements à destination des artisans d'Art, la production de supports de communication, les projets portés par la filière locale. • Accompagner l'agriculture locale et les circuits courts (déploiement marque Valeur Parc, cultures PPAM, etc.)		45 000 €
TOTAL SUBVENTIONS 2025		**143 000 €**	**45 000 €**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/15

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_115H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/15**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : CHANUSSOT Jean-Marc

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GARREAU Isoline

OBJET : Augmentation de la participation départementale au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Roissy Meaux Aéropôle au titre de 2025.

Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Roissy Meaux Aéropôle sollicite une augmentation de la participation de ses membres au titre de l'année 2025. Cette augmentation s'élèverait à 18 000 €, portant la participation départementale à 30 000 € pour 2025.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le décret n°2012-91 en date du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public,

VU l'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n°2012-91 du 26 janvier 2012, relatif aux groupements d'intérêt public,

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 octobre 2023 portant approbation de la convention constitutive modifiée par l'avenant N°6 du Groupement d'Intérêt Public « Roissy Meaux Aéropôle »,

VU la délibération n°1/01B du Conseil départemental du 03 avril 2025 accordant au GIP Roissy Meaux Aéropôle une participation de 12 000 € pour les dépenses de fonctionnement au titre de 2025,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/15

DÉCIDE

Article 1 : d'accorder au GIP Roissy Meaux Aéropôle une hausse de la participation départementale à hauteur de 18 000 €, portant ainsi la participation à 30 000 € au titre de 2025.

Article 2 : de prélever ces crédits d'un montant de 18 000 €, sur l'action « Soutien au développement local/Divers Partenariats », opération « Participations aux organismes d'études et d'aménagement du territoire - DF 2025 ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 38

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/15

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme GARREAU Isoline

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'ont pas pris part au débat et au vote : 8

M. Thierry CERRI en sa qualité de représentant du Département de Seine et Marne au sein de l'AG du GIP Roissy Meaux Aéropôle

M. Stéphane DEVAUCHELLE en sa qualité de Vice-président de la CA du Pays de Meaux

M. Anthony GRATACOS en sa qualité de représentant du Département de Seine et Marne au sein de l'AG du GIP Roissy Meaux Aéropôle

Mme Nathalie MOINE en sa qualité de représentante du Département de Seine et Marne au sein de l'AG du GIP Roissy Meaux Aéropôle

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU en sa qualité de représentante du Département de Seine et Marne au sein de l'AG du GIP Roissy Meaux Aéropôle

M. Jean-François PARIGI en sa qualité de représentant du Département de Seine et Marne au sein du CA et de l'AG du GIP Roissy Meaux Aéropôle

Mme Véronique PASQUIER en sa qualité de représentante du Département de Seine et Marne au sein de l'AG du GIP Roissy Meaux Aéropôle

M. Brice RABASTE en sa qualité de représentant du Département de Seine et Marne au sein de l'AG du GIP Roissy Meaux Aéropôle

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/15

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/16

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_116H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/16**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : DEVAUCHELLE Stéphane

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : ROBACHE Christian

OBJET : Modification du règlement du fonds d'aide en faveur des communes victimes des violences urbaines et attribution des subventions à 10 communes.

Dans le cadre des violences urbaines qui ont eu lieu de fin juin à début juillet 2023, le Département a souhaité accompagner les collectivités qui en ont été victimes par un fonds spécifique pour les bâtiments endommagés. A cet effet, un fonds d'aide à destination des collectivités a été mis en place et le règlement de ce dispositif a été adopté en séance du 28 septembre 2023. Sont présentés à ce Conseil départemental la modification du règlement permettant l'ajout de 2 nouvelles communes ainsi que 11 dossiers de subvention pour 10 communes. Le montant total des subventions attribuées à ces projets est de 722 438,98 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 7/02 du 29 juin 2012 relative à l'adoption du Règlement Budgétaire et Financier, modifié par délibération du Conseil Général n°7/01 du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil départemental n° 7/03 en date du 19 novembre 2021, portant sur la définition et mise en œuvre d'un bouclier dit de « sécurité » en Seine-et-Marne,

VU les délibérations du Conseil départemental n° 7/09 en date du 16 décembre 2021, portant sur la création d'un fonds d'aide en faveur de l'équipement des polices municipales et intercommunales et de la vidéo-protection,

VU la délibération du conseil départemental n° 7/08 en date du 8 avril 2022, modifiant le règlement du fonds d'aide en faveur de l'équipement des polices municipales et intercommunales et de la vidéo-protection,

VU la délibération du conseil départemental n° 7/06 en date du 23 juin 2023, modifiant le règlement du fonds d'aide en faveur de l'équipement des polices municipales et intercommunales et de la vidéo-protection,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/16

VU la délibération du conseil départemental n° 1/01 en date du 28 septembre 2023, portant sur la création d'un fonds d'aide aux communes victimes des violences urbaines de juin 2023,

VU la délibération du conseil départemental n° 7/05 en date du 21 juin 2024, modifiant le règlement du fonds d'aide en faveur de l'équipement des polices municipales et intercommunales et de la vidéo-protection,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'adopter le nouveau règlement tel que joint en annexe n°1 à la présente délibération.

Article 2 : d'attribuer les subventions aux communes listées dans l'annexe n°2 et définies comme suit :

- d'attribuer une subvention d'un montant de 11 412,62 € à la commune de Brie-Comte-Robert.
- d'attribuer une subvention d'un montant de 808,03 € à la commune de Chelles.
- d'attribuer une subvention d'un montant de 350 000 € à la commune de Dammarie-lès-Lys.
- d'attribuer une subvention d'un montant de 15 881,82 € à la commune de Le Mée-sur-Seine.
- d'attribuer une subvention d'un montant de 542,09 € à la commune de Lieusaint.
- d'attribuer une subvention d'un montant de 261 034,63 € à la commune de Melun.
- d'attribuer une subvention d'un montant de 5 176,16 € à la commune de Montereau-Fault-Yonne.
- d'attribuer une subvention d'un montant de 19 863,30 € à la commune de Nemours.
- d'attribuer une subvention d'un montant de 40 451,73 € à la commune de Savigny-le-Temple.
- d'attribuer une subvention d'un montant de 17 268,60 € à la commune de Tournan-en-Brie.

Article 3 : d'attribuer une subvention d'un montant de 20 000 € à la commune de Savigny-le-Temple pour l'achat de deux véhicules de police municipale au titre du Fonds d'aide aux communes victimes de violence urbaines et par dérogation au règlement susmentionné.

Article 4 : d'approuver le projet de convention type, telle que jointe en annexe n°3 et d'autoriser le Président du Conseil départemental à la signer au nom du Département avec les bénéficiaires d'une subvention supérieure à 200 000 €.

Article 5 : de procéder au versement en une seule fois des subventions attribuées aux communes dont le montant est inférieur à 200 000 €.

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/16

Article 6 : de prélever ces crédits d'un montant de 722 438,98 € sur l'action « Sécurité » - opération « Fonds d'Aides aux Violences Urbaines (DI 2024) ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 38

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/16

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 8

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI en sa qualité d'adjointe au Maire de la Commune de Montereau Fault Yonne

M. Bernard COZIC en sa qualité d'adjoint au Maire de la Commune de Nemours

M. Laurent GAUTIER en sa qualité de Maire de la Commune de Tournan en Brie

M. Jean LAVIOLETTE en sa qualité de Maire de la Commune de Brie Comte Robert

Mme Céline NETTHAVONGS en sa qualité de Maire adjointe de la Commune de Chelles

Mme Marie-Line PICHERY en sa qualité de Maire de la Commune de Savigny le Temple

M. Brice RABASTE en sa qualité de Maire de la Commune de Chelles

Mme Virginie THOBOR en sa qualité de 1ère adjointe au Maire de la Commune de Lieusaint

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

DISPOSITIF D'AIDE AUX COMMUNES VICTIMES DES VIOLENCES URBAINES

REGLEMENT

1) Cadre général

Le dispositif d'aide aux communes a pour objectif de répondre à une demande d'aide liée aux violences urbaines survenues entre le 27 juin et le 5 juillet 2023. Seuls les travaux d'investissement pour bâtiments publics seront éligibles.

2) Bénéficiaires

Le dispositif s'adresse aux communes seine-et-marnaises ayant subi des dégradations suite aux violences urbaines, soit 35 communes concernées (liste en annexe 1).

3) Dépenses éligibles

La loi du 25 juillet 2023 prévoit que la part nette du maître d'ouvrage n'a pas de taux minimal. Les aides du Département, de la Région, de l'Etat et le remboursement des assurances pourront aller jusqu'à 100% du coût total des travaux.

La subvention départementale est de 20% maximum du coût total de l'opération HT, et plafonnée à 350 000 € par commune.

Pour les financements relevant du dispositif du Bouclier de sécurité, concernant les véhicules de police municipale et les systèmes de vidéo-protection, un dossier supplémentaire pourra être financé dans ce cadre même si le Département a déjà attribué une subvention en 2025.

4) Opérations concernées

La demande de financement porte sur des opérations d'investissement qui doivent être liées directement à ces violences urbaines. Ces investissements concerneront exclusivement les bâtiments publics.

5) Modalités et composition du dossier de demande de subvention

Avant le dépôt de la demande, la commune prendra l'attache des services instructeurs du Département.

Département de Seine-et-Marne
Direction de l'Aménagement et du Développement des Territoires
Service Aménagement et Stratégie
Hôtel du Département – CS 50377
77010 MELUN Cedex
Tel : 01 64 14 73 18

Le dossier de demande devra comprendre les éléments suivants :

- Un **courrier officiel de demande** « aide aux communes victimes des violences urbaines » adressé au Président du conseil départemental de Seine-et-Marne,

- Un **budget prévisionnel** du projet,

- Une copie de la décision de l'autorité compétente qui sollicite une demande de subvention départementale : **délibération** du conseil municipal, **ou décision** du maire,

- Un courrier de **demande de démarrage anticipé des travaux** avant notification de l'aide départementale à l'attention du Président du Département. Dans la mesure du possible, un devis sera transmis avant travaux.

  Le courrier de réponse du Département autorisant le cas échéant cette dérogation précisera le montant maximum de l'aide départementale,

- La commune devra présenter **la nature de la dégradation, l'estimation de la réparation, du remplacement ou de la reconstruction et le plan de financement de l'opération**. Ce dernier devra impérativement mentionner la **part prise en charge par l'assurance** et le nom de la compagnie d'assurance couvrant le bien,

- La commune devra solliciter parallèlement par courrier toute autre aide à laquelle elle peut prétendre (Etat, Région, …),

- Les pièces justificatives utiles à l'instruction devront être envoyées au Département avant juin 2024,

- La participation du Département sera définie au cas par cas.

Ce dossier sera complété au fur et à mesure de leur disponibilité par les pièces suivantes :

- l'état des mandatements, avec factures à l'appui, réalisés dans le cadre global de l'opération,
- le plan de financement et les courriers échangés avec les différents financeurs sollicités,
- le montant définitif de prise en charge par la compagnie d'assurances,
- l'attestation de réception des travaux, réalisée le cas échéant en présence des services départementaux.

6) Modalités de versement de la subvention

Une fois l'opération réalisée, la subvention sera versée en une seule fois, après adoption du dossier par l'assemblée délibérante, sur production des justificatifs techniques et financiers de la réalisation.

Pour les communes dont la subvention départementale est supérieure à 200 000 €, le versement sera effectué sur demande d'acomptes.

A réception du dossier, le montant de la subvention est arrêté sur la base d'une estimation :

- du montant HT de l'opération, qui prend en compte les travaux directement liés à l'opération, et le cas échéant la part d'acquisition et d'honoraires et frais divers concernés,

- du total des aides cumulées hors aide départementale.

L'aide du Département est attribuée par l'Assemblée départementale, dans la limite des crédits inscrits au budget départemental de l'exercice en cours.

7) Obligations des bénéficiaires

Les bénéficiaires s'engagent à :

- Respecter les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de sa gestion et de ses champs d'activités.
- Accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de l'aide départementale par les agents du Département mandatés à cet effet, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.
- Se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et règlements qui lui sont applicables.

8) Communication

Le maître d'ouvrage bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet, panneaux de chantier,…) avec la mention « action financée par le Département de Seine-et-Marne », et l'apposition du logo départemental. Il pourra dans ce cadre prendre contact avec la Direction de la Communication pour fourniture du logo. Enfin, le maître d'ouvrage bénéficiaire s'engage à associer le Département à toute manifestation d'inauguration.

9) Caducité

L'opération devra connaître un début d'exécution dans les 12 mois à compter de la délibération du Conseil départemental faute de quoi les crédits engagés seront désaffectés.

Ce délai pourra être prorogé par courrier, sur demande du bénéficiaire avant l'expiration du délai de 12 mois mentionné ci-dessus.

10) Service à contacter

Département de Seine-et-Marne
Direction de l'Aménagement et du Développement des Territoires
Service Aménagement et Stratégie
Hôtel du Département – CS 50377
77010 MELUN Cedex
Tel : 01 64 14 73 18

Annexe 1 : listes des communes concernées par les violences urbaines

Avon
Bailly-Romainvilliers
Brie-Comte-Robert
Bussy-Saint-Georges
Champs-sur-Marne
Chelles
Combs-la-Ville
Courtry
Dammarie-lès-Lys
Emerainville
La Ferté-sous-Jouarre
Gretz-Armainvilliers
Lagny-sur-Marne
Lieusaint
Lognes
Le Mée-sur-Seine
Meaux
Melun
Moissy-Cramayel
Montereau-Fault-Yonne
Mormant
Nandy
Nangis
Nemours
Noisiel
Pontault-Combault
Provins
Roissy-en-Brie
Saint-Fargeau-Ponthierry
Savigny-le-Temple
Serris
Thorigny-sur-Marne
Torcy
Tournan-en-Brie
Vaires-sur-Marne
Vaux-le-Pénil
Villeparisis

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe 2 à la délibération n°1/16

DOSSIERS FONDS VIOLENCES URBAINES

Communes	Nom du canton	Montant des dégâts estimé (HT)	Montant estimé de la participation de l'Etat (HT)	Montant estimé de la participation de la Région (HT)	Montant estimé de la participation de l'assurance	Montant de la subvention par bâtiment proposée au comité de pilotage (HT)	Montant total de la subvention proposée au comité de pilotage (HT)
Brie-Comte-Robert (Mairie)	Combs-la-Ville	48 185,10 €				9 637,02 €	11 412,62 €
Brie-Comte-Robert (Poste de la Police municipale)		8 877,99 €				1 775,60 €	
Chelles (Poste de la Police municipale)	Chelles	1 791,00 €	3 232,13 €			358,20 €	808,03 €
Chelles (Gymnase)		2 249,16 €				449,83 €	
Dammarie-lès-Lys (Médiathèque)	Saint-Fargeau-Ponthierry	3 900 000,00 €		328 101,90 €		350 000,00 €	350 000,00 €
Le Mée-sur-Seine (Centre musical Charny)	Savigny-le-Temple	5 031,16 €				1 006,23 €	15 881,82 €
Le Mée-sur-Seine (Médiathèque)		39 907,26 €				7 981,45 €	
Le Mée-sur-Seine (Piscine)		1 422,94 €				284,59 €	
Le Mée-sur-Seine (Poste de la Police municipale)		33 047,74 €				6 609,55 €	
Lieusaint (Mairie)	Combs-la-Ville	4 309,62 €		2 110,00 €	8 691,44 €	216,84 €	542,09 €
Lieusaint (Poste de la Police municipale)		7 033,91 €				325,25 €	
Melun (Centre social Lavoisier Mézereaux)	Melun	50 554,36 €	221 319,50 €	500 000,00 €	322 819,02 €	10 110,87 €	261 034,63 €
Melun (Crèche Les Pitchouns/Maison de l'enfance)		12 142,92 €				2 428,58 €	
Melun (Espace jeunesse Almont)		41 768,60 €				8 353,72 €	
Melun (Restaurant groupe scolaire Montaigu)		1 200 707,27 €				240 141,46 €	
Montereau-Fault-Yonne (Ecole Claude Sigonneau)	Montereau-Fault-Yonne	8 080,33 €	20 704,65 €		Auto assurance	1 616,07 €	5 176,16 €
Montereau-Fault-Yonne (Maison des services Publics)		9 539,06 €				1 907,81 €	
Montereau-Fault-Yonne (Poste de la Police municipale)		8 261,42 €				1 652,28 €	
Nemours (Cuisine centrale municipale)	Nemours	353 126,86 €			450 915,00 €	14 897,48 €	19 863,30 €
Nemours (Centre socio culturel La Mosaïque dont l'association La Scala)		117 651,44 €				4 965,82 €	
Savigny-le-Temple (Poste de la Police municipale)	Savigny-le-Temple	162 011,10 €			141 559,37 €	20 451,73 €	20 451,73 €
Savigny-le-Temple (Véhicules)	Savigny-le-Temple	62 483,33 €		22 079,00 €	13 223,66 €	20 000,00 €	20 000,00 €
Tournan-en-Brie (Poste de la Police municipale)	Ozoir-la-Ferrière	86 343,00 €			61 240,38 €	17 268,60 €	17 268,60 €
					TOTAL	**722 438,98 €**	**722 438,98 €**

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION DE REALISATION RELATIVE AUX VIOLENCES URBAINES

Aide aux Collectivités

ENTRE

le Département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du Conseil départemental, agissant en vertu de la délibération de la séance en date du 20 juin 2025,

ci-après dénommé « le Département »,

ET

la commune de XXX, représentée par son Maire agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du XXX,

ci-après désignée « le maître d'ouvrage »,

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Par délibération n°1/01 du 28 septembre 2023, le Conseil départemental a approuvé la création d'un fonds d'aide aux communes victimes des violences urbaines de juin 2023. Ce dispositif prévoit notamment l'accompagnement des collectivités sur les bâtiments endommagés, tout en autorisant les communes ayant subi des dégradations sur les véhicules de police municipale et les systèmes de vidéo-protection à déposer un dossier supplémentaire au titre du Bouclier de sécurité.

Le maître d'ouvrage sollicite le Département pour un projet de réparation/réhabilitation/reconstruction lié aux violences urbaines.
Après examen du dossier de demande de subvention du maître d'ouvrage, le Département a décidé de conclure la présente convention avec celui-ci.

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités du soutien financier du Département au maître d'ouvrage, conformément aux principes relatifs au règlement du dispositif d'aide aux communes victimes des violences urbaines.

Cette opération concerne [projet du maître d'ouvrage]. + Ajouter une description succincte du projet du maître d'ouvrage.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à soutenir financièrement le maître d'ouvrage par le versement d'une subvention.

Pour l'opération « violences urbaines », la subvention départementale s'élèvera au maximum à 20 % du montant du projet global, plafonnée à 350 000 €. La subvention départementale s'élèvera à XXXX € et

pourra être ajustée en fonction du coût final des travaux, du remboursement de l'assurance et du subventionnement des différents partenaires publics.

Le tableau de répartition du financement de l'opération est le suivant :

Coût de l'opération HT	Aide de l'Etat	Aide régionale	Assurance	Subvention départementale	Coût restant à la charge du maître d'ouvrage
€	€	€	€	€	€

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- respecter les dispositions législatives et réglementaires inhérentes aux caractéristiques de sa gestion et de ses champs d'activités,
- accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de la subvention départementale par les agents du Département mandatés à cet effet, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile (tels que factures acquittées, état de mandatements, certificat d'achèvement de travaux, rapport de Commission de Sécurité),
- se conformer aux prescriptions comptables définies par les lois et règlements qui lui sont applicables,
- respecter le descriptif des travaux présentés au Département lors de sa candidature,
- respecter les avis techniques formulés par le Département,

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Après signature de la convention de réalisation, le versement prévu peut être effectué au profit du maître d'ouvrage.

Des acomptes pourront être versés dans les conditions suivantes :

- Sur demande du maître d'ouvrage, avec présentation d'un justificatif de dépenses visé par le Comptable public dont il dépend,
- Sous réserve que l'acompte, cumulé avec les acomptes déjà obtenus, n'excède pas 80 % du total de la subvention,
- Le solde sera versé sur demande du maître d'ouvrage à la réception des travaux sur présentation des pièces justificatives (procès-verbal de réception des travaux ou tout autre document justifiant la pleine réalisation de l'opération) et d'un justificatif des dépenses visé par le Comptable public dont dépend le maître d'ouvrage .

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le maître d'ouvrage s'avère inférieure au montant total subventionnable initialement prévu, la subvention départementale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 2 de la convention de réalisation.

ARTICLE 5 : DELAI D'EXECUTION

L'opération devra connaître un début d'exécution dans les 12 mois à compter de la délibération du Conseil départemental approuvant la convention. Le maître d'ouvrage devra transmettre au Département, soit une première demande de paiement, soit une attestation de démarrage de travaux signée par le Maire ou le Président.

Ce délai pourra être prorogé par courrier, sur demande du bénéficiaire avant l'expiration du délai de 12 mois mentionné ci-dessus.

Dans l'hypothèse où l'une de ces conditions n'est pas remplie, l'aide devient caduque.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION

Le bénéficiaire devra mentionner la participation financière du Département sur tous les supports de communication y afférant (rapports, affiches, plaquettes, articles de presse, mentions sur sites Internet etc.) avec la mention « action financée par le Département de Seine-et-Marne » et l'apposition du logo départemental. A cet effet, le bénéficiaire prendra contact avec la Direction de la Communication du Département.

Le Département pourra faire mention dans sa communication propre des opérations subventionnées.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les différentes parties.

La présente convention s'achèvera lorsque l'opération « violences urbaines » est terminée et que le solde de la subvention départementale soit versé ou si la présente convention est frappée de caducité.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de manquement par le maître d'ouvrage à ses obligations contractuelles, ou si le résultat des travaux n'est pas conforme au descriptif des travaux sans autorisation préalable du Département, la conventions est résiliée à l'expiration d'un délai de 3 mois à compter d'une mise en demeure demeurée infructueuse de respecter ses obligations ou d'adresser un mémoire justificatif dans ce délai, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du bénéficiaire.

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment moyennant un préavis de 2 mois, par lettre recommandée avec avis de réception.

Quel que soit le cas de résiliation invoqué, les parties restent tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 9 : MODALITES DE REVISION ET DE RESTITUTION DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention au maître d'ouvrage. Ce dernier s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

• si la subvention est utilisée par le maître d'ouvrage pour des opérations non conformes à celles qui sont définies dans la présente convention ou si le maître d'ouvrage ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention de réalisation,

• en cas de résiliation, le Département se réserve la possibilité de demander la restitution de tout ou partie de la subvention versée en vertu de la présente convention, deux mois après notification par lettre recommandée mettant en demeure la commune de respecter ses obligations ou d'adresser un mémoire justificatif dans ce délai.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Les signataires de la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait à **Melun**, en deux exemplaires originaux, le

Pour la Commune de xxxx Le Maire	Pour le Département de Seine-et-Marne, Le Président du Conseil départemental
xxxxx	**Jean-François PARIGI**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/17A

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_117AH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/17A**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : SOSINSKI Sandrine

OBJET : Avenants au contrat cadre avec la Région Ile-de-France relatif à la mise en œuvre en Seine-et-Marne du "Plan route de demain".
Avenant n°1

Le Conseil départemental a approuvé le 29 septembre 2022 le contrat cadre, avec la Région Ile-de-France, pour la mise en œuvre du « Plan route de demain pour une route plus fluide ». La Région a proposé une révision de son Plan pour augmenter l'enveloppe budgétaire allouée. Deux avenants au contrat cadre sont ainsi proposés, permettant de tenir compte des évolutions du programme d'investissement.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Voirie routière,

VU la délibération du Conseil général n°7/02 en date du 29 juin 2012, relative au règlement budgétaire et financier, modifié par la délibération du Département n°7/01 en date du 26 avril 2013,

VU les délibérations du Conseil départemental en date du 3 avril 2025, relatives au vote du budget du Département,

VU la délibération du Conseil régional d'Ile-de-France n° CR 2022-021 en date du 19 mai 2022 relative à la route de demain,

VU la délibération du Conseil départemental n°1/15 en date du 29 septembre 2022 relative à l'approbation du contrat cadre de mise en œuvre du Plan Route de demain,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/17A

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 2024-294 en date du 15 novembre 2024 relative à l'avenant n°1 au Contrat cadre de mise en œuvre « Plan Route de demain » entre la Région et le Département,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver les termes de l'avenant n°1 au contrat cadre conclu entre le Département et la Région d'Île-de-France, afin de tenir en compte des évolutions du programme d'investissement du plan « Route de demain ».

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer ledit avenant à la convention au nom du Département.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/17A

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/17A

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception préfecture
077-227700010-20250620-D250620_117AH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Contrat cadre de mise en œuvre en Seine-et-Marne du plan route de demain pour une route plus fluide

-

AVENANT N°1

La région Île-de-France représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du conseil régional d'Île-de-France, autorisée par la délibération n° _____ du conseil régional en date du _____,

Et

le département de Seine-et-Marne représenté par Monsieur Jean-François Parigi, Président du conseil départemental de Seine-et-Marne, autorisé par la délibération _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ de l'assemblée départementale du _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Vu la délibération n° CR 2022-021 du 19 mai 2022 du conseil régional relative au Plan régional ' anti-bouchon ' et pour changer la route, modifiée par la délibération n° CP2024-294 du 15 novembre 2024.

Vu la délibération n° CP 2022-316 du 23 septembre 2022 approuvant le contrat cadre avec le département de Seine-et-Marne pour la mise en œuvre du Plan « Route de demain » et autorisant la présidente du conseil régional à le signer ;

Vu la délibération n° CP 2024-294 du 15 novembre approuvant le contrat cadre modifié avec le département de Seine-et-Marne pour la mise en œuvre du Plan « Route de demain » ;

Vu la délibération n° _____ du département de Seine-et-Marne du _____ approuvant le présent avenant au contrat-cadre avec la Région ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Conformément au plan « route de demain » adopté par délibération CR 2022-021 du conseil régional en date du 19 mai 2022, la région Île-de-France et le conseil départemental de Seine-et-Marne souhaitent développer un réseau routier d'intérêt régional (RRIR) qualitatif à travers une programmation financière portant sur la période allant de 2022 à 2027, qui doit permettre la réalisation des projets prioritaires identifiés sur le territoire.

Le présent avenant confirme la volonté conjointe de la Région et du Département de développer et de moderniser les routes, préalable au dynamisme économique et social de l'Île-de-France et des territoires qui le composent.

Le bilan à mi-parcours du Plan régional montre que certains projets ont eu une évolution plus lente que prévue. Pour optimiser le programme d'investissement global, la Région a proposé une révision de son Plan pour affiner l'enveloppe budgétaire allouée aux différents projets qui y sont inscrits. Les crédits rendus disponibles ont alors été redéployés vers de nouvelles opérations de création, d'aménagement ou d'équipement d'infrastructures routières afin de préserver un investissement fort de la Région en faveur des routes à hauteur de 250 M€.

Le présent avenant décline les évolutions du programme d'investissement en Seine-et-Marne

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'apporter les modifications au contrat-cadre conclu le 09/02/2023 entre la Région et le département de Seine-et-Marne afin de tenir compte des évolutions du programme d'investissement du plan « route de demain ».

ARTICLE 2 : MODIFICATION DU PREAMBULE

Le troisième paragraphe du préambule est modifié comme suit :

Dans ce cadre, le département de Seine et Marne consacrera 181,2 M€ HT aux opérations inscrites dans le présent contrat cadre. La région Île-de-France, pour sa part, participera au financement de ces opérations selon les clés définies en annexe 1. La mise en œuvre de chaque projet fera l'objet d'une convention spécifique établie sur la base des principes énoncés ci-après et approuvée par les organes délibérants des deux collectivités sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à leurs budgets respectifs.

ARTICLE 3 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 « LE PROGRAMME DE MISE ŒUVRE DU RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL »

L'article 1 est modifié comme suit :

La Région et le Département décident, par le présent contrat, de financer conjointement la réalisation des opérations suivantes :

- Barreau RN3-RN2 Liaison Meaux-Roissy
- Contournement de Guignes (études, AF)
- Demi-Barreau A4-Rd 96 (phase 1)
- Demi-Barreau A4-Rd 96 (phase 2)
- Déviation de Montereau sous le Jard
- Déviation de Voulx
- RN2 - RD 401 - Dammartin-en-Goële - Réaménagement du carrefour
- A104 x RD10p - St Thibault des Vignes - Giratoire Ouest
- Etudes de contournements d'agglomération
- Modernisation des RD 1004 et RD 1036 (créneaux, aménagements de sécurité...)

Le Département, maître d'ouvrage des opérations, fera ses meilleurs efforts pour en limiter les externalités négatives et en optimiser les impacts positifs.
De plus, dans le cadre de la réalisation de ces projets, le Département s'engage à mettre en œuvre les opportunités offertes par les procédures de marchés publics visant à favoriser et à développer des technologies innovantes.
Enfin, le Département transmettra à la Région, après la mise en service de l'opération, une note technique permettant de mesurer l'impact du projet sur la résorption de la congestion dans le territoire concerné.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 3 « LES PRINCIPES CONTRACTUELS »

L'article 3 est modifié comme suit :

Cette contractualisation est le résultat d'échanges entre la Région et le Département de Seine-et-Marne, qui ont abouti aux éléments cadre suivants :

- le contrat de mise en œuvre du plan route de demain porte sur un engagement global de 181,2 M€
- la participation de la Région est fixée entre 15% et 50% (cf. tableau en annexe)

Les engagements financiers pris pour chaque opération par la Région et le Département restent subordonnés à la conclusion de conventions de financement spécifiques ainsi qu'au vote des crédits correspondants par les organes délibérants des deux collectivités.

Les deux partenaires se réservent le droit de réviser par voie d'avenant le contrat de mise en œuvre du Plan route de demain afin de prendre en compte l'avancement des projets et les éventuels redéploiements nécessaires.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE L'ANNEXE 1 « TABLEAU DES OPERATIONS ET CLES DE FINANCEMENT »

Le tableau est modifié comme suit :

Opérations	Montant retenu (millions d'euros)	Clé proposée	Montant subvention (millions d'euros)
Barreau RN3-RN2 Liaison Meaux-Roissy	130	50%	65
Contournement de Guignes (études, AF)	16,6	50%	8,3
Demi-Barreau A4-Rd 96 (phase 1)	5,9	15%	0,9
Demi-Barreau A4-Rd 96 (phase 2)	2,6	30%	0,8
Déviation de Montereau sous le Jard	6,2	30%	1,8
Déviation de Voulx	4,4	30%	1,3
RN2 - RD 401 - Dammartin-en-Goële - Réaménagement du carrefour	2	50%	1
A104 x RD10p - St Thibault des Vignes - Giratoire Ouest	2	50%	1
Etudes de contournements d'agglomération	3	30%	0,9
Modernisation des RD 1004 et RD 1036 (créneaux, aménagements de sécurité...)	8,5	50%	4,3
TOTAL	**181,2**		**85,3**

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les clauses du contrat-cadre initial et de ses annexes non modifiées et non contraires aux dispositions du présent avenant n°1 demeurent inchangées et applicables de plein droit.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant entre en vigueur le jour de sa signature pas l'ensemble des parties.

La Présidente du conseil régional d'Île-de-France et le Président du conseil départemental de Seine et Marne sont chargés conjointement de l'exécution du présent avenant.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le _____

Fait en deux exemplaires originaux,

La Présidente du conseil régional d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Le Président du conseil départemental de Seine-et-Marne

Jean-François PARIGI

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/17B

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_117BH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/17B**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : SOSINSKI Sandrine

OBJET : Avenants au contrat cadre avec la Région Ile-de-France relatif à la mise en œuvre en Seine-et-Marne du "Plan route de demain".
Avenant n°2

Le Conseil départemental a approuvé le 29 septembre 2022 le contrat cadre, avec la Région Ile-de-France, pour la mise en œuvre du « Plan route de demain pour une route plus fluide ». La Région a proposé une révision de son Plan pour augmenter l'enveloppe budgétaire allouée. Deux avenants au contrat cadre sont ainsi proposés, permettant de tenir compte des évolutions du programme d'investissement.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Voirie routière,

VU la délibération du Conseil général n°7/02 en date du 29 juin 2012, relative au règlement budgétaire et financier, modifié par la délibération du Département n°7/01 en date du 26 avril 2013,

VU les délibérations du Conseil départemental en date du 3 avril 2025, relatives au vote du budget du Département,

VU la délibération du Conseil régional d'Ile-de-France n° CR 2022-021 en date du 19 mai 2022 relative à la route de demain,

VU la délibération du Conseil départemental n°1/15 en date du 29 septembre 2022 relative à l'approbation du contrat cadre de mise en œuvre du Plan Route de demain,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/17B

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 2024-294 en date du 15 novembre 2024 relative à l'avenant n°1 au Contrat cadre de mise en œuvre « Plan Route de demain » entre la Région et le Département,

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 2025-061 en date du 27 mars 2025 relative à l'avenant n°2 au Contrat cadre de mise en œuvre « Plan Route de demain » entre la Région et le Département,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver les termes de l'avenant n°2 au contrat cadre conclu entre le Département et la Région d'Île-de-France, afin de tenir en compte des évolutions du programme d'investissement du plan « Route de demain ».

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer ledit avenant à la convention au nom du Département.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/17B

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/17B

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Publication n°54 - Délibérations du Conseil départemental du 20 juin 2025
077-227700010-20250620-D250620_117BH1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Accusé de réception en préfecture
Date de publication en ligne le 30 juin 2025
Conseil département du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°1/17B

Contrat cadre de mise en œuvre en Seine-et-Marne du plan route de demain pour une route plus fluide

-

AVENANT N°2

La région Île-de-France représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du conseil régional d'Île-de-France, autorisée par la délibération n° _____ du conseil régional en date du _____,

Et

le département de Seine-et-Marne représenté par Monsieur Jean-François Parigi, Président du conseil départemental de Seine-et-Marne, autorisé par la délibération _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ de l'assemblée départementale du _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Vu la délibération n° CR 2022-021 du 19 mai 2022 du conseil régional relative au Plan régional ' anti-bouchon ' et pour changer la route, modifiée par la délibération n° CP2024-294 du 15 novembre 2024.

Vu la délibération n° CP 2022-316 du 23 septembre 2022 modifiée approuvant le contrat cadre avec le département de Seine-et-Marne pour la mise en œuvre du Plan « Route de demain » et autorisant la présidente du conseil régional à le signer ;

Vu la délibération n° CP 2024-294 du 15 novembre 2024 approuvant le contrat-cadre modifié avec le département de Seine-et-Marne pour la mise en œuvre du Plan " Route de demain " et autorisant la présidente du conseil régional à le signer ;

Vu la délibération n° CP 2025-061 du 27 mars 2025 approuvant l'avenant n°2 du contrat cadre avec le département de Seine-et-Marne pour la mise en œuvre du Plan « Route de demain » ;

Vu la délibération n° _____ du département de Seine-et-Marne du _____ approuvant le présent avenant au contrat-cadre avec la Région ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Conformément au plan « route de demain » adopté par délibération CR 2022-021 du conseil régional en date du 19 mai 2022, la région Île-de-France et le conseil départemental de Seine-et-Marne souhaitent développer un réseau routier d'intérêt régional (RRIR) qualitatif à travers une programmation financière portant sur la période allant de 2022 à 2027, qui doit permettre la réalisation des projets prioritaires identifiés sur le territoire.

Le présent avenant confirme la volonté conjointe de la Région et du Département de développer et de moderniser les routes, préalable au dynamisme économique et social de l'Île-de-France et des territoires qui le composent.

Le bilan à mi-parcours du Plan régional montre que certains projets ont eu une évolution plus lente que prévue. Pour optimiser le programme d'investissement global, la Région a proposé une révision de son Plan pour affiner l'enveloppe budgétaire allouée aux différents projets qui y sont inscrits. Les crédits rendus disponibles ont alors été redéployés vers de nouvelles opérations de création, d'aménagement ou d'équipement d'infrastructures routières afin de préserver un investissement fort de la Région en faveur des routes à hauteur de 250 M€.

Le présent avenant décline les évolutions du programme d'investissement en Seine-et-Marne

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'apporter les modifications au contrat-cadre conclu le 09/02/2023 entre la Région et le département de Seine-et-Marne afin de tenir compte des évolutions du programme d'investissement du plan « route de demain ».

ARTICLE 2 : MODIFICATION DU PREAMBULE

Le troisième paragraphe du préambule est modifié comme suit :

Dans ce cadre, le département de Seine et Marne consacrera 182,8 M€ HT aux opérations inscrites dans le présent contrat cadre. La région Île-de-France, pour sa part, participera au financement de ces opérations selon les clés définies en annexe 1. La mise en œuvre de chaque projet fera l'objet d'une convention spécifique établie sur la base des principes énoncés ci-après et approuvée par les organes délibérants des deux collectivités sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à leurs budgets respectifs.

ARTICLE 3 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 « LE PROGRAMME DE MISE ŒUVRE DU RESEAU ROUTIER D'INTERET REGIONAL »

L'article 1 est modifié comme suit :

La Région et le Département décident, par le présent contrat, de financer conjointement la réalisation des opérations suivantes :

- Barreau RN3-RN2 Liaison Meaux-Roissy
- Contournement de Guignes (études, AF)
- Demi-Barreau A4-Rd 96 (phase 1)
- Demi-Barreau A4-Rd 96 (phase 2)
- Déviation de Montereau sous le Jard
- Déviation de Voulx
- RN2 - RD 401 - Dammartin-en-Goële - Réaménagement du carrefour
- A104 x RD10p - St Thibault des Vignes - Giratoire Ouest
- Etudes de contournements d'agglomération
- Modernisation des RD 1004 et RD 1036 (créneaux, aménagements de sécurité...)
- Financement complémentaire de l'opération de création d'un giratoire entre la RD1036 (EX-RN36) et la RD235 et aménagement de celui avec la RD231 (carrefour de l'Obélisque).

Le Département, maître d'ouvrage des opérations, fera ses meilleurs efforts pour en limiter les externalités négatives et en optimiser les impacts positifs.
De plus, dans le cadre de la réalisation de ces projets, le Département s'engage à mettre en œuvre les opportunités offertes par les procédures de marchés publics visant à favoriser et à développer des technologies innovantes.
Enfin, le Département transmettra à la Région, après la mise en service de l'opération, une note technique permettant de mesurer l'impact du projet sur la résorption de la congestion dans le territoire concerné.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 3 « LES PRINCIPES CONTRACTUELS »

L'article 3 est modifié comme suit :

Cette contractualisation est le résultat d'échanges entre la Région et le Département de Seine-et-Marne, qui ont abouti aux éléments cadre suivants :

- le contrat de mise en œuvre du plan route de demain porte sur un engagement global de 182,8 M€
- la participation de la Région est fixée entre 15% et 50% (cf. tableau en annexe)

Les engagements financiers pris pour chaque opération par la Région et le Département restent subordonnés à la conclusion de conventions de financement spécifiques ainsi qu'au vote des crédits correspondants par les organes délibérants des deux collectivités.

Les deux partenaires se réservent le droit de réviser par voie d'avenant le contrat de mise en œuvre du Plan route de demain afin de prendre en compte l'avancement des projets et les éventuels redéploiements nécessaires.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE L'ANNEXE 1 « TABLEAU DES OPERATIONS ET CLES DE FINANCEMENT »

Le tableau est modifié comme suit :

Opérations	Montant retenu (millions d'euros)	Clé proposée	Montant subvention (millions d'euros)
Barreau RN3-RN2 Liaison Meaux-Roissy	130	50%	65
Contournement de Guignes (études, AF)	16,6	50%	8,3
Demi-Barreau A4-Rd 96 (phase 1)	5,9	15%	0,9
Demi-Barreau A4-Rd 96 (phase 2)	2,6	30%	0,8
Déviation de Montereau sous le Jard	6,2	30%	1,8
Déviation de Voulx	4,4	30%	1,3
RN2 - RD 401 - Dammartin-en-Goële - Réaménagement du carrefour	2	50%	1
A104 x RD10p - St Thibault des Vignes - Giratoire Ouest	2	50%	1
Etudes de contournements d'agglomération	3	30%	0,9
Modernisation des RD 1004 et RD 1036 (créneaux, aménagements de sécurité...)	8,5	50%	4,3
Financement complémentaire de l'opération de création d'un giratoire entre la RD1036 (EX-RN36) et la RD235 et aménagement de celui avec la RD231 (carrefour de l'Obélisque)	1,6	50%	0,8
TOTAL	**182,8**		**86,1**

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les clauses du contrat-cadre initial et de ses annexes non modifiées et non contraires aux dispositions du présent avenant n°2 demeurent inchangées et applicables de plein droit.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant entre en vigueur le jour de sa signature pas l'ensemble des parties.

La Présidente du conseil régional d'Île-de-France et le Président du conseil départemental de Seine et Marne sont chargés conjointement de l'exécution du présent avenant.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le _____

Fait en deux exemplaires originaux,

La Présidente du conseil régional d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Le Président du conseil départemental de Seine-et-Marne

Jean-François PARIGI

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/18

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_118H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/18**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : SOSINSKI Sandrine

OBJET : Parc A5 - Dossier de prise en considération modificative et convention avec les communes de Moissy-Cramayel, Réau, la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud et EPA Sénart.

Dans le cadre du développement de la ville nouvelle de Sénart et de la création de la Zone d'Aménagement Concerté du parc d'activités de l'A5 sur le territoire des communes de Réau et Moissy-Cramayel, l'Assemblée départementale a approuvé le 28 janvier 2011 le programme de voirie proposé par l'Etablissement Public d'Aménagement de Sénart (EPA Sénart), requalifiant notamment la RD57 entre la RD402 et l'A5b en 2 x 2 voies de circulation. Le programme de l'EPA Sénart, qui a fait l'objet d'une délibération de prise en considération le 7 octobre 2016, est à nouveau modifié (une voie par sens de circulation et certains aménagements ne seront pas réalisés dans l'immédiat dont un Transport en Commun en Site Propre (TCSP)). Ces nouvelles dispositions nécessitent donc une prise en considération modificative. Une convention définissant la réalisation, la gestion et l'entretien ultérieur des aménagements a été établie entre l'EPA Sénart, maître d'ouvrage, les Communes de Réau et Moissy-Cramayel, la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart et le Département.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil général n°3/07 en date du 28 janvier 2011 approuvant le programme de voirie et prenant en considération la première phase de travaux de l'aménagement d'une voie de liaison entre la RD306, l'A5a, la RD57 et l'A5b pour desservir la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du parc d'activités de l'A5 ,

VU la délibération du Conseil départemental n°3/10 en date du 7 octobre 2016 annulant la délibération n°3/07 du 28 janvier 2011 et prenant en considération les aménagements sur routes départementales desservant notamment la future ZAC du parc d'activités de l'A5 sur le territoire des communes de Réau et Moissy-Cramayel,

VU la délibération du Conseil départemental n°3/02 en date du 6 mars 2017 approuvant les termes de la convention relative à la gestion de l'aménagement d'un carrefour à feux RD57/RD402 sur le territoire de la commune de Moissy-Cramayel,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/18

VU la délibération du Conseil départemental n°1/05 du 21 décembre 2023 relative au Contrat Intercommunal de Développement (CID) de la Communauté d'agglomération de Grand-Paris-Sud-Seine-Essonne-Sénart,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : de prendre en considération modificative le projet d'aménagement de voirie pour desservir notamment la future ZAC du parc d'activités de l'A5, requalifiant notamment la RD57 entre la RD402 et l'A5b, sous maitrise d'ouvrage de l'Établissement Public d'Aménagement de Sénart (EPA Sénart), sur le territoire des communes de Réau et Moissy-Cramayel.

Article 2 : d'approuver les termes de la convention relative à l'aménagement de la RD 57 dans le cadre du Parc A5, dont le projet figure en annexe de la présente délibération, entre l'Etablissement Public d'Aménagement de Sénart (EPA Sénart), les Communes de Réau et Moissy-Cramayel, la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart et le Département.

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention au nom du Département.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/18

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/18

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_118H1-DE
Publication n°54, Délibération du Conseil départemental du 20 juin 2025
Date de publication en ligne le 30 juin 2025

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONVENTION RELATIVE A L'AMENAGEMENT DE LA RD57 DANS LE CADRE DU PARC A5

ENTRE :

LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE, représenté par le Président du Conseil départemental autorisé par la délibération du Conseil Départemental en date du …….., ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

ET :

L'ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT DE LA VILLE NOUVELLE DE SENART, aménageur du parc d'activités de l'A5, représenté par son directeur général Ollivier Guilbaud, nommé par arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, en date du 22 août 2023, ci-après dénommé « l'EPA Sénart »

ET :

LA COMMUNE DE MOISSY-CRAMAYEL, représentée par son Maire Line MAGNE autorisé par le Conseil municipal en date du …….., ci-après dénommée « la Commune de MOISSY-CRAMAYEL»

ET :

LA COMMUNE DE REAU, représentée par son Maire Alain AUZET autorisé par le Conseil municipal en date du …….., ci-après dénommée « la Commune REAU»

ET :

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND PARIS SUD, représentée par son Président Michel BISSON autorisé par décision du ……en date du …….., ci-après dénommée « Grand Paris Sud »

d'autres part,

IL A D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Véritable pôle économique régional, le parc de l'A5-Sénart accueille des bâtiments logistiques dernière génération répondant aux normes environnementales les plus exigeantes, dans un cadre paysager**.**

D'une superficie brute d'environ 190 hectares, le parc de l'A5 est situé sur les communes de Réau et de Moissy-Cramayel, au cœur d'une desserte routière idéalement constituée par les autoroutes A5a, A5b et la francilienne (N104). Le parc s'inscrit dans un environnement constitué à la fois d'espaces agricoles, de zones à faible densité d'habitation et d'implantations logistiques.

Ce parc s'est développé dans le cadre d'une ZAC conduite par l'EPA Sénart, en accord avec la Commune de REAU, la Commune de MOISSY-CRAMAYEL, Grand Paris Sud et le Département de Seine et Marne.

Afin d'optimiser les conditions de desserte du parc arrivé à maturité dans son développement, et d'optimiser le rabattement des flux de poids lourds sur les grands axes autoroutiers, le programme de la ZAC et de la DUP intègrent la requalification de la RD 57 entre la RD 402 et le giratoire de desserte du parc A5 et une modification de la RD 57 entre ce dernier et le giratoire Ouest de l'échangeur de l'A5.

Ce projet permettra également de desservir d'autres zones d'activités économiques et résidentielles à venir sur ce secteur en plein essor.

Dans le cadre du Contrat Intercommunal de Développement (CID) au bénéfice de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud en février 2024, l'EPA a obtenu la subvention afférente au projet dans les conditions fixées par le Conseil départemental de Seine-et-Marne.

Le Département autorise l'EPA Sénart à réaliser ces travaux en partie sur le domaine public départemental.

La Commune de REAU autorise l'EPA Sénart à réaliser ces travaux en partie sur le domaine public communal.

La Commune de MOISSY-CRAMAYEL autorise l'EPA Sénart à réaliser ces travaux en partie sur le domaine public communal.

Grand Paris Sud, le Département et les communes de REAU et de MOISSY-CRAMAYEL participent à l'entretien ultérieur des aménagements, dans les conditions définies dans la présente convention.

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives des parties en ce qui concerne la nature des aménagements envisagés, leur réalisation et leur financement, le transfert des emprises foncières, ainsi que les modalités d'entretien ultérieur.

ARTICLE II : CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'OUVRAGE

En tant qu'aménageur de l'Opération d'Intérêt National de Sénart, l'EPA Sénart réalise le parc d'activités de l'A5, sur les territoires communaux de Moissy-Cramayel et Réau.

Il est précisé que la RD57 actuelle se situe hors agglomération et que les aménagements à créer sur la RD57 se situent hors agglomération.

Description de l'aménagement :

Configuration définitive :

L'EPA réalise le projet de requalification de la RD 57 entre la RD 402 et le giratoire du diffuseur de l'A5b, lequel comprend notamment le recalibrage et le renforcement de la RD57 entre la RD 402 et le giratoire central de desserte du Parc A5, et la modification de la RD57 entre le giratoire central de desserte du Parc A5 et le giratoire du diffuseur de l'A5b (au niveau du centre routier).

Le projet consiste à réaliser :

- **Un barreau routier** de 2 x1 voies depuis le giratoire central de desserte du Parc A5 jusqu'au giratoire RD57xA5b (modification partielle du tracé actuel)

- **Le recalibrage et le renforcement du barreau Nord-Ouest du giratoire de la RD402 jusqu'au giratoire central de la desserte du Parc A5** (réfection de la couche de base et de roulement et élargissement de la chaussée à 6 m)
- **Des aménagements de carrefours existants :**
    - La réduction du giratoire central
    - La suppression du carrefour à feux au niveau du giratoire central (convention spécifique signée le 12 avril 2017) et la démolition de la RD devenue inutile
    - L'aménagement du carrefour RD57xRD305 en giratoire et le doublement à 2 voies des entrées du giratoire, spécifiquement pour le RD57
    - Le doublement à 2 voies d'entrée du giratoire central, spécifiquement pour le RD57, à hauteur de l'entrée du parc de l'A5
    - Le doublement à 2 voies d'entrée de la branche Ouest du giratoire RD57xA5b
- **L'assainissement** de la future plateforme routière : création de noues de part et d'autre de la RD57 véhiculant les eaux vers des bassins d'infiltration longitudinaux à créer
- **La plantation d'arbres d'alignement** le long des routes départementales hors agglomération entre le giratoire de la RD402 et le giratoire de l'accès à l'A5b
- **Les merlons paysagers**
- **L'aménagement paysager :** modelage de merlons et paysagement, plantations d'arbres et d'arbustes
- **Une voie verte** le long de la future RD57, côté Sud, entre la RD402 et la RD305 se raccordant sur l'impasse communale de Réau. Le tracé entre le hameau de Réau et le giratoire de l'autoroute A5 côté Réau reste à définir.

<u>Les aménagements comprennent (cf. annexe n°1):</u>

- La fourniture et la mise en œuvre des matériaux pour la création des structures et des revêtements, de leurs accessoires (bordures, caniveaux) des différents aménagements de voiries (requalification et création de chaussées sur les carrefours créés et existants et sur les sections de voiries courantes, ilots, voie verte, reprise de trottoirs, aire de betteraves), y compris les bordures, caniveaux.
- La création du génie-civil (chambres, fourreaux uniquement pour la partie électricité) constituant une préfiguration du futur réseau d'éclairage de la voie verte. Par la suite Grand Paris Sud aura la possibilité de compléter cette installation avec la mise en œuvre des câblages, le raccordement électrique nécessaire pour la mise en service ultérieure, ainsi que la fourniture et la mise en œuvre des candélabres et de leurs fondations.
- La mise en place de fourreaux et de chambres permettant le cheminement et le déploiement, entre la commune de Réau et la commune de Moissy-Cramayel, d'une infrastructure de communication électronique permettant à l'ensemble des réseaux de courant faible de se déployer (réseau opérateur, réseau public, vidéoprotection)
- Les dispositifs d'assainissement dimensionnés et mis en œuvre pour l'occurrence trentennale : fossés et noues d'infiltration et leurs dispositifs de drainage, les modelages de fossés, les dispositifs en béton de tête de fossés, les raccordements au réseau existant et la création de grilles avaloirs,
- La fourniture et la mise en œuvre de la signalisation verticale,
- La fourniture et la mise en œuvre de mobilier urbain, les glissières bois et autres dispositifs de retenues
- Le marquage au sol de la signalisation horizontale,
- Les reprises d'accotements existants en herbe et gravillonnés,

- La fourniture et la mise en place des plantations y compris la garantie de reprise

Par ailleurs, des mesures conservatoires relatives au déplacement de la caméra de vidéoprotection située actuellement à Réau, le long de la RD57, seront prises par l'EPA (maintien en phase travaux jusqu'à son emplacement futur, discuté et précisé en phase chantier).

ARTICLE III : COUT DES TRAVAUX

Le montant estimé des travaux est de 8 971 000 € HT. (Valeur montant décembre 2023).

Dans le cadre du Contrat Intercommunal de Développement (CID) au bénéfice de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud, le Conseil départemental de Seine-et-Marne participe à hauteur de 1 673 857 euros.

ARTICLE IV : OBLIGATIONS DES PARTIES

IV.1 : OBLIGATION DE L'EPA SENART

Les travaux tels que décrits à l'article II sont exécutés et financés par l'EPA Sénart. Ils bénéficieront d'un subventionnement de la part du Conseil départemental de Seine & Marne, au titre du Contrat Intercommunal de Développement (CID) signé en février 2024 avec la communauté d'agglomération Grand Paris Sud.

L'EPA Sénart assure toutes les obligations et responsabilités du Maître d'Ouvrage.

A ce titre, l'EPA Sénart fait son affaire des procédures administratives préalables à la réalisation des travaux et notamment :

- de la demande des autorisations (permission de voirie pour les modifications du domaine public routier départemental délivrée sur la base des plans Projet validés par le Département, arrêtés de circulation délivrés sur la base du dossier d'exploitation sous chantier comprenant des plans de circulation et de phasage détaillés…) de réaliser les travaux sur le domaine public routier départemental auprès des services du Département.

- de la demande de l'autorisation de réaliser les travaux sur le domaine public communal auprès des services de la Commune de REAU et de la Commune de MOISSY-CRAMAYEL ;

De plus, l'EPA Sénart soumettra le projet à la validation technique des services du Département, de Grand Paris Sud et des Communes de REAU et MOISSY-CRAMAYEL, depuis la phase AVP jusqu'aux plans d'exécution, préalablement au démarrage des travaux. Le dossier AVP sur le projet initial 2x2 voies a été présenté aux partenaires, lequel a fait l'objet de différents avis et demandes de modifications. Depuis, le projet a évolué en 2x1 voie. Les remarques de l'AVP n'étant pas bloquantes, et leur intégration étant possible en phase PRO par l'EPA, la phase AVP est par conséquent terminée. La présente convention est établie sur la base du dossier PRO, les plans qui y sont annexés ne sont pas définitifs. Le Dossier PRO complet (géométrie, assainissement,…) sur le projet modifié en 2x1 voie est à présenter et à faire valider par le Conseil départemental, Grand Paris Sud, les communes de Réau et de Moissy Cramayel.

Les travaux ne pourront débuter qu'après la réception d'un avis écrit sans observation sur le dossier PRO, les plans exécutions proposés par l'entreprise et le dossier de phasage des travaux de la part de l'ensemble des parties prenantes.

L'EPA Sénart invitera également les services du Conseil départemental et de Grand Paris Sud et les Communes aux réunions de chantier organisées durant la phase travaux.

Les travaux une fois achevés, une visite de sécurité préalable à la mise en service sera effectuée par le Département, les Communes et la Communauté d'agglomération. L'EPA reprendra les aménagements pour tenir compte des demandes du Département, des Communes et de la Communauté d'agglomération dans la limite de ce qui est prévu sur les plans validés par l'ensemble des parties prenantes. Après réception définitive des travaux par l'EPA Sénart, y compris les reprises éventuelles demandées par les futurs gestionnaires en cas de non-conformité ou de non-respect des plans, l'EPA Sénart remettra au Département, aux Communes et à la Communauté d'agglomération un procès-verbal de remise des ouvrages concernés, avec la copie du dossier des ouvrages exécutés (DOE), contenant notamment les plans de récolement et du dossier d'intervention ultérieur sur ouvrages (DIUO).

Configuration provisoire pendant les travaux :

Tant que les nouveaux carrefours ou que la RD57 ne sont pas ouverts à la circulation de manière définitive, les aménagements restent en phase travaux donc en configuration provisoire. Durant ces phases provisoires, l'EPA Sénart réalise les opérations d'entretien courants incluant notamment la mise en place et le maintien de la signalisation temporaire nécessaire jusqu'à la reprise de l'aménagement ou d'une section d'aménagement dans les conditions indiquées à l'article IV.5.

L'EPA Sénart est tenu de mettre en application les demandes du Département figurant dans les plans de circulation et de phasages détaillés figurant à l'article IV.1 au moment des demandes d'autorisations. La validation préalable des plans de circulation et de phasage doit permettre d'anticiper et d'éviter tout risque de manquement à la sécurité, ainsi que d'intégrer les mesures nécessaires pour prévenir d'éventuelles adaptations en cours de chantier. L'EPA Sénart est tenu de mettre en application les demandes du Département en cas de manquement de sécurité (renforcement de la signalisation (panneaux ou marquage) et du balisage) ou de toute autre circonstance non visible sur les plans d'exploitation (adaptations liées au comportement déviant des usagers), afin d'assurer la sécurité des usagers dans le cadre de son chantier. L'EPA Sénart veillera au respect de la réglementation en vigueur (normes, homologations, certifications, …) et aux recommandations du gestionnaire de la voirie.

En cas de nouvelles préconisations non inscrites sur les plans validés, le Département (CD77) et l'EPA se réuniront afin de trouver un accord qui sera formalisé par avenant. Celui-ci définira les modalités techniques et financières générées par ces préconisations.

L'EPA Sénart transmettra au Département une copie de l'ensemble des arrêtés préfectoraux relatifs à l'opération (cf. annexe n°4).

IV.2 : OBLIGATION DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à autoriser l'EPA Sénart à réaliser les travaux sur les routes départementales impactées par le projet, tels que décrits à l'article II de la présente convention, via l'édiction d'une permission de voirie.

Le Département met à disposition de l'EPA Sénart l'emprise foncière nécessaire pour la réalisation de la liaison douce le long de la RD57 actuelle.

Le Département s'engage à autoriser la Commune de REAU, la Commune de MOISSY-CRAMAYEL et Grand Paris Sud à réaliser les actions d'entretien et de maintenance leur incombant selon les modalités définies aux articles VI et VII ci-après, sur le domaine public routier départemental et ses équipements, via l'édiction si nécessaire, d'un arrêté de circulation temporaire.

Le Département participera à l'entretien des aménagements qui lui incombent, dès la réception de ces derniers (formalisée par un procès-verbal de réception établi dans un délai de deux mois après la levée des réserves), et dans les conditions définies à l'article VI. Tant que l'EPA n'a pas engagé les travaux, le Département reste responsable de l'entretien des aménagements existants relevant de sa compétence.

Le Département répondra dans des délais raisonnables aux éventuels sujets qui appelleraient sa validation dans le cadre des réunions de chantier, en sa qualité de futur gestionnaire.

IV.3 : OBLIGATION DES COMMUNES DE REAU ET MOISSY-CRAMAYEL

Les Communes s'engagent à autoriser l'EPA Sénart à réaliser les travaux sur le domaine communal.

Les Communes participeront à l'entretien des aménagements qui leur incombent, dès la réception de ces derniers (formalisée par un procès-verbal établi dans un délai de deux mois), et dans les conditions définies à l'article VI.

IV.4 : OBLIGATION DE GRAND PARIS SUD

Grand Paris Sud participe à l'entretien des aménagements qui lui incombent, dès réception de ces derniers (formalisée par un procès-verbal établi dans un délai de deux mois), dans les conditions définies à l'article VI.

IV.5 : OBLIGATION DE TOUTES LES PARTIES

En raison du volume de travaux, l'EPA pourra solliciter le Département et Grand Paris Sud pour organiser une remise partielle des ouvrages par section ou carrefour si ces derniers sont complètement terminés, ne font pas l'objet d'une future phase de travaux et qu'ils correspondent aux itinéraires de gestion.

Les remises en gestion engagent l'ensemble des parties prenantes signataires de la présente convention.

Dès l'achèvement des aménagements, l'EPA Sénart invitera la collectivité ou le groupement de collectivités concerné (celle qui va récupérer dans son patrimoine ainsi que les collectivités qui assureront l'entretien futur) à participer aux opérations de remise desdits aménagements ; les collectivités devront être informées de cette date au minimum quinze jours avant.

La collectivité ou groupement de collectivités ne peut refuser la remise d'un ouvrage propre à sa destination mais peut, à cette occasion, formuler des réserves et demander à l'EPA Sénart de remédier aux défauts constatés conformément aux plans d'exécution, de phasage ou de signalisation validés. Les reprises effectuées devront être constatées et validées par la collectivité ou le groupement de collectivités avant toute remise aux collectivités. En cas de refus de la collectivité ou groupement de collectivités de participer aux opérations de remise, celle-ci sera considérée comme accomplie de fait.

<u>Remise en gestion par l'EPA Sénart à la collectivité concernée :</u>

Dès lors qu'une demande a été présentée et sous réserve de l'accord des parties sur les aménagements à remettre (observations prises en compte), le PV doit intervenir dans le délai de deux (2) mois maximum à compter de la réception de la demande par les collectivités. Le refus de reprise en gestion, notifié dans ce délai et motivé par la collectivité, ouvrira des discussions pour une recherche de solution technique. L'éventuel refus ne pourra pas être motivé par une demande de prestation complémentaire s'inscrivant hors cadre du marché de l'entreprise contracté avec l'EPA Sénart.

La remise des ouvrages ou parties d'ouvrages réalisés ayant pour vocation à entrer dans le patrimoine d'autres collectivités ou groupement de collectivités prend effet à la date du PV signé par les Parties.

L'Aménageur remet également au Département et à Grand Paris Sud les plans de récolement des ouvrages, notamment des Ouvrages routiers, les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) et les dossiers d'intervention ultérieure sur les ouvrages (DIUO).

En tant qu'aménageur de l'OIN de Sénart, L'EPA Sénart n'a pas vocation à conserver en gestion les emprises foncières acquises pour ce projet.

ARTICLE V : FONCIER

L'aménagement de la RD 57 est situé sur le domaine public routier départemental et sur des emprises appartenant à la Commune de REAU et à l'EPA Sénart.

L'ensemble des aménagements et équipements réalisés sur le domaine public routier départemental et définis à l'article II est intégré dès la signature du procès-verbal de remise en gestion dans le domaine public routier départemental.

Les emprises foncières nécessaires aux aménagements situés hors du domaine public routier départemental et communal mais devant être incorporées au domaine public communal ou départemental sont apportées par l'EPA Sénart à ses frais pour incorporation dans le domaine public adéquat, conformément au plan figurant en annexe n°3.

En tant qu'aménageur de l'OIN de Sénart, l'EPA Sénart n'a pas vocation à conserver en patrimoine les emprises foncières acquises pour ce projet.

Le coût des acquisitions foncières réalisées par l'EPA Sénart est de 437 000 euros.

Les documents modificatifs du parcellaire cadastral seront produits par l'EPA Sénart après réalisation des travaux, permettant de définir avec exactitude les superficies transférées dans les domaines publics départemental et communaux.

Le Département et les Communes, s'engagent, chacune pour les emprises foncières qui les concernent à en accepter le transfert.

Ce transfert de propriété sera effectué par acte notarié ou administratif à l'euro symbolique. Les frais d'actes et de publication seront à la charge de l'EPA Sénart.

- REPRISE EN GESTION ET EN PROPRIETE DES ESPACES FONCIERS :

Le Département reprendra en gestion et en propriété les espaces résiduels acquis par EPA Sénart dans le cadre de la déclaration d'utilité publique originelle tels que définis dans le plan annexé.

Le foncier concerné sera transféré dans le domaine privé du Département moyennant l'euro symbolique, le Département faisant son affaire du classement dans le domaine public des assiettes foncières des ouvrages ouverts au public.

Les frais inhérents à ce transfert (frais de géomètre et d'actes de vente) seront totalement pris en charge par EPA Sénart.

Les anciennes voiries seront déconstruites par EPA Sénart à compter de la mise en service de la nouvelle RD 57.

Les espaces résiduels et les anciennes voiries déconstruites qui seront remis en gestion agricole, seront aménagés par l'EPA Sénart de manière à rendre les terres cultivables à l'instar des parcelles limitrophes.

L'EPA Sénart proposera au Département, un projet de convention d'occupation précaire pour les assiettes foncières remises en gestion agricole avant transfert de propriété au Département. L'EPA Sénart s'engage à accompagner le Département pour la validation des conventions d'occupation précaire ou tous autres documents permettant de faire assurer la gestion quotidienne de ces terrains par les agriculteurs concernés.

ARTICLE VI : ENTRETIEN ULTERIEUR

Le Département sera gestionnaire de l'ensemble des aménagements et équipements réalisés et inclus dans les limites actuelles ou futures du domaine public départemental, dès le procès-verbal de remise en gestion visé à l'article IV.1

Modalités d'intervention sur le domaine public départemental

Toutes les tâches d'exploitation, ou de travaux nécessitant une intervention sur le domaine public du Département devront se faire après avis des services du Département.

Un délai minimum de deux semaines est demandé pour l'organisation des éventuelles restrictions de circulation nécessaires aux travaux d'entretien ou de maintenance.

L'ensemble des interventions sur le domaine public ne pourra se faire que dans le respect des règles de sécurité en vigueur sur les mesures d'exploitation et la signalisation des chantiers.

Les Communes et Grand Paris Sud solliciteront les autorisations nécessaires auprès du Département.

VI.1 – Entretien réalisé par les communes :

Commune de REAU

La Commune de REAU entretiendra les deux merlons situés au barreau Nord-Est (y compris aménagements paysagers plantés dessus) et les aménagements paysagers de son entrée de commune, y compris l'anneau du giratoire de la RD57/RD305, conformément aux plans des limites de gestion annexés à la présente convention.

La Commune de REAU assurera à ses frais toutes les opérations d'entretien des aménagements paysagers mentionnés ci-dessus, ainsi que le remplacement des végétaux le cas échéant, dans un objectif de maintien des caractéristiques initiales des aménagements, de sécurité des usagers, de pérennité du patrimoine, et d'agrément du paysage.

La Commune de REAU supportera l'ensemble des dépenses occasionnées par les missions qui lui reviennent.

Commune MOISSY-CRAMAYEL

La Commune de MOISSY-CRAMAYEL entretiendra les aménagements paysagers de son entrée de commune, conformément aux plans des limites de gestion annexés à la présente convention

La Commune de MOISSY-CRAMAYEL assurera à ses frais toutes les opérations d'entretien des aménagements paysagers mentionnés ci-dessus, ainsi que le remplacement des végétaux le cas échéant, dans un objectif de maintien des caractéristiques initiales des aménagements, de sécurité des usagers, de pérennité du patrimoine, et d'agrément du paysage.

La Commune de MOISSY-CRAMAYEL supportera l'ensemble des dépenses occasionnées par les missions qui lui reviennent.

VI.2 – Entretien réalisé par le Département

Les aménagements de la RD57 et de la RD305 étant hors agglomération, le Département assurera dans ses emprises routières l'entretien de la chaussée des routes départementales.

- Les bordures et caniveaux des giratoires (anneaux et branches uniquement des routes départementales)
- Les ilots directionnels et annulaires des giratoires des routes départementales
- Les accotements des routes départementales
- L'assainissement de la plateforme routière départementale :
    - Les canalisations
    - Les regards, avaloirs, grilles
    - Les noues
    - Les bassins d'infiltration liés aux eaux de ruissèlement de la RD57
- La signalisation horizontale hors traversées des modes actifs

- La signalisation verticale de police et directionnelle d'intérêt départemental
- L'alignement d'arbres le long des routes départementales hors agglomération

Le Département doit assurer :

La maintenance de l'ensemble des matériels dans l'état de fonctionnement initialement prévu

- Le contrôle périodique des ouvrages et des équipements *;*

- Le renouvellement des ouvrages et équipements défectueux ou usagés que cette situation procède d'un accident, d'une dégradation volontaire, d'une vétusté ou encore d'une non-conformité aux réglementations en vigueur ;

- Le nettoyage (balayage, enlèvement des tags, enlèvement des déchets, curage des grilles…) sur les ouvrages et équipements cités dans la liste ci-dessus ;

- L'entretien des passages (réparations, interventions en cas de neige et de gel…)

VI.3 – Entretien réalisé par Grand Paris Sud

Les équipements décrits ci-après sont exploités et entretenus par Grand Paris Sud dans les règles de l'art et selon les conditions techniques et financières suivantes, conformément aux plans des limites de gestion annexés à la présente convention :

Grand Paris Sud entretiendra la voie verte le long de la RD 57 comprenant :

- la signalisation horizontale et verticale liées aux modes actifs, y compris les traversées sur chaussées des modes actifs

- la chaussée de la voie verte,

- les équipements et les dispositifs de sécurité de la voie verte,

- les fourreaux et chambres permettant le cheminement et le déploiement des réseaux vidéoprotection et informatique entre la commune de Réau et la commune de Moissy-Cramayel.

Grand Paris Sud doit assurer :

- La maintenance de l'ensemble des matériels dans l'état de fonctionnement initialement prévu

- Le contrôle périodique des ouvrages et des équipements *;*

- Le renouvellement des ouvrages et équipements défectueux ou usagés que cette situation procède d'un accident, d'une dégradation volontaire, d'une vétusté ou encore d'une non-conformité aux réglementations en vigueur ;

- Le nettoyage (balayage, enlèvement des tags, enlèvement des déchets, curage des grilles…) sur les ouvrages et équipements cités dans la liste ci-dessus ;

- L'entretien des passages (réparations, interventions en cas de neige et de gel…)

Grand Paris Sud assurera à ses frais toutes les opérations de surveillance, d'entretien et de protection (lutte contre les dégradations liées aux vandalismes ou aux travaux) des aménagements et équipements mentionnés ci-dessus , ainsi que leur remplacement le cas échéant, que cette situation procède d'un accident, d'une vétusté ou encore d'une non-conformité aux réglementations en vigueur, dans un objectif de maintien des caractéristiques initiales des aménagements, de sécurité des usagers, de pérennité du patrimoine, et d'agrément du paysage.

Grand Paris Sud supportera l'ensemble des dépenses occasionnées par les missions qui leur reviennent.

ARTICLE VII : MODIFICATIONS APPORTEES AUX AMENAGEMENTS ET AUX EQUIPEMENTS APRES REMISE EN GESTION

Les modifications éventuelles envisagées par les Communes et Grand Paris Sud devront être compatibles avec les objectifs de sécurité des différentes catégories d'usagers de la route.

En conséquence, elles devront être soumises au préalable à l'avis de M. le Président du Conseil départemental.

Grand Paris Sud et les communes s'engagent à ne planter des arbres de haute tige que conformément au cahier des charges fournis par le Département et à ne pas installer d'obstacle dur susceptible de créer un danger pour les usagers de la route.

Le Département quant à lui pourra modifier à son initiative les aménagements réalisés dès lors que l'aménagement, la conservation du domaine public et l'intérêt des usagers le justifieront.

ARTICLE VIII : CONTRÔLE DU DISPOSITIF D'ENTRETIEN

Les Communes ou Grand Paris Sud préviendront le Département toutes les fois qu'elles rencontreront des difficultés dans la gestion des aménagements situés sur le domaine public routier départemental. De même le Département préviendra les communes lorsqu'il rencontrera des difficultés dans la gestion des aménagements situés à proximité du domaine public routier communal.

Une réunion pourra être organisée à l'initiative de l'une des parties en fonction des besoins afin de faire le point sur les aménagements et équipements visés par la convention.

En cas de dysfonctionnement un numéro de téléphone d'astreinte est mis à disposition des parties.

ARTICLE IX : MODALITES FINANCIERES

Chaque partie supportera l'ensemble des dépenses occasionnées par les missions qui lui reviennent.

ARTICLE X : RESPONSABILITE

L'EPA, les Communes, Grand Paris Sud et le Département sont informés que, le cas échéant, leur responsabilité pourra être recherchée par la voie de l'appel en garantie ou de l'action récursoire au cas où une des parties se verrait citée devant la juridiction par un usager ou un tiers-riverain du domaine public du fait du non-respect des obligations découlant de la présente convention.

ARTICLE XI : DATE D'EFFET – DUREE

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par toutes les parties.

Elle est établie pour une durée de dix ans, renouvelable à la date anniversaire pour la même durée par tacite reconduction. En cas d'avis contraire sur cette reconduction, le réclamant devra adresser en ce sens, aux autres parties, une lettre recommandée avec accusé de réception, au moins six mois avant la fin de la convention.

Les parties s'engagent alors à se réunir pour définir à nouveau les modalités de gestion des équipements et aménagements, objet de la présente convention.

ARTICLE XII : RESILIATION

Afin de garantir l'aboutissement du projet et l'entretien pérenne des aménagements réalisés, la présente convention ne peut être résiliée que dans les conditions strictement définies ci-après :

- d'un commun accord des Parties, sous réserve de la mise en place de modalités garantissant la poursuite des aménagements engagés et leur entretien.

- Unilatéralement, par l'une des parties, dans les seuls cas suivants :

    - pour motif d'intérêt général, dûment justifié et circonscrit au périmètre de la convention, par l'une des Parties. La résiliation est précédée de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant explicitement le ou les motifs d'intérêt général invoqué(s). Un préavis de trois (3) mois est respecté.

    - En cas de manquement contractuel avéré par l'une des Parties à ses obligations essentielles au titre de la présente convention. La résiliation ne pourra intervenir qu'après mise en demeure dûment motivée, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, et restée infructueuse pendant plus de trois (3) mois.

Quelle que soit la cause de la résiliation, les Parties restent tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

En cas de résiliation, toutes les Parties s'engagent à définir les modalités garantissant la finalisation des aménagements entrepris. Concernant l'entretien et la remise en gestion, il appartient à toutes les parties à l'exclusion de l'EPA d'organiser et de mettre en place les dispositions nécessaires, de manière à garantir que la remise en gestion intervienne sans délai dès l'achèvement des ouvrages, l'EPA n'ayant pas la compétence de gestionnaire et d'entretien. Elles établiront également les conditions de transmission des ouvrages routiers déjà réalisés à la date de prise d'effet de la résiliation. Le cas échéant, les mesures conservatoires nécessaires à la sécurité des usagers seront mises en place sans délai.

ARTICLE XIII : MODIFICATION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE XIV : REGLEMENT DES LITIGES

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra, au préalable à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable. Le renvoi à une juridiction compétente interviendra en cas de désaccord persistant après la phase de concertation amiable.

ARTICLE XV : PIECES ANNEXES

- Annexe 1 : Plans PRO des aménagements non définitifs et non validés
- Annexe 2 : Plans de répartition de remise en gestion
- Annexe 3 : Plans de transfert foncier
- Annexes 4 : Arrêtés préfectoraux relatifs à l'opération

Fait à Melun, en cinq exemplaires originaux, le

Pour la Commune de……. ,

Le Maire,

Pour le Département,

Le Président du Conseil départemental

Pour la Commune de…..,

Le Maire,

Pour l'EPA

Le Directeur général

Pour Grand Paris Sud

Le Président,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/19

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_119H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/19**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : SOSINSKI Sandrine

OBJET : Route départementale (RD) 1036 - Dossier de prise en considération modificative de l'aménagement d'un créneau de dépassement sur le territoire des communes de Guignes, Yèbles et Chaumes-en-Brie.

Le projet d'aménagement d'un créneau de dépassement sur la commune de Guignes a été pris en considération le 26 septembre 2024. Suite aux études, des adaptations techniques ont décalé à la marge l'emprise du projet sur le territoire des communes de Yèbles et Chaumes-en-Brie. L'emprise géographique du projet ayant été modifiée, une prise en considération modificative doit être effectuée.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite »Loi 3DS »),

VU l'arrêté n°2023-DIRIF-1 du 27 avril 2023 constatant le transfert au Département de Seine-et-Marne de la route nationale 4 (RN4) et de la route nationale 36 (RN36) classées dans le domaine public routier,

VU la délibération du Conseil général n° 7/02 en date du 29 juin 2012, relative au règlement budgétaire et financier, modifiée par la délibération du Conseil général n°7/01 en date du 26 avril 2013,

VU les délibérations n°1/03 et 7/01A du Conseil départemental en date du 21 Décembre 2023 relatives au vote du budget du Département,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/19

VU les délibérations du Conseil départemental n°1/01 en date du 23 septembre 2021, et n°1/14 en date du 8 avril 2022, relatives au transfert des Routes Nationales (RN) 4 et 36 dans le réseau routier départemental,

VU la délibération du Conseil départemental n°1/22 du 26 septembre 2024 prenant en considération le projet d'aménagement d'un créneau de dépassement sur la RD 1036 sur la commune de Guignes,

VU la délibération de la Commission permanente n°1/08 du 6 décembre 2024, relatives au financement des études dans le cadre du contrat du plan « Route de demain » avec la Région Ile-de-France,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : de prendre en considération modificative le projet d'aménagement d'un créneau de dépassement sur les communes de Guignes, Yèbles et Chaumes-en-Brie ; ce projet est réalisé sous maîtrise d'ouvrage départementale, pour un montant estimé de 2 millions d'euros TTC ;

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à lancer ou à demander au Préfet le lancement des enquêtes publiques et autres procédures juridiques et administratives nécessaires à l'aménagement de ce projet ;

Article 3 : les crédits d'études nécessaires seront prélevés sur l'opération « Remise en état RD1004 / RD1036 – Etudes de créneaux (DI24) », action « Conservation sécurité et innovation du réseau routier ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/19

M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Anthony GRATACOS
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/19

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/20

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_120H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/20**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : SOSINSKI Sandrine

OBJET : Routes départementales (RD) 603 et 21p - Projet d'aménagement d'une station multimodale de covoiturage sur le territoire de Sammeron - Dossier de prise en considération.

Le Département mène depuis plusieurs années une politique en faveur du déploiement des stations multimodales de covoiturage en Seine-et-Marne. Le projet proposé concerne une station multimodale sur la commune de Sammeron au droit du carrefour entre les routes départementales RD603 et RD21p. Cette station d'intérêt départemental répondra à la demande croissante de covoiturage sur ce territoire. Le Département sera maitre d'ouvrage du projet.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil général n°7/02 en date du 29 juin 2012 relative au règlement budgétaire et financier, modifiée par délibération du Conseil général n°7/01 en date du 26 avril 2013,

VU les délibérations du Conseil départemental en date du 3 avril 2025 relatives au vote du budget 2025,

VU la délibération du Conseil général n°3/01 en date du 27 juin 2014, approuvant le schéma départemental de stations multimodales de covoiturage,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/20

DÉCIDE

Article 1 : de prendre en considération le projet d'aménagement d'une station de covoiturage sur la commune de Sammeron, au carrefour de la RD603 et la RD21p, réalisé sous maîtrise d'ouvrage départementale, pour un montant estimé de 400 000 € HT, soit 480 000 € TTC ;

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à lancer ou à demander au Préfet le lancement des enquêtes publiques et autres procédures juridiques et administratives nécessaires à l'aménagement de ce projet et à solliciter toutes les autorisations réglementaires nécessaire à sa réalisation ;

Article 3 : les crédits nécessaires seront prélevés sur les opérations « Stations multimodales de covoiturage (DI15), (DI22) et (DI24) » de l'action « Plan de déplacements urbains ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/20

M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/20

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/21

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_121H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/21**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LE BOUTER Nolwenn

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : MUNCH Mireille

OBJET : Programme 2025 d'affectation d'une fraction de la redevance communale des mines sur le pétrole aux communes recensant jusqu'à 2 000 habitants inclus, pour l'entretien de leur voirie.

Le Code général des Impôts prévoit que le régime de répartition d'une partie de la 2ème moitié de la redevance sur les hydrocarbures, perçue au profit des Communes, soit établi par le Conseil départemental. Chaque année, cette part de la redevance des mines est affectée par notre Assemblée au programme départemental d'aide aux Communes recensant jusqu'à 2000 habitants inclus pour l'entretien de leur voirie. En 2025, 313 Communes s'avèrent éligibles à ce programme pour un montant de 593 666 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code général des Impôts,

VU la délibération n°4/09 du Conseil général en date du 29 janvier 1993, modifiée par délibération n°4/01 du 20 décembre 1996, n°4/06 du 29 janvier 2001, n°3/08 du 29 juin 2007, et n°3/04 du 28 avril 2017, relative à la mise en place de l'aide aux communes recensant jusqu'à 2 000 habitants inclus pour l'entretien de leur voirie.

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/21

DÉCIDE

Article 1 : d'affecter au programme 2025 d'aide aux Communes recensant jusqu'à 2 000 habitants inclus pour l'entretien de leur voirie, une somme de 593 666 € provenant de la fraction de la redevance communale des mines sur le pétrole, qui doit être répartie par le Conseil départemental.

Article 2 : d'approuver le programme 2025 d'aide aux Communes recensant jusqu'à 2 000 habitants inclus pour l'entretien de leur voirie, tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 43

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/21

M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. LAVENKA Olivier
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'ont pas pris part au débat et au vote : 3
Mme Isoline GARREAU en sa qualité de Maire de la Commune de Diant
Mme Daisy LUCZAK en sa qualité de Maire de la Commune de Courquetaine
M. Jean-Louis THIERIOT en sa qualité de Conseiller municipal de la Commune de Beauvoir

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/21

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Programme 2025 d'aide aux Communes de moins de 2 000 habitants pour l'entretien de leur voirie

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CANTON	COMMUNE	POPULATION (DGF)	LVC (en mètres)	PF4T	EF	CODE INSEE	Subvention
CLAYE-SOUILLY	BARCY	370	5 320	242 740	0,814327	77023	1 546 €
	CHAMBRY	1051	7 575	937 046	0,866730	77077	566 €
	CHARMENTRAY	302	5 000	203 953	1,128310	77094	2 188 €
	CHARNY	1603	9 035	1 484 962	1,216884	77095	581 €
	CUISY	473	8 590	289 294	1,113013	77150	3 001 €
	FORFRY	241	2 900	200 331	0,771275	77193	778 €
	GESVRES LE CHAPITRE	147	4 050	97 982	0,832131	77205	2 178 €
	ISLES LES VILLENOY	1176	7 511	978 262	1,166071	77232	759 €
	IVERNY	610	3 660	318 841	1,023455	77233	847 €
	PENCHARD	1372	6 843	829 619	1,036543	77358	614 €
	PLESSIS AUX BOIS (LE)	261	2 530	160 011	0,996278	77364	924 €
	PLESSIS L'EVEQUE (LE)	294	5 107	171 882	0,950819	77366	2 251 €
	PRECY SUR MARNE	785	3 814	630 026	1,172470	77376	573 €
	SAINT MESMES	619	6 800	519 873	1,331459	77427	1 643 €
	VILLEROY	707	4 341	502 720	1,076010	77515	764 €
					Sous-total :		**19 213 €**
COULOMMIERS	AMILLIS	853	14 860	546 233	0,825341	77002	1 684 €
	AULNOY	396	12 745	318 723	0,834228	77013	3 102 €
	BELLOT	825	17 457	464 651	1,142151	77030	3 300 €
	BOITRON	360	3 996	220 769	1,061767	77043	1 460 €
	CELLE SUR MORIN (LA)	1287	12 484	739 226	1,159218	77063	1 443 €
	CHAILLY EN BRIE	1687	25 272	1 003 414	1,057238	77070	1 341 €
	CHAPELLE MOUTILS (LA)	446	20 000	296 447	0,766519	77093	4 091 €
	CHARTRONGES	310	6 507	185 393	0,866438	77097	2 633 €
	CHAUFFRY	1050	12 435	569 302	0,987027	77106	1 588 €
	CHEVRU	1075	13 291	586 609	1,333056	77113	2 401 €
	CHOISY EN BRIE	1354	22 365	964 627	0,963784	77116	1 317 €
	DAGNY	293	4 664	199 191	1,026295	77151	1 897 €
	DOUE	1155	18 567	666 005	1,020618	77162	1 882 €
	GIREMOUTIERS	191	2 324	120 719	0,926831	77206	927 €
	HAUTEFEUILLE	264	8 084	191 845	1,028187	77224	3 730 €
	HONDEVILLIERS	269	4 448	167 138	0,987068	77228	1 979 €
	LESCHEROLLES	461	12 300	309 853	0,990719	77247	3 579 €
	LEUDON EN BRIE	169	3 825	108 651	0,855930	77250	1 944 €
	MAISONCELLES EN BRIE	983	13 235	785 287	1,079482	77270	1 517 €
	MAROLLES EN BRIE	436	12 845	289 331	0,986214	77278	3 945 €
	MAUPERTHUIS	499	7 530	283 864	1,300034	77281	3 027 €
	MEILLERAY	523	9 711	289 005	1,194562	77287	3 553 €
	MONTDAUPHIN	255	12 370	156 247	0,864435	77303	5 802 €
	MONTENILS	31	2 700	45 734	0,381590	77304	776 €
	MONTOLIVET	265	12 396	201 514	0,864350	77314	4 726 €
	ORLY SUR MORIN	695	9 369	393 179	1,092663	77345	2 273 €
	PEZARCHES	407	6 676	299 311	0,976463	77360	2 005 €
	SABLONNIERES	802	15 796	447 071	1,241545	77398	3 534 €
	SAINT AUGUSTIN	1907	25 544	1 126 204	1,120081	77400	1 229 €
	SAINT BARTHELEMY	349	13 203	229 023	0,915717	77402	4 681 €
	SAINT DENIS LES REBAIS	1062	19 360	615 951	0,926565	77406	1 891 €
	SAINT GERMAIN SOUS DOUE	578	5 981	287 309	1,064459	77411	1 816 €
	SAINT LEGER	255	7 595	164 204	0,754620	77417	3 109 €
	SAINT MARS VIEUX MAISONS	274	7 736	210 668	0,947838	77421	3 105 €
	SAINT MARTIN DES CHAMPS	682	11 683	469 421	0,971169	77423	2 139 €
	SAINT OUEN SUR MORIN	548	4 740	310 592	1,036724	77429	1 281 €
	SAINT REMY DE LA VANNE	1021	13 128	759 963	0,957820	77432	1 301 €
	SAINT SIMEON	940	15 504	588 793	0,990771	77436	1 983 €
	TOUQUIN	1262	13 417	804 782	1,052499	77469	1 274 €
	TRETOIRE (LA)	507	10 068	283 859	0,986664	77472	3 101 €
	VERDELOT	744	38 578	662 339	0,800744	77492	2 495 €
	VILLENEUVE SUR BELLOT	1228	14 102	665 499	1,089701	77512	1 624 €
					Sous-total :		**102 485 €**
FONTAINEBLEAU	AMPONVILLE	384	9 580	384 121	0,941549	77003	2 262 €

Programme 2025 d'aide aux Communes de moins de 2 000 habitants pour l'entretien de leur voirie

CANTON	COMMUNE	POPULATION (DGF)	LVC (en mètres)	PF4T	EF	CODE INSEE	Subvention
	ARBONNE LA FORET	1049	40 681	881 450	0,853482	77006	1 828 €
	BOISSY AUX CAILLES	322	13 746	320 826	0,802448	77041	3 174 €
	BOULANCOURT	395	10 121	372 334	0,918076	77046	2 403 €
	BURCY	173	4 700	169 902	1,112857	77056	2 014 €
	BUTHIERS	841	14 000	845 333	0,883669	77060	1 212 €
	CELY EN BIERE	1282	14 100	1 233 165	0,962679	77065	806 €
	FLEURY EN BIERE	720	21 000	732 841	0,951310	77185	2 112 €
	FROMONT	252	3 901	240 002	1,027773	77198	1 241 €
	NANTEAU SUR ESSONNE	470	12 310	520 241	0,761183	77328	1 675 €
	RECLOSES	716	11 363	717 687	0,875335	77386	1 240 €
	RUMONT	150	4 307	174 090	0,900546	77395	1 463 €
	SAINT GERMAIN SUR ECOLE	382	4 534	322 431	0,991694	77412	1 192 €
	SAINT MARTIN EN BIERE	793	12 349	805 732	0,917551	77425	1 227 €
	SAINT SAUVEUR SUR ECOLE	1166	15 568	1 115 581	1,030805	77435	1 092 €
	TOUSSON	362	5 250	410 111	0,744844	77471	871 €
	VAUDOUE (LE)	872	13 648	979 413	0,848719	77485	962 €
	VILLIERS SOUS GREZ	759	13 200	809 229	0,935370	77520	1 336 €
					Sous-total :		**28 110 €**
FONTENAY-TRESIGNY	BERNAY VILBERT	997	22 920	712 868	0,971063	77031	2 071 €
	CHAPELLE IGER (LA)	196	5 500	145 202	0,925426	77087	2 678 €
	CHAPELLES BOURBON (LES)	479	4 355	343 435	1,080489	77091	1 143 €
	COURPALAY	1415	10 445	914 182	1,223883	77135	1 072 €
	COURQUETAINE	200	6 973	162 467	0,843736	77136	3 043 €
	CREVECOEUR EN BRIE	454	10 305	286 716	0,993868	77144	3 266 €
	DAMMARTIN SUR TIGEAUX	1275	7 769	822 159	1,381963	77154	1 085 €
	LIMOGES FOURCHES	580	5 130	795 696	0,956543	77252	554 €
	LISSY	332	5 305	285 741	1,235461	77253	1 910 €
	LIVERDY EN BRIE	1335	6 989	933 873	1,009282	77254	565 €
	LUMIGNY NESLES ORMEAUX	1540	25 104	1 080 579	1,292595	77264	1 800 €
	MORTCERF	1454	12 040	991 866	1,172592	77318	1 056 €
	NEUFMOUTIERS EN BRIE	1232	29 851	726 845	1,150567	77336	2 608 €
	PECY	867	13 120	790 944	0,967525	77357	1 364 €
	PLESSIS FEU AUSSOUX (LE)	632	4 640	438 732	1,094440	77365	976 €
	SOLERS	1266	7 090	893 346	1,166045	77457	743 €
	VAUDOY EN BRIE	910	28 380	804 560	0,981068	77486	2 203 €
	VOINSLES	607	20 550	488 358	1,106794	77527	3 776 €
					Sous-total :		**31 913 €**
LA FERTE-SOUS-JOUARRE	ARMENTIERES EN BRIE	1240	5 379	742 694	1,049530	77008	551 €
	BASSEVELLE	403	15 064	243 063	1,016006	77024	5 351 €
	BUSSIERES	566	5 651	247 178	0,968790	77057	1 700 €
	CHAMIGNY	1451	13 800	790 208	1,257129	77078	1 540 €
	CHANGIS SUR MARNE	1418	6 980	755 597	1,176901	77084	779 €
	CITRY SUR MARNE	983	6 215	425 925	1,206668	77117	1 298 €
	COCHEREL	633	5 570	382 517	1,096869	77120	1 362 €
	COULOMBS EN VALOIS	596	12 115	917 366	0,851485	77129	996 €
	CROUY SUR OURCQ	1857	17 000	1 416 393	1,109125	77148	811 €
	DHUISY	335	8 668	265 956	0,880457	77157	2 709 €
	DOUY LA RAMEE	396	10 200	255 923	1,203407	77163	4 282 €
	ETREPILLY	834	7 183	600 923	1,136292	77173	1 213 €
	FUBLAINES	1415	8 550	882 726	1,132418	77199	818 €
	GERMIGNY L'EVEQUE	1383	14 000	1 113 101	0,947346	77203	825 €
	GERMIGNY SOUS COULOMBS	211	14 000	492 664	0,889176	77204	1 769 €
	JAIGNES	325	6 275	282 514	1,175043	77235	2 271 €
	LUZANCY	1134	5 069	630 694	1,193533	77265	716 €
	MARCILLY	463	4 000	339 060	1,014816	77274	977 €
	MAY EN MULTIEN	929	12 922	676 902	0,976849	77283	1 521 €
	MERY SUR MARNE	782	5 108	405 497	1,158115	77290	1 145 €
	MONTCEAUX LES MEAUX	634	5 240	493 251	1,121814	77300	1 059 €
	NANTEUIL SUR MARNE	441	4 673	239 581	1,168704	77331	1 790 €
	OCQUERRE	435	20 500	516 633	0,714331	77343	2 289 €

Programme 2025 d'aide aux Communes de moins de 2 000 habitants pour l'entretien de leur voirie

CANTON	COMMUNE	POPULATION (DGF)	LVC (en mètres)	PF4T	EF	CODE INSEE	Subvention
	PIERRELEVEE	486	5 000	280 823	0,960507	77361	1 414 €
	PLESSIS PLACY (LE)	291	5 778	199 318	0,888103	77367	2 216 €
	PUISIEUX	326	8 600	236 901	0,813178	77380	2 765 €
	REUIL EN BRIE	844	9 675	499 672	1,230837	77388	2 079 €
	SAACY SUR MARNE	1944	11 509	1 103 859	1,195983	77397	789 €
	SAINT JEAN LES DEUX JUMEAUX	1322	18 853	892 987	1,229311	77415	1 808 €
	SAINTE AULDE	728	15 000	446 795	1,255405	77401	3 578 €
	SAMMERON	1168	9 672	678 062	1,186814	77440	1 343 €
	SIGNY SIGNETS	612	14 809	349 821	1,085926	77451	3 855 €
	TANCROU	344	9 860	271 765	1,170446	77460	3 837 €
	TROCY EN MULTIEN	235	3 595	184 441	1,089445	77476	1 435 €
	USSY SUR MARNE	1106	5 305	772 085	1,132918	77478	620 €
	VENDREST	706	20 630	536 262	0,981305	77490	2 918 €
	VINCY MANOEUVRE	280	6 800	172 381	1,251094	77526	3 867 €
					Sous-total :		**70 296 €**
LAGNY-SUR-MARNE	CONCHES SUR GONDOIRE	1784	12 406	1 709 329	1,298311	77124	700 €
	LESCHES	790	4 740	663 160	1,230073	77248	763 €
					Sous-total :		**1 463 €**
MELUN	SAINT GERMAIN LAXIS	778	7 748	634 258	0,823940	77410	868 €
					Sous-total :		**868 €**
MITRY-MORY	MARCHEMORET	610	5 587	373 067	1,427035	77273	1 837 €
	MONTGE EN GOELE	747	4 627	592 963	1,066425	77308	705 €
	NANTOUILLET	298	7 360	311 594	1,190761	77332	2 446 €
	VINANTES	382	3 771	392 424	0,821058	77525	657 €
					Sous-total :		**5 645 €**
MONTEREAU-FAULT-YONNE	BARBEY	158	4 766	131 561	0,870203	77021	2 207 €
	BROSSE MONTCEAUX (LA)	764	15 450	605 002	1,099499	77054	2 411 €
	COURCELLES EN BASSEE	217	4 956	232 520	0,862917	77133	1 487 €
	ESMANS	912	14 253	910 514	0,858125	77172	1 069 €
	FORGES	442	11 415	503 149	0,831761	77194	1 794 €
	LAVAL EN BRIE	416	9 018	346 470	0,927616	77245	2 316 €
	MISY SUR YONNE	1020	7 333	719 092	1,132231	77293	981 €
	SALINS	1198	10 416	785 205	0,853236	77439	806 €
	VILLE SAINT JACQUES	850	6 950	655 751	1,174813	77516	1 124 €
	VILLECERF	754	10 100	650 897	1,120925	77501	1 623 €
					Sous-total :		**15 818 €**
NANGIS	ANDREZEL	317	4 100	245 450	1,012141	77004	1 338 €
	ARGENTIERES	369	2 444	238 304	1,130077	77007	717 €
	AUBEPIERRE OZOUER LE REPOS	960	26 000	1 210 895	0,966944	77010	1 346 €
	BEAUVOIR	194	2 540	132 338	0,923468	77029	989 €
	BLANDY LES TOURS	813	6 985	673 313	0,855775	77034	762 €
	BOMBON	961	12 000	704 855	1,353466	77044	2 050 €
	CHAMPDEUIL	739	3 900	589 129	1,100593	77081	592 €
	CHAMPEAUX	826	5 217	711 923	1,204262	77082	779 €
	CHAPELLE GAUTHIER (LA)	1435	14 140	927 431	1,632101	77086	1 993 €
	CHAPELLE RABLAIS (LA)	939	6 562	571 591	1,157251	77089	1 108 €
	CHATEAUBLEAU	375	2 559	201 287	1,058355	77098	820 €
	CHATILLON LA BORDE	229	6 751	176 829	0,870242	77103	2 851 €
	CLOS FONTAINE	248	6 800	209 162	1,064123	77119	2 891 €
	COURTOMER	589	4 205	476 333	1,325892	77138	985 €
	CRISENOY	624	6 500	483 816	1,031479	77145	1 273 €
	CROIX EN BRIE (LA)	681	16 332	546 594	0,987333	77147	2 503 €
	ECHOUBOULAINS	584	7 500	423 377	1,098571	77164	1 814 €
	ECRENNES (LES)	619	8 570	470 447	1,112932	77165	1 912 €
	FERICY	656	7 030	469 542	1,185804	77179	1 637 €
	FONTAINE LE PORT	1072	9 726	1 036 299	0,917172	77188	703 €
	FONTAINS	276	7 340	225 895	1,170771	77190	3 213 €
	FONTENAILLES	1110	10 480	738 695	1,316487	77191	1 593 €
	FOUJU	616	6 880	469 649	1,237271	77195	1 692 €
	GASTINS	732	10 361	509 118	1,106656	77201	2 042 €

Programme 2025 d'aide aux Communes de moins de 2 000 habitants pour l'entretien de leur voirie

CANTON	COMMUNE	POPULATION (DGF)	LVC (en mètres)	PF4T	EF	CODE INSEE	Subvention
	GRANDPUITS BAILLY CARROIS	1046	23 544	1 668 104	0,810276	77211	687 €
	MACHAULT	810	8 244	629 824	1,181353	77266	1 425 €
	MOISENAY	1395	13 811	1 048 386	0,985890	77295	904 €
	PAMFOU	1129	7 005	731 929	1,011206	77354	754 €
	QUIERS	667	8 231	1 036 169	0,819918	77381	582 €
	RAMPILLON	857	19 521	572 549	1,181228	77383	3 104 €
	SAINT JUST EN BRIE	276	4 694	192 336	0,919594	77416	1 805 €
	SAINT MERY	345	8 705	453 601	1,070536	77426	1 890 €
	SAINT OUEN EN BRIE	852	5 842	518 942	1,062158	77428	982 €
	SIVRY COURTRY	1150	11 015	1 247 233	1,080790	77453	798 €
	VALENCE EN BRIE	1056	4 200	605 214	1,274731	77480	657 €
	VANVILLE	192	2 960	143 530	1,147886	77481	1 309 €
	VIEUX CHAMPAGNE	198	6 484	154 914	0,956909	77496	3 159 €
	YEBLES	965	6 718	779 087	1,034459	77534	764 €
					Sous-total :		**56 423 €**
NEMOURS	ARVILLE	142	6 472	266 757	0,977818	77009	1 479 €
	AUFFERVILLE	502	7 623	411 958	0,975891	77011	1 718 €
	BEAUMONT DU GATINAIS	1219	10 317	777 533	1,092611	77027	1 124 €
	BLENNES	612	20 057	425 990	1,015552	77035	3 795 €
	BOUGLIGNY	754	11 767	490 455	0,874985	77045	1 749 €
	BRANSLES	585	17 538	401 327	0,853808	77050	3 031 €
	CHAINTREAUX	876	28 000	640 312	0,827437	77071	2 168 €
	CHATENOY	160	2 330	139 728	0,935651	77102	792 €
	CHENOU	325	10 761	257 948	0,891897	77110	3 474 €
	CHEVRY EN SEREINE	566	18 000	386 602	0,946825	77115	3 624 €
	DARVAULT	969	37 000	972 627	0,926941	77156	1 867 €
	DIANT	224	12 824	108 665	0,968685	77158	8 433 €
	DORMELLES	878	23 000	750 139	1,260899	77161	2 915 €
	FAY LES NEMOURS	521	4 256	516 501	0,870151	77178	618 €
	FLAGY	638	12 340	450 755	1,113208	77184	2 769 €
	GARENTREVILLE	128	2 895	120 991	1,048728	77200	1 189 €
	GENEVRAYE (LA)	851	8 150	726 985	0,892023	77202	866 €
	GIRONVILLE	163	12 300	191 479	0,816886	77207	4 149 €
	GREZ SUR LOING	1540	20 534	1 403 730	1,467640	77216	1 521 €
	ICHY	164	6 140	135 669	0,998168	77230	3 215 €
	LARCHANT	815	16 870	870 230	0,797293	77244	1 190 €
	LORREZ LE BOCAGE PREAUX	1300	17 310	1 024 847	1,090503	77261	1 304 €
	MADELEINE SUR LOING (LA)	367	10 005	245 579	0,749790	77267	2 831 €
	MAISONCELLES EN GATINAIS	145	2 231	109 553	0,970253	77271	897 €
	MONCOURT FROMONVILLE	1990	15 741	1 518 869	1,340988	77302	918 €
	MONDREVILLE	352	12 500	344 599	0,940955	77297	3 183 €
	MONTMACHOUX	259	4 677	182 045	0,906289	77313	1 852 €
	NANTEAU SUR LUNAIN	728	10 681	604 090	0,887817	77329	1 395 €
	NOISY RUDIGNON	614	6 426	353 960	1,078895	77338	1 695 €
	NONVILLE	625	8 395	529 438	0,984045	77340	1 470 €
	OBSONVILLE	118	6 500	115 444	0,917666	77342	3 299 €
	ORMESSON	255	3 200	195 184	0,937246	77348	1 065 €
	PALEY	523	14 000	509 857	1,021955	77353	2 591 €
	POLIGNY	819	12 311	692 445	0,947849	77370	1 454 €
	REMAUVILLE	495	9 550	421 452	0,868327	77387	1 876 €
	THOURY FERROTTES	669	13 467	500 734	0,934540	77465	2 197 €
	TREUZY LEVELAY	459	4 400	429 832	0,796351	77473	707 €
	VAUX SUR LUNAIN	264	4 000	176 060	0,784585	77489	1 379 €
	VILLEBEON	507	14 800	333 360	1,084147	77500	4 212 €
	VILLEMARECHAL	1159	21 640	927 294	0,947451	77504	1 428 €
	VILLEMER	808	16 000	663 205	0,962206	77506	1 899 €
	VOULX	1700	12 212	1 247 809	1,185314	77531	820 €
					Sous-total :		**90 158 €**
OZOIR-LA-FERRIERE	FAVIERES EN BRIE	1262	11 370	907 188	1,365174	77177	1 432 €
	FEROLLES ATTILLY	1288	10 888	1 397 531	0,947764	77180	567 €

Programme 2025 d'aide aux Communes de moins de 2 000 habitants pour l'entretien de leur voirie

CANTON	COMMUNE	POPULATION (DGF)	LVC (en mètres)	PF4T	EF	CODE INSEE	Subvention
					Sous-total :		1 999 €
PROVINS	AUGERS EN BRIE	300	5 350	221 560	1,104003	77012	2 190 €
	BABY	113	2 996	74 213	0,823067	77015	1 627 €
	BALLOY	377	7 300	307 491	0,914973	77019	2 049 €
	BANNOST VILLEGAGNON	693	11 000	560 557	0,978982	77020	1 752 €
	BAZOCHES LES BRAY	934	18 395	557 407	0,999919	77025	2 366 €
	BEAUCHERY SAINT MARTIN	385	8 778	328 928	0,910961	77026	2 332 €
	BETON BAZOCHES	985	11 205	592 544	1,199187	77032	1 890 €
	BEZALLES	238	3 313	124 452	1,111116	77033	1 755 €
	BOISDON	143	1 806	90 352	1,083401	77036	785 €
	CERNEUX	313	11 206	295 683	0,836944	77066	2 997 €
	CESSOY EN MONTOIS	234	4 250	174 822	1,099223	77068	1 898 €
	CHALAUTRE LA GRANDE	717	16 000	445 517	0,923635	77072	2 640 €
	CHALAUTRE LA PETITE	579	11 138	438 992	1,164100	77073	2 773 €
	CHALMAISON	815	9 095	547 590	1,062475	77076	1 553 €
	CHAMPCENEST	212	4 328	151 596	0,967645	77080	1 982 €
	CHAPELLE SAINT SULPICE (LA)	249	3 405	135 107	0,804387	77090	1 373 €
	CHATENAY SUR SEINE	1085	11 510	619 410	1,123903	77101	1 633 €
	CHENOISE-CUCHARMOY	1719	30 309	1 068 379	0,848979	77109	985 €
	COURCHAMP	167	4 350	143 862	0,858794	77134	1 825 €
	COURTACON	261	11 841	174 050	0,669427	77137	4 127 €
	COUTENCON	285	2 450	175 577	1,160348	77140	916 €
	EGLIGNY	330	11 673	224 131	0,896910	77167	4 231 €
	EVERLY	610	6 750	322 580	1,236087	77174	2 215 €
	FONTAINE FOURCHES	606	6 430	466 354	0,870468	77187	1 080 €
	FRETOY LE MOUTIER	183	4 980	131 078	1,100948	77197	2 793 €
	GRAVON	202	5 500	177 116	0,698492	77212	1 859 €
	GRISY SUR SEINE	138	3 580	116 817	1,045566	77218	1 729 €
	GURCY LE CHATEL	595	8 170	380 064	0,971242	77223	1 886 €
	HERME	956	5 395	500 738	0,952473	77227	749 €
	JAULNES	389	9 505	274 863	0,958932	77236	3 095 €
	JOUY LE CHATEL	1577	18 790	1 153 996	1,142887	77239	1 190 €
	JUTIGNY	557	9 663	306 364	1,111417	77242	3 099 €
	LECHELLE	617	15 276	437 809	0,849864	77246	2 491 €
	LIZINES	194	10 960	112 458	0,853947	77256	6 560 €
	LONGUEVILLE	1836	10 803	1 393 845	1,216737	77260	669 €
	LOUAN VILLEGRUIS FONTAINE	553	19 000	448 278	0,741513	77262	2 505 €
	LUISETAINES	246	3 000	141 569	1,072276	77263	1 361 €
	MAISON ROUGE EN BRIE	876	4 300	557 455	1,074860	77272	641 €
	MARETS (LES)	167	2 200	104 415	0,829044	77275	871 €
	MEIGNEUX	251	4 930	147 023	1,115019	77286	2 702 €
	MELZ SUR SEINE	373	7 281	263 957	1,062379	77289	2 663 €
	MONS EN MONTOIS	477	8 652	298 575	1,011177	77298	2 682 €
	MONTCEAUX LES PROVINS	335	7 413	274 525	0,871013	77301	2 210 €
	MONTIGNY LE GUESDIER	318	4 365	184 935	0,816248	77310	1 516 €
	MONTIGNY LENCOUP	1442	16 765	768 882	1,024175	77311	1 360 €
	MORTERY	144	8 416	150 555	0,589840	77319	2 873 €
	MOUSSEAUX LES BRAY	673	9 365	532 144	0,950448	77321	1 537 €
	MOUY SUR SEINE	387	6 500	368 949	0,752775	77325	1 256 €
	NOYEN SUR SEINE	455	5 682	280 169	0,896584	77341	1 575 €
	ORMES SUR VOULZIE (LES)	898	10 952	650 335	0,893754	77347	1 235 €
	PAROY	178	1 628	108 093	1,035743	77355	607 €
	PASSY SUR SEINE	56	3 441	68 745	0,801109	77356	1 405 €
	POIGNY	523	8 000	939 893	0,863373	77368	664 €
	ROUILLY	513	6 900	325 766	0,923218	77391	1 755 €
	SAINT BRICE	828	7 737	763 475	0,926454	77403	833 €
	SAINT HILLIERS	509	12 750	351 279	0,931447	77414	3 056 €
	SAINT LOUP DE NAUD	897	12 399	599 722	1,067010	77418	1 847 €
	SAINT MARTIN DU BOSCHET	294	6 053	205 515	0,881815	77424	2 272 €
	SAINT SAUVEUR LES BRAY	448	5 000	279 833	0,849795	77434	1 281 €

Programme 2025 d'aide aux Communes de moins de 2 000 habitants pour l'entretien de leur voirie

CANTON	COMMUNE	POPULATION (DGF)	LVC (en mètres)	PF4T	EF	CODE INSEE	Subvention
	SAINTE COLOMBE	1852	17 692	1 222 362	1,217869	77404	1 078 €
	SANCY LES PROVINS	360	10 969	237 617	0,898005	77444	3 788 €
	SAVINS	633	9 436	366 440	1,331818	77446	3 080 €
	SOGNOLLES EN MONTOIS	386	7 848	232 846	1,386729	77454	3 953 €
	SOISY BOUY	865	11 780	549 981	1,170120	77456	2 157 €
	THENISY	322	5 713	186 626	1,149746	77461	2 812 €
	TOMBE (LA)	221	2 058	171 145	0,965456	77467	617 €
	VILLENAUXE LA PETITE	474	11 800	321 114	0,896001	77507	3 006 €
	VILLENEUVE LES BORDES	643	8 000	384 465	0,944229	77509	1 718 €
	VILLIERS SAINT GEORGES	1212	23 625	784 948	0,983447	77519	1 769 €
	VILLIERS SUR SEINE	323	4 927	222 033	1,018164	77522	1 859 €
	VILLUIS	271	9 100	214 713	0,997545	77523	3 754 €
	VIMPELLES	543	6 860	434 718	0,851433	77524	1 241 €
	VOULTON	320	17 262	287 876	0,742074	77530	3 884 €
	VULAINES LES PROVINS	75	3 716	91 705	0,573097	77532	1 271 €
					Sous-total :		**151 788 €**
SERRIS	BOUTIGNY	849	8 830	671 584	0,854788	77049	952 €
	COULOMMES	538	4 620	312 498	1,480840	77130	1 739 €
	COUTEVROULT	1216	5 782	774 587	1,332810	77141	801 €
	HAUTE MAISON (LA)	346	12 773	190 334	0,894793	77225	5 136 €
	SAINT FIACRE	464	2 585	258 283	1,045126	77408	667 €
	SANCY LES MEAUX	403	4 860	231 619	1,135173	77443	1 909 €
	TIGEAUX	387	7 000	279 618	1,218698	77466	2 723 €
	VAUCOURTOIS	298	4 120	178 594	0,917839	77484	1 603 €
	VILLEMAREUIL	394	3 183	258 353	1,077622	77505	950 €
	VOULANGIS	1566	11 920	920 714	1,135232	77529	1 007 €
					Sous-total :		**17 487 €**
					Total :		**593 666 €**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/22

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_122H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-1/22**

Commission n° 1 - Aménagement du Territoire, Tourisme, Routes, Politiques contractuelles et Agriculture
Rapporteur(s) : LAVENKA Olivier

Commission n° 6 - Transports et Mobilités
Rapporteur(s) : RABASTE Brice

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : ROBACHE Christian

OBJET : Contrôle de la politique routière du Département de Seine-et-Marne pour les années 2015 et suivantes, par la Chambre Régionale des Comptes d'Ile-de-France

La Chambre Régionale des Comptes (CRC) d'Ile-de-France a contrôlé la politique routière du Département de Seine-et-Marne pour les exercices 2015 et suivants dans le cadre d'un examen plus global de la politique routière en Ile-de-France. En vertu des articles L. 243-6 et R.243-16 du code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives issu de ce contrôle est présenté à l'Assemblée délibérante. Ce rapport démontre la qualité du travail fourni par le Département pour assurer aux Seine-et-Marnais un réseau routier de qualité et sécurisé, et souligne l'effort d'investissement important réalisé par la collectivité. Concernant les trois recommandations émises par la CRC, elles ont fait l'objet d'un courrier de réponse détaillé annexé au rapport d'observations définitives. Il y est précisé les mesures mises en place et prévues pour répondre aux recommandations.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le code des juridictions financières et plus particulièrement les articles L. 243-6 et R.243-16,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/22

De prendre acte de la communication, par le Président du Conseil départemental, du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes relatif à la gestion du Département de Seine-et-Marne sur la politique routière pour les années 2015 et suivantes et de la réponse du Département.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-1/22

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_122H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°1/22

Chambre régionale des comptes
Île-de-France

RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES ET SA RÉPONSE

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

(Politique routière)

Exercices 2015 et suivants

Le présent document, qui a fait l'objet d'une contradiction avec les destinataires concernés, a été délibéré par la chambre le 10 février 2025.

6 cours des Roches – Noisiel – BP 187 – 77315 Marne-la-Vallée Cedex 2
Standard : 01.64.80.88.88 – Courriel : iledefrance@crtc.ccomptes.fr – Site : https://www.ccomptes.fr/fr/crc-ile-de-france

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE 2
RECOMMANDATIONS 4
PROCÉDURE 5
1 LES ENJEUX DE LA POLITIQUE ROUTIÈRE EN SEINE-ET-MARNE 6
1.1 Un territoire dual à la démographie dynamique 6
1.2 Une mobilité essentiellement routière organisée autour d'un réseau départemental étendu 8
1.3 Des données nombreuses et diverses en matière de mobilité routière 12
2 LA GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE ROUTIERE 14
2.1 Le cadre de gestion de la politique routière 14
2.2 Les relations avec les autres acteurs de la politique routière 18
2.3 La gouvernance de la direction des routes 24
3 L'EXPLOITATION ET L'ENTRETIEN DU RÉSEAU ROUTIER 29
3.1 L'exploitation du réseau routier 29
3.2 L'entretien du patrimoine routier 32
4 LE FINANCEMENT DE L'EXERCICE DE LA COMPÉTENCE ROUTIÈRE 39
4.1 Le coût de fonctionnement du réseau routier départemental 40
4.2 L'investissement et son financement 46
4.3 Une comptabilité patrimoniale à parfaire 50
5 LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX TRANSVERSAUX 52
5.1 La sécurité routière 52
5.2 Les enjeux environnementaux 55
ANNEXES 58
Annexe n° 1. Taux de concentration d'emploi par intercommunalité 59
Annexe n° 2. Réseau routier départemental 60
Annexe n° 3. Cartographie des agences routières départementales 61
Annexe n° 4. Objectifs de qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional 62
Annexe n° 5. Type de revêtement réalisé annuellement 63
Annexe n° 6. Glossaire des acronymes 64

SYNTHÈSE

La chambre régionale des comptes Île-de-France a contrôlé la politique routière du département de Seine-et-Marne à compter de 2015.

Une mobilité essentiellement routière organisée autour d'un réseau départemental étendu

La population du département recourt de façon prépondérante au véhicule individuel pour ses déplacements. Le réseau routier départemental le plus étendu d'Île-de-France avec 4 418 kilomètres se caractérise par un nombre important d'ouvrages d'art. Les modalités de gestion de ces derniers, s'agissant des ouvrages franchissant d'autres réseaux de transport (autoroutes, voies ferrées, réseau navigable), sont complexes et gagneraient à être clarifiées.

Le département dispose de nombreuses données de trafic mobilisées ponctuellement dans le cadre de ses projets routiers. Leur utilisation plus systématique dans la définition de sa politique routière serait utile notamment pour la prise en compte du trafic de poids lourds dans un département concentrant plus du tiers de la surface logistique francilienne.

Une gouvernance claire et partenariale de la politique routière

La gestion des routes départementales est une compétence obligatoire du département, qui l'exerce sur la base de priorités clairement identifiées. Cette compétence imbriquée avec les autres types de mobilités revêt une forte dimension partenariale. La bonne coordination avec les principaux acteurs de la route facilite le traitement d'enjeux transversaux tels que la sécurité routière ou la transition écologique.

Si les échanges avec l'État pour la reprise en gestion de deux routes nationales (RN4 et RN36) ont été fluides, le département devrait clarifier la situation juridique des dépendances des routes départementales situées en agglomération.

La direction des routes, fortement déconcentrée, est dimensionnée pour assurer de nombreuses tâches en régie. Si les procédures de passation des marchés publics n'appellent pas de commentaire particulier, le suivi d'exécution des travaux doit être renforcé.

Des moyens importants permettant la bonne conservation du patrimoine routier

L'exploitation du réseau routier départemental, principalement assurée en régie, mobilise de nombreux outils de pilotage à consolider.

Le département dispose d'une vision exhaustive récente de la qualité de son infrastructure départementale. Cette dernière présente un bon état général, même si quelques ouvrages d'art doivent encore bénéficier de travaux lourds.

Il consacre des moyens croissants à sa politique routière. En fonctionnement, la dépense progresse de 31,68 M€ en 2015 à 38,82 M€ en 2023. Les charges de personnel en constituent les deux tiers. La chambre constate que le cadre réglementaire d'indemnisation des heures supplémentaires n'est pas toujours respecté.

Les dépenses d'équipement sont également en forte progression, de 37,49 M€ en 2015 à 100,38 M€ en 2023. Outre la liaison routière de l'est francilien (liaison Meaux-Roissy) et les travaux liés au développement de la ligne 2 du Tzen (entre Sénart et Melun), ces investissements sont largement consacrés à la conservation et à l'adaptation du réseau routier existant. Hors grands travaux, ces dépenses annuelles moyennes rapportées au linéaire de voirie (12 313 € par kilomètre entre 2015 et 2023), sont sensiblement supérieures à la moyenne des départements de plus d'un million d'habitants (10 211 € par kilomètre).

À l'issue de son contrôle des comptes et de la gestion, la chambre formule trois recommandations, dont une concerne la régularité et deux visent à améliorer la performance de la gestion.

RECOMMANDATIONS

La recommandation de régularité :

Recommandation régularité 1 : Respecter le cadre prévu par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires. 46

Les recommandations de performance :

Recommandation performance n°1 : Établir des conventions relatives à l'entretien des dépendances avec l'ensemble des communes et intercommunalités dont l'agglomération est traversée par au moins une section de route départementale. 20

Recommandation performance n°2 : Mettre en place un outil de suivi des activités d'exploitation du réseau routier départemental. 30

PROCÉDURE

La chambre régionale des comptes Île-de-France a procédé au contrôle de la politique routière du département de Seine-et-Marne pour les exercices 2015 et suivants.

L'ouverture du contrôle a été notifiée le 31 mai 2024 par lettres du président de la chambre adressées à M. Jean-François Parigi, président du conseil départemental de Seine-et-Marne, et à MM. Vincent Éblé, Jean-Louis Thiériot et Patrick Septiers, anciens ordonnateurs.

Les entretiens d'ouverture du contrôle ont été tenus le 7 juin 2024 avec M. Vincent Eblé, le 11 juin 2024 avec MM. Jean-François Parigi et Patrick Septiers et le 15 juillet 2024 avec M. Jean-Louis Thiérot.

En application de l'article L. 243-1 du code des juridictions financières, les entretiens de fin de contrôle ont eu lieu le 23 septembre 2024 avec M. Jean-Louis Thiériot, le 24 septembre 2024 avec M. Vincent Éblé et le 25 septembre 2024 avec M. Jean François Parigi et Patrick Septiers.

La chambre leur a adressé ses observations provisoires le 18 novembre 2024. Seule la réponse de M. Jean-François Parigi a été enregistrée au greffe, le 24 janvier 2025.

Lors de sa séance du 10 février 2025, la chambre a arrêté les observations définitives présentées ci-après.

1 LES ENJEUX DE LA POLITIQUE ROUTIÈRE EN SEINE-ET-MARNE

1.1 Un territoire dual à la démographie dynamique

1.1.1 Une population en augmentation et au profil socio-économique intermédiaire

Le département de Seine-et-Marne regroupe 1,44 million d'habitants en 2024, soit 11,7 % de la population d'Île-de-France. Depuis la fin des années 1960, la croissance démographique de ce département est bien plus marquée que la moyenne régionale. Cette tendance, bien qu'atténuée, se confirme sur les 10 dernières années, et devrait se prolonger. En effet, l'institut national de la statistique et des études économiques (Insee) estime que la Seine-et-Marne pourrait devenir, avec 1,52 million d'habitants, le département de grande couronne le plus peuplé à l'horizon 2040.

Tableau n° 1 : Démographie francilienne (en nombre d'habitants)

	1968	2014	2024	Évolution annuelle moyenne (en %)	
				1968 / 2024	2014 / 2024
Seine-et-Marne	604 340	1 377 846	1 438 100	1,56	0,43
Grande couronne	2 825 152	5 273 883	5 464 840	1,19	0,36
Île-de-France	9 248 631	12 027 565	12 317 279	0,51	0,24

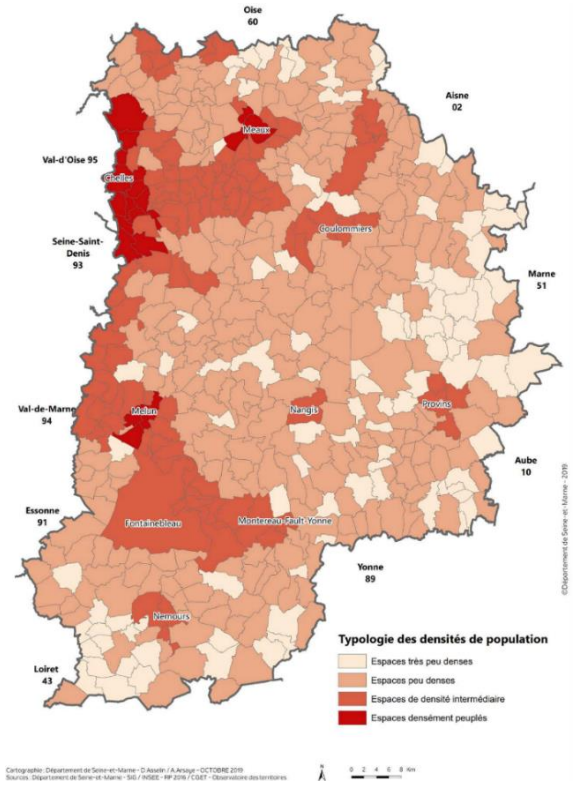
Source : Chambre régionale des comptes (CRC) Île-de-France à partir des populations légales 1968, 2014 et 2024

Selon l'Insee, la population est majoritairement composée de classes moyennes, la part des cadres et celle des professions intermédiaires étant inférieures à la moyenne régionale. Le taux d'emploi de 63,2 % et le revenu médian par unité de consommation de 24 640 € sont en revanche proches des moyennes régionales respectives de 63,3 % et 25 210 €.

1.1.2 De fortes disparités territoriales au sein d'un département à dominante résidentielle

Avec une superficie de 5 915 km², le département de Seine-et-Marne couvre près de la moitié de la région Île-de-France. Sa population est inégalement répartie sur son territoire, avec des espaces très denses au nord-ouest du département, à proximité immédiate de la métropole du Grand Paris, et des espaces peu ou très peu denses à l'est et au sud du département.

Carte n° 1 : Typologie des communes de Seine-et-Marne selon leur densité de population



Source : Observatoire départemental de Seine-et-Marne, Les Seine-et-Marnais, démographie et dynamiques de population, 2019 (sur la base des populations légales au 1er janvier 2019)

Du fait de sa proximité avec l'agglomération parisienne, particulièrement riche en emplois, du développement du réseau de transports en commun (RER A et RER D) et des infrastructures autoroutières (A4 et A5 notamment), la Seine-et-Marne a acquis une forte dimension résidentielle. Le taux de concentration d'emploi[1] s'élève à seulement 73,7 % pour une moyenne régionale de 105,2 %.

Cette dominante résidentielle est marquée sur la quasi-totalité du territoire départemental. À l'exception de Val d'Europe Agglomération et de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France[2], qui abritent deux infrastructures majeures (le parc Disneyland Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle), toutes les intercommunalités présentent des taux de concentration d'emploi inférieurs à 100 %, et, pour certaines d'entre elles, très inférieurs à 50 % (voir annexe n° 1).

[1] Indicateur calculé par l'Insee rapportant le nombre d'emplois au sein d'une zone géographique donnée au nombre d'actifs ayant un emploi résidant dans cette même zone.

[2] Une partie de cette intercommunalité est située dans le département du Val-d'Oise.

1.2 Une mobilité essentiellement routière organisée autour d'un réseau départemental étendu

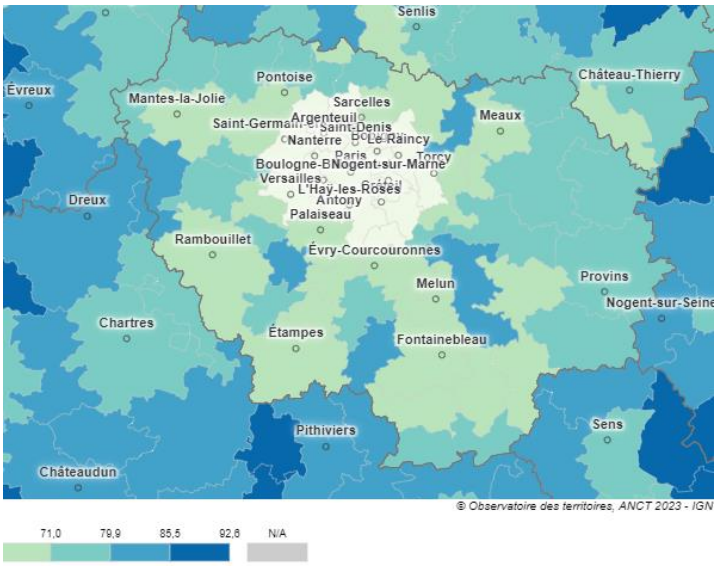
1.2.1 Une place éminente de la mobilité routière

En Île-de-France, près de 35 millions de déplacements[3] sont effectués chaque jour, soit un peu moins de quatre déplacements par individu, pour un temps de trajet quotidien moyen de 92 minutes.

Dans la grande couronne parisienne, la majorité des déplacements sont *infra*-départementaux (83 % contre 70 % en petite couronne) avec une part modale plus importante de la voiture (54 % contre 24 % en petite couronne et 4 % à Paris). En effet, l'usage de la voiture croit mécaniquement avec la distance parcourue, et représente 61 % des déplacements de banlieue à banlieue en grande couronne, contre 27 % pour la petite couronne.

Ces constats s'appliquent particulièrement aux déplacements domicile-travail, qui représentent la moitié (50 %) du temps de déplacement total des Franciliens en jour ouvré. Ainsi, la voiture est utilisée pour 64 % des déplacements domicile-travail en Seine-et-Marne, soit un niveau proche de la moyenne nationale (70 %) mais sensiblement supérieur aux autres départements de la région, y compris de grande couronne[4].

Carte n° 2 : Part des déplacements domicile-travail en voiture en 2020 (mode principal)



Source : Agence nationale de la cohésion des territoires, observatoire des territoires (sur la base des données du recensement de la population 2020)

[3] *Source : Institut Paris Région, Enquête régionale sur la mobilité des franciliens*, avril 2024. Cette enquête est réalisée sur un échantillon de 3 337 franciliens âgés de 16 à 80 ans.

[4] 10 % à Paris, 30 % dans les Hauts-de-Seine, 35 % en Seine-Saint-Denis, 37 % dans le Val-de-Marne, 54 % dans le Val-d'Oise, 55 % dans les Yvelines et 61 % en Essonne. *Source : Insee, recensement de la population 2020.*

1.2.2 Un réseau routier départemental étendu

Avec un linéaire de 4 312 km à fin 2022, la Seine-et-Marne concentre 45 % du réseau routier départemental francilien. Ces routes départementales représentent 33 % du réseau routier total de Seine-et-Marne, ce qui est supérieur à la proportion constatée dans les autres départements de la région.

Tableau n° 2 : Répartition du réseau routier francilien en 2022

	75	77	78	91	92	93	94	95
Routes départementales (km)		4 314	1 574	1 490	331	344	406	1 080
En % des route départementale (RD) franciliennes		*45*	*17*	*16*	*3*	*4*	*4*	*11*
Linéaire routier total du département (km)	1 626	12 529	5 541	6 207	1 870	2 513	2 491	5 034
dont autoroutes	*1*	*210*	*129*	*68*	*36*	*58*	*52*	*66*
dont routes nationales	*0*	*193*	*123*	*64*	*19*	*1*	*28*	*52*
dont voies communales	*1 625*	*7 814*	*3 713*	*4 585*	*1 484*	*2 110*	*2 005*	*3 837*
Routes départementales / Linéaire total (en %)	4	33	15	16	5	7	7	3

Source: CRC Île-de-France à partir du bilan annuel des transports en 2022 produit par le service des données et études statistiques du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires

1.2.2.1 La reprise d'une partie du réseau routier national, partiellement compensée par le déclassement de certaines routes départementales

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a transféré aux départements environ 18 000 km de routes nationales. Ce transfert a représenté 349 kilomètres pour le département de Seine-et-Marne.

En application de la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, le département et l'État ont acté le transfert supplémentaire de deux routes nationales de 106 km correspondant aux RN4 et RN36, portant le linéaire total du réseau routier départemental à 4 418 km au 1er janvier 2024.

Le département procède également régulièrement à des opérations de déclassement d'axes routiers dénués d'intérêt départemental. Au cours de la période sous revue, 30 opérations de déclassement ont été mises en œuvre, pour un linéaire total de 21,4 km.

1.2.2.2 Un classement des routes départementales en fonction de leur finalité

Le réseau routier départemental est physiquement organisé sur un modèle est-ouest, autour d'axes majeurs reliant l'agglomération parisienne et les grandes villes de Champagne et de Picardie.

Il présente une forte dominante rurale avec plus de 73 % de son linéaire situé hors agglomération. Les routes d'intérêt régional et les routes à grande circulation représentent une part minoritaire de ce réseau.

Tableau n° 3 : Données d'ensemble du réseau routier départemental de Seine-et-Marne

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Linéaire total	4 324	4 325	4 329	4 329	4 328	4 313	4 310	4 314	4 314
dont réseau en 2x2 voies[5]	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	76
dont réseau en agglomération	1 132	1 134	1 139	1 139	1 148	1 148	1 143	1 149	1 149
dont routes classées à grande circulation	634	634	635	631	630	630	630	629	629
dont routes d'intérêt régional[6]	NC	NC	1 898	1 898	1 895	1 894	1 892	1 892	1 892

Source : CRC Île-de-France à partir des données fournies par le département

Par une délibération du 7 février 2020, le conseil départemental a adopté à l'unanimité la classification de son réseau routier en deux grandes catégories, elles-mêmes séparées en deux sous-catégories :

- le réseau structurant de 1 070 km assure les fonctions d'échange entre les grands pôles économiques ou d'habitat, la circulation des poids lourds et le grand transit. Il se distingue entre réseau structurant d'intérêt régional raccordant les pôles d'intérêt régional (264 km) et réseau structurant d'intérêt local reliant les principaux bassins de vie départementaux (806 km) ;
- le réseau secondaire de 3 250 km porte les fonctions de desserte et d'irrigation du département. Il est lui aussi décomposé en deux catégories : le réseau de desserte, raccordé à au moins un axe du réseau magistral ou structurant (1 395 km) et le réseau local (1 855 km).

La chambre relève que cette classification diffère de celle établie par le conseil régional, en application de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRé). Ce dernier a identifié, en 2017, 1 898 km de routes départementales d'intérêt régional en Seine-et-Marne. L'écart de 800 km avec le réseau structurant identifié par le conseil départemental s'explique par la prise en compte de critères plus larges tels que la proximité avec la métropole du Grand Paris, la desserte du réseau magistral ou encore le franchissement de la Seine et de la Marne.

1.2.2.3 Un nombre important d'ouvrages d'arts, au statut juridique parfois fragile

Le département gère directement 1 264 ouvrages d'art, dont 1 052 ponts, 80 murs de soutènement, 15 écrans anti-bruit et 117 portiques, potences et hauts mâts.

Parmi ces ouvrages d'art figurent 312 ouvrages dits de rétablissement qui correspondent à des infrastructures construites pour rétablir les routes départementales interrompues par une autre infrastructure de transport. La jurisprudence considère, de manière constante, que les ouvrages d'art sont incorporés à l'infrastructure dont ils relient les deux parties. En conséquence, le département est responsable de la surveillance, de l'entretien, de la rénovation et du renouvellement éventuel des ouvrages de rétablissement présents sur son réseau routier départemental.

[5] Le département indique ne pas disposer de données exhaustives relatives au réseau en 2x2 voies avant 2023.

[6] Au sens de la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 2017-54 en date du 9 mars 2017.

Afin de faciliter leur gestion et de prévenir leur détérioration, la loi n° 2014-774 du 7 juillet 2014 visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies a prévu, sans remettre en cause le principe jurisprudentiel précité, que les ouvrages de franchissement doivent faire l'objet de conventions entre les propriétaires ou gestionnaires des voies portées et franchies, qui préciseront les rôles de chacun quant à leur gestion (surveillance, entretien, réparation). En raison de la complexité des relations entre les différentes parties prenantes, le département indique que seuls 142 ouvrages de rétablissement sont couverts par une convention à la mi-2024.

Dans un souci de sécurité juridique et de meilleur partage des charges et responsabilités, la chambre invite la collectivité à procéder à un conventionnement pour la gestion de l'ensemble des ouvrages de rétablissement relevant de sa responsabilité.

1.2.3 Les effets de la forte présence du transport routier de marchandises

Par le dynamisme de son économie et de sa démographie, la région Île-de-France concentre, sur un espace géographique peu étendu (2,2 % de la superficie de la France métropolitaine), une part significative du fret routier national. Ce dernier représentait 22,18 millions de tonnes-kilomètre[7] de marchandise en 2022, soit 14,7 % du total national[8].

Outre un impact environnemental documenté en matière de dégradation de la qualité de l'air[9] et d'émission de gaz à effet de serre[10], le trafic de poids lourds a une influence significative sur l'usure du réseau routier. Le passage d'un essieu de poids lourd de 13 tonnes présente un degré d'agressivité pour la chaussée équivalant au passage de 10 000 essieux de véhicules légers de 600 kg[11]. Le réseau secondaire est particulièrement exposé à cette agressivité accrue, du fait de la présence de nombreux aménagements urbains et de carrefours giratoires[12].

La maitrise du fret routier représente donc un enjeu majeur pour la pérennité du réseau routier départemental, qui concentre plus du tiers (34 %) des surfaces d'entrepôts de la région, et qui souffre, de plus en plus régulièrement, d'un déport du trafic de poids-lourds en provenance du réseau magistral (autoroutes et routes nationales). À titre d'exemple, en 2023, la part de poids lourds comptabilisée par le département s'établit à 18,5 % sur le point de comptage situé sur la D619 (qui relie l'A5 à la N36) ou encore à 16 % sur le point de comptage de la D3, situé à proximité de l'A4.

---

[7] Une tonne-kilomètre est une unité de mesure correspondant au transport d'une tonne sur une distance d'un kilomètre.

[8] Service des données et études statistiques du ministère de la transition écologique, *Données sur le transport routier de marchandises en France et en Europe* (hors transit, trafic international et pavillon étranger).

[9] Les poids lourds émettent plus de 10 fois plus de particules fines que les véhicules légers (*source : Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), Emissions routières des polluants atmosphériques - courbes et facteurs d'influence*, juillet 2021).

[10] Les poids lourds représentent 27,2 % des émissions de CO^2 du secteur des transports (*source : Bilan annuel des transports en 2022, service des données et études statistiques du ministère de la transition écologique*).

[11] CEREMA, *Automatiser le contrôle des surcharges de poids lourds et VUL : une opération de recherche et des essais en cours sur l'A4*, 20 août 2019.

[12] Zoa Ambassa, Fatima Allou, Christophe Petit, Robert Medjo Eko, *Évaluation de l'agressivité du trafic sur des chaussées bitumineuses en carrefour giratoire*, Bulletin des Laboratoires des Ponts et Chaussées, 2013, 280-281, pp 171-188.

Afin de limiter les nuisances, un nombre croissant de communes prend des mesures de limitation de tonnage, ce qui a pour effet d'accroitre la concentration de poids lourds sur les axes non soumis à une telle limitation. À fin 2022, la direction des routes du département recensait, sur le seul périmètre de l'agence routière départementale de Meaux-Villeroy, près de 50 portions de routes départementales affectées par des mesures municipales de limitation de tonnage, prises la plupart du temps sans concertation avec le département.

1.3 Des données nombreuses et diverses en matière de mobilité routière

1.3.1 Des données de trafic routier, dont le recueil est concentré sur les axes à enjeu

Le comptage routier constitue la principale donnée quantitative à disposition du département en matière de trafic. Ce dernier dispose de 316 stations de comptage routier dont les données sont relevées tous les ans pour les 65 stations situées sur les axes à fort trafic et tous les 3 ans pour les 251 stations du réseau secondaire. Ces stations couvrent aujourd'hui 95 % des axes du réseau structurant et 30 % des axes du réseau secondaire hors agglomération. En effet, au vu des coûts de comptage, l'observation porte uniquement sur les routes connaissant un trafic supérieur à 2 000 véhicules/jour.

Si le département ne disposait pas, à fin 2023, de dispositif de partage de données en temps réel, il a intégré à son patrimoine cinq stations de recueil automatique de données dans le cadre du transfert des RN4 et RN36 qui fourniront des informations quotidiennes permettant d'affiner les connaissances sur les cycles saisonniers. Par ailleurs, une convention d'échange de données routières entre le département et la direction interrégionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) est en cours de finalisation.

Le département restitue annuellement les informations collectées sous la forme d'une carte du trafic routier qui présente, par station de comptage, le trafic journalier moyen et la part de poids-lourds. L'analyse des cartes sur l'ensemble de la période sous revue permet de confirmer le fort différentiel entre un nord-ouest particulièrement fréquenté, avec un trafic croissant, notamment sur les axes structurants, et des confins du département (est et sud) au trafic moins intense et en diminution.

Tableau n° 4 : Sélection de données de trafic sur des axes du réseau structurant départemental

Numéro du point de comptage	Position géographique	Trafic journalier 2015	Trafic journalier 2023
199	Chelles	18 840	23 800
5	Torcy	22 850	23 700
297	Sourdun	11 000	8 100
318	Beaumont-en-Gâtinais	3 850	3 600

Source : CRC Île de France à partir des cartes annuelles du trafic routier

De manière plus ponctuelle, le département mobilise également l'outil Compass, qui permet des estimations de trafic en temps réel, par l'exploitation de données GPS[13] de véhicules en circulation.

1.3.2 Des données plus qualitatives, issues d'études réalisées par le département ou ses partenaires

Le département a régulièrement recours à des études ciblées, essentiellement organisées autour de deux priorités. Il mène tout d'abord des études de trafic, rétrospectives ou prospectives, afin de fournir un éclairage sur l'opportunité de la réalisation d'importants projets d'investissement.

Il procède également à des études plus thématiques permettant d'objectiver certains aspects de sa politique routière. À titre d'exemple, il a réalisé en 2021 une enquête sur la fréquentation des pôles multimodaux de covoiturage.

Au-delà de ces études réalisées en propre, le département a été associé à l'enquête sur les déplacements franciliens menée par l'Institut Paris Région, qui s'appuie sur des données de géolocalisation, et dont les résultats définitifs étaient attendus fin 2024.

1.3.3 Un modèle prédictif en matière de trafic insuffisamment mobilisé dans les réflexions stratégiques du département

Le département dispose de son propre modèle de déplacement, essentiellement utilisé au titre de la politique routière. Cet outil, basé sur les données du modèle de déplacement Modus porté par la DRIEAT, permet de réaliser des simulations du trafic routier, par affectation, aux heures de pointe du matin et du soir à divers horizons temporels, intégrant les scénarios d'évolution démographique et socio-économique. Le département enrichit constamment l'outil par l'intégration de données relatives aux nouvelles implantations d'infrastructures sur le territoire.

Un chargé de modélisation du trafic mobilise quotidiennement cet outil, pour la réalisation d'analyses simples (reports de trafic suite aux organisations d'évènements sur la voie publique, impact de la création d'une zone d'activité). Un prestataire externe, qui assure sa maintenance et son hébergement, est chargé des analyses plus complexes, notamment par la mobilisation d'outils dynamiques.

La chambre relève que ce modèle prédictif est essentiellement utilisé sur des projets routiers individuels. Il gagnerait à être davantage exploité dans le cadre de l'élaboration de documents stratégiques tels que le schéma de déplacement des personnes et des transports de marchandise, dont la finalisation est prévue pour fin 2026. En réponse aux observations provisoires de la chambre, le département indique qu'il compte effectivement appuyer son futur schéma sur les données de ce modèle prédictif.

[13] *Global Positioning System*.

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

Les habitants du département de Seine-et-Marne recourent essentiellement au véhicule individuel pour leurs déplacements.

Le réseau routier départemental, de loin le plus étendu d'Île-de-France, concentre 1 264 ouvrages d'art. Les modalités de gestion de ces derniers franchissant d'autres réseaux de transport (autoroutes, voies ferrées, réseau navigable) gagneraient à être clarifiées.

Le département dispose de nombreuses données de trafic, qu'il mobilise ponctuellement dans le cadre de ses projets routiers. Leur utilisation plus systématique dans la définition de sa politique routière semblerait opportune, notamment s'agissant du trafic de poids lourds qui présente des enjeux spécifiques dans un département concentrant plus du tiers de la surface logistique francilienne.

2 LA GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE ROUTIERE

La compétence du département en matière de voirie départementale

La compétence du département sur l'ensemble de la voirie départementale découle de l'article L. 3213-3 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Cette compétence est étendue, par l'article L. 2111-2 du code général de la propriété des personnes publiques, aux dépendances de voirie (caniveaux, trottoirs, talus, arbres et haies).

Le code de la voirie routière, et plus particulièrement ses articles L. 131-1 à L. 131-8, précise le contenu de cette compétence, qui inclut notamment l'entretien et l'aménagement des routes départementales. Les dépenses associées constituent des dépenses obligatoires au sens du 16°de l'article L. 3321-1 du CGCT.

Pour les sections du réseau routier départemental situées en agglomération, si l'entretien de la chaussée et de ses dépendances relève de la compétence du département, le maire se voit confier la police de la circulation et l'ensemble des tâches visant à assurer la sûreté et la commodité de passage (nettoyage, déneigement, éclairage, enlèvement des encombrants). Hors agglomération, le président du conseil départemental dispose de ces attributions.

2.1 Le cadre de gestion de la politique routière

2.1.1 Un portage politique et administratif clairement défini

La voirie départementale, compétence obligatoire du département, relève du premier vice-président, chargé de l'aménagement du territoire, des routes, des politiques contractuelles et de l'agriculture ainsi que de la commission « aménagement du territoire, tourisme, routes, politiques contractuelles et agriculture ». Les autres aspects de la politique routière, et notamment les mobilités actives et l'intermodalité, sont traités par le vice-président chargé des transports et des mobilités et par la commission « transports et mobilités ».

La direction des routes assure l'essentiel de la politique routière départementale. Elle est positionnée au sein de la direction générale adjointe « environnement, déplacements et aménagement du territoire », qui regroupe également les directions des transports et de l'aménagement-développement des territoires. Cette proximité administrative facilite les actions conjointes.

2.1.2 Des grandes priorités bien identifiées, mais une absence d'actualisation du schéma départemental d'orientations routières

Les grandes lignes de la politique routière du département sont présentées dans les deux lettres de mission adressées le 25 août 2021 par le président du conseil départemental au premier vice-président, chargé de l'aménagement du territoire, des routes, des politiques contractuelles et de l'agriculture et au vice-président chargé des transports et des mobilités. Huit grandes priorités sont identifiées :

- poursuivre la modernisation et l'adaptation du patrimoine routier pour offrir un réseau de qualité, fiable et sécurisé ;
- engager une réflexion sur la reprise d'une partie des routes nationales ;
- identifier puis faire repasser un certain nombre de routes départementales à la vitesse maximale autorisée de 90 km/h ;
- poursuivre le dispositif de viabilité hivernale, en coordination avec les communes et intercommunalités ;
- garantir la propreté des routes en renforçant la lutte contre les dépôts sauvages ;
- veiller au développement de l'utilisation de matériaux recyclés pour les aménagements et la rénovation du réseau routier départemental ;
- aller plus loin et plus vite en matière d'infrastructures cyclables et d'aires de covoiturage ;
- renforcer les investissements en faveur des lignes de bus et avoir une présence active auprès des autorités organisatrices de la mobilité.

Au-delà de ces éléments généraux, quasi-exclusivement centrés sur la gestion de sa voirie, le département ne dispose pas d'un document-cadre complet et actualisé présentant sa stratégie routière. Tout au plus s'appuie-t-il sur le schéma départemental d'orientations routières (SDOR) datant de 2003, et sur un cahier consacré à la mobilité des personnes et au transport de marchandises du livre blanc « Seine-et-Marne 2030, l'Île-de-France des possibles ».

Le département souhaite toutefois produire, pour l'automne 2026, un schéma des déplacements des personnes et du transport des marchandises, qui aura vocation à identifier des objectifs prioritaires pour 2030, 2040 et 2050 et à déterminer les investissements nécessaires à leur atteinte. Il se substituera au SDOR et intègrera également de nouvelles dimensions telles que les transports en commun sur route et la voie ferrée.

2.1.3 Un effort d'articulation de la politique routière avec les autres types de mobilités

2.1.3.1 Un accompagnement du développement de l'offre de transports en commun

Dans la conception et dans la réalisation de ses investissements routiers, le département prend en compte les autres types de mobilité. En matière de transports en commun, il a déployé une stratégie visant à rendre plus accessibles une cinquantaine d'arrêts de bus, situés sur des lignes prioritaires identifiées par Île-de-France mobilité (IDFM) accompagnée du vote d'une autorisation de programme spécifique de 1,2 M€.

De la même manière, le département a aménagé certaines voies de bus pour fluidifier le trafic, notamment en zone urbaine. À titre d'exemple, il assure la maitrise d'ouvrage d'une opération de sécurisation de cinq carrefours sur la ligne 42 du réseau Pep's Lagny – Val d'Europe RER, particulièrement fréquentée.

La construction de la ligne 2 du Tzen, exemple de synergie entre politique routière et renforcement de l'offre de transports en commun

Développé par IDFM, le réseau Tzen vise à fournir aux franciliens, sur des itinéraires particulièrement fréquentés, des lignes de bus à haute qualité de service. Au-delà d'une fréquence élevée, ces lignes bénéficient de voies réservées et de priorité aux feux, afin de garantir la régularité et la rapidité des trajets.

Le développement d'une ligne Tzen de 17 km entre le carré Sénart et la gare de Melun a été envisagé au début des années 2010. En 2012, le STIF, devenu ensuite IDFM, en avait confié la maitrise d'ouvrage au département de Seine-et-Marne.

Les travaux ont commencé en 2017, pour une livraison fin 2030. La direction des routes du département assure la maitrise d'œuvre de l'opération, dont le coût total est estimé à 179,10 M€ hors taxes (HT), dont 55,16 M€ pour le département, 92,06 M€ pour la région et 31,88 M€ pour l'État. Cette dernière profite de l'aménagement de la ligne de bus en voie propre pour effectuer la requalification urbaine et paysagère des axes concernés, intégrant notamment une augmentation des espaces dédiés aux piétons et aux cyclistes.

2.1.3.2 Une politique du vélo à l'ambition croissante

Le département intègre également les mobilités actives dans sa politique routière, notamment en matière d'aménagements cyclables. À fin 2023, 325 km de voirie départementale étaient ainsi couverts par un aménagement cyclable.

Il s'est doté en 2020 d'un « plan vélo 77 », qui a fait l'objet d'une actualisation en 2023. Ce document programmatique prévoit notamment que le département assure la maitrise d'ouvrage pour quatre véloroutes nationales et pour huit grands itinéraires cyclables départementaux. Ce dernier s'engage également à assurer l'intégralité de l'entretien des portions situées sur des emprises de voies navigables de France et de participer à l'entretien des portions situées sur des voies communales et chemin ruraux. Le plan vélo 77 prévoit également l'accompagnement financier des communes et intercommunalités dans la réalisation de leurs aménagements cyclables hors grands itinéraires, notamment aux abords des collèges ou d'équipements d'intérêt départemental (gares ferroviaires, stations multimodales de covoiturage).

Le département a élaboré une programmation triennale 2021-2023, identifiant 25 opérations prioritaires et dotée d'une enveloppe annuelle de 2 M€. Si cette programmation n'a pas été mise à jour pour 2024-2026, le budget primitif pour l'année 2024 porte l'effort en matière d'aménagements cyclables à 5 M€, montant que le département indique vouloir annuellement pérenniser.

Au sein de la direction des routes, une mission vélo, qui sera à terme composée de deux agents, aura vocation à accompagner le déploiement de ce plan vélo. En application des articles L. 228-2 et L. 228-3 du code de l'environnement, la mission vélo vérifiera notamment que pour chaque réaménagement ou réalisation de son réseau routier, le département évalue la faisabilité de l'implantation de liaisons cyclables et réalise, le cas échéant, les aménagements spécifiques nécessaires. La rédaction d'un guide recensant les grands principes de l'aménagement cyclable sur les routes départementales est également prévue.

2.1.3.3 Des efforts pour encourager la pratique du covoiturage

Le département a approuvé, en 2014, un schéma départemental de stations multimodales de covoiturage. Ce document prévoyait, sans fixer de calendrier de réalisation, la création de 40 stations d'intérêt départemental, situées à proximité de carrefours structurants du réseau routier principal, ainsi qu'une centaine de stations locales, implantées sur des parkings proches du réseau secondaire. À fin 2023, seules 22 stations étaient opérationnelles, dont 12 stations d'intérêt départemental et 10 stations d'intérêt local.

Le département projette de réaliser six autres stations d'intérêt départemental dans les années à venir, ce qui lui permettra d'atteindre 50 % de son objectif initial. Il considère en revanche que l'objectif concernant les stations d'intérêt local était trop ambitieux, la nature des implantations pressenties[14] ayant ralenti le processus de développement.

La chambre constate le faible degré de réalisation de ce schéma départemental, alors même que les stations existantes présentent un taux moyen d'occupation en hausse régulière (43,5 % en 2023, contre 36,9 % en 2021), signe qu'au-delà des considérations environnementales, elles répondent à un besoin réel.

[14] La plupart des stations d'intérêt local doivent être implantées sur des parking privés, ce qui implique de longues négociations avec les propriétaires concernés.

2.2 Les relations avec les autres acteurs de la politique routière

2.2.1 Une coordination d'ampleur variable avec les autres acteurs de la politique routière

2.2.1.1 Des échanges occasionnels avec les acteurs à dimension régionale

L'action routière du département s'inscrit dans le cadre des grandes orientations fixées par les documents programmatiques régionaux. Il en est ainsi du schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF), approuvé en décembre 2013 et qui prévoit la décongestion et le meilleur partage du réseau viaire, et du plan de déplacements urbains d'Île-de-France, adopté en 2014 et qui vise notamment à limiter les nuisances dues à l'usage de véhicules individuels, développer les usages partagés de la voiture et mieux réguler le trafic routier.

Le département est pleinement associé au processus de révision de ces documents-cadres. S'agissant du nouveau SDRIF environnemental, engagé en 2021 et adopté le 11 septembre 2024 par le conseil régional, les services départementaux ont été mobilisés en amont pour formaliser et porter une position prenant en compte les remontées des intercommunalités et en aval pour produire un avis sur le projet de document. Cet avis, rendu le 6 décembre 2023, a été favorable même si le département sollicitait la prise en compte d'un projet routier complémentaire[15] et de certaines portions structurantes du plan vélo 77. De la même manière, le département est fortement impliqué dans le processus d'élaboration du plan des mobilités en Île-de-France 2030, qui aura vocation à succéder au plan de déplacements urbains, par la participation à plusieurs ateliers thématiques et la production de contributions écrites.

Au-delà de ces échanges sur les documents programmatiques, il n'existe pas d'instance de concertation et de coordination formalisée avec les autorités organisatrices de la mobilité sur les sujets régionaux, en interface avec la politique routière. Le département échange toutefois de manière ponctuelle avec Île-de-France-Mobilités sur la mise en accessibilité des arrêts de bus ou sur l'implantation des plateformes multimodales et avec SNCF réseau pour la sécurisation des passages à niveau.

Le département tâche enfin de déployer une politique routière cohérente avec les grands projets d'aménagements régionaux. À titre d'exemple, la liaison routière de l'est francilien, inscrite au projet de schéma directeur environnemental de la région Île-de-France, répondra aux besoins de déplacements engendrés par les activités existantes et futures de la plateforme aéroportuaire de Paris-Charles de Gaulle.

[15] La liaison Meaux-Roissy, la liaison entre le secteur IV de Marne-la-Vallée et le franchissement de la Marne à Annet-sur-Marne et le contournement de Trilport.

La liaison routière de l'est francilien, exemple de coordination entre différents acteurs de la politique routière francilienne

La liaison routière de l'est francilien, projet routier à dimension régionale, vise à assurer une meilleure liaison entre l'agglomération de Meaux et l'aéroport de Paris-Charles de Gaulle, mais aussi de permettre, à terme, une liaison directe entre plusieurs axes du réseau magistral francilien (A1, A4 et A5).

Ce projet est le fruit d'une coordination entre les services de l'État, qui assurent la maitrise d'ouvrage sur deux portions de cette liaison (le contournement de Roissy et l'aménagement de la RN3 en voie express) et les services du département pour la maitrise d'ouvrage de la liaison entre les RN2 et RN3.

La portion sous maitrise d'ouvrage du département, déclarée d'utilité publique en 2005, est décomposée en trois phases dont deux sont d'ores-et-déjà achevées. Seule reste à finaliser la création d'un barreau routier de 6 km en 2x2 voies, comprenant 10 ouvrages d'art. Le chiffrage de cette dernière phase s'établit à 130 M€, dont 65 M€ pris en charge par la région, 63,1 M€ par le département et 1,90 M€ par Aéroports de Paris.

2.2.1.2 Des liens plus étroits avec les acteurs infra-départementaux

Les services départementaux formulent tout d'abord des avis sur les documents d'urbanisme élaborés par le bloc communal, préalablement à leur adoption ou leur modification. À ce titre, la direction des routes est mobilisée pour contrôler l'exactitude matérielle de ces documents, mais aussi pour apprécier les effets potentiels des différentes orientations d'aménagement sur le réseau routier départemental. Si les avis sont quasi-systématiquement favorables[16], le département formule régulièrement des observations, parfois assorties de recommandations. Au-delà des aspects formels (classification du réseau viaire, rectification des servitudes d'alignement), ces observations portent notamment sur la fluidité du trafic, la sécurité routière, les mobilités douces en lien avec le plan vélo 77 ou encore sur la prise en compte du covoiturage, via l'identification de places de parking dédiées. Comme indiqué *supra*, cette coordination départementale est sensiblement moins robuste s'agissant de la gestion du trafic de poids lourds, qui souffre de la mise en œuvre peu concertée des mesures municipales d'interdiction de tonnage.

Parallèlement, le département communique largement sur ses projets routiers et a même formalisé une procédure dédiée, prévoyant l'organisation d'une réunion préparatoire avec toutes les entités concernées trois mois avant le début des travaux et une information par courrier des maires concernés au moins deux mois avant le début du chantier. Parallèlement, en application du cadre légal et réglementaire en matière de déclaration de travaux et de déclaration d'intention de commencement de travaux, le département indique qu'il informe systématiquement les concessionnaires de réseaux concernés.

[16] Sur 164 documents examinés entre 2021 et 2023, le département n'a formulé qu'un seul avis réservé, pour 76 avis favorable avec réserve et 87 avis favorables sans réserve et un avis réservé.

Le département met également ses capacités en matière d'ingénierie au service d'autres acteurs publics locaux. Ainsi, il fournit des prestations de conseil au bloc communal par le biais du groupement d'intérêt public ID77. Dans ce cadre, les compétences et savoir-faire de la direction des routes ont été mobilisés à 24 reprises au cours de l'exercice 2023, essentiellement en matière de sécurité routière. De la même manière, le département a conclu une convention avec le syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique pour la réalisation de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les études et travaux de génie civil dans le cadre du programme de déploiement de la fibre optique jusque chez l'habitant.

Il a enfin lancé plusieurs initiatives pour garantir la réactivité du dispositif de viabilité hivernale de son réseau routier, y compris sur les axes secondaires. Il a ainsi conclu des conventions avec 184 communes et une communauté d'agglomération, qui acceptent d'assurer le déneigement de sections du réseau départemental dites de « désenclavement » en contrepartie de la fourniture, par le département, de la quantité de sel nécessaire. À fin 2023, il avait également conventionné avec 57 agriculteurs afin d'assurer le déneigement de certaines portions du réseau départemental secondaire, en contrepartie de la fourniture de lames et d'une rémunération en tant que collaborateur occasionnel du service public.

2.2.1.3 Une ambiguïté sur l'entretien des dépendances des routes départementales situées en agglomération

Les responsabilités en matière d'exploitation et d'entretien du réseau routier départemental sont fixées par le règlement de voirie, adopté par délibération du 18 décembre 1998. Ce document précise, dans son article 7, que l'obligation d'entretien des dépendances des routes départementales situées en agglomération relève essentiellement du maire.

Cette disposition entre en contradiction avec le cadre légal[17], qui établit clairement la compétence départementale pour l'entretien des dépendances du réseau routier, et notamment des trottoirs, y compris en agglomération.

S'il est d'usage que les communes prennent en charge l'entretien des dépendances en agglomération, la chambre considère que les articles du règlement de voirie ne constituent pas des dispositions réglementaires opposables à ces dernières.

Dans un souci de sécurité juridique et de clarification des attributions de chaque acteur, la chambre invite le département à procéder à un conventionnement systématique pour l'entretien des dépendances en agglomération. En réponse aux observations provisoires de la chambre, l'ordonnateur indique qu'une convention type sera soumise à l'assemblée délibérante avant la fin de l'année 2025 et que toutes les entités concernées du bloc communal seront contactées avant la fin du premier semestre 2026.

Recommandation performance n°1 : Établir des conventions relatives à l'entretien des dépendances avec l'ensemble des communes et intercommunalités dont l'agglomération est traversée par au moins une section de route départementale.

[17] Articles L. 3213-3 du CGCT et L. 2111-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

2.2.2 Des relations financières nourries avec les autres catégories de collectivités territoriales

2.2.2.1 Des financements significatifs en provenance de la région contribuent à l'entretien et au développement du réseau routier départemental

En cohérence avec ses documents programmatiques, la région Île-de-France a souhaité accompagner le département dans ses investissements routiers, par la conclusion d'un contrat-cadre de mise en œuvre d'un plan « anti-bouchons », conclu en 2017, qui recensait 10 opérations prioritaires à mener sur le réseau routier d'intérêt régional. Ce document prévoyait un engagement maximal de la région à hauteur de 34,90 M€ sur la période 2016-2020 et porté, par avenant, à 44,90 M€.

Un second contrat-cadre, dit « plan route de demain » a été conclu pour la période 2022-2027 portant sur 10 opérations, pour un engagement maximal total de 52,80 M€[18]. En 2023, la région et le département ont annoncé un abondement supplémentaire de cette enveloppe à hauteur de 51 M€, notamment pour accompagner la finalisation de la liaison routière de l'est francilien (32,50 M€) et le transfert des routes nationales 4 et 36 (17 M€).

Entre 2015 et la mi-2024, ce sont 39,84 M€ qui ont été effectivement perçus en provenance de la région pour des aménagements routiers, dont 14,21 M€ au titre des projets inscrits au sein du plan anti bouchon et du plan pour une route de demain.

2.2.2.2 Le département soutient les investissements routiers du bloc communal, essentiellement par le biais de dispositifs contractuels

Au-delà des investissements sur son propre réseau routier, le département accompagne financièrement les projets d'aménagement et de renouvellement de la voirie communale. Ces soutiens financiers transitent majoritairement par des dispositifs contractuels, portés en propre (contrats intercommunaux de développement, fonds d'équipement rural, fonds d'aménagement communal) ou en partenariat avec la région (contrats ruraux).

Au total, 661 opérations routières ont été financées au cours de la période sous revue au titre de ces dispositifs, pour un engagement financier de 42,67 M€. La chambre relève des taux de consommation satisfaisants de ces enveloppes, notamment s'agissant des contrats intercommunaux de développement et du fonds d'équipement rural.

[18] Le plan pour une route de demain reprend certaines opérations accompagnées au titre du plan anti-bouchon (liaison routière de l'est francilien, contournement de Guignes).

Tableau n° 5 : Opérations routières financées par des dispositifs contractuels entre 2015 et avril 2024

Dispositif contractuel	Création du dispositif	Type de bénéficiaire	Nombre d'opérations routières financées	Montant (en €)		Taux de consommation (en %)
				De l'engagement départemental	Effectivement versé	
Contrats ruraux	1983	Communes de moins de 2 000 hab. et syndicats de moins de 3 000 habitants	118	9,01	4,41	48,9
Contrat intercommunal de développement	2015	EPCI[19], syndicats de communes de plus de 2 000 hab. et communes de plus de 2 000 hab. (jusqu'en 2019)	51	13,26	9,38	70,7
Fonds d'équipement rural	2015	Communes et syndicats de moins de 2 000 hab.	457	12,69	10,83	85,3
Fonds d'aménagement communal	2019	Communes de plus de 2 000 hab.	35	7,71	4,10	53,2

Source : CRC Île de France à partir des règlements d'attribution et des données fournies par le département

Le département consacre par ailleurs une partie du produit de la redevance communale des mines sur les hydrocarbures liquides et gazeux à un programme d'aide pour l'entretien de la voirie des communes de moins de 2 000 habitants. En moyenne, ce sont 0,66 M€ qui sont annuellement répartis entre les communes concernées, selon une clef de répartition prenant en compte la longueur de leur voirie communale, leur potentiel fiscal et leur effort fiscal.

Le département détermine, enfin, la répartition du produit des amendes de police, versé par l'État pour financer les opérations d'amélioration de la sécurité routière des communes de moins de 10 000 habitants, en application des articles R. 2334-11 et R. 2334-12 du CGCT. C'est un montant moyen de 1,36 M€ qui a été redistribué chaque année au cours de la période.

2.2.3 Des échanges fluides avec l'État concernant la reprise en gestion des RN4 et RN36

2.2.3.1 Une procédure de transfert rapidement menée

L'article 38 de la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ouvre la possibilité de transfert aux départements de voiries non concédées relevant de l'État. La liste des axes transférables, dressée par le décret n° 2022-459 du 30 mars 2022, incluait deux autoroutes et huit routes nationales situées en Seine-et-Marne.

Par une délibération du 8 avril 2022, le département s'est saisi de cette possibilité en demandant le transfert des RN4 et RN36. Ces deux axes ont été sélectionnés en raison de leur caractère stratégique. La RN4 traverse le département d'est en ouest, avec un trafic quotidien supérieur à 30 000 passages et la RN36 se positionne sur un axe nord-sud reliant la banlieue de Meaux à Melun, avec un trafic de plus de 12 000 véhicules/jour, en progression régulière.

[19] EPCI : Établissement public de coopération intercommunale.

Sur ces deux routes nationales, le département a fait le double constat d'une dégradation de l'état des infrastructures et d'un taux d'accident accru. S'agissant de l'état de l'infrastructure, le département a commandé, en 2021, un audit démontrant la vétusté de la chaussée (déformations, nids de poule) et de ses dépendances (absence d'entretien des bassins de retenue). 43 % des linéaires des axes concernés présentaient un mauvais état structurel, ce chiffre étant même porté à 50 % pour l'état surfacique. En matière de sécurité routière, les principaux risques découlent du faible nombre de créneaux de dépassement et de la présence de carrefours inadaptés au trafic observé.

Une décision du 4 janvier 2023 du ministre délégué chargé des transports intègre ces deux routes nationales dans la liste des axes transférés. La date du transfert effectif a été fixée par arrêté préfectoral au 1er janvier 2024.

2.2.3.2 Un consensus sur les modalités techniques et financières de ce transfert

La loi du 21 février 2022 précitée détaille les modalités techniques et financières du transfert des routes nationales. En sus du transfert de propriété de la voirie et de ses dépendances, les départements se voient également transmettre les biens meubles et immeubles utilisés par l'État pour l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des routes concernées. Le département de Seine-et-Marne a ainsi bénéficié du transfert de la propriété du centre routier de Rozay-en-Brie ainsi que de ses principaux équipements et matériels.

Cette même loi prévoit également un droit à compensation calculé sur la moyenne des dépenses réalisées par l'État au bénéfice des axes concernés. Par un courrier en date du 13 juillet 2023, le préfet de Seine-et-Marne a établi ce droit à compensation, à hauteur de 4,95 M€ par an.

Enfin, la loi 3DS prévoit un transfert des services chargés de l'entretien des axes concernés. Le courrier du préfet de Seine-et-Marne précité prévoit à ce titre une compensation financière à hauteur de 32,4 équivalents temps plein (ETP). Il convient de signaler qu'au 1er septembre 2024, seuls 9 agents issus de la direction interdépartementale des routes d'Île-de-France (DIRIF) ont effectivement rejoint le centre d'exploitation de Rozay-en-Brie.

2.2.3.3 Un transfert générateur d'investissements substantiels, pris en charge partiellement par la région

L'audit sur l'état des deux routes départementales chiffre à 40 M€ les investissements nécessaires à leur remise en état, dont 17 M€ seront pris en charge par la région au titre du « plan route de demain ». Le département a prévu d'étaler ces travaux jusqu'en 2026.

En dehors des RN4 et RN36, le département soutient l'initiative de la région Île-de-France du 20 septembre 2023 de demander le transfert par l'État de la compétence sur les routes nationales et autoroutes à Île-de-France Mobilités. Dans un courrier adressé à la Première ministre, il met notamment en avant l'intérêt d'une gouvernance globale des politiques de mobilité, en vue de tenir compte de la complémentarité et de l'imbrication des différents réseaux de transport, tout en plaidant pour une délégation des missions d'entretien opérationnel aux départements.

2.3 La gouvernance de la direction des routes

2.3.1 Une direction à l'organisation fortement déconcentrée

Au 1er janvier 2024, la direction des routes est dotée de 577 emplois permanents, répartis sur tout le territoire.

2.3.1.1 Des services centraux chargés de missions transversales

La direction des routes dispose d'un siège situé à Melun, qui regroupe l'ensemble de ses services centraux, soit 102 agents. Ils sont organisés en 5 sous-directions thématiques, chapeautées par 1 directeur et 2 directeurs adjoints :

- la sous-direction du patrimoine routier, qui définit des référentiels techniques en matière d'entretien des routes, programme et assure le suivi des travaux nécessaires à sa conservation. Elle assure en outre la conception et la maintenance des ouvrages d'art ;
- la sous-direction des usagers et de la sécurité, qui élabore des référentiels techniques en matière d'exploitation et d'usage de la route, et pilote leur mise en œuvre. Elle assure en outre le suivi de certaines politiques transversales (sécurité routière, politiques contractuelles, coordination de la viabilité hivernale) ;
- la sous-direction des grandes opérations, qui assure la maîtrise d'ouvrage des grands projets et le suivi de la mise en œuvre du plan vélo 77 ;
- la sous-direction des ressources et du numérique, qui pilote les fonctions support, en lien avec les directions dédiées du département, ainsi que la mise à jour du système d'information routière ;
- la sous-direction des politiques et de la programmation, qui réalise les travaux prospectifs, participe à l'élaboration des documents-cadres en matière de politique routière et assure, en outre, la préparation et le suivi du budget de la direction.

2.3.1.2 Une forte déconcentration des missions de gestion, d'entretien et d'exploitation du réseau routier, essentiellement assurées en régie

La fonction d'entretien quotidien et d'exploitation du réseau routier départemental est déconcentrée au sein de cinq agences routières départementales, composées de 383 agents répartis sur l'ensemble du territoire[20]. Ces agences, qui disposent chacune d'un service administratif et financier ainsi que d'un service études et travaux, coiffent trois à quatre centres routiers[21], composés de 15 à 20 agents, qui assurent l'entretien et l'exploitation quotidienne de la voirie et de ses dépendances (voir carte des agences routières et des centres routiers en annexe n° 3).

Cette organisation, proche de celle constatée au sein des grands départements hors région francilienne, facilite la réalisation en régie de nombreuses tâches liées à l'entretien et à l'exploitation du réseau (surveillance, fauchage, petites réparations, viabilité hivernale, etc.). Seules les missions d'entretien les plus lourdes (réalisation d'enrobés, gestion de la signalisation verticale, travaux sur les ouvrages d'art) font l'objet d'une externalisation.

2.3.1.3 Le parc départemental, un outil centralisé, au service de la politique routière départementale

Composé de 92 agents et hiérarchiquement rattaché à la sous-direction du patrimoine routier, le parc départemental se situe dans la périphérie de Melun. Au-delà de l'entretien de l'ensemble de la flotte de véhicules du département, le parc départemental participe à l'entretien du réseau routier départemental.

Sur ce deuxième volet, l'activité est très saisonnière, l'hiver étant consacré à l'élagage et au curage des fossés et l'été étant réservé à la signalisation horizontale et la fabrication, au transport et à la mise en œuvre d'enduits superficiels d'usure.

2.3.2 Une prise en compte des considérations environnementales dans la gestion de la commande publique, mais des marges de progrès sur le contrôle des services faits

La direction des routes passe en moyenne 35 marchés publics par an. Ces marchés, qui prennent dans plus de deux tiers des cas la forme de marchés à bon de commande, sont essentiellement des marchés de travaux et de fourniture d'outillage et de matières premières.

Au vu de ces caractéristiques, la chambre a concentré ses diligences sur deux aspects : la présence d'un dispositif de prévention des atteintes à la probité, et la prise en compte du développement durable dans les procédures d'achat.

---

[20] Agences de Coulommiers, Meaux/Villenoy, Melun/Vert-Saint-Denis, Moret/Veneux et Provins.

[21] Le département compte au total 16 centres routiers répartis sur l'ensemble du territoire : Coulommiers, La Ferté-sous-Jouarre, La Ferté-Gaucher, Dammartin-en-Goële, Torcy, Villenoy, Châtelet, Vert-Saint-Denis, Gretz-Tournan, Fontainebleau, Voulx, Nemours, Bray-sur-Seine, Provins, Nangis, Rozay-en-Brie.

2.3.2.1 La validation du service fait représente le principal risque en matière de prévention des atteintes à la probité

Les achats réalisés par la direction des routes font l'objet d'un triple encadrement qui permet d'atténuer les risques d'atteinte à la probité dans la phase amont du processus :

- un encadrement hiérarchique de l'expression du besoin par l'existence d'une chaine de validation pour les pièces de marché et les bons de commande, dont l'intensité varie en fonction du montant ;
- un encadrement juridique et procédural assuré au niveau des services centraux de la direction des routes[22], notamment dans le cadre de la rédaction des pièces administratives et de l'analyse des offres ;
- une coordination assurée par la direction de l'achat, du patrimoine et des affaires juridiques du département, notamment sur les marchés à fort enjeu financier. Au-delà de la production de documents-cadres (guide de la commande publique) et de la préparation des commissions d'appel d'offre, deux acheteurs sont dédiés aux activités de la direction des routes.

En revanche, la validation du service fait par les services métiers, étape indispensable à la mise en paiement des factures, est beaucoup moins encadrée et représente un important point de fragilité. Le rôle des agents techniques est, en effet, d'attester de la réalité de la prestation effectuée, par le biais d'observations sur place, et de contrôler la cohérence entre la facture établie par le fournisseur et le bon de commande initialement émis.

Une note interne, datée de janvier 2024, fait état de dysfonctionnements relevés dans le cadre d'un contrôle des services faits émis par une agence routière départementale. Sont notamment évoqués la surestimation des surfaces ou quantités, l'application régulière de plus-values injustifiées ou encore l'absence de suivi environnemental des agrégats d'enrobés amiantés ou présentant une teneur élevée en hydrocarbures aromatiques polycycliques.

Si des actions de sensibilisation des agents comme des fournisseurs sont régulièrement entreprises par la direction des routes, la chambre relevait, dans le cadre de son instruction, l'absence de réelle procédure formalisée en matière de constatation du service fait. Suite à la transmission du rapport d'observations provisoires, la direction des routes a élaboré une fiche de procédure dédiée, qui retrace les principaux points de contrôle préalables à la constatation du service fait. La chambre encourage désormais le département à en assurer la pleine mise en œuvre.

2.3.2.2 Une réelle prise en compte des enjeux environnementaux dans les procédures de passation, mais une marge de progrès en matière de suivi d'exécution

Intégrant les obligations à caractère général posées par le code de la commande publique en matière de prise en compte des objectifs de développement durable dans l'expression des besoins (article L. 2111-1) ou de prise en compte de considérations environnementales dans les

[22] Au sein du service gestion budgétaire, comptabilité et marchés de la sous-direction des politiques et de la programmation.

conditions d'exécution des marchés (article L. 2112-3), la direction des routes a souhaité réviser ses procédures d'achat.

Dans ce cadre, elle s'appuie sur les travaux du partenariat Ensemble77[23], qui vise à accompagner les élus, maîtres d'ouvrage et leurs maîtres d'œuvre dans leurs projets de travaux publics, notamment par l'élaboration d'outils d'aide à la décision. Ce partenariat a plus particulièrement développé un cadre méthodologique dit « schéma d'organisation environnementale ».

La démarche schéma d'organisation environnementale (SOE)

La démarche SOE représente la déclinaison territoriale de la convention d'engagement volontaire des acteurs de conception, réalisation et maintenance des infrastructures routières, voirie et espace public urbain, conclue en 2009 au niveau national dans le cadre du Grenelle de l'environnement.

Concrètement, elle consiste en la mise en place d'un cadre méthodologique pour réduire l'impact environnemental des chantiers routiers, passant notamment par une rédaction adaptée des dossiers de consultation des entreprises intégrant :

- La systématisation de l'application de critères environnementaux avec des pondérations significatives (au minimum 20 %) et l'intégration de la dimension environnementale dans les prescriptions techniques.
- Un cahier des clauses environnementales, qui pose le cadre de la mise en œuvre et du suivi des objectifs environnementaux définis par le maitre d'ouvrage, accompagné d'une fiche récapitulative quantitative des aspects environnementaux à renseigner par l'entreprise candidate.
- L'obligation, pour les entreprises candidates, de rédiger un mémoire environnemental (dit SOE-dispositions prévisionnelles) dans lequel elles s'engagent sur les moyens et méthodes mises en œuvre pour respecter les prescriptions spécifiques du chantier.

La démarche SOE prévoit également un suivi quantitatif et qualitatif des chantiers, par l'actualisation de la fiche récapitulative précitée, la transmission obligatoire des justificatifs afférents (bordereaux de suivi des déchets, bons de pesée, etc.) et la mise en place d'une notation, *a posteriori*, de l'entreprise par le maitre d'œuvre et le maitre d'ouvrage.

Une analyse sur un échantillon de cinq lots[24] passés par la direction des routes montre qu'en matière de passation, les objectifs du SOE sont systématiquement appliqués, avec une

[23] Créé en 1994, le partenariat Ensemble77 constitue un espace d'échange entre les acteurs économiques du département autour d'une vision partagée des travaux publics. Cette démarche regroupe aujourd'hui le syndicat des travaux publics de Seine-et-Marne, le département, la direction départementale des territoires, l'union des maires et président(e)s d'EPCI, le conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement, l'établissement public d'aménagement (EPA) Marne-EPA France, l'EPA Sénart, ENEDIS, Gaz Réseau Distribution France, Aménagement 77 et le syndicat départemental des énergies de Seine-et-Marne.

[24] Marché 2021-SP12 fabrication, transport et mise en œuvre des mélanges bitumeux (lot Ferté-Gaucher et Ferté-sous-Jouarre), marché 2021-SOA03 de réparation, confortement et aménagement des ouvrages d'art (lot Melun Vert-Saint-Denis), marché 2022-SGON01 barreau de franchissement du canal de Chelles, marché 2023-SP13 exécution de divers travaux de voirie sur les routes départementales (lot Provins Bray-sur-Seine), marché 2023-SGOS02 contournement de Guignes.

présence du cahier des clauses environnementales dans tous les dossiers de consultation des entreprises et la formalisation, en retour, d'un mémoire environnemental souvent intégré dans le mémoire technique, ainsi que d'une fiche récapitulative quantitative des aspects environnementaux.

En matière de suivi, les prestataires fournissent, à l'issue de chaque chantier, une actualisation des fiches récapitulatives des aspects environnementaux, accompagnés des pièces justificatives afférentes (bons de pesée, bordereaux de suivi des déchets). Ce suivi d'exécution, qui se base essentiellement sur les éléments fournis par le prestataire, ne fait toutefois que marginalement appel à des vérifications sur place.

En outre, la chambre constate que le critère environnemental n'atteint, dans aucun des cas, la pondération significative (> 20 %) prévue dans le SOE. Sur trois des cinq lots analysés, cette pondération est même inférieure à 10 %, de telle sorte que le critère environnemental n'a qu'un impact modéré sur la désignation des lauréats. Elle révèle au surplus que le département ne s'est pas, à ce stade, engagé dans la notation *a posteriori* des entreprises prestataires, pourtant prévue dans la démarche SOE.

Même s'il ne s'agit pas de prescriptions légales ou réglementaires, la chambre invite le département à aller au bout de sa démarche volontaire en appliquant intégralement le cadre méthodologique de la démarche SOE.

2.3.3 Des effets significatifs de la cyberattaque de novembre 2022 sur le fonctionnement de la direction des routes

Le 6 novembre 2022, le département de Seine-et-Marne a subi une cyberattaque par rançongiciel[25] « Cartel Ransom » qui a entraîné le chiffrement de toutes les données présentes sur son système d'information, y compris les sauvegardes.

Dès le lundi 7 novembre 2022, à titre conservatoire et dans un premier temps, tous les accès au système d'information ont été coupés, ce qui a entraîné un ralentissement de l'activité des services, lesquels ne disposaient plus de messagerie, de téléphone et d'ordinateurs connectés au réseau du département.

La plupart des logiciels et applicatifs métiers de la direction des routes étant hébergés en interne (à l'exception de l'outil de patrouillage et de quelques outils météorologiques pour la viabilité hivernale), ils ont été affectés par une période d'indisponibilité plus ou moins prolongée, même si aucun outil n'a été totalement abandonné. La reprise de leur fonctionnement normal s'est étalée de janvier à juin 2023.

En matière de données, la restauration a pu être effectuée au 18 octobre 2022 pour les serveurs des services centraux et entre le 5 août et le 17 septembre 2022 pour les services déconcentrés (agences routières et centres d'exploitation). Cependant les fichiers stockés sur les serveurs centraux comprenant des documents sensibles comme les plans de marquage, les

[25] Un rançongiciel ou ransomware est un logiciel malveillant ou virus qui bloque l'accès à un système d'information ou à ses fichiers et qui réclame à la victime le paiement d'une rançon pour en obtenir de nouveau l'accès.

plans de récolement des travaux, ou encore la géolocalisation des réseaux enfouis n'ont pu être récupérés.

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

La gestion des routes départementales représente une compétence obligatoire du département et il l'exerce sur la base de priorités clairement identifiées. Cette compétence est imbriquée avec les autres types de mobilités (transports en commun, mobilités douces) et revêt une dimension partenariale, en lien notamment avec les services de l'État, de la région et du bloc communal. Si les échanges avec l'État pour la reprise en gestion de deux routes nationales ont été fluides, le département gagnerait toutefois à clarifier la situation juridique des dépendances des routes départementales situées en agglomération.

La direction des routes, fortement déconcentrée, assure en régie l'essentiel de la compétence routière départementale. Si les procédures de passation des marchés publics n'appellent pas de commentaire particulier, le suivi d'exécution des travaux est à renforcer.

---

3 L'EXPLOITATION ET L'ENTRETIEN DU RÉSEAU ROUTIER

3.1 L'exploitation du réseau routier

L'exploitation d'un réseau routier recouvre les mesures visant à assurer des conditions normales d'usage par l'amélioration de la sécurité routière et du confort des usagers, la fluidité de la circulation la gestion des incidents et la délivrance de l'information routière.

3.1.1 Une volonté de rationalisation du cadre d'exploitation qui mériterait d'être accompagnée par le développement d'un outil de pilotage consolidé

Le département a approuvé, par une délibération du 7 février 2020, une nouvelle classification du réseau routier qui identifie quatre catégories de routes départementales. Cette nouvelle hiérarchisation, qui vient remplacer celle adoptée en 2003, vise notamment une meilleure adéquation entre les besoins d'exploitation, estimés au vu de la nature de chaque axe routier, et les moyens engagés par la direction des routes.

Bien que le département ait actualisé son guide du patrouillage en conséquence, ce travail de classification n'a pas donné lieu, en parallèle, à l'actualisation de l'ensemble des procédures d'entretien et d'exploitation applicables à chaque catégorie de réseau. Ainsi, le classeur de l'entretien de la route et de l'exploitation, définissant les consignes d'entretien par type de voie, date de 2004.

Les objectifs de qualité de service posés par les documents stratégiques du département pour le réseau routier d'intérêt régional sont cohérents avec les objectifs de qualité de service fixés par la région Île-de-France (voir annexe n° 4). Leur atteinte effective n'a toutefois pas pu être attestée.

En effet, si le département a développé des outils de suivi plus poussés en matière de fauchage ou de signalisation horizontale, renseignés directement par les agences routières départementales et intégrés à son système d'information géographique, il ne dispose pas d'une vision transversale et consolidée de ses activités d'exploitation. En réponse aux observations provisoires de la chambre, le département fait part de sa volonté de déployer un outil de suivi transversal à l'horizon 2026 et indique avoir engagé les travaux préalables à sa production.

Recommandation performance n°2 : Mettre en place un outil de suivi des activités d'exploitation du réseau routier départemental.

3.1.2 Une surveillance continue du réseau routier

Le guide du patrouillage, actualisé en septembre 2023, prévoit une fréquence de passage hebdomadaire sur le réseau structurant et toutes les quatre semaines sur le réseau secondaire[26]. La chambre relève à cet égard une différence avec le département des Yvelines, qui prévoit un patrouillage hebdomadaire sur l'ensemble de son réseau.

Il préconise, par ailleurs, la réalisation de patrouilles de nuit sur l'ensemble du réseau au moins une fois par an. L'objet de ces patrouilles est la détection des défauts susceptibles de mettre en péril la sécurité des usagers, la viabilité de la route ou la pérennité du patrimoine routier.

Les équipes en patrouille disposent depuis 2023 de tablettes tactiles équipées d'un logiciel permettant la remontée, en temps réel, des défauts constatés. Ces remontées peuvent être complétées, si nécessaire, par des fiches de constatation non dématérialisées. Le dispositif vise à assurer la préservation du patrimoine routier, à justifier des diligences effectuées en cas de litige, et à s'assurer du bon respect des niveaux de service fixés. Un système de permanence téléphonique et d'astreinte, renforcé en période hivernale, est mis en place afin de permettre l'intervention des services du département.

3.1.3 L'exploitation du réseau et la maintenance des dépendances et équipements routiers sont majoritairement réalisées en régie

Outre les interventions d'urgence ou liées à des désordres constatés, l'exploitation du réseau routier nécessite la réalisation d'interventions programmées et périodiques des équipements routiers. Le département assure notamment en régie les opérations de fauchage et de débroussaillage des accotements hors agglomération. Ces opérations, pour lesquelles il promeut un fauchage « raisonné »[27], sont encadrées par une note définissant des niveaux

[26] En l'absence de données d'activité consolidées, la chambre n'est pas en mesure d'attester du respect systématique de ces fréquences de patrouillage.

[27] Le fauchage raisonné vise à rationaliser le fauchage en bord de route afin de concilier les objectifs de sécurité routière, de maintien de la viabilité du patrimoine routier, d'optimisation économique et de respect de la biodiversité (CEREMA, note d'information n° 122, *Fauchez mieux, le fauchage raisonné*, septembre 2009).

de service et de fréquence d'intervention, en fonction de plusieurs paramètres (sécurité des usagers, proximité des terres cultivées, biodiversité, etc.).

D'autres opérations, telles que le balayage, le ramassage des déchets sauvages, la reprise de la signalisation horizontale, le remplacement de la signalisation verticale ou encore le curage des fossés sont effectuées en régie et demeurent largement encadrés par le classeur d'entretien de 2004.

La maintenance des feux tricolores et de l'éclairage public exploités par le département hors agglomération, qui porte sur un faible nombre d'équipements est, quant à elle, confiée à un prestataire externe. Il s'agit d'un enjeu financier mineur pour le département (environ 0,1 M€ par an), ce qui l'amène à ne pas avoir de suivi dédié aux consommations de fluides générées par ces équipements.

3.1.4 La persistance de moyens importants consacrés à la viabilité hivernale, malgré des hivers de moins en moins rigoureux

La viabilité hivernale représente un enjeu important pour le département, qui mobilise de nombreux acteurs. Un dossier d'organisation du dispositif est adopté annuellement. Il établit de façon détaillée ses conditions d'activation, les rôles respectifs de chaque partie prenante et les objectifs de qualité de service. Ces derniers sont proches de ceux définis par l'État pour son réseau routier[28], si ce n'est qu'ils ne fixent pas de durée de retour aux conditions de référence.

Si le changement climatique tend à réduire sensiblement la rigueur des hivers en Seine-et-Marne depuis plusieurs décennies[29], et donc les épisodes de gel, les moyens consacrés à la viabilité hivernale demeurent importants. Le parc départemental dispose de 52 ensembles de véhicules (camions, saleuses et rabots), 16 tracteurs chargeurs et 6 centrales à saumure. Il consomme annuellement plus de 2 tonnes de sel et entre 200 et 300 litres de saumure.

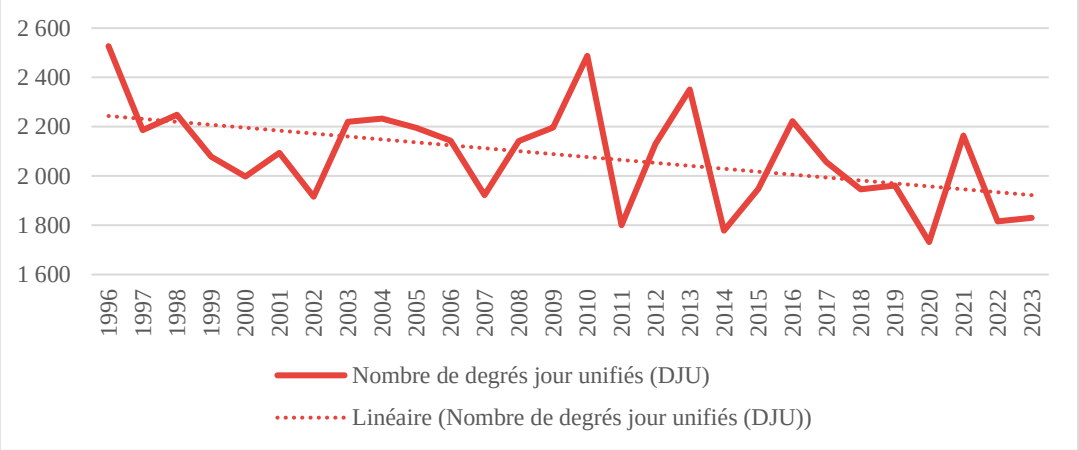
Le dernier dossier d'organisation du dispositif prévoit la mise en astreinte de 28 équipes de la direction des routes, ce qui a engendré 5 322 heures supplémentaires en 2023 au titre de la viabilité hivernale.

Enfin, un dispositif d'information des usagers en temps réel des conditions de circulation est disponible sur le site internet du département et offre la possibilité de bénéficier d'un service d'alerte par sms ou par courriel.

[28] Circulaire du 31 octobre 1996 du ministère de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme relative à la viabilité hivernale.

[29] L'indice de rigueur climatique, calculé par le ministère de la transition permet de caractériser la rigueur de la période hivernale d'une année en examinant le nombre de degrés jour unifiés, c'est-à-dire la somme des écarts journaliers à la température moyenne de 17 C (moyenne de référence sur la période 1986-2015). Pour cet indice, sur la période 1996-2023, la Seine-et-Marne se situe au sixième décile des départements hexagonaux.

Graphique n° 1 : Évolution annuelle des degrés jour unifiés en Seine-et-Marne



Source : CRC Île-de-France à partir des données du ministère de la transition écologique

Le département avance un coût estimé entre 3,2 et 4,0 M€ par an consacré à la viabilité hivernale, sans toutefois fournir de précisions sur la méthode de calcul employée. La chambre relève toutefois que ces opérations s'intègrent, au moins partiellement, dans la planification annuelle de l'activité des services d'exploitation puisqu'elles interviennent de fait lors des périodes durant lesquelles les activités, notamment de fauchage, d'entretien de la signalisation horizontale ou encore d'application d'enduits superficiels d'usure sont impossibles.

Pour l'avenir, le département étudie la possibilité de réorienter une partie des moyens humains hivernaux vers les autres saisons, qui devraient connaitre une occurrence croissante de phénomènes météorologiques extrêmes (orages, crues) qui, à l'exemple de la tempête Kirk d'octobre 2024, peuvent avoir un effet direct sur son réseau routier.

3.2 L'entretien du patrimoine routier

L'entretien vise à maintenir le réseau routier à un niveau de service défini selon le trafic supporté et la fonction socioéconomique de chaque voie. Il suppose une bonne connaissance préalable du patrimoine routier, de l'état des chaussées, de leurs dépendances et des ouvrages d'art.

3.2.1 Une connaissance exhaustive du réseau routier, en bon état général

3.2.1.1 Les chaussées départementales, régulièrement auscultées, sont en bon état

Le département de Seine-et-Marne suit l'état de son patrimoine routier par le biais de plusieurs outils informatiques, dont les données font l'objet d'une remontée dans son système d'information géographique routier.

Le système d'information géographique routier du département

Un système d'information géographique (SIG) vise à recueillir, stocker, traiter, analyser, gérer et diffuser tous les types de données spatiales et géographiques.

Le SIG routier du département compile des informations ayant trait aux opérations réalisées sur son patrimoine routier et ses dépendances, issues de divers outils métier, et les restitue dans tout ou partie de ces mêmes outils. Le SIG routier est ainsi en interaction avec une dizaine d'applications dédiées, par exemple, à la gestion des fonds de carte, au suivi de la signalisation directionnelle, des revêtements routiers, du patrimoine arboré ou encore à l'identification des accidents, des projets routiers, des ouvrages d'art.

L'exploitation et l'actualisation des données nécessite la coordination de nombreux acteurs au sein de la direction des routes. Le service des outils numériques, information et cartographie (SONIC) constitué de six agents et positionnés au sein des services centraux de la direction des routes, s'assure de l'intégrité de ces données.

S'agissant de l'état des chaussées, le département indique renouveler l'auscultation du réseau structurant tous les trois ans, et des autres voiries tous les cinq ans. Cette fréquence affichée est cohérente avec les rapports d'études annuels transmis, qui font état de 3 582 km de voies auscultées entre 2020 et 2023. Elle est en ligne avec les pratiques des autres départements[30]. La chambre relève toutefois que l'auscultation systématique du réseau secondaire n'a été engagée qu'à partir de 2023, pour un achèvement prévu à fin 2024. Avant cette date, le département ne disposait que de peu d'informations concernant l'état de ce réseau secondaire.

Tableau n° 6 : Linéaire de voirie (en km) ausculté annuellement dans le cadre du marché d'étude et d'auscultation des chaussées conclu en 2020

2020 (phase test)	2020	2021	2022	2023	2024 (p)
115	414	575	504	1 974	1 450

Source : CRC Île-de-France à partir des rapports d'études annuels du prestataire (données 2024 prévisionnelles)

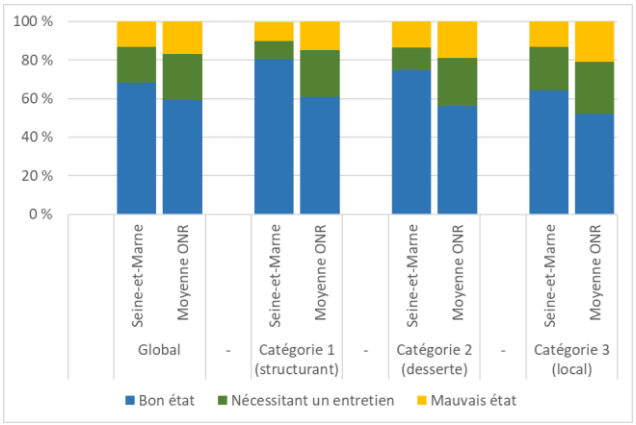
Ces auscultations se basent sur la méthode images qualité du réseau routier national établie par le service d'études techniques des routes et des autoroutes en 1992, complété par l'attribution d'une note dite de sécurité, matérialisant la qualité d'adhérence de la chaussée.

Le département estime que 68,1 % de son réseau routier évalué est en bon état, soit 80,4 % du réseau structurant, 74,7 % du réseau de desserte et 64,1 % pour le réseau local. À l'inverse, 13,1 % du réseau est jugé en mauvais état, dont 10 % du réseau structurant.

La part du réseau routier en bon état, et à plus forte raison du réseau structurant, est ainsi supérieure à la moyenne des départements calculée par l'observatoire national des routes (ONR), alors que la part du réseau jugée en mauvais état est, elle, relativement proche de la moyenne.

[30] La périodicité d'auscultation des chaussées s'établit en moyenne entre 3,2 et 4,5 années selon la catégorie de voie. *Source : Mécanismes de dégradation des chaussées*, Revue générale des routes et de l'aménagement n° 977, novembre 2020.

Graphique n° 2 : Appréciation qualitative de l'état du réseau par catégorie de route



Source : CRC Île-de-France à partir des données du département et du rapport 2024 de l'ONR

L'âge moyen des couches de roulement est très inférieur à la moyenne des départements affichée par l'ONR (10,4 années en Seine-et-Marne en 2023 contre une moyenne nationale de 13,8 années) même s'il tend à augmenter durant la période sous revue. Ce vieillissement est plus marqué sur les 10 % de couches de roulement les plus anciennes, dont l'âge moyen est passé de 16,1 années en 2015 à 25,2 années en 2023, soit une valeur proche de la moyenne nationale d'environ 25 ans.

Cet âge moyen est similaire pour toutes les catégories de réseau, alors que le département se fixe pour objectif une fréquence maximale de renouvellement des couches de roulement de 15 ans sur le réseau structurant, et 25 ans sur le réseau secondaire. Cette situation paraît être la double conséquence des moyens importants consacrés aux réhabilitations de voiries entre 2018 et 2021 et de la connaissance limitée, jusqu'à récemment, de l'état de son réseau secondaire, dont l'effet a pu être une programmation de l'entretien insuffisamment rationalisé.

Tableau n° 7 : Âge moyen des couches de roulement

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Âge moyen global	**8,2**	**8,3**	**8,8**	**9,8**	**9,5**	**9,7**	**9,7**	**9,9**	**10,4**
dont réseau de catégorie 1	7,7	7,8	8,4	9,4	9,2	8,9	9,5	9,9	10,5
dont réseau de catégorie 2	7,7	7,8	7,9	8,8	8,5	8,6	9,0	9,4	10,3
dont réseau de catégorie 3	8,4	8,5	9,0	10,0	9,7	10,0	9,9	10,1	10,4
Âge moyen des 10 % les plus anciennes	**16,1**	**16,7**	**19,0**	**20,0**	**22,7**	**23,4**	**23,8**	**24,5**	**25,2**

Source : CRC Île-de-France à partir des données du département

L'état structurel des routes est jugé bon à 88,1 %. À défaut d'éléments de comparaison nationaux permettant de qualifier ces résultats, il est noté que le prestataire chargé des campagnes d'auscultation précise chaque année dans ses rapports que « *le réseau ausculté ne présente que peu de défauts structurels (faïençage, orniérage)* ».

3.2.1.2 Les ouvrages d'art, en moins bon état, font l'objet d'investissements importants

Le département assure la gestion de 1 264 ouvrages d'art, dont 84 % sont des ponts. Il indique avoir pratiquement achevé le programme de rattrapage des inspections détaillées de ses ouvrages d'art, élaboré en 2018 en réponse à l'effondrement du pont Morandi à Gênes. En 2024, seuls 80 d'entre eux n'ont pas encore été évalués, dont 53 ouvrages de rétablissement pour lesquels le département met en avant des difficultés de coordination avec la SNCF et la régie autonome des transports parisiens (RATP).

Le département indique respecter les standards de l'instruction technique pour la surveillance et l'entretien des ouvrages d'art, prévoyant le contrôle succinct annuel de tous les ouvrages, la tenue d'une visite d'évaluation tous les trois ans (réalisée par les services des agences régionales de développement-ARD) et d'une inspection détaillée tous les six ans, et tous les trois ans pour les ouvrages particulièrement vulnérables.

L'état général des ouvrages d'art inspectés est légèrement inférieur à la moyenne nationale calculée par l'ONR, avec 55,1 % des ponts présentant un bon état structurel (classe 1) contre 63,6 % en moyenne, 32,9 % nécessitant des travaux d'entretien spécialisés (classe 2) contre 27,3 %, 9,7 % nécessitant des travaux de réparation (classe 3) contre 7,7 % en moyenne et 2,3 % présentant des altérations de la structure pouvant conduire à une réduction de la capacité portante à court terme (classe 4) contre 1,4 % en moyenne[31].

Tableau n° 8 : État des ouvrages d'art gérés par le département au 31 décembre 2023

En nombre de ponts		Au 31 décembre 2023			
		1	2	3	4
Ponts	Béton armé	126	73	18	2
	Béton précontraint	23	55	16	5
	Maçonnerie	214	98	34	6
	Buses métalliques	55	12	4	2
	Buses béton	27	12	3	0
	Métal et mixte	34	36	9	5
	Non inspectés	67			
Murs de soutènement	Inspectés	46	11	6	4
	Non inspectés	13			
Autres (écrans anti-bruit, portiques, potences et hauts-mâts)		134			

Source : CRC Île-de-France à partir de données du département

Il est précisé que le transfert des RN4 et RN36 va impliquer la reprise en gestion d'une quarantaine d'ouvrages d'art supplémentaires en bon état général. L'état des murs de soutènement est quant à lui dans la moyenne des départements ayant répondu à la dernière enquête de l'ONR.

[31] Il convient toutefois de préciser que le patrimoine du département présente une surreprésentation des ouvrages d'art en béton précontraint (11,4 % des ouvrages d'art) et en métal et mixte (9,7 % des ouvrages d'art) qui demeurent ceux dont l'état moyen est le moins satisfaisant au niveau national.

Le département s'est fixé comme objectif de ne plus avoir d'ouvrages d'art de classe 4 (ouvrages dits « 3U ») dans son patrimoine à moyenne échéance. Après avoir réhabilité 13 ouvrages sur la période 2018-2023, il prévoit le traitement des 14 ouvrages restants d'ici à 2026. Les montants consacrés annuellement aux travaux sur ouvrages d'art sont en forte augmentation sur la période sous revue.

Tableau n° 9 : Dépenses relatives au réseau d'ouvrages d'art (hors nouveaux ouvrages d'art)

En M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (p)	2025 (p)	2026 (p)	2027 (p)	2028 (p)
Réalisé	1,9	1,6	2,2	2,7	4,9	5,1	6,5	5,8	16,7	8,9	12,5	8,6	8,2	7,2

Source : CRC Île-de-France à partir des données du département

3.2.2 Vers une rationalisation de la stratégie d'entretien du réseau

En matière d'entretien et de conservation des chaussées, le département s'est fixé les objectifs suivants : préserver un état de surface permettant d'optimiser la sécurité de la circulation, prévenir la dégradation des chaussées, maintenir les chaussées en état, adapter la structure des chaussées à la circulation supportée et recourir à des techniques durables dans le respect des impératifs techniques et économiques.

Entre 2015 et 2024, il a affecté annuellement entre 20 M€ et 36,3 M€ d'autorisations de programme à l'opération « Conservation et adaptation du réseau en rase campagne et traverse » qui correspond à son programme annuel d'entretien. L'augmentation sensible des autorisations de programme affectées à cette opération culmine en 2021, avant de diminuer de 25 % en raison de l'engagement parallèle d'opérations d'envergure, et notamment des travaux liés à la reprise en gestion des RN4 et RN36.

Cette baisse est toutefois partiellement compensée par la progression de 31 % entre 2015 et 2023 des dépenses de fonctionnement relevant du domaine « Entretien et exploitation du réseau routier ».

Tableau n° 10 : Crédits de fonctionnement et d'investissement réalisés pour l'opération « Conservation et adaptation du réseau en rase campagne et traverses » (investissement) et le domaine « Entretien et exploitation du réseau routier » (fonctionnement)

En M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (p)	2025 (p)	2026 (p)	2027 (p)	2028 (p)
Total domaine entretien et exploitation du réseau routier (fonctionnement)	9,3	9,5	10,5	10,2	10,6	10,4	10,2	10,9	12,1	12,0	12,3	12,5	12,7	12,9
Total opération conservation et adaptation du réseau en rase campagne et traverse (investissement)	21,4	25,2	27,9	35,4	35,0	40,9	38,0	31,9	31,9	26,2	22,0	22,0	34,0	26,0
TOTAL	**30,6**	**34,7**	**38,4**	**45,5**	**45,7**	**51,3**	**48,2**	**42,7**	**37,4**	**38,3**	**34,2**	**34,5**	**46,7**	**38,9**

Source : CRC Île-de-France à partir des données du département, hors masse salariale

Face à cette contraction de moyens, la direction des routes a revu sa programmation d'entretien des routes, tout en conservant l'objectif de maintenir la rénovation de 250 à 300 km

de linéaire de voie par an, soit entre 6 % et 7 % de son réseau chaque année. Ce taux de renouvellement est cohérent avec l'objectif de maintien d'un âge moyen de la couche de roulement de 15 ans sur le réseau structurant et 25 ans sur le réseau secondaire.

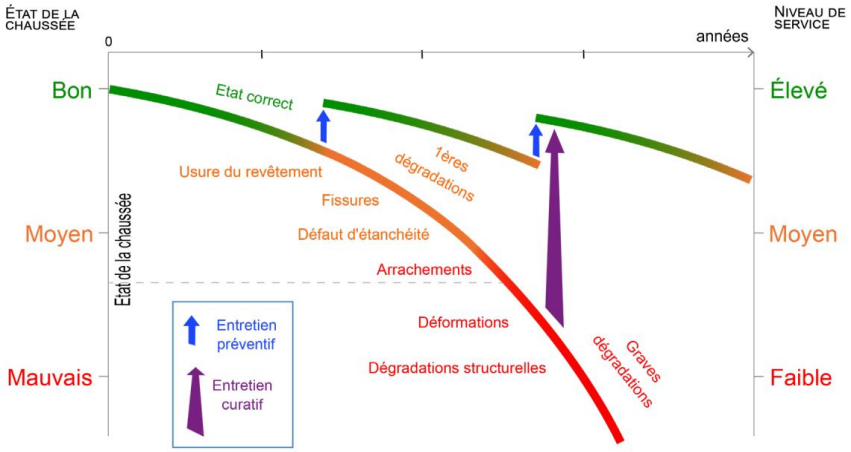
Entretien préventif, courant, curatif et dette grise

L'Institut des routes, des rues et des infrastructures pour la mobilité (IDRRIM) définit plusieurs typologies d'entretien parmi lesquelles :

- **L'entretien préventif**, qui vise à prévenir la dégradation des chaussées en dessous d'un certain niveau de service. Il permet de « *maintenir un niveau de service satisfaisant, tout en préservant la structure de la chaussée* ». Il porte sur des chaussées dont l'état est bon à moyen ;
- **L'entretien courant**, qui consiste à traiter les désordres de petite ampleur à leur apparition, en fonction de leur gravité et du risque qu'ils représentent pour la sécurité des usagers. Il ne permet pas d'améliorer l'état global de la chaussée mais d'attendre un entretien curatif généralisé. Il peut être effectué quel que soit l'état de la chaussée ;
- **L'entretien curatif** qui consiste à réparer les chaussées lorsque les dégradations deviennent inacceptables. Il vise à prolonger la durée de vie des chaussées concernées, et porte sur des voies dont l'état est médiocre ou mauvais mais ne nécessitant pas encore de réhabilitation lourde.

La mise en œuvre d'une stratégie d'entretien régulier permet d'anticiper la dégradation des chaussées, tout en optimisant leur coût d'entretien. Celui-ci est en effet proportionné à l'ampleur des travaux de remise en état nécessaires. Le défaut d'entretien régulier d'un élément de patrimoine entraîne la constitution d'une « dette grise », qui correspond au surcoût financier résultant, à long terme du défaut d'entretien régulier du patrimoine et aboutissant à la nécessité, parfois en urgence, de procéder à des réhabilitations lourdes et coûteuses.

Schéma n° 1 : Évolution de l'état et du niveau de service d'une chaussée neuve avec un entretien régulier et sans entretien



Source : Note d'information n° 47 – Entretien des chaussées routières : optimiser le coût global, septembre 2021 –IDRRIM

Cette ambition inchangée, à moyens réduits, implique donc d'optimiser le choix des techniques de rénovation et implicitement de privilégier le recours, sur le réseau secondaire, aux techniques à froid (enduits superficiels d'usure, matériaux bitumineux coulés à froid,

graves émulsions) au détriment d'enrobés (ou bétons bitumineux), généralement plus coûteux[32]. Cette orientation semble suivie d'effets puisque la programmation 2024 met en avant une progression des linéaires devant être traités par ces techniques à froid de 30,3 %[33] par rapport à 2023, soit 220,5 km.

Cette programmation, proposée par les agences routières en coordination avec le parc départemental et la sous-direction du patrimoine routier, tient compte de divers paramètres techniques (note IQRD[34], âge des couches de roulement, coordination avec les travaux communaux), socioéconomiques (classification des voies, trafic supporté, caractère accidentogène) et politiques (demandes politiques, accompagnement des politiques contractuelles). Le programme proposé est *in fine* validé par le directeur des routes après l'organisation de visites sur place.

Tableau n° 11 : Ventilation du linéaire et de la répartition des crédits d'entretien envisagée par agence routière départementale (en %)

ARD[35]	Part du linéaire de réseau	Répartition financière envisagée
Coulommiers	21,82	21,75
Meaux	15,31	15,61
Melun	16,19	16,88
Moret-Veneux	23,90	24,97
Provins	22,78	20,78

Source : CRC Île-de-France à partir des données du département

La direction des routes a engagé, début 2024, une démarche de programmation triennale de rénovation des chaussées. Cette revue du processus de programmation s'accompagne d'une redéfinition de la répartition des crédits par agence routière, effectuée jusqu'alors sur l'unique base du linéaire de voies et qui tient désormais compte de plusieurs critères techniques (classification du réseau, largeur et épaisseur moyenne des chaussées, vétusté du réseau).

La chambre constate toutefois que cette nouvelle clef de répartition produira des résultats très proches de la situation *ex ante* et qu'elle ne correspond que partiellement au scénario technico-budgétaire pour l'entretien du réseau routier dont la Cour des comptes

[32] Le département ne dispose pas d'une connaissance du coût au km par type de revêtement. Une note de l'IDRRIM datant de septembre 2021 met en avant des écarts importants entre les coûts au m² de l'enduit superficiel d'usure (entre 2 et 4 €), des matériaux bitumineux coulé à froid (entre 3 et 6 €) et des enrobés bitumineux à chaud (entre 6 et 14 € selon la technique), pour des écarts de durée de vie variables (IDRRIM, *note d'information n° 47, Entretien des chaussées routières : optimiser le coût global*, septembre 2021).

[33] S'agissant spécifiquement des enduits superficiels d'usure, les surfaces rénovées demeurent inférieures à l'objectif de 1 000 000 m² par an (861 636 m²) pourtant structurellement atteint jusqu'en 2016, avant que l'augmentation des moyens alloués à l'entretien des routes n'ait pour effet de favoriser le recours à des techniques plus coûteuses, l'enduit superficiel d'usure affichant une mauvaise limitation du bruit, et entraînant, après son application, des rejets de gravillons au passage de véhicules et emportant des contraintes spécifiques de mise en œuvre.

[34] Image qualité du réseau départemental.

[35] ARD : Agence routière départementale.

recommande la mise en œuvre, à l'horizon 2025 dans son rapport public thématique sur l'entretien des routes nationales et départementales, publié en 2022[36].

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

L'exploitation du réseau départemental s'appuie sur un cadre normatif complet, en cours d'actualisation. Principalement assurée en régie, elle mobilise des outils de pilotage qui gagneraient à être complétés et consolidés.

L'état du réseau départemental, désormais bien connu par le département, est bon et relativement homogène s'agissant des chaussées. Si celui des ouvrages d'art est légèrement moins satisfaisant, le département a prévu de continuer à y consacrer des moyens substantiels dans les années à venir, afin de réaliser les opérations d'entretien structurel nécessaires.

Après avoir affecté des moyens importants à l'entretien de son réseau routier, le département s'attache désormais à rationaliser sa programmation et les techniques employées afin de maintenir le linéaire renouvelé annuellement avec des moyens inférieurs.

4 LE FINANCEMENT DE L'EXERCICE DE LA COMPÉTENCE ROUTIÈRE

L'analyse du coût de la compétence voirie a été réalisée à partir des extractions du système d'information de gestion financière du département pour les exercices 2015 à 2023 et, s'agissant des charges de personnel, des données qu'il a transmises[37]. Un contrôle de cohérence avec les données issues de la comptabilité fonctionnelle du département permet de disposer d'une assurance raisonnable sur la fiabilité des données ici présentées.

Les montants sont présentés en euros courants, c'est à dire tels qu'ils apparaissent aux comptes de gestion, non corrigés des variations de prix liées à l'inflation.

Périmètre de l'analyse financière

L'analyse ci-après porte sur les dépenses et recettes gérées par la direction des routes et la mission Tzen 2. Elle ne tient pas compte des charges du département relatives à l'exploitation et l'entretien du patrimoine bâti occupé par la direction des routes, qui sont confiés à la direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges (DABC). Ces dernières représentent, hors personnel, 0,3 M€ par an. Elle ne tient pas compte également des subventions d'un montant de 42,7 M€ octroyées sur la période dans le cadre des politiques

[36] Cour des comptes, *L'entretien des routes nationales et départementales*, mars 2022.

[37] S'agissant des charges de personnel, la comptabilité fonctionnelle n'a pu être exploitée, le code fonctionnel affecté aux agents de la direction des routes étant le même que celui utilisé pour une partie de la direction de l'eau, environnement et agriculture. Par ailleurs, la cyberattaque dont a été victime le département en 2022 a entrainé une perte de fiabilité de la ventilation fonctionnelle de la paie pendant quatre mois, et un report du paiement des charges patronales dues en décembre 2022 sur l'exercice 2024.

contractuelles transversales du département et pouvant porter sur des opérations routières, suivies par la direction de l'aménagement et développement des territoires (DADT).

A contrario, l'analyse prend en compte l'ensemble des dépenses du parc départemental, qui assure l'entretien et la fourniture en carburant de l'ensemble de la flotte de véhicules du département. En effet, l'instruction n'a pas permis d'isoler les seules dépenses directement imputables aux véhicules et engins de la direction des routes.

Les dépenses totales de voirie du département progressent de 9,1 % par an en moyenne sur la période. Cette augmentation est plus rapide pour les dépenses d'investissement (+ 11,6 % par an en moyenne) que pour les dépenses de fonctionnement (+ 2,6 %).

Tableau n° 12 : Estimation des dépenses de voirie

En M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Fonctionnement	31,68	31,83	34,24	33,94	33,73	33,31	33,69	35,34	38,82
Investissement	37,49	48,11	55,45	56,43	62,06	80,56	73,28	62,27	100,38
Total	**69,17**	**79,94**	**89,69**	**90,37**	**95,79**	**113,87**	**106,97**	**97,61**	**139,20**

Source : CRC Île-de-France à partir des éléments détaillés ci-après

4.1 Le coût de fonctionnement du réseau routier départemental

4.1.1 Les produits d'exploitation issus du domaine routier du département ne participent que marginalement au financement de sa politique routière

L'exploitation du domaine routier départemental engendre des produits de gestion inférieurs à 2 M€. Ces produits sont constitués à 38 % (soit 0,7 M€ par an en moyenne) de redevances d'occupation du domaine public, principalement versées par les opérateurs de réseaux numériques et de téléphonie (Seine-et-Marne Numérique, Orange, SFR, etc.), à 33 % du fonds de compensation de la TVA récupérée sur les charges d'entretien du réseau (0,6 M€ par an), et à 16 % (0,3 M€ par an) de contributions pour dégradation des voiries.

S'ajoutent à ces produits de gestion, des produits exceptionnels, également limités, de 0,2 M€ par an, correspondant pour moitié aux produits de cession d'immobilisations, généralement des délaissés de voirie.

Tableau n° 13 : Produits directement engendrés par la politique routière du département

En M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Participation aux frais de maitrise d'ouvrage Tzen 2	0,00	0,00	0,00	0,03	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01
+ Redevances d'occupation du domaine public	0,72	0,72	0,77	0,70	0,64	0,67	0,76	0,73	0,77
+ Contribution pour dégradation des voies	0,26	0,25	0,23	0,17	0,94	0,33	0,10	0,21	0,28
+ Fond de compensation de la TVA (FCTVA)	0,60	0,73	0,69	0,63	0,70	0,60	0,60	0,59	0,58
= Ressources d'exploitation	**1,58**	**1,70**	**1,69**	**1,53**	**2,28**	**1,60**	**1,47**	**1,53**	**1,64**
+ Recettes exceptionnelles	0,31	0,79	0,19	0,01	0,11	0,39	0,23	0,09	0,02
= Total produits	**1,89**	**2,49**	**1,88**	**1,54**	**2,39**	**1,99**	**1,70**	**1,62**	**1,66**

Source : CRC Île-de-France à partir des comptes administratifs et des données budgétaires du département

4.1.2 Les charges de gestion connaissent une légère progression

Les charges directement imputables à la politique routière du département sont en légère progression sur la période (+ 2,6 % par an en moyenne), pour atteindre 38,82 M€ en 2023. Si l'évolution des charges à caractère général est particulièrement dynamique (+ 30,1 % entre 2015 et 2023, soit + 3,2 % par an), les charges de personnel sont plus stables (+ 18,4 % sur la période 2015-2023, soit 2,1 % par an).

Ces charges de voirie ne représentent néanmoins qu'une part minime des charges de gestion totales du département (3,3 % en 2023), qui sont constituées en majeure partie des aides à la personne (625 M€ en 2023). Au surplus, plus des deux tiers des dépenses supportées par la direction des routes sont comptabilisées en dépenses d'équipement.

Tableau n° 14 : Charges affectées à la politique routière du département

En M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Charges à caractère général	9,50	9,75	10,81	10,51	10,98	10,52	10,42	11,06	12,36
+ Charges de personnel	22,05	21,97	23,38	23,38	22,71	22,62	22,88	24,13	26,10
+ Subventions de fonctionnement	0,05	0,05	0,05	0,05	0,03	0,05	0,00	0,05	0,02
+ Autres charges de gestion	0,03	0,02	0,00	0,00	0,00	0,02	0,03	0,02	0,03
= Charges de gestion	**31,64**	**31,80**	**34,24**	**33,94**	**33,73**	**33,22**	**33,33**	**35,26**	**38,52**
+ Charges exceptionnelles	0,05	0,03	0,00	0,00	0,00	0,09	0,36	0,08	0,30
= Total charges	**31,68**	**31,83**	**34,24**	**33,94**	**33,73**	**33,31**	**33,69**	**35,34**	**38,82**

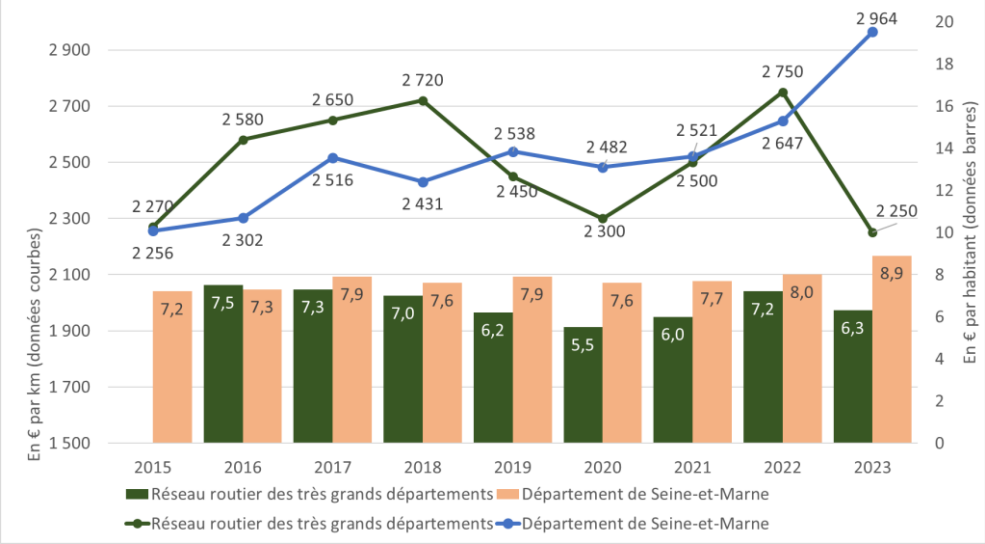
Source : CRC Île-de-France à partir des données budgétaires du département

Le département ne contribue plus à l'enquête annuelle de l'observatoire national de la route (ONR) tenu par l'IDRRIM depuis 2020. La chambre s'est toutefois attachée à approcher[38] l'évolution des dépenses de fonctionnement du département par kilomètre et par habitant afin de parvenir à une comparaison sommaire avec les données de l'observatoire. Dès lors, les

[38] L'estimation se base sur la méthode de calcul de l'observatoire national des routes. Ont ainsi été retenues les dépenses imputées aux fonctions 621 – réseau routier départemental et 622 – viabilité hivernale et aléas climatiques additionnées aux charges de personnel déclarées par le département. Les charges supportées par le parc départemental et ne relevant pas de la politique routière du département n'ont pas pu être retraitées.

dépenses de fonctionnement du département de Seine-et-Marne, hors personnel, sont relativement cohérentes avec les montants moyens calculés par l'ONR pour l'échantillon des très grands départements (population supérieure à un million d'habitants), si ce n'est la progression sensible des dépenses moyennes de fonctionnement observée en 2023 (+ 11,3 % par rapport à 2022), alors que celles des départements de plus d'un million d'habitants ont fortement diminué (- 14,3 %).

Graphique n° 3 : Dépenses de fonctionnement, hors personnel, par km pour le réseau routier des très grands départements et du département de Seine-et-Marne



Source : CRC Île-de-France à partir des données du département et du rapport 2024 de l'ONR

4.1.2.1 Le dynamisme des charges à caractère général

Les charges à caractère général et autres charges de gestion ont progressé de 29,6 % sur la période. Cette évolution haussière s'explique notamment par le dynamisme des charges d'entretien et de réparation (+ 34,4 % sur la période), très largement constituées des dépenses relatives aux opérations externalisées d'entretien du réseau routier (39,6 %)[39], de ses dépendances vertes (5,5 %) et aux fournitures de voirie (14,4 %) consacrées à l'entretien en régie de la signalisation horizontale et verticale.

L'augmentation importante des dépenses affectées à la propreté du réseau routier entre 2019 (0,2 M€) et 2023 (1,1 M€) s'explique par la mise en œuvre d'un plan d'action de lutte contre les dépôts sauvages en 2022 et la mise en œuvre de trois opérations importantes d'enlèvement en 2023.

Cette évolution des charges à caractère général est cohérente avec celle des indices de coûts, sur la base desquels la plupart des marchés de la direction des routes sont révisés. Il en

[39] Il est précisé que, depuis le 1er janvier 2016, conformément à l'article 34 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, les dépenses d'entretien de la voirie sont éligibles au fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) et donnent lieu à récupération à hauteur de 16,404 % de leur montant.

est de même pour les dépenses de carburant (+ 42,8 %) qui restent inférieures mais corrélées à l'évolution de l'indice des prix à la consommation de gazole (+ 54,7 %).

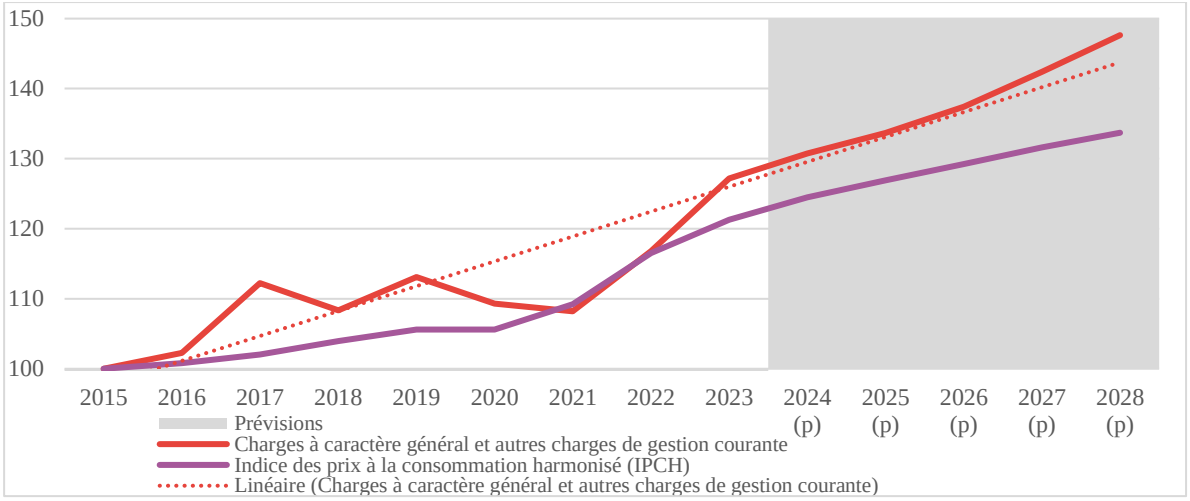
Tableau n° 15 : Charges à caractère général et autres charges de gestion affectées à la politique routière départementale

En M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Charges à caractère général	9,50	9,75	10,81	10,51	10,98	10,52	10,42	11,06	12,36
Autres charges de gestion	0,08	0,07	0,05	0,05	0,03	0,07	0,03	0,07	0,06
TOTAL	9,58	9,83	10,87	10,56	11,02	10,60	10,45	11,13	12,42

Source : CRC Île-de-France à partir des données budgétaires du département

Pour 2024, le département estime un impact nul, hors charges de personnel, du transfert des RN4 et RN36 sur le coût de fonctionnement de la direction. Pour les années ultérieures, il prévoit une évolution limitée à l'évolution de l'inflation, soit entre + 1,6 % et + 2,0 % par an entre 2024 et 2028. Cette tendance impliquera des efforts de gestion importants, compte tenu de l'évolution de 2,5 % du linéaire de voirie résultant de la reprise en gestion des routes nationales précitées et dont près d'un tiers du linéaire est en 2x2 voies.

Graphique n° 4 : Évolution comparée des charges courantes et de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisée en base 100



Source : CRC Île-de-France à partir des comptes administratifs et du plan pluriannuel de fonctionnement

4.1.2.2 Une relative stabilité des dépenses de personnel

Le nombre de postes budgétaires attribués à la direction des routes est stable sur la période, les deux réorganisations majeures de la direction, intervenues en 2018 et 2021 s'étant opérées à postes budgétaires quasi-constants. Seule la réorganisation actée fin 2023, dans le cadre de la reprise en gestion des RN4 et RN36, a entraîné la création de 34 postes budgétaires. 22 postes ont été maintenus au centre routier de Rozay-en-Brie, les autres postes

ayant été redéployés au sein des autres agences et centres routiers (9 postes) ou au siège (3 postes).

Sur la période de 2019 à 2022, les effectifs réels de 480 à 490 agents au 31 décembre sont éloignés des effectifs cible, notamment en raison d'un nombre important de postes vacants. L'augmentation des effectifs et des ETP observée entre 2022 et 2023 résulte exclusivement de la réduction de la vacance d'emploi. Le recours aux agents contractuels est toutefois contenu à moins de 10 % des équivalents temps-plein, et concerne principalement des ingénieurs.

Le taux de rotation des effectifs s'établit en moyenne à 8,7 % par an du fait de la diminution du nombre de postes vacants.

Tableau n° 16 : Effectifs physiques, équivalent temps plein (ETP) affectés à la direction des routes et absentéisme

	2019	2020	2021	2022	2023
Effectifs au 31 décembre	485	484	485	497	511
ETP de l'exercice	484,5	485,3	486,5	500,0	516,0
Équivalent temps plein travaillé	486,3	473,3	480,3	482,0	498,3
Taux de rotation des effectifs (en %)	6,4	7,5	8,2	11,8	9,4

Source : CRC Île-de-France à partir des données du département

Les charges de personnel progressent de 22,1 M€ en 2015 à 26,1 M€ en 2023. Comme pour l'évolution des effectifs, elles sont relativement stables jusqu'en 2021, avant de progresser de 5,5 % en 2022 puis de 8,2 % en 2023. Au-delà de la résorption de la vacance, cette évolution est principalement liée à diverses mesures de revalorisation générales et catégorielles.

4.1.2.3 Des contournements fréquents du cadre réglementaire en matière d'indemnisation des heures supplémentaires

Les missions de la direction des routes sont génératrices d'heures supplémentaires. Selon le chiffrage de la chambre, et en cohérence avec les tableaux de suivi de la direction des routes, les heures supplémentaires rémunérées concernent en moyenne 313 agents chaque année, pour un coût annuel compris entre 446 000 € et 729 000 € par an au cours de la période sous revue, soit entre 2 et 3 % des charges annuelles de personnel.

Leur validation fait l'objet d'un triple contrôle hiérarchique, du pôle ressources humaines de la direction des routes et de la direction des ressources humaines du département. Toutefois, seul l'examen hiérarchique de premier niveau vise à contrôler la réalité des heures supplémentaires effectuées.

Si l'indemnisation d'heures supplémentaires est possible pour tous les agents de catégorie B et C en application de deux délibérations successives encadrant le recours aux indemnités horaires pour travail supplémentaire (délibérations du 30 avril 2014 et du 17 juin 2022), les conditions de dépassement du plafond mensuel de 25 heures sont, elles, plus strictement encadrées.

Au sein de la direction des routes, plus de 1 800 occurrences de dépassement du plafond de 25 heures mensuelles ont été identifiées sur la période sous revue, soit plus de 200 cas par an en moyenne. Si 85 % des dépassements identifiés concernent les agents d'exploitation et leur encadrement opérationnel (chefs d'équipe et responsables de centres routiers), environ 300 d'entre eux ne sont pas conformes aux délibérations précitées, prises en application du décret n° 2002 60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

De même, la répartition de ces dépassements par mois de l'année rend douteux le strict respect du critère de survenue d'un « *évènement climatique majeur* » posé dans les délibérations. En effet, 28 % des heures concernées ont été imputées aux feuilles de paie des mois d'avril à octobre. En réponse aux observations provisoires de la chambre, le département indique, sans toutefois l'étayer, avoir renforcé le dispositif de suivi des situations de dépassement du plafond mensuel des heures supplémentaires depuis l'automne 2024.

Par ailleurs, les dispositions réglementaires en matière d'information des représentants du personnel ne sont pas appliquées. Dans sa réponse, le département s'engage à communiquer à l'avenir ces éléments au comité social territorial.

Plus généralement, la chambre s'interroge sur la grande diversité des pratiques entre agences routières départementales. En effet, le nombre annuel moyen d'heures supplémentaires réalisées entre 2021 et 2023 varie de 44,7 heures par ETP à Provins à 86,7 heures à Melun-Vert-Saint-Denis.

Le département justifie ces écarts par la spécificité des différents territoires. La densité du trafic et le caractère urbain des voiries expliquent, selon lui, le nombre élevé d'heures supplémentaire au sein de l'agence Melun-Vert-Saint-Denis. Pour l'agence de Moret-Veneux, il fait valoir des contingences spécifiques liées à la présence de la forêt de Fontainebleau qui engendre un nombre élevé d'interventions en raison des chutes d'arbres et de l'enlèvement d'animaux morts.

Ces explications paraissent néanmoins insuffisantes pour expliquer des écarts pouvant aller du simple au double entre certaines agences et ne doivent pas, en tout état de cause, exonérer le département d'une réflexion plus générale sur l'organisation du temps de travail au sein de la direction des routes. En réponse aux observations provisoires de la chambre, le département indique qu'il souhaite mener une analyse approfondie de ces écarts, qui s'appuiera notamment sur les données de son futur outil de pilotage et de suivi de l'activité d'exploitation routière.

Tableau n° 17 : Estimation du nombre annuel d'heures supplémentaires réalisées par ETP et par agence routière départementale entre 2021 et 2023

Agence routière départementale	ETP moyens	Heures sup. annuelles moyennes	Heures sup. annuelles par ETP
Coulommiers	62,8	3 524,7	56,1
Meaux/Villenoy	69,6	4 187,7	60,2
Melun/Vert-Saint-Denis	69,9	6 059,3	86,7
Morêt/Veneux	68,7	5 618,7	81,8
Provins	64,4	2 880,0	44,7
Parc départemental – Service exploitation	34,9	2 672,7	76,6
TOTAL	**370,3**	**24 943,0**	**67,4**

Source : CRC Île-de-France à partir des éléments de paie et des données du département de Seine-et-Marne

Au vu des irrégularités relevées en matière d'information des représentants du personnel et d'éligibilité au dépassement du plafond de 25 heures supplémentaires mensuelles, la chambre demande au département de se conformer au cadre réglementaire relatif aux heures supplémentaires.

Recommandation régularité 1 : Respecter le cadre prévu par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

4.2 L'investissement et son financement

4.2.1 Les dépenses d'investissement sont largement centrées sur la conservation et l'adaptation du réseau routier

Les investissements routiers du département sont répartis, depuis la fin des années 90, en trois domaines (aménagement du réseau routier, aménagements routiers et liaisons douces, entretien et exploitation du réseau routier), eux-mêmes répartis entre 13 actions. S'y ajoutent les moyens consacrés à la construction et à la réhabilitation des équipements de la direction des routes (deux actions), et aux travaux réalisés dans le cadre du Tzen 2 (une action). Cette classification a été reprise dans le SDOR adopté en 2003.

Seules deux évolutions sont intervenues dans cette classification au cours de la période. L'action « *aide aux communes et intercommunalités* » destinée, jusqu'en 2015, à financer les contrats triennaux de voirie a été supprimée, et les actions « *conservation et adaptation du réseau* » et « *aménagements pour la sécurité routière* » ont été fusionnées en 2021 dans une nouvelle action « c*onservation, sécurité et innovation du réseau routier* ». Cette dernière modification résulte de la difficulté à distinguer les travaux et aménagements relevant de la stricte conservation et adaptation du réseau routier de ceux relevant de la sécurité routière.

Tableau n° 18 : Crédits de paiement réalisés

en M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Aménagement du réseau routier	29,49	38,79	44,68	50,62	52,99	68,35	63,82	49,76	77,41	475,91
Conservation et adaptation du réseau	24,19	27,99	32,23	38,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122,85
Aménagements pour la sécurité routière	3,56	7,10	5,32	5,95	3,05	4,45	4,41	0,38	2,38	36,61
Conservation, sécurité et innovation du réseau routier	0,00	0,00	0,00	0,00	40,12	46,11	45,16	43,48	57,84	232,71
Favoriser le développement économique et local	0,75	0,32	0,96	3,63	4,27	7,84	6,96	1,87	7,28	33,88
Améliorer les liaisons entre les pôles	0,02	1,39	1,53	1,57	3,73	6,99	3,74	0,58	3,76	23,32
Acquisitions foncières	0,32	0,71	3,25	0,70	1,18	0,06	1,18	0,43	0,78	8,60
Raccorder les pôles	0,04	0,92	1,07	0,01	0,02	2,16	1,49	2,19	4,05	11,94
Études voirie	0,54	0,29	0,28	0,25	0,48	0,69	0,63	0,76	1,18	5,10
Paysage et environnement – Aménagement	0,08	0,08	0,04	0,08	0,13	0,05	0,24	0,07	0,15	0,91

en M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Aménagements routiers et liaisons douces	3,99	3,74	3,38	1,51	0,58	0,38	2,28	1,60	2,25	19,72
Aide aux communes et aux intercommunalités Liaisons douces	3,28	3,10	1,75	1,33	0,56	0,24	0,16	0,00	0,00	10,43
Liaisons douces	0,71	0,63	1,63	0,18	0,02	0,13	2,13	1,60	2,25	9,28
Entretien et exploitation du réseau routier	2,39	3,83	3,21	2,99	3,49	4,21	4,22	4,79	9,11	38,24
Moyens du parc départemental	1,69	1,91	2,10	1,86	2,16	2,17	2,30	2,73	4,53	21,45
Signalisation	0,20	0,66	0,63	0,81	1,13	1,50	1,80	1,88	2,96	11,56
Aménagement extérieur des ARDS	0,50	1,26	0,48	0,33	0,21	0,55	0,12	0,18	1,62	5,23
Bâtiments départementaux	1,37	1,38	0,66	0,70	1,05	0,99	0,85	0,59	6,28	13,86
Voirie – construction	0,90	0,66	0,08	0,17	0,51	0,09	0,15	0,13	5,04	7,72
Voirie – entretien et grosses réparations	0,47	0,72	0,58	0,53	0,55	0,90	0,70	0,46	1,24	6,15
Transports publics	0,25	0,38	3,52	0,61	3,94	6,63	2,11	5,54	5,33	28,30
Infrastructures de transport (Tzen 2)	0,25	0,38	3,52	0,61	3,94	6,63	2,11	5,54	5,33	28,30
TOTAL	37,49	48,11	55,45	56,43	62,06	80,56	73,28	62,27	100,38	576,03

Source : CRC Île-de-France à partir des documents budgétaires du département

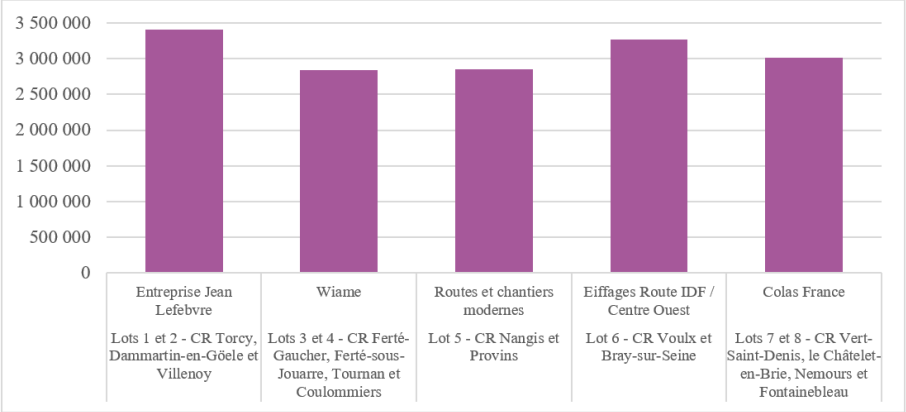
Cette action « c*onservation, sécurité et innovation du réseau routier* » représente 59,3 % des autorisations de programme ouvertes sur la période et 68,1 % des crédits de paiement réalisés. La forte progression observée en 2023 résulte notamment de l'effort d'investissement réalisé par le département pour la réhabilitation des ouvrages d'art.

La chambre relève que les opérations de conservation sont essentiellement mises en œuvre par le biais de marchés de fabrication, transport et pose de matériaux enrobés et de mélanges bitumineux (28,51 €/m²) et graves-émulsion, qui représentent, entre 18 et 30 M€ de dépenses par an de 2018 à 2023. Ces marchés font l'objet d'un allotissement géographique par centre routier, avec une limitation du nombre de lots attribuables à un seul prestataire. Le principe d'allotissement s'impose en vertu de l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, et la restriction du nombre de lots que chaque candidat peut se voir attribuer n'est pas critiquable dans la mesure où elle vise à limiter le risque de dépendance à un opérateur économique prépondérant et à faciliter l'accès à la commande publique pour les entreprises locales.

Ce montage aboutit à une différence sensible de coût des opérations routières. En appliquant les prix unitaires de chacun des lots à un échantillon de 10 factures mandatées en 2022[40], une différence de 16,8 % est constatée entre le secteur où les coûts appliqués sont les plus bas et ceux où les coûts sont les plus élevés.

[40] Sur les marchés 2021-SP10 à 2021-SP17 de « fabrication, transport et mise en œuvre des mélanges bitumineux sur les routes départementales ».

Schéma n° 2 : Coût estimé d'un échantillon de 10 opérations en fonction des prix pratiqués par chaque lot des marchés 2021-SP10 à 2021-SP17



Source : CRC Île-de-France à partir du grand livre et des pièces de marché

L'axe « *favoriser le développement économique et local* » représente 11,3 % des autorisations de programme ouvertes et 6,1 % des crédits de paiement réalisés. Il concerne notamment les travaux relatifs à l'amélioration de la desserte des zones d'activité et des zones touristiques, les projets de requalification de voiries, de doublement de voies, de déviation et de contournements d'agglomération. Les principales actions réalisées ou initiées concernent l'aménagement d'un barreau de liaison (RD 1605) entre la RD 636 et la RN105 entre Melun, Rubelles et Vert-Saint-Denis (estimée à 16,8 M€, dont 13,9 M€ réalisés fin 2023), la déviation de Guignes (estimée à 20,5 M€, dont 3,9 M€ réalisés fin 2023), ou encore la création d'une liaison entre l'A4 et la RD 96 (RD 364) entre Bailly-Romainvilliers et Coutevroult (estimé à 6,3 M€, dont 3,1 M€ réalisés fin 2023).

Les axes « *améliorer les liaisons entre les pôles* » et « *raccorder les pôles* » représentent 13,4 % des autorisations de programme ouvertes et 8,0 % des crédits de paiement réalisés. Ils correspondent aux grands projets routiers du département, à savoir respectivement la liaison Meaux-Roissy par la création d'un barreau routier entre les RN2 et RN3, dit liaison routière de l'est francilien, dont le coût total est estimé à 131 M€ et la liaison sud de Chelles estimée à 44,9 M€. Ces projets, s'étalant sur plusieurs décennies, ont respectivement donné lieu à l'ouverture de 73,9 M€ et 13,3 M€ d'autorisations de programme entre 2015 et 2023, mais seulement à la réalisation de 21,3 M€ et 11,9 M€ de crédits de paiement. Cette opération restera le projet majeur du département dans les années à venir, la prospective transmise prévoyant encore l'ouverture de 100 M€ d'autorisations de programme entre 2024 et 2028 en dépenses (pour 65 M€ de recettes). Pour ces deux derniers axes, les montants réalisés annuellement sont soumis à des variations sensibles, correspondant au niveau d'avancement des principales opérations qui les constituent.

À ces opérations s'ajoutent les travaux relatifs au Tzen 2, dont le coût d'objectif global de l'opération (hors matériel roulant) était estimé, en 2017, à plus de 200 M€ TTC (dont 30,8 % à la charge du département) et qui a engendré 28,3 M€ de dépenses d'investissement entre 2015 et 2023.

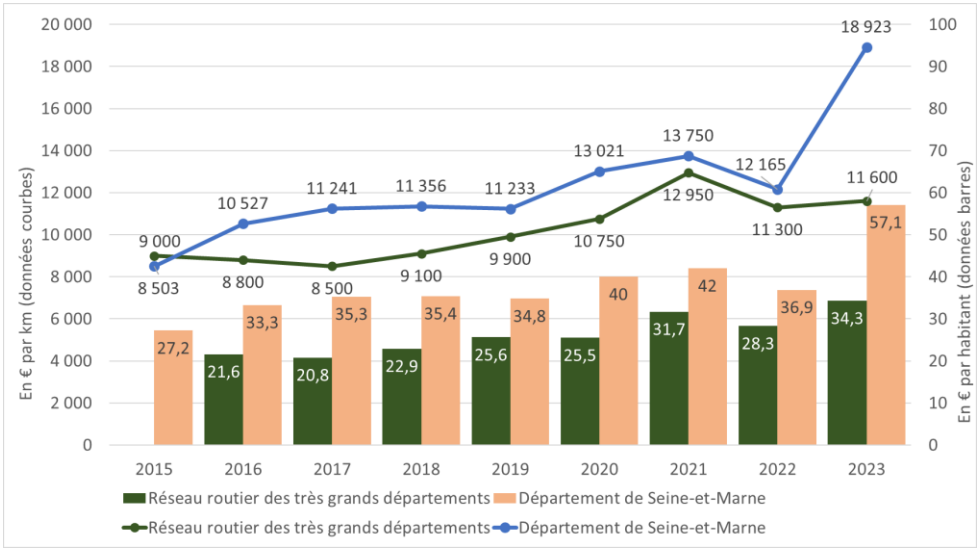
Les investissements destinés à permettre la réalisation d'opérations en régie (renouvellement du parc département, aménagement extérieur des agences routières et renouvellement de la signalisation routière) ont représenté en moyenne 4,7 M€ d'autorisations

de programme annuelles et 4,2 M€ de crédits de paiement réalisés, soit 7,2 % des investissements routiers. Leur progression notable, en 2022 et 2023 résulte d'une remise à niveau du parc de véhicules affectés à l'entretien des routes, de la mise en œuvre d'un programme de mise à niveau de la signalisation directionnelle et de la réalisation de travaux dans les centres routiers de Bray-sur-Seine et la Ferté-sous-Jouarre.

4.2.2 Un niveau d'investissement de voirie supérieur à la moyenne nationale

Comme pour les dépenses de fonctionnement, la chambre s'est attachée à estimer les dépenses d'investissement hors grands travaux par kilomètre et par habitant en vue de permettre une comparaison avec les données nationales publiées par l'observatoire national des routes[41]. Le département de Seine-et-Marne affiche un montant annuel de 12 313 € d'investissement par kilomètre de voirie de 2015 à 2023 sensiblement supérieur à celui de 10 211 € des départements de plus d'un million d'habitants.

Graphique n° 5 : Dépenses d'investissement hors grands travaux par habitant et par kilomètre pour le réseau routier des très grands départements et du département de Seine-et-Marne



Source : CRC Île-de-France à partir des données budgétaires du département et du rapport 2024 de l'ONR

4.2.3 Les recettes d'investissement hors emprunt représentent un quart des dépenses d'investissement

Outre le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), qui lui permet de récupérer 16,404 % des dépenses d'équipement réalisées au titre de sa politique routière, le

[41] La chambre a retenu en tant que « dépenses d'investissement hors grands travaux » l'ensemble des dépenses d'investissement imputées aux fonction 621 – réseau routier départemental et 622 – viabilité hivernale et aléas climatiques à l'exclusion des actions « Améliorer la liaison entre les pôles », « Favoriser le développement économique local » et « Raccorder les pôles ». Ne sont, de fait, pas non plus retenues les dépenses relevant des politiques contractuelles transversales du département.

département perçoit un montant annuel moyen de subventions de 6,3 M€. Celles-ci proviennent de la région Île-de-France à hauteur de 4,4 M€ dans le cadre des plans « anti-bouchon » et « routes de demain » respectivement adoptés par le conseil régional en 2017 et 2022 et du financement des travaux du Tzen 2. Le département reçoit également des participations aux travaux provenant des communes, intercommunalités et opérateurs privés dont la participation est définie par convention au cas par cas.

Enfin, il perçoit le produit des amendes de police dressées sur le réseau routier départemental, hors agglomération, à hauteur de 0,7 M€ par an en moyenne.

Il apparaît ainsi que les investissements routiers sont financés à 26,5 % par le FCTVA ou des subventions d'équipement (hors politique contractuelle transversale).

Tableau n° 19 : Recettes d'investissement hors emprunt

En M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Dépenses et subventions d'équipement	**37,49**	**48,11**	**55,45**	**56,43**	**62,06**	**80,45**	**73,28**	**62,27**	**100,38**	**576,03**
Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	5,72	7,36	7,83	8,66	9,62	12,86	11,56	10,02	16,26	89,89
+ Subventions d'investissement reçues	5,07	3,39	5,57	5,71	5,09	6,46	12,64	4,05	8,35	56,33
dont État	0,34	0,00	0,00	0,00	0,03	0,03	0,78	0,00	0,05	1,23
dont Région Île-de-France	2,92	1,72	3,58	3,09	3,95	4,85	11,13	1,96	6,64	39,84
dont Communes, EPCI et autres établissement public local	0,98	0,76	0,53	0,38	0,05	0,52	0,03	01,37	0,00	4,62
dont Autres	0,10	0,19	0,75	01,52	0,34	0,36	0,00	0,01	0,95	4,22
+ Fonds affectés à l'équipement (amendes de police en particulier)	0,72	0,72	0,72	0,72	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	6,43
=Recettes d'inv. hors emprunt	**11,52**	**11,47**	**14,12**	**15,09**	**15,41**	**20,03**	**24,91**	**14,78**	**25,32**	**152,65**
Recettes d'investissement hors emprunt / dépenses et subventions d'équipement (en %)	30,7	23,8	25,5	26,7	24,8	24,9	34,0	23,7	25,2	26,51

Source : CRC Île-de-France à partir du grand livre, des comptes administratifs et des données budgétaires transmises par le département

4.3 Une comptabilité patrimoniale à parfaire

Conformément à l'article D. 3321-1 du CGCT, prévoyant son caractère facultatif, le département ne procède pas à l'amortissement de ses réseaux et installations de voirie. Leur valorisation nette dans l'état de l'actif tenu par le comptable public, établie à leur valeur historique de 4,63 Md€ pour les réseaux de voirie et 2,51 Md€ pour les installations de voirie, est ainsi, selon toute vraisemblance, surévaluée.

Au surplus, l'état transmis laisse apparaître un niveau de suivi limité, les biens inventoriés étant généralement regroupés par année de réalisation. Il est également observé l'existence de fiches « réservoir », issues de la migration de l'actif du comptable dans l'outil Hélios, intervenue en 2007, pour respectivement 48,2 M€ (réseaux de voirie) et 2,1 Md€ (installations de voirie). Certaines valorisations sont par ailleurs surprenantes[42] et, en parallèle, quelques fiches affichent une valeur négative[43]. L'incidence financière de cette situation est toutefois limitée, s'agissant de biens non amortissables et l'absence de concordance entre l'inventaire comptable et l'inventaire physique ne fait toutefois pas obstacle à une bonne connaissance, par le département, de son infrastructure routière, au demeurant répertoriée dans son système d'information géographique.

Compte tenu de l'enjeu et du coût que représente le maintien du réseau routier départemental, la tenue d'une comptabilité patrimoniale fiabilisée s'impose. Par ailleurs, s'il n'est pas obligatoire, l'amortissement des réseaux et installations de voirie pourrait permettre au département de sanctuariser un niveau minimum d'autofinancement nécessaire à leur renouvellement.

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

Le département consacre des moyens importants et croissants à sa politique routière. En fonctionnement cette dernière représente entre 31,7 M€ et 38,8 M€ de charges par année, constituée au deux tiers de charges de personnel. La chambre constate la non observance du cadre réglementaire en matière d'indemnisation des heures supplémentaires.

Les dépenses d'équipement sont également en forte progression sur la période en passant de 37,49 M€ à 100,38 M€. Outre la liaison routière de l'Est Francilien et la construction du Tzen, elles sont largement composées des dépenses consacrées à la conservation et l'adaptation du réseau routier existant. Hors grands travaux, ces dépenses, rapportées au linéaire de voirie, sont supérieures à la moyenne des départements de plus d'un million d'habitants.

---

[42] Comme le bien 2020R00002 – MOR Lagr Dépannage Cable HTA carrefour giratoire RD607/201 dit GD Veneur, valorisé à 54 M€, ou encore le bien 2018R00002 – RD 95 Egligny prestations topographiques, valorisé à près de 51 M€).

[43] Fiche 2006R00002 – Réseaux de voirie 2006, pour - 173 000 € ou encore fiche 2012R00003 – 2012 - Réseaux de voirie, pour - 479 794 €.

5 LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX TRANSVERSAUX

5.1 La sécurité routière

La sécurité routière est un enjeu transversal clé pour le département. Alors que les routes départementales représentent 33 % du linéaire total en Seine-et-Marne, elles concentrent 44 % des accidents de la route en 2022. Pour répondre à cet enjeu, le département dispose d'un service propre composé de sept agents positionnés au sein de la sous-direction des usagers et de la sécurité.

Tableau n° 20 : Données générales d'accidentalité des routes départementales de Seine-et-Marne

	2019	2020	2021	2022
Nombre d'accidents	447	317	340	393
dont nombre d'accidents hors agglomération	274	190	210	207
dont nombre d'accidents sur route avec Vitesse maximale autorisée >70 km/h	203	136	147	142

Source : CRC Île-de-France à partir des bulletins d'analyse des accidents corporels de la circulation

5.1.1 Un suivi fin de l'accidentalité sur le réseau routier départemental qui contribue à la détermination des orientations en matière de sécurité routière

Le département s'est doté de plusieurs instruments permettant de disposer d'une vision précise de l'accidentalité sur son réseau routier. Pour les accidents graves, il assure avec les services déconcentrés de l'État, la vérification des données renseignées par les forces de l'ordre sur la base annuelle des accidents corporels de la circulation[44]. Ces données font également l'objet d'une intégration systématique au sein du système d'information géographique du département.

Pour chaque accident mortel, le chargé de mission accidentalité, positionné au sein du service sécurité routière, réalise une enquête de terrain sur les circonstances de l'accident et fournit une appréciation sur les éventuels aménagements de sécurité routière à envisager.

Le département mobilise également les données d'accidentalité consolidées pour réaliser annuellement un bilan chiffré qui permet de dresser un portrait type des accidents intervenant sur son réseau routier.

[44] Cette base de données regroupe l'ensemble des bulletins d'analyse établis par les forces de l'ordre lors d'accidents survenus sur une voie ouverte à la circulation publique, impliquant au moins un véhicule et ayant fait au moins une victime ayant nécessité des soins.

Il s'appuie enfin sur la méthode de notation développée par *l'international road assessment program* (IRAP)[45] pour évaluer, par grand type d'usagers, la dangerosité de ses axes de circulation. Une étude réalisée sur un linéaire de 529 km en 2020 montrait que plus de 75 % du réseau routier départemental évalué présentait la plus mauvaise note de sécurité possible pour les cyclistes, cette part étant réduite à 50 % pour les motocyclistes et à 27 % pour les automobilistes. Un des agents de la direction des routes est également formé à la démarche inspection sécurité routière itinérante (ISRI)[46] et trois routes départementales ont pu bénéficier d'un tel audit.

Au vu de ces éléments, et en lien avec les services déconcentrés de l'État, le département contribue à la réalisation du document général d'orientations en matière de sécurité routière, qui fixe les grands axes de la politique locale de sécurité routière pour une durée de cinq ans. La dernière version de ce document, qui couvre la période 2023-2028, identifie six enjeux prioritaires assortis de plans d'action détaillés : le risque routier professionnel, les conduites à risque, les mobilités douces, les véhicules deux-roues motorisés, les jeunes et les seniors.

Le département est enfin associé par les services de la préfecture au processus d'implantation des radars sur les axes départementaux. Au 1er septembre 2024, 2 radars fixes et 12 radars tourelle étaient implantés sur le réseau routier départemental auxquels il convient d'ajouter 2 radars de passage à niveau, 2 radars de feu, 2 radars de chantier isolés et 20 radars itinérants.

Un exemple de mobilisation des données d'accidentalité : le rétablissement de la vitesse maximale autorisée à 90 km/h sur certains axes routiers

L'article 36 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, codifié à l'article L. 3221-4 du CGCT, permet à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation de fixer, pour les sections de routes hors agglomération relevant de sa compétence, une vitesse maximale autorisée supérieure de 10 km/ h à celle prévue par le code de la route.

Cette décision doit prendre la forme d'un arrêté motivé, pris après avis de la commission départementale de la sécurité routière, sur la base d'une étude d'accidentalité portant sur chacune des sections de route concernées.

Le département de Seine-et-Marne s'est rapidement saisi de cette nouvelle possibilité pour acter, après avis de la commission départementale de sécurité routière, le repassage, dès 2020, de 487 km de voirie départementale à la vitesse maximale de 90 km/h. Ce linéaire a été porté, en 2022, à 1 121 km.

[45] La méthode IRAP consiste en une analyse systématique de tronçons routiers dans le but de déterminer les endroits où des mesures correctives efficaces pourraient être prises pour améliorer le rendement de la sécurité.

[46] La méthode ISRI consiste à faire parcourir un itinéraire par un agent spécialement formé, mais ne connaissant pas le réseau, pour qu'il apporte un point de vue d'usager sur la perception de ce réseau.

Afin de déterminer les sections routières propices à un tel retour à 90 km/h, le département a réalisé en 2020, comme l'y oblige la loi, une étude d'accidentalité, basée sur le taux d'accident pour 100 millions de km parcourus et sur les caractéristiques techniques des axes concernés (largeur des voies, présence de zones de sécurité). Pour la deuxième vague de retour, en 2022, il a affiné son analyse en excluant d'emblée les secteurs les plus accidentogènes (Marne-la-Vallée, forêt de Fontainebleau) et en limitant l'indicateur de taux d'accident aux axes structurants. Pour les axes du réseau secondaire, il a développé un indicateur complémentaire (la densité d'accident), prenant en compte le nombre d'accident par kilomètre de voirie, indépendamment du niveau du trafic.

S'il est trop tôt pour réaliser un bilan général de ce retour aux 90 km/h, la chambre relève une baisse de l'accidentalité sur les routes départementales avec une vitesse maximale autorisée supérieure à 70 km/h entre 2019 (203 accidents) et 2022 (142).

5.1.2 La sécurité est intégrée dans la politique routière du département

5.1.2.1 La prise en compte systématique de la sécurité routière dans les aménagements routiers départementaux

L'ensemble des projets routiers portés par le département font l'objet d'un avis préalable du service de sécurité routière. Ce dernier assure également l'instruction des dossiers susceptibles de bénéficier de la redistribution du produit des amendes de police et réalise des études *ad hoc* sur les routes les plus accidentogènes. Ces dernières contiennent des préconisations en matière d'aménagement de sécurité. À titre d'exemple, il a produit un rapport d'analyse sur la RD471, axe particulièrement dangereux, qui a abouti à la formulation de propositions correctives telles que le réaménagement de certains carrefours à feu en carrefours giratoires. Ces préconisations ont été prises en compte dans la programmation budgétaire du département, qui a lancé une première phase de travaux sur cet axe en 2023.

Il est toutefois impossible de chiffrer avec précision les montants annuels totaux d'investissements départementaux consacrés aux aménagements en matière de sécurité routière. D'une part, certaines opérations relèvent de plusieurs objectifs tels que l'aménagement du territoire ou la fluidité du trafic. D'autre part, l'action « *aménagements de sécurité routière* », inscrite dans les documents budgétaires du département, a été fusionnée depuis 2021 avec l'action « *conservation et adaptation du réseau* »[47].

[47] Jusqu'à cette date, le département consacrait en moyenne 4,83 M€ par an aux aménagements de sécurité routière, soit 8,6 % de ses investissements routiers.

5.1.2.2 Le développement parallèle d'un volet préventif, par la réalisation d'actions de sensibilisation, notamment à destination du jeune public

Sur le volet de l'éducation routière, le département a conclu une convention avec l'association prévention routière (APR) avec pour objectif de sensibiliser 14 000 collégiens par an et de les aider à passer les attestations scolaires de sécurité routière de premier et deuxième niveau, en classe de 5ème et 3ème. Pour compléter cette formation il fait éditer et distribue chaque année plus de 20 000 codes juniors et 20 000 livrets « savoir rouler à vélo » à destination des collégiens de Seine-et-Marne.

Ainsi, un montant de plus de 85 000 € est consacré à l'éducation routière dont 47 600 € pour la convention avec APR et 37 500 € pour l'édition et la distribution des documents pédagogiques dans les collèges.

Le département tient également des stands dédiés à la sécurité routière à l'occasion de grandes manifestations culturelles ou sportives sur le territoire. Il indique que chaque année, plus de 1 000 personnes sont ainsi sensibilisées à la sécurité routière.

5.2 Les enjeux environnementaux

5.2.1 Une prise en compte de la dimension environnementale dans la gouvernance de la politique routière départementale

L'environnement, entendu au sens de l'article L. 100-1 du code de l'environnement, est pris en compte dans la définition de la politique routière départementale. Cette dimension environnementale bénéficie d'une impulsion politique forte, matérialisée dans les lettres de mission adressées aux deux vice-présidents concernés. Au niveau administratif, la direction des routes dispose de plusieurs chargés de mission affectés à des thématiques environnementales, positionnés à différents échelons de ses services centraux[48].

Ces enjeux sont plus précisément recensés au sein d'un guide de la route durable, en cours de finalisation, dont la partie environnementale est organisée autour de cinq thématiques : préservation de l'identité culturelle du territoire, préservation du milieu naturel et des écosystèmes, préservation de l'eau, préservation du climat, préservation du foncier et des espaces agricoles. De manière plus générale, les agents de la direction des routes, comme ses principaux prestataires, font l'objet d'actions de sensibilisation régulières.

[48] Un chargé de mission développement durable directement rattaché à la direction, un chargé d'études « dépendances vertes » (ensemble des terrains végétalisés accessoires à la route) et un chargé d'études « dépendances bleues » (infrastructures d'assainissement routier) positionnés au sein de la sous-direction du patrimoine routier, un chargé du paysage et de l'environnement positionné au sein de la sous-direction des politiques et de la programmation, une mission vélo positionnée au sein de la sous-direction des grandes opérations.

Au-delà des efforts importants déployés pour encourager les mobilités douces, la multimodalité et l'achat durable, le département s'est impliqué sur deux grands chantiers environnementaux majeurs : la lutte contre le bruit et le développement du réemploi et de la réutilisation de ses matières premières.

5.2.2 La lutte contre le bruit, un enjeu bien identifié mais souffrant de l'absence d'objectifs chiffrés

Le code de l'environnement, dans ses articles L. 572-1 à L. 575-11, R. 572-1 à R. 572-11, oblige les gestionnaires d'axes routiers d'un trafic supérieur à 3 millions de véhicules par an à élaborer un diagnostic de l'exposition au bruit assorti d'un plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) révisé tous les 5 ans. En Seine-et-Marne, 98 axes du réseau départemental sont concernés, représentant 625 km de voirie.

La dernière version du plan d'exposition au bruit départemental, adoptée par délibération du 21 juin 2024, fait état de 34 400 personnes subissant des dépassements des seuils réglementaires de 68db(A) la journée et 62db(A) la nuit. Afin de hiérarchiser les actions à mettre en œuvre, le département a adopté, pour chaque kilomètre de zone de dépassement identifiée, un indice agrégé de population exposée[49]. Cet indice permet de dégager 13 zones prioritaires, représentant 12 750 habitants répartis sur 22 km de voirie.

Le PPBE 2024-2028 prévoit la mise en œuvre d'un plan d'action articulé autour de deux grandes priorités :

- **l'évaluation et la prévention :** Au-delà de la promotion des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle, le département souhaite réaliser, chaque année, deux diagnostics acoustiques sur les zones identifiées comme prioritaires et généraliser les études bâtimentaires sur les établissements scolaires et de santé. Il compte également poursuivre, lors de ses opérations de renouvellement des couches de roulement, le recours aux enrobés ayant des caractéristiques acoustiques spécifiques qui permettent de réduire les nuisances sonores (40 % des couches renouvelées entre 2014 et 2023 ont bénéficié de tels revêtements) ;
- **les actions de correction :** Le département envisage le financement, par le bais des dispositifs contractuels évoqués *supra*, des projets de protection acoustique des écoles et il souhaite poursuivre la réalisation d'aménagements routiers permettant de limiter les nuisances sonores (sections d'approche d'agglomération[50], contournements routiers).

La chambre relève toutefois l'absence d'estimation financière et d'objectifs chiffrés en matière de baisse de la population exposée ou de volume sonore. Il sera donc impossible d'apprécier, *a posteriori*, les effets de la mise en œuvre du PPBE.

[49] Indice qui prend notamment en compte le niveau de dépassement des valeurs seuil, le nombre d'habitants potentiellement exposés et la différence entre les niveaux de dépassement diurnes et nocturnes.

[50] Ces sections visent à ménager une zone de transition en entrée/sortie d'agglomération limitée à 70 km/h, afin d'accompagner le passage de 80 ou 90 à 50 km/h. 25 sections ont été mises en place depuis 2012.

5.2.3 Le département développe des partenariats pour favoriser le réemploi des matériaux excavés et des granulats d'enrobés

L'article 79-III de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte prévoit qu'à partir de 2020, 70 % des matières et déchets produits sur les chantiers routiers fassent l'objet de réemploi ou de recyclage et 20 à 30 % des matériaux utilisés dans les chantiers de construction et d'entretien routiers soient issus du réemploi ou du recyclage.

Le département intègre pleinement cette dimension dans les documents de marché et en assure le suivi avec des fiches récapitulatives que ses prestataires doivent renseigner. Si les moyens affectés à ce suivi sont encore très modestes et ne sauraient garantir l'exhaustivité des données, une première agrégation effectuée en 2023 avec le concours du CEREMA[51] montre que 94 % des déchets produits sur les chantiers routiers, 18 % des matériaux utilisés en couche de surface et 29 % des matériaux utilisés en couches d'assise font l'objet d'un réemploi ou d'un recyclage, soit des niveaux proches des objectifs légaux précités.

Le département est également signataire d'une convention de recherche-développement avec d'autres maitres d'ouvrage publics (EPA Sénart, EPA Marne) et des partenaires privés (syndicat des travaux publics de Seine-et-Marne, entreprise Néo-Eco) visant à disposer d'une connaissance plus fine des flux de matériaux liés aux opérations de travaux publics pour en faciliter la valorisation.

Le département a enfin expérimenté en 2023, en partenariat avec l'entreprise Eiffage, la mise en œuvre d'un enrobé à haute performance environnementale, incorporant entre 40 et 80 % de matières recyclées sur une de ses routes départementales. Le CEREMA procèdera, sur trois ans, à une évaluation de l'évolution de ce nouveau type de revêtement.

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

La sécurité routière fait pleinement partie de la politique routière départementale. Pour définir et mettre en œuvre ses actions, le département s'appuie sur des données d'accidentalité coproduites avec les services de l'État.

Le département intègre également les enjeux environnementaux dans sa politique routière. Il finalise un document-cadre en la matière et a d'ores-et-déjà mis en place une stratégie de lutte contre le bruit. En partenariat avec les professionnels des travaux publics, il encourage par ailleurs le développement d'une économie circulaire au sein de ses chantiers routiers.

[51] Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement.

ANNEXES

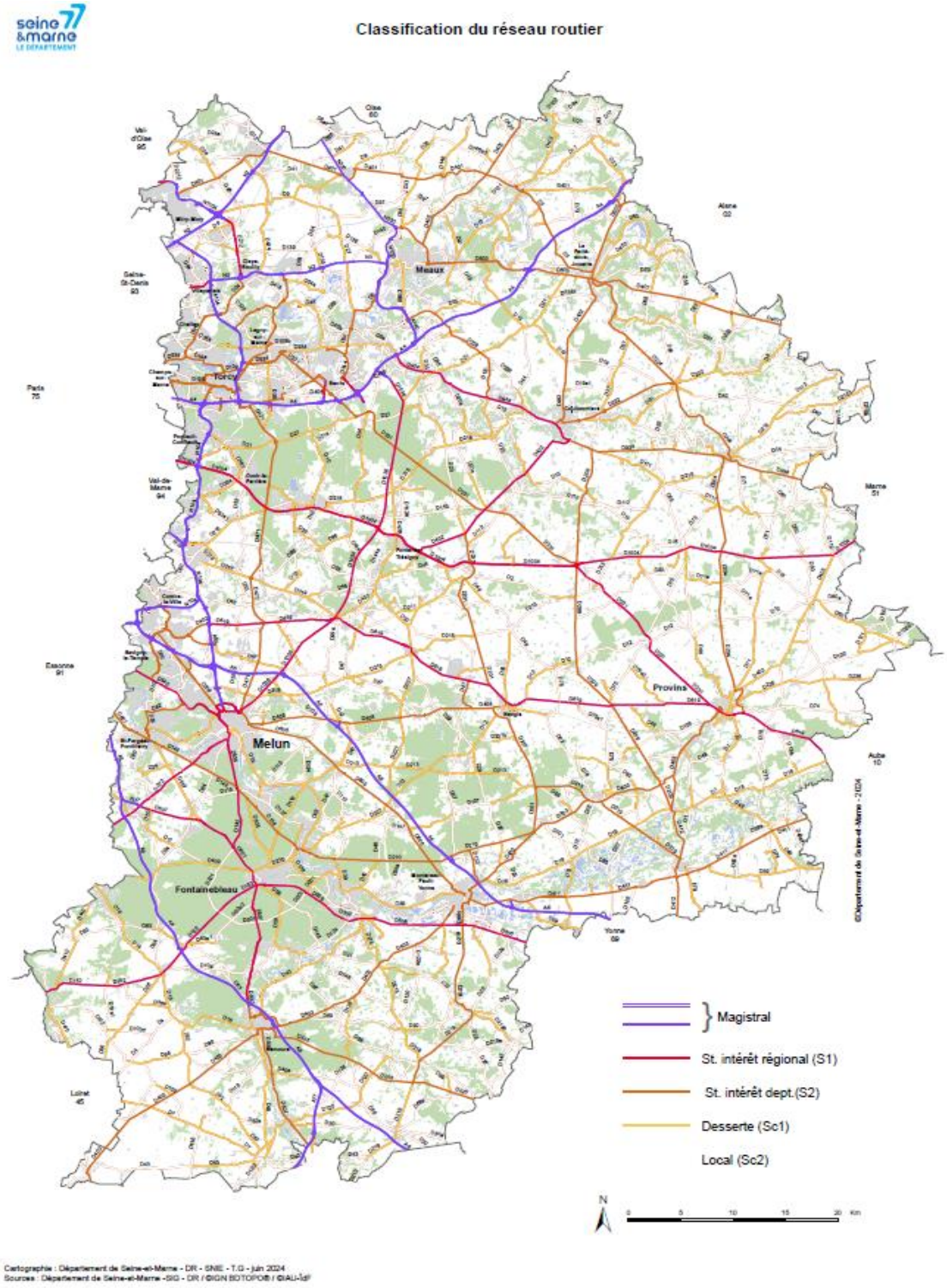
Annexe n° 1. Taux de concentration d'emploi par intercommunalité 59
Annexe n° 2. Réseau routier départemental 60
Annexe n° 3. Cartographie des agences routières départementales 61
Annexe n° 4. Objectifs de qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional 62
Annexe n° 5. Type de revêtement réalisé annuellement 63
Annexe n° 6. Glossaire des acronymes 64

Annexe n° 1.Taux de concentration d'emploi par intercommunalité

Intercommunalité	Taux de concentration d'emploi (%)
Val d'Europe Agglomération	124,1
Communauté d'agglomération (CA) Roissy Pays de France	123
CA Grand Paris sud Seine Essonne Sénart	98
CA Melun Val de Seine	91
Communauté de communes (CC) Pays de Nemours	89
CC de l'Orée de la Brie	88,5
CC du Pays de Montereau	86,7
CC du Provinois	80,1
CA Paris - Vallée de la Marne	78,4
CA Marne et Gondoire	76,1
CA du Pays de Fontainebleau	75,5
CA du Pays de Meaux	74,6
CC Les Portes Briardes Entre Ville et Forêts	61,2
CC de la Brie nangissienne	57,2
CC Val Briard	54,3
CC Gâtinais-val de Loing	49,9
CA Coulommiers Pays de Brie	49,8
CC des Deux Morin	45,6
CC Moret Seine et Loing	45,5
CC de la Bassée - Montois	42,4
CC Brie des Rivières et Châteaux	40,2
CC du Pays de l'Ourcq	39,5
CC Plaines et monts de France	29,2
Moyenne Seine-et-Marne	**73,7**
Moyenne Île-de-France	**105,2**

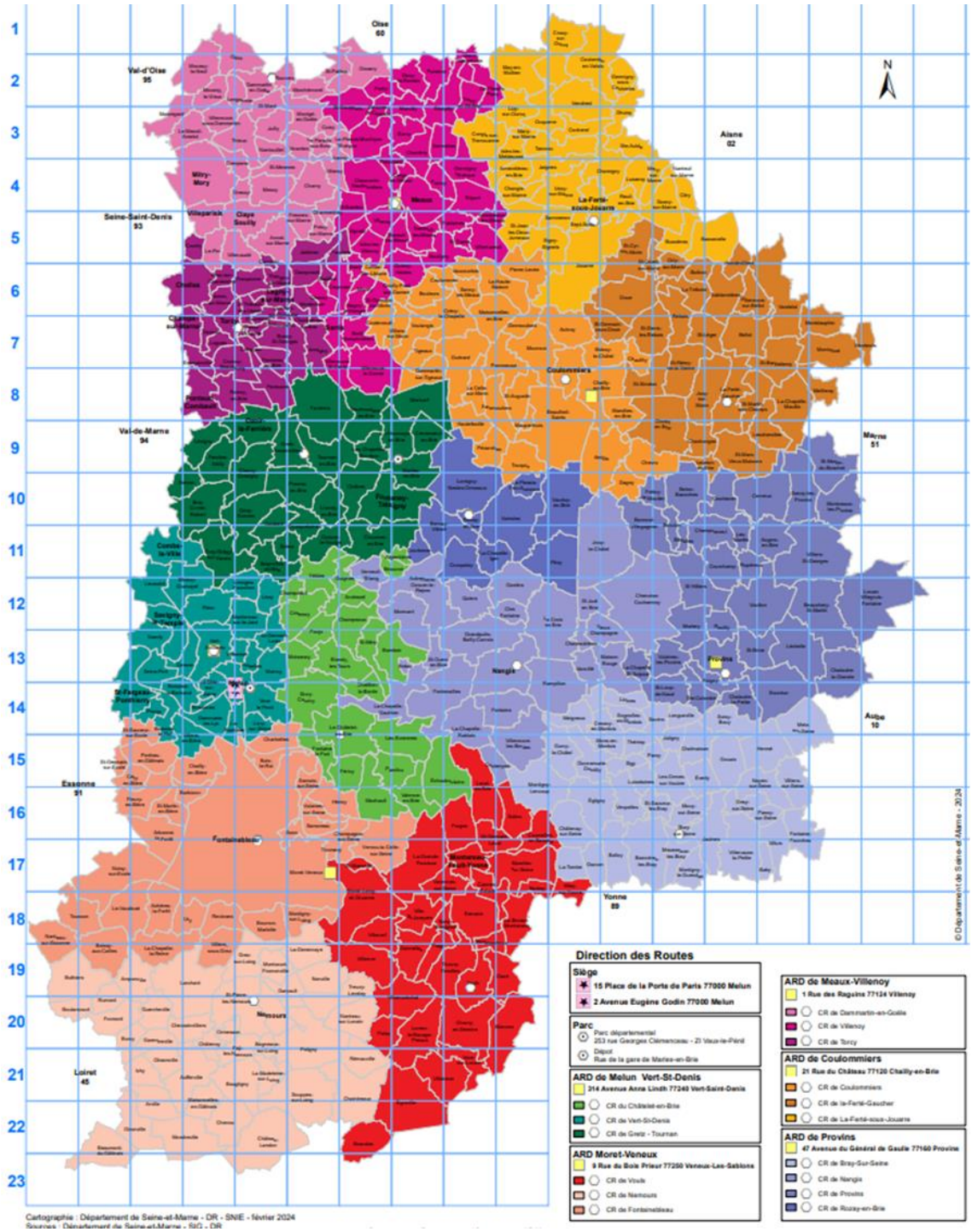
Source : CRC Île-de-France à partir des dossiers complets Insee, février 2024

Annexe n° 2. Réseau routier départemental



Source : Département de Seine-et-Marne

Annexe n° 3. Cartographie des agences routières départementales



Source : Département de Seine-et-Marne

Annexe n° 4.Objectifs de qualité de service sur le réseau routier d'intérêt régional

Objectifs	Critère d'évaluation	En agglomération	Hors agglomération	Objectif du département	Source
Entretien courant	Fréquence d'entretien des abords Campagnes d'enlèvement des déchets	- -	2/an 1/an	1/an Traitement après identification lors des patrouilles	Note du 13 avril 2016 relative aux pratiques de fauchage Réponse à la chambre
Viabilité hivernale	Fréquence d'intervention sur le Réseau routier d'intérêt régional (RRIR) - Saumurage ou autres traitements préventifs - Délais de retour aux conditions de référence ou retour au noir, hors phénomène exceptionnels ou de crise (les délais démarrent à la fin des épisodes de neiges) : - neige - verglas	selon indications météorologiques, pré-curatif intégral 4 h 3 h	selon indications météorologiques, pré-curatif intégral 6 h 4 h	Le RRIR de niveau 1 est traité de façon prioritaire. Une partie du RRIR de niveau 2 est traité en niveau 3, pour le désenclavement. Pas d'objectif de retour aux conditions de référence.	Dossier d'organisation de la viabilité hivernale (campagne 2024 - 2025)
Fonctionnement des équipements (éclairage, signalisation lumineuse tricolore)	Fréquence de la maintenance Délai d'intervention de mise en sécurité en cas de panne ou de dégradation à partir du signalement	en fonction des usages locaux 2h dynamique 4h statique	en fonction des usages locaux 3h dynamique 4h statique	Visites trimestrielles 1h30	Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) marché de maintenance préventive et curative des feux tricolores, éclairages publics ou autres installations électriques
Viabilité	Fréquence de patrouille sur le RRIR Délai d'intervention en procédure d'urgence, de mise en sécurité en cas de détérioration du réseau ou d'incident détecté par le patrouilleur	1/semaine immédiate	1/semaine immédiate	1/semaine immédiate	Guide du patrouillage
Guidage et jalonnement sur le RRIR	Fréquence des campagnes de rénovation de la signalisation horizontale Vérification visuelle du bon état et de la bonne lisibilité de la signalisation verticale de police et directionnelle Délai d'intervention sur la signalisation de police ou la signalisation lumineuse à partir du signalement d'un dysfonctionnement	5 ans 1/an -	5 ans 1/an 1 jours pour pose du panneau provisoire	Axe : tous les ans Rives : tous les deux ans Ilots : tous les 3/4 ans 1/an à 4/an selon catégorie de voie Pas d'objectif de délai	Classeur de l'entretien de la route et de l'exploitation en Seine-et-Marne
Information des usagers en cas d'incident ou de travaux importants	Information des usagers du RRIR - Délai de pose de panneaux de amont de la perturbation (ou d'affichage Panneau à message variable (PMV) le cas échéant) [idem procédure d'urgence] - Délai d'intervention pour mettre en sécurité les incidents avérés, signalisés par les usagers [idem procédure d'urgence]	3h 3h	3h 3h	Pas d'objectif de délai Pas d'objectif de délai	

Source : CRC Île-de-France à partir des contrats cadre Région/département de mise en œuvre du plan « anti-bouchon » et pour changer la route (2017) et du plan route de demain pour une route plus fluide (2022) et des documents internes au département de Seine-et-Marne

Annexe n° 5. Type de revêtement réalisé annuellement

Type	Catégorie	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Béton bitumineux	Ultra Mince	0,0	0,0	3,0	4,1	5,3	7,8	0,7	0,0
Béton bitumineux	Très Mince	11,0	9,8	8,4	12,1	15,2	6,5	3,2	0,0
Béton bitumineux	Semi Grenu	49,3	59,5	78,6	47,9	33,2	86,7	85,2	70,0
Béton bitumineux	Mince de cl. A	10,2	13,8	18,3	20,8	11,2	10,8	8,1	16,1
Béton bitumineux	Module élevé	12,5	16,8	10,8	15,6	29,9	22,2	2,3	0,9
Béton bitumineux	Non précisé	0,0	0,0	0,5	20,1	33,0	1,1	13,2	1,3
TOTAL Béton bitumineux		**93,2**	**99,9**	**119,6**	**120,5**	**127,8**	**135,2**	**112,7**	**88,3**
Enduit superficiel	Monocouche	96,5	105,3	50,2	18,2	31,5	6,8	35,5	0,0
Enduit superficiel	Bicouche	88,5	91,7	100,9	88,0	0,6	36,4	28,7	0,0
Enduit superficiel	Non précisé	0,0	0,0	0,0	2,5	113,6	77,9	85,7	163,0
TOTAL Enduit superficiel		**185,0**	**197,0**	**151,1**	**108,7**	**145,7**	**121,1**	**150,0**	**163,0**
Enrobé coulé à froid	Bicouche	22,5	30,0	36,7	16,8	4,0	6,3	12,9	0,0
Enrobé coulé à froid	Non précisé	0,0	0,0	0,0	0,0	17,5	16,6	16,3	22,6
TOTAL Enrobé coulé à froid		**22,5**	**30,0**	**36,7**	**16,8**	**21,5**	**22,9**	**29,1**	**22,6**
Enduit haute adhérence	-	1,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL		**291,7**	**327,0**	**307,4**	**246,1**	**295,0**	**279,2**	**291,8**	**273,9**

Source : CRC Île-de-France à partir des données du département

Annexe n° 6.Glossaire des acronymes

Acronymes	Signification
CA	Compte administratif ou Communauté d'agglomération
CC	Communauté de communes
CEREMA	Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
CGCT	Code général des collectivités territoriales
CRC	Chambre régionale des comptes
DRIEAT	Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et des transports
EPA	Établissement public d'aménagement
EPCI	Établissement public de coopération intercommunale
ETP	Équivalent temps plein
FCTVA	Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée
IDFM	Île-de-France Mobilités
IDRRIM	Institut des routes, des rues et des infrastructures pour la mobilité
Insee	Institut national de la statistique et des études économiques
ONR	Observatoire national des routes
PPBE	Plan de prévention du bruit dans l'environnement
RD	Route départementale
RER	Réseau express régional
RRIR	Réseau routier d'intérêt régional
SDOR	Schéma départemental des orientations routières
SIG	Système d'information géographique
SNCF	Société nationale des chemins de fer
SOE	Schéma d'organisation environnementale
SONIC	Service des outils numériques, information et cartographie
TTC	Toutes taxes comprises
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

RÉPONSE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE (*)

(*) Cette réponse jointe au rapport engage la seule responsabilité de son auteur, conformément aux dispositions de l'article L.243-5 du Code des juridictions financières.

LE PRESIDENT

Dossier suivi par Simon DEMERET
Tél. : 06 76 89 26 80
simon.demeret@departement77.fr
Nos réf. : DGAA/SDRN/D25-000811-DR



Monsieur Thierry VUGHT
Président de la Cour Régionale des comptes
d'Ile de France
6 cours des Roches
BP 187
77315 MARNE-LA-VALLÉE Cedex 2

OBJET : observations sur le rapport n°2025-0011 R – Contrôle n°2024-001216

Melun, le 14 mars 2025

Monsieur Le Président,

J'ai pris connaissance du rapport définitif établi par la Chambre régionale des comptes d'Ile-de-France concernant la politique routière du Département de Seine-et-Marne.

A titre liminaire, je souhaite vous adresser mes remerciements ainsi qu'aux magistrats instructeurs qui ont été chargés de ce contrôle pour les échanges constructifs et de qualité qui ont eu lieu avec moi-même ainsi que l'ensemble de mes services et en particulier avec la Direction des routes.

Ce rapport démontre la qualité du travail fourni par le Département pour assurer aux seine-et-marnais un réseau routier de qualité et sécurisé et souligne l'effort d'investissement important réalisé par la collectivité. Il s'agit là d'une volonté très forte de l'exécutif départemental de faire de l'entretien et de la modernisation de son domaine public routier l'une de ses priorités.

Si les magistrats instructeurs ont indiqué à mes équipes que le bilan de ce contrôle était « très positif » et que l'état de notre domaine public routier était supérieur à la moyenne des autres Département audités, le contenu du rapport appelle de ma part les brèves observations suivantes.

S'agissant tout d'abord de la recommandation de régularité n°1, relative au respect du cadre prévu par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 concernant les indemnités horaires pour travaux supplémentaires, la formulation nous semble trop générale.

En effet, sur ce sujet, deux éléments ont été relevés : un manque de suivi et de communication auprès des représentants du personnel des situations de dépassement du contingent d'heure supplémentaire et des disparités de consommation d'heures supplémentaires entre nos différentes agences routières.

Si le second point va faire l'objet d'un travail d'analyse plus fin par notre direction des routes en 2025, qui sera aidé à la fois par le développement récent d'un outil de suivi de la

Les informations recueillies peuvent être enregistrées dans les logiciels métiers et dans la base de contact du Département. Les services concernés en sont les destinataires exclusifs. Elles sont destinées à l'accomplissement des missions du Département. Vous pouvez exercer vos droits conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, auprès du délégué à la protection des données du Département, par mail adressé à dpd@departement77.fr ou par courrier postal adressé au Délégué à la protection des données - Hôtel du Département CS 50377 - 77010 Melun cedex.

Papier PEFC IMPRIM'VERT

consommation des heures supplémentaires et surtout par le déploiement d'un outil de pilotage et de suivi de l'activité d'exploitation routière, il ne s'agit pas selon nous d'une problématique liée au respect de la réglementation susvisée.

Concernant ensuite le respect des règles relatives au contingent des heures supplémentaires, le travail a d'ores et déjà été mené : la Direction des routes suit à présent et depuis le mois d'octobre 2024, les situations de dépassement et demande systématiquement les motifs de dépassement de ce plafond aux encadrants de proximité.

Une communication auprès de nos représentants du personnel en comité social territorial sera organisée par l'intermédiaire de la direction des ressources humaines.

Dès lors, nous regrettons que la formulation de cette recommandation laisse entendre que la Direction des routes du Conseil départemental ne respecte pas l'ensemble du cadre prévu par le décret susvisé alors même qu'aucune autre irrégularité n'a été relevée et que les magistrats instructeurs ont indiqué oralement que le taux d'heures supplémentaires dans les charges de personnel de la direction des routes était équivalent à ce qui a pu être constaté au sein d'autres collectivités publiques.

S'agissant de la recommandation de performance n°1 relative au conventionnement avec le bloc communal traversé par au moins une section de route départementale, le travail est d'ores et déjà engagé avec comme objectif de faire approuver la convention type par l'assemblée départementale avant la fin de l'année 2025. Dès le 1er semestre 2026, toutes les Communes et EPCI du Département seront contactées à ce sujet afin d'obtenir la validation et la signature de ces conventions dans les meilleurs délais.

S'agissant de la recommandation de performance n°2 relative à la mise en place d'un outil de suivi de l'ensemble des activités d'exploitation du réseau routier départemental, la Direction des routes a effectivement bien identifié ce besoin qui lui permettra d'obtenir un suivi plus fin de l'entretien du domaine public routier et des ressources qu'elle y affecte. Le travail a d'ores et déjà été engagé, plusieurs prestataires ont été rencontrés et des échanges avec d'autres collectivités publiques disposant d'un outil analogue ont été organisés.

Le déploiement d'un tel outil au sein de notre direction des routes nécessitant un accompagnement au changement conséquent, celui-ci devra être progressivement déployé à partir de l'année 2026, l'année 2025 étant consacrée à son acquisition et à son paramétrage.

Je vous remercie pour les recommandations émises, qui contribueront à l'amélioration de nos actions quotidiennes au service de nos usagers.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes respectueuses salutations.

Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental

Chambre régionale des comptes
Île-de-France



Chambre régionale des comptes Île-de-France
6, Cours des Roches
BP 187 NOISIEL
77315 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2
Tél. : 01 64 80 88 88
www.ccomptes.fr/fr/crc-ile-de-france

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/01

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_201H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-2/01**

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VANDERBISE Xavier

OBJET : Changement de dénomination du collège de l'Arche Guédon à Torcy

Conformément à l'article L421-24 du Code de l'éducation qui précise que la dénomination des établissements publics locaux est de la compétence de la collectivité territoriale de rattachement, le Conseil départemental a soutenu l'initiative des membres du club égalité du collège de l'Arche Guédon, ambitionnant de renommer leur établissement par le biais d'une large consultation des élèves et du personnel. A l'issue de ce vote, le nom de Nellie Bly, considérée comme la première femme grand reporter du monde, a été plébiscité. Aussi, il est demandé à l'Assemblée délibérante de se prononcer.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU l'article L.421-24 du code de l'éducation,

VU le courrier du 7 mai 2024 des membres du club égalité du collège de l'Arche Guédon informant le Conseil départemental de la proposition de nouvelle dénomination de l'établissement,

VU le courrier du 30 avril 2025 confirmant l'avis favorable du maire de la commune de Torcy concernant le changement de dénomination du collège de l'Arche Guédon et le choix du nom de Nellie Bly,

VU l'avis de la Commission précitée,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/01

DÉCIDE

De choisir le nom de « Nellie Bly » comme nouvelle dénomination du collège de l'Arche Guédon à Torcy.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46
Mme Emma ABREU
M. Eric BAREILLE
Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI
M. Thierry CERRI
M. Jean-Marc CHANUSSOT
M. Bernard COZIC
Mme Sophie DELOISY
M. Stéphane DEVAUCHELLE
M. Smaïl DJEBARA
M. Yann DUBOSC
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Anthony GRATACOS
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/01

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/02

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_202H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-2/02**

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VANDERBISE Xavier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : ROBACHE Christian

OBJET : Avenant à la convention relative à l'organisation de la restauration scolaire du Collège de l'Arche Guédon à Torcy par la Communauté d'Agglomération de Paris-Vallée de la Marne (CAPVM).

Il est proposé un avenant à la convention relative à l'organisation de la restauration scolaire du Collège de l'Arche Guédon à Torcy au sein du restaurant communautaire, concernant le tarif du repas à appliquer par la CAPVM au Collège à partir de septembre 2024. Le tarif unitaire du repas est ainsi arrêté à 10,60 € pour l'année scolaire 2024-2025 et à 10,75 € pour l'année scolaire 2025-2026.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU l'article 82 de la loi du 13 aout 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales,

VU la délibération du Conseil Départemental n° 2/02 en date du 17 juin 2022, approuvant le renouvellement de la convention relative à l'organisation de la restauration du Collège de l'Arche Guédon à Torcy par la Communauté d'Agglomération de Paris – Vallée de la Marne (CAPVM),

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/02

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver l'avenant à la convention relative à l'organisation de la restauration scolaire du Collège de l'Arche Guédon à Torcy,au sein du restaurant communautaire, concernant le tarif du repas à appliquer par la CAPVM à partir de septembre 2024, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 : d'autoriser le Président à signer cet avenant, au nom du Département.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/02

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_202H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

AVENANT À LA CONVENTION RELATIVE À L'ORGANISATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DU COLLEGE DE L'ARCHE GUEDON

ENTRE :

LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE, représenté par Monsieur Jean-François PARIGI Président du Conseil Départemental, agissant en exécution de la délibération du Conseil Départemental en date du 20 juin 2025.

Ci-après dénommé « Le Département »,

LE COLLEGE de l'Arche Guédon, situé au 3 cours de l'Arche Guédon 77 200 TORCY, représenté par Mme Dominique GUINDOLET, Principale agissant en exécution de la délibération du Conseil d'Administration en date du xxxxx,

Ci-après dénommé « Le Collège »,

D'UNE PART

ET

LA COMMUNAUTE d'AGGLOMERATION Paris – Vallée de la Marne (CAPVM), représentée par son Président M. Guillaume LE LAY-FELZINE, agissant en exécution de la délibération n°202505XX du Conseil Communautaire en date du 22 mai 2025

Ci-après dénommée « La Communauté d'Agglomération » ou « La CAPVM »

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier les modalités financières à appliquer à partir du 1er septembre 2024 dans le cadre de la refacturation par la Communauté d'Agglomération de Paris – Vallée de la Marne (CAPVM) au Collège de l'Arche Guédon des repas des collégiens et du personnel les accompagnant, accueillis au sein du restaurant communautaire situé à proximité du Collège.

Article 2 : DISPOSITIONS MODIFIEES

- Ainsi le 1er alinéa de l'article 13 – Dispositions financières - de la convention de 2022 est ainsi modifié :

Le Département apporte une participation financière à la CAPVM en complément des reversements, représentant la participation des familles, effectués par le Collège.

Le coût unitaire (C) du repas facturé par la CAPVM du Département pour ses rationnaires et ses commensaux est fixé à **10,60 €** pour l'année scolaire 2024-2025.

Ce coût tient compte des dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à la préparation des repas (fluides, crédits nourriture, contrats d'entretien des matériels, produits d'entretien, charges de personnel et infrastructures…).

Ce coût est révisable chaque année selon les modalités de l'article 14 de la présente convention.

Les paragraphes « Modalités de calcul de la participation du Département » et « Modalités de versement de la participation du Département » ne changent pas.

- Par ailleurs l'article 14 – Révision annuelle de coût unitaire (C) - de la convention de 2022 est ainsi modifié :

Ce coût unitaire (C) pourra être révisé annuellement par la CAPVM avant chaque année scolaire sans qu'il soit besoin de modifier la présente convention, à charge pour elle d'en informer le Département et le Collège dans les meilleurs délais.

Modalités de révision du coût unitaire :

La révision du tarif sera calculée de la manière suivante pour l'année scolaire N :

CN = C x (1 + IPC (N))

Où :
CN = nouveau coût
C = ancien coût
IPC (N) : Indice INSEE des prix à la consommation sur un an, paru au mois de janvier de l'année N (en pourcentage).

Ainsi, le coût unitaire (CN) pour l'année 2025-2026 est arrêté à **10,75 €** comme suit :

IPC (2025) = 1,4 %. Indice des prix à la consommation (janvier 2024 à janvier 2025) publié par l'INSEE.
C = 10,60 € * (1,014)
CN = 10,75 €

Article 3 : DISPOSITIONS NON MODIFIEES

Les dispositions de la convention de 2022 non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

Article 4 : DATE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter du 1er septembre 2024.

Fait en trois exemplaires originaux à ……le …….

Pour le Département de Seine-et-Marne
Le Président

Pour le Collège de l'Arche Guédon
La Principale

Pour la Communauté d'Agglomération Paris – Vallée de la Marne (CAPVM)
Le Président

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/03

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_203H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-2/03**

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VANDERBISE Xavier

OBJET : Dénomination du futur collège à Saint Fargeau-Ponthierry

L'ouverture du second collège à Saint-Fargeau-Ponthierry est prévue pour la rentrée scolaire 2026. Selon l'article L421-24 du Code de l'éducation, la dénomination des établissements publics locaux est de la compétence de la collectivité territoriale de rattachement. A cet égard, le Département doit acter le nom de chaque collège. Néanmoins, le choix peut être précédé de consultations, notamment auprès des communes d'implantation des futures structures scolaires. Dans cette perspective, le Conseil départemental a associé la commune de Saint-Fargeau-Ponthierry à la dénomination du second établissement. A ce titre, la collectivité féréopontaine a proposé le nom de Madeleine Brès, première femme française médecin. Aussi, il est demandé à l'Assemblée délibérante de se prononcer sur cette appellation ainsi que sur la désignation des représentants du Département qui siègeront au Conseil d'administration du collège.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU l'article L.421-24 du code de l'éducation,

VU l'avis du maire de la commune de Saint Fargeau-Ponthierry en date du 11 février 2025,

VU l'avis de la Commission précitée,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/03

DÉCIDE

Article 1 : de dénommer « Madeleine Brès » le futur collège de Saint Fargeau-Ponthierry.

Article 2 : de désigner les représentants du Département ci-après nommés au sein du Conseil d'administration du futur collège :

Titulaires	Suppléants
Vincent PAUL-PETIT	Eric CHOMAUDON
Véronique VEAU	Véronique CHAGNIAT

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 44

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/03

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'ont pas pris part au débat et au vote : 2

M. Vincent PAUL-PETIT en sa qualité de représentant du Département de Seine et Marne au sein du CA du nouveau collège de ST-Fargeau-Ponthierry

Mme Véronique VEAU en sa qualité de représentante du Département de Seine et Marne au sein du CA du nouveau collège de ST-Fargeau-Ponthierry

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/03

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/04

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_204H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-2/04**

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VANDERBISE Xavier

OBJET : Création de la sectorisation du collège Madeleine Brès à Saint-Fargeau-Ponthierry dans le cadre de son ouverture et modification de la carte scolaire du collège François Villon à Saint-Fargeau-Ponthierry.

Dans un contexte de croissance très dynamique des effectifs au collège François Villon à Saint-Fargeau-Ponthierry, des bâtiments provisoires ont été installés dans l'attente de la construction et de l'ouverture d'un second collège.

Le nouveau collège Madeleine Brès de Saint-Fargeau-Ponthierry entrera en service à la rentrée 2026 ; il sera d'une capacité de 800 places. Dans cette perspective, il est proposé que plusieurs quartiers ferréopontains soient sectorisés au sein de ce nouvel établissement à la rentrée 2026, conformément au découpage établi en concertation avec la commune et en cohérence avec la carte scolaire des écoles élémentaires. Cette nouvelle sectorisation permettra de délester le collège François Villon et d'opérer le retrait des bâtiments démontables. En outre, ce découpage ambitionne d'assurer un équilibre en termes de mixité sociale, d'effectifs et de flux de transports entre les deux établissements implantés à Saint-Fargeau-Ponthierry.

La sectorisation des collèges relevant de la compétence du Conseil départemental, il lui revient donc de se prononcer sur la proposition susmentionnée.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU l'article L.213-1 du Code de l'éducation,

VU la délibération du Conseil général n°5/05 en date du 20 décembre 2013 relative à la « retranscription de la sectorisation à la rue de l'ensemble des collèges publics de Seine-et-Marne »,

VU l'avis du Conseil départemental de l'éducation nationale,

VU l'avis de la Commission précitée,

VU l'avis favorable du CDEN en date du 5 mai 2025,

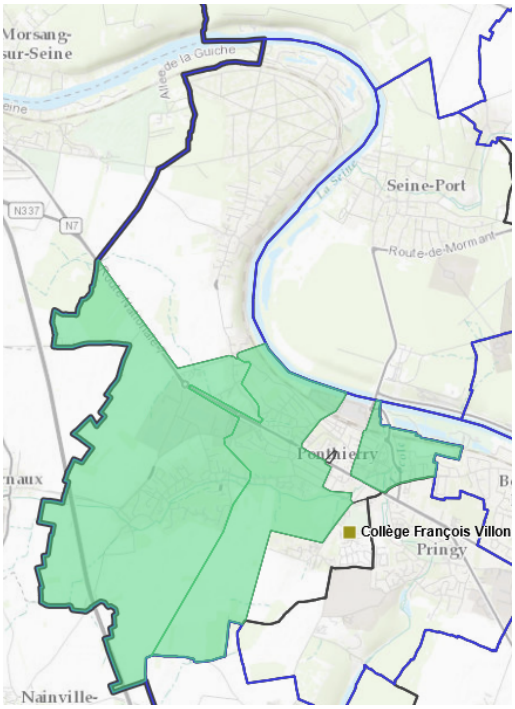
VU le rapport du Président du Conseil départemental,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/04

Après en avoir délibéré,

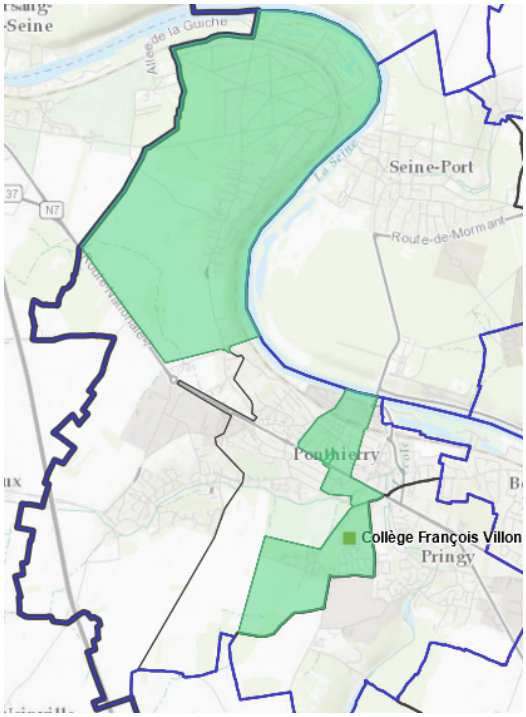
DÉCIDE

Article 1 : d'établir, à compter de la rentrée de septembre 2026, le secteur de recrutement du collège François Villon à Saint-Fargeau-Ponthierry comme suit : l'ensemble de la commune de Pringy, ainsi que des rues de Saint-Fargeau-Ponthierry situées dans le périmètre suivant :



DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/04

Article 2 : d'établir, à compter de la rentrée de septembre 2026, le secteur de recrutement du collège Madeleine Brès à Saint-Fargeau-Ponthierry comme suit : des rues de Saint-Fargeau-Ponthierry situées dans le périmètre suivant :



Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/04

Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/04

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/05

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_205H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-2/05**

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VANDERBISE Xavier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : ROBACHE Christian

OBJET : Tarifs et règles de gestion de la Restauration scolaire pour l'année 2025-2026

Le Département a compétence pour assurer la restauration dans les collèges publics dont il a la charge et pour déterminer les tarifs pratiqués tant pour les collégiens que pour les commensaux. Ce rapport a pour objet de fixer les tarifs et les règles de gestion de la restauration scolaire pour l'année scolaire 2025-2026.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code de l'éducation, notamment l'article L. 421-23 relatif à l'organisation et au fonctionnement des établissements publics locaux d'enseignement et l'article R. 531-52 relatif aux tarifs de la restauration scolaire,

VU la décision du Conseil général n° 7/01 en date du 11 octobre 1985, instituant un Fonds Commun des Services d'Hébergement (F.C.S.H) pour les collèges publics,

VU la décision du Conseil général n° 7/01 en date du 31 janvier 2003, relative à la réforme des critères d'attribution des subventions accordées au titre du Fonds Commun des Services d'Hébergement (F.C.S.H),

VU la délibération du Conseil général n° 6/09 du 16 décembre 2005, relative au transfert de la gestion du FDRPI aux collectivités locales,

VU la délibération du Conseil départemental n°2/03 en date du 05 avril 2024, relative à la tarification de la restauration scolaire,

VU la délibération du Conseil départemental n°7/01 en date du 03 avril 2025, relative au budget primitif du Département pour l'année 2025,

VU la délibération du Conseil départemental n°2/03 en date du 03 avril 2025, relative au budget primitif du Département pour l'année 2025 : Politique départementale en faveur de l'action éducative et de la jeunesse,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/05

VU la délibération du Conseil départemental n°2/02 en date du 03 avril 2025 relative au budget annexe 2025 : Politique départementale en faveur de la restauration scolaire des collèges,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'adopter pour l'année scolaire 2025-2026 les tarifs de référence suivants pour les élèves demi-pensionnaires :

Tranche / QFM	Tarif de référence 2025-2026 en €
1 / 0-150	1,19
2 / 151-300	1,47
3 / 301-450	1,77
4 / 451-600	1,91
5 / 601-750	2,39
6 / 751-900	2,69
7 / 901-1050	2,99
8 / 1051-1200	3,30
9 / 1201 – 1350	3,60
10 / 1351 – 1500	3,90
11 / 1501 – 1650	4,20
12 / 1651 – 1800	4,50
13 / 1801 - 1950	4,80
14 / >1951	5,10

Article 2 : sur la base des tarifs de référence cités dans l'article 1, d'adopter et de mettre en œuvre pour l'année scolaire 2025-2026 la grille des forfaits mensuels suivante pour les élèves demi-pensionnaires :

Quotient familial mensuel (QF)	QF1	QF2	QF3	QF4	QF5	QF6	QF7	QF8	QF9	QF10	QF11	QF12	QF13	QF14
Valeur max du QF	< 150	151 - 300	301 - 450	451 - 600	601 - 750	751 - 900	901 - 1050	1051 - 1200	1201 - 1350	1351 - 1500	1501 - 1650	1651 - 1800	1801 - 1950	> 1951
Prix référence repas de l'année	1,19	1,47	1,77	1,91	2,39	2,69	2,99	3,30	3,60	3,90	4,20	4,50	4,80	5,10
Prix mensuel forfait 1j/sem	4,17	5,15	6,20	6,69	8,37	9,42	10,47	11,55	12,60	13,65	14,70	15,75	16,80	17,85
Prix mensuel forfait 2j/sem	8,33	10,29	12,39	13,37	16,73	18,83	20,93	23,10	25,20	27,30	29,40	31,50	33,60	35,70
Prix mensuel forfait 3j/sem	12,38	15,29	18,41	19,86	24,86	27,98	31,10	34,32	37,44	40,56	43,68	46,80	49,92	53,04
Prix mensuel forfait 4j/sem	16,42	20,29	24,43	26,36	32,98	37,12	41,26	45,54	49,68	53,82	57,96	62,10	66,24	70,38

Article 3 : d'adopter pour l'année scolaire 2025-2026 les tarifs de référence suivants pour les élèves internes scolarisés à l'internat du collège Alfred SISLEY à MORET LOING ET ORVANNE :

Tranche / QFM	Tarif de référence 2025-2026 en €
1 / 0-150	2,98
2 / 151-300	3,68
3 / 301-450	4,43
4 / 451-600	4,78
5 / 601-750	5,98
6 / 751-900	6,73
7 / 901-1050	7,48
8 / 1051-1200	8,25
9 / 1201 – 1350	9,00
10 / 1351 – 1500	9,75
11 / 1501 – 1650	10,50
12 / 1651 – 1800	11,25
13 / 1801 - 1950	12,00
14 / >1951	12,75

Article 4 : sur la base des tarifs de référence cités dans l'article 3, d'adopter et de mettre en œuvre pour l'année scolaire 2025-2026 la grille des forfaits mensuels suivante pour les élèves internes scolarisés à l'internat du collège Alfred SISLEY à MORET LOING ET ORVANNE :

Tranche / QFM	Tarif de référence 2025-2026 en €	Forfait mensuel en €
1 / 0-150	2,98	51,85
2 / 151-300	3,68	64,03
3 / 301-450	4,43	77,08
4 / 451-600	4,78	83,17
5 / 601-750	5,98	104,05
6 / 751-900	6,73	117,10
7 / 901-1050	7,48	130,152
8 / 1051-1200	8,25	143,55
9 / 1201 – 1350	9,00	156,60
10 / 1351 – 1500	9,75	169,65
11 / 1501 – 1650	10,50	182,70
12 / 1651 – 1800	11,25	195,75
13 / 1801 - 1950	12,00	208,80
14 / >1951	12,75	221,85

Article 5 : d'appliquer le tarif de référence « plafond » de 5,10 € aux familles qui, à l'inscription de l'élève demi-pensionnaire, n'ont pas fourni les documents conformes à la justification de leur quotient familial dans les délais et aux familles qui résident hors du département de Seine-et-Marne.

Article 6 : d'appliquer le tarif de référence « plancher » de 1,19 € aux assistants familiaux, employés par le Département de Seine-et-Marne et résidant en Seine-et-Marne pour les collégiens placés ou accueillis dans leur foyer.

Article 7 : d'appliquer le tarif de référence « plafond » de 5,10 € à la personne morale portant l'Unité d'enseignement externalisée hébergée dans un collège de Seine-et-Marne.

Article 8 : d'appliquer le tarif de référence « plafond » de 5,10 € aux élèves de CM2 accueillis dans le cadre d'une visite du collège pour la préparation de leur entrée en 6e et de facturer les repas à l'établissement hôte qui se chargera de percevoir le montant auprès des familles.

Article 9 : d'adopter et de mettre en œuvre la grille tarifaire applicable aux :
• agents exerçant leurs fonctions au sein du collège à titre permanent ou temporaire :

- indice inférieur ou égal à 364 ……2,89 €
- Indice compris entre 365 et 430 ……3,77 €
- Indice compris entre 430 et 499 ……4,65 €
- Indice supérieur à 499 ……...5,55 €

Article 10 : d'appliquer un tarif unique « extérieur » de 6,50 € pour les usagers des restaurants scolaires des collèges, définis ci-dessous :

a) Les élèves dits « externes », non-inscrits au service, déjeunant à titre exceptionnel à la restauration scolaire, en raison d'un motif impérieux, sous réserve de l'accord du chef d'établissement.

b) Les structures dites « hébergées », hors Unités d'enseignement externalisées, telles que les communes pour les élèves de premier degré, accueillies à la restauration scolaire dans le cadre d'une convention signée entre l'établissement d'origine (ou sa collectivité de rattachement), l'établissement d'accueil et le Département. Ce tarif peut être ramené à 5,50 € dans le cas d'une mise à disposition de personnel par l'établissement d'origine.

c) Les « hôtes de passage » : les personnels de l'Education nationale ou du Département prenant leur repas exceptionnellement au collège en raison de leur activité professionnelle, les parents d'élèves de l'établissement et les personnes extérieures au collège invitées par le chef d'établissement, par les autorités académiques ou par le Département avec l'accord du chef d'établissement, dans le cadre d'activités pédagogiques liées à la vie de l'établissement.

Article 11 : de maintenir uniquement pour les 9 collèges bénéficiant d'une délégation de gestion de la restauration scolaire :

a) À 10 % le taux du prélèvement du fonds départemental de rémunération des personnels de restauration et d'internat (FDRPI).
b) À 1,25 % le taux de prélèvement du Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH).

Ces taux sont appliqués sur les participations de tous les usagers, constatées au compte financier de l'établissement public local d'enseignement.

Article 12 : de modifier le règlement départemental de la restauration scolaire actuel et notamment en ajoutant une remise d'ordre dès le premier jour d'absence, sans application du délai de 8 jours calendaires, dans le cas d'une absence pour hospitalisation ou maladie justifiée par un certificat médical dûment présenté.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR : 36

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/05

M. Pascal GOUHOURY
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
Mme Daisy LUCZAK
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 2
M. Anthony GRATACOS
Mme Nathalie MOINE

Se sont ABSTENUS : 8
M. Eric BAREILLE
M. Smaïl DJEBARA
Mme Julie GOBERT
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Marie-Line PICHERY
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Virginie THOBOR
M. Mathieu VISKOVIC

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/05

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_205H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n°1 à la délibération n°2/05

REGLEMENT DEPARTEMENTAL DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE DES COLLEGES PUBLICS DE SEINE-ET-MARNE

(Régie)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 — PRINCIPES GÉNERAUX

ARTICLE 2 — LES USAGERS DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

2.1 LES ÉLEVES

2.2 LES ADULTES

2.2.1 LES COMMENSAUX

2.2.2 LES ADULTES HÉBERGES

2.2.3 LES HÔTES DE PASSAGE

ARTICLE 3 — FONCTIONNEMENT ET ACCÈS

3.1 PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT

3.1.1 Périodes d'ouverture et présence des élèves
3.1.2 Menus
3.1.3 Hygiène
3.1.4 Règles et discipline

3.2 PRINCIPES D'ACCÈS

3.2.1 Capacité d'accueil
3.2.2 Accueil spécifique
3.2.3 Modalités d'accès

ARTICLE 4 — HÉBERGEMENT DES COLLÉGIENS

4.1 MODALITÉS D'INSCRIPTION

4.1.1 Inscription
4.1.2. Calendrier de la demi-pension
4.1.3 Changement de régime

4.2 MODALITÉS FINANCIÈRES

4.2.1 Tarifs des repas
4.2.2 Les forfaits
4.2.3 Facturation, régularisations et paiement

ARTICLE 5 — HÉBERGEMENT DES COMMENSAUX, DES HÉBERGÉS ET DES HÔTES DE PASSAGE

5.1 LES COMMENSAUX

5.2 LES HÔTES DE PASSAGE

5.3 LES HÉBERGÉS

PRÉAMBULE

L'article L213-2 du code de l'Education dispose que « le Département assure l'accueil, la restauration, l'hébergement ainsi que l'entretien général et technique, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves, dans les collèges dont il a la charge ».

La loi du 30 octobre 2018 portant sur l'agriculture et l'alimentation, dite loi «Egalim», complétée par la loi du 22 août 2021 portant sur le climat, dite loi « Climat et résilience », prévoit un ensemble de mesures concernant la restauration collective publique. Les principaux points incluent la promotion de l'alimentation durable (50% de produits de qualité et durables dont 20% de produits bio), l'encouragement de l'utilisation de produits locaux et de saison, la garantie de l'équilibre nutritionnel des repas, la lutte contre le gaspillage alimentaire, et la sensibilisation des élèves aux enjeux liés à l'alimentation.

Le Département de Seine-et-Marne souhaite offrir aux collégiens, ainsi qu'aux autres usagers des établissements, une restauration scolaire de qualité. Ce service constitue un service public facultatif des établissements publics locaux d'enseignement (EPLE).

La plateforme d'approvisionnement « Approv'halles », fondée par le département de seine et marne et la région lle-de-France, doit permettre d'offrir à tous les demi-pensionnaires, ainsi qu'à l'ensemble de ses usagers, une restauration scolaire de qualité, respectueuse des principes précédemment mentionnés, en promouvant les produits du terroir seine-et-marnais et francilien.

L'engagement du Département est de fournir un service public en gestion directe qui s'appuie sur des axes forts :

- Fournir des repas équilibrés, de bonne qualité et adaptés aux besoins (garantie d'un montant minimum de denrées dans l'assiette),
- Lutter contre la précarité alimentaire en offrant un service accessible à tous et un moment de convivialité,
- Renforcer les circuits courts pour valoriser les productions,
- Renforcer les actions en matière de denrées bio pour une meilleure qualité dans l'assiette,
- Mener des actions de manière à réduire le gaspillage alimentaire,
- Diversifier des sources de protéine,
- Informer les convives,

Le présent règlement définit les conditions générales et les modalités d'organisation fonctionnelle et financière du service de restauration scolaire des collèges publics de Seine-et-Marne.

ARTICLE 1 — PRINCIPES GÉNERAUX

1.1 Le service de restauration scolaire est un service public facultatif destiné à assurer la restauration des élèves des collèges publics pour le déjeuner et lorsque le collège est doté d'un internat, le petit-déjeuner et le dîner.

1.2 Ce service public répond aux principes de continuité, d'égalité d'accès, de neutralité et de laïcité. Par conséquent, des demandes particulières, fondées sur des motifs religieux ou philosophiques, ne peuvent justifier une adaptation du service public.

1.3 Le règlement départemental de la restauration scolaire s'applique à l'ensemble des collèges publics dont la restauration est gérée par le Département. Ce document cadre peut, le cas échéant, être précisé ou complété par des dispositions particulières propres à chaque établissement votées par le Conseil d'administration, dès lors que ces dispositions ne sont pas contraires au règlement départemental.

1.4 Tout usager du service de restauration scolaire, à l'exception des hôtes de passage, doit prendre connaissance du règlement départemental.

1.5 Toute infraction aux règles de bonne tenue et de discipline générale commise par les usagers de la demi-pension sera passible de sanctions ou punitions en application du règlement intérieur de l'établissement.

1.6 L'ensemble des tarifs de la restauration scolaire est fixé annuellement par délibération du Conseil départemental.

ARTICLE 2 - LES USAGERS DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Sont admis à fréquenter le service de restauration scolaire des collèges, par ordre de priorité :

2.1 LES ÉLEVES

- Régulièrement inscrits dans l'établissement en qualité d'internes ou de demi-pensionnaires ;
- Externes, à titre exceptionnel et sous réserve de l'accord du Chef d'établissement, en raison de contraintes liées à l'emploi du temps ou de circonstances familiales imprévues ;
- « Hébergés » : ont ce statut les élèves d'autres établissements accueillis dans le cadre d'une convention signée entre l'établissement d'origine (ou sa collectivité de rattachement), l'établissement d'accueil et le Département ;

2.2 LES ADULTES

2.2.1 Les commensaux

- Personnels de l'Etat ou du Département, titulaires, stagiaires ou contractuels affectés dans l'établissement à temps plein ou partiel, à titre temporaire ou permanent ;
- Personnels de l'Etat ou du Département non affectés au collège mais qui interviennent dans l'établissement dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

2.2.2 Les adultes hébergés

- Personnels d'autres établissements accueillis dans le cadre d'une convention signée entre l'établissement d'origine (ou sa collectivité de rattachement), l'établissement d'accueil et le Département.

2.2.3 Les hôtes de *passage*

- Personnels de l'Education nationale ou du Département prenant leur repas exceptionnellement au collège en raison de leur activité professionnelle ;
- Parents d'élèves de l'établissement ;
- Les personnes extérieures au collège peuvent être invitées par le Chef d'établissement, les autorités académiques ou le Département, avec l'accord du Chef d'établissement, dans le cadre d'activités pédagogiques liées à la vie de l'établissement.

ARTICLE 3 - FONCTIONNEMENT ET ACCÊS

3.1 PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT

3.1.1 Périodes d'ouverture et *présence* des élèves

Le service de restauration fonctionne durant la période de présence des élèves les lundis, mardis, jeudis et vendredis et en fonction du calendrier scolaire. Les ouvertures du service en dehors de ces périodes sont soumises à l'autorisation préalable du Département.

Le service de la restauration scolaire fonctionne donc du premier jour de la rentrée scolaire des élèves jusqu'au dernier jour ouvré de l'année scolaire.

La présence aux repas est obligatoire pour les demi-pensionnaires et les internes.

3.1.2 Menus

Le chef de cuisine élabore les menus du service de restauration en respectant le plan alimentaire départemental saisonnier. Il prend l'avis du Service de gestion et du chef d'établissement. Les menus sont conçus en conformité avec la réglementation en vigueur, comprenant des plats à quatre ou cinq composantes, tout en respectant les apports nutritionnels, y compris le pain. Le chef d'établissement peut créer une commission des menus au sein de son établissement afin de ressentir les besoins des élèves.

3.1.3 Hygiène

Pour des raisons d'hygiène et de sécurité alimentaire, il est interdit d'introduire des aliments ou des boissons, extérieurs au service de restauration, dans les zones de production, de transformation et de distribution des denrées. En conséquence, les prestations liées aux PAI seront conservées dans des matériels réfrigérés dédiés et mis à disposition des enfants en dehors de ces zones. De même, il n'est pas autorisé de sortir du réfectoire avec des aliments.

3.1.4 Règles et *discipline*

Pour les usagers, les règles de discipline établies au sein du service de restauration scolaire sont celles fixées dans le règlement intérieur du collège.

Les usagers du service de restauration scolaire doivent respecter les personnels de la restauration scolaire et également prendre soin du matériel mis à leur disposition. Le badge d'accès et les plateaux seront facturés aux familles ou aux intéressés majeurs par le Conseil Départemental, au tarif de 5 euros. Toute autre détérioration sera facturée par l'Etablissement.

Tout manquement aux règles du service de restauration scolaire par un usager, peut entraîner la mise en œuvre de l'une des sanctions ou punitions prévues dans le règlement intérieur du collège.

3.2 PRINCIPES D'ACCÈS

3.2.1 Capacité d'accueil

La priorité d'accueil dans le restaurant scolaire doit être donnée aux élèves de l'établissement. Si la capacité d'accueil le permet, le service peut accueillir les commensaux, les hébergés et les hôtes de passage.

La capacité d'accueil du service de restauration scolaire s'apprécie en fonction des règles d'hygiène et de sécurité, de la capacité de production, des moyens en personnel, du mode de distribution, du nombre de places assises, du taux de rotation et de la gestion de l'accès. Un établissement confronté à un problème de fonctionnement du service de restauration pour des raisons de capacité d'accueil devra en informer le service du Département en charge de la restauration scolaire. Le Département est seul habilité à prendre la décision de restreindre l'accès au service de la restauration scolaire.

3.2.2 Accueil spécifique

Enfants présentant un handicap.

Le service de restauration accueille les élèves présentant un handicap dans le respect des préconisations établies dans le cadre du projet personnalisé de scolarisation.

Enfants atteints de trouble de santé :

Le Chef d'établissement et le Département ne peuvent pas être tenus responsables d'un incident dans l'hypothèse où l'allergie ou l'intolérance alimentaire n'ont pas été déclarées au préalable ou que l'enfant n'a pas suivi le protocole défini selon les modalités ci-dessous.

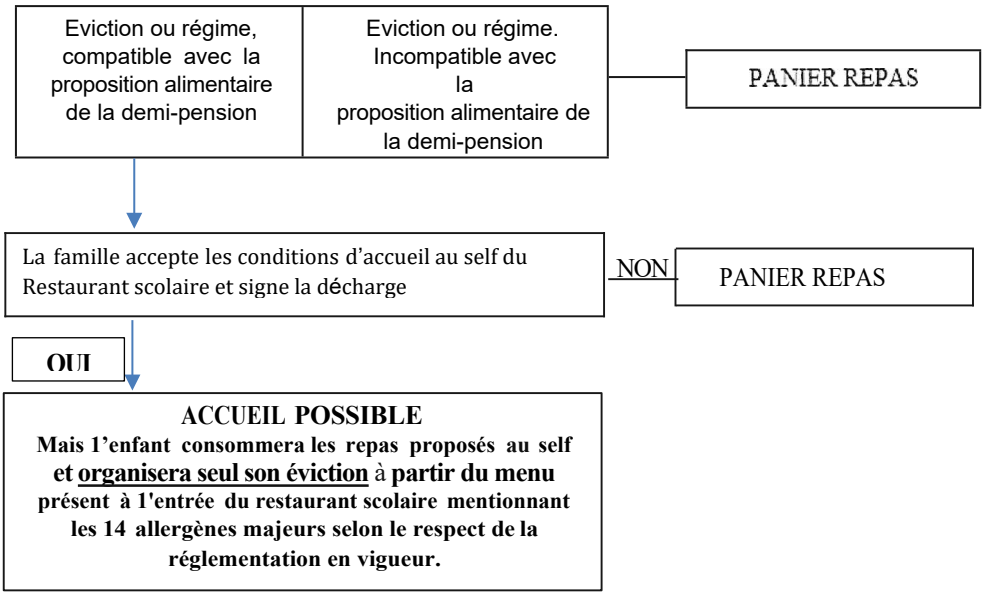
Le Département s'appuie sur les textes en vigueur pour affirmer son choix d'accueillir au restaurant scolaire tous les enfants sans exception souffrant d'allergie(s) alimentaire(s), d'intolérance(s) alimentaire(s) ou nécessitant un régime particulier dans l'objectif de favoriser leur intégration au même titre que tous les autres collégiens.

Les demandes des familles concernant le recours à un projet d'accueil individualisé (PAI) en matière de restauration doivent se faire, auprès du Chef d'établissement et du personnel médical scolaire, par écrit accompagnées d'un certificat médical sous pli confidentiel précisant la nature des évictions alimentaires ou les régimes préconisés.

Le projet d'accueil individualisé (PAI) est un document formalisé qui organise, dans le respect des compétences de chacun et compte tenu des besoins thérapeutiques de l'enfant, les modalités particulières

d'accueil. Lors de la mise en place de ce PAI, sont étudiées de manière partenariale, dans l'intérêt de l'enfant, les modalités d'accueil au restaurant scolaire.

Dans le cadre d'un PAI alimentaire, l'établissement devra se référer aux modalités d'accueil, ci-dessous défini par le Département :



En l'absence de PAI ou dans l'attente de sa signature par l'ensemble des parties concernées par son application, l'élève peut temporairement ne pas être admis au service de restauration.

Le PAI est lié à la pathologie ou trouble constaté pendant l'année scolaire. Il peut donc être établi pour une période allant de quelques jours à une année scolaire.

Il peut être reconduit d'une année sur l'autre. Dans ce cas, la famille doit effectuer une demande de renouvellement auprès du chef d'établissement.

3.2.3 Modalités d'accès

L'accès des usagers à la demi-pension se fait à l'aide d'une carte personnalisée.

- La carte magnétique est valable pour toute la scolarité de l'élève. La carte étant aussi un moyen de contrôle de présence à la demi-pension, il appartient à l'établissement de définir les conditions d'accès d'un élève qui a oublié sa carte. Dans tous les cas, le repas pris doit être enregistré. En cas de dysfonctionnement, la carte est remplacée gracieusement.
- En cas de perte ou de vol, l'élève doit immédiatement informer les services de l'intendance pour éviter toute utilisation frauduleuse. Les cartes perdues ou détériorées, en dehors d'une usure normale, sont facturées aux familles par le Département Cf. Article 3.1.4.
- Pour les élèves ayant oublié leur badge, le collège pourra déclencher le plateau de l'élève à l'aide de la tablette, afin que le repas puisse être pris en compte.

ARTICLE 4 — HÉBERGEMENT DES COLLÉGIENS

4.1 MODALITÉS D'INSCRIPTION

4.1.1 Inscription

L'inscription au restaurant scolaire est effectuée par le responsable légal de l'élève directement sur le portail d'inscription en ligne, accessible depuis le site du Département. L'inscription ne devient définitive qu'après la transmission de l'ensemble des renseignements et pièces justificatives demandés par le Département, et après la prise de connaissance du règlement départemental.
L'inscription est valable pour l'année scolaire et peut être actualisée par trimestre, selon les modalités définies à l'article 4.1.2.

Les données recueillies dans le cadre de cette inscription sont destinées exclusivement aux secrétaires généraux des collèges ainsi qu'aux agents habilités du Département de Seine-et-Marne. Elles seront conservées jusqu'à trois ans après le départ de l'élève du collège.

Pour toute demande d'exercice de vos droits, merci de vous adresser **au Délégué à la protection des données : dpd@departement77.fr**

Aucun élève ne pourra être refusé à ce service en raison de son état de santé ou pour tout autre motif (art. 3.2.).

Toute réinscription suppose que le paiement des frais de pension antérieurement dus, soit acquitté.

4.1.2 Calendrier de la demi-pension

Le calendrier de la demi-pension se décompose comme suit :

Trimestres	**Période**
1er trimestre	De la rentrée de septembre aux vacances de Noël
2ème trimestre	De la rentrée de janvier au 31 mars
3ème trimestre	Du 01 avril aux vacances d'été

4.1.3 Changement de régime

Un changement de statut (externe, demi-pensionnaire, interne) ou de forfait en cours d'année scolaire peut être demandé à la fin de chaque trimestre, sous réserve d'un préavis de deux semaines avant le début du trimestre suivant, sauf en cas de force majeure dûment justifiée (raisons médicales, changement de domicile, etc.).

La demande doit être effectuée via le portail en ligne, accompagnée des pièces justificatives nécessaires, afin qu'elle puisse être validée.

4.2 MODALITÉS FINANCIÈRES

4.2.1 Tarifs des repas

L'ensemble des tarifs de la demi-pension est fixé annuellement par délibération du Conseil départemental.
La grille tarifaire, adressée par le Département, sera présentée au Conseil d'administration pour information.

4.2.2 Les forfaits pour les élèves demi-pensionnaires

Le régime de facturation des demi-pensionnaires est forfaitaire.

En fonction des règles de fonctionnement propres à chaque établissement, il peut être proposé aux familles des forfaits de 1, 2, 3 ou 4 jours.

Dans le cas d'une inscription de 1, 2 ou 3 jours par semaine, les jours de la semaine pendant lesquels l'élève fréquente le service de restauration sont déterminés lors du dépôt de la demande d'inscription.

Ce choix pourra être modifié selon les conditions exposées au 4.1.3.

Le montant forfaitaire dû à l'année est fixé en fonction du calendrier scolaire et du forfait jours choisi. Il se décline en forfait mensuel.

4.2.3 Facturation, régularisations et paiement

Facturation

Pour les élèves internes ou demi-pensionnaires, le forfait annuel, défini à l'article 4.2.2, est réparti sur 10 mois et payable à la fin de chaque mois.

Les régularisations sur facturation sont accordées dans les cas ci-dessous :

1. En cas d'absence prolongée, une déduction du tarif de référence au repas sera appliquée pour chaque jour d'absence correspondant à un jour d'inscription à partir du 8ème jour calendaire suivant le 1er jour d'absence.
2. Pour les jours d'absence liés à une exclusion, une période de stage, une sortie pédagogique, un voyage scolaire organisé par l'établissement pendant le temps scolaire ; et sur présentation d'une pièce justificative pour une hospitalisation ou une maladie, les repas seront déduits.
3. En cas de fermeture du service de restauration décidée par le Département pour cas de force majeure (épidémie, grève du personnel, catastrophe naturelle, période d'examen...).

Les différents types de régularisations accordées alimentent sur la facture une ligne libellée « repas déduits ». Le montant des remises ne pourra pas être supérieur au forfait mensuel.

Pour tous les repas pris en dehors des jours choisis au forfait, le tarif « extérieurs » s'applique, ces repas consommés alimentent sur la facture une ligne libellée « repas supplémentaires ».

Paiement

Les factures sont payables dès réception auprès du comptable du département.

Le paiement s'effectue par prélèvement automatique selon les coordonnées IBAN fournies lors de l'inscription.

Toutefois, dans le cas où cette modalité de paiement ne serait pas possible, la facture détaille les autres modes de paiement à disposition.

ARTICLE 5 - HÉBERGEMENT DES COMMENSAUX, DES HÉBERGÉS ET DES HÔTES DE PASSAGE

5.1 LES COMMENSAUX

L'inscription des commensaux au service de restauration se fait auprès du service de gestion du collège, sous réserve des dispositions de l'article 3.2.1.

Le service de gestion est chargé d'insérer dans la base Fraîcheur les pièces justificatives permettant de déterminer l'indice de rémunération du commensal.
Le tarif applicable est fixé en fonction des justificatifs transmis.
En l'absence de justificatif dans la base Fraîcheur, le tarif maximum est appliqué.

La grille tarifaire, transmise par le Département, est présentée au Conseil d'administration pour information.

Tout commensal, s'étant acquitté des formalités décrites ci-dessus, a accès à la zone de restauration (ligne de self et réfectoire) et se voit attribuer un badge.

Un prépaiement par carte bancaire sur l'application Myturboself est requis avant tout accès au self. Un défaut d'alimentation du compte bloquera l'accès au self.

5.2 LES HÔTES DE PASSAGE

Pour les hôtes de passage, personnels de l'Education nationale ou du Département prenant leur repas exceptionnellement au collège en raison de leur activité professionnelle, les parents d'élèves et les personnes extérieures au collège invitées, les repas consommés seront facturés par le Département au collège, au tarif « extérieur » voté par le Département.

Pour les personnes invitées par le chef d'établissement, la dépense correspondant au coût des repas est imputée sur les dépenses de réception du budget du collège.

5.3 LES HÉBERGÉS

Les élèves et les adultes dits « hébergés » sont accueillis à la restauration scolaire dans le cadre d'une convention signée entre l'établissement, le Département et le représentant de la structure hébergée, les modalités de règlement des prestations se font conformément à cette convention.

Le présent règlement est consultable sur le site internet du Département

seine-et-marne.fr

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_205H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe n°2 à la délibération n°2/05

Liste des collèges bénéficiant d'une délégation de gestion de la restauration scolaire :

Nom du collège	**Commune**
International	Fontainebleau
Henri Dunant	Meaux
Jean Jaurès	Brou-sur-Chantereine
François Villon	Saint-Fargeau-Ponthierry
Robert Buron	Nandy
La Plaine des Glacis	La Ferté-sous-Jouarre
Jean Wiener	Champs-sur-Marne
Georges Sand	Mouroux
Emile Chevallier	Souppes-sur-Loing

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/06

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_206H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-2/06**

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VANDERBISE Xavier

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Rapport de la Société Publique Locale (SPL) "Approv'Halles" présenté par les élus mandataires au titre des années 2022 et 2023.

Conformément à l'article L.1524-5 du code général des collectivités territoriales, les rapports écrits 2022 et 2023 des représentants du Département au Conseil d'administration de la Société Publique Locale "Approv'Halles" sont soumis à l'Assemblée départementale.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment son article L.1524-5,

VU la Loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

VU le Décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 relatif au contenu du rapport du mandataire prévu par l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/06

DÉCIDE

De prendre acte du rapport de la Société Publique Locale (SPL) « Approv'Halles » annexé à la présente délibération, présenté par les représentants du Département au Conseil d'administration au titre des années 2022 et 2023.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 36

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

Mme Daisy LUCZAK

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/06

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 10

M. Eric BAREILLE

M. Smaïl DJEBARA

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Nathalie MOINE

Mme Marie-Line PICHERY

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Virginie THOBOR

M. Mathieu VISKOVIC

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Publication n°64 - Délibérations du Conseil départemental du 20 juin 2025 Date de publication en ligne le 30 juin 2025
Date de Publication : 30/06/2025

APPROV' HALLES

Rapport annuel de l'élu mandataire 2022

1° Présentation de la société publique locale

- **Historique :**
  - Le Département de Seine-et-Marne et la Région Île-de-France, soutenus par la Chambre d'agriculture de la Région Île-de-France, se sont engagés en 2020, dans un projet de création d'une Plateforme de collecte, de transformation, de conditionnement et de livraison de produits alimentaires locaux issus des exploitations agricoles du département et des alentours.
  - Ces denrées locales de qualité, notamment biologiques, fruits & légumes, volailles et produits laitiers, approvisionneront les demi-pensions des collèges et lycées du Seine-et-Marne, ainsi que celles des lycées du Seine-Saint-Denis et du Val de Marne, soit plus de 15 millions de repas par an.
  - Une alimentation saine participant à la réussite des élèves, le département et la région en ont fait un objectif politique de premier plan. C'est pourquoi ces deux collectivités ont décidé de s'associer au sein d'une Société Publique Locale commune, afin de lui confier la réalisation et l'exploitation de la Plateforme qui verra le jour en 2024.
  - Cette Plateforme sera le premier équipement de ce type et à cette échelle au niveau national.
- **Objet social :**
  - construction et équipement d'une plateforme de stockage, de transformation et de conditionnement de denrées alimentaires en vue de l'approvisionnement des établissements scolaires publics relevant des actionnaires de la SPL
  - gestion et entretien de la plateforme
  - organisation de la logistique amont et aval
- **Domaines d'activité :**
  - production agroalimentaire, stockage et approvisionnement des établissements scolaires publics l'adresse de son siège social :
  - 145 Quai Voltaire, 77 Dammarie les Lys
- **Nombre de ses salariés :**
  - trois (3)
- **Répartition de son capital :**
  - 920 actions de 5.000 € au CD 77
  - 920 actions de 5.000 € au CR IDF
- **Organisation de sa gouvernance**
  - un conseil d'administration avec un président du conseil d'administration
  - un directeur général mandataire social
- **Noms du président, du directeur général et des administrateurs, qui représentent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire,**
  - Président du conseil d'administration : Monsieur Olivier LAVENKA (CD77)
  - Directeur Général : Monsieur Patrick TONDAT
  - Administrateurs CD77 :
    - M. Olivier LAVENKA
    - M. Xavier VANDERBISE
    - Mme Virginie THOBOR

APPROV' HALLES

- Administrateurs CR IDF :
  - Mme Marianne DURANTON
  - M. Eric JEUNEMAITRE
  - M. Jacques HULEUX

- **Principales activités et opérations de l'année écoulée**
  - l'activité 2022 a été exclusivement consacrée à la poursuite de la phase de conception de la plateforme industrielle
  - la recherche de financements privés pour assurer la construction a été l'une des activités majeures de l'année 2022

2° État des relations entre la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire et la société publique locale

- **les contrats :**
  - contrat de concession de travaux (CA du 11/03/22) avec le CD77
- **apports en compte courant d'associés :**
  - Pas d'apports en 2022
- **garanties d'emprunt et aides octroyées au titre du développement économique ou tout autre concours financier, et précisant pour chacun d'eux leur objet, leur montant et, le cas échéant, le secteur d'activité dont ils relèvent :**
  - garantie du CD 77 à hauteur de 50% des emprunts souscrits par la SPL :
    - La Banque postale : 22.5 M€ couverts à 50%
    - Crédit Coopératif : 9.0 M€ couverts à 50%
    - Arkéa : 9 M€ couverts à 50%
    - Arkéa 2 : 4.5 M€ couverts à 50%

3° Modifications des statuts effectuées dans l'année en conservant l'historique des cinq dernières années

- statuts modifiés par l'AG du 01/12/2021 (changement de siège social)
- pas de modification ultérieure

4° Évolutions de l'actionnariat intervenues dans l'année en conservant l'historique des cinq dernières années

- Aucune évolution de l'actionnariat initial : 50% CD77 – 50% CR IDF

5° État de l'ensemble des participations de la société, directes et indirectes, au sens de l'article L. 233-4 du code de commerce, au capital d'autres sociétés ou groupements d'intérêt économique, mentionnant

- aucune participation directe ou indirecte

6° Risques et incertitudes d'ordre financier, juridique, technique ou conjoncturel

- aucun risque majeur d'ordre financier, juridique, technique ou conjoncturel

7°Prévention et de détection des faits d'atteinte à la probité

- Aucune procédure

8°Contrôles éventuels

- Aucun contrôle sur l'exercice 2022

9°Modalités d'exercice du contrôle analogue pour les sociétés publiques locales

En 2022 la séance de l'assemblée générale ordinaire de la SPL s'est tenue à la date suivante :

- 19/05/2022

En 2022 les séances du conseil d'administration se sont tenues aux dates suivantes :

- 11/03/2022 (approbation du titulaire du marché de C/R et des emprunts)
- 04/04/2022 (arrêté des comptes)
- 14/11/2022 (budget 2023 et évolution du bilan opérationnel)

En 2022 des comités de pilotage constitués des élus concernés des deux collectivités et de la Chambre d'Agriculture de l'Ile de France, assistés des administrations et de la SPL se sont tenus aux dates suivantes :

- 26/01/2022
- 07/03/2022
- 13/06/2022

A la demande du Conseil d'Administration et du COPIL, des groupes de travail techniques (COTEC) ont été créés en septembre 2022 sur les sujets suivants :

- La structuration des filières agricoles pour répondre aux besoins de la SPL
- La reprise de compétences de la restauration par les administrations de tutelles
- Les systèmes d'informations permettant le fonctionnement des demandes jusqu'à la facturation des livraisons

L'ensemble de ces éléments font office de contrôle analogue.

10° Bilan de la gouvernance

- **Une Assemblée générale 19/5/22 (100% de présence CD77) :**
  - Approbation des comptes 2021 et des rapports 2021
- **Trois Conseils d'administration :**
  - 11/03 (100% présence CD77)
    - Concession de travaux avec le CD77, mandataire des actionnaires de la SPL
    - Validation des emprunts bancaires à hauteur de 40.5 M€
    - Attribution du marché de conception réalisation de la plateforme
    - Acquisition du terrain de Provins

- 04/04 (66% présence 1 excusé)
  - Validation des emprunts bancaires complémentaires à hauteur de 4.5 M€
- 14/11 (66% présence 100% représenté)
  - Approbation du budget 2023
  - Approbation du budget modificatif de la construction à hauteur de 45.487 M€ HT (hors SI)

11°Éléments de rémunération, fixes, variables et exceptionnels et avantages en nature accordés aux représentants de la collectivité territoriale ou du groupement ainsi qu'aux mandataires sociaux

- Aucun élément pour des représentants de la collectivité territoriale
- Mandataire social : le directeur général Patrick TONDAT (conseil d'administration du 25.03.2021). Rémunération fixe sans variable (150.000 euros bruts annuels), avantage en nature : véhicule.

12°Situation financière de la société

- montant du chiffre d'affaires : néant
- produits d'exploitation : 66.190 euros
- charges d'exploitation, dont les charges salariales : 569.700 euros dont 422.673 euros de charges
- salariales
- bénéfice ou des pertes de l'exercice : déficit -505.876 euros
- montant des capitaux propres : 8.403.488 euros
- total du bilan : 11.691.415 euros
- situation de trésorerie : 5.876.253 euros
- niveau d'endettement : 1.710.811 euros (tirages partiels des lignes d'emprunt souscrites)

13°Répartition du chiffre d'affaires

- L'exercice 2022 étant un exercice de la phase de conception de la plateforme, il n'y a pas de chiffre d'affaires. Le résultat déficitaire ne peut pas s'apprécier par secteur d'activité cette année.

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_206H1-DE
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe 2 à la délibération n°2/06

Rapport annuel de l'élu mandataire 2023

1° Présentation de la société publique locale

- **Historique :**
  - Le Département de Seine-et-Marne et la Région Île-de-France, soutenus par la Chambre d'agriculture de la Région Île-de-France, se sont engagés en 2020, dans un projet de création d'une Plateforme de collecte, de transformation, de conditionnement et de livraison de produits alimentaires locaux issus des exploitations agricoles du département et des alentours.
  - Ces denrées locales de qualité, notamment biologiques, fruits & légumes, volailles et produits laitiers, approvisionneront les demi-pensions des collèges et lycées du Seine-et-Marne, ainsi que celles des lycées du Seine-Saint-Denis et du Val de Marne, soit plus de 15 millions de repas par an.
  - Une alimentation saine participant à la réussite des élèves, le département et la région en ont fait un objectif politique de premier plan. C'est pourquoi ces deux collectivités ont décidé de s'associer au sein d'une Société Publique Locale commune, afin de lui confier la réalisation et l'exploitation de la Plateforme qui verra le jour en 2024.
  - Cette Plateforme sera le premier équipement de ce type et à cette échelle au niveau national.
- **Objet social :**
  - construction et équipement d'une plateforme de stockage, de transformation et de conditionnement de denrées alimentaires en vue de l'approvisionnement des établissements scolaires publics relevant des actionnaires de la SPL
  - gestion et entretien de la plateforme
  - approvisionnement en denrées alimentaires de la restauration publique, notamment scolaire, relevant des actionnaires de la Société, y compris le transport de ces denrées
  - organisation de la logistique amont et aval
- **Domaines d'activité :**
  - production agroalimentaire, stockage et approvisionnement des établissements scolaires publics l'adresse de son siège social :
  - 145 Quai Voltaire, 77 Dammarie les Lys
- **Nombre de ses salariés :**
  - quatre (4)
- **Répartition de son capital :**
  - 920 actions de 5.000 € au CD 77
  - 920 actions de 5.000 € au CR IDF
- **Organisation de sa gouvernance**
  - un conseil d'administration avec un président du conseil d'administration
  - un directeur général mandataire social
- **Noms du président, du directeur général et des administrateurs, qui représentent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire,**
  - Président du conseil d'administration : Monsieur Olivier LAVENKA (CD77)
  - Directeur Général : Monsieur Patrick TONDAT
  - Administrateurs CD77 :
    - M. Olivier LAVENKA
    - M. Xavier VANDERBISE
    - Mme Virginie THOBOR

APPROV' HALLES

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe 2 à la délibération n°2/06

- Administrateurs CR IDF :
  - Mme Marianne DURANTON
  - M. Eric JEUNEMAITRE
  - M. Jacques HULEUX

- **principales activités et opérations de l'année écoulée**
  - l'activité 2023 a été exclusivement consacrée à la poursuite de la phase de conception de la plateforme industrielle

2° État des relations entre la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire et la société publique locale

- **les contrats :**
  - contrat de concession de travaux (CA du 11/03/22) avec le CD77
- **apports en compte courant d'associés :**
  - Pas d'apports en 2023
- **Garantie d'emprunt et aides octroyées au titre du développement économique ou tout autre concours financier, et précisant pour chacun d'eaux leur objet, leur montant et, le cas échéant, le secteur d'activité dont ils relèvents :**
  - Pas de nouvelle garantie

3°Modifications des statuts effectuées dans l'année en conservant l'historique des cinq dernières années

- statuts modifiés par l'AG du 01/12/2021 (changement de siège social)
- pas de modification ultérieure

4° Évolutions de l'actionnariat intervenues dans l'année en conservant l'historique des cinq dernières années

- Aucune évolution de l'actionnariat initial : 50% CD77 – 50% CR IDF

5° État de l'ensemble des participations de la société, directes et indirectes, au sens de l'article L. 233-4 du code de commerce, au capital d'autres sociétés ou groupements d'intérêt économique, mentionnant

- aucune participation directe ou indirecte

6° Risques et incertitudes d'ordre financier, juridique, technique ou conjoncturel

- aucun risque majeur d'ordre financier, juridique, technique ou conjoncturel

APPROV' HALLES

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe 2 à la délibération n°2/06

7°Prévention et de détection des faits d'atteinte à la probité

- Aucune procédure

8°Contrôles éventuels

- Aucun contrôle sur l'exercice 2023

9°Modalités d'exercice du contrôle analogue pour les sociétés publiques locales

En 2023 la séance de l'assemblée générale ordinaire de la SPL s'est tenue à la date suivante :

- 11/04/2023

En 2023 les séances du conseil d'administration se sont tenues aux dates suivantes :

- 02/02/2023 (règlement intérieur CA et Com° achats, Mandat DG)
- 13/03/2023 (arrêté des comptes, avenant 1 marché conception/réalisation)
- 25/09/2023 (prorogation apport C/CT CD77, convention EPAMARNE)

En 2023 un comité de pilotage constitué des élus concernés des deux collectivités et de la Chambre d'Agriculture de l'Ile de France, assistés des administrations et de la SPL s'est tenu à la date suivante :

- 29/11/2023

L'ensemble de ces éléments font office de contrôle analogue.

10° Bilan de la gouvernance

- **Une Assemblée générale 11/04/23 (100% de présence CD77) :**
  - Approbation des comptes 2022 et des rapports 2022
- **Trois Conseils d'administration :**
  - 02/02/2023 (règlement intérieur CA et Com° achats, Mandat DG)
  - 13/03/2023 (arrêté des comptes, avenant 1 marché conception/réalisation)
  - 25/09/2023 (prorogation apport C/CT CD77, convention EPAMARNE)

11°Éléments de rémunération, fixes, variables et exceptionnels et avantages en nature

- Aucun élément pour des représentants de la collectivité territoriale
- Mandataire social : le directeur général Patrick TONDAT (conseil d'administration du 02.02.2023). Rémunération fixe sans variable (185.000 euros bruts annuels), avantage en nature : véhicule.

APPROV' HALLES

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe 2 à la délibération n°2/06

12°Situation financière de la société

- montant du chiffre d'affaires : néant
- produits d'exploitation : 111.245 euros
- charges d'exploitation, dont les charges salariales : 718.147 euros dont 505.882 euros de charges salariales
- bénéfice ou des pertes de l'exercice : déficit -604.536 euros
- montant des capitaux propres : 8.118.452 euros
- total du bilan : 34.450.492 euros
- situation de trésorerie : 237.462 euros
- niveau d'endettement : 23.393.299 euros (tirages partiels des lignes d'emprunt souscrites)

13°Répartition du chiffre d'affaires

- L'exercice 2023 étant un exercice de la phase de conception de la plateforme, il n'y a pas de chiffre d'affaires. Le résultat déficitaire ne peut pas s'apprécier par secteur d'activité cette année.

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/07

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_207H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-2/07**

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VEAU Véronique

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : SOSINSKI Sandrine

OBJET : Renouvellement de l'accord-cadre d'aménagement et de développement culturel avec l'Etat 2025-2028.

Après un premier conventionnement de 2020 à 2022, le Département de Seine-et-Marne et l'Etat, à l'issue d'un bilan partagé, renouvellent leur ambition à intensifier leur coopération en matière de développement et d'aménagement culturel des territoires.

Aussi, ils s'engagent à poursuivre une politique commune par la signature d'un accord-cadre pour la période de 2025 à 2028, autour de quatre axes de coopérations prioritaires :
- le renforcement du maillage de présences artistiques sur le territoire,
- le renforcement des secteurs de la lecture publique et de l'éducation à l'image,
- la conservation et la valorisation du patrimoine,
- la poursuite d'une politique commune pour le développement de l'Education artistique et de la culturelle tout au long de la vie.

Cet accord cadre, joint au présent projet de délibération, précise également les modalités de coopération pour les 4 années à venir avec notamment une concertation territoriale, une fois par an, qui permettra, sur la base d'un diagnostic partagé pour chaque EPCI, de travailler à la définition de perspectives de développement culturel sur chaque territoire.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil général n°7/02 en date du 29 juin 2012, modifiée par la délibération n°7/01 en date du 26 avril 2013, relative au Règlement Budgétaire et Financier.

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/07

Vu l'avis des Commissions précitées,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : D'adopter l'Accord-cadre entre le Département et l'Etat pour la période 2025 à 2028, tel que joint à la présente délibération.

Article 2 : D'autoriser le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne à le signer au nom du Département.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/07

Mme Daisy LUCZAK
Mme Nathalie MOINE
Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/07



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Accord-cadre

2025-2026-2027-2028

Entre

l'Etat, Ministère de la culture et de la communication - Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France, représenté par le Préfet de Région, Préfet de Paris, Monsieur Marc GUILLAUME,
ci-après désigné par l'Etat

et

le Conseil Départemental de Seine-et-Marne, représenté par son Président, Monsieur Jean-François PARIGI,
ci-après désigné par le Département

Considérant :

- Le projet stratégique de la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France
- Les orientations de politiques culturelles portées par le Département

Le Département de Seine-et-Marne et l'État décident d'amplifier leur partenariat dans le cadre décrit ci-après.

PREAMBULE

Plus qu'une compétence, la culture est une responsabilité partagée entre l'Etat et les collectivités territoriales. Les politiques culturelles de l'Etat et des collectivités locales traduisent une vision commune de l'intérêt général et de la démocratie culturelle.

Le présent accord-cadre s'inscrit dans les grandes orientations de la politique culturelle de l'État en faveur du spectacle vivant, des arts plastiques, de la lecture publique, du cinéma, des patrimoines et architecture, dans ses dimensions d'innovation, d'expérimentation de développement et de transmission, conformément aux dispositions de la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et aux patrimoines. Il s'inscrit, par ailleurs dans le cadre du plan de refondation « Mieux produire, mieux diffuser » redéfinissant l'équilibre entre la production et la diffusion dans une logique d'écologie de la création.

Le renforcement des coopérations entre l'Etat et les collectivités, ainsi que l'évolution de la contractualisation qui les lie, sont des priorités pour l'Etat. A l'heure où les fractures sociales et territoriales mobilisent toutes les attentions, l'Etat s'engage auprès des collectivités territoriales qui font le choix de développer leur politique culturelle. Il porte un intérêt particulier aux enjeux nationaux de la solidarité territoriale, d'accès tout au long de la vie à l'offre culturelle, à sa démocratisation, et notamment aux publics jeunes dans le cadre de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle.

Ainsi il s'agit pour l'Etat de prendre en compte la diversité des territoires, de veiller à l'articulation des interventions institutionnelles grâce à la signature de conventions pluriannuelles, et d'agir en faveur de l'aménagement culturel du territoire et du développement culturel local. Dans cet objectif, l'Etat s'engage en faveur de la présence artistique notamment dans les territoires relevant de la politique de la ville ou du monde rural, favorise l'itinérance des artistes et des œuvres, et porte une attention particulière à la conservation et à la valorisation des patrimoines.

Garant des solidarités territoriales, le Département de la Seine-et-Marne s'est doté d'une agence d'ingénierie territoriale, ID77, chargée d'accompagner les territoires dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur projet. Engagé depuis 2015 dans une démarche volontariste d'accompagnement des EPCI, le Département positionne le développement culturel comme levier d'aménagement et de dynamique de territoire au service de l'équité territoriale.

Il souhaite accentuer son action en élargissant et en optimisant sa politique de contractualisation, notamment sur les secteurs ruraux ; il engage une réflexion sur la territorialisation de ces dispositifs afin de renforcer son effet levier en matière d'aménagement culturel des territoires. Pour ce faire, il consolide sa capacité à produire de façon permanente une expertise fine, territoire par territoire, dans l'ensemble des domaines de la culture.

Garant des solidarités humaines, dans un contexte où les politiques publiques s'élaborent à l'aune des droits culturels, le Département de Seine-et-Marne poursuit son projet au croisement de ses politiques de solidarité et de développement culturel, et affirme cette ambition notamment à travers la mise en place d'une concertation « stratégie départementale, Culture, publics et territoires ».

L'État et le Conseil départemental s'engagent à développer leur coopération au bénéfice de cette ambition partagée.

Spécificités du territoire seine-et-marnais :

La Seine-et-Marne, qui couvre la moitié de la surface de l'Ile-de-France, compte 23 EPCI dont 7 CC rurales (sur 13 CC rurales en IDF selon les critères de l'INSEE). Le territoire en revanche est le département le moins densément peuplé d'IDF, mais c'est un territoire contrasté : 70% de la population occupe 20% du territoire. Les zones les plus densément peuplées sont essentiellement sur la partie ouest du département, contiguës à la petite couronne urbanisée.

Selon l'INSEE, c'est un territoire d'accueil des ménages aux revenus moyens : les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers représentent les 3/4 des actifs du département. Il y a peu de cadres comparativement à la moyenne nationale mais aussi peu de personnes en situation de grande pauvreté. Il Le territoire comptabilise uniquement 7% de la population francilienne habitant en QPV situés à la lisière de la petite couronne avec des poches de pauvreté excentrées liées à la désindustrialisation comme à Nemours, Coulommiers, Meaux, La Ferté sous Jouarre, Provins, Montereau Fault Yonne.

Le territoire dispose de peu d'emplois sur place, 43 % des actifs Seine-et-Marnais quittent quotidiennement le département pour aller travailler essentiellement à Paris et dans la petite couronne. Sur l'ensemble du territoire, les transports en commun sont peu développés. La Seine-et-Marne est le département d'Île-de-France où la part des actifs occupés utilisant la voiture pour aller au travail est la plus forte.

La majorité des logements sont des résidences principales ; la Seine-et-Marne a un marché de l'immobilier le moins cher de la région IDF (sauf les zones résidentielles du Pays de Fontainebleau). Les démographes observent une augmentation de la population sur la partie ouest du territoire, à la lisière de la petite couronne, avec notamment le développement du télétravail. Ailleurs, ils analysent des phénomènes de gentrification.

La Seine-et-Marne présente une richesse et une diversité patrimoniale importantes, tant en matière de monuments historiques, de sites archéologiques que de musées. Le Parc-Château de Fontainebleau (inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO), le Château de Champs-sur-Marne, les sites de Provins (inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO), de Vaux-le-Vicomte, et de Barbizon sont les vecteurs importants de l'attractivité touristique. Le site préhistorique de Pincevent ou d'Ormesson qui bénéficient d'une renommée mondiale, sont des sites d'importance connus à l'échelle européenne. La Seine-et-Marne compte aussi, répartis sur le territoire, 20 musées de France et 4 Maisons des Illustres. Deux musées nationaux sont présents au sud du territoire (le musée du Château de Fontainebleau et le musée de la gendarmerie de Melun). Un patrimoine riche dont de nombreuses églises en milieu rural.

En revanche, le territoire ne bénéficie pas du même maillage de lieux labellisés structurants comparativement aux autres départements de l'Ile-de-France, notamment en petite couronne. Peu nombreux**,** ils sont concentrés sur la frange urbanisée nord-ouest. La Communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne concentre d'ailleurs la majorité des équipements accompagnés par la DRAC : la Ferme du Buisson, les Passerelles, le Centre Photographique d'Ile-de-France, le conservatoire à rayonnement départemental à Noisiel, Les Cuizines, le Théâtre de Chelles…

Le territoire est par ailleurs fortement contrasté en offre d'équipements de services publics culturels comme les médiathèques ou les conservatoires, entre la partie nord-ouest urbanisée et toute la partie rurale couvrant 80% du territoire. En dehors des conservatoires municipaux, la Seine-et-Marne compte uniquement un conservatoire à rayonnement départemental à Noisiel. L'optimisme cependant côté lecture publique est de mise : le schéma départemental de développement de la lecture publique, adopté en 2020 a d'ores et déjà produit des effets puisque plusieurs collectivités se sont engagées dans des projets d'équipement. Par ailleurs le Département a engagé en

janvier 2023 la refonte du schéma départemental des enseignements artistiques.

Le précédent accord-cadre avait pour objet notamment « de favoriser le développement de projets culturels structurants sur le territoire seine-et-marnais, avec un objectif de solidarité territoriale et de meilleur accès à la culture dans tous les territoires, notamment en zone rurale et en quartiers politiques de la ville ». La DRAC IDF et le Département se sont engagés alors « à accompagner l'essor des politiques culturelles des EPCI en cohérence avec celles du Département et de l'Etat. »

Sur la durée du précédent accord-cadre, la DRAC IDF et le Département ont expérimenté une démarche singulière pour accompagner les communautés de communes rurales dans toute leur complexité. Les conventions ont été envisagées non plus bipartites et non plus sectorielles, elles concernent tous les champs et elles émanent d'une convergence d'intérêts. Cette démarche a abouti à la signature de la convention tripartite avec la Communauté de communes des 2 Morin en 2023 et à la signature de la convention tripartite avec la Communauté de communes de la Brie des Rivières et Châteaux en 2024.

Sur la durée du précédent accord-cadre, les pistes de développement de soutien à la création ont été initiées :

- Des résidences de création cofinancées ont été mise en œuvre notamment dans le cadre de la Route du Jazz ;
- L'itinérance des œuvres et des artistes a été organisée (tournée des opus d'Olympicorama créés par Frédéric Ferrer, tournée des « Consolantes » de Pauline Susini)
- Une mutualisation des moyens des structures de musiques actuelles est mise en œuvre sur les territoires ruraux du sud de la Seine-et-Marne (le SOLIMA)

Au regard du bilan positif des réalisations menées dans le cadre de l'accord cadre précédent signé en 2021 entre la DRAC IDF et le Département, les deux signataires s'engagent à poursuivre et à renforcer leur collaboration à destination des habitants de Seine-et-Marne.

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet de favoriser le développement de projets culturels structurants sur le territoire seine-et-marnais, avec un objectif de solidarité territoriale et de meilleur accès à la culture pour tous les habitants, dans tous les territoires, notamment en zone rurale et auprès des populations les plus fragilisées.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS

L'Etat et le Département s'accordent pour développer leur partenariat autour de deux axes prioritaires :

- Poursuivre les contractualisations visant la solidarité territoriale en matière d'offre, de dynamique et d'attractivité culturelle ;
- Développer un projet commun au bénéfice des populations les plus fragilisées.

1. Poursuivre les contractualisations visant la solidarité territoriale :

L'Etat et le Département souhaitent mobiliser et articuler leurs dispositifs en associant les collectivités territoriales et en favorisant une contractualisation conjointe avec elles. Le dialogue avec les EPCI, et plus particulièrement avec les communautés de communes, se poursuivra sur la durée du présent accord-cadre en vue de futures contractualisations définissant les axes de l'aménagement culturel des territoires : accord-cadre tripartite avec les EPCI, contrats territoire-lecture, contrats territoriaux enseignements artistiques…

A partir d'un diagnostic partagé, l'objectif est d'identifier et d'accompagner les collectivités territoriales ayant l'ambition de développer des projets culturels structurants sur leur territoire. Les signataires s'entendent donc pour conforter les dynamiques locales au regard des droits culturels des habitants des territoires, accompagner les lieux culturels ou patrimoniaux et développer les présences artistiques notamment en zone rurale.

Les stratégies de territoires prendront en compte les projets d'équipements des EPCI dans le cadre notamment des implantations de Micro-Folies ou des projets émanant du programme Action Cœur de Ville et du programme Petites Villes de Demain.

2. <u>Développer un projet commun au bénéfice des populations les plus fragilisées :</u>

Les pratiques artistiques et culturelles sont de puissants leviers d'émancipation personnelle et de cohésion sociale. Pour autant, les freins à la pratique artistique et à la fréquentation des lieux culturels sont nombreux : accessibilité géographique, moyens financiers, mécanismes d'exclusion sociale…

L'objectif de l'État et du Département est de renforcer la cohésion sociale et de s'associer pour l'élargissement des droits culturels et l'accès de tous à la culture en ayant une attention particulière aux populations suivantes :

- Les personnes en situation de handicap ;
- Les personnes âgées ;
- Les familles, enfants et adolescent.es en difficulté ;
- Les habitants des quartiers Politique de la Ville ;
- Les personnes en insertion ;
- La petite enfance,
- L'enfance protégée

Le Département de Seine-et-Marne et l'Etat développent de nombreux dispositifs liant la culture et le champ social. Dans le but de faire converger leurs implications auprès des habitants, ils souhaitent mobiliser et articuler leurs dispositifs comme levier d'insertion sociale, d'émancipation et d'autonomie, au service des personnes les plus fragiles.

Les signataires conviennent que cet axe se déclinera dans tous les champs sectoriels de la culture (archéologie, architecture, art contemporain, spectacle vivant, livre et lecture, cinéma, numérique, patrimoines…) et qu'il nécessitera pour ce faire la poursuite de la transversalité entre les services du Département (direction de la Culture, direction de l'Autonomie, Direction petite enfance…) et entre les services de l'Etat.

Dans le cadre de ces deux objectifs, l'État et le Département s'accordent autour de quatre axes de coopération qui guideront leur intervention conjointe :

1. Renforcer le maillage de présences artistiques sur le territoire ;
2. Renforcer les secteurs de la lecture publique et de l'éducation à l'image ;
3. Valoriser le patrimoine du territoire ;
4. Poursuivre une politique commune pour le développement de l'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie.

<u>ARTICLE 3 : AXES DE COOPERATION</u>

3.1 *Renforcer le maillage de présences artistiques sur le territoire :*

L'Etat et le Département conviennent de définir une stratégie commune favorisant des présences artistiques (de création, de diffusion, d'action culturelle) dans un souci de diversité des formes et des esthétiques, en tenant compte de l'évolution des pratiques, des enjeux de création et de développement des publics, et en s'appuyant sur la capacité des territoires à accueillir des équipes artistiques.

Dans ce cadre, une attention particulière sera apportée :

- aux lieux structurants existants, aux lieux favorisant d'ores et déjà l'accueil d'artistes confirmés, et aux lieux en capacité de le faire ;
- aux actions et dispositifs susceptibles d'initier ces nouvelles présences artistiques ;
- aux ressources artistiques présentes sur le territoire (compagnies, associations artistiques et culturelles, réseaux, notamment le collectif Scènes 77)

3.1.1 Favoriser le rayonnement des lieux culturels structurants :

L'Etat et le Département souhaitent conforter les lieux structurants labellisés en insistant sur leur engagement territorial et leur rayonnement jusqu'aux territoires ruraux. Equipements phare de la Seine-et-Marne, ils constituent des relais des politiques publiques et des lieux de ressources référents.

Ils sont également attentifs aux propositions de développement des lieux non labellisées sur le territoire : L'Envolée, Les Passerelles, le Théâtre de Chelles (Paris Vallée de la Marne), le Vaisseau (Brie des Rivières et Châteaux), le Majestic (Montereau), le théâtre de Villeparisis...

Une attention particulière sera apportée à l'engagement des équipements à soutenir l'accompagnement artistique sur la durée, favoriser les actions en réseaux, la création, la diffusion ainsi que des actions culturelles à destination des populations de proximité. Les signataires seront attentifs à l'accompagnement des acteurs culturels à la transition écologique du secteur de la création.

3.1.2 Développer les présences artistiques :

En complémentarité des lieux culturels existants et en lien avec eux, les présences d'artistes, à travers la mise en œuvre de résidences d'implantation annuelle ou triennale et/ou à travers leurs implications dans le cadre de projets de résidences d'artistes, constituent un outil privilégié d'aménagement du territoire, notamment en zones rurales dépourvues d'équipements structurants.

Dans le cadre du plan « mieux produire, mieux diffuser », les signataires seront attentifs à :

- accompagner la professionnalisation des responsables culturels en renforçant le partenariat avec les collectivités territoriales;
- poursuivre et développer les projets favorisant la présence artistique durable sur les territoires et les actions d'itinérance ;
- soutenir les formes de coopération et de mutualisation, notamment les démarches de schéma d'orientation pour le développement territorial (SOLIMA Sud 77, SODAC, SODIF, SODAVI)

La DRAC et le Département accompagnent la structuration des réseaux en ce qu'elle permet d'accompagner et de soutenir la dynamique culturelle et artistique des territoires. Le réseau Collectif Scènes 77 pourra faire l'objet d'une attention spécifique pour ce qui concerne les actions mutualisées d'accompagnement artistiques sur la durée. C'est également dans ce cadre que s'inscrit la Route du jazz, en soutien aux différents acteurs jazz seine-et-marnais que la DRAC et le Département souhaitent accompagner.

Les résidences d'artistes constituent des ressources favorisant la vitalité et l'attractivité des territoires. Elles sont indispensables à l'élargissement des publics, grâce à la mise en œuvre d'actions culturelles. Le Département et l'Etat accompagnent ainsi les EPCI dans la mise en œuvre de résidences adaptées au contexte local (formats, champs artistiques, etc.), y compris en matière d'ingénierie culturelle.

3.1.3 Favoriser la structuration des réseaux en faveur d'une pratique artistique

Des outils de concertation et de construction des politiques publiques au service des acteurs du territoire sont en cours, à travers notamment :

- Les **schémas d'orientation** proposés par l'Etat (des musiques actuelles_SOLIMA Sud 77/91, des arts du cirque_SODAC, de la danse en Ile-De-France_SODIF, des arts visuels_SODAVI) sont des points d'appui essentiels pour le développement de nouvelles actions. Le SOLIMA Sud 77/91, amorcé en 2021, concerne notamment les acteurs des territoires ruraux du sud de la Seine-et-Marne et de l'Essonne. Porté par le Réseau des Musiques Actuelles d'Ile de France (RIF) qui bénéficie pour ce faire de l'apport d'un Fonds d'initiative territoriale (FIT), le SOLIMA Sud 77/91 est pensé dans une démarche de mutualisation, d'interconnaissance des acteurs et de structuration du réseau.

- Le **schéma départemental des enseignements artistiques**, qui est en cours de refonte, affiche l'ambition de « faire levier » sur l'offre d'enseignements artistiques en accompagnant les collectivités dans la mise en réseau des écoles/conservatoires existants et dans la réflexion sur une offre qualitative de proximité. Il est structuré autour de trois axes : l'aide à la structuration des réseaux ; l'éducation artistique et culturelle pour tous visant la création de parcours d'EAC avec une attention renforcée vis-à-vis des collégiens, des publics du champ social et des personnes en situation de handicap ; la pratique amateure en valorisant les disciplines, en renforçant les pôles ressources.

- **Le schéma handicap départemental 2023-2027** qui a pour objectifs : l'accompagnement des acteurs du territoire pour des actions favorisant l'accessibilité artistique et culturelle ; la valorisation des pratiques artistiques des personnes en situation de handicap ; le développement d'une offre artistique et culturelle au plus près des lieux de vie ; l'accompagnement des bibliothèques du territoire pour une action culturelle inclusive ; les actions de formation de la médiathèque départementale sur la thématique handicap – inclusion - accessibilité. Le collectif Scènes 77 a par ailleurs été labellisé « Pôle régional art et handicap ».

3.1.4 Favoriser l'itinérance des œuvres, des artistes et les mobilités des populations :

L'itinérance des œuvres et des artistes constitue un levier d'aménagement du territoire. L'Etat et le Département sont attentifs à favoriser la circulation des œuvres et des artistes dans les zones rurales dépourvues ou éloignées de structures culturelles pérennes grâce au développement de structures mobiles ou la diffusion de projets hors-les-murs.

L'Etat et le Département apportent une attention particulière à la mobilité des populations pour permettre la découverte des ressources culturelles et artistiques du territoire.

3.2 Renforcer les secteurs de la lecture publique et de l'éducation à l'image

3.2.1 Le cadre : le schéma départemental de développement de la lecture publique

Suite à l'élaboration par le Département du schéma départemental de développement de la lecture publique, et suite au précédent contrat départemental lecture itinérance d'un (CDLI) de 2019 à 2021, la DRAC et le département se sont engagés dans un nouveau contrat départemental-lecture (CDL) couvrant les exercices 2022 à 2026 avec les objectifs suivants :

- améliorer la qualité de l'offre de lecture publique sur le département en supprimant les zones blanches (maillage territorial et services),
- accompagner les bibliothèques et médiathèques dans l'inclusion de tous les publics,
- favoriser la mutualisation des moyens et le développement des réseaux en coopérant avec des collectivités hors territoire seine-et-marnais (départements franciliens, EPCI limitrophes).

L'enjeu pour la Médiathèque départementale et l'Etat est de conjointement :

- accroître leur accompagnement des équipements de lecture publique en matière d'accueil inclusif, notamment des publics en situation de handicap, des publics allophones, des publics sous-mains de justice ou encore socialement empêchés ;
- donner la priorité aux publics jeunes et aux professionnels du livre et de la petite enfance ;
- accompagner le développement de services numériques en bibliothèque dans les territoires ;
- renforcer la formation du réseau départemental.

Le CDL doit permettre le développement de l'offre de formation, en lien avec le Plan régional de formation piloté par la DRAC : déploiement de formations territorialisées supplémentaires au sein des bibliothèques dans les champs de la petite enfance, de l'accueil des personnes en situation de handicap, de l'inclusion numérique et de la politique documentaire. Par ailleurs, il s'agit de favoriser l'adaptation de la politique documentaire : mise en place de nouveaux fonds en lien avec l'évolution des usages et des besoins.

Enfin, en matière de développement culturel, un appel à candidatures sera lancé en direction des médiathèques pour l'organisation de résidences de journalistes, dotations documentaires de CDI de collèges, prêt de matériel de médiation. Une charte culturelle intégrant ces grandes orientations et les enjeux du schéma départemental de développement de la lecture publique est en cours d'adoption par le Conseil Départemental de Seine-et-Marne.

3.2.2 L'accompagnement des territoires

L'Etat et le Département accompagnent conjointement les collectivités :

- l'Etat à travers le concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation (DGD) et l'aide à l'extension et à l'adaptation des horaires d'ouverture des bibliothèques dans le cadre du « Plan bibliothèques » ;
- le Département, en relai, via la politique contractuelle et son dispositif d'aides directes à destination des

bibliothèques ;

- l'Etat et le Département sont cosignataires de Contrats territoire-lecture (CTL) pour aider à la structuration des réseaux de lecture publique intercommunaux, et sont associés par conventions avec plusieurs collectivités seine-et-marnaises dans le cadre du Plan Education aux Médias et à l'Information (EMI). Ainsi, l'accompagnement d'un certain nombre de collectivités passe par des contrats territoire lecture tripartites : Pays de Meaux (signé en 2024), Pays de l'Ourcq (en cours de signature), Paris-Vallée de la Marne (en cours de rédaction avec une signature prévue fin 2024), Pays de Nemours (signé en 2021), Les Deux Morins (signé fin 2023). Ces contrats permettent aux collectivités démarrant un projet de réaliser un diagnostic territorial et d'élaborer leur projet culturel, scientifique, éducatif et social et d'envisager une programmation bâtimentaire. Pour les EPCI disposant déjà d'équipements et fonctionnant en réseau, les CTL permettent de renforcer des axes prioritaires de leur politique de lecture publique. Dans les territoires où le développement nécessite davantage de ressources humaines, l'aide à l'extension des horaires facilite la création de postes, en complément de l'aide départementale à l'emploi (c'est le cas au Pays de Nemours et au Deux Morin).

3.2.2 Labellisation Bibliothèque numérique de référence (BNR) :

L'objectif du programme national BNR est d'aider les grandes collectivités françaises à se doter de programmes numériques de haut niveau, afin de moderniser l'offre des bibliothèques et de proposer aux usagers des collections et des services de premier plan.

La labellisation du Département de la Seine-et-Marne a un double intérêt :

- positionner celui-ci comme référent numérique, à travers des propositions nouvelles de la part de la Médiathèque départementale ;
- contribuer à l'attractivité du territoire, en valorisant au-delà des frontières du Département, le riche patrimoine écrit conservé par les collectivités territoriales et par les archives départementales et les musées départementaux, constitutif de l'histoire et de l'identité de la Seine-et-Marne.

La Médiathèque départementale mettra l'accent sur l'accompagnement des bibliothèques dans le développement de leur offre numérique : matériel, formation, numérique innovant (fablab, réalité virtuelle).

3.3 Conserver et valoriser le patrimoine :

3.3.1 Conserver et valoriser des collections muséales

La DRAC et les musées de France départementaux (musée de Préhistoire d'Ile-de-France, musée de la Seine-et-Marne, musée Stéphane Mallarmé et musée des peintres de Barbizon) entretiennent des relations suivies.

Deux actions nécessitent d'être mises en œuvre au cours des prochaines années :

- La rédaction et la validation des projets scientifiques et culturels (PSC) des musées.
- L'informatisation des inventaires des musées, associée à la numérisation des collections et au versement des images sur les bases de données nationales.

Les 5 musées départementaux poursuivent leur mission de conservation et valorisation des collections. Les projets scientifiques et culturels sont en cours de rédaction. Ils seront finalisés au fur et à mesure des recrutements à venir de nouveaux conservateurs dans le cadre des départs à la retraite (4 musées sur 5 sont concernés).

Les musées sollicitent régulièrement la labellisation de leur exposition par la DRAC ainsi que les diverses aides financières possibles (exposition d'intérêt national, C'est mon patrimoine, pratiques artistiques et culturelles en et hors temps scolaire, Eté culturel…)

La collection Rosa Bonheur a été rattachée au Musées des peintres de Barbizon. Les équipes départementales finalisent actuellement le marquage de la collection en dépôt au château de By. Ainsi, 307 œuvres et objets (peintures, sculptures, arts graphiques, meubles et objets) ont été marqués. Une première convention a été signée entre les parties lors de l'acquisition par le Département de la collection et de son dépôt au château de Rosa Bonheur. Cette convention doit faire l'objet d'un avenant visant à affiner les conditions du dépôt et les obligations des parties prenantes.

L'informatisation des inventaires via le logiciel Flora a été initiée avec le musée de la Seine-et-Marne, elle est en cours dans l'ensemble des autres musées départementaux. Son déploiement a été impacté par des difficultés techniques informatiques et par la cyberattaque qu'a subi le Département.

Enfin, la DRAC et le Département s'engageront dans une démarche commune d'accompagnement de la réalisation de l'inventaire de la « Collection Bouglione » constituée par Louis Sampion Bouglione au cirque d'hiver et à Lizy-sur-Ourcq.

3.3.2 Préserver et sauvegarder le patrimoine

La DRAC et le Département concourent, de longue date et conjointement à l'étude, à la conservation, à la restauration et à la mise en valeur du patrimoine (mobilier et immobilier) protégé, qu'il soit public ou privé via leurs dispositifs de subventions et via l'accompagnement des projets par le contrôle scientifique et technique.

Dans le cadre de la stratégie pluriannuelle en faveur du patrimoine, le ministère de la Culture a créé le Fonds incitatif et partenarial (FIP), dédié au patrimoine rural. L'objectif du FIP est de permettre une intervention financière accrue, de l'État au travers de taux de subventions majorés, et du Conseil régional, aux travaux de restauration des monuments historiques.
Le Département se positionne en complémentarité de l'intervention de la DRAC, permettant de garantir aux collectivités, notamment rurales, un financement de leurs projets de restauration et de sauvegarde du patrimoine, en particulier les petites églises et leur important patrimoine mobilier.
Partenaire de proximité, le Département accompagne les propriétaires publics et privés via une expertise, une ingénierie et un suivi des projets de restauration, de sauvegarde et de valorisation du patrimoine.

Pour développer une dynamique touristique et culturelle grand public, le Département organise le Festival « Emmenez-moi… **».** Chaque année, une programmation artistique et culturelle grand public est proposée sur plusieurs sites patrimoniaux remarquables. Cette offre culturelle associant étroitement les collectivités et les acteurs du patrimoine, majoritairement situés en milieu rural, est porteuse d'une dynamique culturelle et touristique.

A la faveur d'un nouveau projet culturel, le château de Blandy-les-Tours fait l'objet de travaux d'aménagement qui contribuent à l'enrichissement du parcours muséographique de visite. Le Département poursuit ses projets de mise en accessibilité et d'amélioration de l'accueil des publics sur les musées du département également protégés au titre des monuments historiques (maison de Mallarmé à Vulaines-sur-Seine, Musée de la Préhistoire de Nemours, manoir du Coudray à Egreville, Auberge Ganne à Barbizon).

Le travail conjoint entre la Conservation régionale des monuments historiques et le Département sera poursuivi pour mener à bien ces projets d'aménagement et de restauration.

3.3.3 Poursuivre la collaboration en matière d'archéologie

Le Service régional de l'archéologie et le Service départemental archéologique de Seine-et-Marne collaborent depuis longtemps, à travers les axes suivants :

- ***L'élaboration de la carte archéologique nationale*** ;
- ***L'archéologie préventive :***
  Le service départemental d'archéologie de Seine-et-Marne est habilité par l'État pour réaliser des diagnostics d'archéologie préventive depuis le 2 octobre 2021.
- ***L'archéologie programmée et la valorisation de la recherche archéologique :***
  Le Département, aux côtés de l'Etat, soutient les chantiers écoles qui accueillent des étudiants et bénévoles : les fouilles de Pincevent à la Grande-Paroisse, des Bossats à Ormesson, ainsi que ceux de l'agglomération antique de Châteaubleau. La convention tripartite signée par l'État, le Département et la Commune de Provins pour valoriser les vestiges de l'ancienne abbaye de Champbenoist va permettre de faire participer les habitants du quartier de Champbenoist (en QPV) et le monde scolaire du Provinois avec le concours de l'association ArkéoMédia.

  Le service départemental d'archéologie accompagne par ailleurs les titulaires d'autorisation d'opération d'archéologie programmée, qu'il s'agisse de prospection, de sondage, de fouilles ou de

projet collectif de recherche, par la participation de ses archéologues ou par la prise en charge de prestations techniques.

- ***La création d'un pôle départemental d'archéologie à Nemours :***
  Le Département, en étroite collaboration avec l'Etat, s'est engagé dans la création d'un pôle dédié à l'archéologie. Constitué du musée départemental de Préhistoire d'Ile-de-France et d'un établissement voué à devenir un centre de conservation et d'étude, ce pôle archéologique a plusieurs objectifs : conserver et gérer des biens archéologiques mobiliers et la documentation scientifique archéologique, contribuer à la recherche et la valorisation de la Préhistoire notamment dans le cadre du projet francilien sur les Derniers chasseurs préhistoriques du sud de l'Ile-de-France.

  Le musée de la Préhistoire propose une exposition permanente des objets issus des sites archéologiques préhistoriques franciliens de renommée internationale parmi lesquels : Pincevent, Etiolles Ormesson, les Tarterêts III, ou encore des gravures rupestres du massif de Fontainebleau. Une étude de faisabilité du projet à l'échelle du territoire a été réalisée en 2023. Celle-ci est relayée par un CPER pour la programmation des actions sur les différents sites concernés sur le territoire de Seine-et-Marne, notamment sur celui des Bossats à Ormesson qui se situe à proximité immédiate de Nemours, et dont la visite pourrait constituer une offre hors les murs complémentaire de celle du musée de Préhistoire.

3.4 Poursuivre une politique commune pour le développement de l'Education artistique et culturelle tout au long de la vie :

3.4.1 Structurer et développer la pratique artistique dans le cadre des enseignements artistiques

Dans le cadre de la refonte du schéma départemental des enseignements artistiques, le soutien aux établissements d'enseignement artistique fera l'objet d'une attention particulière. L'Etat et le Département pourront être cosignataires de CTEA (contrats territoriaux enseignements artistiques), visant à structurer les enseignements artistiques à l'échelle d'un territoire (les territoires dépourvus de conservatoires classés étant ciblés de manière prioritaire).

Le Département et l'Etat souhaitent favoriser l'accès aux enseignements et aux pratiques artistiques pour les publics du champ social et des personnes en situation de handicap. Ils s'attacheront à promouvoir une offre pédagogique adaptée aux différentes formes de handicap et aux différentes difficultés d'apprentissage.

3.4.2 L'Education artistique et culturelle en milieu scolaire :

L'Etat et le Département s'accordent sur la mise en œuvre d'un développement concerté de leur action afin d'atteindre l'objectif de généralisation de l'EAC pour les publics jeunes. Dans ce cadre, le Département s'inscrit dans l'ambition de l'obtention du label interministériel « 100% EAC ».

Les signataires s'engagent à renforcer la complémentarité de leurs dispositifs pour le développement de l'éducation artistique et culturelle.

- ***La convention spécifique EAC /Collèges*** : la concertation pour le développement de l'EAC s'est concrétisée par une convention spécifique, signée pour la période 2023-2026, entre le Département et l'Etat (Rectorat de Créteil et DRAC IDF).
- ***Le dispositif « Collège au cinéma »*** : afin de favoriser l'éducation aux images, l'Etat et le Département partagent l'objectif de poursuivre et de développer le dispositif, en coordination avec Act'Art 77, et en lien avec le cinéma Ciné Paradis de Fontainebleau, auprès de l'ensemble des 127 collèges du territoire de la Seine-et-Marne.
- ***Le pass Culture :*** Les signataires seront attentifs à relayer l'utilisation de l'outil auprès des collectivités territoriales et des acteurs culturels pour en faire un véritable outil d'information et de géolocalisation de l'offre culturelle et artistique notamment en milieu rural. L'outil du pass Culture doit aussi permettre aux établissements scolaires de favoriser la diversification des pratiques artistiques des jeunes.
- ***Les Microfolies :*** déployées par le ministère de la culture depuis 2018 sur le territoire national, 21 Micro-Folies ont été implantées en Seine-et-Marne par l'Etablissement public du Parc et de la Grande

Halle de la Villette à date de la signature de ce présent accord-cadre. Certaines d'entre elles rencontrent des difficultés de fonctionnement qui paralysent leur activité. L'Etat (DRAC IDF et Préfecture de la Seine-et-Marne) souhaite travailler à la constitution d'un réseau d'interconnaissance, de partage d'expériences et de mutualisation de ces musées numériques et constituer ainsi de réelles plateformes culturelles de proximité favorisant l'inclusion numérique de tous les habitants. Le Département souhaite s'associer à cette démarche. Depuis 2024, des collections de musées franciliens ont été intégrées dans les Micro-Folies, deux chapitres présentent des collections départementales : celles du musée de Préhistoire d'Île-de-France « Dans les pas des derniers chasseurs-cueilleurs » et les œuvres et objets de la collection Rosa Bonheur dans le chapitre « Maison des illustres, une vie, une œuvre ».

ARTICLE 4 : PILOTAGE ET EVALUATION

L'Etat et le Département ont pour ambition d'assurer une meilleure articulation et une convergence des interventions des deux signataires et de leurs opérateurs.

Leur collaboration fera l'objet d'une concertation permanente entre les deux équipes du Département et de la DRAC IDF afin :

- d'élaborer un diagnostic territorial et sectoriel ;
- de construire un plan d'actions territorial décliné pour chacun des axes de développements

Pour ce faire, une concertation territoriale avec une approche par EPCI sera organisée une fois par an entre l'ensemble des responsables de la Direction culturelle du Département et l'ensemble des conseillers de la DRAC IDF référents sur le territoire de la Seine-et-Marne. La rencontre entre les deux administrations aura pour objectifs d'établir un bilan détaillé du partenariat de l'année précédente au regard du plan d'actions décliné à l'article 3, et de travailler aux perspectives de développement.

Pendant la durée du présent accord-cadre, un comité de pilotage, présidé par le Président du Conseil départemental ou son représentant et le directeur de la DRAC Ile-de-France ou son représentant, se réunira une fois par an au cours du dernier trimestre de chaque année civile. Il pourra associer, en tant que de besoin, toute autre personne dont les qualifications seraient utiles à son bon fonctionnement. Ce comité, chargé de définir des orientations communes selon les priorités retenues à l'article 1, analysera le bilan détaillé du partenariat de l'année précédente et les perspectives de développement pour les années à venir.

Au terme de la période d'exécution de l'accord-cadre, une évaluation couvrant l'ensemble de la période sera réalisée conjointement par les parties, et portera notamment sur l'impact des actions ou des interventions au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général.

ARTICLE 5 : DUREE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans, pour les années 2025 à 2028.

ARTICLE 6 : CONDITIONS DU PARTENARIAT

Le présent accord-cadre constitue un élément de référence pour la poursuite du soutien apporté conjointement par l'Etat et le Département à des projets relevant des priorités portées à l'article 1, sous réserve des procédures d'affectations de subventions propres à chacun des partenaires publics et de la délégation des moyens nécessaires.

Fait à Melun en deux exemplaires originaux, le

Pour l'Etat, Ministère de la Culture,	**Pour le Conseil départemental de la Seine-et-Marne,**
Le Préfet de Région,	**Le Président du Conseil départemental,**

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/08

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_208H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-2/08**

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VEAU Véronique

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Convention de partenariat avec la Fondation du patrimoine (2025-2027)

Dans le cadre de sa politique culturelle et patrimoniale, le Département soutient depuis 2001 l'action de la Fondation du patrimoine, organisme privé dont la mission est de sauvegarder et valoriser le patrimoine de proximité, au travers de conventions. La convention 2024 étant arrivée à son terme, le Département et la Fondation du patrimoine ont décidé de reconduire et d'élargir leur partenariat pour les années 2025 à 2027. A ce titre, il est proposé une convention cadre triennale fixant les modalités et les engagements de chacune des parties, notamment l'adhésion du Département à la Fondation du patrimoine.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code du Patrimoine et en particulier les articles L.143-1 et suivants,

VU la délibération du Conseil départemental n°2/04 en date du 3 avril 2025 relative à l'adoption du budget primitif « culture » pour 2025,

VU l'avis de la Commission précitée,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/08

Article 1 : D'adhérer à la Fondation du patrimoine à hauteur de 2 000 € pour les années 2025, 2026, 2027. Ces crédits seront inscrits chaque année au budget primitif sur l'action « Autres - logistique », opération « Fonctionnement DAC »,

Article 2 :D'approuver le projet de convention triennale entre la Fondation du patrimoine et le Département de Seine-et-Marne tel qu'il figure en annexe de la présente délibération et d'autoriser le Président du Conseil départemental à la signer au nom du Département.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/08

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_208H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DÉPARTEMENT ET LA FONDATION DU PATRIMOINE POUR LA PERIODE 2025 - 2027

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Le Département de la Seine-et-Marne, représenté par Monsieur Jean-François PARIGI, Président du Conseil départemental, agissant en exécution de la délibération du Conseil départemental n° 2/ , en date du 20 juin 2025.
Domicilié à l'Hôtel du Département – CS 50377 – 77010 MELUN Cedex
Ci-après dénommé « le Département »

D'une part,

Et

La Fondation du patrimoine, Fondation reconnue d'utilité publique dont le siège social est sis 153 bis avenue Charles de Gaulle – 92200 Neuilly-sur-Seine, représentée par Madame Catherine TISSOT-COLLE, Déléguée régionale de la Fondation du patrimoine Ile-de-France,
Ci-après dénommée « la Fondation »

D'autre part,

Ci-après dénommées collectivement « les Parties »

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Créée par la loi du 2 juillet 1996, la Fondation du patrimoine est une personne morale de droit privé reconnue d'utilité publique. Elle a reçu pour mission principale de sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine national, tout particulièrement celui non protégé par l'Etat. La Fondation du patrimoine fédère toutes les énergies, tant collectives (associations, collectivités territoriales, entreprises) qu'individuelles, autour de programmes concertés destinés à restaurer et valoriser le patrimoine bâti et paysager des régions. Elle est présente sur tout le territoire national et appuie son action sur un réseau de délégués bénévoles. En Seine-et-Marne, la Fondation du patrimoine contribue au financement de nombreux chantiers de restauration du patrimoine sur ses fonds propres.

Dans le cadre de sa politique culturelle, le Département a mis en place depuis de nombreuses années une politique de soutien à la restauration du patrimoine monumental et mobilier en faveur des communes et des propriétaires privés. Cette intervention a permis au fil du temps d'accompagner la sauvegarde et la valorisation de nombreux monuments et objets contribuant ainsi à la qualité du cadre de vie et à l'attractivité du territoire. Depuis 2015, le Département précise son action en faveur du patrimoine culturel et renforce la lisibilité de cette politique afin d'en faire un outil concourant au développement de la Seine-et-Marne.

Considérant la convergence de certaines de leurs missions et de leurs objectifs en faveur de la conservation et de la valorisation du patrimoine, le Département et la Fondation du patrimoine (délégation régionale d'Ile-de-France) ont décidé de reconduire et d'élargir leur partenariat, engagé depuis 2001, pour les années 2025, 2026 et 2027 dans le cadre d'une convention triennale.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre le Département et la Fondation du patrimoine dans le cadre de leur coopération au bénéfice de la sauvegarde et de la mise en valeur du patrimoine architectural, urbain, paysager et mobilier situé sur le territoire de la Seine-et-Marne.

Article 2 : Contexte du partenariat

La Seine-et-Marne est forte d'un patrimoine riche et diversifié qui contribue à son attractivité et à son fort potentiel touristique. Avec près de 600 éléments protégés au titre des Monuments historiques, le territoire possède des sites et monuments parmi les plus prestigieux dans l'histoire de l'art et de l'architecture comme dans l'histoire nationale tels le château de Vaux le Vicomte, le château de Fontainebleau ou encore la cité médiévale de Provins. La Seine-et-Marne est riche également de très nombreux édifices, vestiges et objets patrimoniaux témoins d'un passé lointain de la Préhistoire à la Renaissance, ou plus récent de l'histoire industrielle à la construction des villes nouvelles, plus discrets et souvent méconnus de ses habitants et de ses visiteurs.

L'engagement départemental en faveur du patrimoine

Le Département apporte son soutien en faveur de ce patrimoine remarquable, souvent protégé au titre des Monuments historiques en cohérence et en complémentarité des aides de l'Etat et de la Région.
Il porte également une attention particulière au patrimoine non protégé qui fait la spécificité et la richesse du cadre de vie en Seine-et-Marne et l'animation de ses paysages. Dans le cadre de son dispositif d'aide à l'entretien et à la restauration du patrimoine monumental et mobilier, le Département accompagne les propriétaires publics pour la mise en œuvre de programmes de restauration en apportant un financement qui, bien souvent, est la seule ou la principale aide publique attendue. L'absence de dispositifs Etat et les limites des aides régionales conditionnées à l'attribution du label « patrimoine d'intérêt régional » sont un frein considérable pour la prise en compte du patrimoine non protégé.

Avec le Festival Emmenez-moi, créée en 2018, il apporte une attention particulière à la valorisation et à l'animation de ces monuments. Il s'attache ainsi à partir de ces édifices et sites remarquables à développer des projets rayonnants et fédérateurs sur le territoire en mobilisant les acteurs locaux et à initier une dynamique touristique et culturelle attractive pour le grand public seine-et-marnais et francilien. Parmi la vingtaine de sites mis en valeur dans le Festival figurent notamment la commanderie templière de Coulommiers, l'église Saint-Mathurin de Larchant, la tuilerie de Bezanleu, la rotonde ferroviaire de Longueville, les vestiges du château royal de Montceaux-lès-Meaux, le village médiéval de Château-Landon…autant de sites où les enjeux de conservation, de restauration et de valorisation sont au cœur de leur développement.

D'autre part, le Département gère plusieurs équipements culturels et patrimoniaux qui ont pour objectif d'être moteur de développement pour le territoire et de contribuer au rayonnement de la Seine-et-Marne à la fois auprès des habitants mais également au-delà du département. Il s'agit du château de Blandy-les-Tours et de la ferme attenante de la « Croix blanche », du musée de Préhistoire d'Île-de-France à Nemours, du musée Stéphane Mallarmé à Vulaines-sur-Seine, du musée des Peintres de Barbizon, du jardin-musée Bourdelle à Égreville, du musée départemental de Seine-et-Marne à Saint-Cyr-sur-Morin et des archives départementales à Dammarie-lès-Lys. Ces établissements, dont certains sont protégés au titre des Monuments historiques, témoignent, par leur qualité architecturale ou bien par la valeur des collections qu'ils renferment (objets, archives), de la diversité, de la richesse et de l'identité du territoire seine-et-marnais.

L'action de la Fondation du patrimoine

Soutien envers les propriétaires publics et associatifs

Au côté de l'État et des principaux acteurs du secteur, la Fondation aide les propriétaires publics et associatifs à financer leur projet. Deux moyens d'action sont privilégiés :

- Le mécénat d'entreprises, grâce au soutien de grandes entreprises, ou de PME locales au sein des clubs de mécènes « Ile-de-France » et « Seine-et-Marne ».

- La souscription publique**,** mode d'action privilégié de la Fondation pour aider à financer la sauvegarde et la valorisation du patrimoine. La Fondation accompagne le maître d'ouvrage en assurant localement une interface qui garantit l'organisation et le bon déroulement de la campagne de financement participatif. La Fondation récompense les collectes les plus actives grâce à ses partenaires et mécènes. La collecte doit avoir récolté au moins 5% du montant des travaux pour bénéficier d'une subvention.

La Fondation soutient particulièrement la restauration du patrimoine non protégé. Dans le cadre de cette mobilisation du financement participatif, la Fondation est soutenue par la Région Ile-de-France qui, dans le cadre d'une convention de partenariat, mobilise un montant annuel de 300 000 € sous forme de subvention. La Région autorise la Fondation à la reverser à chaque porteur de projet sélectionné, dans la limite de 30 000 € maximum par projet et à raison d'un euro financé par la Région pour un euro collecté par la Fondation dans le cadre des campagnes de souscription. En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne peut pas être financée par plusieurs aides de la Région, notamment dans le cadre du contrat rural (COR), du contrat d'aménagement régional (CAR) ou bien du dispositif d'aide au patrimoine non protégé labellisé « patrimoine d'intérêt régional ».

Soutien envers les propriétaires privés

La Fondation est habilitée à délivrer un label à des travaux réalisés par des propriétaires privés sur des édifices non protégés au titre des Monuments historiques. Par l'attribution de son label, la Fondation reconnaît l'intérêt patrimonial du bien et permet à ses propriétaires de bénéficier d'une déduction fiscale et d'une aide financière, pour des travaux extérieurs réalisés sur des bâtiments visibles de la voie publique, ayant reçu l'avis favorable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine.

Article 3 : Adhésion

Le Département s'engage à adhérer à la Fondation du patrimoine et s'acquittera annuellement de sa cotisation d'un montant fixé à 2 000 euros.

Article 4 : Axes de partenariat

A partir du croisement des objectifs respectifs des Parties, et de la convergence d'enjeux communs, trois axes prioritaires de collaboration sont dégagés :

- Accompagner les projets en faveur du patrimoine au cœur de l'attractivité du territoire,
- Agir en faveur du patrimoine non protégé public,
- Encourager les labels en faveur du patrimoine non protégé privé.

1. Accompagner les projets en faveur du patrimoine au cœur de l'attractivité du territoire

Le Département et la Fondation s'engagent à coordonner leurs dispositifs et moyens d'action en faveur de sites, monuments et objets remarquables faisant l'objet d'un projet de développement culturel, social ou touristique contribuant à l'attractivité du territoire.

Engagement du Département

Le Département s'engage à associer étroitement la Fondation dans sa politique patrimoniale, en particulier dans l'identification de projets patrimoniaux à fort potentiel de développement et de valorisation.

Il s'attachera à inciter les communes seine-et-marnaises associations et propriétaires privés à solliciter l'aide de la Fondation du patrimoine pour la mise en place de souscriptions publiques.

Engagement de la Fondation

La Fondation apportera son soutien au Département dans la mise en œuvre des projets de restauration de ses équipements culturels et patrimoniaux ainsi que dans les projets de restauration d'édifices, d'objets ou de sites qui auront été identifiés conjointement.

Ce soutien pourra porter sur les sites emblématiques suivants (liste non exhaustive):

- le site ferroviaire de Longueville (halle, rotonde et matériel roulant),
- la tuilerie de Bezanleu à Treuzy-Levelay,
- le patrimoine médiéval de Château-Landon (ancienne abbaye Saint-Severin, tour Saint-Thugal..),
- la ferme départementale de la Croix-blanche à Blandy-les-Tours…

Ce soutien se traduira par la mobilisation du mécénat populaire au travers de souscriptions publiques et du mécénat d'entreprise, au niveau local, via les clubs de mécènes départementaux ou régionaux, ou au niveau national.

2. Agir en faveur du patrimoine non protégé public

Le Département et la Fondation s'engagent à coordonner leur action en faveur du patrimoine non protégé qui, dans un territoire comme la Seine-et-Marne, contribue fortement à son identité.

Engagement du Département

Le Département s'engage à associer étroitement la Fondation dans sa politique patrimoniale en faveur du patrimoine non protégé public. Il identifie les monuments et objets et informe la Fondation des projets émergents sur le territoire.

Il s'attachera à inciter les communes seine-et-marnaises à solliciter l'aide de la Fondation du patrimoine pour la mise en place de souscriptions publiques.

Engagement de la Fondation

La Fondation s'engage à développer des appels aux dons en faveur du patrimoine non protégé public seine-et-marnais. Elle mobilise les financements de la Région dédiés en faveur de ce patrimoine et organise avec le Département la sélection de projets.

3. Encourager les labels en faveur du patrimoine non protégé privé

Le Département, désireux de valoriser le patrimoine rural de Seine-et-Marne reconduit sa participation au financement des opérations labellisées par la Fondation permettant à des propriétaires privés de réaliser des opérations de sauvegarde et de valorisation sur leur patrimoine bâti non protégé visible de l'espace public et présentant un intérêt patrimonial.

Ces opérations de sauvegarde et de valorisation sur le patrimoine bâti non protégé concernent exclusivement des travaux portant sur :

- des immeubles non habitables constituant le patrimoine de proximité,
- des immeubles habitables les plus caractéristiques du patrimoine rural,
- des immeubles habitables et non habitables situés dans les Sites du Patrimoine Remarquable (SPR), nouvelle dénomination regroupant les anciennes AVAP, ZPPAUP et les Secteurs Sauvegardés ;

Pour permettre les déductions fiscales, les textes précisent que la Fondation doit apporter au minimum 2% de subvention sur le montant TTC éligibles des travaux. Ce subventionnement est financé grâce aux accords que la Fondation conclue avec les collectivités locales.

Engagement de la Fondation

Instruction et transmission des dossiers

La Fondation s'engage à convenir d'une réunion annuelle avec les représentants du Département afin de présenter les demandes des propriétaires privés et définir le montant de financement provenant du Conseil départemental, d'évaluer les interventions prévisibles et de faire le bilan des opérations en cours et achevées. Ce suivi aura pour échéance celle fixée par le Département – Direction des affaires culturelles – Sous-direction du patrimoine et des musées – permettant un délai suffisant pour que les projets soient validés à la dernière Commission permanente de l'année civile en cours. De ce fait la Fondation s'engage à adresser au Département un exemplaire complet de chaque dossier (description du bâtiment, programme et nature des travaux, label, avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France, photos générales du bâtiment et de la partie concernée par les travaux).

Subventions aux propriétaires

La Fondation s'engage à payer la part de subvention revenant à chaque bénéficiaire suivant les critères mentionnés dans la présente convention à l'issue des travaux effectués, après avoir obtenu l'avis de conformité et d'achèvement de l'Architecte des Bâtiments de France et reçu la subvention du Département.

Les subventions seront déterminées annuellement pour validation lors de la dernière Commission permanente de l'année civile en cours. Pour ce faire, la Fondation transmettra tous les éléments nécessaires précités dans les délais impartis. Les demandes de labels déposées après cette échéance ne seront pas retenues par la Fondation qui proposera aux propriétaires soit de reporter le chantier et leur demande sur l'année suivante, soit d'abandonner la demande.

La Fondation s'engage à reverser la subvention d'investissement du Département aux propriétaires dont le projet a été retenu et pour lequel un label a été attribué conformément aux modalités suivantes :

- **5 % pour un montant de travaux TTC compris entre 1 et 30 000 €**
- **3 % pour un montant de travaux TTC compris entre 30 001 et 70 000 €**
- **2 % pour un montant de travaux TTC supérieurs à 70 001 €**

Compte rendu d'utilisation de la subvention

La Fondation s'engage à justifier, à tout moment, sur demande du Département, l'utilisation de la subvention perçue. Elle tiendra sa comptabilité à disposition du Département ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité.

A l'expiration de la convention, la Fondation présentera au Département le compte rendu d'utilisation de la subvention. Celui-ci comportera la liste des opérations, le nom des bénéficiaires et le montant des subventions versées.

Communication

La Fondation s'engage à faire mention de la participation du Département sur tout support ou action de communication.

Engagement du Département

Montant de la subvention

Le Département s'engage à subventionner annuellement les projets qui lui seront présentés à hauteur des montants calculés sur la base du barème fixé dans la présente convention.

Modalité de versement de la subvention

La Commission permanente validera les opérations labellisées après vérifications réalisées par le Département, à savoir la transmission des justificatifs suivants :

- l'ensemble des dossiers complets, labellisés par la Fondation ;
- les avis favorables de l'Architecte des Bâtiments de France.

Celles-ci feront l'objet d'un mandatement le mois suivant.

Le paiement de la subvention est effectué sur le compte de la Fondation suivant le Relevé d'Identité Bancaire qu'elle aura fourni au Département.

Article 4 : Promotion / Information et communication

Le Département s'engage à accompagner la Fondation dans son action en Seine-et-Marne et à promouvoir ses dispositifs dans l'ensemble des supports disponibles (site internet, réseaux sociaux, Seine&Marne magazine…). Cette action portera en particulier sur la promotion des missions de bénévolat au sein de la Fondation sur le territoire (délégués territoriaux, thématiques) et la diffusion des outils d'information dédiés (flyers, fiches missions…).

Le Département diffusera les outils de communication de la Fondation sur ses dispositifs d'aide et relaiera son action lors d'événements auxquels il participe (Congrès des maires de Seine-et-Marne…) ou qu'il organise comme le Festival Emmenez-moi. Dans le cadre de ce Festival, il associe étroitement la Fondation à l'organisation de la manifestation et lui propose d'être présente sur un ou plusieurs sites pour faire connaître son action en faveur du patrimoine.

Les parties organiseront pour les adhérents seine-et-marnais et les souscripteurs des visites de lieux restaurés où en cours de restauration. Le Département proposera un accès privilégié à ses équipements culturels dans le cadre de visites privées et d'animations spécifiques (conférences, expositions,…).

Les parties diffuseront dans leurs supports de communications respectifs une information régulière sur les actions menées dans le cadre de la présente, et sur les opérations patrimoniales retenues.

Les parties s'engagent à dresser conjointement un bilan annuel d'activité au titre de l'exécution de cette convention.

Article 5 : Durée et modification de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans. Durant ce délai, en cas d'élément nouveau, elle pourra être modifiée conjointement, par voie d'avenant, à la demande de l'une ou l'autre des deux parties. Cette modification aura lieu sans modification de durée.

Article 6 : Résiliation

En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, la convention est résiliée à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter d'une mise en demeure de régulariser, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du bénéficiaire.

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment moyennant un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec avis de réception.

Quelque soit le cas de résiliation invoqué, les parties restent tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 7 : Litiges

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente.

Fait à Melun, en 2 exemplaires originaux,
Le

Pour la Fondation du Patrimoine	Pour le Département de Seine-et-Marne
La déléguée régionale	Le Président du Conseil départemental

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/09

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_209H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-2/09**

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VEAU Véronique

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : MUNCH Mireille

OBJET : Enrichissement des collections des Archives départementales, acquises en 2024 par don ou achat

Le Département poursuit sa politique d'enrichissement des collections des Archives départementales dont les documents, d'origine publique ou privée, sont classés et inventoriés. Afin de compléter les fonds historiques des Archives départementales versés par des administrations publiques du ressort du département (État et collectivités territoriales) ou situées géographiquement dans le département, le Conseil départemental veille à acquérir aussi des documents d'origine privée soit par don soit par achat.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment dans son article L3211-1,

VU le Code du Patrimoine, notamment dans ses articles L212-6 à L212-14, et R212-78 à R212-94,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/09

DÉCIDE

Article unique : De prendre acte de l'ensemble des acquisitions, par don ou par achat, effectués au profit de l'enrichissement des collections des Archives départementales. Les documents, présentés en annexe de la présente délibération, acquis au cours de l'année 2024 seront inscrits à l'inventaire des Archives départementales, devenant ainsi imprescriptibles et inaliénables, et y seront affectés

.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/09

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/09

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_209H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Enrichissement des collections des Archives départementales 2024

Afin d'identifier les documents, les cotes sont indiquées entre parenthèses

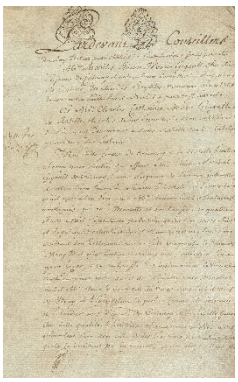
Dons

Histoire familiale et privée

Don manuel de Mme Nicole Laplaige, mai 2024
Fonds Gilbert Laplaige, 1937-1942 (372J)



Don manuel de M. Dominique Gigault de Crisenoy, octobre 2024
Archives du domaine et de la famille de Crisenoy, XVIIe-XIXe s. (373 J)



Don de Mme Anne-Marie Bouy-Allard, mai 2024

- Jean Allard né le 11 novembre 1906, prisonnier de guerre au stalag XVII B à Gneixendorf en Basse Autriche libéré en mai 1945, papiers militaires et administratifs. – guerre 1939-1945 : livret militaire (1926), agenda en langue tchèque (1944), attestation et carte de rapatrié (1945), carte de prisonnier de guerre (1945), permis de conduire (1952-1958), brevet de retraite de combattant (1982) (J1528)

- Lucien Allard né le 12 décembre 1913, fait prisonnier à Montargis le 16 juin 1940 libéré par les allemands du camp de Sens le 15 juillet 1940, papiers militaires et administratifs. – guerre 1939-1945 : bons points patriotiques (1921), ordre de libération du camp en allemand (1940), déclaration de situation administrative (1945), photographies (1938-1939) (J1529)

Don de Mme Marie-Paule Barrier, 1er juillet 2024
Bail général du domaine de Coulommiers en Brie pour neuf ans de la ferme à compter du 1er octobre 1747. Le domaine appartient à Monseigneur le duc de Chevreuse, prince de Neufchatel et Valengin (J1524)

Don manuel de M. Louis Béziaud, novembre 2024
Famille Boutillier : actes notariés, correspondance (376J)

Histoire communale et départementale

Don de M. Nicolaï, 10 avril 2024
17 cartes postales (16 cartes de Fontenailles et 1 du Chatelet-en-Brie), (2 Fi)

Don de Mme Isabelle Rambaud, 10 avril 2024
1 carte postale de La Genevraye montrant le pensionnat Ste-Marie, (2 Fi)

Don du Département de la Côte d'Or, 24 avril 2024
Une carte postale du Musée de préhistoire de l'Ile de France à Nemours : reconstitution d'un atelier de bronzier, (2 Fi)

Don du Département du Pas-de-Calais, 24 avril 2024
3 cartes postales de Séricourt (commune de Bussières), propriété d'Eugène Scribe : le chalet Montalet, la maison du pêcheur, le village, (2 Fi)

Don M. Olivier Plancke, 24 avril 2024
9 cartes postales : 3 cartes postales de la forêt de Fontainebleau, 1 carte postale de l'église St-Martin de Bussy-saint-Martin, 5 cartes postales publicitaires, (2 Fi)

Don interne, 31 juillet 2024
Affiche du portrait de François de Tessan par le graffeur C215, (17 Fi 582)

Don de M. Alexandre Courban, 24 septembre 2024
2 cartes postales de Chelles : la Poste et l'avenue de la Résistance, l'Eglise, (2 Fi)

Don de la mairie de Cannes-Ecluses, 24 septembre 2024
Neuf cartes postales de la commune de Cannes-Ecluse : façade du château, église St-Georges, le pont sur l'Yonne, barrage-écluse, les Seiglats, l'Yonne en amont du pont, mairie de Cannes-Ecluse, monument aux morts et Les Bordes en pleine inondation, (2 Fi)

Don du Département des Hautes-Pyrénées, 1 octobre 2024
3 cartes postales du carrousel de l'Ecole d'Application de Fontainebleau : reprise des instructions, les cercles et sauts d'obstacle, (2 Fi)

Don Mme Juliette Nunez, 1 octobre 2024
3 cartes postales de Thomery : l'église Saint-Amand, mur à raisin et chambre à raisin, (2 Fi).

Don manuel, 3 octobre 2024.
1 carte postale de Melun, (2 Fi)

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°2/09

Histoire culturelle

Don manuel de Mme Colette Llech, février 2024
Fonds de l'Association des Amis de Jorge Semprún (AAJS), 2012-2024 (369J)

Don manuel de Mme Michèle Riolet, 9 septembre 2024
Collection Riolet : dossiers documentaires, XXe s. (359J)

Histoire économique et sociale

Don du Département de la Côte d'Or, 24 avril 2024
Un buvard publicitaire pour piles et boitiers Mazda Cipel avec une vue du château de Champs, (Fi)
24 avril 2024

Don des Archives départementales de la Côte-d'Or, juin 2024
Fonds Hibiki (architecte) : plans, croquis, factures et devis, correspondance relatifs aux restaurants Courtepaille en Seine-et-Marne, XXe s. (371J)

Histoire du sport

Don manuel de l'association, novembre 2024
Archives du Comité d'athlétisme 77, 1966-2011 (375J)



Don manuel de Rémi Callégari représenté par Claudine Audoux-Daviot, septembre 2024
Archives de l'UFOLEP77, Union française des œuvres laïques d'éducation physique, 1960-1990 (370J)



Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°2/09

Don manuel de l'association, novembre 2024. Archives du CDOS77 Comité départemental olympique et sportif de Seine-et-Marne (374J)

Don manuel de M. Jean-Luc Bergé, février 2024
Affiche et programme officiel du meeting international d'athlétisme du 23 juin 1965 avec la participation de Michel Jazy au stade municipal de Melun (J1509-510)



Don manuel de Mme Christiane Bouvard, 4 juin 2024.

Barbizon, archives du milieu sportif : 1 photo-carte d'un groupe de cyclistes dont Clément Bouvard devant l'Hôtel Bellevue (1935), classements et circuits des cyclistes, police d'assurance individuelle pour assurer l'épreuve cycliste du 2ème circuit (27 juillet 1937) ; mémoire de travaux pour une armoire à accessoires pour la Sté du ping-pong, 1935 (J1525)

Don manuel, 25 septembre 2024
2 cartes postales de l'équipe de France de canoë-kayak (2 Fi)

Don de M. Corentin Gilmet, 29 novembre 2024
1 photographie de l'équipe de football de Chaumes-en-Brie, 1929-1930 (12 Fi / Chaumes-en-Brie 52)



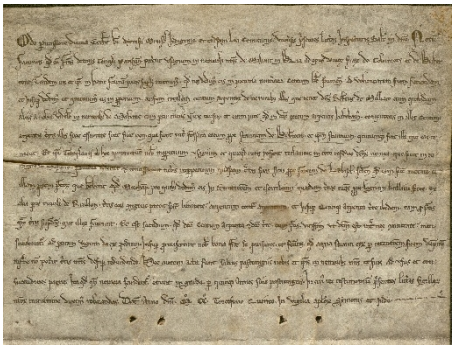
Prêt de M. Eric Poulhe pour reproduction au format numérique, 30 juillet 2024

91 vues photographiques du Championnat du monde de Canoë-kayak à Vaires-sur-Marne en août 1991. (18 Finum)

Achats

Histoire communale et départementale

Odon IV, abbé de Saint-Denis accorde des droits au Templiers de Paris sur les bois de Mahant-en-Brie au profit des Templiers de Coulommiers (commanderie de Coulommiers) : acte en latin sur parchemin, 27 octobre 1235 (505H8)
Préemption vente publique Ivoire Boisseau Pomez, 26 juin 2024, 2728 euros



Bail de 9 ans pour la ferme aux Chaises, commune de Vulaines, en deux exemplaires et le procès- verbal d'arpentage de la ferme, des terres et des bâtiments, 1817-1818 (J1508)
Vente publique SVV Baratoux-Dubourg enchères, 18 janvier 2024, 100 euros

Ferme des Bordes d'Andy à Crisenoy : actes notariés, 70 p., 1851-1859 (J1523)
Vente publique Vermot, 3 avril 2024, 128 euros

1 plaque de verre autochrome du château de la Grange, ca 1930. (107 Fi 282)
Vente publique Yann Le Mouel du 20 janvier 2024, 188 euros

5 estampes d'Israël Silvestre représentant le château de Fontainebleau, XVIIIe (5 Fi 1432 à 5 Fi 1436)
Achat M. Poulard, 12 mars 2024, 180 euros

Un album de 153 photographies sur la reconstruction du pont de Bois-le-Roi, 1951-1953, (18 Fi/Bois-le-Roi 1)
Vente publique Yann Le Mouël, 25 septembre 2024, 875 euros

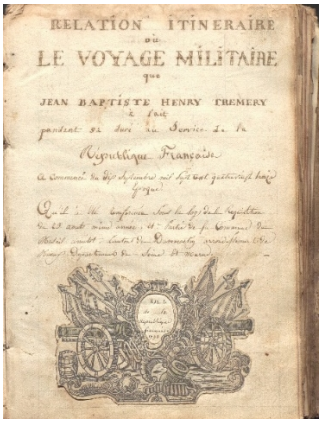




8 tirages albumine montés sur carton sur Samois et Fontainebleau, (18 Fi)
Vente publique Yann Le Mouël, 25 septembre 2024, 688 euros

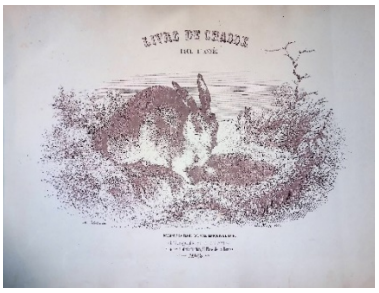
Histoire familiale et privée

Relation itinéraire ou le voyage militaire que Jean-Baptiste Henry Tremery a fait pendant sa durée au service de la République Françoise a commencé du dix septembre mil sept cent quatre-vingt-treize. […] sous la loy de la réquisition du 23 août même année et partie de sa commune du Mesnil Amelot canton de Dammartin arrondissement de Meaux département de Seine-et-Marne, 462 p., 1793-1802 (J1530)
Achat à Bonnefoi Livres Anciens, octobre 2024, 9000 euros



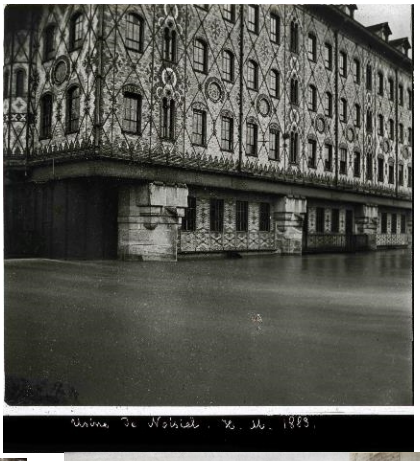
Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°2/09

Livre de chasse annoté pour l'année 1884. Dessins de M. le marquis de Mun, lithographié par A. Collette, Paris : Susse frères, 1884 (J1531)
Vente publique Coutau-Bégarie, 25 octobre 2024, 3500 euros



166 plaques de verre de la famille Menier, montrant principalement les activités de loisirs de cette famille bourgeoise d'industriels, 1883-1890 (113 Fi)
Achat à M. Hoch, 19 mars 2024, 8500 euros









Histoire politique, économique et sociale

Lettre autographe signée par Gabriel d'Haussonville (1843-1924), homme politique, historien et académicien à un journaliste du *Temps.* 4 p., Gurcy, 21 nov. 1871 (J1507)
Vente publique Conan, 17 janvier 2024, 780 euros

Lettre de François-Eleonore-Eli, comte de Moustier et diplomate à New York à M. de Marbois, intendant de Saint-Domingue à propos de la situation des Etats-Unis, 4 p., 20 février 1788 (J1517)
Vente publique Ader, 4 octobre 2022, 640 euros

Histoire culturelle

Commémoration du cinquantenaire de la mort de Charles Péguy : dossier (carte d'invitation, programme, lettres), 1964 (J1522)
Vente publique Vermot, 3 avril 2024, 160 euros

Photographie d'André Billy, écrivain, avec dédicace de sa main, [sans date]. (12 fi/Personnage 41)
Vente publique Vermot, 21 juin 2024, 38 euros

Portrait photographique d'Antoine Bourdelle par Maurice Boussus, [1925-1929], (18 Fi / Personnage 6)
Vente publique Daguerre, 23 octobre 2024, 325 euros

Photographie d'Eugène Cicéri peignant d'après nature, vers 1870, (18 Fi / Personnage 7)
Vente publique Million, 25 septembre 2025, 438,90 euros



Lettres d'Albert de Mun, notable de Seine-et-Marne (Lumigny) relatives à l'érection d'un monument à Roscoff en hommage à Henri de Lacaze-Duthiers, 1912 (J1521)
Achat à Librairie Pinault, 18 juin 2024, 150 euros

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/10

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_210H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-2/10**

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VEAU Véronique

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : MUNCH Mireille

OBJET : Politique départementale en faveur de l'entretien et de la restauration du patrimoine monumental et mobilier : mise en cohérence et ajustement du dispositif d'aide pour le patrimoine mobilier.

En 2021, dans le cadre de sa politique culturelle, le Département a revu son soutien à la mise en valeur et à la sauvegarde du patrimoine seine-et-marnais et a redéfini les modalités et critères d'aide pour l'entretien et la restauration des édifices et des objets mobiliers. Ces aides ont été confirmées dans le cadre de la délibération du 15 novembre 2024 à l'occasion de la modification de la procédure d'attribution des subventions pour le patrimoine monumental. Afin d'être en adéquation avec les aides de l'État qui ont évolué depuis la mise en place du dispositif, en particulier pour les objets classés, il est proposé un ajustement des taux d'intervention en faveur des propriétaires publics et privés qui œuvrent à la sauvegarde et à la mise en valeur du patrimoine mobilier seine-et-marnais. Dans le cadre de ce dispositif, il est également proposé de soutenir les propriétaires d'objets mobiliers dans des situations difficiles (sinistres, dommages climatiques…) en étendant la possibilité d'octroyer des aides exceptionnelles. Les critères et modalités d'aide concernant le patrimoine monumental ne sont pas impactés par ces ajustement et sont reconduits tels que définis dans la délibération du 15 novembre 2024.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil général n°7/02 du 29 juin 2012 modifiée par la délibération du Conseil général n°7/01 du 26 avril 2013 relative au règlement budgétaire et financier,

VU la délibération du Conseil départemental n°2/03 en date du 15 novembre 2024 relative à la politique départementale en faveur de l'entretien et la restauration du patrimoine monumental et mobilier,

VU la délibération du Conseil départemental n° 2/04 en date du 3 avril 2025 relative à l'adoption du budget primitif « culture » pour 2025,

VU l'avis des Commissions précitées,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/10

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'abroger la délibération n° 2/03 du 15 novembre 2024 relative à la politique départementale en faveur de l'entretien et la restauration du patrimoine monumental et mobilier.

Article 2 : d'approuver le dispositif d'aide à la restauration du patrimoine monumental et mobilier dans son ensemble, incluant l'ajustement du taux de subvention en faveur du patrimoine mobilier classé au titre des monuments historiques et la possibilité d'octroi d'aides exceptionnelles aux propriétaires d'objets mobiliers, dont les caractéristiques sont présentées en annexe de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/10

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/10

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_210H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Conseil départemental du 20 juin 2025
Annexe à la délibération n°2/10

POLITIQUE DÉPARTEMENTALE EN FAVEUR DE L'ENTRETIEN ET DE LA RESTAURATION DU PATRIMOINE MONUMENTAL ET MOBILIER

Critères d'éligibilité et modalités d'attributions des aides

1- LE PATRIMOINE MONUMENTAL

1.1 Études de diagnostic et travaux d'entretien et de restauration

Le patrimoine monumental public

Bénéficiaires :

Les bénéficiaires sont les propriétaires publics à l'exception de l'État (collectivité, établissement public), maîtres d'ouvrages des opérations. Sont éligibles sans condition les communes de plus de 2 000 habitants mais également celles de moins de 2 000 habitants lorsque les dispositifs contractuels départementaux (Fonds d'équipement rural et contrat rural) ne peuvent prendre en compte les projets.

Patrimoine pris en compte :

- les édifices protégés au titre des monuments historiques (classés, inscrits),
- les éléments bâtis de jardins protégés au titre des monuments historiques (classés, inscrits),
- les édifices non protégés au titre des monuments historiques,
- les éléments bâtis de jardins labellisés remarquables.

Nature des dépenses subventionnables :

- les études de diagnostic et études préalable à la restauration,
- les travaux de conservation et de restauration intérieure et extérieure de l'édifice (mise hors d'eau, consolidation, reprise de couvertures, de maçonneries, d'enduits, …),
- les honoraires de maitrise d'œuvre,
- les travaux de mise en accessibilité de l'édifice.

Modalité de calcul du financement départemental :

La subvention départementale est calculée par application d'un taux de subvention à la dépense éligible. La dépense éligible correspond au coût des travaux et aux honoraires de maîtrise d'œuvre, à l'exclusion des dépenses suivantes :

- acquisitions foncières,
- assurances dommage ouvrage,
- travaux de démolition préalable,
- travaux de dépollution,
- travaux d'électricité et de chauffage,
- travaux de voirie et réseaux divers (VRD).

La subvention est accordée sur la base du **montant hors taxes**.

Les modalités de l'aide départementale varient en fonction du niveau de protection du bien protégé comme suit :

Etudes de diagnostic

- Immeubles classés : le taux d'intervention départemental est de 40% maximum des dépenses éligibles.
- Immeubles inscrits : le taux d'intervention départemental est de 60% maximum des dépenses éligibles.
- Immeubles non protégés : le taux d'intervention départemental est de 70% maximum des dépenses éligibles.

Travaux de restauration

- Immeubles classés : le taux d'intervention départemental est de 20% maximum des dépenses éligibles. Le montant des travaux pris en compte est plafonné à 450 000 € par tranche de travaux.
- Immeubles inscrits : le taux d'intervention départemental est de 30% maximum des dépenses éligibles. Le montant des travaux pris en compte est plafonné à 300 000 € par tranche de travaux.
- Immeubles non protégés : le taux d'intervention départemental est de 50% maximum des dépenses éligibles. Le montant des travaux pris en compte est plafonné à 180 000 € par tranche de travaux.

Les édifices d'intérêt départemental, régional ou national, présentant un cas de péril ou bien faisant l'objet d'un projet structurant de développement culturel, social ou touristique pourront bénéficier d'une aide exceptionnelle sous forme de déplafonnement décidée par l'Assemblée départementale.

Les subventions pour la restauration des immeubles non protégés pourront être octroyées à la condition que ceux-ci soient accompagnés par un maître d'œuvre spécialisé (architecte du patrimoine ou équivalent), ou justifiant d'une expérience sur des immeubles protégés au titre des monuments historiques.

Les monuments aux morts et monuments commémoratifs ne sont pas éligibles au financement des immeubles non protégés au titre des monuments historiques.

La subvention sur les édifices classés et inscrits est complémentaire à celle de l'État et subordonnée à la prise en compte du projet dans la programmation annuelle de la Direction des Affaires Culturelles d'Île-de-France (D.R.A.C.).

Une ligne en fonctionnement est maintenue pour accompagner les propriétaires dans leurs travaux d'entretien inférieurs à 15 000 € (édifices inscrits, classés, non protégés). Ces travaux d'entretien sont en effet indispensables pour éviter à terme des travaux beaucoup plus lourds et coûteux. Ces travaux de petit entretien sont financés à hauteur de 50% maximum du montant hors taxe des dépenses effectuées.

Le patrimoine monumental privé

Bénéficiaires :

Les bénéficiaires sont les propriétaires privés (personne physique, association, société privée) maîtres d'ouvrages des opérations.

Patrimoine pris en compte :

- les édifices protégés au titre des monuments historiques (classés, inscrits),
- les éléments bâtis de jardins protégés au titre des monuments historiques (classés, inscrits).

Nature des dépenses subventionnables :

- les études de diagnostic et études préalable à la restauration,
- les travaux de conservation et de restauration intérieure et extérieure de l'édifice (mise hors d'eau, consolidation, reprise de couvertures, de maçonneries, d'enduits, …),
- les honoraires de maitrise d'œuvre,

- les travaux de mise en accessibilité de l'édifice.

Modalité de calcul du financement départemental :

La subvention est calculée par application d'un taux de subvention à la dépense éligible. La dépense éligible correspond au coût des travaux et aux honoraires de maîtrise d'œuvre, à l'exclusion des dépenses suivantes :

- acquisitions foncières,
- assurances dommage ouvrage,
- travaux de démolition préalable,
- travaux de dépollution,
- travaux d'électricité et de chauffage,
- travaux de voirie et réseaux divers (VRD).

La subvention est accordée sur la base du **montant TTC** s'il s'agit d'une maîtrise d'ouvrage assurée par une personne de droit privée ne récupérant pas la TVA.

Les modalités de l'aide départementale varient en fonction du niveau de protection du bien protégé comme suit :

Etudes de diagnostic

- Immeubles classés : le taux d'intervention départemental est de 40% maximum des dépenses éligibles.
- Immeubles inscrits : le taux d'intervention départemental est de 60% maximum des dépenses éligibles.

Travaux de restauration

- Immeubles classés : le taux d'intervention départemental est de 20% maximum des dépenses éligibles. Le montant des travaux pris en compte est plafonné à 225 000 € par tranche de travaux.
- Immeubles inscrits : le taux d'intervention départemental est de 30% maximum des dépenses éligibles. Le montant des travaux pris en compte est plafonné à 150 000 € par tranche de travaux.

Les édifices d'intérêt départemental, régional ou national, présentant un cas de péril ou bien faisant l'objet d'un projet structurant de développement culturel, social ou touristique pourront bénéficier d'une aide exceptionnelle sous forme de déplafonnement décidée par l'Assemblée départementale.

La subvention est complémentaire à celle de l'État et subordonnée à la prise en compte du projet dans la programmation annuelle de la Direction des Affaires Culturelles d'Île-de-France (D.R.A.C.).

1.2- Procédure d'attribution des subventions

La procédure d'attribution des subventions au titre du dispositif d'aide à l'entretien et à la restauration du patrimoine monumental est régie par le règlement budgétaire et financier du Département.

Pour les subventions **inférieures à 23 000 €,** qui portent en majorité sur des études ou des travaux de moyenne envergure, voire d'entretien, le dossier de demande de subvention fera l'objet d'un vote de la Commission permanente. L'opération devra connaître un début d'exécution dans les douze mois à compter de la date du vote. A défaut de réception par les services départementaux, avant expiration du délai indiqué ci-dessus, d'une pièce justificative (notification de marché ou acte d'engagement, bon de commande, validation d'un devis par le porteur), l'aide financière départementale sera caduque.

Pour les subventions **supérieures à 23 000 €** (faisant l'objet d'une convention), le dossier de demande de subvention fera l'objet de deux votes de la Commission permanente.

Dans un premier temps, le dossier, complet, sera soumis au vote de la Commission permanente qui donnera un accord de principe de subvention fondé sur un estimatif prévisionnel des travaux. Cet accord donnera au maître d'ouvrage la possibilité de débuter l'exécution de l'opération. Il ne vaudra pas engagement financier du Département que seule la délibération attributive de subvention engagera financièrement. Une lettre notifiant cet accord sera adressée au maître d'ouvrage demandant de fournir une pièce justificative du commencement d'exécution du projet pour l'obtention d'un accord définitif de subvention.

Dans un second temps, un accord définitif sera délivré par la Commission permanente sur le même projet une fois le début d'exécution de l'opération attestée par les pièces suivantes :
- la notification d'un marché ou un acte d'engagement,
- la notification d'affermissement de tranche pour un marché à tranche optionnelle,
Et/ou
- une délibération du conseil municipal adoptant le projet définitif et son plan de financement, s'engageant à inscrire les crédits nécessaires à son budget de l'année,
- une délibération du conseil municipal actant le montant détaillé lot par lot des marchés relatifs au projet, accompagnée des pièces du marché permettant de justifier ces montants (bordereau de prix pour chaque lot ainsi que les devis de prestations complémentaires).
Une notification d'attribution de subvention sera adressée au maître d'ouvrage et le montant de la subvention départementale sera engagé sur le programme d'opération de l'année en cours.

1.3- Actions de communication

Afin de renforcer la visibilité du Département dans l'aide apportée aux collectivités et porteurs de projet privés, des actions de communication seront engagées comme suit :

- en début de chantier, installation par le porteur de projet à côté des panneaux relatifs au chantier de restauration, d'un support de communication indiquant le soutien du Département. Ce support de communication sera transmis avec la notification de la subvention.

- en fin de chantier, pose d'une plaque reprenant un historique synthétique de l'édifice restauré, plaque sur laquelle figurera le logo du Département voire des autres financeurs.

2- LE PATRIMOINE MOBILIER

2.1- Restauration du patrimoine mobilier

Bénéficiaires :

Les bénéficiaires sont les propriétaires publics et les propriétaires privés (associations, personnes de droit privé).

Patrimoine pris en compte :

- Les objets protégés monuments historiques (classés, inscrits) appartenant à des propriétaires publics (communes) ou privés (associations, personnes de droit privé),
- Les objets non protégés appartenant aux propriétaires publics uniquement, hors patrimoine instrumental et technique,
- Pour le patrimoine instrumental et technique non protégé appartenant à un propriétaire public, la subvention ne sera accordée que sur avis d'un expert missionné par le Département.

Nature des dépenses subventionnables :

- Les travaux de restauration sur les objets mobiliers, de leur prise en charge à leur retour (dépose, transport, restauration, repose, réalisation du rapport de restauration).

Modalité de calcul du financement départemental :

La subvention départementale est calculée par application d'un taux de subvention à la dépense éligible. La dépense éligible correspond au coût global des travaux.

La subvention est accordée sur la base du **montant HT** pour les propriétaires publics et sur la base du **montant TTC** s'il s'agit d'une maîtrise d'ouvrage assurée par une personne de droit privée ne récupérant pas la TVA.

Les modalités de l'aide départementale varient en fonction du niveau de protection du bien protégé et pour les financements croisés, de la participation de l'État comme suit :

- Objets classés : le taux d'intervention départemental est de 40 % maximum des dépenses éligibles. Le montant de la subvention départementale est plafonné à 40 000 €,
- Objets inscrits : 70 % maximum des dépenses éligibles. Le montant de la subvention départementale est plafonné à 30 000 €,
- Objets non protégés : 50% maximum des dépenses éligibles. Le montant de la subvention est plafonné à 10 000 €.

Les objets d'intérêt départemental, régional ou national, présentant un cas de péril ou bien faisant l'objet d'un projet structurant de développement culturel, social ou touristique pourront bénéficier d'une aide exceptionnelle sous forme d'augmentation du taux d'intervention et/ou de déplafonnement des subventions départementales décidés par l'Assemblée départementale.

2-2 Aides pour les études préalables et climatiques

Bénéficiaires :

Les bénéficiaires sont les propriétaires publics et les propriétaires privés (associations, personnes de droit privé) pour les études préalables, et les propriétaires publics et associations pour les études climatiques.

Patrimoine pris en compte :

- Les objets protégés au titre des monuments historiques (classés, inscrits) pour les études préalables,
- Les édifices conservant les objets protégés pour les études climatiques.

Nature des dépenses subventionnables :

- Les études préalables qui seront nécessaires avant une future restauration d'objet mobilier protégé au titre des monuments historiques.
- Les études climatiques qui permettront une meilleure connaissance de l'environnement des œuvres et donc une meilleure conservation de celles-ci.

Modalité de calcul du financement départemental :

La subvention est calculée par application d'un taux de subvention à la dépense éligible. La dépense éligible correspond au coût des études.

La subvention est accordée sur la base du **montant HT** pour les propriétaires publics et sur la base du **montant TTC** s'il s'agit d'une maîtrise d'ouvrage assurée par une personne de droit privée ne récupérant pas la TVA.

Le taux d'intervention départemental est de 70% maximum des dépenses éligibles. Le montant de la subvention départementale est plafonné à 5 000 €.

2.3- Protection et mise en valeur des objets mobiliers

Bénéficiaires :

Les bénéficiaires sont les propriétaires publics et les associations.

Patrimoine pris en compte :

- Les objets protégés au titre des monuments historiques (classés, inscrits),
- Les objets non protégés appartenant aux propriétaires publics uniquement.

Nature des dépenses subventionnables :

- Les opérations de mise en sécurité physique des œuvres (scellement, création d'une vitrine ou d'un socle…),
- Les opérations d'entretien des œuvres (nettoyage, contrat d'entretien…),
- Les opérations de valorisation pour des projets s'inscrivant dans une démarche de développement culturel, sociale ou touristique (réalisation de cartel, signalétique, livret de présentation…).

Modalité de calcul du financement départemental :

La subvention est calculée par application d'un taux de subvention à la dépense éligible. La dépense éligible correspond au coût de l'opération globale.

La subvention est accordée sur la base du **montant HT** pour les propriétaires publics et sur la base du **montant TTC** s'il s'agit d'une maîtrise d'ouvrage assurée par une personne de droit privée ne récupérant pas la TVA

Le taux d'intervention départemental est de 70% maximum des dépenses éligibles. Le montant de la subvention départementale est plafonné à 10 000 €.

Dans le cas de situations d'urgence spécifiques (inondations, incendies, infestations de grandes envergures…) sur un édifice, les propriétaires, publics ou privés, bénéficierons d'une aide exceptionnelle pour la protection et la mise en valeur des objets mobiliers sous forme d'augmentation du taux d'intervention et/ou de déplafonnement des subventions départementales décidés par l'Assemblée départementale.

2.4- Intervention d'urgence

Bénéficiaires :

Les bénéficiaires sont les propriétaires publics et les propriétaires privés (associations, personnes de droit privé).

Patrimoine pris en compte :

- Les objets protégés au titre des monuments historiques (classés, inscrits) dont l'état de conservation et / ou la mise en sécurité sont mis en péril (attaques d'insectes ou de champignons, socles ou fixations fragilisés, pertes de matière),
- Les objets mobiliers non protégés, pour les propriétaires publics uniquement, si l'état de conservation de ceux-ci menace, à plus ou moins long terme, l'intégrité physique des objets protégés.

Nature des dépenses subventionnables :

- Les opérations de traitement des œuvres,
- Les opérations de protection temporaires dans l'attente d'une restauration (pose de papier japon, déposes urgentes d'œuvres…),
- Les opérations de nettoyage et de traitement des œuvres suite à un sinistre,

- Les opérations d'évacuation des œuvres suite à un sinistre.

Modalité de calcul du financement départemental :

La subvention est calculée par application d'un taux de subvention à la dépense éligible. La dépense éligible correspond au coût de l'opération globale.

La subvention est accordée sur la base du **montant HT** pour les propriétaires publics et sur la base du **montant TTC** s'il s'agit d'une maîtrise d'ouvrage assurée par une personne de droit privée ne récupérant pas la TVA

Le taux d'intervention départemental est de 80% maximum des dépenses éligibles. Le montant de la subvention départementale est plafonné à 10 000 €.

Dans le cas de situations d'urgence spécifiques (inondations, incendies, infestations de grandes envergures…) sur un édifice, les propriétaires, publics ou privés, bénéficierons d'une aide exceptionnelle pour les interventions d'urgence sur les objets mobiliers, sous forme d'augmentation du taux d'intervention et/ou de déplafonnement des subventions départementales décidés par l'Assemblée départementale.

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/11

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_211H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-2/11**

Commission n° 2 - Education et Culture
Rapporteur(s) : VEAU Véronique

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : LUCZAK Daisy

OBJET : Convention de mandat avec la société Ulule dans le cadre de la campagne de financement participatif pour le projet de restauration des sculptures en bronze du musée-jardin Bourdelle

Dans le cadre du programme de restauration des sculptures en bronze du musée-jardin Bourdelle, le Département entreprend une recherche de mécénat pour mobiliser et fédérer les entreprises du territoire autour de ce projet ambitieux, tout en diversifiant les sources de financement nécessaires à sa réussite. Dans cette optique, le Département et la société Ulule s'associent afin de lancer campagne de financement participatif en ligne auprès des particuliers et des entreprises.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Code du Patrimoine et en particulier les articles R.622-1 et suivants,

VU le Code général des Impôts,

VU la loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations,

VU la délibération du Conseil général n° 7/02 du 29 juin 2012 relative à l'adoption du Règlement Budgétaire et Financier, modifié par délibération du Conseil général n°7/01 du 26 avril 2013,

VU la délibération du Conseil départemental n°2/08 du 6 avril 2023 relative au lancement de la démarche de mécénat au sein du Conseil départemental de Seine-et-Marne,

VU la délibération du Conseil départemental n°7/07 du 21 juin 2024 relative à la mise à jour de la charte éthique du mécénat,

VU la délibération du Conseil départemental n°1/02 en date du 3 avril 2025 relative à l'adoption du budget primitif « Attractivité du territoire » pour l'année 2025,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/11

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet de convention de mandat et le projet de convention relative aux conditions particulières tels que joints en annexe à la présente délibération.

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, les conventions.

Article 3 : d'imputer les crédits reversés par la société Ulule et correspondants aux dons collectés sur l'action « Attractivité du territoire », opération « Collecte de dons – musée-jardin Bourdelle ».

Article 4 : d'imputer les crédits liés à la commission due par le Département à la société Ulule sur l'action « Attractivité du territoire », opération « Mécénat DF 25 ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/11

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

Mme Marie-Line PICHERY

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sara SHORT-FERJULE

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

Mme Virginie THOBOR

Mme Claudine THOMAS

M. Xavier VANDERBISE

Mme Véronique VEAU

M. Mathieu VISKOVIC

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/11

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception préfecture
077-227700010-20250620-D250620_211H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION DE MANDAT DANS LE CADRE D'UNE CAMPAGNE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF POUR LE PROJET DE RESTAURATION DES SCULPTURES EN BRONZE DU MUSÉE-JARDIN BOURDELLE

CONDITIONS PARTICULIÈRES

ULULE
Société par Actions simplifiée au capital de 293 478,04 Euros, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 794 710 830 00025, dont le siège social est fixé au 10 rue de Penthièvre, 75008 Paris.
Numéro individuel d'identification fiscale (numéro de TVA intracommunautaire) : FR 57794710830
Représenté par Arnaud Burgot en sa qualité de Directeur Général

Ci-après dénommée « Ulule »

D'une part ;

ET

Le Département de Seine-et-Marne, dont le siège est situé rue des Saints Pères, CS 50377, 77010 Melun cedex.
Représenté par Monsieur Jean-François PARIGI, en qualité de Président, agissant en exécution de la délibération du Conseil départemental n°2/11 en date du 20 juin 2025.
Ci-après dénommé « le Département »

D'autre part.

Ensemble ci-après dénommées les « Parties ».

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSE QUE :

Le site de Ulule, https://fr.ulule.com/, (ci-après désigné « le Site »), permet à tous les créateurs de projet, quel que soit leur domaine d'activité, de faire financer et promouvoir ces projets grâce au soutien des internautes.

Le Département, qui gère le musée-Jardin Bourdelle à Égreville, a pour projet la restauration des sculptures en bronze d'Antoine Bourdelle, ci-après désigné « le Projet ».

Le Département souhaite ainsi confier à Ulule une prestation d'intermédiation dans le cadre d'une campagne de financement participatif menée de septembre à décembre 2025 et mandater cette dernière pour la collecte et l'encaissement de dons destinés au financement du Projet. Les internautes désirant soutenir le Projet (ci-après désignés « Contributeurs ») pourront effectuer en

ULULE

ligne, sur le site d'Ulule, un acte de mécénat au profit du Département, habilité à recevoir des dons conformément aux dispositions fiscales en vigueur et le Département fera parvenir un reçu fiscal aux contributeurs.

Il est convenu que les présentes Conditions Particulières s'entendent comme complémentaires des Conditions Générales d'Utilisation du Site Ulule accessibles à l'adresse http://fr.ulule.com/about/terms/.

Par dérogation à l'article 1.2 des CGU, il est convenu que les présentes Conditions Particulières prévalent, le cas échéant, sur les Conditions Générales d'Utilisation du Site.

Par dérogation à l'article 1.2 des CGU, il est également convenu qu'Ulule s'engage à porter à la connaissance du Département toutes modifications apportées aux CGU.

CECI EXPOSE, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet du contrat

Les présentes Conditions Particulières ont pour objet :

- de préciser les obligations de chacune des parties dans le cadre du mandat confié par le Département à Ulule pour la collecte et l'encaissement de dons destinés au financement du Projet ;
- de définir les conditions dérogatoires aux CGU dans lesquelles le Projet s'inscrit.

Article 2 – Objet de la collecte de dons

La collecte de dons confiée à Ulule a pour objet le financement d'une partie du Projet (objectif de collecte : 5 000 euros).

La période de collecte de dons sur le Site s'étend du 19 septembre 2025 au 29 octobre 2025.

Article 3 – Présentation du Projet et communication

Le Département fournira les contenus et les informations nécessaires à la présentation du Projet sur le site d'Ulule et à sa promotion.

Le Département engagera des actions de communication autour du Projet afin d'en assurer une promotion. Par dérogation aux dispositions de l'article 3.3 des CGU, les contenus et les informations mis à disposition d'Ulule par le Département à des fins de promotion du Projet sont concédés à titre non exclusif. Ils restent la propriété du Département.

Le droit d'utilisation concédé à Ulule est personnel, non cessible, que ce soit à titre gratuit ou onéreux, et concédé pour les besoins exclusifs du présent contrat.

Article 4 – Dispositions financières et comptables

4.1 Modalités du versement des contributions à Ulule par les Contributeurs

ULULE

Le Département autorise Ulule à encaisser les dons des Contributeurs destinés au financement de son Projet dans les conditions fixées à cet article et dans la Convention de mandat annexée au présent contrat. En tant que mandataire, Ulule est en charge de l'encaissement des recettes correspondant aux dons des Contributeurs.

Les Contributeurs seront libres du montant de leurs contributions selon les niveaux de contributions proposés par le Département.

Les contributions versées à Ulule pour financer le Projet se feront par ailleurs en euros exclusivement.

Ulule, en sa qualité de mandataire ne pourra, sous quelle que forme que ce soit, sous-traiter, céder, transférer ou apporter à une personne quelconque, l'encaissement des recettes concernées par le présent contrat.

Ulule est seul responsable de l'encaissement de ces recettes, par le moyen de cartes bancaires. Il s'engage à assurer un paiement sécurisé aux utilisateurs, notamment à crypter les numéros de carte bancaire.

4.2 Reddition des comptes et contrôle de l'agent comptable du Département

Ulule s'engage à permettre au Département le téléchargement à tout moment d'un état récapitulatif des dons collectés détaillant, pour chaque transaction, les coordonnées personnelles du Contributeur, le montant du don versé ainsi que la date de la transaction, et faisant apparaître le total des dons collectés.

L'agent comptable pourra à tout moment exercer un contrôle sur pièces et sur place des comptes d'Ulule. À cette occasion, Ulule devra être en capacité de présenter d'une part la comptabilité y afférente, et d'autre part la traduction des flux financiers s'y rapportant.

En cas de manquements à ses obligations telles que définies au présent article, le Département se réserve le droit de résilier unilatéralement le présent contrat sans qu'Ulule ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

4.3 Reversement des sommes collectées au Département

En application des CGU, le Projet est réputé financé si « l'objectif de financement » suivant est atteint ou dépassé à l'issue de la période de collecte précitée : 3 000 euros.

Si cet objectif de financement est atteint ou dépassé au terme de la période de collecte, Ulule s'engage à verser au Département la totalité des dons perçus pour le Projet au plus tard 8 (huit) jours ouvrés suivant l'expiration de la Période de Collecte, soit au plus tard le 12 novembre 2025.

Par dérogation aux conditions définies à l'article 4.4 des CGU, la commission due par le Département en rémunération du service rendu par Ulule, telle que précisée à l'article 4.4.1 des présentes conditions particulières, ne fera en aucun cas l'objet d'un prélèvement sur le montant des sommes collectées à l'occasion de ce reversement.

Il est ici précisé que des dons directement perçus par le Département pour le financement du Projet pourront être ajoutés à la liste des donateurs et intégrés au compteur d'Ulule. Ils seront ainsi ajoutés aux sommes collectées par Ulule et pris en compte pour le calcul de l'objectif de financement. Ils devront faire l'objet d'un référencement particulier sur les états récapitulatifs

téléchargeables prévus à l'article 4.2 des présentes conditions particulières, afin de ne pas être inclus au total des dons collectés par les soins d'Ulule.

Dans le cas où les dons récoltés par Ulule auprès des Contributeurs sont supérieurs à l'objectif de financement, les sommes versées par Ulule au Département restent acquises à ce dernier qui s'engage à les affecter au Projet concerné.

Le versement sera effectué sous la forme d'un virement au compte du Département ci-après en apportant la mention : « DGAE – Collecte de dons – musée-jardin Bourdelle ».

Relevé d'Identité Bancaire (RIB)

RIB : 30001 00525 C770000000066
IBAN : FR57 3000 1005 25C7 7000 0000 066
BIC : BDFEFRPPCCT

4.4 Rémunération du service d'intermédiation par le Département à Ulule

4.4.1 Commission

Dans le cas où le Projet atteint ou dépasse au terme de la Période de collecte son objectif de financement, le Département s'engage à verser à Ulule une commission de 6,67 % HT du montant des contributions collectées par carte bancaire et une commission de 4,17% HT du montant des contributions collectées par chèque.

Par dérogation à l'article 4.4 des CGU Ulule ne prélèvera pas à la source la commission sur les fonds collectés et adressera une facture au Département pour le montant de la commission due. Celle-ci sera acquittée par virement bancaire, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette dernière.

En cas de retard de paiement, Ulule a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 5 – Résiliation

En cas de manquement par l'une des parties à l'une ou l'autre de ses obligations au titre du présent contrat non réparé dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la date de réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par la partie plaignante notifiant les manquements en cause et valant mise en demeure, la partie lésée pourra résilier de plein droit ledit contrat par lettre recommandée avec accusé de réception sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Article 6 - Confidentialité

Il est convenu entre les Parties que les informations échangées à l'occasion de la négociation et de l'exécution du présent contrat sont des informations confidentielles, en dehors de celles déjà publiques, exception faite de la communication des présentes aux ayant droits.

Article 7 - Durée de validité

Les présentes Conditions Particulières entreront en vigueur à leur date de signature par les parties et prendront fin à la date de livraison de toutes les Contreparties offertes aux Contributeurs.

Article 8 - Loi applicable / Attribution de la juridiction

Par dérogation à l'article 13.4 des CGU, tout différend relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera soumis à une conciliation amiable préalablement à tout recours contentieux. En cas de désaccord persistant, tout litige relèvera de la compétence du tribunal administratif.

Fait en deux exemplaires à Melun le

Pour Ulule	**Pour le Département de Seine-et-Marne**
Directeur Général	Le Président du Conseil départemental
Arnaud BURGOT	Jean-François PARIGI

Accusé de réception préfecture
077-227700010-20250620-D250620_211H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

CONVENTION DE MANDAT
DANS LE CADRE D'UNE CAMPAGNE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF LE PROJET DE RESTAURATION DES SCULPTURES EN BRONZE DU MUSÉE-JARDIN BOURDELLE

Les Parties :

Entre

Le Département de Seine-et-Marne, sis rue des Saints Pères, CS 50377, 77010 Melun cedex, représenté par Monsieur Jean-François PARIGI, en qualité de Président, agissant en exécution de la délibération du Conseil départemental n°2/11 en date du 20 juin 2025.

ET
La Société ULULE, Numéro individuel d'identification fiscale (numéro de TVA intracommunautaire) : FR57794710830
Représentée par Arnaud Burgot en sa qualité de Directeur Général
Ci-après dénommée « Ulule ».

ET

Madame la Payeuse départementale

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le décret n° 2015-1670 du 14 décembre 2015, pris en application de l'article L. 1611-7-1 du code général des collectivités territoriales précise les dispositions comptables et financières applicables aux conventions de mandat conclues par les collectivités territoriales et leurs établissements publics pour l'encaissement de leurs recettes.

Il étend également le champ des recettes dont les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent confier l'encaissement à un organisme public ou privé. Ces derniers pourront se voir notamment confier l'encaissement des redevances de stationnement des véhicules sur voirie à la suite de l'adoption de l'article 63 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ainsi que le produit des revenus tirés d'un projet de financement participatif.

Extraits :

« Art. D. 1611-32-9.-Outre les recettes mentionnées à l'article L. 1611-7-1, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent confier à un organisme public ou privé l'encaissement de recettes relatives :

[…]

« 2° Aux revenus tirés d'un projet de financement participatif au profit d'un service public culturel, éducatif, social ou solidaire ;

ULULE

[…]

Article 1er : Objet de la convention

Le Musée-Jardin Bourdelle, situé à Égreville et propriété du Département de Seine-et-Marne, accueille un ensemble de 58 sculptures en bronze retraçant l'évolution de l'œuvre d'Antoine Bourdelle. La collection est présentée en plein air dans un jardin mêlant parterre fleuris, conifères, arbres friturières ou décoratifs, et arbustes.

Ce patrimoine tactile, soumis aux mains des visiteurs ainsi qu'aux aléas climatiques et aux déjections de volatiles, souffre aujourd'hui de pathologies diverses. Son état de présentation et de conservation, fortement dégradé, nécessite une opération de restauration.
Le projet de restauration porté par le Département de Seine-et-Marne permettra ainsi d'assurer la conservation et la stabilité des sculptures, de les protéger et les mettre en valeur.

Article 2 : Les attentes du Département concernant la gestion financière et comptable

Suite au lancement d'une consultation, l'intermédiaire retenu est la société Ulule grâce à sa plate-forme intitulée Ulule. Il est convenu que le tiers sollicitera les personnes privées pour le versement des fonds rentrant à terme dans le financement du projet. Cette convention de mandat autorise la société à recevoir ces fonds dès lors qu'elle respecte les articles du décret rappelés ci-avant.

Le Département de Seine-et-Marne et le Trésor public pourront recueillir les dons à la date de clôture d'appel à dons.

Les crédits devront être versés sur le compte du Trésor (RIB joint). Aucune compensation ne devra être réalisée par la société « intermédiaire » lors des transferts. Les frais qu'il pourrait supporter dans l'accomplissement de sa mission et du marché seront mandatés par la collectivité et sur son budget principal par le service concerné.

La loi relative au mécénat et aux fondations dite « loi Aillagon » votée le 1er août 2003 rend les dons des particuliers et des entreprises éligibles à des réductions d'impôts. Aussi, les fonds reçus dans le respect de ces dispositifs doivent ouvrir droit à l'établissement d'un reçu-don fiscal.

Ces documents seront établis lors de la réception effective des crédits. Ils concerneront donc l'année à laquelle le Trésor recevra sur son compte les versements. Ces reçus ne seront édités que si le projet de restauration des sculptures en bronze du Musée-jardin Bourdelle a abouti. Les reçus-dons seront signés par l'ordonnateur de la collectivité. L'adresse exacte des donateurs devra être connue pour l'établissement de ces documents. Un objectif de 5000 € minimum de dons est fixé ; ce montant pourra être dépassé.
Des états communiqués par la Payeuse départementale rendront compte régulièrement des sommes reçues. Le libellé du Trésor public devra indiquer « crowdfunding – musée-jardin Bourdelle ».

Article 3 : Participation financière du département

Les sommes à régler à l'intermédiaire sont fixées dans la notification du marché.

Article 4 : L'évaluation et le suivi du dispositif

ULULE

L'intermédiaire devra régulièrement rendre compte des moyens utilisés pour collecter des fonds et des crédits perçus à ce titre.

Dans le cadre des conditions d'organisation de l'appel des fonds évoquées dans le décret n° 2014-1053 du 16 septembre 2014, l'intermédiaire devra correctement renseigner les particuliers et entreprises souhaitant participer à la réussite du projet du Département. Il devra recueillir et transmettre à la collectivité et au comptable public les données permettant d'effectuer les transactions financières ultérieures et les démarches fiscales éventuelles.

Article 5 : Dispositions particulières

Le Département s'engage à mettre tout en œuvre pour assurer une bonne coordination entre les différents partenaires. Il pourra sur son site internet et dans ses publications faire la promotion de ce portage innovant.

Le Trésor public et plus particulièrement la paierie départementale pourra à ce titre demander à l'intermédiaire des renseignements pendant l'exécution de la convention.

Article 6 : Durée de la convention

La durée de validité du marché court à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2026. La convention s'applique donc durant la période de la convention et ses éventuelles phases de reconduction.

La convention prend fin en cas de non reconduction et de fin du marché. Une nouvelle convention de mandat devra être conclue si un autre marché est lancé par le Département de Seine-et-Marne et si les pièces du marché la prévoient.

Pour le Département de Seine-et-Marne Le Président Jean-François PARIGI	Pour la paierie départementale de Seine-et-Marne Le Payeur départemental Christine SIBLET-BEUVAIN	Pour la société ULULE SAS Le Directeur

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/12

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_212H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-2/12**

OBJET : Avenant n°1 au contrat de concession de travaux entre le Département, la Région Île-de-France et la SPL.

Le Département et la Région Ile-de-France sont actionnaires de la Société publique locale (SPL) « Plateforme d'approvisionnement de la restauration scolaire de l'Est francilien », créée le 22 avril 2021 et entrée en fonction en septembre 2024. Une concession de travaux a tout d'abord permis la construction de la plate-forme avant que l'outil industriel ne rentre en exploitation. Ainsi, dans une logique de sécurisation et de rentabilisation de l'outil, il apparait nécessaire de conclure un avenant de la concession de travaux pour y apporter des précisions quant à l'exploitation de la plate-forme et au régime de ses biens. Le Département ayant été désigné coordonnateur du groupement d'autorités concédantes pour la conclusion du contrat de concession de travaux, il lui appartient, au nom du groupement formé avec la Région, de conclure cet avenant avec la SPL.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

Et notamment, son article L.1531-1 renvoyant aux articles L1531-1 et L.1521 et suivant ;

VU le Code de commerce, et notamment, ses articles L.225-1 et suivants relatifs aux sociétés anonymes,

VU le Code de la Commande publique, et notamment, ses articles 1121-1 et 1121-2, 3112 et suivants, 3111-3, 3211-4, et L3112-1

VU la délibération du Conseil départemental n°1/13 A en date du 26 septembre 2019, approuvant les statuts de la SPL « Plateforme d'approvisionnement de la restauration scolaire de l'Est francilien », signés en date du 25 mars 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n°2/02 A et B en date du 8 avril 2022, approuvant le conventionnement de groupement d'autorités concédantes Département-Région Ile-de-France, et le contrat de concession de travaux entre la SPL et ce groupement,

VU l'avis des Commissions précitées,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/12

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le projet d'avenant n°1 au contrat de concession de travaux entre le SPL et le groupement,

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président du Conseil départemental à signer cet avenant au nom du Département,

Article 3 : de donner tout pouvoir à Monsieur le Président du Conseil départemental quant à la prise de toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 32

Mme Emma ABREU

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

Mme Anne GBIORCZYK

M. Pascal GOUHOURY

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

M. Jean-François PARIGI

Mme Véronique PASQUIER

M. Vincent PAUL-PETIT

M. Brice RABASTE

M. Christian ROBACHE

Mme Béatrice RUCHETON

M. Patrick SEPTIERS

Mme Sandrine SOSINSKI

M. Jean-Louis THIERIOT

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/12

Mme Claudine THOMAS

Mme Véronique VEAU

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian

Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis

M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 10

M. Eric BAREILLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Laurent GAUTIER

Mme Julie GOBERT

M. Anthony GRATACOS

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Nathalie MOINE

Mme Marie-Line PICHERY

Mme Sara SHORT-FERJULE

M. Mathieu VISKOVIC

N'ont pas pris part au débat et au vote : 4

M. Olivier LAVENKA en sa qualité de représentant de Seine-et-Marne au sein du Conseil d'administration de la SPL Approv'halles

Mme Daisy LUCZAK en sa qualité de représentante de Seine-et-Marne au sein de l'Assemblée générale de la SPL Approv'halles

Mme Virginie THOBOR en sa qualité de représentante de Seine-et-Marne au sein du Conseil d'administration de la SPL Approv'halles

M. Xavier VANDERBISE en sa qualité de représentant de Seine-et-Marne au sein du Conseil d'administration de la SPL Approv'halles

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-2/12

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_212H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

APPROV' HALLES

Département de la Seine-et-Marne

S.P.L. Plateforme d'Approvisionnement de la Restauration scolaire de l'Est Francilien

AVENANT N° 1

AU CONTRAT DE CONCESSION DE TRAVAUX

RELATIF A LA CONCEPTION ET LA REALISATION D'UNE PLATEFORME D'APPROVISIONNEMENT DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DE L'EST FRANCILIEN

ENTRE,

D'une part :

Le DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

Coordonnateur du groupement d'autorités concédantes créé avec la Région Ile-de-France, conformément aux articles L. 3112-1 et suivants du code de la commande publique,

Représenté par son Président, Jean-François PARIGI

En vertu de la délibération du Conseil départemental en date du 20 juin 2025

Désigné ci-après « **le Groupement d'Autorités Concédantes** » ou « **les Collectivités** »

ET,

D'autre part :

La SPL PLATEFORME D'APPROVISIONNEMENT DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DE L'EST FRANCILIEN, société au capital de 11,300.000 €, dont le siège social est au 16, avenue Renier Acorre 77160 Provins

représentée par M. Patrick TONDAT, son Directeur Général

En vertu de la résolution du 16 juin 2025

Désignée ci-après « **le Concessionnaire** » ou « **La Société** »

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

Les Collectivités ont créé la Société le 22 avril 2021 sous la forme d'une société publique locale dont les Collectivités détiennent la totalité du capital. Elles exercent sur la Société un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services. La Société réalise, quant à elle, ses activités exclusivement pour le compte des Collectivités.

En conséquence, c'est dans un cadre de quasi-régie conjointe au sens des articles L. 3211-3 et L. 3211-4 du Code de la commande publique, que les Collectivités ont confié, le 12 avril 2022, un contrat de concession de travaux (ci-après le « Contrat ») en vue de la réalisation d'une plateforme agroalimentaire d'approvisionnement de la restauration scolaire de l'Est francilien (la Plateforme).

La Plateforme a été implantée à Provins (77) sur la ZAC du Provinois. Les travaux ont été réceptionnés en date du 5 août 2024, la mise en service de la Plateforme étant intervenue à compter de cette date.

Les Collectivités et la Société constatant depuis lors la nécessité d'augmenter le chiffre d'affaires de la Société pour s'assurer de l'amortissement de la Plateforme, elles se sont rapprochées afin d'identifier des solutions en vue d'augmenter les volumes commercialisés par la Société.

D'ores-et-déjà, les Collectivités autorisent la Société, dans leur intérêt et pour leur compte mais de manière accessoire, à exploiter la Plateforme au profit d'entités tierces en vue de sa valorisation.

Par ailleurs, l'objet d'un contrat de concession de travaux pouvant prévoir de faire réaliser un ouvrage par un concessionnaire et l'intérêt à terme étant pour les Collectivités de disposer de l'équipement, il convient de prévoir que la Plateforme et les biens nécessaires à son fonctionnement reviendront aux Collectivités au terme du Contrat.

IL EST EN CONSEQUENCE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article 1. OBJET

Le contrat de concession de travaux signé le 12 avril 2022 est modifié comme suit :

1.1. Compléments apportés à l'article 3.2

L'article 3.2 est complété par l'alinéa 2 suivant :

> *« Le Concessionnaire est autorisé dans le cadre de l'exploitation de la Plateforme, en vue de la valorisation de celle-ci et dans les conditions prévues à l'article 8.7, à réaliser des prestations accessoires au profit de tiers dans la limite de 20 % de son chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année scolaire précédente, du 1/8 au 31/7.*
>
> *A ce titre, les activités accessoires du Concessionnaire seront circonscrites à son objet social tel que défini à l'article 3 de ses statuts. La Société est, dans ce cadre, notamment autorisée à proposer à des tiers des espaces de stockage au sein de ses installations, des prestations de surgélation, transformation de premier niveau, de conditionnement ou de préparation de légumes, de fruits, volailles et produits laitiers, et fournir des denrées alimentaires à des tiers y compris dans le cadre de marchés privés. Il est précisé que sont expressément exclus du dispositif toutes les prestations ou fournitures qui découleraient de l'attribution de marchés publics, auxquels la Société ne peut participer au profit de pouvoirs adjudicateurs tiers aux actionnaires. Ces activités accessoires doivent, en tout état de cause, être compatibles avec les contraintes de fonctionnement de la plateforme au titre des activités bénéficiant directement aux actionnaires ».*

1.2. Modification de l'alinéa 1er de l'article 5

Les stipulations de l'article 5, alinéa 1er, sont remplacées par les stipulations suivantes :

> *« Le Contrat sera exécuté sur la ZAC du Provinois à Provins dans le Département de la Seine-et-Marne (77), sur la parcelle objet d'une promesse de vente annexée au présent Contrat, et en tout état de cause sur le territoire des actionnaires de la Société ».*

1.3. Modification de l'alinéa 1er de l'article 6

Les stipulations de l'article 6, alinéa 1er, sont remplacées par les stipulations suivantes :

> *« L'Ouvrage réalisé, ainsi que ses équipements et toute acquisition meuble ou immeuble nécessaire à son fonctionnement, sont la propriété du Concessionnaire pendant la durée du Contrat sous sa forme actuelle ou, en cas d'attribution, dans la continuité du contrat en cours, d'un ou de nouveau(x) contrat(s) de concession de service ».*

1.4.Compléments apportés à l'article 8.5

L'article 8.5 est complété par l'alinéa 4 suivant :

« Au terme du Contrat, c'est-à-dire de la présente concession de travaux ou du ou des contrats de concession de service qui serai(en)t conclu(s) dans la continuité du premier, l'Ouvrage réalisé, ainsi que ses équipements et toute acquisition meuble ou immeuble nécessaires à son fonctionnement, deviennent la propriété des Collectivités ».

1.5. Compléments apportés à l'article 8.7

L'article 8.7 est complété par l'alinéa 3 suivant :

« En application de l'article 3.2, le Concessionnaire peut réaliser des prestations au profit de tiers de nature à contribuer, dans l'intérêt du projet et des actionnaires, à l'équilibre économique de l'exploitation. Ceci exposé, il est reconnu aux Collectivités une faculté d'opposition exercée dans les conditions et selon les modalités suivantes. Le Concessionnaire communique impérativement avant toute contractualisation avec un tiers, aux Collectivités toutes informations utiles, notamment le type d'activité envisagée, le nom du bénéficiaire et les volumes prévisionnels de commande, le cas échéant, et le chiffre d'affaires prévisionnel. Cette communication intervient par écrit à l'adresse courriel suivante XXXXXXXXXXXX, dans un délai minimum de quinze jours avant toute formalisation d'un engagement auprès d'un tiers.

Les Collectivités, par l'intermédiaire du Département de Seine-et-Marne, le cas échéant après concertation avec la Région Ile-de-France, et éventuellement les autres membres du Groupement d'Autorités Concédantes, disposent alors de la faculté de solliciter un complément d'information dans ce délai, transmis à l'adresse courriel suivante : XXXXXXXX. Il doit y être répondu par la Société dans un délai maximum de sept jours.

En cas de silence du Département dans le délai de quinze jours d'origine ou de silence dans le délai de quinze jours suivant la réponse apportée par la Société à la suite d'une sollicitation de complément, les Collectivités sont réputées ne pas s'opposer à l'activité accessoire projetée.

A l'inverse, les Collectivités par l'intermédiaire du Département de Seine-et-Marne, le cas échéant, après concertation avec la Région Ile-de-France, peuvent, au vu des éléments transmis par la Société, s'opposer au projet d'activité accessoire. L'opposition est alors transmise à l'adresse courriel précédemment mentionnée soit dans le délai de quinze jours suivant soit la communication d'origine par la SPL, soit la réception des compléments sollicités. Ce refus est alors impérativement motivé de manière alternative ou cumulative :

- *par la nature de l'activité accessoire projetée,*
- *le ou les prix appliqués par la Société, lesquels ne sauraient être plus avantageux que ceux pratiqués auprès des actionnaires*
- *l'impact du chiffre d'affaires projeté sur le respect du seuil fixé à l'article 3.2 de du présent Contrat de Concession.*

S'agissant spécifiquement des réponses aux consultations de marchés privés auxquelles le Concessionnaire souhaiterait candidater, il devra selon le processus décrit-ci-dessus, avant toute soumission, communiquer aux Collectivités les caractéristiques essentielles de son offre. Conformément au processus décrit ci-dessus, les Collectivités pourront s'opposer, pour les mêmes motifs que ceux listés précédemment, à la participation de la Société à la procédure de consultation en cause.

Il est précisé que le processus décrit ci-dessus n'exonère en rien la Société de ses responsabilités au titre des activités accessoires prises en charge.

1.6. Modification de l'article 10

Les stipulations de l'article 10, alinéa 1er, sont remplacées par les stipulations suivantes :

« Conformément à l'article L. 3131-5 du Code de la commande publique, le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession, y compris l'ensemble des données comptables utiles et nécessaires à la vérification du respect du seuil fixé à l'article 3.2, et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Ce rapport précise également l'historique, les faits marquants, les points bloquants, l'avancement des différents contrats et marchés, l'avancement technique et financier de l'opération, et les perspectives envisagées ».

Article 2. ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant entre en vigueur à la date de sa signature.

Article 3. PORTEE

Les Collectivités s'engagent à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur du présent avenant.

Les stipulations du contrat de concession de travaux non modifiés par l'effet du présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois originaux

A.....

le.....

Le Département de Seine-et-Marne, coordonnateur du groupement d'autorités concédantes	La Société

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-3/01

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_301H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Séance du vendredi 20 juin 2025

DÉLIBÉRATION N° **CD-2025/06/20-3/01**

Commission n° 3 - Jeunesse et Sports
Rapporteur(s) : FENZAR-RIZKI Bouchra

Commission n° 7 - Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur(s) : GARREAU Isoline

OBJET : Appel à Projet parasport 2025

Dans le cadre du développement de la politique para-sportive en Seine-et-Marne, le Département s'est fixé un objectif ambitieux: permettre à toute personne en situation de handicap de trouver une offre de pratique sportive dans un rayon de 10 km autour de son lieu de vie. Ce projet a été présenté puis retenu comme projet phare d'Ile-de-France par la Conférence régionale du sport et la Conférence des financeurs d'Ile-de-France (CdF-IdF) permettant l'obtention, fin 2024, du fonds d'amorçage de la CdF-IdF.

En 2025, ce fonds d'amorçage exceptionnel permettra au Département de proposer à différents acteurs du para-sport une subvention déterminée via un Appel à projet destiné à multiplier le développement de la pratique sportive des personnes en situation de handicap.

Ce rapport présente l'appel à projet, le cahier des charges à respecter pour les demandeurs ainsi que les montants attribués en fonction des éléments fournis.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n°3/02 en date du 17 novembre 2023 portant approbation du contrat pluriannuel d'orientation et de financement (CPOF),

Vu la délibération du Conseil départemental n°7/01 en date du 3 avril 2025, portant approbation du Budget départemental pour l'exercice 2025,

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

Après en avoir délibéré,

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-3/01

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver l'appel à projet para-sport présenté en annexe de la présente délibération.

Article 2 : que les crédits nécessaires au financement de cet appel à projets seront prélevés, dans la limite de ceux ouverts chaque année au budget départemental, au titre de l'action « Soutien au sport civil », opération « Dispositif en faveur du para-sport », du domaine « Activités sportives ».

Adopté à l'unanimité

Ont voté POUR : 46

Mme Emma ABREU

M. Eric BAREILLE

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI

M. Thierry CERRI

M. Jean-Marc CHANUSSOT

M. Bernard COZIC

Mme Sophie DELOISY

M. Stéphane DEVAUCHELLE

M. Smaïl DJEBARA

M. Yann DUBOSC

Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU

M. Laurent GAUTIER

Mme Anne GBIORCZYK

Mme Julie GOBERT

M. Pascal GOUHOURY

M. Anthony GRATACOS

M. Michel JOZON

M. Denis JULLEMIER

Mme Sarah LACROIX

M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE

Mme Daisy LUCZAK

Mme Nathalie MOINE

Mme Cindy MOUSSI-LE GUILLOU

Mme Mireille MUNCH

Mme Céline NETTHAVONGS

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-3/01

M. Jean-François PARIGI
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU
M. Mathieu VISKOVIC
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à M. ROBACHE Christian
Mme Nolwenn LE BOUTER a donné pouvoir à M. THIERIOT Jean-Louis
M. Ugo PEZZETTA a donné pouvoir à Mme MOUSSI-LE GUILLOU Cindy

Ont voté CONTRE : 0

Se sont ABSTENUS : 0

N'a pas pris part au débat et au vote : 0

DELIBERATION n° CD-2025/06/20-3/01

Etaient ABSENTS: 0



Jean-François PARIGI
Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Publication n°54 - Délibérations du Conseil départemental du 20 juin 2025 Date de publication en ligne le 30 juin 2025
Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20250620-D250620_301H1-DE

Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025
Date de Publication : 30/06/2025

Appel à projets Para-sport 2025

Tout projet en faveur du développement du para-sport en Seine-et-Marne

1/. Eligibilité : structure ou entité porteuse du projet :

- Associations sportives civiles
- Comités sportifs départementaux
- Écoles multisports
- Instituts médico-éducatifs / ESMS
- Collèges
- Associations sportives UNSS
- Collectivités territoriales

Tout porteur de projet qui souhaite développer la pratique para-sportive

Afin de faciliter la recherche des possibilités de pratique pour l'ensemble des personnes en situation de handicap, les porteurs de projet devront justifier l'état de leur démarche d'inscription au Handiguide.

A/ Clubs para-accueillants – obligation d'inscription au Handiguide, validée par le SDJES (Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports)

Votre structure est-elle identifiée dans le Handiguide des sports ? (référencement obligatoire)

a) Votre organisation

- Section inclusive / section spécifiques (antériorité des sections)
- Nombre de licenciés
- Disciplines pratiquées
- Encadrement – nombre et qualification

b) Vos besoins en formation (niveau 1 – 1ère démarche ; niveau 2 – 1 à 2 années de fonctionnement ; niveau 3 – 3 ans et plus de fonctionnement)

- Club inclusif (dirigeants)
- Club inclusif départemental (éducateurs)

Les formations sont organisées en collaboration avec le SDJES, le CDOS (comité départemental olympique et sportif), le CPSF (comité paralympique et sportif français), et les comités départementaux handisport et sport adapté.

Subvention départementale :

- *Fonctionnement* : Forfait de démarrage de 1 000 €, puis 500 € si renouvellement les années suivantes
- *Investissement* : Besoin spécifique identifié, maxi 50 % du coût, plafonné à 1 000 €.

B/ Evénements

Tout événement permettant le développement du para-sport, hors «événement unique et isolé»

1/. Objectif général du projet, objectifs secondaires et/ou opérationnels

2/. Type de projet :

Description du projet

- Projet événementiel ou projet pédagogique avec plusieurs séances
- Publics et nombre de personnes accueillies
- Durée du projet, dates ou périodes de réalisation du projet
- Lieu(x) du projet
- Territoire(s) couvert(s) par le projet ou rayonnement

3/. Ressources humaines :

- Nombre de personnes impliquées dans le projet :
  - Bénévoles
  - Salariés (CDI, CDD, emplois aidés, ...)
  - Recrutement pour la conception et la mise en œuvre du projet
  - Coût global de la masse salariale destinée au projet
  - Valorisation du bénévolat
- Qualifications des personnes encadrant le projet
- Besoin de formation spécifique liée au projet

4/. Ressources matérielles :

- Matériels disponibles dans la structure et mutualisables pour le projet
- Acquisition de matériels spécifiques pour la mise en place du projet
- Coût global de l'acquisition des différents matériels
- Location d'espaces sportifs ou mise à disposition gracieuse d'équipements
- Coût global ou valorisation des différents espaces utilisés

5/. Budget prévisionnel du projet :

- Élaboration d'un budget dédié au projet
- Les partenaires sollicités pour le projet (concours publics, subventions collectivités, organismes sociaux, l'ARS, les fondations, le CPSF et les Fédérations ou organismes déconcentrés, ...) et les montants des aides attendues

Subvention départementale :

Mise en place d'une **commission d'évaluation** des projets pour valider les projets retenus et les montants attribués, fonctionnement et investissement :

Taux maxi de 50 % du coût du projet, plafonné à 1 000 €, tant en *fonctionnement* qu'en *investissement*.

La commission d'évaluation pourra être amenée à statuer sur un déplafonnement de la subvention pour des projets avec un rayonnement à minima départemental.

C/ Bourse individuelle déplacement championnats régionaux et nationaux

Pour des athlètes n'ayant pas la possibilité de se licencier dans un club de proximité pour évoluer en championnat régional ou national, une bourse spécifique pourra être étudiée concernant les déplacements vers le lieu d'entrainement.

1/. Calendrier annuel des déplacements (vers le lieu d'entrainement),

Fréquence, distance aller-retour

2/. Type de véhicule utilisé

Subvention départementale :

Mise en place d'une **commission d'évaluation** des dossiers pour valider le montant des bourses attribuées.